



Comité d'Histoire

INRAE



Anchorales n°21

Économistes ruraux • Tome 1

POUR UNE HISTOIRE COLLABORATIVE ET PROSPECTIVE

Le Comité d'Histoire de la recherche agronomique, créé en 2005 dans le cadre de la préparation du 60^e anniversaire de l'Inra, réunit des personnels en activité et en retraite des organismes de recherche et des chercheurs en histoire et en sciences sociales. Son objectif est d'éclairer la dynamique des savoirs, les débats et controverses sur les orientations et sur les finalités de la recherche, les vicissitudes, les contingences, mais aussi les aventures intellectuelles et humaines qui traversent l'histoire des sciences dans leurs relations à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement. La création d'INRAE en 2020 a conduit à élargir le périmètre des investigations historiques du Comité d'Histoire, renouvelé en 2022 sous la dénomination « Comité INRAE / Cirad pour l'histoire de la recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ».

Les travaux du Comité d'Histoire reposent sur la conviction que si l'histoire questionne le passé, elle ne doit être ni une connaissance enfermée sur les institutions ou sur les disciplines scientifiques, ni une pratique extérieure aux enjeux du présent. Bien au contraire, l'ambition du comité est d'accompagner les acteurs contemporains dans leur réflexion sur le rôle et la place des sciences agronomiques dans le monde contemporain, non en portant des jugements, mais en ouvrant la connaissance de ce qui fut pour enrichir la compréhension du champ des possibles. Ainsi la conception de l'histoire qui anime les membres du comité n'est-elle ni institutionnelle ni mémorielle, mais bien prospective.

En créant la « mission Archorales » en 1995, Denis Poupardin entendait non seulement conserver un patrimoine mémoriel, mais aussi constituer un capital historiographique. C'est en fidélité à ce legs que le Comité d'Histoire travaille aujourd'hui encore. Le recueil et la publication de témoignages, leur accompagnement par la photographie ou la publication d'archives, tout comme la rédaction d'articles de synthèse ou de réflexion, s'inscrivent ainsi dans le projet de faire vivre une réflexion collective pluridisciplinaire dans laquelle ceux qui ont vécu l'histoire de la recherche agronomique et ont contribué à « la faire », échangent leurs expériences et leurs points de vue, à la fois entre eux et avec des historiens de métier, dans le respect à la fois de la déontologie de la recherche historique, de la liberté de parole des témoins, et du devoir d'éclairer les organismes de recherche publique sur les grands enjeux auxquels ils font face.

Pour déployer cette approche collaborative impliquant les acteurs et leurs mémoires, les institutions et leurs archives, les historiens et leurs méthodes, Archorales constitue une ressource précieuse. Les témoignages des acteurs, parties prenantes de cette histoire, donnent de la « chair » au récit historique et permettent de déceler des aspects de la vie scientifique que les documents institutionnels laissent dans l'ombre. Dans l'idée de produire, pièce par pièce, une enquête de fond sur la genèse, les évolutions et les formes d'expression de l'agir scientifique dans le champ des agrobiosciences, l'archive orale complète et enrichit les archives classiques en donnant une image à la fois plus complexe et plus humaine des organisations, des pratiques et des réalisations de la recherche publique.

Depuis 2015, le Comité d'Histoire, désireux de mieux mettre en valeur les témoignages et de les articuler plus directement à une réflexion historique, a opté pour la réalisation de volumes thématiques. Les témoignages individuels se trouvent ainsi resitués dans une perspective collective, - scientifique, institutionnelle et politique -, grâce à une analyse historique qui aide à dégager les traits communs de la thématique considérée. De manière directement complémentaire, un important travail de collecte et d'édition de sources iconographiques permet de mieux mettre en perspective et d'enrichir la compréhension des trajectoires individuelles et collectives de la recherche agronomique. Le Comité d'Histoire considère qu'il est de sa mission de mettre ces nourritures intellectuelles, dans leur richesse et leur diversité, à la disposition de tous.

À ce jour, le fonds Archorales comprend environ 420 témoignages recueillis et déposés aux Archives nationales. Avec le présent numéro, ce sont près de 170 de ces témoignages qui auront été publiés dans 21 volumes, librement consultables sur le site web du Comité d'Histoire.

Egizio Valceschini
Président du Comité d'Histoire

Ce volume est une œuvre collective. Que tous ceux qui y ont participé ou l'ont rendue possible en soient remerciés, tout particulièrement Pascale Inzerillo dont la contribution à la conception de la maquette actuelle a été majeure.

En couverture : Helsinki (Finlande) où se tient en 1955, du 21 au 27 août, la 7^{ème} conférence internationale des économistes agricoles à laquelle participe Denis Bergmann. Photo parue dans les Proceedings publiés en 1956 par Oxford University Press.

TOME 1

AVANT-PROPOS

PHILIPPE MAUGUIN 2

L'ÉCONOMIE RURALE EN FRANCE UNE MÉMOIRE À RESTITUER, UNE HISTOIRE À ÉCRIRE

PIERRE CORNU ET EGIZIO VALCESCHINI 6

DENIS BERGMANN (1919-1987) NOTICE BIOGRAPHIQUE

PIERRE CORNU ET EGIZIO VALCESCHINI 12

TÉMOIGNAGES

MICHEL PETIT 54

ANDRÉ BRUN 78

JEAN-MARC BOUSSARD 108

MARCEL MAZOYER 134

AVANT-PROPOS

PHILIPPE MAUGUIN

PDG D'INRAE



Philippe Mauguin ouvre le colloque anniversaire du département EcoSocio d'INRAE « 60 ans de recherches en économie et en sciences sociale pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement », 25 novembre 2021.

Après la recherche forestière, la photographie scientifique et la biologie végétale, voici que la revue *Archorales* nous propose une première investigation thématique dans le champ des sciences sociales, avec cette livraison sur l'économie rurale - et quelle livraison : deux forts volumes, comprenant une introduction à caractère programmatique, une biographie et dix témoignages particulièrement développés, le tout accompagné d'une exceptionnelle moisson d'archives photographiques.

Parmi les organismes de recherche finalisée, INRAE se distingue historiquement par l'importance de ses effectifs de chercheurs en sciences sociales, et notamment en économie. Aujourd'hui présents sur toutes les questions vives de notre périmètre de recherche et à toutes les échelles de l'analyse et de l'expertise, les économistes d'INRAE contribuent pour une part importante à notre ambition collective. Rassemblés pour l'essentiel au sein du département de recherche Ecosocio avec les sociologues et les praticiens des sciences de gestion, en nombre plus restreint au sein des départements Act et Aqua, ils portent une voix forte et originale aussi bien dans nos débats internes que dans les relations avec nos partenaires académiques, socioéconomiques ou institutionnels.

Ce n'était pourtant pas l'intention initiale des pouvoirs publics, qui lors de sa fondation en 1946 avaient dévolu l'Inra aux seules recherches biotechniques orientées vers les productions végétales et animales. Mais avec les besoins d'adaptation des exploitations agricoles à la modernisation, l'intégration croissante des marchés agricoles nationaux et internationaux, et la nécessité d'une politique agricole volontariste, l'évidence d'une mise en dialogue de ces biosciences appliquées avec l'analyse économique et sociologique est apparue au grand jour. C'est ce que révèle en particulier la biographie de Denis Bergmann, figure fondatrice de la recherche en économie à l'Inra, reconstituée ici par Pierre Cornu et Egizio Valceschini. De manière symptomatique, c'est en 1957, année de la signature du Traité de Rome donnant naissance à la Communauté économique européenne et à la Politique agricole commune, que les premiers économistes ont été recrutés à l'Inra, en étroite concertation avec l'enseignement supérieur spécialisé, qui lui aussi commençait dans ses grandes écoles à intégrer l'analyse économique au bagage des ingénieurs. D'emblée donc, c'est au nom des enjeux stratégiques majeurs de la nation que les sciences sociales ont été invitées à participer à ce qui constituait alors la recherche agronomique publique sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Les beaux parcours retracés ici, entre recherche et expertise nationale et internationale d'un Michel Petit ou d'un Louis-Pascal Mahé donnent une parfaite illustration de l'apport original et puissant de la recherche économique développé à l'Inra aux réflexions sur les orientations et les instruments de la politique agricole dans une économie de plus en plus ouverte et régie par des négociations internationales.

L'économie rurale, science toute jeune qui ne disposait alors d'aucune institution de recherche ou de formation dédiée, s'est donc construite à l'interface de l'Inra et de quelques grandes écoles agronomiques, Rennes, Paris, Grignon, Montpellier notamment, autour des mots d'ordre de l'appui à la modernisation de l'outil productif national et de la réflexion stratégique sur la conquête des marchés. La fondation en 1955 du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (CNEEMA), et celle, en 1966, du Centre national d'études techniques et de recherches technologiques pour l'agriculture, les forêts et l'équipement



© INRAE

rural (CERAFER) sont venues compléter le tableau, avec des organismes plus proches à l'époque d'une ingénierie de l'action publique, mais qui ont progressivement développé, eux aussi, des compétences en analyse économique. Fusionnés en 1981 sous le nom de Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (Cemagref), ils ont résolument pris le chemin de la montée en scientificité, y compris en sciences sociales. Lors de la transformation du Cemagref en Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea) en 2011, la science économique était d'ores et déjà bien implantées dans cet organisme, si bien que sa fusion avec l'Inra en 2020 a constitué bien plus qu'un renfort, un véritable enrichissement à la fois en termes de méthodes, d'objets et de partenariats du potentiel de recherche d'INRAE.

S'il existe des ouvrages de synthèse sur l'histoire des grands organismes français de recherche spécialisée et sur quelques grands champs disciplinaires constitutifs de notre mémoire partagée, l'économie rurale n'a pas encore fait l'objet de travaux historiques de fond. C'est donc en toute fidélité à sa vocation de collecter et de donner à partager des « matériaux pour l'histoire » que la Mission des archives orales d'INRAE, sous l'égide du Comité d'histoire, a imaginé et réalisé la publication de ces deux volumes sur les trajectoires croisées de onze figures fondatrices de la recherche en économie rurale dans l'enseignement supérieur et à l'Inra.

À lire ces témoignages exceptionnels par leur densité et par la durée historique qu'ils couvrent, on mesure le chemin parcouru, notamment en termes de montée en scientificité et en diversité thématique de cette école française d'économie rurale. Partie de rien ou presque à la Libération, elle s'est construite patiemment, d'abord dans un cadre associatif, celui de la Société française d'économie rurale (Sfer) et de sa revue *Économie rurale*, avant de trouver des points d'ancrages dans les écoles d'agronomie ou d'agriculture et à l'Inra, où un département d'économie et de sociologie rurales a été institué en 1963. Mais ces économistes manquaient encore de tout, à commencer par une statistique agricole digne de ce nom. D'emblée, il leur fallut donc se tourner vers les pouvoirs publics pour jeter les bases d'un système de collecte et de traitement de données quantitatives sur les structures, les productions et les prix. Ils eurent la chance d'avoir alors pour interlocuteur Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, qui avait proclamé en 1961, dès son premier discours devant l'Assemblée nationale, son souci de faire entrer la « pensée économique » dans son ministère.

À l'Inra, les premiers économistes ruraux se devaient à la fois de faire les preuves de leur utilité auprès de leurs collègues des sciences biotechniques, et de gagner la confiance de la direction de l'institut pour obtenir les moyens nécessaires au développement de leurs travaux, notamment en termes de recrutement de jeunes diplômés des grandes écoles ou des universités. De ce point de vue, ils n'eurent pas à se plaindre d'une institution qui initia dès les années 1960 une forte montée en puissance de son potentiel de recherche en économie grâce au recrutement de jeunes chercheurs certes inexpérimentés et peu encadrés mais nombreux, inventifs et bénéficiant d'une liberté enviable.

Paris, Muséum national d'Histoire Naturelle.
Ouverture du colloque anniversaire
du département EcoSocio d'INRAE
« 60 ans de recherches en économie
et en sciences sociales pour l'agriculture,
l'alimentation et l'environnement »,
25 et 26 novembre 2021.

Hauts en couleur sur les « années 68 », les témoignages rassemblés ici montrent que les sciences sociales, tout particulièrement, sont actrices de leur époque, de ses enthousiasmes et de ses controverses. Aussi brillants qu'indisciplinés, les jeunes économistes du département ESR donnèrent bien du souci aux directeurs généraux de l'institut ! Pourtant, à l'image de Denis Bergmann encore ou de son élève Jean-Marc Boussard, ils cherchèrent appui pour leur formation auprès de l'université et s'engagèrent très tôt dans des responsabilités importantes, que ce soit au Plan, à l'OCDE ou à la Commission des comptes de la Nation. Très présents dans le débat public, engagés pour certains auprès de partis politiques ou de syndicats, ils contribuèrent à élargir la perception du grand public sur les questions agricoles, tout d'abord en les élargissant aux enjeux de l'industrie agro-alimentaire, puis à la consommation et à la qualité des aliments, à l'image de Pierre Combris dans les années 1980, et enfin aux questions environnementales et aux dynamiques territoriales, à l'instar de François Bonnieux et d'Amédée Mollard.

Loin de disposer d'un paradigme unifié, les économistes qui nous racontent leur trajectoire dans les pages qui suivent sont à la fois en quête de références théoriques, d'outils et de terrains d'étude pertinents pour éprouver la solidité de leurs méthodes. Certains se tournent vers les outils économétriques, d'autres vers des approches plus qualitatives - jusqu'à s'orienter vers d'autres rivages disciplinaires, à l'instar d'un Raphaël Larrère. Certains se passionnent pour l'économie de l'exploitation, d'autres voient dans les politiques publiques le débouché nécessaire de leurs spéculations. Enseignement, recherche, expertise scandent leurs carrières, sans compter des engagements dans la vie de la cité qui semblent tout naturels à ces porteurs d'une pensée de la décision extrêmement aiguisée, comme l'atteste la belle trajectoire de Marcel Mazoyer, qui préférera finalement suivre les traces agro-économiques de René Dumont.

C'est véritablement dans les années 1980-1990, avec comme facteur d'impulsion majeure la longue maturation de la réforme de la PAC de 1992, que la professionnalisation de la recherche en économie rurale porte ses fruits, permettant aux chercheurs de l'Inra de faire jeu égal avec les meilleurs spécialistes européens et nord-américains. De moins en moins agro-économistes, non sans regret pour un André Brun, resté très attaché aux territoires façonnés par les mondes agricoles, de plus en plus économistes tout court, ils excellent alors dans la production de « modèles » sans cesse affinés. Observant la globalisation des marchés des matières premières agricoles et la complexification des outils institutionnels de leur pilotage à tous les niveaux, ils vont à la fois se spécialiser par échelle et par objet. Ils renforcent, non sans heurts et douleur, la cohésion d'ensemble de leur communauté par une mise à niveau régulière de leurs critères de scientificité, à l'image du parcours personnel de Jean Cavailhès, scandé par des attachements paradigmatiques et des réinventions méthodologiques successifs. Pour autant, à chaque période la passion des débuts est toujours là, quand il s'agit de discuter de l'opportunité de rémunérer les services environnementaux à la fin des années 1990 sous l'impulsion du gouvernement de la « gauche plurielle » ou de participer au « Grenelle de l'environnement » en 2007.

Au milieu des années 1990, la présidence de l'Inra organise des conférences-débats dénommées « Amphi 147 », du nom de l'amphithéâtre qui les accueille au siège de l'institut. Les chercheurs de l'Inra sont mobilisés pour présenter leur expertise et nourrir les débats avec des personnalités des mondes professionnel, politique et économique. Deux chercheurs du département d'Economie et de sociologie rurales (ESR) participent ainsi à l'Amphi 147 « Mondialisation des échanges et politiques de qualité », qui se tient le 5 mai 1994.



Pour le président d'un organisme de recherche publique dans le monde d'aujourd'hui, il est frappant de voir, à travers ces témoignages, les problèmes récurrents que les économistes ont rencontrés quand il s'agissait de faire comprendre ce qu'ils pouvaient apporter aussi bien à leur institut qu'à la société et aux pouvoirs publics. Symétriquement la direction générale de l'Inra, et en arrière-plan le ministère de l'Agriculture, puis celui de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont eues des difficultés à orienter la recherche en sciences sociales, et singulièrement en économie, jusqu'au tournant des années 2000. Comme l'attestent sans fard les témoignages des « anciens » rapportés ici, la relation entre les économistes de l'Inra et leurs directions successives ne fut pas un long fleuve tranquille ! Conflits ouverts jusque dans la presse, démissions et révocations, réunions houleuses et tracts virulents ont émaillé cette histoire. À la fois nécessaire et toujours suspecte d'instrumentalisation, la relation entre analyse économique et décision ne peut jamais être considérée comme acquise, même si la refondation du projet collectif de l'Inra au début des années 2000 autour de l'objectif de la « recherche finalisée » a permis d'apurer bien des incompréhensions.

Et peut-être, finalement, tout cela fut-il pour le mieux, en invitant les chercheurs à se pencher de manière régulière sur la légitimité de leurs questionnements et de leurs propositions, et les instances de gouvernance à s'interroger sur ce que veut dire programmer la recherche, au nom de quel statut de la recherche publique dans la vie de la cité, et pour quelles fins. Car les résultats sont bien là : la recherche en économie rurale a été capable de se renouveler à de nombreuses reprises depuis ses années fondatrices, elle a appris à interagir avec la puissance publique pour doter la France des meilleurs outils de la saisie statistique des réalités complexes de l'agriculture et des industries agroalimentaires, elle s'est armée pour contribuer de manière à la fois pleinement scientifique et stratégique aux grands négociations de la Politique agricole commune et de l'OMC, et enfin elle s'est emparée avec rigueur et engagement des nouvelles questions émergentes du tournant des années 2000, au premier rang desquelles l'environnement.

De leur côté, dans leur dialogue avec la science économique, les instances de direction des organismes de recherche, mais également des administrations publiques, ont elles aussi appris à penser en termes scientifiques et stratégiques les enjeux de l'analyse économique. Or, penser en termes scientifiques, cela ne signifie pas enfermer le « vrai » dans une direction unique, mais accepter l'idée que la décision est un art complexe, qui implique de peser un grand nombre de paramètres, d'envisager plusieurs échelles de temporalité et surtout de prendre en compte la complexité inhérente à toute question impliquant à la fois des faits de nature, des faits techniques et des réalités sociales. Cette exigence est aujourd'hui pleinement intégrée par la direction générale et les départements scientifiques d'INRAE.

L'économie rurale française a été une exceptionnelle école de maturation de ces questions, et pour ce seul motif, c'est avec fierté qu'il convient d'intégrer son histoire propre à celle de la recherche publique française sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. J'invite donc les lecteurs curieux de cette histoire à faire leur miel des riches récits qui nous sont livrés ici par le travail de la Mission Archorales, pour continuer à faire vivre le débat nécessaire sur la contribution des sciences sociales à la pensée du devenir.

Photo de gauche : Alain Berger (directeur de l'Institut national des Appellations d'origine), Jean-François Colomer (directeur des rédactions de la France Agricole), Guy Paillotin (président de l'Inra), Martine Poudelet (ingénieur vétérinaire), Jacques Gallezot (économiste du département d'Economie et de sociologie rurales).

Au milieu : Guy Paillotin, Martine Poudelet, Jacques Gallezot et Emmanuelle Chevassus (économiste du département ESR).

Ci-dessous : de gauche à droite, Alain Berger, Jean-François Colomer, Guy Paillotin, Martine Poudelet, Jacques Gallezot.



L'ÉCONOMIE RURALE EN FRANCE UNE MÉMOIRE À RESTITUER, UNE HISTOIRE À ÉCRIRE

PIERRE CORNU ET EGIZIO VALCESCHINI



© INRAE/Maitre

Egizio Valceschini et Pierre Cornu.
Première réunion du nouveau Comité
d'Histoire INRAE-Cirad à Paris,
18 octobre 2022.

Quand bien même ils ne s'intéresseraient pas à l'histoire de leur discipline comme objet de connaissance, les chercheurs en économie d'INRAE savent que leur position actuelle est le produit d'une longue quête d'autonomie scientifique par rapport à une « demande » initialement étroitement « appliquée ». Mais ce que l'étude de l'histoire des sciences suggère, c'est que les conditions de l'émancipation sont aussi importantes que sa finalité pour comprendre comment une discipline bâtit dans la durée, c'est-à-dire les circonstances changeantes de son développement institutionnel et épistémologique, son rapport à ses objets, à son environnement, et à elle-même comme monde de pratiques guidées par un objectif de connaissance et, pour la recherche publique, de contribution à l'intérêt général.

Rattachés aujourd'hui pour l'essentiel au département Ecosocio, avec un petit nombre appartenant au département Action, territoires, transitions (ACT), les économistes d'INRAE, qu'ils proviennent de l'ex-Inra ou de l'ex-Irstea, travaillent aujourd'hui sur les objets les plus divers - les marchés, la production, les systèmes de distribution, la consommation, les enjeux territoriaux ou environnementaux... -, mais ne se définissent nullement par rapport à ces derniers. Ils sont d'abord et avant tout « économistes », puis éventuellement attachés à telle méthodologie, tel domaine d'application, telle théorie ou paradigme, avec une préférence pour les échelles *micro* ou *macro*, une prévalence des orientations fondamentales ou finalisées dans leurs travaux, mais rien qui ressemble à des « spécialités » autonomes ou autoréférentielles. Que ce soit à INRAE, au Cirad, au CNRS ou dans les universités, en France ou dans le monde, l'économie est de nos jours unie par son ambition de rendre compte, par l'application de méthodes scientifiques rigoureuses, des comportements des agents saisis sous l'angle de la relation d'échange.

De fait, il faut avoir une certaine ancienneté dans la carrière pour se souvenir du temps où la recherche en économie à l'Inra et autour des principales chaires des écoles d'agronomie et d'agriculture se faisait dans le cadre d'un département d'« économie et de sociologies rurales », et un âge certain pour avoir participé aux joutes intellectuelles sur ce que pouvait et ce que devait être l'« économie rurale » comme discipline. Certes, il existe encore une revue qui porte le nom d'*Économie rurale*, et une société savante qui s'intitule Société française d'économie rurale (Sfer), créée en 1948, mais il y a longtemps que ces noms hérités ne désignent plus un programme particulier. Les économistes qui, aujourd'hui, s'intéressent aux questions agricoles, alimentaires et territoriales, sont aussi éloignés des concepts directeurs et des méthodes de cette communauté fondatrice que peuvent l'être les chercheurs en génomique par rapport aux anciens praticiens de la génétique quantitative. Les changements de paradigme intervenus ont rendu le passé opaque, sinon illisible. Éclairer ce passé proche revient donc d'ores et déjà à la méthode historique.

Pour construire la scientificité de leur discipline aux époques où ils n'existaient que de manière dispersée dans des univers de pratiques de recherche et d'enseignement hétéroclites, les économistes ont emprunté deux voies opposées : la première, celle d'un « pari de la raison », formulé pour la première fois au siècle des Lumières, et sans cesse renouvelé depuis par de nouvelles propositions théoriques à valeur exploratoire ; et

la seconde, celle d'un lent dégagement de la gangue de l'empirisme à partir d'un certain nombre de mondes de la pratique - gestion d'entreprise, commerce, fabrique de la loi, administration... -, lieux de la maturation laborieuse mais constante d'outils de mesure, de méthodes d'analyse, enfin d'une capacité d'anticipation et d'orientation. Dans le cas de la France tout particulièrement, ces deux voies ont eu pour caractéristique remarquable de se rencontrer de manière féconde autour d'un même objet : l'agriculture et le marché des produits agricoles, saisis avec constance depuis le 18^e siècle à la fois dans leurs implications biologiques et techniques les plus concrètes, et dans leur potentiel heuristique le plus large pour rendre compte de la circulation des « commodités ».

Il y a donc lieu de penser que l'économie rurale française, de longue date rattachée à la formation et à la recherche agronomiques publiques, et en relation étroite et suivie avec les sphères de la décision dans un pays anciennement et fortement attaché à son identité agricole, constitue un observatoire pertinent pour une histoire de la scientification de l'analyse économique en France et de son interconnexion progressive avec la recherche et l'expertise économiques internationales, préoccupations qui se trouvent au cœur des pratiques et des orientations des chercheurs d'INRAE aujourd'hui.

QUESTIONNER LE « TEMPS DE L'ÉCONOMIE RURALE » DANS LA RECHERCHE PUBLIQUE FRANÇAISE

Parmi les questions sur lesquelles l'économie a construit son style scientifique original, les problématiques agricoles et agroalimentaires, aujourd'hui sans doute trop hâtivement jugées secondaires face aux enjeux de l'innovation technologique, de l'énergie ou du secteur financier, sont particulièrement mal éclairées par la recherche historique, que ce soit en termes d'histoire des idées ou de connaissance de la trajectoire des individus et des collectifs les ayant portées¹. Or, c'est l'une des singularités de l'histoire de la science économique en France que d'avoir trouvé au sein de la recherche agronomique publique, et sous les auspices d'un ministère de l'Agriculture héritier d'un volontarisme d'État profondément ancré dans l'idée républicaine, un lieu propice à la maturation de sa montée en scientificité, et ce sous une bannière improbable, celle de l'« économie rurale ».

Si l'on se reporte à l'époque de la maturation transnationale de l'économie comme discipline scientifique, entre la fin du 19^e siècle et le milieu du 20^e siècle, force est de reconnaître que, hormis quelques grands noms et quelques œuvres marquantes en langue française - Clément Juglar (1819-1905), Léon Walras (1834-1910), François Perroux (1903-1987)... -, l'économie comme discipline n'a occupé qu'une place très marginale dans les institutions scientifiques et d'enseignement supérieures françaises. Les questions agricoles et rurales, qui avaient nourri les tout débuts de l'analyse économique aux 18^e et 19^e siècles, entre le temps des physiocrates et celui des pères de la théorie classique, n'ont plus été traitées que de manière empirique et routinière par la suite, simple appui à la formation des agronomes. Même la statistique agricole française, en pointe dans la seconde moitié du 19^e siècle est entrée en phase de déclin prononcé au siècle suivant.

Ainsi, lorsqu'une poignée d'intellectuels, d'enseignants et de « savants » plus ou moins frottés d'économie internationale et rassemblés autour de la figure de Michel Augé-Laribé (1876-1954), alarmés par l'état de déréliction de l'agriculture française dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale, se lancent dans l'entreprise de fonder une école française d'économie rurale, il leur faut tout construire : une doctrine, des concepts et des méthodologies, un programme d'action, des supports éditoriaux et des lieux de transmission.

Telle est donc l'énigme historique à résoudre : avant 1945, l'économie rurale n'est rien ou presque ; dès le tournant des années 1990, avec l'effet de souffle de l'ouverture à l'Est et de la libéralisation des échanges mondiaux, elle n'est plus qu'un héritage en voie d'oubli rapide ; entre ces deux dates pourtant, elle constitue une aventure intellectuelle et institutionnelle décisive pour l'affirmation de la compétence de l'analyse

¹ Avec toutefois quelques jalons solides : Jean-Marc Boussard, Michel Blanc, « L'évolution des disciplines et des métiers », *Économie rurale*, n° 255-256, 2000, « Les cinquante premières années de la Sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ? », p. 203-212 ; Marie-France Garcia Parpet, « La construction intellectuelle des marchés agricoles : la Société française des économistes ruraux et la revue *Économie rurale* », dans Céline Bessière *et al.* (coord.), *Actes du colloque Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales 17-19 mai 2006*, p. 410-426 ; Olessia Kirtchik, « L'économie rurale en France. Trajectoire d'une science sociale "utile" entre modernisation et mondialisation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2016 n° 3, p. 339-371 ; Pierre-Benoît Joly, Philippe Lacombe, « Sciences sociales et politiques agricoles. Une analyse socio-historique des rapports savoir/pouvoir », *Histoire de la recherche contemporaine*, n° 2 2017, p. 163-179 ; Egizio Valceschini, Pierre Cornu, « L'Inra face au tournant libéral de la Politique agricole commune : les chemins d'une acculturation (1978-1992) », *Économie rurale*, n° 372 avril-juin 2020, pp. 43-66 ; Laure Bonnaud, Marc-Olivier Déplaud, Christine de Sainte-Marie, Nathalie Jas, Samuel Pinaud, « Produire les savoirs de la modernité agro-industrielle. Le cas de l'Omnium d'économie agroalimentaire (1964-1976) », *Économie rurale*, n° 373 2020, p. 79-94.

économique à se saisir des principaux objets des politiques publiques nationales et internationales, en même temps qu'un collectif pionnier de l'application de la pensée modélisatrice aux comportements sociaux.

Qui sont donc les économistes ruraux français qui répondent à l'appel des fondateurs de l'après-guerre, ayant choisi l'option « économie » en 3^e année d'école d'ingénieur ou, plus rarement, venus des bancs de l'université ? Quels sont leurs missions et leurs engagements, aussi bien dans l'enseignement que dans la recherche et, très précocement, dans l'appui aux politiques publiques ? Avec quel impact sur l'évolution de l'agriculture, mais également et plus largement, sur le débat public concernant les orientations de la politique agricole et de l'évolution des systèmes alimentaires, aussi bien à l'échelle de la France que de l'Europe ? Ces questions sont moins simples qu'il n'y paraît, mal documentées par la recherche historique et par trop enfermées encore dans les débats et enjeux internes à la discipline. Pourtant, la scène historique est riche d'une grande diversité de protagonistes qui, ensemble et malgré leurs rivalités et les vicissitudes de leurs carrières, ont été les porteurs d'évolutions majeures de l'agriculture, des industries alimentaires, des politiques publiques, mais aussi de la pensée économique.

De fait, la modernisation de l'agriculture française dans la seconde moitié du 20^e siècle est accompagnée par une floraison exceptionnelle d'études et de propositions théoriques issues d'un grand nombre de disciplines des sciences humaines et sociales, mais nulle part aussi denses, variées et inventives que dans la communauté des chercheurs et des enseignants qui se désignent eux-mêmes comme « économistes ruraux ». Il suffit pour s'en convaincre de lire dans les témoignages déjà publiés dans *Archorales* le nombre de chercheurs de toutes disciplines qui évoquent soit leur compagnonnage, soit leurs rivalités avec les économistes de l'Inra ou des écoles supérieures spécialisées. Par la vigueur de leurs propositions et leur activisme généralisé, ceux-ci ne laissent personne indifférent. Cet état de fait ne serait pas étonnant si une telle communauté savante avait préexisté de longue date et avait légitimement préempté, avec la modernisation agricole, un phénomène historique tombant dans son champ de compétences. Mais tel n'est pas le cas, comme nous l'avons dit : la communauté en question se constitue pour l'essentiel dans l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire au moment même où apparaissent les premiers signes de l'entrée de l'agriculture française dans sa « révolution silencieuse », sous l'effet de la dynamique de reconstruction consécutive à la guerre, des plans de modernisation et d'équipement, de la mobilisation du monde agricole par de nouvelles instances représentatives, et de l'expansion des marchés de consommation dans la nouvelle « société d'abondance » des années 1950-1960.

Les économistes ne sont évidemment pas les seuls à s'emparer de ces questions : ils côtoient, collaborent avec, ou entrent en relation d'émulation avec des sociologues, des géographes, des ethnologues qui s'adjoignent eux-aussi volontiers le qualificatif de « ruraux », constituant *de facto* une communauté informelle des « études rurales ». C'est ainsi que se forme peu à peu, dans certaines universités, des grandes écoles, au CNRS et bien sûr à l'Inra, une matrice commune des approches pluri et interdisciplinaires des questions agricoles et rurales dans la recherche française, débouchant volontiers, dans l'après-1968, sur des approches hétérodoxes et « engagées » sur les questions de développement au sens le plus large de ce terme. Pour autant, les économistes se distinguent, voire se retranchent très vite de cet ensemble par leur exigence de quantification, de représentativité statistique et de formalisation mathématique tout autant que de solidité théorique, au service non seulement d'une connaissance précise et « objective » de la réalité économique, mais également d'un objectif de refondation de la statistique agricole nationale et d'une capacité d'expertise des politiques publiques nationales, puis européennes. Largement absente des universités, longtemps réduite à la portion congrue dans les écoles supérieures agronomiques, et *de facto* regroupée dans le bastion du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra, l'école française d'économie rurale se multiplie toutefois avec une remarquable efficacité pour occuper à la fois les fronts de la formation, de la recherche appliquée, de l'expertise, du conseil aux politiques et même de l'animation du débat public sur l'avenir de l'agriculture. Dès les années 1980, elle dispose ainsi de relais solides auprès des pouvoirs publics nationaux et européens, de même que dans les instances internationales de l'expertise économique.

L'économie rurale n'est certes pas la seule discipline à hybrider propositions théoriques et explorations empiriques. La sociologie rurale française, notamment, se montre particulièrement féconde dans cette même période, au CNRS principalement, autour de Henri Mendras puis de Marcel Jollivet. Et si l'orientation de la recherche en économie suscite les controverses théoriques et politiques les plus vives et débouche sur les rapports de force les plus rudes, notamment autour de la question du destin historique de la paysannerie et de la construction du marché commun européen, c'est en fait un trait général de l'histoire des sciences humaines et sociales françaises dans la seconde moitié du 20^e siècle que d'être à la fois des champs d'expérimentation et de bataille autour de la pensée et de la fabrique de la société. Mais ce qui distingue l'économie, encore une fois, c'est son ambition d'être un phare de l'objectivation scientifique des faits économiques et, très rapidement, à partir de sa pleine intégration à l'Inra au tournant des années 1960, sa volonté normative de renseigner, d'éclairer et de guider l'action privée et publique au prisme de la rationalité économique. Contestée au sein de l'Inra comme à l'extérieur, mais nourrie de cette émulation permanente, l'école française

d'économie rurale s'affirme comme une entreprise collective de transformation métabolique des sociétés industrielles dans leur rapport à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement, et plus globalement encore aux jeux du marché et à une économie internationale de la connaissance en phase d'émergence.

En ce sens, faire l'histoire de cette science singulière, ce n'est pas seulement interroger des trajectoires individuelles, collectives et institutionnelles, des propositions et des réalisations, mais plus largement, questionner, à l'aune de la rationalité économique, la fabrique de la « raison dans l'histoire ».

LA FABRIQUE D'UN CORPUS OUVERT : L'HISTOIRE DES TÉMOINS

Pour essayer de saisir la richesse de ce demi-siècle d'histoire des idées et des pratiques de recherche et de formation, il apparaît donc nécessaire de mobiliser l'ensemble de l'arsenal du métier d'historien, en rassemblant les archives de la pratique et en les confrontant aux témoignages des porteurs de la mémoire de cette histoire. Une telle entreprise est assurément ambitieuse. Le nombre des praticiens de l'économie rurale sur quelque trois générations, l'abondance et parfois la technicité ou la complexité théorique de leur production, enfin la diversité des mondes sociaux et politiques avec lesquels ils ont interagi, impliquent un programme de recherche de longue haleine. Encore ne pourrait-on se contenter pour cela d'une reconstitution empirique des carrières individuelles et collectives de la discipline, les enjeux portés par l'économie rurale exigeant de faire appel à la fois à l'histoire de la pensée économique, à la science politique et, plus largement, au monde de recherche des *Science and technology studies*.

L'objectif de cette livraison d'*Archorales* est nécessairement plus modeste : il consiste à apporter la preuve de la pertinence d'une enquête historique sur la communauté des économistes ruraux français, en démontrant, à partir de quelques trajectoires individuelles éclairées par l'archive et la photographie, l'intérêt d'une saisie diachronique de leur aventure intellectuelle, institutionnelle et partenariale. Discipline volontiers théoricienne, l'économie constitue, dans la durée, un champ de controverses particulièrement vigoureuses sur les mérites respectifs des approches micro et macro, classiques, néoclassiques ou hétérodoxes, plus ou moins formalisées, et plus ou moins associées à des institutions, des systèmes de valeurs ou des projets politiques. Il n'appartient pas aux historiens de donner un avis sur ces controverses, et encore moins de juger des fidélités ou des ruptures des uns et des autres. Il suffit à leur satisfaction de passeurs de mémoire attentifs à la contextualisation des mots, des images et des objets, de donner à voir la richesse, la vitalité et, lorsque c'est le cas, l'âpreté de cette histoire.

Les témoignages que les lecteurs découvriront dans ce double numéro thématique d'*Archorales* peuvent sembler particulièrement nombreux et copieux. Même si on leur ajoute les témoignages d'acteurs du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra antérieurement publiés dans notre revue², ils n'épuisent évidemment pas le sujet de l'histoire de l'économie rurale française dans la seconde moitié du 20^e siècle. De surcroît, on pourra toujours objecter que ces noms ne peuvent prétendre en éclairer la diversité de manière représentative. En effet, ils ne couvrent que l'histoire des grandes écoles de Paris, Grignon et Rennes, et de l'Inra à partir du moment où l'économie y acquiert droit de cité en 1957. Même dans ce périmètre, des noms importants manquent à l'appel. Le premier est celui de Louis Malassis³. Professeur à verbe haut, fondateur de l'économie rurale hors des murs parisiens, précurseur et initiateur du département d'économie de l'Inra au tournant des années 1960, il fut porteur dans les années 1970 d'innovations théoriques majeures condensées dans le concept de « système agroalimentaire ». Parmi les cadres qui ont porté avec force et conviction la transformation du département d'Économie et de sociologie rurales entamée au début des années 1980 par Bernard Vial de concert avec le Pdg de l'Inra, Jacques Poly, il faut citer au moins Jean Cranney, fin connaisseur de l'histoire de l'Inra⁴, dont on aurait pu espérer disposer du témoignage. Celui de Claude Viau, son successeur comme chef du département d'économie et de sociologie rurales, aurait également été éclairant.

Comme à l'accoutumée, cette livraison est donc le produit contingent d'une activité de collecte des mémoires des acteurs de la recherche réalisée pour partie au gré des opportunités. Mais pour parler en termes d'anthropologie économique, la Mission Archorales ne s'inscrit pas seulement dans une pratique de la cueillette, elle est également capable de semer et de récolter. Certes, l'idée d'un volume thématique sur l'économie rurale n'a mûri que progressivement, au fur et à mesure que des témoignages intéressants étaient enregistrés, amenant à en programmer d'autres, toujours collectés avec le même souci de l'autonomie du discours des témoins, mais avec le but explicite de les inclure dans un numéro thématique. Cette entreprise s'est heurtée

² Jean-Claude Tirel (Volume 3), Gilbert Liénard (Volume 4), Pierre Marsal (Volume 5), Françoise-Eugénie Petit (Volume 11), Denis Hairy (Volume 15), Claudie Pinson (Volume 15), Philippe Lacombe (Volume 19).

³ Décédé en 2007.

⁴ Jean Cranney, *50 ans d'un organisme de recherche*, Paris, Inra Éditions, 1996, 526 p.

à des délais, à des refus et à des contraintes liées au contexte pandémique des années 2020-2022. À tout le moins, elle est transparente sur ses conditions de réalisation, explicitées en début de chaque témoignage.

Pour des raisons qui tiennent à la fois au caractère encore artisanal de la Mission Archorales et aux aléas des témoins eux-mêmes, il faut attendre parfois un certain temps, au minimum plusieurs mois, parfois plusieurs années, pour que la reprise écrite de la captation sonore aboutisse à une version finale validée par le témoin et jugée publiable par la Mission. Certains témoignages requièrent même un second enregistrement, le témoin ou ses interviewers nourrissant des regrets trop importants sur une thématique orpheline ou un segment de trajectoire insuffisamment éclairé. Les lecteurs ne devront donc pas s'étonner du caractère très disparate des dates des enregistrements mentionnées dans ce volume. Pour autant, toutes les versions écrites publiées ici pour des témoins vivants ont été validées en 2022 par les intéressés, avec la plupart du temps des ajouts et repentirs qui disent leur perception présente de leur trajectoire personnelle. L'entretien biographique est un genre difficile, qui requiert beaucoup de modestie de la part des collecteurs de mémoire. C'est pour cette raison que les déséquilibres évidents dans notre corpus - le plus criant étant l'absence de femmes - ne sont pas le produit d'une intention ou d'une négligence, mais la conséquence d'une difficulté à véritablement « piloter » de manière thématique les travaux de la Mission Archorales.

Malgré notre souci de rester fidèles à la « méthodologie Archorales » mise au point il y a un quart de siècle maintenant par Denis Poupardin, nous avons expérimenté quelques formes de restitution hors-norme pour cette livraison, exceptionnelle par son ampleur et le travail préparatoire qu'elle a exigé. La plus originale de ces méthodes est la reconstitution biographique à partir d'archives publiques et privées et de témoignages de tiers, que nous avons expérimentée sur la trajectoire de Denis Bergmann. Au vu du rôle majeur joué par ce dernier dans l'histoire de l'institutionnalisation de l'économie rurale dans la recherche agronomique française dans les décennies d'après-guerre, et de l'intérêt exceptionnel des archives personnelles ouvertes par ses héritiers, nous avons jugé pertinent de faire cette entorse à la doctrine de la parole directe des témoins, en publiant la biographie d'un chercheur décédé en 1987. Un autre de nos témoins est décédé depuis plusieurs années, André Brun, mais il avait fait l'objet d'un entretien en bonne et due forme, et nous avons obtenu de sa veuve l'autorisation de le publier. Pour enrichir ce témoignage, nous l'avons accompagné de la transcription d'une archive précieuse, le texte de l'un de ses dossiers de carrière. Enfin, nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de Jean Cavailhès à la toute fin de l'année 2022. Si ce dernier avait eu le temps et la force de valider l'ultime version de son témoignage, y compris son accompagnement photographique, il n'aurait pu tenir cette publication entre ses mains. Nous espérons toutefois qu'elle lui rend dignement hommage.

Trois témoignages n'ont pas été collectés selon le strict protocole d'Archorales, à commencer par celui de Marcel Mazoyer, fruit d'un entretien au long cours mené par Laurence Roudart, Professeure en Sciences de la population et du développement à l'Université libre de Bruxelles, d'une certaine manière en tant que dépositaire de sa mémoire. Au vu de l'intérêt exceptionnel de ce témoignage, et du fait que Marcel Mazoyer a accepté de le réviser dans un échange approfondi avec la Mission Archorales, nous avons également jugé que nous pouvions sans crainte de malentendu le livrer à nos lecteurs. De même, nous avons accepté que les témoignages de François Bonnieux et d'Amédée Mollard, initialement captés selon le protocole Archorales, évoluent vers une « forme-récit » qui correspondait mieux à leurs souhaits. La méthodologie de l'entretien biographique est un outil précieux, garantie du sérieux et de la qualité des témoignages, mais elle n'est pas une fin en soi. Lorsque nous pouvons offrir aux lecteurs des « matériaux pour l'histoire » d'une égale qualité, mais produits selon des voies alternatives, nous ne nous en privons pas.

Enfin, pour tous les témoignages, nous avons encore approfondi notre quête d'archives photographiques par rapport aux livraisons antérieures d'*Archorales*, avec une démarche systématique de demande d'accès à des archives privées préalablement aux entretiens. Cet effort a été couronné de succès variables, mais là où il a réussi, il apporte une plus-value très significative, et ce sous deux formes : d'abord, en aidant le témoin à situer son récit dans une trajectoire scandée par des moments importants, immortalisés par la photographie ; ensuite, en offrant au lecteur un récit incarné de ce que pouvait être la « science en train de se faire » des époques révolues. En effet, l'archive photographique n'est pas seulement une illustration, elle est une ressource majeure pour dire l'historicité. Savoir-faire, dispositifs, machines, environnements, plus rien n'est évident dans les manières de produire du savoir d'il y a quelques décennies. L'économie rurale fut longtemps une agro-économie, familière aussi bien des cours de ferme que des amphithéâtres. Et si les sciences sociales sont moins instrumentées que les sciences biotechniques, les lieux et les formes de leur expression sont tout aussi intéressants à documenter. Par les choix iconographiques opérés, par la mise en regard des récits et des photographies, et bien sûr par un travail rigoureux sur le légendage des archives visuelles, nous affirmons ici une démarche volontariste de mise en contexte « sensible » des trajectoires de nos témoins, et une ambition de narration par l'image dont nous espérons que les lecteurs apprécieront la valeur ajoutée, pour utiliser une métaphore économique.

LA MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE RURALE FRANÇAISE : LES ENJEUX D'UNE RÉFLEXIVITÉ SUR LA RECHERCHE EN ÉCONOMIE

Les lecteurs habitués des livraisons d'*Archorales* l'auront remarqué depuis longtemps, les témoins de l'histoire de la recherche agronomique publique s'expriment différemment, avec plus ou moins d'autorité et de souci de transmettre, selon le niveau d'expertise atteint dans leur discipline de référence ou leur monde de pratiques, selon les fonctions de direction qu'ils ont pu exercer, mais également et peut-être surtout selon que leur trajectoire s'est développée dans le champ des sciences biotechniques ou des sciences sociales. Domaines du verbe, ces dernières génèrent une rhétorique nécessairement plus riche et plus complexe à analyser. En économie tout particulièrement, science à caractère normatif, étroitement liée aux politiques publiques et aux grands enjeux sociaux, géopolitiques et environnementaux, les témoignages des acteurs prennent volontiers la forme d'une revisite critique non seulement de leur propre trajectoire, mais également de celle de leur discipline, des institutions auxquelles ils ont appartenu, et des orientations politiques qu'ils ont accompagnées ou combattues.

La fabrique de l'économie comme science et comme expertise n'est pas qu'un objet d'intérêt pour les historiens, elle est un enjeu de mémoire et une ressource dans le débat intellectuel pour les acteurs de cette histoire et leurs héritiers, y compris dans le présent des organismes de recherche publique. Comme on s'en rendra compte dès les premiers témoignages publiés dans cette livraison d'*Archorales*, la vie de la Sfer, des chaires d'économie rurale des grandes écoles, puis du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra, ont été émaillées de conflits théoriques, professionnels et personnels particulièrement forts, signes à la fois de la vitalité de la jeune discipline, mais également de sa fragilité épistémologique face à toutes les tentatives d'instrumentalisation interne ou externe dont elle a pu être l'objet. Les témoignages recueillis et publiés ici attestent la difficulté persistante de l'économie rurale à dire les contours de son entreprise collective, tout autant que ses instruments propres et ses modes d'expression légitimes. Rarement venus à l'économie par choix initial, les chercheurs et enseignants-chercheurs que l'on rencontrera dans les pages qui suivent ont pour certains longtemps tâtonné avant de se forger une identité d'économiste, ou au contraire d'en répudier l'idéal scientifique pour se tourner soit vers d'autres horizons disciplinaires, comme la sociologie, soit vers une forme d'interdisciplinarité plus ou moins à la marge de l'économie. Certains témoins affichent une conception ouverte de la discipline, d'autres plus restrictive : certains se reconnaissent comme pairs, d'autres comme séparés par des frontières épistémologiques, axiologiques ou déontologiques étanches. Des figures fondatrices sont revendiquées ou rejetées, des généalogies construites et déconstruites. Sans surprise, le principal point commun de tous les témoins dont les noms figurent à la table des matières de ces deux volumes joints n'est pas leur identité d'économiste, ni même le fait qu'ils aient tous appartenu pour une durée plus ou moins longue de leur carrière à l'Inra, mais leur exigence de comprendre et de donner à comprendre les mondes de la production, de l'échange et de leur gouvernance. C'est tout le paradoxe de l'économie rurale que d'avoir abrité une telle densité et une telle richesse d'ambition intellectuelle, dans un cadre et autour d'un objet aussi modeste en apparence.

Selon l'usage, les témoins sont responsables de leur propos, et il ne leur a pas été demandé de dire l'histoire, mais leur histoire. La somme de leurs témoignages ne dit pas l'histoire non plus. Sur certains aspects cruciaux, le lecteur pourra même avoir l'impression, à l'issue de l'étude de ces témoignages qui ne se recoupent que très imparfaitement, de contradictions insolubles. L'économie rurale française fut-elle d'emblée un oxymore de scientificité et d'empirisme, ou une doctrine de transition indispensable à l'avènement d'une approche plus rigoureuse des questions agricoles, alimentaires et territoriales ? La filière de formation très ingénieriale des agroéconomistes des débuts de l'Inra était-elle un pis-aller rendu nécessaire par les besoins d'application immédiate des leçons les plus basiques de l'analyse économique à une agriculture nationale confrontée à des carences immenses, ou l'effet sclérosant d'un manque de volontarisme du système d'enseignement supérieur et de recherche national ? La cohabitation avec la sociologie fut-elle davantage une opportunité qu'une contrainte, et si oui pour quelles réalisations ? Les oppositions de doctrine et de finalités des chercheurs en économie de l'Inra furent-elles une source d'émulation et d'aiguinement des outils théoriques de la discipline ou un désordre préjudiciable à l'affirmation de cette dernière au sein de la recherche agronomique publique et du monde académique ? Enfin et surtout, l'abandon de l'épithète « rural » fut-il une libération ou une perte de substance pour cette tradition française originale ?

Ces questions n'ont pas de réponses simples, mais elles prouvent, s'il en était besoin, la nécessité d'une enquête historique méthodique et approfondie dans ce monde passé, pour partie enfoui déjà, et néanmoins initiateur de questions et de propositions qui ont encore un puissant écho sur des questions agricoles et alimentaires en pleine reconfiguration au prisme de la crise écologique globale.

Pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus qu'une mise en perspective historique large de la contribution du « temps de l'économie rurale » à la scientification de l'analyse économique, fondée sur le recours à l'archive et aux mémoires, et inscrite dans une dynamique collaborative féconde entre historiens et praticiens actuels de la discipline économique, constituerait un enrichissement important du débat sur les moyens et les finalités de la recherche publique. Pour en susciter l'envie, les textes et les images qui suivent nous semblent la meilleure entrée en matière possible.

PIERRE CORNU
EGIZIO VALCESCHINI

DENIS BERGMANN (1919-1987)

NOTICE BIOGRAPHIQUE



Denis Bergmann vers 1970.

© INRAE / Bergmann

Disparu en 1987 à l'âge de 68 ans, Denis Bergmann¹ n'aura pas connu la Mission des archives orales de l'Inra, fondée en 1995 par l'une de ses recrues du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra, Denis Poupardin. Si l'on peut nourrir des regrets pour bien d'autres figures historiques des débuts de l'Inra dont la mémoire n'a pas été captée, il nous est tout simplement apparu impensable de proposer un numéro thématique d'*Archorales* sur les économistes ruraux de l'Inra sans une évocation convenablement documentée de la trajectoire de Denis Bergmann. Il ne s'agit ni d'en faire un fondateur ni de lui prêter un rôle de maître à penser qui, au reste, ne l'intéressait pas. Plus simplement, nous avons estimé juste d'offrir au lecteur de ce volume thématique retraçant la diversité des parcours des premiers économistes de la recherche agronomique publique une restitution de l'immensité et de la diversité du labeur accompli par Denis Bergmann pour faire vivre en France une recherche en économie ouverte sur le monde international et ses standards scientifiques, à la fois scientifiquement exigeante et politiquement pertinente.

Une biographie ne remplace pas l'expression directe d'un témoin. Mais au moins avons-nous cherché à toucher au plus près de l'homme, en lisant son œuvre bien entendu, depuis les notes de travail les plus circonstanciées jusqu'aux publications majeures², mais également en interrogeant les souvenirs de ses collègues et de ses proches, enfin et surtout en ayant accès, grâce à la générosité et à la confiance de sa famille, à sa bibliothèque et à des archives personnelles, documentaires et photographiques, d'un intérêt exceptionnel.

À la vérité, on pourrait trouver dans les ressources que nous avons mobilisées suffisamment de matériel pour une thèse d'histoire sur ce que voulait dire pratiquer et programmer la recherche en économie rurale entre les lendemains de la Seconde Guerre mondiale et le milieu des années 1980. Plus modestement, le lecteur trouvera ci-après une restitution de la vie et de l'œuvre de Denis Bergmann, richement documentée, illustrée et soigneusement relue par des témoins directs de sa carrière, en espérant que des chercheurs s'empareront un jour de cette première esquisse pour développer un projet de plus grande ampleur.

Que tous les témoins et proches qui nous ont ouvert leurs mémoires et leurs archives³ trouvent ici l'expression de la profonde reconnaissance du Comité d'histoire Inrae-Cirad et, nous l'espérons, des lecteurs qui découvriront avec intérêt la trajectoire profondément originale de Denis Bergmann.

¹ À l'état-civil et dans les documents professionnels, il apparaît sous le nom de Denis Raymond Bergmann. Dans sa correspondance d'adulte, il signe souvent DRB, à la mode américaine. Mais seul son premier prénom était utilisé avec ses proches et ses collègues, et nous avons donc opté pour cet usage.

² François Clerc, Les travaux de Denis Bergmann, *Économie rurale*, n°198, 1990, p. 59-68.

³ Les auteurs tiennent à remercier tout particulièrement Brigitte Bergmann, qui leur a non seulement ouvert l'accès à des archives d'un intérêt exceptionnel, mais qui a été d'une grande aide dans la reconstruction de la biographie du jeune Denis Bergmann ainsi que dans le légendage des photographies publiées ici. Leur gratitude va également à Michel Petit, Jean-Marc Boussard et Jean-Christophe Bureau pour leurs relectures avisées et leurs précieux conseils.



© INRAE / Bergmann

À gauche, Eva et Henri Bergmann au milieu des années 1910 et, au milieu, en 1921, avec leurs deux enfants, Denis et Olivier. À droite, Eva Bergmann et ses enfants entre 1925 et 1930.

UN PARCOURS DE FORMATION TRAVERSÉ PAR LES VICISSITUDES DE L'HISTOIRE

C'est toujours un point de débat dans les biographies scientifiques de savoir si la production d'un chercheur doit être contextualisée seulement par la manière dont il est entré dans la carrière, c'est-à-dire par le moment de son accès aux questionnements, aux concepts et aux méthodes de sa discipline de prédilection, ou s'il est nécessaire d'embrasser toute l'étendue de la trajectoire de l'individu, en commençant par ses origines sociales et les premières impressions reçues dans ses années d'enfance et de formation. En règle général, plus la discipline scientifique concernée présente un caractère formalisé, et moins on juge pertinent d'interroger des déterminismes extérieurs au cadre strict dans lequel une œuvre a été élaborée. On s'épanchera volontiers sur la vie et les engagements d'un historien ou d'un anthropologue, on montrera moins de curiosité pour un mathématicien. De ce point de vue, l'économie rurale se trouve assez proche du point d'équilibre de la balance, sa dimension très directement appliquée aux questions agricoles incitant à aller regarder du côté de la biographie de l'individu pour en saisir la relation personnelle aux réalités agraires, tandis que l'ambition de cette discipline à fonder la connaissance du comportement des acteurs sur un appareil théorique cohérent et sur des mesures précises s'inscrivent au contraire dans une perspective de stricte séparation entre les affects personnels et la production de savoir.



© INRAE / Bergmann

Vers 1930 dans la maison familiale à Hossegor dans les Landes, les Grunebaum-Ballin recevaient souvent quantité de familles et d'amis. Denis Bergmann au premier rang avec un pull en V. Cécile Grunebaum-Ballin derrière le jeune homme à l'habit rayé, Olivier en chemise blanche, Paul Grunebaum-Ballin en costume trois pièces.



À Hossegor aux environs de 1930. En haut, de gauche à droite, Denis Bergmann et ses parents adoptifs, Cécile et Paul Grunebaum-Ballin, et son frère Olivier. En bas : Denis et Olivier avec une amie d'enfance, Jacqueline David, future Jacqueline de Romilly.

À gauche : Hossegor, début des années 1920. Denis Bergmann sur les épaules de son grand-père, Emile Mayer qui porte également sur ses genoux son frère aîné Olivier.

À droite : Hossegor à la fin des années 1930, Olivier (à gauche) et Denis (à droite) Bergmann entourent leur grand-père Emile Mayer.

Dans le cas de Denis Bergmann, le débat est toutefois vite tranché par la constatation du caractère central de l'« économie politique » au sens le plus classique et le plus haut du terme⁴ dans l'univers familial et social dans lequel il a grandi et de la centralité de la question agraire dans ses années de formation, c'est-à-dire dans la période qui va du Front populaire aux années de la reconstruction du pays après la Libération. Avoir eu pour père adoptif un homme qui contribua à rédiger la loi de séparation de l'Église et de l'État en 1905 et qui mit sa science juridique au service de la République, et notamment du Front populaire, en la personne de Paul Grunebaum-Ballin (1871-1969), suffit nous semble-t-il à justifier une enquête poussée sur les jeunes années de l'intéressé.

Denis Bergmann naît à Paris en 1919 de Eva Mayer (1885-1933) et Henri Bergmann (1880-1923), professeur agrégé d'histoire au lycée du Havre puis au lycée Buffon à Paris. Tous deux appartiennent au monde social de la bourgeoisie intellectuelle juive de la III^e République. Fidélité à l'héritage de la Révolution française, valeurs humanistes, sens de l'État caractérisent ce monde. La mort précoce de Henri Bergmann, emporté par la tuberculose alors que Denis est encore dans sa prime enfance, aurait pu précipiter le ménage dans la précarité, Eva Mayer étant dépourvue de revenus propres. Mais l'oncle et la tante maternels de Denis Bergmann, Paul Grunebaum-Ballin et son épouse Cécile (1882-1983), respectivement conseiller d'État et secrétaire générale du mouvement des auberges de jeunesse, et qui sont des proches de Léon Blum et de sa deuxième femme, Thérèse Pereyra, cousine et amie de Cécile Grunebaum-Ballin, vont jouer un rôle majeur pour les orphelins de Henri Bergmann. Le couple, qui n'a pas d'enfant, décide en effet d'adopter la fratrie. Il ne se contente d'ailleurs pas de prendre en charge financièrement les enfants d'Eva Mayer, il leur transmet tout un bagage culturel, politique et philosophique, empreint à la fois de socialisme et de républicanisme, auquel Denis Bergmann sera fidèle toute sa vie durant.

Les Grunebaum-Ballin et les Blum partagent week-ends, vacances, passion pour la littérature, les arts et la politique. Ils sont d'éminents représentants de ces « Juifs d'État »⁵ qui ont contribué à renforcer l'œuvre sociale de la III^e République. La religion n'a pas de place dans cette famille qui ne pratique aucun rite juif. La défense d'un athéisme puissant est certainement l'un des fondements du rationalisme scientifique de Denis Bergmann. « On disait "On est de Gauche !" À l'époque, la gauche ça voulait dire quelque chose. (...) »

⁴ Le terme renvoie à la phase préscientifique de l'histoire de l'analyse économique, à la charnière des 18^e et 19^e siècles, puis au domaine du savoir qui s'intéresse aux aspects de la vie économique sont saisis par l'action publique ou susceptibles de l'être.

⁵ Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République, histoire politique des Juifs d'État de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992, 512 p.



« Dans la constellation familiale, celui qui était indistinctement nommé "le Colonel" ou "Grand-Père" occupe une place de premier plan. Il domine sa petite descendance telle une statue du Commandeur (...) D'une part Mayer représente la rigueur, la droiture, l'intégrité, l'exigence morale, le respect scrupuleux de la loi et du règlement. Mais dans le même temps Mayer se distingue par un goût prononcé de la provocation, une défiance à l'égard de la hiérarchie, une indépendance et une liberté de pensée, une originalité, un anticonformisme, une iconoclastie qui lui joua bien des tours. »

Brigitte Bergmann, « Emile Mayer intime », In Vincent Duclert (sous la dir.) *Le colonel Mayer. De l'affaire Dreyfus à de Gaulle. Un visionnaire en République*, Armand Colin, 2007, 424 p., p. 162.

« Mon père avait eu une scolarité hachée par la tuberculose. Il avait surmonté tardivement ses difficultés en expression écrite. Il n'avait pas du tout le brio de son frère aîné, mon oncle Olivier, qui était polytechnicien, drôle, facétieux, sociable. Mon père était un homme intelligent et travailleur qui n'était pas très réceptif aux arts comme la littérature ou le théâtre. Il lisait religieusement *Le Monde*, *Newsweek* et le *Canard Enchaîné*. Il riait aux éclats aux *Marx Brothers* et à *Woody Allen*. »

Brigitte Bergmann, entretien avec Egizio Valceschini, 10 juillet 2020.



1930, Denis Bergmann (dernier rang à gauche) en soins au sanatorium de Leysin (Suisse).

© INRAE / Bergmann



Photographie-carte postale. La chalet sanatorium de Leysin, 1930.

© INRAE / Bergmann

Ma mère venait d'un milieu plus conservateur, mon grand-père maternel lisait *L'Aurore*, mais mon père a tout à fait converti ma mère au socialisme et on a toujours voté à gauche dans la famille », témoignera Brigitte Bergmann⁶. Mais au-delà de cet ancrage dans la gauche républicaine, c'est une ouverture précoce sur les déterminants de la crise européenne de l'entre-deux-guerres que découvre le jeune Denis Bergmann dans cette famille engagée dans les combats de son temps.

Le père d'Eva Mayer, le colonel Émile Mayer (1851-1938)⁷, figure atypique de la pensée militaire française, ne manque pas non plus de relations ni d'influence. Il fut, selon l'expression forte de l'historien Vincent Duclert, « à lui seul une incarnation de la III^e République. (...) "Le Colonel", comme l'appelaient ses amis en référence à son dernier grade de lieutenant-colonel, fit plus qu'épouser son temps, de la proclamation du régime le 4 septembre 1870 à la veille de sa chute, puisque lui-même décéda en 1938, deux mois après la capitulation de la France devant Hitler à Munich. (...) L'avènement de la France libre, le développement de la Résistance, la persistance du sentiment républicain, la naissance de la V^e République lui doivent beaucoup »⁸. Pour les enfants d'Eva Mayer, cette figure grand-paternelle représente un véritable modèle d'équilibre entre intelligence libre et sens des responsabilités. Dans les années 1930, Émile Mayer tient salon tous les dimanche matins, dans l'appartement des Grunebaum-Ballin, Boulevard Beauséjour à Paris. Denis Bergmann y a sans doute rencontré l'un des visiteurs réguliers de ce salon, le colonel Charles de Gaulle.

Le jeune Denis connaît ainsi une enfance et une adolescence privilégiées, qui lui permettent de bénéficier de la présence d'une nurse britannique, d'où un bilinguisme précoce, puis d'avoir accès aux meilleurs établissements scolaires de la capitale. C'est la jeune Jacqueline de Romilly (1913-2010), amie de la famille

⁶ Brigitte Bergmann, entretien avec Egizio Valceschini, 10 juillet 2020.

⁷ Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker, Vincent Duclert, Lucette Valensi, Marc-Olivier Baruch, Olivier Cosson, André Michard, Brigitte Bergmann (dir.), *Le colonel Mayer : de l'affaire Dreyfus à de Gaulle, un visionnaire en République*, Paris, Armand Colin, 2007, 440 p.

⁸ Vincent Duclert, Introduction à *Le colonel Mayer. De l'affaire Dreyfus à de Gaulle. Un visionnaire en République*, Armand Colin, 2007, 424 p., p. 7 et 11.

À gauche : Léon Blum et sa seconde femme Thérèse Pereyra à Hossegor au milieu des années 30.

À droite : Hossegor, 1938, Cécile Grunenbaum-Ballin debout au centre de la photo, à sa gauche son père Emile Mayer, à sa droite Georges Monnet, ministre de l'agriculture du Front populaire. Au premier rang, Léon Blum en robe de chambre et madame Monnet.



« Paul Grunenbaum-Ballin et Léon Blum se sont connus au Conseil d'Etat alors qu'ils sortaient à peine de l'adolescence. Ils ne se sépareront plus, des premiers pas de la SFIO à l'Hôtel Matignon, des vacances à Hossegor à la prison du Portalet leur amitié sera sans faille. »

Brigitte Bergmann, « Paul Grunenbaum-Ballin. Un siècle au service de la république 1971-1969 », mémoire de DEA d'Histoire du XX^{ème} siècle, sous la direction de Pascal Ory, IEP Paris 1987-1988, p. 37.

et première lauréate féminine du concours général, qui apprend la méthode de la dissertation à l'adolescent. Denis Bergmann fait ses études secondaires au lycée Janson de Sailly, où les enseignants soulignent la régularité de son travail et son application. Il se dirige en fin de parcours vers les spécialités philosophie et mathématiques, obtenant d'excellents résultats en histoire et, bien évidemment, en anglais. Ses jeunes années sont toutefois marquées par la tuberculose, qui perturbe sa scolarité, avec de longs séjours en sanatorium à Leysin, en Suisse, amenuisant notablement sa force de travail. Bravant les interdictions, sa mère vient le voir, tombe malade à son tour, et meurt alors que son fils n'a que 14 ans. C'est du reste le souci de sa santé qui interdit à ce dernier les études de médecine auxquelles il aspirait après son baccalauréat obtenu en 1938, et qui lui font tenter et réussir le concours de l'Institut national d'agronomie de Paris (INA).

Cette grande école spécialisée constitue une *terra incognita* pour Denis Bergmann, aussi bien les enseignants que ses condisciples appartenant à des mondes sociaux et culturels très différents du sien. Dans l'entre-deux-guerres encore, l'INA reste pour une bonne part le lieu de formation des enfants de la notabilité rurale, timidement concurrencés par les promus du mérite républicain. Dans un contexte politique des années de



Denis Bergmann, élève au lycée parisien Janson de Sailly, au 2^{ème} rang, 4^{ème} en partant de la droite.

ENSEIGNEMENTS À L'AGRO, L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE DE PARIS EN 1938-1939



© INRAE / Bergmann

Denis Bergmann, à droite, au troisième rang.

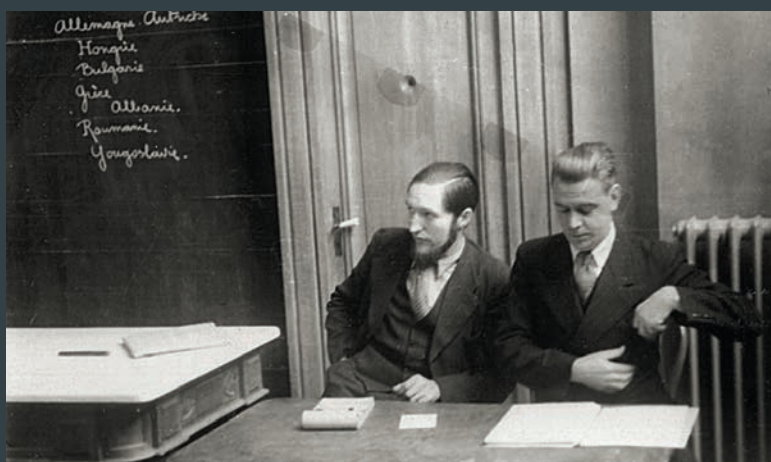
« J'étais à l'Agro avant la guerre. L'économie rurale française était alors tout fait minable. Il n'y a eu presque aucune publication valable entre les deux guerres. (...) Le nombre de personnes s'occupant d'économie rurale était infime. Ainsi, quand j'étais élève à l'Agro en 1938-39, il y avait un enseignant à temps partiel pour cette matière ; temps très partiel, puisqu'il était en même temps, directeur général du Crédit agricole. Il s'appelait Louis Tardy et était surnommé "l'empereur" parce qu'il avait une petite barbiche à la Napoléon III. Il était accompagné de deux répétiteurs qu'on appelait ses "mameluks". L'un d'eux était Michel Cépède, avec déjà un collier de barbe. (...) Le cours de Monsieur Tardy sur l'économie rurale faisait une large part à des anecdotes diverses sur ses voyages. »

Denis. R Bergmann, « Souvenirs sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale : 1938-1972 », Bulletin interne du département d'Economie et de sociologie rurale, Inra, 86/1, mars 1986, 62-74, p. 63.



© INRAE / Bergmann

Enseignement de l'économie par Louis Tardy, directeur général du Crédit Agricole, dans un amphithéâtre.



© INRAE / Bergmann

Probablement Michel Cépède (à gauche).



Couverture de l'ouvrage *Misère ou prospérité paysanne ?* de René Dumont cité par Denis Bergmann comme un ouvrage de référence.

René Dumont (au centre avec le chapeau) et un groupe d'élèves de l'INA de Paris, probablement en 1939 à Ballainvilliers (Essonne). Denis Bergmann en arrière-plan, quatrième en partant de la droite, la tête penchée en avant.

L'ENSEIGNEMENT DE RENÉ DUMONT

« Il y avait aussi René Dumont, qui déjà intéressait énormément les élèves de l'Agro en leur exprimant sa "dissatisfaction" de l'état du monde, d'une part, et des explications officielles et classiques de la crise d'autre part. Il avait d'autres explications à fournir ; il croyait au progrès et à l'abondance par la productivité (voir son livre : *Misère ou prospérité paysanne ?* 1936). »

Denis Bergmann, « Souvenirs sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale : 1938-1972 », Bulletin interne du département d'Économie et de sociologie rurale, Inra, 86/1, mars 1986, 62-74, p. 64.



© INRAE / Bergmann



© INRAE / Bergmann

Denis Bergmann à gauche, avec un groupe d'étudiants de l'INA de Paris, en 1938 ou 1939, lors d'une sortie d'étude « de terrain ».

crise marqué par la polarisation des débats entre gauche progressiste et droite autoritaire ou fascisante, cette dernière associant assez fréquemment agrarisme et antisémitisme, ce n'est pas une situation des plus confortables pour le jeune Denis Bergmann. Pour autant, ce dernier ne cache ni ses attaches familiales ni ses convictions : en fidélité à la figure de Léon Blum et au Front populaire, il s'affiche comme républicain de gauche, désireux de servir la cause du progrès.

Les études supérieures de Denis Bergmann sont toutefois bien vite abrégées par la déclaration de guerre de septembre 1939 et sa mobilisation dans l'armée. Il est sous les drapeaux lorsqu'il reçoit notification de son classement de sortie à l'INA⁹. La débâcle du printemps 1940 amène son régiment dans la région de Tarbes.

⁹ Certificat de diplôme, archives familiales.



Denis Bergmann (2^{ème} rang, 4^{ème} en partant de la droite). Au 1^{er} rang, plein centre (avec chemise blanche et cravate) Jean Lefèvre (Directeur de l'INA de Paris, à la Libération Secrétaire général du Ministère de l'agriculture), à sa gauche Louis Tardy, et 2^{ème} en partant de la gauche, André-Max Leroy (professeur de zootechnie).

« Je me suis certes bien peu occupé de votre instruction, de votre éducation ! Mais cette carence de ma part a été sans conséquence grave. Vous êtes l'un et l'autre, grâce à votre hérédité, à vos qualités personnelles, à l'influence de votre grand-père et de Cécette sur votre formation morale, des êtres d'élite. Et vous le resterez, j'en suis sûr. »

Lettre manuscrite de Paul Grunebaum-Ballin à Denis Bergmann, 27 mars 1944.

Il est versé dans les chantiers de jeunesse jusqu'en février 1941, date à laquelle il est rendu à la vie civile¹⁰. Comme beaucoup de Juifs français, et comme ses parents adoptifs, Denis Bergmann juge plus prudent de s'installer dans la zone non-occupée. L'antisémitisme d'État du régime de Vichy y sévit assurément, mais à tout le moins y est-on à l'abri des rafles organisées avec l'occupant en zone occupée, notamment en région parisienne. C'est dans ce contexte que Denis Bergmann effectue le stage en exploitation agricole prévu dans la scolarité des élèves de l'INAd de Paris. Il rejoint au printemps 1941 une exploitation tenue par un ancien diplômé de l'école dans l'Aude. Pour la première fois, il est plongé de manière véritable dans l'activité agricole, assumant de fait les fonctions de chef de culture¹¹. Ce premier stage est suivi par un second, toujours dans le Sud-Ouest, qui l'occupe jusqu'en février 1943.

Cette même année, Denis Bergmann se rapproche de la Résistance intérieure. Son activité principale est de faire circuler des imprimés clandestins au profit des groupes affiliés à la France libre, c'est-à-dire au général de Gaulle, alors basé à Londres. C'est au cours de l'une de ces missions que le jeune agronome est arrêté par la police française à Toulouse¹². Il doit à la notoriété de son père adoptif, dont le nom reste une référence dans le monde du droit, la clémence du juge qui traite son dossier. Il n'est condamné qu'à 5 mois de prison et 2000 francs d'amende¹³. Cette période de captivité est l'occasion pour lui de rencontrer des républicains espagnols en exil, victimes de la coalition entre régimes autoritaires. Libéré, Denis Bergmann reprend ses activités clandestines et rejoint les groupes qui s'organisent pour la libération du territoire en 1944. C'est sous le nom de Raymond Berger qu'il est affecté au sein du bataillon Simon des FFI comme soldat chef de groupe¹⁴ et qu'il participe à des coups de main contre l'occupant.



Août 1941, Denis Bergmann en uniforme des Chantiers de la Jeunesse, à Saint-Pé de Bigorre (Hautes-Pyrénées). Il est démobilisé en janvier 1941 et libéré des chantiers de jeunesse en février. Auparavant, en juin 1940, il avait été mobilisé et incorporé au Dépôt de Cavalerie motorisée de Saint-Germain-en-Laye, puis à Tarbes.

¹⁰ Lettre de Denis Bergmann au ministre de l'Agriculture attestant son service dans la Résistance, 24 février 1952, archives familiales.

¹¹ Certificat dressé par Étienne Rives, fermier à Tares par Alzonne le 14 juin 1941, archives familiales.

¹² Arrestation relatée dans Le Populaire du Midi, organe clandestin du Parti socialiste, n° 1, 1943, archives familiales.

¹³ Arrêt correctionnel du 16 juillet 1943, archives familiales.

¹⁴ Carte d'identité FFI, archives familiales.



Carte d'identité de Denis Bergmann en 1944 à son nom réel. A partir de janvier 1943, il est dans la résistance armée; il est arrêté pour distribution de tracts gaullistes en février 1943 et condamné à 5 mois de prison par la Section spéciale de la cour d'appel de Toulouse.



Carte d'identité des Forces françaises (FFI), 1944, année où au mois de juin, il rejoint les FFI (Forces françaises de l'intérieur) et participe aux combats de la Brigade Garonne, jusqu'en janvier 1945.

Malgré son basculement dans la clandestinité, le jeune ingénieur reste en contact avec sa famille, dont il réalise en quelque sorte les idéaux par son engagement dans la Résistance. Le 27 mars 1944, il reçoit une lettre de son oncle et père adoptif, qui vient de fêter son 73^e anniversaire : « Je ne crois pas avoir eu à aucun moment un plus ardent désir de vivre, non seulement pour voir quelques-uns des immenses événements qui vont se produire, mais aussi pour jouir plus longtemps de l'existence auprès de ceux que j'aime »¹⁵.

Après le débarquement allié en Normandie, Denis Bergmann est intégré dans l'armée française qui accompagne les troupes américano-britanniques dans la conquête de l'Allemagne, au sein du bataillon léger « Garonne ». Sa maîtrise de l'anglais lui vaut d'être nommé interprète auprès de l'État-major inter-alliés en janvier 1945. Il se souviendra toute sa vie d'avoir traduit le télégramme du général Eisenhower annonçant la fin des combats en Europe le 8 mai 1945. Il est en effet alors à Berlin avec la 1^{ère} Armée française. Il quitte le service actif avec le grade d'aspirant et la croix de guerre en septembre 1945. Il obtient la médaille de la Résistance en 1946¹⁶.

Démobilisé, il lui faut embrasser la carrière que lui souhaitait son père adoptif dès l'avant-guerre : « Je t'ai poussé vers les Sciences de la Vie, vers l'Agro. Je crois que maintenant ton chemin est fait et qu'il est bon : tu seras agriculteur »¹⁷. Mais la rencontre avec l'Amérique victorieuse va jouer un rôle fondamental dans l'orientation du jeune agronome vers la recherche et l'économie.

¹⁵ Lettre manuscrite, archives familiales.

¹⁶ Archives familiales.

¹⁷ Lettre manuscrite de Paul Grunbaum-Ballin à Denis Bergmann, 27 mars 1944, archives familiales.



À partir de février 1945, Denis Bergmann est mis à la disposition du Commandant Chef de l'Interprétariat de la 1^{ère} Armée Française. Affecté à l'Etat-major, il passe le concours de l'interprétariat et assure sa mission d'interprète au Signal Center et effectue, par avion, de nombreuses missions de liaison avec les autorités alliées.

LA DÉCOUVERTE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE ÉTATS-UNIENNE, UNE EXPÉRIENCE FONDATRICE

Brièvement revenu aux affaires dans l'après-guerre, Léon Blum porte témoignage de ce que le socialisme n'est pas incompatible avec une admiration sincère pour la démocratie américaine, qui a su triompher à la fois de la grande dépression économique et de la poussée guerrière des régimes fascistes. Investi dans les négociations commerciales avec les États-Unis pour le compte du gouvernement français (accords Blum-Byrnes de mai 1946), l'ancien leader du Front populaire fait l'expérience directe de ce que l'on ne peut plus séparer les échanges de biens et de services, l'influence culturelle et les relations diplomatiques. Pour Denis Bergmann, il convient d'ajouter à ce tableau du tropisme américain d'une partie de la gauche française



© INRAE / Bergmann

En 1946, Denis Bergmann (à droite) et René Dumont (au centre) aux États-Unis.

21

le prestige scientifique. Hésitant entre une carrière de chercheur en génétique ou en économie, disciplines qui le séduisent toutes deux par leur formalisme mathématique et leur rôle dans la pensée et la mise en œuvre de la modernisation agricole, il choisit la seconde qui lui ouvre directement la possibilité d'une formation complémentaire outre-Atlantique, à l'université Cornell à Ithaca (État de New-York)¹⁸.

C'est par sa maîtrise de l'anglais que le jeune homme se voit offrir en 1946 l'occasion de franchir l'Atlantique. En effet, René Dumont (1904-2001), ancien professeur de Denis Bergmann à l'INA¹⁹, devenu expert de la

« Je viens au Plan en janvier 1946 grâce à Alfred Sauvy qui voit en moi un anti malthusien. Quand j'arrive, j'ai déjà écrit *Le Problème agricole français*, dans lequel j'insiste sur CETA, CUMA et tracteurs, (je préface l'ouvrage de René Colson, *Motorisation et Avenir rural*). On réfléchit avec l'Association des producteurs de lait du Lyonnais à la révolution fourragère. Il faut labourer, mais aussi semer et semer quelles semences. On voit les gens de la recherche. Monnet m'envoie aux États-Unis dès que j'arrive en 1946. Je pars avec Bergmann. Nous sommes très impressionnés par les Land Grant College avec la liaison étroite qu'ils entretiennent entre recherche, enseignement et vulgarisation. Nous avons écrit cela dans *Les leçons de l'agriculture américaine*. »

René Dumont, Témoignage cité dans : Jean Cranney, *Inra. 50 ans d'un organisme de recherche*, Inra Editions, 1996, 526 pages, p. 95.



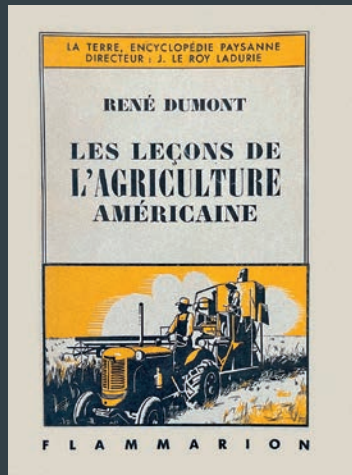
© INRAE / Bergmann

En observation dans un champ de maïs, en 1946, Denis Bergmann (à droite) et René Dumont (au centre) aux États-Unis.

¹⁸ Témoignage de Jean-Marc Boussard, dans ce même volume.

¹⁹ À la Libération, René Dumont a le grade de maître de conférences.

LES LEÇONS DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE.
FLAMMARION, PARIS, 1949, 368 P.



« Voici un livre qui est bien fait pour montrer ce que l'agriculture, au moins aux Etats-Unis, doit à l'industrie, à la mécanisation, à la rationalisation, à l'organisation des marchés et, si l'on ose dire, à l'absence de traditions. C'est une relation des visites faites, en 1946, à une quarantaine d'exploitations dans l'Est et le Centre des Etats-Unis, espacées par un périple de 13.000 kilomètres. (...) Je ne veux pas manquer de signaler aux économistes qu'il se termine par un trop bref, mais très intéressant appendice, de notre secrétaire général adjoint, M. Denis Bergmann, sur Quelques aspects de la politique agricole des Etats-Unis. »

Bulletin de la Société française d'économie rurale. Volume 1 N°2, 1949.
Compte rendu des réunions de travail du 30 avril 1949. pp. 62-64.



« Trop de Français estiment que nous n'avons rien à apprendre de l'étranger, qu'il faut préserver tout ce qui fait notre "originalité". Oui, à condition de ne pas conserver en même temps nos causes d'infériorité. Notre agriculture est largement distancée ; une attitude commode cherche à nier pourtant ce fait évident ; elle nous ridiculise et nous mène sûrement à la catastrophe. Une autre, plus courageuse, recherche les causes de notre retard, étudie les bases des réussites des autres ; elle profite aussi des expérimentations intéressantes que constituent les échecs étrangers, éclairant les voies à ne pas suivre. »

Avant-propos « Avons-nous quelque chose à apprendre ? » de l'ouvrage *Les leçons de l'agriculture américaine*. Flammarion, Paris, 1949, 368 p.

Carte de l'itinéraire, p. 20, suivi par René Dumont et Denis Bergmann.

reconstruction et de la planification agricole dans l'après-guerre, a besoin d'un chauffeur pour l'accompagner dans une mission qui lui a été confiée par le Commissariat du Plan de modernisation et d'équipement, une étude du modèle agricole américain destinée à y puiser des enseignements pour le redressement de la France. Denis Bergmann obtint une bourse de la direction générale des relations culturelles du ministère des Affaires étrangères pour accompagner l'enseignant. Les deux hommes se retrouvent ainsi dans le Midwest au printemps 1946 et vont partager une expérience décisive aussi bien pour l'un que pour l'autre.

On sait l'importance des *Leçons de l'agriculture américaine*²⁰ dans la carrière de René Dumont. Mais pour Denis Bergmann également, signataire d'un appendice au livre de son maître sur la politique agricole américaine²¹, la découverte du système productif américain constitue un choc de première grandeur, par le contraste offert avec l'expérience des archaïsmes de l'agriculture française faite durant ses stages dans le Sud-Ouest sous l'Occupation. Mais surtout, ce voyage en compagnie de René Dumont le convainc de ce que ce n'est pas tant dans la biologie appliquée que dans l'organisation économique que se trouve la clé de la modernisation agricole d'un pays, à commencer par le niveau des structures d'exploitation agricoles. On ne peut confier les ressources de la technique moderne, et d'abord la mécanisation et la tractorisation, à un monde agricole organisé selon un modèle de polyculture-élevage tournée vers l'auto-consommation et la reproduction du groupe familial. Il faudra donc faire émerger en France une nouvelle agriculture, tournée vers la productivité du travail et ouverte sur le marché des produits végétaux et animaux. Dans un texte publié après son retour des États-Unis, Denis Bergmann livre son credo : « C'est le progrès technique qui est

²⁰ René Dumont, *Les leçons de l'agriculture américaine*, Paris, Flammarion, 1949.

²¹ Sous le titre : « Quelques aspects de la politique agricole des États-Unis ».



Photos d'une série prises par Denis Bergmann lors de son séjour à Cornell University en 1946-1947.

« Aux Etats-Unis, l'économie rurale (agricultural economics) est, à tous les échelons de l'enseignement de l'agriculture, considérée comme une des disciplines essentielles. Dans le travail de vulgarisation (*extension*) des principes d'agriculture, l'économie rurale n'est jamais oubliée. Le côté économique de chaque problème est toujours mis en relief. Les spécialistes estiment qu'il est primordial, pour faire adopter par les cultivateurs une pratique agronomique, d'en faire ressortir les avantages économiques. »

Denis Bergmann, *Méthodes employées aux Etats-Unis pour les études économiques de la production agricole*, Revue du Ministère de l'Agriculture. Revue du Ministère de l'Agriculture. Etudes et Monographies, n° 2, février 1948, 29-37, p.29.

à la base de tous les progrès. Et le progrès dans l'efficience n'échappe pas à cette règle. Mais les progrès de la science et de la technique ne font que créer des possibilités d'amélioration du bien-être. Pour être sûr que ces possibilités seront exploitées et que les améliorations techniques serviront à tous et non à augmenter les profits de certains, il faut des études économiques »²².

Denis Bergmann entre à l'université Cornell, dans l'un des principaux *State colleges of agriculture* des États-Unis, pour y suivre une formation complète en économie rurale. C'est une révélation pour lui. « L'enseignement de l'économie rurale que j'ai reçu à l'INA en 1938-40 était assuré par un professeur, fort sympathique, mais tout à fait épisodique, puisque son activité principale était d'être directeur général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Quelle surprise de trouver, en arrivant, en 1946, à l'Université Cornell, plus de vingt professeurs d'économie rurale – à plein temps bien entendu », témoignera-t-il²³. Tout le séduit dans le département d'économie rurale de Cornell : les cours bien sûr, mais également la bibliothèque, l'accès direct aux données de comptabilité d'un très grand nombre d'exploitations, l'existence de machines de calcul à cartes perforées pour traiter ces données, et une organisation institutionnelle qui accorde un large temps de recherche aux enseignants tout en permettant à de jeunes assistants de se former au métier. Comme il l'écrit dans une note de synthèse adressée au ministère français de l'Agriculture²⁴, c'est une vue complète

²² Denis Bergmann, Comité national de l'organisation française, 1948, 22e année n° 11, p. 21.

²³ Denis Bergmann, Souvenirs sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale (1938-1972), ESR bulletin interne, n° 1 1986, p. 63.

²⁴ Denis Bergmann, Note sommaire sur le département d'économie rurale de Cornell University (New York State College of Agriculture, Ithaca NY), note tapuscrite, 23 ou 28 avril 1946, 4 p., archives familiales.

Photo prise par Denis Bergmann
avec au verso la légende :
Speed Sprayer. Pour René Dumont.
23 mai 1947. Orberker Farm.
Williamson N.Y.
(près lac Ontario Rochester).



© INRAE / Collection Bergmann

« Au 1^{er} janvier 1942, il y avait, sur les exploitations agricoles des Etats-Unis, 1.158.000 épandeurs de fumier (*manure spreader*). Dès 1939, on estimait que 58% du fumier épandu aux Etats-Unis (soit 115 millions de tonnes métriques par an) l'étaient au moyen de ces appareils. Il a donc semblé qu'il y avait lieu d'examiner sommairement les causes de cet emploi des épandeurs à fumier et les conséquences techniques et surtout économiques de l'utilisation de ces machines. »

Denis Bergmann, « L'épandeur à fumier », 10^e Publication de l'Institut d'organisation scientifique du travail en agriculture (IOSTA), 1948, 5p., p.1.

des aspects et des enjeux de l'agriculture qui est offerte aux étudiants : « conduite des affaires », « économie de l'exploitation = *farm management* », « problèmes fonciers et financiers », « marketing = commerce des produits agricoles », « prix et statistiques », « administration et finances », rien n'y manque²⁵. Il saura s'en souvenir lorsqu'il accédera aux responsabilités dans l'enseignement supérieur et la recherche en France.

Denis Bergmann obtient en juin 1947 un *master of science in agriculture*²⁶, avec un mémoire intitulé *Inputs and costs in moving hay and grass silages from windrow to mow or to silo*²⁷. Ce travail s'apparente essentiellement à celui d'un ingénieur s'intéressant à la gestion interne de l'exploitation agricole, avec un questionnement centré sur la rationalisation de l'organisation du travail et de l'utilisation des matériels. Cependant, dès cette époque, le jeune économiste multiplie les lectures théoriques et s'essaie à l'écriture de synthèses sur les différentes facettes de l'économie agricole, se forgeant ainsi une expertise approfondie du secteur agricole, en France et dans les autres pays développés à économie de marché qui se trouvent dans l'aire d'influence états-unienne. Mais comment valoriser un tel bagage dans une France en reconstruction ? Dans une lettre à ses parents d'adoption, il écrit : « Par moment j'espère faire quelque chose en France avec les assez considérables connaissances que j'ai acquises ici, mais, quand j'y pense plus sérieusement, je m'attends à ne pas avoir un emploi qui me permette de les utiliser et à être bridé par une inertie insurmontable. Il va falloir bagarrer. Le problème pour moi sera de me placer dans la position pour faire quelque chose »²⁸.

Selon les témoignages de ses enfants, ce séjour aux États-Unis fut une expérience d'une intensité exceptionnelle pour Denis Bergmann. La sociabilité, la culture, les valeurs de l'Amérique rooseveltienne forment un tout auquel il adhère sans réserve, un environnement dans lequel il oublie sa jeunesse difficile et la dureté de ses années de guerre. L'homme que ses collègues français décriront plus tard comme réservé et d'un abord sévère semble beaucoup plus à son aise dans les mondes agricole et universitaire anglo-saxons²⁹.

²⁵ Ibidem, p. 2-3.

²⁶ Ce niveau d'étude correspond alors à la licence française.

²⁷ Document ronéoté, archives familiales.

²⁸ Lettre en date du 4 mars 1947, archives familiales.

²⁹ Témoignage de Brigitte Bergmann.



Photo envoyée à Denis Bergmann (2^{ème} à droite) par le département « Publicity » de la firme Harry Ferguson à Coventry (Angleterre) où il s'est rendu en visite en 1947.

« C'est le progrès technique qui est à la base de tous les progrès. Et le progrès dans l'efficience n'échappe pas à cette règle. Mais les progrès de la science et de la technique ne font que créer des possibilités d'amélioration du bien-être. Pour être sûr que ces possibilités seront exploitées et que les améliorations techniques serviront à tous et non à augmenter les profits de certains, il faut des études économiques ».

Efficience et inefficience dans l'industrie laitière aux Etats-Unis, Comité National de l'Organisation Française (CNOF).
Revue mensuelle de l'organisation, 1948, n° 11.

Comme il l'écrit à J. R. Currie, économiste britannique et secrétaire-trésorier de la Conférence internationale des économistes de l'agriculture³⁰, dans une lettre personnelle en date du 27 avril 1948, « J'ai été heureux d'apprendre que vous étiez issu de Cornell. L'année et demie que j'ai passé là-bas a constitué l'une des expériences les plus intéressantes et les plus agréables que je pourrais jamais avoir dans ma vie »³¹. Louant la capacité des économistes de Cornell à développer des « programmes d'envergure mondiale » et à « garder les pieds au sol et à se concentrer sur les faits », il y voit l'alliage qui fait « toute la force de l'institution »³².

De retour en France, il obtient par l'entremise de Pierre Fromont (1896-1959), professeur d'économie à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris et à l'INA, un poste d'assistant (d'abord temporaire, puis régularisé par concours) auprès de la chaire d'économie rurale de l'école³³. Il apprend à y travailler avec Michel Cépède (1908-1988), qu'il avait déjà connu en tant qu'élève en 1939, mais auquel l'expérience de la Résistance et des cabinets ministériels à la Libération a conféré une autorité et une ampleur de vue nouvelles. C'est alors la période de mise en place du Plan Marshall, dont une partie des fonds est dédiée à la modernisation et notamment à la mécanisation de l'agriculture française. Denis Bergmann participe avec enthousiasme à la promotion du plan, signant par exemple une monographie d'une grande exploitation américaine dans les colonnes du périodique *Rapports France – États-Unis* en 1951³⁴. Dans la même veine, il livre plusieurs articles descriptifs sur l'agriculture américaine dans la *Revue du ministère de l'agriculture*.

Voici donc Denis Bergmann à pied d'œuvre pour réaliser son grand projet personnel : donner vie à un enseignement et une recherche en économie rurale dégagés des oripeaux de l'agrarisme national, et nourris aux meilleures sources théoriques et méthodologiques de la science économique anglo-saxonne.

³⁰ International conference of agricultural economists, fondée en 1929. La deuxième conférence de l'association s'est tenue en 1930 à Cornell.

³¹ Archives nationales, 19890330/4. Traduit de l'anglais.

³² Idem.

³³ Arrêté de nomination en date du 15 octobre 1947, arrêté de titularisation en date du 1er octobre 1948, archives familiales.

³⁴ Denis Bergmann, Rencontre avec Petersen, *Rapports France – États-Unis*, n° 47, février 1951, p. 46-51. Le numéro propose un aperçu détaillé des mérites du Plan Marshall.

SE FORMER À L'ÉCONOMIE ET DONNER CORPS À UNE ÉCOLE FRANÇAISE D'ÉCONOMIE RURALE

Pour l'ensemble des questions touchant à la recherche agronomique et à la modernisation agricole, tout est à créer ou à recréer à la Libération. Portée par quelques individualités marquantes, comme Michel Augé-Laribé (1876-1954), pourfendeur du protectionnisme agricole et de ses effets désastreux sur la compétitivité de la production nationale, la tradition française d'économie rurale est essentiellement une économie politique fondée sur l'analyse critique des politiques publiques, sans véritables fondements scientifiques. Même dans les grandes écoles tournées vers l'activité économique, la discipline n'est généralement qu'une option de dernière année, enseignée de manière livresque. À l'INA de Paris, les querelles – à la fois personnelles et d'affinités politiques – entre Pierre Fromont et Michel Cépède entravent le développement de la discipline, même si Denis Bergmann parvient à interagir avec chacun d'entre eux séparément. Conçu dans l'enseignement, le manuel d'économie rurale que Pierre Fromont publie en 1958, un an avant sa mort, représentera une référence importante pour la maturation de la pensée de son assistant.

À l'Inra, les sciences sociales n'ont ni statut ni voie de recrutement avant 1955. Dans le système universitaire français, l'économie n'est qu'un enseignement annexe des facultés de droit. C'est d'ailleurs à celle de Paris que Denis Bergmann vient chercher un complément de formation, obtenant en 1950 un DES d'économie politique et en 1951 un DES de science économique. Pour autant, la conscience aiguë du retard français constitue un puissant aiguillon pour les milieux intellectuels soucieux du redressement de l'agriculture nationale, toutes sensibilités politiques confondues. Rencontré à Oxford au printemps de 1948, l'économiste britannique John Maxton suggère à Denis Bergmann de fonder « une sorte de club » pour faire se rencontrer les forces dispersées de la tradition française d'économie rurale et des porteurs de sa rénovation³⁵. C'est dans cet esprit qu'est fondée en 1948 la Société française d'économie rurale (Sfer)³⁶, association qui se donne pour mission de fonder et de développer une école française de pensée et de recherche en économie rurale - de fait, principalement en analyse de l'activité et des marchés agricoles. Les statuts de l'association indiquent qu'elle « a pour but de promouvoir des études d'économie rurale de caractère scientifique portant sur les problèmes économiques et sociologiques de la France et de l'Union Française, de comparer les situations

« L'agriculture dépend, certes, du milieu naturel, ce qui oblige à le bien connaître, mais cette liaison n'est pas un esclavage : cet art vise notamment à modifier précisément ledit milieu pour le rendre plus propre à la croissance des végétaux, au développement des animaux. Sans travail du sol ou fertilisation, nous restons au stade de la cueillette, de la récolte des productions spontanées par l'homme ou les animaux (système pastoral). Mais cette transformation, cette artificialisation du milieu exige du travail, comporte des investissements : elle rencontre donc des limites économiques. Le but de l'agriculture étant la fourniture du maximum de denrées utiles aux prix du moindre travail, il s'agit de déterminer, en chaque lieu, le mode de production le plus avantageux. »

René Dumont, *L'agriculture comparée*. In *Nouveau Larousse agricole*, 1952, 903-938, p. 904, 1152 p. + annexes.



© INRAE / Bergmann

Photos prise, en 1952, par Denis Bergmann lors d'un voyage d'études aux Pays-Bas avec René Dumont, sur la photo de gauche.

³⁵ Denis Bergmann, Souvenir sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale (1938-1972), *ESR Bulletin interne*, n° 1 1986, p. 65.

³⁶ Marie-France Garcia Parpet, La construction intellectuelle des marchés agricoles : la Société française des économistes ruraux et la revue *Économie rurale*, dans Céline Bessièrre et al. (coord.), *Actes du colloque Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, p. 410-426.



Denis Bergmann et René Dumont vers 1955 dans une cour de ferme en France.

« Pour atténuer la faiblesse relative de leur niveau de vie, les paysans devront être moins nombreux chaque année à se partager le gâteau de la recette agricole, puisqu'elle croît moins vite que les ressources des autres secteurs d'activité. L'exode rural est donc le corollaire obligatoire du déclin relatif de l'agriculture [...] Les dirigeants professionnels français qui, en 1956, s'insurgent encore, aux réunions du Commissariat du Plan, contre la probabilité de diminution de la population agricole, font montre d'une ignorance pénible à constater et endossent, vis-à-vis de leurs mandants, la plus lourde des responsabilités ».

René Dumont et Denis Bergmann, « L'économie rurale. Observations », In : *Bilans de la connaissance économique*, Librairie Marcel Rivière - Cnrs, 1959, 175-191, p. 182.

économiques et sociales de la France avec celles des pays étrangers, de préciser par des réunions d'étude et des discussions les observations recueillies par ses membres et de les diffuser par des conférences et des publications »³⁷. Denis Bergmann fait partie de ses membres fondateurs, tout d'abord comme secrétaire adjoint, puis comme secrétaire de l'association, en charge de lui créer une revue. Mais si le jeune enseignant gagne très vite la confiance de ses maîtres pour donner corps à la cause de l'économie rurale, il n'a qu'un rôle modeste dans les grands débats d'orientation des années fondatrices, comme l'attestent les comptes rendus des discussions de l'association dans le *Bulletin de la Société française d'économie rurale*, où ses prises de parole, peu nombreuses, se limitent encore aux aspects les plus empiriques du programme de la discipline. Mais très vite, l'association représente pour lui le moyen de rentrer en contact avec la recherche française et européenne en économie. En août 1949, il est ainsi membre de la délégation française qui se rend à la septième Conférence internationale des économistes ruraux organisée à Stresa en Italie, aux côtés de Louis Malassis, Joseph Klatzmann et Jean Chombart de Lauwe.

Le premier numéro d'*Économie rurale* paraît en février 1949. Le premier article signé par Denis Bergmann dans la revue figure dans le numéro 1 de 1950, sous le titre « Besoins et ressources alimentaires dans le monde », à partir d'une bibliographie pour l'essentiel anglo-saxonne. D'emblée, c'est l'analyse des questions touchant à l'action publique qui intéresse plus particulièrement le jeune enseignant. Laissant l'analyse micro-économique à son collègue Jean Chombart de Lauwe (1909-2001), professeur à l'École d'agriculture de Grignon, Denis Bergmann opte résolument pour les échelles supérieures de l'analyse économique. Mais pour pouvoir développer une science économique des marchés agricoles, encore faut-il disposer de données. Or, la statistique française est de ce point de vue très indigente, aussi bien à l'échelle des exploitations qu'à celle des comptes de la Nation. Dès 1948, le jeune économiste exprime le vif besoin d'appuyer la connaissance du secteur agricole sur un outil statistique solide et des méthodes quantitatives rigoureuses³⁸. Il converge en la matière avec la position de son proche collègue et ami Joseph Klatzmann (1921-2008), qui publie en 1955 sa thèse sur « La Localisation des cultures et des productions animales en France », fondée sur un

³⁷ Constitution de la société. Statuts, dans *Bulletin de la Société française d'économie rurale*, volume 1 n°1, 1949, p. 26-28.

³⁸ Denis Bergmann, 1948, « Méthodes employées aux États-Unis pour les études de la production agricole », *Études et monographies*, Revue du ministère de l'Agriculture, n°2, février 1948, 29-37.



Stresa (Italie) où se tient en 1949 du 21 au 27 août, la 7^{ème} Conférence internationale des économistes agricoles à laquelle participe Denis Bergmann. La photo de groupe montre les participants à la conférence. Les deux photographies sont parues dans les Proceedings de la Conférence publiés en 1950 par Oxford University Press.



imposant travail statistique. Avec leurs collègues de la Sfer, tous deux pestent contre les insuffisances et les archaïsmes de la statistique agricole française. Dès le début des années 1950, Denis Bergmann va donc s'associer aux efforts du petit groupe d'experts français qui se donnent pour tâche, en réunissant statisticiens, économistes et cadres des ministères, de concevoir un appareil de production et d'analyse de données digne d'un pays moderne ouvert aux échanges internationaux. En témoignent ses publications, qui prennent un tour nettement méthodologique dans cette décennie³⁹, mais aussi ses enseignements, qui frappent ses étudiants par leur souci de la rigueur et de la précision, et par les ambitions qu'il porte pour sa discipline⁴⁰.

En 1953, Denis Bergmann est nommé chef de travaux à l'INA⁴¹. Si les multiples tâches qui lui incombent ne lui permettent pas de développer une œuvre personnelle de chercheur, sa production écrite sera néanmoins prolifique, guidée par un cadre de pensée relativement constant, circonstancié et éclectique dans ses objets, mais parfaitement aiguë pour saisir, voire anticiper les profondes mutations du secteur agricole et de la société. Alors que le rationnement d'après-guerre avait duré jusqu'en 1949, Michel Cépède et Denis Bergmann constatent dès 1950 l'évolution de la consommation alimentaire des Français. Parmi ces évolutions, la viande, et non plus le pain, est devenue le pivot de l'alimentation : « Au début du siècle, on disait encore “gagner son pain”, aujourd'hui “on gagne son beefsteak” »⁴². Les économistes pronostiquent que ces tendances fortes vont se prolonger et s'approfondir jusqu'à la fin du siècle. Il faut donc désormais penser la production agricole comme intégrée dans un vaste système agro-alimentaire, dont la productivité et la compétitivité reposent en grande partie sur la performance du processus de transformation des produits végétaux en produits animaux. Il conviendrait dès lors de développer des recherches scientifiques sur les questions d'alimentation animale⁴³. Denis Bergmann saisit déjà l'importance que prend l'insertion de l'activité agricole dans une économie agroalimentaire plus globale, prise entre les secteurs de l'agrofourmiture et de la transformation alimentaire, conforté dans cette analyse par la publication phare de Ray A. Golberg et John H. Davis en 1957⁴⁴. Denis Bergmann complète cette culture économique « sectorielle » par la lecture d'économistes qui lui donnent une matrice macroéconomique générale du fonctionnement de l'économie et des politiques économiques, notamment John Kenneth Galbraith, qui devient pour lui une référence majeure et durable, les ouvrages de ce dernier figurant en bonne place dans sa bibliothèque personnelle.

Lectures, voyages, échanges tous azimuts : Denis Bergmann développe une force de travail peu commune pour se doter d'une culture économique capable de lui permettre de dépasser le complexe d'infériorité de l'école française d'économie rurale et, aux côtés de ses collègues et amis de la Sfer, de jeter les bases de l'institutionnalisation de la discipline dans l'enseignement et dans la recherche.

³⁹ Voir par exemple : *Méthode statistique et méthode monographique en économie rurale*, Les cahiers économiques, mai 1953 ; et *Les données techniques nécessaires au calcul économique en agriculture*, *Économie Rurale*, octobre 1953.

⁴⁰ Voir les témoignages dans ce même numéro de Michel Petit et Jean-Marc Boussard.

⁴¹ Arrêté en date du 15 mars 1953, archives familiales.

⁴² Michel Cépède et Denis Bergmann, « Essai d'étude théorique des relations entre la production végétale et la production animale », *Bulletin de la Société française d'économie rurale*, 1950, vol. 2, no 3, p. 88-97, p. 88.

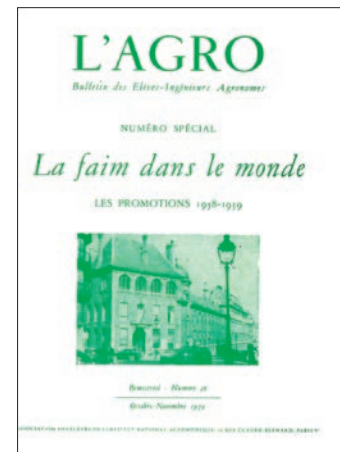
⁴³ *Ibidem*, p. 97.

⁴⁴ John H. Davis, Ray A. Golberg, *A concept of Agribusiness*, Division of Research, Graduate School of Business Administration, Harvard University, Boston, 1957, 136 p. - Ouvrage qui figure dans la bibliothèque de Denis Bergmann.

DENIS BERGMANN, ENSEIGNANT ET PROMOTEUR D'UNE DISCIPLINE EN QUÊTE DE SCIENTIFICITÉ

Au milieu des années 1950, Denis Bergmann passe insensiblement du statut de protégé des figures fondatrices de l'économie rurale à celui de responsable du recrutement et de la formation d'une nouvelle génération, celle qui, selon ses vues, devra affirmer la pleine scientificité de la discipline. Grâce à l'influence grandissante de la Sfer, le ministère de l'Agriculture accepte d'élargir prudemment le périmètre de la recherche agronomique publique aux aspects « techniques » de la production, et octroie quelques premiers postes d'économistes ruraux à l'Inra et aux écoles supérieures spécialisées à partir de 1955⁴⁵. De modestes pôles d'économie rurale se constituent ainsi, recrutant de jeunes diplômés des écoles agronomiques ou des facultés de droit et de sciences économiques.

Comme enseignant, Denis Bergmann s'impose vite comme le chef de file d'une science économique exigeante et fondée sur le double souci de la mesure et de la méthode. En 1958, il accède au grade de maître de conférences⁴⁶. Il professe que « la science économique n'est pas une forme de réflexion désintéressée et abstraite, mais un outil destiné à guider l'action »⁴⁷. Dans cette période cruciale pour la formation et l'orientation d'une nouvelle génération de chercheurs, Denis Bergmann peut sans conteste être considéré comme le porte-parole le plus influent d'une économie rurale à forte prétention scientifique, légitimée de l'extérieur, et notamment en référence à la pensée économique anglo-saxonne, pour servir de cheval de Troie contre l'empirisme et tout ce qui pourrait rappeler l'agrarisme de la III^e République et, mémoire honnie entre toutes, du régime de Vichy. Chroniqueur assidu des publications à caractère agricole dans les colonnes de la revue *Économie rurale*, Denis Bergmann use d'une plume acérée pour critiquer ceux qui pensent pouvoir encore utiliser des



1959, entrée principale de l'Institut national agronomique de Paris, à l'angle de la rue de l'Arbalète et du 16 rue Claude Bernard (5^e arrondissement).

« Il ne semble pas exagéré de dire que l'Institut National Agronomique de Paris a, plus encore que les autres écoles, une vocation à posséder un département d'économie développé. (...) Il faut donc, parmi les ingénieurs agronomes, former des spécialistes des questions économiques. Mais il n'est pas réaliste de penser que l'on pourra, dans le cadre de l'enseignement supérieur agricole, et avec ses seuls moyens, former des économistes d'un niveau très élevé. Cette formation "avancée" est du ressort de facultés d'économie spécialisées munies d'un personnel très nombreux. (...) La section économique a pour but de fournir, en un an, aux diplômés d'agronomie générale un noyau de connaissances fondamentales en théorie économique moderne ; une initiation aux méthodes quantitatives utilisées en économie pour guider les décisions. »

Denis Bergmann, « La section économique de l'INA Paris : évolution, situation actuelle, perspectives d'avenir », Document tapuscrit, 2 octobre 1962, 6 p., p. 1 et 2.

⁴⁵ 1956 à l'ENA de Rennes ; 1957 à l'INA de Paris ; 1957 à l'ENSA de Grignon ; 1958 à l'ENSA de Montpellier ; 1960 à l'ENSH de Versailles ; 1963 à la Faculté de droit et des sciences économiques de Toulouse.

⁴⁶ Arrêté en date du 1er juillet 1958, archives familiales.

⁴⁷ Denis Bergmann, Cours de décisions économiques. Plan détaillé provisoire, INA, document tapuscrit, 1960, p. 1.

arguments d'autorité dans le débat scientifique. Dans sa recension d'une brochure publiée en 1956 sous la signature de Charles du Frétay, figure de la FNSEA, il écrit : « Pour l'économiste rural, même moyennement averti, l'apport des faits et documents est pratiquement nul. Il est même frappant de constater que l'auteur, qui est pourtant l'une des personnalités les plus en vue des organisations agricoles, semble ignorer un certain nombre d'études françaises et internationales, un certain nombre de faits qui auraient étayé sa thèse »⁴⁸. Les parties prenantes au débat scientifique sur l'économie rurale apprennent très vite à redouter les critiques de Denis Bergmann. On peut même aller jusqu'à dire qu'il instaure un « style » critique qui fera école au sein du monde des chercheurs en économie rurale, y compris à ses dépens.

En relation de grande amitié avec René Dumont⁴⁹ depuis leur voyage commun aux États-Unis, Denis Bergmann s'éloigne toutefois progressivement de ce dernier en termes épistémologiques, voyant dans les analyses de son aîné des pistes de réflexion intéressantes pour la recherche en économie, mais mal fondées conceptuellement et méthodologiquement. Dès 1948, Denis Bergmann écrit à un collègue britannique, sur un ton de franchise brutale auquel ses interlocuteurs apprennent à s'habituer : « Je suis un ami de Dumont, mais je pense qu'il travaille trop vite et que parfois sa présentation des faits n'est pas très ordonnée ni logique, pouvant même se révéler biaisée »⁵⁰. Il n'a d'ailleurs aucune peine à assumer publiquement cette posture critique, écrivant en 1953 dans les *Cahiers économiques* que « Les études monographiques, même aussi remarquables que celles de M. Dumont, ne permettent pas de connaître avec une exactitude suffisante la situation économique de l'ensemble des agriculteurs (...). La connaissance meilleure de l'organisation économique et financière de l'agriculture des diverses régions de France ne pourra être obtenue que par la multiplication d'études objectives faites si possible, par la méthode statistique »⁵¹. Pour René Dumont, fidèle à une certaine tradition leplaysienne sur les questions économiques et sociales, l'observation empirique et la comparaison constituent le cœur d'une approche compréhensive et qualitative des comportements des producteurs. Pour Denis Bergmann, en revanche, seul le langage mathématique est capable de rendre compte du réel d'une manière rigoureuse et de déboucher sur la saisie de régularités mobilisables dans la décision et dans l'action.

Les deux promoteurs des « leçons de l'agriculture américaine » s'entendent toutefois pour faire de leur divergence méthodologique une complémentarité dans leurs activités et missions. C'est ainsi de concert qu'ils se rendent en Israël en avril 1957 pour une étude socio-économique du modèle du kibboutz. Rendant compte de ce voyage, Denis Bergmann exprime un enthousiasme pour les solutions associant modernisme et socialisme qu'il partage pleinement avec son ancien professeur : « Israël est un vaste laboratoire où des hommes essaient de trouver des formes de groupements sociaux permettant l'épanouissement de la personnalité humaine et combinant la justice sociale et l'efficacité économique. Israël, c'est donc plus que des rendements record et de l'eau dans des tuyaux : c'est un pas en avant vers des sociétés meilleures »⁵². Pour les deux hommes, le modernisme est un humanisme.

Tous deux s'entendent également pour croiser leurs perspectives de manière complice dans les enseignements qu'ils assurent à l'ENA dans la seconde moitié des années 1950. Dans la division du travail qu'ils instaurent, René Dumont prend à sa charge ce qu'il sait si bien faire avec sa méthode de « l'agriculture comparée » : la description de la diversité de pratiques et d'organisations sociales du secteur agricole français. Techniques, coopération et rapports sociaux sont les facteurs clés de ses analyses comparatives. La partie du cours qui revient à Denis Bergmann, intitulée « L'agriculture, l'économie et l'État », est en revanche un modèle de méthodologie et de déontologie de la fabrique de la décision. Loin d'être un partisan du laisser-faire ou d'une lecture purement comptable du développement agricole et commercial, c'est au nom des responsabilités sociales de la puissance publique que l'enseignant défend une action scientifiquement informée de l'État. Pour autant, c'est sur le constat de la carence des outils d'une politique des marchés agricoles en France que l'enseignant éveille ses auditeurs, futurs cadres de l'action publique. Pas de politique éclairée sans données claires, affirme Denis Bergmann. Pour autant, une fois les problèmes bien cernés, il importe de trancher dans le vif, sans faiblesse. À une question du jeune Michel Rocard sur les leviers de l'action publique en termes de modernisation, Denis Bergmann n'hésite pas à dire que l'objectif de la vulgarisation scientifique et technique vise rien moins qu'à liquider les héritages de la civilisation agraire française. « Il s'agit de forcer

⁴⁸ Denis Bergmann, in *Économie rurale*, 1956, n° 28, p. 47.

⁴⁹ René Dumont est témoin à son mariage, en décembre 1951, avec Hélène Lucile Dreyfus. D'après les témoignages de l'épouse de Denis Bergmann et de sa fille, l'amitié et l'estime réciproques entre les deux hommes demeureront vivaces jusqu'à la disparition de Denis Bergmann.

⁵⁰ Denis Bergmann, lettre à John Maxton en date du 28 avril 1948, Archives nationales, 19890330/4.

⁵¹ Denis Bergmann, « Méthode statistique et méthode monographique en économie rurale. A propos de « Voyages en France d'un agronome » de M. René Dumont », *Les Cahiers économiques*. Centre de recherches et de documentation économiques, mai 1953, p. 28.

⁵² Denis Bergmann, *L'expérience agricole israélienne*, *Économie rurale*, 1958 n° 35, p. 51.



© INRAE / Bergmann

Photo conservée par Denis Bergmann de la 9^{ème} conférence internationale des économistes agricoles à Helsinki (Finlande), du 21 au 27 août 1955. Il figure avec son épouse Hélène au dernier rang sur la droite.



Mysore (Inde) où a lieu, du 24 août au 3 septembre 1958, la 10^{ème} conférence internationale des économistes agricoles à laquelle participe Denis Bergmann. La photo est publiée dans les Proceedings de la Conférence édités en 1960 par Oxford University Press.

à agir, de remuer à peu près 2 millions d'agriculteurs dont la plupart sont ancrés dans une routine héritée du passé. C'est essentiel car si nos prix ne sont pas compétitifs, c'est avant tout par suite du retard technique de nos agriculteurs », répond-il à l'étudiant⁵³.

D'accord sur la nécessité de conduire les agriculteurs et l'agriculture sur la voie du progrès par la productivité du travail et la maîtrise des ressources, René Dumont et Denis Bergmann proposent aux candidats à la haute administration une initiation percutante aux enjeux d'une nouvelle économie agricole fondée sur l'adaptation à marche forcée d'un monde social issu d'un autre temps dans la modernité industrielle et marchande. Cette orientation correspond de fait aux objectifs énoncés lors de la conférence de Stresa, sur les bords du Lac Majeur, qui lance la politique agricole européenne en 1958 : « Étant donné l'importance des structures familiales dans l'agriculture européenne et la volonté unanime de sauvegarder ce caractère familial, il conviendrait que tous les moyens soient mis en œuvre afin d'accroître la capacité économique et concurrentielle des entreprises familiales », proclament les représentants des six pays fondateurs de la Communauté économique européenne⁵⁴.

Dans ses cours comme dans son œuvre de chercheur ou d'expert, Denis Bergmann s'applique à développer une analyse macro-économique tournée vers la décision, qu'il tire d'une riche littérature anglo-saxonne spécialisée qu'il ne cesse d'approfondir. Prix, concurrence et structures de production sont ses thèmes de

⁵³ Denis Bergmann, Cours à l'ENA 1956-1957, document tapuscrit.

⁵⁴ Résolution finale de la conférence européenne de Stresa, in : Recueil des documents de la Conférence Agricole des États membres de la Communauté économique Européenne à Stresa du 3 au 12 juillet 1958, 250 p., p. 223.

prédilection. Il n'apporte pas lui-même une contribution théorique originale, et n'en a pas l'ambition. Toute son énergie, il la met au service de sa discipline, non de sa propre œuvre. Grâce à l'ampleur de ses lectures, à la richesse de ses rencontres, également à la force et à la constance de ses principes, il acquiert dès la fin des années 1950 une expertise d'envergure internationale, reconnue dans les cénacles scientifiques comme dans les instances à l'interface de la recherche et de la décision, notamment l'OCDE et la toute jeune Commission européenne.

C'est dans ce contexte porteur que Denis Bergmann se voit chargé par la direction de l'Inra de structurer le groupe des économistes ruraux parisiens. À partir de 1957, en effet, le ministère de l'Agriculture complète les missions de l'institut en y adjoignant l'économie et la sociologie rurales, à charge pour la première d'aider les pouvoirs publics à définir les orientations souhaitables pour le secteur primaire, et pour la seconde de trouver les voies d'une diffusion des valeurs et des instruments du « progrès » dans un monde social en plein bouleversement de son cadre de vie et de sa représentation syndicale et politique. Dans un article d'analyse rétrospective, Denis Bergmann soulignera l'importance, pour le développement d'une recherche véritablement scientifique en économie rurale, de son ancrage dans l'Inra. « L'un des éléments les plus favorable à l'indépendance des économistes ruraux fut l'échec de divers projets de création d'un institut national d'économie rurale qui aurait été placé sous la double tutelle de l'administration et de la profession. À ces projets du début des années 50 fut substitué la création d'un département d'économie et de sociologie rurales à l'intérieur de l'Inra »⁵⁵.

Dans une France agricole qui, dans la plupart des fermes, ignore les règles de base de la comptabilité, le principal objectif du collectif des économistes ruraux est de mettre au point des instruments de rationalisation de la gestion des exploitations agricoles, en cohérence avec la visée d'augmentation de la productivité, portée conjointement par la puissance publique et la profession agricole. Pour ce faire, les hommes rassemblés autour de Denis Bergmann à l'INA de Paris font le choix de la méthode de la programmation linéaire, qui mobilisera notamment Georges Séverac (1928-1980), jusqu'alors principalement investi dans des questions très opérationnelles de développement régional, et qui sera l'un des premiers à s'intéresser à l'informatique.

Sans liens personnels avec le monde social de l'exploitation familiale, et lié à une tradition politique minoritaire en son sein, Denis Bergmann préfère se concentrer sur la maîtrise des outils de l'analyse économique et sur l'appui à la décision auprès des pouvoirs publics. C'est dans cette ambition qu'il publie en 1957 son premier article scientifique à visée programmatique, intitulé « Essai sur les principes directeurs d'une politique agricole française »⁵⁶. Comme à l'accoutumée, sa critique est sans concessions. « Les contradictions de la politique agricole française sont si nombreuses que l'emploi du mot "politique" pour désigner l'ensemble complexe des interventions gouvernementales dans les domaines de la production agricole, de la commercialisation et la consommation des produits de la terre, et de la vie rurale, semble peu réaliste », assène-t-il⁵⁷. Et de lister : « Il y a contradiction entre les décisions protectionnistes et les discours et projets vantant l'intégration des agricultures européennes ; entre les mesures destinées à accroître la productivité et celles empêchant la concentration des entreprises ou la meilleure localisation géographique des productions ; entre les promesses d'aide aux régions arriérées et la répartition des subventions ou prêts qui intéressent surtout les zones déjà favorisées par la nature. Et cette liste n'est malheureusement pas limitative »⁵⁸. S'appuyant sur cette analyse critique radicale des orientations de la IV^e République, Denis Bergmann n'hésite pas à faire la leçon aux gouvernants : « La politique agricole doit permettre d'obtenir une meilleure utilisation des ressources naturelles et humaines ; elle doit assurer aux agriculteurs un revenu en rapport avec les efforts qu'ils fournissent. Le slogan : "productivité - parité" résume ces deux objectifs »⁵⁹. De fait, Denis Bergmann ronge son frein dans une IV^e République finissante qui ne parvient pas à coordonner l'effort modernisateur qu'il juge nécessaire, puis une V^e République qui, à ses débuts, est en partie détournée de cette tâche par la guerre d'Algérie.

Pour autant, ses préoccupations ne s'éloignent jamais des questions concrètes du développement agricole, avec notamment un intérêt soutenu pour les effets économiques du changement technique. Mais l'économie rurale qu'il entend porter, de même que la politique agricole qu'il promeut, doivent être débarrassées de tout passésisme sentimental. La vision de Denis Bergmann est résolument « moderniste » et « progressiste », pensée qui s'applique non à un secteur agricole qui aurait des besoins et un horizon de réalisation singuliers, mais au système social dans son ensemble. Probablement est-ce ainsi qu'il faut comprendre son adhésion

⁵⁵ Denis Bergmann, L'économie rurale en France. Essai de synthèse de la session et de bilan, *Économie rurale*, n°160 1984, p. 28-34, p. 29.

⁵⁶ Denis Bergmann, Essai sur les principes directeurs d'une politique agricole française, *Économie rurale*, n° 34, 1957, p. 3-21.

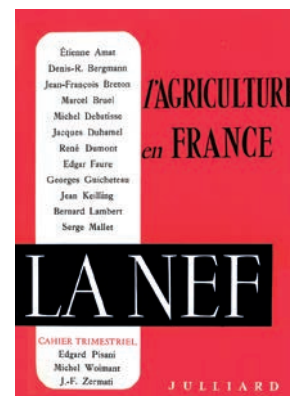
⁵⁷ Idem, p. 3.

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ Ibidem, p. 20.

LA NEF est fondée par Lucie Faure (épouse d'Edgar Faure) et Robert Aron en 1944. Elle consacre son numéro de Juillet-Septembre 1962 à l'agriculture. Trois des ministres de l'agriculture des années 1960 sont parmi les contributeurs : Edgard Faure (député du Jura) signe l'introduction, Edgard Pisani (ministre de l'agriculture) en signe la conclusion et Jacques Duhamel (Délégué Général du Centre du Commerce extérieur) rédige une contribution. Les principaux syndicalistes agricoles de cette période font aussi partie des contributeurs : Marcel Bruel (secrétaire général de la FNSEA), Michel Debatisse (secrétaire général du CNJA), Bernard Lambert (député de Loire Atlantique, plus tard fondateur du syndicat des « Paysans Travailleurs »). On trouve aussi les professeurs de l'INA de Paris, historiquement liés à la création et aux débuts de l'Inra : Jean Keilling, René Dumont et Denis Bergmann.

PROMOTIONS est une revue fondée en 1946 par les élèves de l'École Nationale d'Administration. Préfacé par le ministre de l'agriculture Robert Boulin, le numéro 86 est, en 1968, dédié à l'agriculture française et à la politique agricole européenne. Sicco Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés Européennes, en est un contributeur de marque. Denis Bergmann signe l'article « Possibilités et limites d'une politique agricole délibérément productiviste ».



« Si demain – et l'on excusera ma boutade – le lait doit être rouge pour être vendu et les pommes carrées, il faudra que l'Institut national de la recherche agronomique se consacre à cette tâche pour que nous puissions obtenir des produits qui se vendent. [...] Il faut totalement repenser l'organisation du ministère. Disons d'abord qu'il est surprenant pour celui qui s'y installe de constater qu'il n'y existe pas de bureau d'études et de synthèse. Vous vous étonnez sans doute qu'il n'y ait pas de politique agricole. Mais comment y en aurait-il une puisqu'il n'y a pas d'outil pour l'étudier ? Il est grand temps que nous parvenions à installer dans ce ministère la pensée économique. Il est grand temps que nous pensions à y installer la volonté commerciale. »

Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture, Discours à l'Assemblée nationale, 13 septembre 1961.

au Parti socialiste autonome (PSA) puis au Parti socialiste unifié (PSU) en 1961, mais aussi son adhésion, la même année, au Mouvement français pour le planning familial⁶⁰. La rationalité, pour Denis Bergmann, est la solution à tous les maux hérités du passé tumultueux des sociétés européennes.

Lui-même accaparé par des tâches qu'il estime secondaires par rapport à ce qu'un économiste devrait pouvoir apporter pour éclairer la stratégie de son pays dans un contexte d'expansion, il s'impatiente de constater que l'analyse qu'il faisait à la Libération d'un retard français dans la production des indicateurs nécessaires pour produire cette stratégie reste largement valable plus de dix ans après. Comme il l'écrit avec un humour grinçant en 1959, « L'économiste rural n'est pas encore un facteur de production bien déterminant dans la majorité des exploitations »⁶¹. La mise à disposition de Claude Laurent⁶² auprès du service statistique du ministère de l'Agriculture⁶³, dirigé par Gérard Théodore (1920-2012), un proche de Denis Bergmann, est toutefois un premier pas⁶⁴. Au sein de l'Inra, ce dernier s'attelle lui-même à la création d'un centre de documentation scientifique digne de ce nom à Paris. Claudie Pinson, secrétaire bilingue qu'il recrute comme documentaliste en 1959, se souvient de lui comme d'un « pionnier imprégné des méthodes américaines »⁶⁵, inspiré par les ressources qu'il avait découvertes à l'université Cornell. D'emblée, elle se voit chargée de travaux bibliographiques en anglais, notamment pour alimenter la revue *Économie rurale*.

« Dans l'état actuel de notre documentation, un grand nombre de calculs économiques globaux, qui seraient essentiels pour orienter notre agriculture et préciser ses perspectives d'avenir, sont totalement irréalisables. Dans ces conditions, les décisions d'action sont fondées sur des impressions, exposant ainsi à des erreurs qui peuvent être terriblement coûteuses », s'alarme Denis Bergmann en 1959⁶⁶. Cet avertissement vaut aussi

⁶⁰ Archives familiales.

⁶¹ Denis Bergmann, Les études d'économie rurale, *Économie rurale*, 1959, n° 39-40, p. 259.

⁶² Claude Laurent, La collecte de l'information économique globale : les méthodes du Service central des Enquêtes et études statistiques du Ministère de l'agriculture, *Économie rurale*, n°69, 1966, p. 57-71.

⁶³ La création de la Division centrale des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture a lieu en 1961.

⁶⁴ Les deux hommes partagent notamment un regard très critique sur les héritages de la statistique agricole nationale et le besoin de la refonder sur des bases véritablement scientifiques. Gérard Théodore, Une statistique agricole est-elle possible en France ? *Économie rurale*, 1966 n° 69, p. 29-42.

⁶⁵ Archorales n° 15, 2012, p. 114.

⁶⁶ Denis Bergmann, Les études d'économie rurale, *Économie rurale*, 1959, n° 39-40, p. 266.

pour les économistes, qui ne peuvent se bercer d'illusions sur ce que les fondements théoriques de leur discipline peuvent produire en l'absence de données rigoureuses. Paradoxalement, c'est à un exercice périlleux de grand écart entre données empiriques et expertise que Denis Bergmann invite ses collègues, pour malgré tout assurer la visibilité de la jeune discipline dans un contexte de forte demande politique et professionnelle - non sans une dimension sacrificielle pour une génération qui aurait sans doute voulu accéder plus vite et plus complètement à la légitimité académique. « Ainsi l'agronome économiste, sans renoncer à être agronome car, pour le moment encore, une certaine intuition des problèmes de la technique agricole est nécessaire (du fait même que les relations techniques caractérisant la production agricole sont mal connues), sera de plus en plus un économiste, surtout dans la mesure où l'économie sera considérée non comme une philosophie abstraite mais comme un outil permettant de guider le processus de décision de l'homme d'action », prophétise-t-il⁶⁷.

Au tournant des années 1960, Denis Bergmann a acquis un capital considérable de connaissances en matière de théorie et de méthodes économiques, et une légitimité incontestable. L'OCDE lui confie la rédaction de la synthèse d'une enquête auprès de 13 pays (dont la France) sur l'enseignement de l'économie rurale au niveau universitaire⁶⁸. Il est désormais en pleine capacité pour définir ce que doit être l'enseignement économique à dispenser aux jeunes ingénieurs agronomes. « L'économie, c'est la science des choix, la science de l'utilisation optimale des ressources rares. Sous diverses influences, cette science des décisions optimales subit, depuis une quinzaine d'années, une évolution extrêmement rapide. (...) Les progrès théoriques ont été accompagnés d'une évolution rapide de plusieurs sciences utilisées par les économistes (mathématiques et statistiques surtout) et d'une évolution profonde des conditions de résolution des systèmes d'équations (modèles) au point, eux. Il est maintenant possible de résoudre des modèles extrêmement complexes. La méthodologie des sciences sociales se transforme donc, tant sous l'effet des nouvelles théories que du fait que des moyens nouveaux sont mis à la disposition des chercheurs. Ces derniers, enfin, sont de plus en plus nombreux et viennent d'horizons divers. Cette sorte d'irrigation intellectuelle est le dernier facteur - mais non le moindre - qui explique les bouleversements profonds de la science économique actuelle », professe-t-il⁶⁹.

Dans l'enseignement comme dans la recherche, Denis Bergmann se garde bien de laisser un moyen devenir une fin en soi : la formation des jeunes chercheurs, la mise au point d'une chaîne de production de l'information statistique, l'établissement de liens avec la puissance publique ne sont rien s'ils ne débouchent pas sur une action transformatrice des archaïsmes persistants de l'agriculture française. La science économique est, par excellence, l'outil d'une rationalisation du monde. « Les économistes sont par essence mécontents de l'état du monde et voudraient bien le changer », dira-t-il en se remémorant ces années pionnières⁷⁰.

LE TEMPS DES RESPONSABILITÉS À L'INRA : FORMER, PROGRAMMER, ANTICIPER

L'ouverture en nombre croissant de postes d'économistes à l'Inra à partir de 1957, d'abord en lien avec les chaires des écoles supérieures, puis avec la création d'un département de recherche à part entière en 1961, va faire naître pour la première fois un véritable collectif de chercheurs, et un véritable débat scientifique sur les orientations de la recherche en économie rurale. Denis Bergmann, toujours formellement rattaché à l'Ina de Paris mais *de facto* en charge de l'équipe Inra, devenue la plus nombreuse, la plus jeune et la plus remuante aussi, se félicite de la vitalité du débat généré par cette institutionnalisation de la recherche en économie rurale. « La création de la section économique de l'Inra représente un progrès décisif dans l'organisation des études d'économie rurale en France. Grâce aux possibilités de recrutement qui se sont ainsi ouvertes, le nombre des personnes qui s'occupent d'économie rurale à plein temps et avec un point de vue rigoureusement scientifique a probablement doublé en deux ans ! »⁷¹

Mais d'emblée, il se fait le porteur d'une ambition plus haute, celle d'un collectif de recherche capable de traiter comme un tout les questions agricoles et alimentaires. « Il faut toutefois regretter que le décret créant

⁶⁷ Ibidem, p. 267.

⁶⁸ Denis Bergmann, Rapport sur l'enseignement de l'économie rurale au niveau universitaire, in : OCDE, Enseignement supérieur agricole : rapport de la conférence de 1962, Paris, OCDE, 1963, p. 27-46 (Documentation dans l'agriculture et l'alimentation, n° 60).

⁶⁹ Denis Bergmann, Cours de décisions économiques. Plan détaillé provisoire, INA Paris, doc. ronéotypé, 5 p., Avant-propos, p. 1.

⁷⁰ Denis Bergmann, « Souvenir sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale (1938-1972) », ESR Bulletin interne, n° 1 1986, p. 67.

⁷¹ Denis Bergmann, Les études d'économie rurale, Économie rurale, n° 39-40, 1959. L'économie agricole française (1938 - 1958), pp. 259-268, p. 265.

la section économique de l'Inra ait limité son horizon aux problèmes de la production agricole alors que les questions de débouchés sont de plus en plus préoccupantes », souligne-t-il⁷². Immédiatement entendu, voire débordé par des nouvelles recrues qui vont s'emparer avec des intentions critiques affichées des enjeux les plus brûlants de la politique agricole nationale, Denis Bergmann se trouve alors dans une situation paradoxale. De fait, les jeunes ingénieurs et diplômés qui font le double choix de l'économie et de la recherche publique au tournant des années 1960 sont des esprits téméraires, qui arrivent à l'Inra avec des ambitions intellectuelles et politiques affirmées. Michel Gervais et Claude Servolin, notamment, développent peu à peu dans la station parisienne à la fois une matrice marxiste et une pensée politique critique qui constituent un défi direct à la conception plus positiviste de l'économie qui est celle de Denis Bergmann. Même les élèves les plus proches de ses vues, comme Michel Petit et Jean-Marc Boussard, s'émancipent très vite de lui pour construire à la fois leurs objets de recherche et leurs carrières - ce qu'il encourage très libéralement, d'ailleurs.

De même qu'il y a des économistes marxistes qui n'adhèrent pas au socialisme politique, Denis Bergmann est un partisan du socialisme politique qui n'adhère pas au marxisme méthodologique, dont les raisonnements lui semblent confondre trop volontiers rationalités et orientations idéologiques. À ses yeux, la fonction du politique n'est pas de dire la rationalité économique, mais de la recevoir de la recherche, puis de la prendre en compte dans les voies à emprunter pour réaliser ses projets. Partagé entre d'un côté une histoire familiale, une admiration pour les États-Unis et une formation qui le rattachent à une analyse économique de type classique, et le souci sincère d'aider les jeunes chercheurs de son département à trouver leur voie, Denis Bergmann se trouve fréquemment dans des contradictions personnelles insolubles, dont il se sort, maladroitement, par des coups de colère que reconnaissent ses meilleurs défenseurs.

Si Denis Bergmann joue un rôle majeur dans l'animation de la recherche au sein de l'équipe parisienne, il est toutefois peu actif dans la sphère du débat public, à un moment de très forte densité des interactions entre experts, politiques et représentants de la profession agricole, pour porter sur les fonts baptismaux le modèle de la cogestion de la politique agricole nationale. En pointe dans l'accompagnement de la « révolution silencieuse » dans l'Ouest, et proche des négociateurs des lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962, c'est donc Louis Malassis (1918-2007), le titulaire de la chaire d'économie rurale de l'École nationale supérieure d'agriculture de Rennes, qui est préféré par Henri Ferru, directeur général de l'Inra, pour être le premier directeur de la Station centrale d'économie et de sociologie rurales de l'institut en 1961.

Dans l'esprit des pouvoirs publics, cette création est clairement et directement utilitaire. Les économistes et sociologues sont invités à établir des diagnostics sur la rentabilité et l'acceptabilité des techniques innovantes. Même si Edgard Pisani, nommé ministre de l'Agriculture en 1961, se fait le promoteur d'une pensée économique stratégique dans ses propres services, c'est au service d'une œuvre modernisatrice conçue en étroite relation avec les mondes professionnels. Ce n'est qu'avec le décret de 1964 sur la recherche agronomique publique⁷³ que la mission du nouveau département s'élargira un peu, avec l'injonction de conduire « toute recherche à caractère économique et sociologique intéressant l'agriculture et le monde rural ».

Le département à ses débuts accueille 37 chercheurs, recrutés essentiellement dans les écoles d'agronomie. Ces ingénieurs, désireux d'être pleinement reconnus comme économistes, et encouragés dans cette voie par Denis Bergmann, sont nombreux à compléter leur formation théorique et leur outillage méthodologique dans la sphère universitaire, aux États-Unis pour certains d'entre eux, comme Michel Petit. Les analyses de ce dernier et de son condisciple Jean-Marc Boussard continuent de prendre les exploitations comme unités de base de tout calcul, mais au prix d'une mise en typologie efficace et d'une réduction raisonnée des indicateurs de performance. Cependant, il est évident, et tout particulièrement aux yeux de Denis Bergmann et de Louis Malassis, que le calcul économique ne peut en rester au niveau de l'économie de l'exploitation individuelle. Il concerne aussi la politique agricole et, également, les relations de l'agriculture avec ses fournisseurs industriels et avec les industries agroalimentaires. Dans les secteurs du lait et de la viande notamment, on voit bien que la dynamique des prix est de plus en plus impactée par le jeu des opérateurs de l'aval. Mais si les économistes ruraux de cette période s'intéressent à des objets de plus en plus complexes, impliquant la prise en compte des logiques organisationnelles et institutionnelles, cela ne les rapproche pas nécessairement de la sociologie. De fait, l'organisation de la recherche agronomique publique à l'Inra en départements sectoriels à partir de 1961 ne doit pas faire illusion sur la cohérence très relative de ces entités pluridisciplinaires, et de celui d'économie et de sociologie rurales notamment. Tout d'abord, ce dernier n'associe que très formellement un tout petit groupe de sociologues à un groupe d'économistes aux effectifs en forte croissance. Ensuite et surtout, celui-ci ne constitue qu'en apparence un collectif scientifique, tirailé entre des générations, des orientations théoriques et des objets de recherche très contrastés. Louis Malassis pensait

⁷² Idem.

⁷³ Décret n° 64-54 en date du 16 janvier 1964.

pouvoir exercer une autorité nominale sur ce département sans renoncer à ses diverses responsabilités d'enseignant, de chercheur et d'expert, il doit rapidement déchanter : non seulement sa conception de l'économie rurale est critiquée en interne, principalement par les jeunes recrues d'inspiration marxiste, mais lorsqu'il essaie de faire acte d'autorité pour l'imposer, il est ouvertement contesté dans sa légitimité.

Lorsque l'Inra exige que ses chefs de département aient le grade de directeur de recherche et, pour cela, abandonnent leur chaire d'enseignement, il s'exaspère. Pressenti par Edgard Pisani pour prendre la tête du nouvel établissement d'enseignement supérieur agronomique que celui-ci envisage de créer à Dijon⁷⁴, Louis Malassis renonce en 1963 à ses fonctions à l'Inra et transmet la charge de diriger le nouveau département d'économie et de sociologie rurales à Denis Bergmann, qui pour sa part a accepté de se présenter au concours de directeur de recherche et de quitter l'Institut national agronomique de Paris. Bien conscient de devoir sa promotion à un concours de circonstances, ce dernier n'entend pas faire profil bas pour autant : en le désignant, on doit aussi accepter son programme. Marquant d'emblée ses distances avec les économistes de l'exploitation agricole de Grignon, Denis Bergmann proclame que « C'est une marque de lucidité que de comprendre que, bien souvent, les solutions véritables au problème de l'exploitation se trouvent en dehors d'elle »⁷⁵. Il faudra donc penser large, et parler le langage de la vérité au pouvoir : « Le point de départ est une conscience profonde de l'inefficacité massive de l'organisation actuelle de l'agriculture française, de l'ampleur et de la "pénibilité" des réaménagements qui seront nécessaires si l'on veut améliorer le niveau d'ensemble des revenus des Français et éviter une dispersion exagérée de ces revenus »⁷⁶.

Intronisé chef de département, Denis Bergmann ne se montre guère moins autoritaire dans ses manières que Louis Malassis, mais avec une distinction importante : pour peu que les chercheurs placés sous sa responsabilité travaillent et produisent des connaissances inscrites dans un cadre théorique solidement établi, il les laisse en paix. Les relations sont plus difficiles avec les sociologues et avec les économistes qui n'adhèrent à aucun formalisme. De manière symptomatique, Denis Bergmann conclut en 1966 un tour de table de la Commission spécialisée Recherches économiques et sociologiques de l'Inra en affirmant que si « la volonté de l'Inra de créer un groupe de sociologie est certaine », « il ne peut s'agir que de recherche à un haut niveau d'abstraction »⁷⁷. André Brun, lui-même volontiers partisan d'une approche anthropologique et sensible des questions économiques, se souviendra longtemps de la devise affichée sur la porte du bureau de Denis Bergmann : « Il n'y a de science que du mesurable ». L'équipe de Jean Chombart de Lauwe à Grignon, spécialisée dans les approches micro-économiques de l'exploitation agricole, doit subir les critiques souvent rudes de Denis Bergmann sur ses tentatives de développer une approche typologique des systèmes de production agricole pour le ministère de l'Agriculture⁷⁸.

Inversement, dès qu'un jeune chercheur demande une formation, une mission, une responsabilité, le chef de département se démène pour lui donner satisfaction. C'est ainsi qu'André Brun se voit offrir une année de formation à l'Institut national d'études démographiques (Ined) en 1961-1962, puis une bourse de l'OCDE pour une mission en Turquie. Les moyens sont adaptés à chaque personne et à chaque enjeu, mais la visée ultime ne change pas : il s'agit encore et toujours de légitimer l'économie rurale ou la sociologie comme sciences à part entière. Comme l'écrit le chef de département dans son bilan pour l'année 1971, « Le jugement par les pairs est finalement la moins mauvaise base d'estimation de la production d'un chercheur. Ceci a pour corollaire qu'un chercheur qui ne publie pas, ou ne diffuse pas ses travaux auprès de ses collègues sous une forme permettant la critique scientifique, doit être considéré comme ayant une production nulle »⁷⁹. Ni les luttes idéologiques stériles ni les études confidentielles n'ont leur place dans la recherche publique. Diriger un département, c'est y faire régner « un climat de liberté tempéré par une juste pression du groupe sur l'individu (c'est plus facile à dire qu'à faire) », affirme Denis Bergmann⁸⁰.

Fidèle à son souci de longue date de fonder l'analyse économique sur un système de production de données fiable et partagé, Denis Bergmann s'investit immédiatement et résolument, en tant que chef de département, dans la construction d'un appareil de collecte et de traitement statistique digne d'une grande nation agricole et indispensable à une recherche scientifique fiable pour l'expertise au service de l'action publique. De fait, le ministère de l'Agriculture s'appuie de plus en plus sur les économistes de l'Inra pour rénover

⁷⁴ L'établissement sera bien fondé en 1967, mais Louis Malassis ne le rejoindra finalement pas.

⁷⁵ Denis Bergmann, Mémoire sur des travaux réalisés et rapport sommaire sur l'orientation d'avenir, sans date, p. 8. Archives nationales, 19890330/5. Le document fait probablement partie du dossier d'accession au grade de directeur de recherche de Denis Bergmann en 1963.

⁷⁶ Ibidem, p. 9.

⁷⁷ Inra, 22 décembre 1966, compte rendu tapuscrit, 11 p., p. 5.

⁷⁸ Témoignage de Jean-Claude Tirel, Archorales, vol. 3, 1999, p. 119.

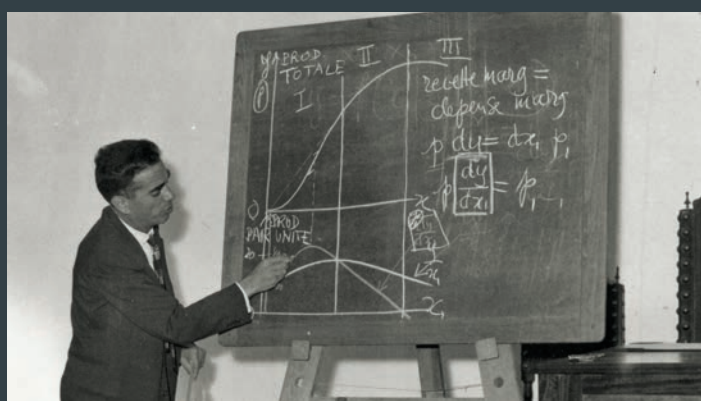
⁷⁹ Denis Bergmann, Rapport concernant l'état du département, 2 mars 1972, document tapuscrit, p. 2.

⁸⁰ Ibidem, p. 3.

A LISBONNE, EN MAI 1959, DENIS BERGMANN ET LOUIS MALASSIS SONT INVITÉS PAR LE CENTRE D'ÉTUDES D'ÉCONOMIE AGRAIRE DE LA FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN, À PROFESSER ENSEMBLE UNE SÉRIE DE HUIT COURS DE GESTION DE L'ENTREPRISE AGRICOLE « CURSO DE GESTAO DA EMPRESA AGRICOLA ».

« La plupart des économistes ruraux sont maintenant d'accord pour penser que l'économie rurale n'est pas une science autonome mais n'est qu'une branche de moins en moins différenciée de la science économique. Dans ces conditions, il ne peut être question, comme il y a quelques décennies, d'axer l'enseignement de l'économie rurale sur la formulation de préceptes empiriques concernant les facteurs du succès économique en agriculture. L'enseignement doit s'appuyer sur une très solide base de théorie économique. »

Denis Bergmann, 1961, « Rapport provisoire sur l'enseignement de l'économie rurale au niveau universitaire ». In : OCDE, Enseignement supérieur agricole : rapport de la conférence de 1962, Paris, OCDE, 1963 : 27-46 (documentation dans l'agriculture et l'alimentation, n°60), p. 9.



© INRAE / Bergmann

Denis Bergmann expose une des bases de la théorie économique, la loi des rendements décroissants.



© INRAE / Bergmann

Les deux conférenciers sont invités dans un restaurant lisboète. Au premier rang (avec la moustache), Louis Malassis, Denis Bergmann au troisième rang sur la gauche, en face de lui son épouse Hélène Bergmann.

37

complètement un système de statistique agricole peu adapté à l'évaluation des conséquences des nouvelles politiques agricoles nationale et européenne⁸¹. Le principal problème est de mesurer l'adaptation des systèmes de production. Ce souci est d'ailleurs porté au niveau communautaire avec la création en 1965 par le Conseil des ministres de la Communauté économique européenne du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), qui commence à fonctionner à partir de 1968. Denis Bergmann en avait posé les grandes lignes dès 1960 à la demande de la Commission Européenne⁸². En 1967, il peut se montrer satisfait du chemin accompli : « Il y a huit ans, l'état de la statistique agricole en France était lamentable. Depuis, des progrès considérables ont été faits. Nous y avons largement participé. C'était à la fois notre devoir et notre intérêt. Nous commençons à avoir des vues claires sur la nature réelle des grands problèmes

⁸¹ Denis Bergmann, Les études d'économie rurale, Économie rurale, Volume 39-40 1959, n°1, « L'économie agricole française 1938 - 1958 », 268 p., p. 259-268.

⁸² Denis Bergmann, Étude préliminaire à la mise en place d'un réseau d'information sur la situation et l'évolution des exploitations agricoles dans la CEE, Communauté Économique Européenne. Direction générale de l'agriculture, 1961, Réf: VI/3.113/61-F, 76 p. + annexes.

Carte professionnelle délivrée par l'INRA et signée par Jean Bustarret, son directeur général, à Denis Bergmann en novembre 1963. A ce moment-là, il est encore maître de conférences à l'INA de Paris.



« Quand, en 1955, l'INRA a décidé de s'engager dans les recherches en économie et sociologie rurales, il s'est trouvé en face d'un problème tout à fait classique de cercle vicieux. Pour faire de l'économie rurale (...) il faut, en effet, des économistes ruraux. Il n'y en avait pas sur le marché du travail. D'ailleurs les écoles n'en formaient pas – en particulier parce qu'il n'y avait pas de demande pour des spécialistes de ce genre. Il a donc fallu (...) recruter de jeunes diplômés, dont les compétences n'étaient pas celles qui étaient nécessaires pour faire la recherche en économie, mais dont on

pouvait penser qu'ils avaient des aptitudes pour cette recherche, surtout si on les encourageait à acquérir des connaissances complémentaires. Cette phase d'investissement a été extrêmement coûteuse. (...) Sur les 66 économistes (les 5 sociologues provenant surtout des facultés des lettres et sciences humaines), 34 sortent de l'Institut National Agronomique, 22 des écoles nationales supérieures agronomiques et 8 seulement des facultés de droit et de sciences économique (il y a en outre deux mathématiciens ayant acquis leur premier diplôme dans une faculté des sciences). »

Denis Bergmann, « Le département ESR de l'INRA. Rapport au Comité Scientifique de l'INRA », 22 novembre 1967, 19 p., p. 5.

et pouvions donc aider les statisticiens à organiser la collecte de l'information de manière ce que les données recueillies soient utiles à la compréhension des phénomènes. (...) Le développement du service des statistiques est donc la condition de notre propre expansion »⁸³. Pour autant, les progrès sont lents, comme le souligne Olessia Kirtchik, auteure d'une étude historique sur le département ESR, « Seule une minorité des chercheurs font de la modélisation mathématique, utilisent des techniques économétriques ou des techniques d'optimisation par ailleurs très en vogue à cette époque (la programmation linéaire par exemple). Ainsi, le poids de ces derniers dans l'ensemble des publications en économie rurale parues en France entre 1960 et 1977 est encore très faible : 196 sur 1 425 rapports produits par le Département Économie-INRA, et 18 sur 579 papiers publiés dans la revue *Économie rurale* »⁸⁴.

C'est naturellement dans son rôle de défenseur de la place des économistes au sein de l'Inra et de dénonciateur de la misère en termes de postes et de moyens de la recherche française que Denis Bergmann recueille le plus de suffrages de ses pairs. Il est vrai qu'il n'hésite pas à se saisir de toute occasion pour plaider la cause de sa discipline. Dans une discussion au sein de la Sfer en 1964, il s'écrie ainsi devant Jean Bustarret, directeur de l'Inra : « Il y a un millier de chercheurs (confirmés, pas des semi-étudiants) à l'*Economic Research Service* du ministère fédéral de l'agriculture des États-Unis et probablement un effectif double de "chercheurs enseignants" dans les cinquante États. Dans nos conditions de pénurie (malgré la croissance très satisfaisante) nous sommes sans cesse en train de nous demander si nous devons utiliser nos maigres moyens à pousser des pointes en avant ou à occuper le terrain en ayant au moins un ou deux chercheurs sur chaque sujet, ne serait-ce que pour recueillir la documentation et suivre les travaux étrangers »⁸⁵.

Son activisme porte toutefois ses fruits, avec une croissance notable des effectifs et des publications. En 1967, il écrit ainsi : « Le département d'économie et de sociologie rurales est actuellement le quatrième département de l'Inra par l'importance de son personnel scientifique alors qu'il est pratiquement le plus jeune. Ceci prouve qu'il a eu un taux de croissance particulièrement notable au cours des douze dernières années »⁸⁶. Malgré tout, sa position en interne reste délicate : « Unique département de sciences humaines dans une maison de

⁸³ Denis Bergmann, Le département ESR de l'INRA. Rapport au Comité Scientifique de l'INRA, 22 novembre 1967, p. 13.

⁸⁴ Olessia Kirtchik, L'économie rurale en France. Trajectoire d'une science sociale « utile » entre modernisation et mondialisation, Revue d'anthropologie des connaissances, 2016 n° 3, p. 339-371, p. 353.

⁸⁵ Denis Bergmann, in *Économie rurale*, 1964 n° 59, p. 10.

⁸⁶ Denis Bergmann, Le département ESR de l'INRA. Rapport au Comité Scientifique de l'INRA, 22 novembre 1967, p. 1.

12^{ème} CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES AGRICOLES (AIEA) À LYON, DU 24 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE 1965 SUR LE THÈME « DISPARITIES IN THE PACE AND FORM OF AGRICULTURAL AND RURAL DEVELOPMENT ».

« The object of IAAE is that of fostering the development of the science of agricultural economics and of furthering the application of the results of economic investigation of agricultural processes and agricultural organization in the improvement of economic and social conditions relating to agriculture and rural life. (...) Our knowledge of French agricultural economics, research, and scientific training and all that belongs to the field, is unfortunately fairly slight for many of us. It is therefore, in a way, a double pleasure for us to be allowed to come here and have the opportunity to meet our French colleagues. »

Nils Westermark, President's address, Proceedings of the Twelfth International Conference of Agricultural Economists, Lyon 24 August-3 September 1965, Oxford University Press, 1966, 584 p., p. 7

« This conference...is very important for the science of agricultural economics in this country. French economists as a professional group are fairly young. I am not sure, ladies and gentlemen, whether you know that young people who have helped with your registration, who perhaps carried your luggage, who have tried to look after you yesterday and this morning, are the young hopes of our profession (...) You may even have thought they were students rather than research workers. This shows how much we still lag behind, how much is still to be done in this field in France. »

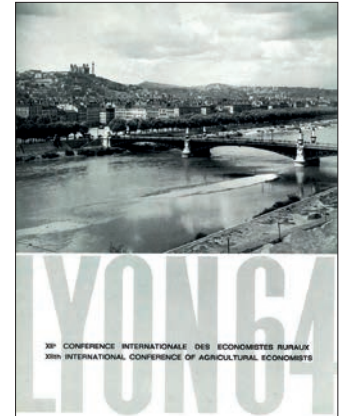
Denis Bergmann, Address of Welcome, Proceedings of the Twelfth International Conference of Agricultural Economists, Lyon 24 August-3 September 1965, Oxford University Press, 1966, 584 p., p. 2



Agence Rapho, Paris



V. Cuyt, Lyon



© Oxford University Press/Cuyt

Affiche annonçant la conférence qui sera finalement organisée en 1965, au Palais des congrès, par Denis Bergmann. Il a succédé à Pierre Fromont (décédé en 1959) comme correspondant français de l'Association internationale des économistes agricoles (AIEA/IAAE). Dès la précédente conférence tenue en Inde, il avait été décidé que la suivante se tiendrait en Europe. Photographies parues dans les Actes publiés en 1966 par Oxford University Press.

Juin 1967, au Centre national de Recherches zootechniques (CNRZ) à l'Inra de Jouy-en-Josas, réunion des chefs de département de recherches de l'Inra et de membres de la direction, lors d'une visite d'Edgar Faure, ministre de l'Agriculture, et de Pierre Piganiol (absent de cette photo), ancien Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique et Président du Conseil d'Administration de l'INRA. Le ministre écoute Bertrand Vissac qui a à sa gauche, Jean Rebeschung, Germain Mocquot, Jean Péro en aparté, Denis Bergmann en discussion avec Raymond Février. Sur la droite du ministre, Roger Bouchet et, en imperméable, Jean Bustarret. Au premier-plan sur la gauche de la photo, René Mayer.



© INRAE / Jean Joseph Weber

« L'outil de travail que constitue le département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA – bien imparfait encore mais qui a le mérite d'exister – a été forgé très tard. Il parvient au stade opérationnel alors que, sous l'impact des multiples progrès techniques, le secteur agricole et les sociétés rurales traversent une crise profonde. »

Denis Bergmann, « L'expérience française de développement d'un organisme de recherches économiques et sociales en agriculture, In : Promotion de la recherche pour l'adaptation de l'agriculture au développement économique. Rapport final, OCDE, 1965, 148 p., p. 23-39, p. 39.

Le ministre de l'agriculture, Edgar Faure, écoute les explications de Germain Mocquot. Sur la droite du ministre, Gustave Drouineau, Roger Bouchet, Denis Bergmann et Raymond Février. En arrière-plan à gauche, Jacques Poly.



© INRAE / Jean Joseph Weber

« La crise agricole, qui dure maintenant depuis plus de dix ans, n'est pas un phénomène passager. C'est un déséquilibre profond se traduisant par une inadaptation profonde des structures, des institutions et de la plupart des hommes, à une situation dominée par la nécessité d'adopter des progrès techniques dont on a pu dire qu'ils étaient « galopants. »

Denis Bergmann, L'agriculture dans le développement des pays riches. *Bulletin technique d'Information*, octobre 1966, n° 216, 1-8.

biologistes, entreprenant des recherches dans des domaines particulièrement mal décantés en ce qui concerne la formulation des théories scientifiques de base, et souvent explosifs en ce qui concerne les conclusions, il est manifestement confronté avec un grand nombre de problèmes »⁸⁷. Faut-il pour autant s'imposer un effort de normalisation ? Au contraire, Denis Bergmann plaide pour la prise de risque : « À partir du moment où vous cherchez à avoir un groupe dynamique sur le plan scientifique et ayant des idées originales, vous êtes obligé de recruter des non-conformistes. J'estime qu'il est de notre devoir de continuer dans cette voie. Mais bien sûr, de temps en temps, il y a des incidents. Les non-conformistes ne sont pas aussi faciles à manier que les gens bêtes et disciplinés. Ces incidents sont le prix qu'il faut payer... »⁸⁸

La mobilisation du département dans les événements de Mai 68, quelques mois seulement après ce rapport, en illustrera de manière saisissante le caractère prophétique.

L'AFFIRMATION DE L'EXPERT EN POLITIQUE AGRICOLE ET EN ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Si les fonctions de chef de département occupent une bonne partie du temps de travail de Denis Bergmann dans les années 1960, ce dernier garde une activité de recherche, de publication et d'expertise nationale et internationale particulièrement fournie. Formellement intégré en 1963 au corps des directeur de recherche, il en assume au pied de la lettre les responsabilités, développant avec les jeunes recrues qui veulent bien le suivre - Jean-Marc Boussard, Michel Petit à leurs débuts - un ambitieux programme de « traduction » dans la recherche française des méthodes et des orientations de l'économie agricole américaine, caractérisée par un fort souci de l'anticipation des effets de l'innovation et de la dynamique des marchés des produits agricoles. Mais ce qui distingue la production propre de Denis Bergmann, c'est l'approche des enjeux nationaux et internationaux, dans un contexte marqué par les lois de modernisation agricole de 1960 et 1962, la mise en place des premiers outils de la Politique agricole commune à partir de 1962, et les négociations du Kennedy Round au GATT entre 1964 et 1967.

À partir de 1964, Denis Bergmann siège à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation. La même année, c'est lui qui organise à Lyon le congrès de l'Association internationale des économistes ruraux dont il est un pilier aux côtés de ses vieilles connaissances américaines. En 1968-1969, il participe activement aux travaux de la commission Vedel sur les perspectives à long terme de l'agriculture française⁸⁹. Même s'il en critique les conclusions, il n'hésite pas à défendre un principe de réalité qui, selon lui, condamne à terme le modèle de la petite production. À partir de 1970 et jusqu'à la fin de sa carrière, il ne cessera d'accomplir des missions internationales, notamment pour la FAO ou encore le PNUD. C'est l'occasion pour lui de continuer sa conversation au long cours avec René Dumont, dont il défend par exemple le pamphlet *Nous allons à la famine* dans les colonnes de *Économie rurale*⁹⁰.

En termes de publications, les années 1960 sont une période particulièrement féconde pour le chef de département. Figure pionnière d'une communauté de recherche encore mal définie dans ses normes et ses usages, Denis Bergmann publie toutefois assez peu dans des revues scientifiques (hormis dans *Économie rurale*, bien sûr), livrant parfois des textes très ambitieux sur des supports très conjoncturels et peu diffusés - rapports, études, notes à l'intention de tel organisme ou de telle institution. Dès la fin des années 1960 toutefois, il s'intéresse moins à la fabrique concrète des données et à leur exploitation qu'aux finalités de la recherche et à une réflexion critique sur la relation entre recherche et décision. Héritier, par ses origines familiales, d'un goût pour l'économie politique qu'il avait contrecarré pour se plier à la discipline de l'analyse économique standard, il tend à y retourner dans ses années de maturité, non pour s'aventurer dans les débats théoriques, mais pour ferrailer dans l'arène des politiques de la recherche et de l'appui à la modernisation agricole.

Dans un texte réflexif important de la fin des années 1960, qu'il intitule non sans provocation « Possibilités et limites d'une politique agricole résolument productiviste », il écrit ainsi : « On accuse souvent les chercheurs d'être des pessimistes et des destructeurs. Pessimistes, ou plutôt réalistes, probablement. Destructeurs de

⁸⁷ Idem.

⁸⁸ Ibidem, p. 19.

⁸⁹ Présidée par Georges Vedel, ancien doyen de la Faculté de Droit de Paris, cette commission rassemblant agronomes et économistes se donne pour tâche d'examiner les évolutions croisées de la population active agricole et des besoins de production, et en déduit la baisse inéluctable du nombre d'exploitations, générant un vif débat dans les mondes politique et professionnel.

⁹⁰ Cosigné par René Dumont et Bernard Rosier, ce livre de 1966 fait l'objet de deux comptes rendus contradictoires dans la revue, le premier, assez critique, signé de Michel Cépède, et le second, en défense, signé de Denis Bergmann sous forme d'hommage appuyé à son « ami et "père spirituel" ». *Économie rurale*, 1967, n° 71, p. 111.

JOURNÉES NATIONALES DU CENTRE NATIONAL DE LA COOPÉRATION AGRICOLE (CNMCA), LES 27 ET 28 MARS 1968 À PARIS

Intervention de Denis Bergmann :
Vers quelles structures d'exploitation agricole pouvons-nous aller ?
Influence sur la coopération agricole.
In : Le monde agricole et son devenir.
Compte-rendu des journées nationales du Centre National de la Coopération agricole, 27 et 28 mars 1968.
Coop. agric. (175-176)
août-sept. 1968, 168 p.

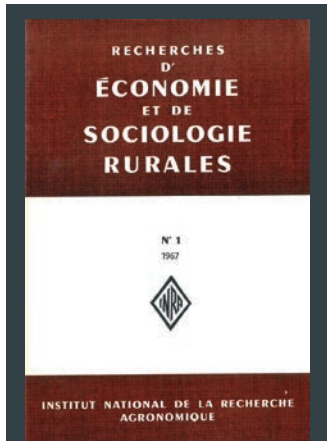


© INRAE / Collection Bergmann

« Je suis là pour essayer de vous exposer un certain nombre de choses pénibles ; c'est mon métier. Le rôle principal des Economistes dans une société en mouvement est d'essayer de regarder vers l'avant afin de prévoir, afin de faciliter les décisions à tous les niveaux : au niveau des entreprises et au niveau de la Nation, en effet, puisqu'il faut préparer maintenant des investissements qui seront encore en service dans 20 ans, la nécessité de regarder vers l'avenir est absolument fondamentale. »

Denis Bergmann, « Quelques vues sur l'exploitation agricole et les possibilités de travail en groupe ». Agriculture Audoise, Bulletin mensuel de vulgarisation, Journée d'étude « Agriculture de groupe » du 18 mars 1965, n° 40 août-septembre 1965, 2-21.

Le premier numéro de la revue « Recherches d'économie et de sociologie rurales » paraît en 1967. Ce n'est qu'en 1972 que la revue paraîtra de manière régulière et pourra adopter le titre de « Annales d'Économie et de sociologie rurales ».



« ...le nombre de chercheurs d'un organisme de recherche ne suffit pas à garantir une « production suffisante » d'articles scientifiques d'un niveau adéquat (...) Il faut aussi un minimum d'unité dans le langage et la manière de penser des spécialistes d'une science pour qu'il puissent communiquer. Or, il faut bien reconnaître que les sciences sociales sont encore sous-développées et ont à peine atteint ce niveau ».

Denis Bergmann, « Une nouvelle série d'Annales de l'Institut National de la Recherche Agronomique », Recherches d'économie et de sociologie rurales, 1967, n°1, p. 1.

mythes, contradictoires des promesses faites dans les discours du dimanche, certainement. Ennemis du bluff que représentent les fausses solutions aux problèmes agricoles, sans doute. Mais les chercheurs ne demandent pas mieux que de contribuer à bâtir un mode meilleur⁹¹. Et pour lui, quoi qu'on pense des aspects négatifs de la modernité aux champs, cet horizon ne pourra pas se réaliser sans une planification volontariste de la mise à niveau progressive de l'agriculture française, par sa « transformation structurelle » et « l'insertion des techniques modernes dans ses processus de production »⁹². Le productivisme n'est pas une finalité, il est un moyen. Par ce texte, et la démultiplication de son message sur tous les supports possibles, Denis Bergmann s'affirme comme le champion de la cause du « progressisme » technico-économique en tant que levier de l'émancipation du monde agricole, ultime combat contre les agrariens pour lui, mais occasion de l'associer à un rationalisme économique dépassé pour la jeune garde nourrie de marxisme plus ou moins hétérodoxe qui représente la force montante au sein d'ESR.

Malgré l'isolement relatif de son département au sein d'un organisme de recherche dominé par les sciences biotechniques, et des relations notoirement mauvaises avec bon nombre d'autres « patrons » des plus importants secteurs scientifiques de la « maison Inra », qui auraient aimé disposer d'économistes mieux disposés à répondre à leurs questions pratiques, Denis Bergmann se veut le porteur d'une pensée stratégique pour la programmation de la recherche publique agricole. Faute toutefois de pouvoir influencer directement sur les orientations de son propre institut, c'est le plus souvent lors de forums internationaux qu'il exprime ses vues sur l'articulation entre recherche, formation et modernisation agricole.

Dans l'Europe de la fin des années 1960, marquée par le ralentissement de la croissance, un désenchantement vis-à-vis de la modernité et l'essor des contestations sociales, la question de la mesure de l'efficacité des investissements dans la recherche devient cruciale et urgente, impactant directement l'Inra en tant qu'organisme de recherche à la fois spécialisée et appliquée. Ce n'est pas seulement le retour sur investissement de l'activité scientifique qui est en cause. Dans un vaste contexte de contestation de la science et de ses produits

⁹¹ Tapuscrit corrigé à la main, sans date, p. 16.

⁹² Idem.

LES JOURNÉES DE LA RECHERCHE PORCINE DE 1968 AU CNRZ DE JOUY-EN-JOSAS



© INRAE / Jean-Joseph Weber

© INRAE / Jean-Joseph Weber

À gauche : côte à côte, Raymond Février et Denis Bergmann.

À droite : Denis Bergmann, Pierre Zert et Raymond Février (de gauche à droite) à la tribune.

« La recherche économique et la science économique ont fait en France, depuis une dizaine d'années, des progrès tels qu'il existe un hiatus croissant entre le degré d'élaboration de la science, servant quotidiennement de base au travail pour les chercheurs, et le niveau moyen de connaissance de la plupart des utilisateurs des travaux de ces chercheurs. (...) C'est à eux [les organismes de vulgarisation agricole et de formation économique] qu'il incombe d'assurer ces tâches de diffusion de l'information et de la culture économique pour adultes. Des chercheurs de l'INRA ont d'ailleurs eu l'occasion de les aider dans leur travail, mais ils ne peuvent se substituer à eux. Les difficultés de la vulgarisation agricole en France réduisent certainement l'efficacité de la recherche, mais cette dernière n'en porte pas la responsabilité. »

Denis Bergmann, « Les principaux résultats des travaux de recherche depuis 10 ans. Texte provisoire d'un rapport préparé pour la SFER, 14 et 15 décembre 1972 », document ronéotypé, 41 p., p.35 et 36.



© INRAE / Jean-Joseph Weber

Au premier rang de l'assemblée Denis Bergmann et Raymond Février, et derrière eux Pierre Zert.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE JACQUES DUHAMEL VISITE, EN JANVIER 1970, LA LAITERIE EXPÉRIMENTALE DU CNRZ À L'INRA DE JOU-EN-JOSAS



De gauche à droite, Jean Bustarret, Jacques Duhamel, Charles Thibault, Germain Mocquot et Jacques Poly.

© INRAE / Jean-Joseph Weber

« La recherche économique et sociologique fournit des données, des critères, des analyses pour des débats et des décisions de grande importance politique. Les résultats de ses travaux – qui sont, bien entendu, destinés à être publiés – peuvent donc heurter divers intérêts et alimenter des controverses. Cette situation impose aux chercheurs de travailler avec la plus grande rigueur scientifique, afin de n'intervenir, dans une question délicate, que sur la base d'une information précise et de raisonnements fondés. Elle suppose aussi que l'organisme de recherche travaille en toute indépendance. »

Denis Bergmann, « Les recherches économiques et sociologiques à l'INRA. Leur rôle dans l'explication des phénomènes et dans la prise de décision ». In : Inra, 1972. L'Institut national de la recherche agronomique. Édition du 25e anniversaire. 1946-1971. Regard sur la France, mars, SPEI Éditeur, 376 p., 19-39, p. 22.



Germain Mocquot s'adresse au ministre de l'Agriculture, Jacques Duhamel. A droite, Denis Bergmann.

© INRAE / Jean-Joseph Weber

« Il faut bien distinguer entre la fourniture de données pour la politique agricole et l'élaboration des programmes eux-mêmes. La recherche est une activité trop précieuse et fragile pour qu'on l'expose aux dangers de l'action politique et à l'érosion provoquée par la lutte politique. L'économiste doit fournir au politique des prévisions, des analyses des forces en présence, des raisonnements et modèles (si vous faites ceci, il se passera cela). Mais il ne lui appartient pas de trancher. »

Denis Bergmann, « Les principaux résultats des travaux de recherche depuis 10 ans. Texte provisoire d'un rapport préparé pour la SFER, 14 et 15 décembre 1972 », document ronéotypé, 41 p., p. 37.

dans tous les pays industrialisés, c'est l'ensemble de la recherche publique qui est interrogée sur son utilité et son efficacité, sur l'usage de ses résultats et sur ses finalités, sur sa contribution réelle à la croissance économique et au progrès de la société, et enfin sur ses conséquences négatives, notamment en termes de qualité du cadre de vie, de l'alimentation et de la santé. Pour un défenseur résolu de la cause de la modernisation comme Denis Bergmann, ce contexte est un sujet de forte préoccupation. Et même si les événements de Mai 68, à ses yeux, n'entament en rien son autorité personnelle, fondée sur une circulation permanente de l'information au sein de son département, ils n'en sont pas moins porteurs d'un effritement du consensus sur la rationalisation par la science des mondes économiques et sociaux. Peu grisé par les discours révolutionnaires, le chef de département résumera la période à deux mois « où l'on aura peu travaillé et gâché beaucoup de salive »⁹³. À la direction générale de l'Inra, on commence toutefois à s'inquiéter de voir les jeunes économistes les plus prometteurs préférer travailler à fournir des arguments aux luttes sociales qu'à produire des données et des analyses sur les orientations techniques de l'agriculture.

En novembre 1969, l'Inra accueille une conférence internationale organisée par l'OCDE sur « La gestion de la recherche agronomique ». L'Inra y est représenté par Jean Bustarret, René Péro et Denis Bergmann. Tous les administrateurs de la recherche des pays développés sont alors confrontés au problème d'assurer un « rendement » maximum au montant généralement limité des ressources affectées à leur secteur par les pouvoirs publics. L'intervenant irlandais, M. T. Walsh, est on ne peut plus clair : « Les possibilités d'investissement scientifique dépassent maintenant de loin les ressources disponibles, si bien que la nécessité de choisir entre plusieurs propositions de recherche ne peut plus être éludée. Cette obligation est maintenant universellement reconnue, et tous les pays évolués évaluent systématiquement leur programme de recherche pour que la société tire le meilleur parti des investissements »⁹⁴. Si « La recherche sur "les effets de la recherche" est encore dans l'enfance », selon l'expression de Benson E. L. Timmons, secrétaire général adjoint de l'OCDE⁹⁵, il n'en demeure pas moins que dans ces années charnières, personne ne ménage ses efforts pour tenter d'élaborer des méthodologies aptes à guider l'orientation rationnelle des programmes de recherche et l'allocation des ressources à la science, dans un souci constant d'efficacité au service du progrès économique et social : « Du point de vue de l'évaluation des avantages, on pourrait définir la planification et l'évaluation de la recherche comme des opérations ayant pour but d'identifier les changements qu'il serait possible et souhaitable d'apporter au déroulement des activités sociales et productrices d'une nation grâce à la recherche de nouvelles connaissances, de nouvelles technologies ou de nouvelles informations. Cette conception (...) met également en relief les objectifs sociaux de la nation, car ces objectifs déterminent les critères fondamentaux applicables à l'identification des changements qu'il est souhaitable d'apporter à l'état actuel des techniques dans une société »⁹⁶, écrit le secrétariat de l'OCDE. Et Denis Bergmann de préciser : « Depuis quelques années, les chercheurs en agriculture ont mauvaise conscience. Cela provient non seulement des critiques des financiers qui rognent leurs budgets en se plaignant du coût sans cesse croissant des recherches, mais probablement plus encore des inquiétudes des chercheurs eux-mêmes au sujet de certaines conséquences de leurs découvertes. En période de pénurie, il était toujours méritoire de "faire pousser deux brins d'herbe là où il n'en poussait qu'un". En période d'abondance – et même de pléthore – et aussi parce que l'information circule mieux et que les outils d'observation sont plus précis, il n'est plus possible de négliger les conséquences néfastes, pour la situation de certains groupes sociaux, des divers progrès agronomiques. Les problèmes de l'évaluation méthodique non seulement des avantages mais aussi des conséquences socialement pénibles de telle ou telle découverte devient donc essentiel. (...) En Europe, (...) il est surtout question du coût, pour la collectivité nationale et pour les budgets, du soutien des prix agricoles et des revenus des agriculteurs. L'on reproche aux chercheurs de provoquer l'accumulation d'excédents invendables et par là même, d'entraîner la baisse des revenus de certaines catégories d'agriculteurs considérés comme pourtant méritants sur le plan moral »⁹⁷. Mais c'est là, selon Denis Bergmann, une analyse à courte vue, qui ne comprend pas que la valeur ajoutée de la recherche n'est pas dans la légitimation des compromis sociaux et politiques, mais dans leur dépassement. La raison comme guide, encore et toujours, contre les passions et les idéologies, telle est sa ligne d'action.

⁹³ Denis Bergmann, Souvenir sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale (1938-1972), ESR Bulletin interne, n° 1 1986, p. 72.

⁹⁴ M. T. Walsh, Quelques aspects de la gestion de la recherche agronomique ». OCDE, « La gestion de la recherche agronomique », Paris, 196 p., p. 41-58, p. 46.

⁹⁵ OCDE, La gestion de la recherche agronomique, 1970, 198 p., Avant-propos p. 30.

⁹⁶ Ibidem, p. 68.

⁹⁷ OCDE, La gestion de la recherche agronomique, 1970, 198 p., p. 82.

DEUXIÈME RÉUNION DES DIRECTEURS DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE, À PARIS AU SIÈGE DE CETTE ORGANISATION, EN NOVEMBRE 1972



Denis Bergmann et, à sa gauche, René Péro, font partie de la délégation française avec Jean Bustarret, Jacques Poly et Gustave Drouineau.

© INRAE / Bergmann

« Surtout si elle est de bonne qualité, la recherche est un instrument puissant de transformation de la société – et il serait absurde d'en faire le reproche aux chercheurs. (...) Jusqu'à présent, l'outil essentiel de décision en matière de recherche a été le responsable scientifique dirigeant un laboratoire ou un département et les administrateurs placés au-dessus de lui. (...) Mais avec l'accroissement de la complexité et du coût des recherches, et à mesure que les organismes grandissent et se diversifient et que les divers programmes se compliquent, il apparaît de plus en plus nécessaire d'étayer les jugements des hommes munis du pouvoir de décision (et des comités qui les aident) par le recours à des formules normalisées de présentation des projets de recherches. »

Denis Bergmann. « Réflexions sur les problèmes de l'affectation des ressources aux recherches agronomiques ». In : OCDE, La gestion de la recherche agronomique, Paris, 1970, 198 pages, 81-115, p. 110 et 111.



À la tribune, de droite à gauche, René Péro, Jacques Poly et Gustave Drouineau.

© INRAE / Jean Joseph Weber



Vue partielle de l'assistance lors de l'intervention de Jacques Poly.

© INRAE / Jean Joseph Weber

UN « RETOUR À LA PAILLASSE » EN TROMPE-L'ŒIL

Le département ESR est dans une situation paradoxale au sein de l'Inra du tournant des années 1970, à la fois très autonome et vulnérable. D'un côté, l'existence de locaux séparés en plein Paris, des liens professionnels avec des partenaires assez différents de ceux des sciences biotechniques qui dominent dans l'institut, enfin et surtout une connexion directe avec le politique, assurent aux économistes de l'Inra une assez grande liberté d'orientation, jusqu'à pouvoir refuser des études demandées par les autres départements. Les hommes du Service d'expérimentation et d'information (SEI), notamment, se plaignent régulièrement de la morgue des économistes à leur endroit⁹⁸. D'un autre côté, l'absence d'esprit de corps chez les économistes, leurs querelles théoriques et enfin le caractère abrupt de leur chef de département les mettent rapidement en difficulté lorsque la direction générale de l'Inra ne se contente plus d'afficher un département de sciences sociales, mais entend lui imposer une ligne. C'est ce qui advient à partir de la fin des années 1960 avec l'ascension du généticien Jacques Poly, dont les réflexions stratégiques sur l'avenir de l'agriculture française empiètent largement sur le domaine de compétence des économistes. Devenu directeur scientifique de l'Inra en 1972, ce dernier s'agace rapidement de l'indiscipline du département ESR, exacerbée depuis 1968. Si Jacques Poly montre de la considération pour l'expertise économique de Denis Bergmann, il conteste son management du département, autoritaire dans la forme, mais de fait très libéral pour ce qui est des projets scientifiques des uns et des autres. Aux yeux du chef de département, seul compte l'avancement de la science économique, dont la consolidation épistémologique requiert de s'ancrer dans une communauté internationale étrangère à la discipline ingénieriale des agronomes français, et dont le souci bien réel de l'intérêt général n'a pas besoin de se soumettre aux orientations de l'Inra pour s'exprimer. Or, dans le contexte politique et économique difficile de la présidence de Georges Pompidou (1969-1974), l'Inra n'a plus l'appui inconditionnel de son ministère de tutelle, et Jacques Poly, conscient de ce qu'une phase de l'histoire de la recherche agronomique s'est achevée avec l'accompagnement de la modernisation agricole, exige une forte discipline interne pour tenir bon face aux restrictions budgétaires et inventer un nouveau modèle de recherche appliquée, davantage tourné vers l'industrie et la demande sociale.

C'est un conflit interne au département qui va permettre à Jacques Poly d'obtenir le départ de Denis Bergmann. Au sein de la Station centrale d'économie, une thématique a pris de l'ampleur depuis le début des années 1960, celle des industries agroalimentaires. Portée par Joseph Le Bihan, économiste formé à l'université de Rennes, cette thématique rencontre une forte demande des acteurs économiques qui, dans le contexte de l'expansion, se montrent généreux en financement d'études. Les administrations publiques, de même, sont désireuses de comprendre ce qui se joue dans une économie de la consommation en pleine transformation, et commandent des notes d'orientation à rythme soutenu. Parti s'installer à Rungis pour donner un espace à son équipe, sous le nom d'Omnium, Joseph Le Bihan développe une pratique de la recherche de plus en plus proche de celle d'un bureau d'études, ce qui suscite la réprobation croissante de Denis Bergmann. Celui-ci s'indigne surtout de ce que l'argent public serve à financer des chercheurs qui font payer leurs études à la puissance publique. À la fin des années 1960, l'Omnium de Rungis⁹⁹ constitue de fait une entité autonome au sein du département ESR, qui se sert de ses contrats pour recruter des agents en dehors de tout contrôle de l'Inra. Les relations entre le chef de département et le directeur d'unité virent à la guerre ouverte à partir de 1969, non plus sur le seul terrain des méthodes et du débat académique, mais au vu et au su de l'ensemble des partenaires, y compris des directions du ministère de l'Agriculture. Les missives du chef de département à la direction générale de l'Inra, qui se succèdent avec une colère croissante entre 1970 et 1972, restent toutefois sans réponse. Dans l'autre sens, Denis Bergmann montre une mauvaise volonté évidente face aux injonctions de plus en plus directes à produire des études immédiatement « utiles », protégeant systématiquement les jeunes trublions de son département contre les critiques du ministère.

Convaincu de l'importance des questions agroalimentaires, Jacques Poly voit dans l'action de Denis Bergmann la menace d'une perte des compétences naissantes de l'Inra sur ce domaine. En juillet 1972, il tranche brutalement le conflit en exigeant la démission de ce dernier. Loyal à son institution mais nullement abattu, Denis Bergmann se justifie de son action dans une lettre à l'ensemble des personnels, signée du 30 juillet 1972. « Ce n'est pas ma personne qui est en cause, mais une certaine conception de la recherche qui doit, à mes yeux, être honnête, sérieuse, approfondie, originale, créative, désintéressée, dévouée à la cause publique et non uniquement au service des intérêts particuliers – en un mot scientifique »¹⁰⁰. Ses archives personnelles gardent également la copie d'une lettre au *Canard enchaîné* qui illustre parfaitement sa déontologie.

⁹⁸ Témoignage de Pierre-Louis Osty, entretien Archorales non publié.

⁹⁹ Laure Bonnaud, Marc-Olivier Déplaud, Christine de Sainte-Marie, Nathalie Jas et Samuel Pinaud. Produire les savoirs de la modernité agro-industrielle. Le cas de l'Omnium d'économie agroalimentaire (1964-1976), *Économie rurale*, n° 373 2020, p. 79-94.

¹⁰⁰ Note interne tapuscrite signée de la main de Denis Bergmann, 30 juillet 1972, archives familiales.



PARIS AGRONOMIC RESEARCHER SPEAKS HERE

Denis Bergmann à la station de recherche de Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard, Canada), à sa droite Jack Cutcliffe, vice-président de l'Agricultural Institute of Canada, à sa gauche Keith Kennedy, du même institut.

Photo publiée dans The Guardian Charlottetown daté du 3 avril 1973.

Ayant lu un article de l'hebdomadaire satirique qui épinglait, entre autres, l'Omnium de Rungis, il écrit au sujet de ce dernier : « Il s'agit d'une boîte que je connais bien et qui a la particularité d'être dirigée par un fonctionnaire qui, au lieu de consacrer son temps à faire les recherches pour lesquelles il est payé, travaille pour l'Omnium qui ensuite vend ses travaux à des administrations, à des acheteurs privés. Il se trouve que j'ai été pendant plusieurs années le supérieur hiérarchique de ce chercheur PDG de société d'étude et que j'ai dénoncé ces activités illégales. Résultat : j'ai été relevé de mes fonctions et lui a eu de l'avance »¹⁰¹.

La succession de Denis Bergmann n'est pas chose aisée, et pas seulement du fait de sa forte personnalité. Sa notoriété internationale et sa maîtrise de l'économie dans ses évolutions internationales lui ont permis, sinon d'orienter, en tout cas de maîtriser les profondes évolutions de ce qu'on continue alors d'appeler « l'économie rurale ». Mais c'est là une gageure tant s'élargissent et se diversifient les champs investis par les économistes ruraux. Ils s'intéressent désormais, de plus en plus, à toute la gamme des problèmes économiques, sociaux et environnementaux qui se posent dans l'agriculture, l'alimentation et les territoires. Les thématiques de recherche s'autonomisent, allant progressivement de la production agricole vers le secteur agro-alimentaire, l'aménagement du territoire, les relations internationales, l'environnement, l'emploi, *etc.* La tendance est à la subdivision en sous-disciplines, chacune disposant de concepts, de référentiels théoriques et d'outils d'analyse propres¹⁰². Une autre difficulté tient aux évolutions du métier d'économiste et des méthodes d'analyse. L'économie compose de plus en plus avec la modélisation et les outils mathématiques, tout en restant attentive aux problèmes que lui adresse la société. L'équilibre à trouver entre ces deux forces qui définissent les orientations de recherche n'est pas un problème en soi pour Denis Bergmann, rompu dès ses années américaines à cet exercice délicat. Mais il est un facteur évident de tensions au sein du département ESR, et un vrai dilemme à la direction de l'Inra.

La direction du département est confiée en 1972 à un triumvirat composé de Joseph Le Bihan, Marcel Mazoyer et Pierre Cordonnier. Mais de fait, c'est Jacques Poly qui exerce une tutelle sur l'ensemble, exigeant de contrôler les budgets et les recrutements. C'est d'ailleurs en exerçant cette activité de contrôle, et plus encore à la suite d'un avertissement de la Cour des Comptes, qu'il donne raison à retardement à Denis Bergmann, en contraignant Joseph Le Bihan à la démission pour avoir mis l'Inra dans une position intenable vis-à-vis du ministère de l'Agriculture avec sa direction aventureuse de l'Omnium. Jean-Claude Tirel, économiste formé à Grignon dans l'équipe de Jean Chombart de Lauwe, est chargé d'apurer la situation à Rungis, puis de reprendre la direction d'ESR.

Démis de ses fonctions, Denis Bergmann met un point d'honneur à revenir immédiatement dans les rangs des chercheurs du département. Il n'aura jamais été qu'un *primus inter pares*, exerçant des responsabilités au nom du collectif et pour l'avancement de ses intérêts scientifiques. Avec le marxiste Claude Servolin désormais aux commandes de la Station centrale d'économie rurale, Denis Bergmann sait toutefois que sa conception de la science n'y a plus guère de place¹⁰³. Pour autant, son expertise n'est nullement remise en cause par son éviction, y compris auprès des dirigeants de l'Inra. Durant toute la fin de sa carrière, il sera avant tout un homme de congrès internationaux, de missions extérieures et de participation à des instances nationales et internationales d'expertise sur les questions agricoles, conservant sa liberté de parole, et donnant libre cours à son talent pour l'analyse critique aussi bien des publications scientifiques que des politiques publiques. Il conserve ainsi une influence scientifique et politique certaine hors de l'institut, dans le milieu des organisations internationales comme l'OCDE, dont le rôle « fut essentiel en tant que lieu de création d'un langage commun basé sur l'analyse et la modélisation économique »¹⁰⁴.

En août 1974, il se permet ainsi de publier un diagnostic sévère sur le manque de sens stratégique à long terme du pouvoir politique en France. « On ne répétera jamais trop que, sans cette fourniture de technologies nouvelles, qui a caractérisé les vingt dernières années et dans lesquelles le rôle de l'Inra a été prépondérant, jamais le revenu agricole n'aurait pu s'améliorer, ni même se maintenir comme il l'a fait (...). Si cet influx technologique devait, par suite de l'étranglement de la recherche agronomique productive, se tarir dans les années à venir, les conséquences sur les revenus agricoles seraient dramatiques »¹⁰⁵. Denis Bergmann pousse l'audace jusqu'à proposer une loi, qu'il énonce ainsi : « Quand on est pauvre en matières premières, ce qui est le cas de l'économie française, il faut choisir une combinaison productive substituant, autant que faire

¹⁰¹ Lettre tapuscrite sans date, archives familiales.

¹⁰² Jean-Marc Boussard, Michel Blanc, 2000, L'évolution des disciplines et des métiers. Économie rurale, n° 255-256 « Les cinquante premières années de la Sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ? », p. 203-212.

¹⁰³ Olessia Kirtchik, L'économie rurale en France. Trajectoire d'une science sociale « utile » entre modernisation et mondialisation, Revue d'anthropologie des connaissances, 2016 n° 3 p. 339-371, p. 357.

¹⁰⁴ Pierre-Benoit Joly, Philippe Lacombe, « Sciences sociales et politiques agricoles. Une analyse socio-historique des rapports savoir/pouvoir », Histoire de la recherche contemporaine, n° 2 2017, p. 163-179.

¹⁰⁵ Denis Bergmann, Les recherches agronomiques en face des incertitudes de l'économie mondiale, INRA, août 1974, p. 5.

se peut, la matière grise - plutôt abondante et de bonne qualité - aux matières premières. Il faut donc développer la recherche, moteur essentiel de cette substitution »¹⁰⁶.

Avec la vague de cessations d'activité des années 1970, ce n'est toutefois plus une logique de désengorgement du secteur agricole par l'élimination des exploitations retardataires ou inaptes à l'adoption du progrès technique, au profit des « exploitations professionnelles », qui est à l'œuvre. C'est un mouvement de marginalisation des exploitations non conformes à ce modèle et, en même temps, de délitement de bassins de production tout entiers. L'agriculture comme activité principale et comme mode d'occupation de l'espace est bel et bien en voie de marginalisation dans un nombre croissant de régions françaises. « L'agriculture à temps partiel », la « double activité » ou encore la « pluriactivité » ne peuvent plus être considérées comme des formes transitoires avant la disparition des exploitations. Les politiques agricoles ont jusque-là ignoré le phénomène. Mais c'est bien une autre catégorie d'exploitations, que leur persistance, voire leur extension, demande d'abord de repérer statistiquement, puis de considérer : « Les agriculteurs à temps partiel sont-ils de "bons" agriculteurs ? »¹⁰⁷, se demandent alors Denis Bergmann et Claude Laurent, soulignant un enjeu important de la période : « Les agricultures à temps partiel occupent une partie non négligeable du territoire. Il est donc raisonnable de les conseiller pour qu'elles en fassent le meilleur usage possible »¹⁰⁸. Dans un article qui fait la synthèse du débat au début des années 1980 sur le productivisme, Jean-Claude Tirel lui aussi le souligne : « Certaines de ces zones sont menacées d'abandon, du même coup les ressources naturelles nationales qu'elles représentent n'entreront plus dans les combinaisons productives, y laissant en partie la place à des ressources importées (ovins, protéines, bois). Une partie de la population locale réclame le droit de "vivre au pays" et l'affectation de moyens de recherche et de développement pour l'aider à mettre sur pied des systèmes adaptés »¹⁰⁹.

Peu à l'aise avec les aspects sociaux de la crise des années 1970, Denis Bergmann laisse à ses jeunes collègues d'ESR la responsabilité d'établir des passerelles avec les nouvelles gauches paysannes. Pour sa part, il persiste à penser que c'est vis-à-vis des politiques publiques que l'économiste peut et doit exercer une influence. Dans son premier discours en tant que président de la Commission des comptes agricoles de la Nation, prononcé en 1978, Denis Bergmann livre en quelques phrases ce qui constitue son *credo* en termes d'économie politique, à savoir le continuum qu'il faudrait selon lui s'efforcer de produire entre les données, leur analyse et les actions qui en découlent. « Il faut sans cesse améliorer notre connaissance de la situation de l'agriculture. C'est pour cela que nous sommes là, pour entériner les progrès faits par les statisticiens et comptables nationaux, en donnant une sorte de cachet officiel à leurs travaux. Il faut se poser la question de nos buts ultimes : donner un label de qualité à des comptes est une chose valable. Pousser à l'amélioration de ces comptes, à une meilleure compréhension de leur signification est une bonne chose. Mais nous pourrions aussi réfléchir sur l'utilisation qui est faite de tous ces comptes. Après tout, ils sont destinés à mesurer une situation. C'est très bien, mais ils sont destinés aussi à guider la politique économique du gouvernement »¹¹⁰. Reconnaisant certains aspects négatifs du « productivisme », Denis Bergmann défend toutefois encore haut et fort dans cette période l'idée qu'un « productivisme raisonnable est encore justifié »¹¹¹ : « le développement d'une agriculture productive à base d'exploitations moyennes »¹¹² doit se poursuivre, soutenu par une recherche agronomique forte.

S'il affirme toujours haut et fort ses convictions, Denis Bergmann reste jusqu'à la fin de sa carrière accessible à la critique et ouvert au débat sur les méthodes et les finalités de l'économie rurale. En témoigne le bon accueil qu'il fait en 1978 à Jérôme Grossman, étudiant en économie à l'université Paris I qui souhaite réaliser une thèse de 3^e cycle sur les tendances de l'économie rurale française contemporaine en perspective historique et critique¹¹³, et qui ne ménage guère le vieux chef du courant « progressiste », jugeant que c'est dans l'approche marxiste d'un Jean Cavailhès que la pensée économique s'approche le mieux des enjeux de l'époque¹¹⁴.

¹⁰⁶ Ibidem, p. 10.

¹⁰⁷ Denis Bergmann et Claude Laurent, « L'agriculture à temps partiel. État de la connaissance. Recherches nécessaires ». Rapport introductif au colloque organisé à Wye par le Centre for European Agricultural Studies, 11-14 juillet 1977, 9 p., p. 4.

¹⁰⁸ Ibidem, p. 7.

¹⁰⁹ Jean-Claude Tirel, Le débat sur le productivisme, *Économie rurale*, n° 155 1983, p. 23-30, p. 25.

¹¹⁰ Denis Bergmann, Commission des comptes agricoles de la Nation, séance du 26 avril 1978, compte rendu tapuscrit, p. 7.

¹¹¹ Dans le résumé de : Denis Bergmann, Matériaux et réflexions pour une réorientation de la politique agricole, Inra - Série Économie et sociologies rurales, mai 1975, 57 p.

¹¹² Denis Bergmann, Matériaux et réflexions pour une réorientation de la politique agricole, Inra-Série Économie et sociologies rurales, mai 1975, 57 p., p. 36.

¹¹³ Denis Bergmann obtient une allocation de stage pour l'étudiant, qu'il dirige dans sa découverte de l'histoire de la recherche en économie rurale.

¹¹⁴ Jérôme Grossman, Agriculture et économie politique. Examen de quelques textes représentatifs des principales tendances de l'économie rurale française contemporaine, Université Paris I, septembre 1980, 124 p.



Deux cartes postale reçues par Denis Bergmann, expédiées par économistes de l'Inra qui participent, en septembre 1979, à la 17^{ème} Conférence internationale des économistes agricoles "The challenge for Agricultural Economists" à Banff (Canada). La carte de gauche montre le Standard Oil Building de Chicago ; au verso, son expéditeur, André Brun, écrit : "Votre absence remarquée et regrettée n'a pas tout à fait coupé les ailes à la délégation française forte de 20 membres si mes comptes sont exacts. La domination linguistique est massive et les français, un peu déviants par rapport à la pensée dominante, sont jusqu'ici assez discrets." La carte de droite montre Moraine Lake (Canadian Rockies). Signée notamment par François Bonniex, Michel Petit, Pierre Rainelli et Jean Dubos, y est écrit au verso : « De Banff où votre absence est regrettée et où d'innombrables participants demandent de vos nouvelles, nous vous adressons nos amicales pensées.



Denis Bergmann, au Japon, vers 1980.

Comme le remarquera toutefois Jean-Claude Bureau, tout jeune économiste dans les années 1980, Denis Bergmann n'en était nullement abattu : « Il était à l'affût de l'information, il dévorait la presse, en particulier *Le Monde* tous les après-midi. Un esprit qui scannait sans arrêt tout ce qui pouvait être nouveau. Et combien il était ouvert à toute idée contraire aux siennes, du moment qu'il pouvait argumenter, pousser l'autre dans ses retranchements ! Pour moi, c'était extraordinaire, comme étudiant et comme assistant, car dès que je disais quelque chose, il fallait l'argumenter et rapidement il trouvait la contradiction - très formateur ! »¹¹⁵.

La victoire de la gauche en 1981 arrive trop tard pour Denis Bergmann, qui a depuis longtemps perdu le contact avec des partis politiques qui, à ses yeux, ont négligé la science au profit de l'idéologie dans la fabrique de leurs programmes. Par ailleurs, ses jeunes collègues d'inspiration marxiste ont eu beau jeu de le cataloguer comme « libéral » pour le discréditer, et jouer leur propre partition dans la nébuleuse des organisations qui concourent à la fabrique de l'alternance à la charnière des années 1970 et 1980. Ce sont Michel Gervais et Claude Servolin qui portent le discours de l'économie rurale dans les débuts du premier septennat de François Mitterrand, tandis que la jeune garde formée dans les luttes de courants de l'après-1968 hésite entre production d'alternatives et académisation sur les standards anglo-saxons.

Toujours reconnu dans les instances européennes, Denis Bergmann inscrit sa fin de carrière dans la continuité des orientations internationales de ses travaux des années 1970. Il s'intéresse tout particulièrement à la problématique de l'intégration de l'Espagne dans la CEE, effectuant plusieurs missions et rédigeant divers rapports et notes sur l'état de la production agricole espagnole et ses perspectives d'intégration au marché

Denis Bergmann et son épouse, Hélène, voyage d'études au Japon vers 1980.



© INRAE / Bergmann



© INRAE / Bergmann

¹¹⁵ Jean-Christophe Bureau, échange avec les auteurs, 15 novembre 2022.



Denis Bergmann lors de son dernier séjour aux Etats-Unis. L'année de sa retraite, en 1986, Denis Bergmann, fort de ses contacts auprès du monde universitaire américain, devient visiting professor dans trois universités (Michigan, Arizona, Illinois). Il dispense un cours sur l'agriculture européenne. Il retourne, avec son épouse, aux sources de cette Amérique qui a tant compté pour lui. Il s'éteint quelques mois après son retour en France.

commun.¹¹⁶ Il produit bien sûr toujours des analyses de la PAC¹¹⁷, bousculée par l'entrée du Royaume-Uni et le tournant libéral que ce pays impulse dans les affaires européennes à partir de l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979. Dans un article de 1981 sur la crise de la PAC donné à *Économie rurale*, il se place ouvertement dans un espace d'analyse qui est celui de l'économie politique, avec une visée normative assumée. « Dans la pratique communautaire, la lutte contre les décisions démagogiques conduisant à des dépenses excessives doit être poursuivie », écrit-il. « Ceci suppose des ministres responsables ne cherchant pas à externaliser leurs coûts, une Commission forte et, probablement, le retour aux décisions majoritaires. Ceci sera facilité par une moindre importance donnée au soutien des prix qui décrispiera les discussions et permettra au Conseil des ministres de travailler d'une manière plus constructive »¹¹⁸.

Fidèle à son mot d'ordre de parler le langage de la vérité au pouvoir, Denis Bergmann publie en 1983 un article réquisitoire contre la PAC dans les colonnes du *Monde*, qu'il intitule « Pour une politique agricole productiviste ». Son analyse est fondée sur le basculement historique de l'Europe de l'Ouest de région importatrice à région exportatrice. « Pour les produits dont la Communauté devient excédentaire, le rapprochement des prix intérieurs avec ceux du marché mondial est inévitable car il correspond à une double logique : celle selon laquelle un pays ou ensemble douanier ne peut être fortement protectionniste pour ce qu'il exporte ; celle du réalisme budgétaire, l'exportation subventionnée (*dumping*) des excédents communautaires achetés au prix fort n'est plus supportable quand les quantités en cause s'accroissent »¹¹⁹. Pour maintenir le revenu des agriculteurs dans un contexte de baisse tendancielle des prix, il n'y a donc pas d'autre solution que d'augmenter la production et d'exporter vers les régions déficitaires. Et Denis Bergmann de conclure : « Un secteur caractérisé par un rythme élevé de progrès technique, une demande stagnante et d'innombrables chefs d'entreprise désireux de produire davantage pour améliorer leur sort et mieux rémunérer les facteurs fixes qu'ils détiennent, ne peut conserver les gains de productivité qu'il réalise. Il doit les transmettre aux autres agents économiques, aux consommateurs surtout. Cela est normal et même souhaitable ». Comme le note l'auteur dans son compte rendu d'activité pour l'année 1983 avec un plaisir non dissimulé, cet article « a eu un assez gros retentissement »¹²⁰.

Le dernier grand rendez-vous international auquel participe Denis Bergmann est le symposium de Sienna en 1984. Il est, avec l'autre intervenant français, Louis-Pascal Mahé de l'Inra de Rennes, l'un des onze signataires du Mémorandum de Sienna¹²¹ qui inspirera le Livre Vert de 1985 sur la réforme de la PAC.

¹¹⁶ Voir par exemple sa communication à l'Académie d'Agriculture de France en date du 21 mars 1979, intitulée « L'Espagne, danger ou atout pour l'Europe agricole ? », qui dénonce avec force l'instrumentalisation de la peur de l'intégration de l'Espagne au nom de son potentiel concurrentiel pour les productions françaises.

¹¹⁷ Entre octobre 1981 et septembre 1985, il publie ainsi 13 « Notes rapides sur la politique agricole » d'une dizaine de pages à chaque fois, aussi documentées qu'ambitieuses dans leur propos.

¹¹⁸ Denis Bergmann, La politique agricole commune. Crise et remèdes, *Économie rurale*, n° 143 1981, p. 11.

¹¹⁹ Denis Bergmann, « Pour une politique agricole productiviste », *Le Monde*, 18 janvier 1983.

¹²⁰ Denis Bergmann, compte rendu d'activité 1983, avril 1984, p. 1. Archives nationales, 19890330/5.

¹²¹ The Siena Memorandum on The Reform of Common Agricultural Policy, Università di Sienna, February 17-18, 1984, 8 p.

À cette date toutefois, l'ancien chef de département n'est plus la figure pionnière de l'analyse des politiques publiques qu'il était encore une décennie auparavant : toute une nouvelle génération d'économistes, à l'instar de Louis-Pascal Mahé justement, s'est forgé des outils pour analyser les interactions entre politiques publiques et marchés et prendre part au débat international sur la réforme de la PAC. Denis Bergmann apparaît davantage comme le porteur d'une mémoire et d'une expérience de la construction du marché commun, intéressé tout particulièrement à la dynamique de l'intégration des nouveaux entrants. Travailleur infatigable, débateur redouté, il continue à produire des notes, à lire, à critiquer et corriger les écrits des jeunes chercheurs¹²², mais son rôle de bâtisseur de l'économie rurale française est achevé.

Denis Bergmann termine sa carrière en 1986 avec le grade de directeur de recherche, le statut de membre de l'Académie d'Agriculture et la présidence de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation. Une belle carrière certainement, riche d'expériences et de responsabilités, mais sans doute pas tout à fait à la hauteur des conceptions visionnaires de l'économie rurale qui étaient celles du jeune résistant à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

RÉFLEXIONS SUR UNE TRAJECTOIRE HORS-NORME

Décédé brutalement en 1987 après un ultime séjour en tant que *visiting professor* aux États-Unis, Denis Bergmann n'aura guère eu le temps de se retourner sur sa carrière et d'en transmettre le legs. Il reviendra à ses collègues de publier le manuscrit de son livre sur la Politique agricole commune laissé dans un tiroir en 1985.¹²³ Discret sur sa vie personnelle auprès de ses collègues, discret sur sa vie professionnelle auprès de ses proches, l'homme ne se laisse pas approcher facilement. L'humour qu'il démontre jusque dans son testament - où il demande à ce que ses cendres soient dispersées « dans un champ de blé ou de maïs – toujours mon “productivisme” »¹²⁴ – lui sert à se cacher plus qu'à s'affirmer. C'est d'ailleurs l'une des leçons de cet exercice biographique que d'en révéler les contrastes avec les témoignages publiés dans Archorales, occasion unique pour les acteurs de l'histoire de la recherche de dire leur science, leurs engagements, leur message aux continuateurs. Non que l'archive ou le témoignage indirect ne constituent pas un matériau important pour l'analyse historique ; mais ils ne livrent tout simplement pas le regard de l'individu sur sa propre trajectoire. Malgré la somme considérable de ses écrits et les souvenirs de ses proches, Denis Bergmann demeure un témoin muet sur le sens qu'il pouvait donner à sa propre carrière d'économiste.

Malgré ses limites, notre entreprise aura toutefois apporté une première évocation substantielle de la trajectoire personnelle et scientifique de Denis Bergmann. Son volontarisme confinant à l'obstination, sa conception exigeante de la science, et de l'économie comme science à part entière, son goût pour la rigueur et la droiture en toutes choses, son sens aigu de l'intérêt général, et un mélange étonnant mais particulièrement stable dans la durée d'optimisme progressiste et de pessimisme sur les relations humaines, ressortent avec force des archives et des témoignages que nous avons mobilisés. Pour ce qui touche à la renaissance de l'économie rurale en France dans l'après-guerre et à son institutionnalisation au sein de l'Inra, il ne sera plus possible d'éluider le rôle de Denis Bergmann. Comme l'écrit François Clerc en 1987 dans un texte d'hommage au disparu, « Il fut de ceux qui imposèrent que le département de l'économie rurale soit, au sein de l'Inra, un département à part entière et un véritable département de recherches »¹²⁵. Dans les luttes internes parfois féroces entre économistes ruraux, auxquelles Denis Bergmann participa volontiers lui-même, il n'agit jamais en chef de faction, portant dans la bataille une forme de « magistère moral » reconnu de tous¹²⁶. Parfois maladroit dans ses efforts, et de ce fait assez mal récompensé de ses succès, il aura néanmoins réussi à faire vivre et prospérer une très haute idée de l'économie rurale dans l'enseignement, la recherche et l'expertise auprès de la puissance publique. De manière inattendue, c'est de Michel Gervais, si souvent en opposition à Denis Bergmann au sein du département ESR, qu'est venu l'hommage le plus profond à sa trajectoire d'homme et d'économiste, dans une lettre de condoléances adressée à sa veuve en 1987. « Je le revois si scrupuleux à prendre la charge du département d'économie de l'Inra, si incapable du moindre

¹²² En février 1978, Denis Bergmann diffuse ainsi au sein du département ESR sa « Note de lecture n° 24 », dans laquelle il critique de front les recherches de Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont sur les enjeux du syndicalisme agricole, n'hésitant pas à écrire que leurs travaux sont « trop longs, verbeux, redondants » et fondés sur une « critique des sources insuffisante ». La charge suscite une contre-mobilisation de Pierre Coulomb et Henri Nallet en avril 1978 et génère une tension durable au sein du département.

¹²³ Denis Bergmann et Pierre Baudin, *Politiques d'avenir pour l'Europe agricole*, Paris, Inra / Economica, 1989, 170 p.

¹²⁴ Denis Bergmann, Testament manuscrit daté du 4 janvier 1987, p. 1, archives familiales.

¹²⁵ François Clerc, Discours à l'Académie d'Agriculture de France, séance du 4 mars 1987, texte dactyl., p. 2.

¹²⁶ Ibidem, p. 3.

soupçon de compromission, si fort et si vulnérable ! Je crois qu'un des plus beaux compliments qu'on puisse faire à quelqu'un est de dire que c'était un Juste. DRB était, est un Juste »¹²⁷.

Malgré la reconnaissance de son dévouement et de son intégrité, un regret court tout au long de la carrière de Denis Bergmann, celui de n'avoir pas vécu à la bonne époque, dans le bon pays, pour donner libre cours à sa passion initiale pour la formalisation mathématique de la physique des marchés. Très tôt conscient des limites de sa propre maîtrise des outils mathématiques, il se reprochera au soir de sa carrière de n'avoir pu exercer ses fonctions de chef de département entre 1963 et 1972 comme un véritable guide scientifique¹²⁸. L'économie rurale française des décennies d'après-guerre est une pratique hybride, en transition, impure dans ses méthodes et dans sa langue. Denis Bergmann le pressent dès le début de sa carrière, il le vérifie à ses dépens plus d'une fois et, *in fine*, il l'accepte. Ce sera son rôle dans l'histoire de la discipline.



© Oxford University Press

Helsinki (Finlande) où se tient en 1955, du 21 au 27 août, la 7^{ème} conférence internationale des économistes agricoles à laquelle participe Denis Bergmann. Photo parue dans les Proceedings publiés en 1950 par Oxford University Press.

¹²⁷ Lettre manuscrite datée du 26 janvier 1987, archives familiales.

¹²⁸ Denis Bergmann, Souvenirs sur la période infantile et la croissance de l'école française d'économie rurale (1938-1972), ESR Bulletin interne, n° 1 1986, p. 71.



Maroc 2009.
© INRAE / Ruffieux

MICHEL PETIT

54

Le témoignage de Michel Petit est issu de deux entretiens réalisés alors qu'il est retraité de l'enseignement supérieur agronomique. L'un a été mené selon le protocole d'entretien habituel d'Archorales par Christian Galant, le 31 mai 2018, à l'Institut Agronomique Méditerranéen à Montpellier. L'autre avait été réalisé auparavant, en 2012, sans concertation avec la mission Archorales et dans un tout autre contexte, par Pierre Cornu dans le cadre de son travail de recherche¹ sur l'histoire du département Systèmes Agraires et Développement (SAD). L'ensemble du témoignage ainsi réalisé a été complété par écrit par Michel Petit lui-même, parfois sur la base de questions complémentaires posées pour la rédaction d'Archorales par Pierre Cornu et Egizio Valceschini.

VOUS ÊTES NÉ JUSTE AVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE. POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DE CE MOMENT DE VOTRE VIE ?

En effet, je suis né le 4 décembre 1936 à Boissy-l'Aillier (95) où mon père avait une exploitation d'une centaine d'hectares, à proximité d'un camp d'aviation (aujourd'hui encore un aérodrome). Au début de la guerre, en 1940, quand les allemands sont arrivés, bien sûr ils se sont saisis de ce camp d'aviation. Ils l'ont agrandi, et progressivement mon père a perdu l'exploitation des terres prises par le camp d'aviation. Si bien qu'en 1943, il n'avait plus que 15 ha et a dû chercher une autre exploitation agricole. Il en a trouvé

une à Chars, toujours dans le Vexin, à 50 kilomètres de Paris.

Mais auparavant, il y avait eu l'exode en 1940. Je m'en souviens. Ce sont d'ailleurs mes tous premiers souvenirs. J'avais 3 ans et demi. Il est vrai que l'on en a beaucoup parlé ensuite.

Ma sœur et moi sommes allés d'abord, avec une de nos tantes, chez un oncle de mon père dans l'Orne. Mes parents nous ont rejoints en voiture au moment de la débâcle, leurs ouvriers agricoles avec des tracteurs, des chevaux. Ensuite, quand il y a eu une avancée allemande, nous sommes repartis plus au sud dans le Loir-et-Cher dans une exploitation agricole, où nous avons été bien accueillis par des gens que nous ne connaissions pas. Nous avons été rattrapés par l'armée allemande et nous sommes rentrés à Boissy-l'Aillier où tout était saccagé dans la maison. Ensuite mes parents ont forcément eu beaucoup de rapports avec les occupants, puisque mon père faisait des démarches pour essayer de limiter l'empiètement, la perte de ses terres, sans grand succès d'ailleurs.

La gare de Chars où j'étais en 1944, qui était le long de la ligne de chemin de fer entre Paris et Dieppe, a été bombardée



© Policy Center for the New South

Michel Petit en novembre 2014 lors d'une conférence du think tank OCP Policy Center.

¹ Pierre Cornu, La systémique agraire à l'Inra. Histoire d'une dissidence, 2021, Editions Quae, 184 p.



© INRAE / Petit

à maintes reprises. Il y avait beaucoup de trains, beaucoup de trafic. En fait, c'étaient des V1 employés pour bombarder l'Angleterre qui étaient stockés dans des carrières voisine desservies par une ligne secondaire au départ de Chars. L'été 44, nous couchions dans des caves pour être protégés. Oui la guerre, je m'en souviens !

VOUS ÊTES ORIGINAIRE DU MILIEU AGRICOLE. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS ?

Nous étions deux enfants, ma sœur et moi. J'ai été très profondément marqué par l'origine agricole de notre famille. Mes deux parents étaient enfants d'agriculteurs. Ma mère était femme au foyer ; elle a avait été scolarisée à Dupanloup à Paris, une école catholique bien connue. Mon père, qui avait été scolarisé à Massillon, une autre école catholique de renom, était un leader professionnel de moyenne importance : président de la Caisse locale de Crédit Agricole, président du Syndicat local. Il était lui-même fils d'agriculteur, son père avait fait Grignon et lui avait sérieusement envisagé de faire l'Agro. A Chars, l'exploitation avait 140 hectares, ce qui était important pour l'époque. Cependant,

seulement 80 ha étaient de bonnes terres de plateau. Le reste était des terres de qualité moyenne, ce qu'on appelle des terres de « groue » ou des « grouettes » dans le langage local, essentiellement à flanc de coteaux, le plateau étant coupé de vallées.

Comme ailleurs dans le Vexin, l'orientation était plutôt vers les grandes cultures : betteraves, et céréales mais il y avait et aussi un troupeau de moutons important (270 brebis de race « Ile de France »). C'était une exploitation totalement en fermage de taille assez conséquente qui impliquait le travail d'une dizaine d'ouvriers permanents et de saisonniers pour les betteraves. Fils « du patron », j'ai très tôt été amené à commander des ouvriers.

La situation de locataire a été importante pour moi parce que j'ai hésité à devenir ou non agriculteur. En revanche, je n'ai pas beaucoup hésité pour savoir que je ferai des études supérieures, car j'étais un bon élève. J'ai eu mon Bac « Maths Elem », comme on disait à l'époque, avec mention et avec un an d'avance. Plusieurs de mes camarades qui étaient bons en maths comme moi sont rentrés à Polytechnique, donc

j'aurais pu envisager cette option. Mais finalement, le fait d'avoir beaucoup travaillé dans la ferme et surtout d'avoir beaucoup discuté avec mon père de ce qu'il faisait et pourquoi il le faisait m'a amené à aller vers des études d'agronomie. En bref, je voulais poursuivre des études supérieures -et d'ailleurs mes parents m'y encourageaient- mais je voulais aussi rester en contact avec le milieu agricole, pour comprendre les pratiques des agriculteurs à la lumière de la science en quelque sorte. Aujourd'hui encore je me définis comme agronome pour cette raison, même si je suis aussi devenu économiste, comme on le verra plus tard.

1) Michel Petit dans les bras de sa mère (Marie-Louise), sous le regard de son père (Roger), en 1937, dans la cour de la ferme « au Boissy », Théméricourt (Val d'Oise).

2) La cour de la ferme Petit « au Boissy » dans les années 1930.

3) Les enfants sur l'âne de la ferme des cousins Duval à Avernes (Val d'Oise) conduit par le père de Michel Petit, qui est assis en dernière position sur l'arrière de l'animal, sa sœur Christiane étant en deuxième position.

4) Troupeau de moutons au « au Boissy », Wadek Skalinski, berger d'origine polonaise, dans les années 1940.



© INRAE / Petit

Michel Petit sur une moissonneuse-lieuse dans le Vexin, dans les années 1940.



© INRAE / Pelt

Michel Petit avec sa classe de CE2 à l'école primaire de Chars (Seine et Oise), au premier rang au centre, en avril 1944.

Une des raisons pour lesquelles je ne suis pas resté agriculteur, c'est que justement mon père était fermier. Il était bien sûr protégé par le statut du fermage, mais il y avait tout de même une toute petite incertitude sur l'avenir de cette exploitation car le propriétaire était un notaire assez retors. Finalement, mon père est resté agriculteur très longtemps, et à sa mort, ma sœur et moi avons repris pendant plusieurs années. Cela a été matériellement possible car ma sœur était mariée avec un agriculteur de la région. J'ai donc été agriculteur au sens où j'ai cotisé à la Mutualité Sociale Agricole mais c'est mon beau-frère qui était l'exploitant de fait. Les terres ont été ensuite reprises par des voisins quand mon beau-frère a arrêté d'être agriculteur.

VOUS AVEZ INTÉGRÉ L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE DE PARIS. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE COMMENT VOUS AVEZ VÉCU LA FORMATION AGRONOMIQUE ?

Comme j'étais bon élève, je me suis placé en bon rang au concours d'entrée de l'Agro de Paris en 1955 ; j'avais 18 ans. Je n'ai pas été enthousiasmé par l'enseignement de l'Agro au cours des deux premières années. Je l'ai trouvé trop universaliste. On apprenait toutes les disciplines sans avoir la possibilité de n'en approfondir aucune. C'étaient des cours magistraux et des travaux

pratiques peu stimulants. Il fallait apprendre beaucoup par cœur et je n'aimais pas tellement. Cependant quelques enseignants m'ont marqué, particulièrement René Dumont. Lui ne faisait pas des cours livresques, il nous communiquait son expérience et nous amenait à en discuter, à poser des questions. Il abordait les problèmes économiques de l'agriculture avec lesquels j'étais familier puisque mon père était abonné à la presse syndicale des organisations agricoles et que je la lisais beaucoup. J'avais donc des informations sur la situation économique de l'agriculture en France. Dumont était très intéressant mais je trouvais qu'il n'était pas très rigoureux dans ses raisonnements. C'était un agronome qui nous parlait d'économie sans véritablement avoir une formation économique. Ça a été une source de frustration et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu plus tard faire une formation économique approfondie, pour être rigoureux.

ÇA C'EST VOTRE POINT DE VUE MAINTENANT, MAIS À L'ÉPOQUE QU'EST-CE QUE C'ÉTAIT POUR VOUS L'ÉCONOMIE ?

Rétrospectivement, je crois que je n'en avais pas du tout une idée claire. Je suivais bien sûr l'actualité et j'avais donc une connaissance, que je qualifierais aujourd'hui de vulgaire, de l'économie

générale (croissance, chômage, inflation) et de l'économie agricole (notamment, à quel niveau était-il légitime de soutenir les prix agricoles ? J'étais bien sûr très sensibilisé à cette question car le revenu de mes parents en dépendait directement et je voyais bien qu'ils ne roulaient pas sur l'or, même si nous n'étions pas pauvres). Je percevais les critiques de Dumont sur le soutien des prix des grandes cultures comme des attaques. Au début je voulais me (nous) défendre mais je le faisais maladroitement. J'ai alors perçu la faiblesse de ses arguments et j'ai pris un malin plaisir à identifier les failles logiques dans ses raisonnements. Je dirais aujourd'hui que sa culture économique était très faible même s'il avait souvent de très bonnes intuitions. Je me rends compte aussi que je n'avais pas encore développé une vision critique de mon expérience de fils d'agriculteur, comme j'analyse aujourd'hui mon expérience des stages en exploitation agricole au cours de ma scolarité. On devait d'abord faire un stage avant de rentrer à l'école et on devait faire un rapport. J'avais trouvé commode de faire un rapport sur l'exploitation de mon père, que je connaissais bien. Mais je n'ai pas eu une bonne note, ce qui m'a beaucoup choqué mais je pense que les correcteurs ont probablement sanctionné l'absence de toute distance critique. A la fin de la première année d'Agro, on devait aller dans une autre exploitation. Mon père m'a envoyé dans une exploitation agricole typique du Bassin parisien, une belle exploitation du Santerre, dans la Somme, à côté de Roye. Là, j'ai vu le top niveau de l'agriculture du Bassin parisien : betteraves, céréales, plants de pommes de terre, moutons. C'était le même type d'exploitation que celle de mon père mais, à ses yeux et aux miens à ce moment-là, en mieux, en plus grand, et surtout avec uniquement des bonnes terres. Voilà pour ce qui est de mon expérience agricole pendant ma scolarité. Au total, l'agriculture du bassin parisien ne vivait pas une révolution ; sa modernisation avait commencé avant la guerre, elle avait été freinée par les pénuries de machines, de produits phytosanitaires, etc. pendant la guerre et reprenait après ; le progrès technique (nouvelles machines

agricoles, nouvelles variétés) était bien-venu. Ce n'est que bien plus tard que je me suis interrogé sur la pertinence de la révolution fourragère prônée par R. Dumont, par exemple.

QUAND ET DANS QUELLES CIRCONSTANCES ÊTES-VOUS ENTRÉ À L'INRA ?

Le point important, c'est mon orientation en fin de deuxième année d'Agro, en 1957, alors que je suis très incertain sur ce que je dois faire. Je suis assez tenté par l'INRA, d'autant plus qu'il y avait à l'Agro une équipe de zootechnie dynamique, en particulier Jacques Delage et Julien Coléou, qui était en lien avec les chercheurs de l'INRA, Jacques Poly et Raymond Février notamment. Ceux-ci cherchaient à recruter de bons jeunes chercheurs. Je me souviens qu'ils ont emmené plusieurs d'entre nous, dont Claude Béranger Yves. Renou et Roger Rouvier au Haras du Pin pour nous faire découvrir ce qu'était l'INRA. J'ai ainsi découvert une institution qui me plaisait beaucoup ; elle me paraissait dynamique et compétente. Et j'ai failli aller en zootechnie. Mais tout de même, j'avais cette frustration sur l'économie. Et en fin de deuxième année, s'est ouverte la possibilité d'avoir un poste d'ACS (agent contractuel scientifique) dans cette spécialité. Je suis allé voir R. Février et lui a dit : « *C'est chouette l'INRA, ce que vous avez fait pour nous, mais je suis très intéressé par l'économie.* » Il me répond « *Faites l'économie si c'est ce que vous voulez. Mais venez à l'INRA !* »

Cependant, j'étais encore peu sûr de ma vocation de chercheur à ce moment-là. En troisième année, il n'y avait pas de spécialisation économie à l'Agro ; on nous a donc mis dans la section agri-élevage. Ça me convenait très bien parce que l'agriculture m'intéressait, l'élevage, la zootechnie aussi. Et dans cette section, il y avait une sous-section économie sous la direction de Denis Bergmann. Il était à ce moment-là chef de travaux, ce qui est l'équivalent d'un maître assistant aujourd'hui. Il ne s'entendait pas du tout avec le professeur d'économie qui était Pierre Fromont. Ils avaient deux cultures très différentes. Fromont était un professeur traditionnel de la faculté de droit qui

s'investissait peu à l'Agro. D. Bergmann est un Agro qui avait fait un Master aux Etats-Unis, à Cornell, et avait été très marqué par cette rencontre avec le modèle des universités agronomiques américaines (les fameuses Land Grant Universities). C'est pour ça qu'il était devenu enseignant en économie. Il nous a formés. C'est notre premier vrai enseignant en économie, il nous a appris la rigueur de la démarche économique basée sur des fondements théoriques, solidement établis, dont on connaît les tenants, les aboutissants, les limites et qu'on confronte en permanence avec l'observation de la réalité. Pour illustrer cet intérêt de la théorie, on peut prendre l'exemple du coût d'opportunité, un concept fondamental qui n'existe pas dans la culture agronomique et qui pourtant permet de débusquer les erreurs communes de raisonnement sur les coûts de production : pourquoi l'idée de ne pas vendre au-dessous du prix de revient est souvent fautive, par exemple. C'est ma conception actuelle de l'économie : un instrument pour comprendre la réalité. Et c'est Bergmann qui m'y a initié.

VOUS ÊTES TRÈS VITE PARTI EN FORMATION AUX ETATS-UNIS. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?

Cela s'est fait tout à fait par hasard. Un jour, alors que j'étais en troisième année, D. Bergmann me téléphone pour me demander si je voulais aller aux Etats-Unis. Je lui réponds que je n'en savais rien, et lui demande la raison de cette question. Il se trouve que j'avais effectivement eu un désir d'aller aux Etats-Unis, cela reflétait un peu une frustration de mon père qui n'avait pas pu aller en mission aux Etats-Unis, comme un certain nombre de leaders agricoles, alors qu'il aurait aimé y aller. Il n'était pas un notable agricole d'importance suffisante pour y être envoyé dans le cadre des missions de productivité organisées par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). Et moi, j'avais déjà eu la possibilité entre la deuxième et la troisième année d'agro de participer à un voyage aux Etats-Unis suite à un arrangement de la Chambre de commerce de Paris impliquant quelques agros. Donc j'avais passé deux mois aux Etats-Unis

pendant l'été 57. J'étais content de l'avoir fait, mais je n'avais plus le désir d'y retourner.

Nous avons donc eu une longue conversation avec Bergmann. En fait, il y avait des postes pour jeunes chercheurs, a priori pas pour débutants comme moi, dans le cadre de l'OECE. L'INRA pouvait en bénéficier, mais il n'y avait pas beaucoup de jeunes chercheurs en économie, et encore moins qui parlaient à peu près correctement l'anglais. Philippe Mainié, qui était un peu plus ancien que moi, avait été désigné mais il avait loupé l'examen d'anglais. D. Bergmann était donc embêté parce que cette opportunité risquait d'être perdue. Mon anglais n'était pas très bon mais l'été précédent aux Etats-Unis, j'avais appris le vocabulaire agricole, et quand j'ai passé l'examen, je savais dire 'fléole' en américain, ce qui a beaucoup impressionné le gars de l'OECE qui m'interviewait. Je me suis retrouvé étudiant dans un programme « non degree », c'est-à-dire ne cherchant pas à obtenir un diplôme puisque nous étions supposés être des jeunes professionnels.

J'ai été envoyé à Michigan State University, à East Lansing, que je ne connaissais pas du tout. Dans ce programme de l'OECE, nous avons eu d'abord une initiation à l'agriculture américaine : une semaine ou dix jours à Washington. Nous sommes allés à la station de Beltsville et à l'US Department of Agriculture. Pendant les vacances de Thanksgiving, de Noël, de Pâques puis au mois de juin, on nous a fait faire des visites d'exploitations agricoles, d'usines, d'entrepôts, de marchés, etc... Je suis ainsi allé en Floride, à Chicago, à Détroit, en Californie, dans l'Iowa, au Nebraska. Quand les américains font des choses comme ça, ils le font très bien. C'était une très bonne initiation, une belle découverte de l'agriculture américaine. Mais le plus important pour moi a été de découvrir ce qu'étaient une université américaine et une vraie formation économique. En effet, dès le mois de janvier 1959, j'ai été convoqué par Glenn Johnson qui était un professeur réputé, l'« étoile montante » de l'économie de la production en quelque sorte. Il me dit : « *Vous êtes un bon élève, un bon étudiant, mais je vois que vous êtes sur un « Non degree program »,*

Michel Petit, en uniforme de marin d'Elève Officier de Réserve (EOR), à Brest, en octobre 1959.



© INRAE / Petit

ce n'est pas sérieux. Il faut vous inscrire en Master's ». Je lui dis que je suis là pour seulement 9 mois et je n'ai pas le temps de faire une thèse. *« Qu'à cela ne tienne, me dit-il, on va s'arranger. Vous allez travailler sur des données de deuxième main, vous n'avez pas le temps de faire des enquêtes, c'est vrai. Vous rédigerez votre thèse après votre séjour à Michigan State* ». Donc me voilà inscrit en « Master degree » !

Après cette petite année passée aux Etats-Unis, je reviens en France, très séduit par le modèle américain de l'université agronomique. Je le considère encore aujourd'hui comme le meilleur modèle institutionnel et, dans ma carrière j'ai vu beaucoup d'institutions agronomiques dans le monde ! J'ai appris la rigueur dans la démarche d'un économiste, même si je sais bien qu'en un an je ne suis pas devenu un économiste professionnel. Pourtant, à cette époque, je ne sais toujours pas si je veux continuer dans la recherche.

COMMENT SE PASSE VOTRE RETOUR EN FRANCE ?

Quand je rentre en France, je fais mon service militaire dans la Marine Nationale, de 1959 à 1961, où je suis officier de réserve. J'ai eu la chance d'être

affecté sur un bateau qui apportait un appui aux pêcheurs à la morue, les « terres neuvas ». Nous sommes allés à Terre Neuve mais aussi en mer de Barentz et au Canada. J'ai appris beaucoup sur la mer et ses métiers, un milieu que je ne connaissais pas du tout. Sur le bateau j'étais responsable d'une quinzaine d'hommes, des matelots et des sous-officiers. Ce fut une bonne initiation au commandement. En fait, ça se passait naturellement et dans une bonne ambiance. Nous faisons équipe car nous étions complices dans la rivalité entre les services. J'ai ainsi échappé à la guerre d'Algérie, j'en ai été content, mais s'il avait fallu, j'y serais allé. J'ai fini mon service militaire à Paris, dans les services techniques de l'Aéronavale où j'étais traducteur d'anglais. J'ai vu la période de la révolte des colonels, le putsch en Algérie en 1961. Dans les officiers d'active qui étaient avec moi, il y en avait qui étaient manifestement des sympathisants de Salan et des généraux qui avaient fait le putsch, le « quarteron de généraux » dont parlait le Général De Gaulle. J'ai vu cette culture-là, c'était intéressant.

EN JANVIER 1962, VOUS CHOISISSEZ DE RÉINTÉGRER L'INRA ?

Je reviens chez Bergmann à Paris, en 1962, rue Claude Bernard, où il y avait une petite unité d'économie associée à la chaire d'économie de l'Agro. Ça s'appelait un « laboratoire de Chaire », où il y avait des gens très intéressants : Joseph Le Bihan, Ph. Mainié, Michel Gervais, André Brun...

Il n'y avait pas encore de véritable département d'économie à l'INRA à ce moment-là. Le démarrage de l'économie à l'INRA s'est fait dans des laboratoires de chaire des écoles d'agronomie dans les années cinquante. Il y en avait un à Grignon avec Jean Chombart de Lauwe, un à Rennes avec Louis Malassis, un à Montpellier sous l'autorité de Jules Milhau. Ils étaient tous professeurs sauf à l'Agro où Bergmann n'était pas encore. Il avait cependant eu une promotion après ma troisième année à l'Agro, mais il n'était encore que maître de conférences, ce qui correspond maintenant à professeur de 2^{ème} classe.

Dans un premier temps, c'était clair que le recrutement des économistes à l'INRA s'est fait un peu de bric et de broc, en fonction des candidatures. Bergmann n'était pas du tout une dogmatique. Contrairement à ce que beaucoup ont dit, c'était un homme ouvert. Il a recruté des agros et quelques économistes venus de la Fac, notamment Claude Servolin et J. Le Bihan. Au début, Bergmann m'a suggéré de travailler sur l'offre agricole, et mon premier article a porté là-dessus. Il s'agissait d'un exercice en chambre, avec pas beaucoup de concret. Dans le même temps Le Bihan, plein d'enthousiasme, découvrait l'intégration verticale et le développement de l'aviculture en Bretagne. Il m'a entraîné sur le terrain avec lui et j'ai beaucoup appris. Le Bihan était un économiste bien formé. Il avait le don d'interpréter en termes économiques la réalité qu'il observait de près. Il tutoyait tous les gens qu'il rencontrait. Il était copain avec les leaders professionnels. Le développement de l'aviculture à ce moment-là est le fait de petites entreprises (des marchands d'aliments du bétail, des coopératives, des accoueurs) qui se sont développées. Le Bihan connaissait tout le monde et aidait ses interlocuteurs à comprendre l'expérience toute nouvelle qu'ils étaient en train de vivre. Plus tard, j'ai été plus critique vis-à-vis de lui parce que je trouvais qu'il ne publiait pas beaucoup. Mais il avait une structure intellectuelle solide, et justement il utilisait les concepts théoriques pour interpréter une réalité en plein développement. Cette période était fabuleuse !

COMMENT VOUS DÉCIDEZ-VOUS À VOUS À FAIRE UN DOCTORAT AUX ETATS-UNIS ? ET QU'EN AVEZ-VOUS RETIRÉ ?

A l'automne 1961, je me suis inscrit au DES (Diplôme supérieur d'économie) à l'université à Paris alors que je finissais mon service militaire et j'ai fini l'année universitaire après mon entrée à l'INRA en janvier 1962. Je n'étais donc pas un étudiant à plein temps. Il n'y avait qu'une fac de droit et d'économie, au Panthéon. J'ai suivi l'enseignement d'économie traditionnel, assuré bien sûr par des vieux profs. Je n'ai pas du tout été séduit par cet enseignement de l'économie que je trouvais beaucoup



Trois photos prises aux EOR, entre octobre 1959 et mars 1960.

À gauche : sorties en mer sur une Escorteuse Rapide au large de Brest.

À droite : conversation avec les officiers marins d'encadrement, apprendre à se servir d'un sextant, assurer la veille radio.

© INRAE/Petit

trop livresque, trop exclusivement centré sur l'histoire de la pensée économique. Rétrospectivement, je pense que l'histoire de la pensée économique, c'est très important et très utile, et je suis content d'en avoir fait. Mais à ce moment-là, je trouvais que l'enseignement n'était pas assez rigoureux. La rigueur à laquelle j'avais été exposé aux Etats-Unis, je ne l'ai pas eue dans l'enseignement de l'économie en France.

Pendant l'année 62, je me décide finalement à devenir un véritable économiste, convaincu que ce que je veux faire c'est être chercheur en économie agricole. Comme j'avais une offre antérieure de Glenn Johnson que j'avais eu comme professeur lors de mon premier séjour à Michigan State, je lui ai écrit pour lui dire mon souhait de faire un PhD et lui demander s'il avait les moyens de me financer. En effet, je n'étais pas titulaire de l'INRA, j'étais encore ACS à ce moment-là. Donc si je parlais aux Etats-Unis, je n'aurais pas de salaire de l'INRA. Johnson m'a répondu rapidement : « *D'accord, mais comme cette bourse sera prise sur mes crédits de recherche, il faudra faire votre thèse sur un thème sur lequel je travaille* ». Je n'avais pas de préférence pour un thème de recherche particulier, mais ça m'enchantait de travailler avec Glenn Johnson. C'est comme ça que je suis parti à nouveau aux Etats-Unis en janvier 1963 pour faire un doctorat.

J'avais passé les examens du DES et je ne les avais pas eus, mais Glenn Johnson a réussi à me faire valider un certain nombre de crédits, si bien que j'ai pu faire mon doctorat rapidement. Comme

j'ai bien réussi dans les cours que j'ai suivis à Michigan State, j'ai vite passé ce qui s'appelle les 'prelim', c'est-à-dire des examens de synthèse sur les cours suivis et qu'il fallait réussir avant de poursuivre en thèse. Et j'ai commencé à travailler sur ma thèse dès mon arrivée à East Lansing, ce qui explique que j'ai pu donc faire mon doctorat très rapidement. J'ai fini en juillet 1964. Ma thèse porte sur l'offre de céréales fourragères et de viande aux Etats Unis. Elle a été réalisée dans le cadre d'une recherche que menait Glenn Johnson sur les tendances à la surproduction dans l'agriculture américaine. Elle fut pour moi l'occasion d'un apprentissage des méthodes économétriques.

Mon doctorat s'intégrait avec ce que j'avais fait antérieurement, ce qui m'a permis d'avancer vite. Ça aussi été possible grâce à la souplesse américaine et au jugement de Glenn Johnson. J'ai retiré de cette expérience une formation rigoureuse, solide, et j'ai envie de dire, complète en économie. J'étais dans un département d'économie agricole, mais on nous forçait à juste titre à suivre les cours du département d'économie. Donc on était formés comme de vrais économistes. On devait suivre des cours dans cinq champs d'études : la théorie économique et l'économie agricole, qui étaient deux enseignements obligatoires ; et j'ai en outre choisi l'économie de la production d'une part, et statistiques et économétrie de l'autre (deux champs pertinents pour ma thèse). Et pour le 5^{ème} champ, j'ai choisi la monnaie, parce que c'est l'essence même de l'économie, en particulier de la

macroéconomie. On ne peut rien comprendre à la monnaie si on ne se place pas du point de vue global. Et le niveau macroéconomique est crucial pour avoir une vue complète des phénomènes économiques. Certes il y a deux grands niveaux d'analyse, le niveau micro-économique quand on examine les décisions économiques que prennent les agents économiques tels que les agriculteurs par exemple, et le niveau global qui traite de la monnaie, du chômage, du plein emploi, de la croissance économique, de l'accumulation du capital. Mais ce qui est important et que j'ai retenu, c'est qu'on ne peut pas être un bon économiste rural ou agricole si on n'est pas d'abord un bon économiste tout court. Il faut avoir une vision globale des phénomènes économiques. Si ce point de vue est accepté, la pertinence de l'économie rurale ou de l'économie agricole est évidente tout comme celle de l'économie de l'éducation ou de l'économie de la santé. Ceux qui disent que cette branche de l'économie est totalement désuète font une erreur grossière.

VOUS REVENEZ AUSSI DES ETATS-UNIS AVEC DES CONVICTIONS RENFORCÉES SUR LA RIGUEUR DE LA DÉMARCHÉ SCIENTIFIQUE EN ÉCONOMIE ?

Une deuxième grande leçon que j'ai tirée de ma formation est la nécessité de travailler de façon professionnelle, rigoureuse. Il y a tout un tas de disciplines intellectuelles à respecter, en fait les disciplines de la démarche scientifique telle que codifiée par Bachelard pour citer un auteur que je découvrirai

plus tard. D. Bergmann était tout à fait porteur de cette culture. Il était assez exigeant, peut-être de façon un peu trop formelle mais justement son exigence portait sur les formes à respecter dans la vie professionnelle. Du coup, il apparaissait un peu rigide dans son comportement. A mes yeux, cela s'explique principalement parce que c'était surtout un grand timide qui avait surmonté sa timidité et même une tendance au bégaïement.

Bergmann avait acquis cette culture par son éducation et son séjour aux Etats-Unis. Du coup, il a eu pas mal d'incompréhensions avec d'autres, parce qu'il n'aimait pas le caractère un peu débraillé, indiscipliné de certains. Il ne pouvait pas souffrir que les gens ne respectent pas d'horaire, qu'ils viennent au bureau quand ça leur plaisait. Il y a eu des tensions assez vives... Nous sommes maintenant après que je sois revenu des Etats-Unis, en 1964, disons entre 1964 et 68, où il est le patron de la station centrale, qui a déménagé de l'Agro, où les locaux sont devenus trop exigus, dans un ancien hôtel particulier (tout à fait dysfonctionnel !) du XVI^{ème} arrondissement de Paris, rue de Lasteyrie. Il est aussi devenu, en 1964, chef du département d'Economie et de sociologie rurales de l'INRA, créé en 1962 par la direction de l'Inra qui en avait confié la direction à L. Malassis. Beaucoup de malentendus autour de D. Bergmann viennent de ces caractéristiques personnelles que beaucoup ne comprenaient pas, alors que moi je me sentais tout à fait à l'aise avec lui. J'avais été exposé à cette culture aux Etats-Unis. En plus, il y avait aussi bien sûr un côté affectif : il m'aimait bien et moi aussi, je l'aimais bien. Ça facilitait les choses. Mais quand il s'accrochait avec des gens, ça devenait difficile.

REVENU EN FRANCE, POURQUOI ET COMMENT PASSER VOUS D'UNE MÉTHODE ÉCONOMÉTRIQUE À LA PROGRAMMATION LINÉAIRE ?

Ma thèse aux Etats-Unis avait porté aussi sur l'offre et j'avais travaillé avec les données statistiques américaines. A mon retour, il était naturel que je continue de m'intéresser à l'offre. Revenu en France en 1964, j'ai suivi les conseils de D. Bergmann qui me

suggérait d'analyser les conditions du désajustement de l'offre agricole aux conditions de la demande. On s'interrogeait alors sur les causes des surplus de céréales et de lait face à un déficit en viande. Mais manifestement, je ne pouvais pas utiliser les mêmes méthodes que dans ma thèse. Mon modèle économétrique reposait sur des séries statistiques chronologiques, qui n'existaient tout simplement pas en France où les données statistiques agricoles étaient alors très peu fiables. Il n'était donc pas possible d'employer les méthodes économétriques que je venais d'apprendre aux Etats Unis. Le premier recensement général de l'agriculture en France date seulement de 1955. Mais de toute façon, un recensement nous donne une vision à un moment donné, ce n'est pas une série statistique. Il n'y avait pas de série chronologique. Donc la méthode n'était pas jouable.

Je décidais donc d'utiliser une approche microéconomique, à base d'enquêtes auprès d'échantillons d'agriculteurs et de modélisations, construites pour simuler le comportement de ces agriculteurs. Il se trouve que nous avions, pendant un an, rue de Lasteyrie un visiteur américain qui venait de l'université de Wisconsin, avec lequel tout naturellement Bergmann m'a suggéré de travailler. Il s'appelait Gustav Peterson. Il avait déjà utilisé la programmation linéaire. A l'INRA, P. Mainié avait été le pionnier dans l'utilisation de la programmation linéaire dès 1962. Avec Peterson nous avons élaboré une nouvelle méthode dans laquelle on faisait d'abord des enquêtes auprès d'un échantillon d'agriculteurs dans des petites régions agricoles pour bien comprendre leurs situations économiques et ensuite, on modélisait les décisions de ces agriculteurs en utilisant la programmation linéaire comme outil simulant leurs décisions. C'est avec cette méthode que j'ai pu continuer à travailler sur l'offre. Avec mon équipe, nous avons travaillé là-dessus pendant une dizaine d'années avec cet outil. J'ai en effet fait équipe avec plusieurs jeunes chercheurs, notamment Pierre Albert et Jean-Baptiste Viallon dès 1964 puis, Xavier Bagot et Jacques Brossier, pour étudier les déterminants de l'offre de

viande bovine dans quelques petites régions choisies pour représenter une gamme assez vaste de systèmes de production.

COMMENT, CONCRÈTEMENT, ANALYSEZ-VOUS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ?

A ce moment-là, on modélisait les décisions des agriculteurs en se basant sur des coefficients techniques : par exemple, pour produire du blé, on va pouvoir obtenir 40 ou 50 quintaux de blé sur un hectare, et on mettra 100 unités d'azote, ça prendra tant d'unités de travail pendant le mois d'octobre au moment des semailles, etc. Et on représentait à la fois le processus de production agricole et les décisions des agriculteurs de cette façon-là. Pour traiter les données quantitatives, on travaillait avec des cartes perforées et on faisait tourner les programmes sur des ordinateurs. Il n'y avait pas d'ordinateur à l'INRA, on allait chez IBM avec notre paquet de cartes. L'essentiel du travail consistait ensuite à faire ce que nous appelions l'étalonnage des modèles, c'est-à-dire comparer les résultats du modèle avec la réalité observée.

C'est cette méthode que nous avons utilisée avec mon collègue Jean-Marc Bousard qui avait des contacts avec la Société du Canal de Provence et qui m'a offert de collaborer avec lui. On a travaillé ensemble pour éclairer les décisions de la Société du Canal de Provence concernant le prix auquel faire payer l'eau aux agriculteurs. Pour vous donner un exemple, nous modélisions une exploitation agricole de 15 ha dans laquelle on cherchait quel était l'assolement qui produirait le maximum de revenus pour l'agriculteur. Dans le premier résultat il y avait 13 ha de tomates. On savait bien que 13 ha de tomates sur 15 ha, c'était impossible. Et quand on est allé discuter avec les agronomes de la Société du Canal de Provence, ils ont levé les bras au ciel en disant « *Votre modèle ne va pas du tout !* », et on rétorquait « *Oui, mais on ne nous avait pas dit toutes les contraintes. Discutons pourquoi on ne peut pas faire 13 ha de tomates. On ne prétend pas du tout qu'il faut faire 13 ha de tomates, mais pourquoi notre modèle*

trouve-t-il 13 ha alors que ce n'est pas raisonnable ». Du coup, c'est ça, l'éta-lonnage. En procédant ainsi, on comprend mieux pourquoi les agriculteurs font ce qu'ils font. C'était notre problématique. C'est là-dessus que j'ai travaillé pendant un certain nombre d'années.

RÉTROSPECTIVEMENT, QUEL EST VOTRE POINT DE VUE SUR CETTE UTILISATION DES MATHÉMATIQUES EN ÉCONOMIE AGRICOLE ?

Il faut d'abord clarifier la terminologie : les mathématiques sont en premier lieu un langage, permettant une expression rigoureuse de la théorie. Elles ont été introduites en économie au 19^e siècle et ont permis par exemple la formalisation de la théorie du monopole et l'introduction du concept d'équilibre général, deux composantes importantes de la théorie économique aujourd'hui. Il s'agit d'un langage abstrait, qui amène forcément à simplifier la complexité des réalités sociales. C'est très utile la démarche d'abstraction, parce que ça permet la rigueur, ça permet le raisonnement, mais quand on oublie qu'on a fait des simplifications, ça devient embêtant dans les interprétations. De fait, je suis critique sur l'état de l'économie aujourd'hui, parce qu'il y a eu une dérive vers la formalisation. C'est ce qui se passe en particulier, dans ce qu'on appelle le « mainstream ». Les économistes tendent alors à ignorer la réalité sociale complexe dont ils ont fait abstraction.

L'économétrie relève du test des hypothèses. On cherche à confronter un modèle théorique, exprimé en termes quantitatifs, à la réalité, plus exactement à des données quantitatives observées. Il s'agit le plus souvent de données statistiques. C'est ce que j'ai fait dans ma thèse sur la base de séries chronologiques disponibles sur l'agriculture américaine. Je pense que l'économétrie peut être très utile de cette façon-là. Cependant, je ne l'ai pas utilisée dans le reste de mes travaux, d'abord faute de données statistiques appropriées puis ensuite parce que j'ai préféré travailler à des niveaux beaucoup plus fins que ceux pour lesquels des données statistiques sont disponibles.

Quant à la programmation linéaire, elle appartient à une troisième catégorie

14^{ème} Conférence internationale des économistes agricoles « Policies, Planning and Management for Agricultural Development » à Minsk (URSS/Bielorusse), du 23 août au 2 septembre 1970.



Michel Petit participe au groupe de discussion 4 « Farm Management & Production Economics in Industrial Economies » (au premier rang, en partant de la droite).



Denis Bergmann participe au groupe de discussion 12 « Land Tenure Problems » (au troisième rang, au centre de la photo).

Les deux photos sont publiées dans les Proceedings de la conférence, en 1971, par Oxford Institute of Agrarian Affairs for International Association of Agricultural Economists.

d'outil mathématique permettant de rechercher un maximum dans des conditions bien précises. C'est donc d'abord un outil de la recherche opérationnelle. Nous l'avons utilisée comme outil de simulation. Comme pour tous les outils, il faut évidemment bien maîtriser les conditions d'une bonne utilisation. C'est ce que nous avons fait, j'espère, quand nous l'avons employée.

AVEC VOTRE FORMATION UNIVERSITAIRE AMÉRICAINE ET VOTRE THÈSE, VOUS AVEZ LE SENTIMENT D'ÊTRE UN AGRONOME QUI A RÉUSSI, COMME VOUS LE SOUHAITIEZ, À DEVENIR ÉCONOMISTE ?

Envisageons ce qu'est le bilan de l'économie à l'INRA en 1968, juste avant mon départ formel de l'INRA, près de dix ans après la création du département d'Économie et de Sociologie Rurales. Celui-ci a progressivement beaucoup recruté. Qui sont les jeunes pousses prometteuses ? Quels sont ceux qui passent chargés de recherche finalement à ce moment-là ? Il y a à mes yeux beaucoup de gens de qualité qui passent, mais il n'y en pas beaucoup qui ont une thèse. L'INRA s'appuie sur ce qui existe, donc sur des équipes d'enseignants dans les écoles d'agronomie,

comme je l'ai déjà dit, mais encourage la liaison avec l'université. Et nous sommes tous encouragés à faire des études d'économie. Le passage de la thèse n'est pas indispensable pour monter les échelons scientifiques de l'INRA, mais on est à coup sûr dans une phase de professionnalisation et la conviction de la nécessité d'acquérir une vraie culture scientifique en économie est très largement partagée. Ce sont des agronomes qui doivent devenir des économistes, et ça, c'est clairement le message que j'ai reçu. Cependant, avant 1968 en France, le modèle est la thèse d'État, un exercice un exercice qui paraît très formel et trop académique. Ce n'est pas la thèse moderne qui a été copiée sur le PhD. Mais pour moi la thèse de PhD a été décisive. Il est certain que je ne serais pas passé professeur à 31 ans si je n'avais pas fait un PhD. J'étais alors reconnu comme faisant partie de la profession. Et de fait, j'avais beaucoup de contacts par mes anciens professeurs, j'étais dans le réseau professionnel américain. Aux États-Unis, il y avait et il y a encore toute une profession qui est organisée et reconnue alors que cela n'existait pas vraiment en France, malgré la SFER qui est devenue aujourd'hui une instance professionnelle reconnue. Ce réseau a été à la base de l'organisation

internationale de la profession, et il est clair que j'étais l'un des jeunes membres de cette profession, prometteur, reconnu, mais pas établi bien évidemment, j'étais chargé de recherche. Je ne suis pas un notable à ce moment-là, mais j'étais un futur notable, c'est évident.

COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ AMENÉ À COLLABORER AVEC DES ZOOTECHNICIENS ?

Très tôt dans les années 60, on a eu des injonctions de la direction de l'INRA pour travailler avec les zootechniciens, en particulier ceux qui travaillaient sur l'élevage bovin à viande. L'idée était d'élargir notre problématique et d'analyser dans quelles conditions économiques les solutions techniques qu'ils pouvaient imaginer et peut-être mettre au point étaient susceptibles d'être acceptées par les agriculteurs. C'est comme ça que j'ai fait équipe avec mon ancien camarade de promotion, Claude Béranger. Très vite, les zootechniciens ont compris qu'ils pouvaient se servir de cet outil. Eux, ce qui les intéressait, ce n'était pas tellement de comprendre les décisions des agriculteurs, ce qui était notre rôle, mais c'était de tester l'intérêt économique de leurs techniques : par exemple, on sait que l'on peut produire de la viande avec des taurillons, voilà les caractéristiques du processus de production telles qu'on vient de les expérimenter, est-ce que ça présente un intérêt économique ou pas pour des agriculteurs ? On s'est posé cette question pour les agriculteurs du Bassin parisien : comprendre pourquoi

ils ne produisaient pas de viande alors qu'il y avait des raisons de croire que ça aurait pu marcher. C'est comme ça qu'on a développé cette collaboration avec les zootechniciens, et cela est apparu suffisamment prometteur à Robert Jarrige qui était le patron de Béranger, pour recruter un ingénieur économiste. Ça été Gilbert Liénard, qui était alors directeur du Centre de gestion du Puy-de-Dôme. Il se trouve que c'est lui qui dans les premiers travaux que nous avons faits sur l'offre de viande dans différentes régions nous avait orienté vers les Combrailles.

R. Jarrige a voulu absolument avoir sous la main G. Liénard, aussi celui-ci n'a pas été placé dans une unité du département d'économie, mais dans le département d'élevage, pour vraiment travailler avec les zootechniciens et répondre aux questions qu'ils se posaient. Bien sûr, comme nos collègues zootechniciens étaient des chercheurs sérieux, il n'était pas question de poster un économiste tout seul perdu dans l'élevage. Il a donc été mis dans un premier temps sous ma tutelle scientifique. Très vite, le mot tutelle est devenu inapproprié, parce que G. Liénard est un homme absolument exceptionnel : il avait très bien compris ce que nous pouvions faire ensemble et nous sommes devenus des partenaires. Pendant très longtemps, on a fait de nombreux voyages, et lui en particulier, entre Dijon et Clermont-Ferrand. Je m'en souviens bien car les communications n'étaient pas commodes. La collaboration s'est poursuivie avec lui pendant plus de dix ans. Et la

collaboration avec les zootechniciens s'est prolongée au moins jusqu'en 1974 ou 1975. Au total, je crois que nous avons bien éclairé les questions posées et notamment expliqué pourquoi le développement de la production de viande dans les régions de grande culture, dont il était beaucoup question à la fin des années 60, était très peu probable.

COMMENT LA COLLABORATION AVEC LES ZOOTECHNICIENS VOUS A-T-ELLE CONDUIT À LA PROBLÉMATIQUE DE L'ADOPTION DU PROGRÈS TECHNIQUES PAR LES AGRICULTEURS ?

Dans le travail avec les zootechniciens, mais aussi un peu avec les agronomes (j'ai commencé à créer des liens à ce moment-là avec Jean-Pierre Deffontaines), il y avait une question dans nos modèles qui était toujours sous-jacente : on prenait les coefficients techniques de nos modèles comme des données. C'étaient nos collègues des autres disciplines qui nous disaient ce qu'il était possible de faire. Du coup, on n'avait rien sur le changement technique. S'il y avait un changement technique, il était exogène. Ce n'était pas satisfaisant dans nos étalonnages parce qu'on voyait bien que dans beaucoup de cas, les agriculteurs – surtout avec les techniques modernes à l'époque, des taurillons de viande bovine – n'adoptaient pas les techniques et les choix recommandés par la recherche technique. Pourquoi ? D'où cette amorce, vers 1967, d'un travail sur le progrès fourragère. René Dumont avait parlé de la nécessaire révolution fourragère quelques années auparavant, et on constatait que la révolution fourragère ne se faisait pas. Pourquoi ? C'était la question que nous nous sommes posée. On a amorcé une collaboration avec les agronomes là-dessus en allant travailler en Lorraine dans le voisinage du domaine de Mirecourt qui était sous la responsabilité scientifique du SEI (Service d'expérimentation et d'information) dirigé par Jean Rebuschung. Nous avons vite compris qu'il y avait peu de rapports entre ce domaine et les agriculteurs de la région. Après des enquêtes auprès d'agriculteurs, nous avons tenté de bâtir un modèle de simulation très détaillé pour rendre compte des décisions au jour le

Début du chantier de construction des bâtiments du Centre Inra de Dijon. En arrière-plan, plein centre de la photo, le bâtiment dédié à l'agronomie, premier à sortir de terre sur le site de Dijon-Sully, en 1962.





À gauche : les locaux des services d'appui à la recherche de l'Inra sont construits vers 1967-68. Un étage est ajouté en 1994. Journée « Porte ouverte » à Dijon, 7 mars 1970. Source : *Bulletin de l'Inra*, n° 57, avril 1970, p. 8.

Couverture du *Bulletin de l'Inra*, n° 35, janvier 1968.

jour d'un éleveur confronté à la gestion d'un pâturage rationné de prairies temporaires, solution technique conforme aux meilleurs canons des recommandations de la vulgarisation agricole à cette époque. En effet, l'agriculteur doit décider s'il met des vaches dans telle parcelle ou telle autre, s'il fauche un pâturage, s'il met des clôtures électriques. Il s'agit d'un problème de décision extraordinairement complexe. Et nous voilà partis à essayer de modéliser ça au jour le jour, essayant de reproduire les variations journalières de la production laitière en fonction de la quantité d'herbe ingérée et de sa qualité, etc. Nous avons constitué une équipe de grande qualité, incluant Pierre-Louis Osty, agronome de l'équipe de J.-P. Deffontaines, Joseph Bonnemaire, zootechnicien venant d'être recruté à l'ENSSA de Dijon où j'avais été nommé professeur d'économie, et Claude Millier, jeune biométricien venu de la recherche forestière qui avait été récemment rattachée à l'INRA. Tous ont fait ensuite une brillante carrière.

Pourtant, cet exercice de modélisation très fine, véritablement interdisciplinaire, a été un échec. Il était trop ambitieux ; la réalité que nous cherchions à appréhender était trop complexe et nous n'avons jamais rien publié là-dessus. Ce qui est scandaleux selon les normes d'aujourd'hui. Manifestement nous n'étions pas sous pression et un peu insouciant. Malgré cet échec, ce travail a été très fondateur, parce que surtout les plus jeunes, P.-L. Osty, J. Bonnemaire et C. Millier y ont passé beaucoup de temps et nous avons compris la complexité des décisions des agriculteurs, ce qui a été essentiel pour la suite.

A PARTIR DE 1968, VOUS CONSTITUEZ À DIJON UNE ÉQUIPE D'ÉCONOMISTES POUR LE MOINS DIVERSE ?

A cette époque-là, en 1968, j'arrive comme professeur d'économie à Dijon. Il y a une école d'agronomie récemment créée, l'École nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées (ENSSAA) qui forme le corps des

Ingénieurs d'Agronomie, lequel a été constitué peu de temps avant, par la réforme de 1966, réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture au moment où on abolit le corps des services agricoles suite à la réforme de la vulgarisation. On passe la vulgarisation qui s'appelle développement agricole aux Chambres d'Agriculture. On fusionne le corps du Génie Rural avec celui des Eaux et Forêts, et on crée le corps d'Agronomie. Le corps d'Agronomie a pour mission principale à ce moment-là (fin des années 60, début des années 70) la formation des hommes, donc un enjeu très lourd et très important impliquant les lycées agricoles, l'enseignement technique agricole, et aussi le soutien à la formation des adultes, en particulier celle des agriculteurs. Ce corps d'Agronomie reste un corps d'ingénieurs du ministère de l'agriculture, un corps de rang A, officiellement de même rang que le Génie Rural et les Eaux et Forêts même si dans la réalité il y a une hiérarchie claire entre les deux. La mission centrée



Site de Dijon Sully, au second plan à droite, le bâtiment dédié à l'agronomie, et, construit en 1966 le bâtiment Mendel (second plan à gauche).

sur la formation des hommes au sens large du terme est très noble, mais il doit chercher sa voie. Pour lui donner un peu plus d'assise, des lettres de noblesse en quelque sorte, on crée une école d'application qui est installée à Dijon en 1967.

Des postes nouveaux d'enseignants sont créés, et j'y vois pour moi et mon équipe une opportunité magnifique de promotions personnelles et de création de quelque chose de nouveau. A cette époque l'INRA est dans une phase de décentralisation car il subit de fortes pressions pour sortir de la région parisienne. Je suis donc allé voir mon inspecteur général, R. Février, que je connaissais depuis longtemps. Je lui dis « *Est-ce que vous êtes prêt à ouvrir un nouveau labo, une nouvelle unité de l'INRA d'économie à Dijon ?* » Banco ! Du coup, nous colonisons la Chaire et on a établi à Dijon une nouvelle station, un labo au début, d'économie agricole où il n'y avait rien avant.

Mes deux équipiers de la rue de Lasteyrie, P. Albert et J.-B. Viallon sont passés Maîtres de Conférence. Nous avons pu ensuite recruter Jean-François Soufflet, Pierre de la Vaissière et Luc Thiébault sur des postes d'enseignants. J'avais convaincu A. Brun, mon camarade de promotion, de se joindre à nous pour créer une unité nouvelle intégrant étroitement enseignement supérieur et recherche. Au titre de l'INRA, nous recrutons trois jeunes Agros de Paris, « jeunes soixante-huitards » : Jean Cavailles est ACS et nous avons pu rapidement recruter deux de ses camarades, Denis Barthélémy et Michel Blanc sur des postes temporaires ;

J. Brossier est venu nous rejoindre après son service national. Au total nous avons donc rapidement atteint une masse critique suffisante.

L'ambiance intellectuelle était dynamique, d'autant plus que nos trois soixante-huitards ont rapidement choisi de se situer dans un cadre d'analyse marxiste, ce qui a provoqué des débats vifs et passionnants car nous avons eu la chance de pouvoir garder des relations personnelles tout à fait cordiales. J'ai même publié un papier plusieurs années plus tard sur l'intérêt qu'il y avait à enseigner l'économie marxiste. Je continue de le penser d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, il est vrai que travaillant sur les décisions des agriculteurs, nous étions obligés de nous situer en opposition au point de vue marxiste. Qui dit décision des agriculteurs suppose qu'ils ont un pouvoir de décision donc un minimum d'autonomie. Et si tu es marxiste, tu penses que les agriculteurs sont entièrement déterminés par les forces sociales, les rapports sociaux, les rapports de production. Alors que pour nous, c'était clair : même s'il y a déterminisme social, cette influence des conditions sociales passe évidemment par des décisions que prennent les agriculteurs.

REVENONS À VOS RECHERCHES SUR LES DÉCISIONS DES AGRICULTEURS.

Avec la même équipe d'agronomes et de zootechniciens dont nous avons déjà parlé, nous avons continué de beaucoup travailler sur les conditions d'adoption des techniques. Une enquête auprès d'un échantillon d'agriculteurs dans la région de Rambervillers dans les

Vosges, nous a fait beaucoup progresser, grâce en particulier à P.L. Osty, dans la compréhension de ce que nous avons appelé les projets des agriculteurs. Il s'agit d'une perspective dynamique tournée vers l'avenir alors que la programmation linéaire nous donnait une vision statique : par exemple, combien d'hectares de tomates peut produire un agriculteur pour maximiser son revenu ? Tandis que le projet permettait de prendre en compte de nouvelles questions : qu'est-ce qui détermine la succession des enfants ? Et quelles conséquences pour la conduite de l'exploitation ? Pour les décisions d'investissement et les décisions d'agrandissement ? Nous sommes d'ailleurs retournés auprès des exploitations de Rambervillers quelques années plus tard et nous avons vu que nos hypothèses formulées dix ans plus tôt se révélaient très utiles pour comprendre ce qui s'était passé. Ce qu'on a vu lors de ce retour était tout à fait cohérent avec les hypothèses que nous avions formulées auparavant. Certes nous n'avions pas alors cherché à prévoir. Je dirais qu'on avait compris les dynamiques, mais sans vraiment faire de prospective. Ensuite, quelques années plus tard, nous avons changé d'échelle et nous sommes intéressés aux paysages. Avant d'en parler, je pense qu'il serait bon d'évoquer les liens que nous avons noués avec l'enseignement technique agricole sur la base de nos travaux au niveau de l'exploitation agricole.

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES ÉTUDIANTS AUXQUELS VOUS AVEZ EU AFFAIRES ET À VOTRE COMPRÉHENSION DE LA RATIONALITÉ DES AGRICULTEURS ?

Quand j'arrive à Dijon, je dois bien sûr décider avec mon équipe quelle formation économique est appropriée pour ces ingénieurs d'agronomie qui vont devenir des enseignants ou des cadres de l'enseignement agricole. Et pour nous qui nous occupons de la production, la formation économique des agriculteurs est évidemment importante. Et ce sont nos anciens élèves qui commencent à l'assurer.

Or les programmes des lycées agricoles sont épouvantables ! D'abord on



Vue panoramique du complexe ENSSAA, INRAP et INPSA. Dijon, années 1960.



Le centre Inra de Dijon à la toute fin des années 1960. Au centre de la photo, immédiatement après les bâtiments, on distingue les serres, toujours utilisées aujourd'hui et désormais flanquées de la plateforme de phénotypage à haut débit 4PMI.

enseigne les disciplines agronomiques séparément les unes des autres. A juste titre, la formation générale ne doit pas être négligée, d'où justement le choix nouveau du mot lycée dans la loi récente sur l'enseignement agricole (elle date de 1960). Il faut que les élèves fassent du français, de l'histoire, de la géographie, des maths, de la physique, de la chimie, de la biologie et qu'ils soient de niveau dans ces disciplines de l'enseignement général. Ils doivent en plus apprendre de l'agronomie, de la zootechnie, de l'économie. Il en résulte des horaires complètement fous : 35-38 heures de cours par semaine ! Or, ces jeunes ont le plus souvent du mal à suivre l'enseignement général. Certes il y en a qui sont là parce qu'ils sont fils d'agriculteur et qu'ils veulent reprendre une exploitation agricole, mais ceux-là non plus ne mettent pas beaucoup l'accent sur l'excellence académique. Quant au contenu des disciplines techniques, il est totalement encyclopédique. Pour l'économie, la matière principale est la comptabilité.

Du coup, forcément je rentre dans une immense bagarre avec ce contenu de l'enseignement, d'autant plus qu'à Dijon il y a aussi deux autres institutions qui ont été créées en même temps que l'ENSSAA : l'INRAP (l'Institut national de recherche et d'application pédagogique) qui doit être l'institution penseur de la pédagogie de l'enseignement

agricole, et une autre institution très originale l'INPSA (Institut National de Promotion Sociale Agricole) une institution très originale dédiée principalement à la formation d'adultes. Tout cela constitue un lieu très stimulant de bouillonnements, de débats, de controverses. Du coup, progressivement, je m'investis de plus en plus à la fois dans les recherches et les débats sur les décisions des agriculteurs, sur leur attitude vis-à-vis du progrès technique. J'en viens à dire « *Les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font. Si on a l'impression que ce sont des traditionalistes retardataires, c'est qu'on n'a pas bien compris les caractéristiques de leurs situations* ». Et ce cheminement intellectuel est très influencé par le contexte institutionnel dans laquelle je travaille et ma mission de professeur.

Progressivement les limites et les carences des programmes d'enseignement sont apparues évidentes. Cette prise de conscience a été facilitée par mes anciens élèves qui, de plus en plus nombreux, enseignaient dans les lycées. Souvent, bien que débutants ou presque, c'est à eux que l'on confiait l'encadrement des classes de techniciens supérieurs, tout particulièrement ceux de la spécialité TAGE (Techniques agricoles et gestion d'exploitation), où beaucoup des futurs agriculteurs étaient formés. Et il fallait bien que le système scolaire soit adapté aux besoins de ces

gens-là, où l'on trouvait beaucoup de fils de notables agricoles. Le ministère de l'agriculture (la direction de l'enseignement en particulier) était bien entendu sensible. Entre un enseignement encyclopédique qui n'avait aucun sens, et des pistes qui manifestement en avaient et qui séduisaient les élèves, le choix n'était pas compliqué. C'est nous qui avons gagné sans grande difficulté.

Mais le relai important, à partir du début des années 1970, ont été les jeunes ingénieurs d'agronomie et j'en viens à Eric Marshall. C'était un de mes anciens élèves dont le mémoire de fin d'études avait été encadré par J. Brossier. Juste après son service militaire il a été enseignant au lycée de Château-Salins en Moselle où il enseignait justement en TAGE. Son directeur, nommé peu après à la direction de l'INRAP à Dijon, a bien vu qu'il ne pouvait pas continuer avec des défenseurs des programmes existants, ceux que je pourfendais. Il est donc allé chercher des jeunes, dont E. Marshall qu'il avait apprécié à Château Salins, pour incarner le renouveau en quelque sorte. Et là, E. Marshall a joué un rôle crucial d'impulsion des réformes grâce à sa personnalité chaleureuse de leader naturel, son engagement et sa perspicacité. Il a fait équipe avec deux autres ingénieurs d'agronomie de l'INRAP : Roland Jussiau, zootechnicien formé à Dijon, et Jean-Régis

Lors d'un voyage d'études dans les Alpes autrichiennes, en 1978, Michel Petit et André Brun en étape au bord du Danube.



© INRAE

Bonneville, agronome ancien élève de Michel Sebillotte à l'Agro à Paris. Ils ont notamment formalisé une approche pédagogique novatrice, centrée sur « l'approche globale de l'exploitation agricole » et fondée sur une synthèse des apports scientifiques de notre équipe de recherche et de celle de M. Sebillotte. Ils ont su mobiliser les chercheurs, en particulier en demandant à J.H. Teissier de formaliser son analyse des pratiques agricoles (une démarche originale inspirée de l'anthropologie permettant un renouvellement profond des rapports à la technique). De même, ils m'ont demandé un papier conceptuel sur l'approche globale sur lequel ils se sont ensuite appuyés. Je suis absolument convaincu qu'ils ont ainsi

joué un rôle crucial dans la rénovation de l'enseignement dans les lycées agricoles. Si les lycées agricoles aujourd'hui constituent un point un peu brillant dans notre paysage éducatif national, c'est largement à cause de ça. Je suis bien sûr très fier d'avoir contribué à ce succès même si ce n'est pas moi qui ai joué le rôle le plus important.

QUELS SONT, D'APRÈS VOUS, LES RÉFÉRENTS INTELLECTUELS OU IDÉOLOGIQUES, QUI NOURRISSENT VOS APPROCHES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ?

Concernant les référents idéologiques, il est clair que la plupart des personnes clés dans notre cheminement intellectuel (J.-P. Deffontaines, J. Brossier,

Jean-Henri Teissier, P.-L. Osty, J. Bonne-maire et moi) sommes marquées par nos liens avec l'Église catholique, même si celui-ci n'est pas le même pour tous et que pour chacun il a beaucoup évolué dans le temps. Nous avons fait nos études secondaires dans des établissements catholiques et plusieurs collègues ont préparé l'Agro à Saint-Geneviève à Versailles, chez les Jésuites. En outre, la plupart de tous ceux que je viens de citer sont fils d'agriculteurs ou au moins originaires des zones rurales. Donc c'est sûr qu'il y a bien un terreau commun dans tout ça. Quant au mot « familial » dans l'exploitation familiale, il n'apparaît pas dans nos publications après notre recherche et notre projet à Rambervilliers. Ce n'est pas nous qui avons les premiers employé cette expression. J'ai d'ailleurs un souvenir très précis à ce sujet : nous avons fait une présentation de nos résultats dans les Vosges, et le journal local (peut-être le *Républicain Lorrain*) avait une page sur notre travail ; et c'est le journaliste qui a employé l'expression « système d'exploitation familiale ». Il avait raison, nous avons alors employé le mot.

A propos du concept de « bonnes raisons », il n'y a pas de filiation avec la sociologie de Raymond Boudon pour répondre, mais il est clair que l'individualisme méthodologique prôné



© INRAE

Voyage d'études en Autriche, en 1978, de l'équipe Inra/ENSSAA travaillant dans les Vosges, ici à la découverte d'une autre agriculture de montagne en Europe. En partant de la droite, André Brun, Michel Petit, Jean-Pierre Deffontaines, Yves Houdard, Camille Raichon et Bernard Janin.



par Boudon en sociologie se rapproche beaucoup des approches micro-économiques en économie. C'est moi, je m'en souviens très bien, qui avais utilisé cette expression : « les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font » dans une assemblée générale de la FNCETA. Il s'agit d'un bon slogan qui a été largement repris ensuite.

Quant aux références intellectuelles, la plus importante pour moi a été la théorie économique de la production que j'ai apprise de Glenn Johnson. Il en a présenté la forme la plus élaborée à mes yeux. Je regrette d'ailleurs que sa contribution ne bénéficie pas, même au sein des économistes agricoles américains, de la reconnaissance qu'elle mériterait. En résumant, on peut dire qu'il s'agit d'une élaboration et d'une formalisation théorique des règles empiriques de la gestion des exploitations agricoles élaborées aux Etats-Unis au début du 20^e siècle, sous le nom de « farm management », les concepts économiques clés étant les concepts de coûts (coût moyen, coût marginal, coût d'opportunité) et de productivité. Les apports principaux de Glenn Johnson ont été : 1) l'enrichissement du modèle théorique en prenant en compte les limites à la mobilité des facteurs de production, tout particulièrement la terre et le travail, dans le cas de l'agriculture américaine, ce qui permettait d'expliquer des spécificités de la fonction d'offre et ses conséquences pour une tendance chronique à la surproduction pendant plusieurs décennies ; 2) la reconnaissance empirique de multiples stratégies de gestion s'écartant de la simple recherche du revenu

maximum à court terme, stratégies tout à fait rationnelles par ailleurs. Et ces stratégies expliquent des comportements d'agriculteurs non conformes à ce que suggérerait un modèle théorique trop simpliste.

Mes premiers travaux sur l'offre agricole en France s'inscrivaient directement dans cette perspective théorique. Lors de mes travaux avec Boussard sur l'adoption de l'irrigation en Provence, nous avons mis en évidence le rôle du risque dans le comportement prudent des agriculteurs face à ce qui était pour eux une innovation. A nos yeux, il ne s'agissait pas d'une remise en cause fondamentale du cadre théorique classique mais d'un élargissement, déjà proposé par d'autres auteurs d'ailleurs. Ensuite, le travail avec les agronomes et les zootechniciens sur le progrès fourrager et sur l'ensemble des décisions des agriculteurs de la région de Rambervillers m'a amené à proposer un nouvel élargissement. J'ai alors parlé de la « théorie du comportement adaptatif » des agriculteurs. Pour résumer brièvement, les actions d'un agriculteur s'inscrivent dans un « projet » qui s'adapte aux changements dans sa situation, qui elle-même change sous l'effet de forces externes et des actions de l'agriculteur. Mes dettes intellectuelles dans cette élaboration théorique sont multiples. J'ai été influencé par de grands auteurs comme Herbert Simon (rationalité limitée) et Jean Piaget (notion d'adaptation et de construction des représentations) que j'ai beaucoup lus à ce moment-là. De nombreuses conversations avec des collègues ont aussi nourri mes réflexions, notamment avec Richard Day (économie

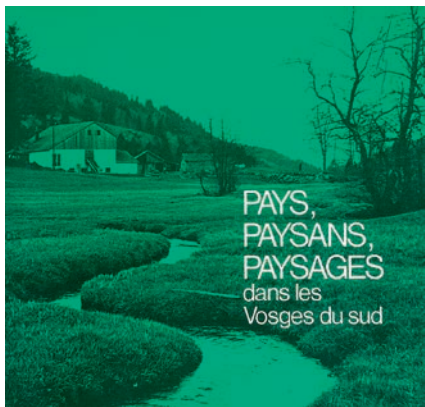
adaptative) et Ulf Renborg (« steering change »). Mais je dois signaler ici le rôle crucial de J. Brossier, au début collègue « junior », devenu un vrai partenaire grâce à sa grande curiosité intellectuelle, l'ayant amené à prendre de nombreux contacts et à participer à diverses opérations de recherches-actions ou recherches participatives avec des agriculteurs et avec d'autres acteurs économiques.

Rétrospectivement, J. Brossier, Eduardo Chia, qui nous avait rejoint un peu plus tard et qui avait fait une thèse très intéressante sur les pratiques de gestion de leur trésorerie par les agriculteurs, et moi avons été déçus du peu de succès de notre théorie du comportement adaptatif. Dans la version la plus élaborée j'avais pourtant incorporé les apports de la théorie du capital humain de Théodore Schultz et de la nouvelle économie des ménages (« new household economics ») de Gary Becker dans mon modèle théorique et je pense qu'il reste encore pertinent aujourd'hui. D'ailleurs, nous avons tous les trois écrit un chapitre soulignant cette pertinence dans un ouvrage publié à l'occasion de l'année de l'agriculture familiale en 2014. Et il est réconfortant de voir que ce chapitre est assez régulièrement cité dans la littérature depuis sa publication. Mais en fin de compte, ce succès limité reflète probablement la perte d'intérêt des économistes agricoles pour l'analyse microéconomique de la production. Les chercheurs qui continuent de s'intéresser à l'exploitation agricole le font dans des approches pluridisciplinaires : à l'INRA ils sont dans le département SAD et non dans le département SAE2.

À gauche : Jacques Brossier, Michel Petit, Camille Raichon, Pierre-Louis Osty (de gauche à droite) à Vienne (Autriche), aux pieds de la célèbre statue de Goethe, lors d'une étape d'un voyage d'études dans les Alpes autrichiennes.

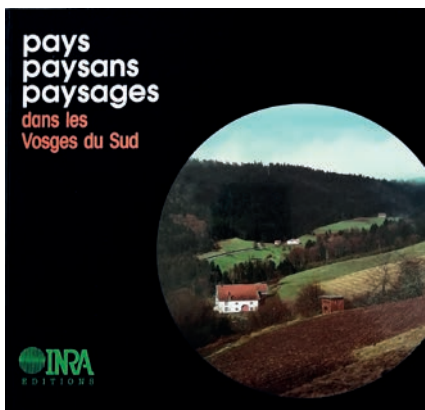
À droite : voyage d'études en Autriche, 1978 : Michel Petit, Jean-Pierre Deffontaines et Camille Raichon (de dos en train de photographier).

Couverture de la première édition, en 1977 de *Pays, Paysans, Paysages*.



© INRAE

Réédition avec une nouvelle couverture en 1995 de *Pays Paysans Paysages*.



© INRAE

VOUS ÊTES PASSÉS ENSUITE À UN AUTRE NIVEAU D'ÉTUDE, CELUI DU PAYSAGE ET DU TERROIR. PAR QUEL CHEMINEMENT Y AVEZ-VOUS ÉTÉ AMENÉ ?

L'impulsion est venue de J.-P. Deffontaines qui, en tant que géographe, se sentait un peu à l'étroit dans le seul cadre de l'exploitation agricole. L'occasion a été fournie par un financement de la DGRST qui a initié dans les années 70 tout un programme de recherches pluridisciplinaires sur les problèmes de lutte biologique, de gestion des ressources naturelles, d'environnement et de cadre de vie, orchestré par une série de comités scientifiques dans lesquels Deffontaines jouait un rôle actif. Notre équipe pluridisciplinaire a travaillé dans les Vosges du sud à partir de 1975 et mis l'accent sur le rôle crucial

des pratiques agricoles dans l'évolution des paysages, d'où le titre de notre publication en 1977 : « Pays, Paysans, Paysages dans les Vosges du sud »². Grâce à Deffontaines, nous avons mis en exergue l'intérêt du terroir, un concept emprunté à la géographie que nous avons d'abord défini comme « des ensembles physiologiques, au plus de quelques centaines d'hectares, dans lesquels les marques de l'activité agricoles présentent des aspects particuliers » et qui se sont révélés être des espaces d'interactions cruciales pour l'accès au foncier entre les exploitations qui y sont situées, interactions déterminantes pour l'évolution de l'activité agricole. En quelque sorte, nous sommes passés de l'analyse des systèmes d'exploitation (titre d'un célèbre article de P.-L. Osty) aux systèmes agraires (composante du titre du futur département de l'INRA (Systèmes agraires et développement (SAD)).

Ce changement d'échelle a été important car il a permis de renouveler assez largement l'éclairage des politiques publiques dans les domaines de l'aménagement et du développement. Dans les recherches ultérieures sur le même terrain, nous avons pu mettre l'accent sur l'importance de l'évolution des espaces fourragers. Retournant sur le même terrain trente ans plus tard, nous avons pu vérifier la robustesse de nos analyses antérieures : en effet le système agraire avait certes beaucoup changé mais les évolutions observées étaient tout à fait cohérentes avec les interprétations et hypothèses que nous avions formulées antérieurement. Néanmoins, je ne suis pas totalement satisfait aujourd'hui. Il me semble en effet que

² *Pays, paysans, paysages dans les Vosges du Sud. Les pratiques agricoles et la transformation de l'espace.* Paris, INRA-ENSAE, 1977, 192 p.

nous n'avons pas exploité la portée scientifique de nos résultats autant qu'il aurait été possible.

Curieusement peut-être, je ressens un peu la même insatisfaction suite à nos travaux au Népal, dans un univers et des conditions assurément très différentes de ceux des Vosges. En effet, il se trouve qu'avec la même équipe nous avons travaillé au Népal quelques années plus tard. Le choix du terrain s'est fait un peu par hasard, et je vais l'expliquer, mais ce qui nous intéressait surtout dans cette situation lointaine, c'était l'opportunité de mettre à l'épreuve nos hypothèses et nos approches de l'exploitation agricole et des systèmes agraires. De 1975 à 1977, j'ai travaillé en Inde pour la Fondation Ford dans le cadre d'activités que je décrirai plus tard. Corneille Jest, ethnologue du CNRS que j'avais connu dans la Recherche coopérative sur programme (RCP) Aubrac pour laquelle il avait mobilisé mes collègues zootechniciens Bertrand Vissac et Béranger, et qui était responsable d'un gros programme de recherches du CNRS au Népal, passait régulièrement par Delhi. Il venait souvent me rendre visite. Peu de temps avant il avait mobilisé mes collègues Teissier et Bonnemaire pour comprendre les systèmes d'élevage très complexes, mêlant buffles, yaks et bovins, dans la zone des collines pré-himalayennes et des plateaux tibétains. Et il était très désireux d'adjoindre une équipe d'agronomes au groupe de recherches (GRECO Himalaya-Karakorum) qu'il dirigeait.

Outre l'intérêt scientifique, nous y avons vu l'opportunité de travailler directement pour le développement d'un pays très pauvre. Peu après mon retour à Dijon, nous avons pu bénéficier d'un financement de la DGRST³ et nous avons lancé un programme de recherches qui a duré près de cinq ans. D'emblée, nous avons choisi un rapport au terrain inspiré des méthodes et des pratiques de nos collègues ethnologues : une présence continue de jeunes chercheurs (élèves-ingénieurs d'agronomie effectuant leurs stages de fin d'études

³ Délégation générale à la recherche scientifique et technique.



Bandeau publicitaire pour la réédition, en 1995, de *Pays Paysans Paysages*.

© INRAE

et doctorants) en un même lieu, à savoir le village de Salmé dans le district de Nuwakot, ce district ayant été choisi sur la suggestion du directeur du département d'agriculture du Népal parce qu'il était, avec le district voisin de Rasuwa, le site d'un projet de développement intégré financé par la Banque Mondiale. Comme indiqué plus loin, les rapports avec ce projet de développement ont été très décevants en fin de compte.

Au total, tous les agronomes ayant participé à ce programme ont été très heureux de vivre cette expérience très riche malgré des conditions matérielles particulièrement rudes. Nous avons eu la grande satisfaction de montrer que nos approches étaient pertinentes et le résultat principal que nous avons pu obtenir, grâce à une multitude d'observations et d'études très fines, nous est apparu très robuste : les systèmes de production et les systèmes agraires sont très divers et changent très rapidement dans cette zone de collines. La principale cause de ces évolutions est la croissance démographique. La vision statique communément admise de l'agriculture traditionnelle, n'adoptant pas ou très peu les innovations techniques de la révolution verte, qui pourtant se répandait beaucoup en Asie du sud à la même période, est totalement erronée et même dangereuse.

Mais notre impact sur le terrain a été beaucoup moins fort que nous l'avions espéré. Ces limites sont en partie liées aux contraintes mêmes du sous-développement qui limitent l'action possible des décideurs même si « l'on sait ce qu'il faudrait faire ». Plus grave encore, un conflit entre les agronomes comme nous et des collègues de disciplines plus fondamentales attachés au CNRS, particulièrement les ethnologues se méfiant beaucoup de toute tentative de développement, a fait échouer dès son démarrage un projet de recherche-développement que nous avions élaboré après plusieurs années de présence sur le terrain et pour lequel nous avions trouvé un financement !

Rétrospectivement, malgré la richesse de l'expérience que j'ai vécue et la satisfaction de voir que nos approches étaient tout à fait pertinentes, je garde deux regrets forts. Nous n'avons pas su diffuser nos résultats qui auraient justifié



© INRAE

au minimum un article solide dans une revue en anglais de haut niveau s'intéressant aux problèmes de développement. Et nous n'avons pas tiré les leçons de notre incapacité à nouer des relations fructueuses avec le projet de développement intégré financé par la Banque Mondiale et, plus généralement, avec les instances locales de développement. Je pense aujourd'hui que la principale difficulté en la matière est liée aux limites des possibilités d'action de ces instances de développement. Elles ne peuvent tout simplement pas prendre en compte la diversité et la complexité des situations des acteurs de terrain que nous avons mises en évidence.

EST-CE CE CHEMINEMENT SCIENTIFIQUE, CET INTÉRÊT POUR LA PLURIDISCIPLINARITÉ ET POUR LA QUESTION DE LA DIFFUSION DES TECHNIQUES QUI VOUS INCITENT À PARTICIPER EN 1979 À LA CRÉATION DU DÉPARTEMENT SAD ?

La question s'est à peine posée tant l'évolution nous paraissait naturelle. Nos collègues de Versailles, tout particulièrement Deffontaines et Osty, ont été impliqués étroitement dans les discussions préparatoires, notamment dans la commission Bouchet. Ils nous tenaient au courant et je ne pense pas qu'ils aient jamais envisagé de se séparer de nous, leurs collègues dijonnais économistes et zootechniciens. Et nous étions alors engagés ensemble dans les terrains des Vosges et du Népal, dont

je viens de parler. Personnellement, je me sentais toujours économiste et je suis d'ailleurs resté « double appartenant » (enseignant rattaché à la fois au SAD et à l'ESR) malgré Jean Cranney, chef du département ESR à partir de 1983, qui était farouchement opposé à cette situation. Mais il n'a pas osé le ridicule de m'exclure alors que je présidais l'association internationale des économistes agricoles, une instance où il était totalement inconnu.

Ceci dit, l'expérience ultérieure a montré, me semble-t-il, que la vie d'un économiste au SAD n'était pas simple. En ce qui me concerne, j'avais des rapports cordiaux avec tous les leaders du nouveau département (Vissac, Deffontaines et Sebillotte en particulier) mais nos projets intellectuels n'étaient pas les mêmes. Les rapports avec Deffontaines étaient très sains car nous étions complémentaires et nous le savions l'un et l'autre. Notre collaboration a tout de même duré une vingtaine d'années et nous avons apprécié notre retour dans les Vosges « trente ans après ». Avec M. Sebillotte, c'était plus compliqué car nous convergions sur le même objet - la conduite de son exploitation par un agriculteur - à partir de deux démarches scientifiques distinctes, lui par l'agronomie et moi par l'économie. Nous nous respections mutuellement mais je lui en voulais souvent de ne pas assez « renvoyer l'ascenseur » dans ses citations. Avec Vissac, les rapports intellectuels étaient

Au Népal, entre 1975 et 1976 : Pascal Bergeret (au centre), Jean-Pierre Deffontaines et un porteur-interprète népalais, près du village de Salmé (district de Nuwakot) dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire du GRECO Himalaya-Harakorum.

Août 1983, voyage d'études de la « BAF », groupe informel franco-italo-suisse, dans le Trentin (Italie) et en Suisse.

Michel Petit avec Jean Vallat (Professeur à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne) et Claude Duverney (chanoine du Grand Saint-Bernard, enseignant à l'école d'agriculture d'Aoste (Italie).



De dos Michel Petit entouré, à gauche de Francesco Lechi, Professeur à l'Université de Milan, et à droite, Mauricio Merlo, Professeur à l'Université de Padoue.



© INRAE

très difficiles. Fondamentalement, je crois qu'il ne comprenait pas et n'aimait pas l'économie.

Cette question m'amène à réfléchir à mes rapports avec le SAD après mon retour en France en 1998, c'est-à-dire quinze ans après l'avoir quitté de fait lorsque j'ai entrepris des recherches sur les politiques agricoles. En 1998, Bernard Hubert, qui était le chef du département et que je connaissais peu, m'a demandé de présider la Commission d'Orientation Stratégique qu'il avait initiée. Composée de quatre autres membres, tous étrangers, cette commission avait pour tâche de faire une évaluation critique des orientations stratégiques nouvelles proposées par le département sous son impulsion, en réponse aux violentes critiques auxquelles le SAD était soumis à l'intérieur de l'Institut. J'ai ensuite été membre du conseil scientifique du département et j'ai présidé la Commission Scientifique Spécialisée (CSS), qui évaluait les chercheurs et ingénieurs du département, pendant plusieurs années.

Au total, je suis heureux et fier d'avoir été associé à cette aventure du SAD pendant si longtemps. Le département a su dépasser ses défauts de jeunesse, notamment l'utilisation d'un vocabulaire pas toujours clair, l'abus de

publications en littérature grise et la tentation dans des approches systématiques de postuler des relations entre variables sans les analyser précisément. Et surtout ses travaux se sont révélés très souvent pertinents pour l'analyse et la résolution de problèmes sociétaux complexes requérant la mobilisation de partenaires multiples et divers. Il faut typiquement pour cela des analyses pluridisciplinaires et le SAD a développé une véritable expertise en la matière.

EN CE QUI VOUS CONCERNE, VOUS VOUS ÊTES CONCENTRÉ SUR L'ÉCONOMIE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION DE BIENS PRIMAIRES, EN GRANDE CULTURE NOTAMMENT, MAIS SANS INVESTIR BEAUCOUP LES AGRICULTURES QUI FONCTIONNENT EN SYSTÈME AVEC DES ACTEURS INDUSTRIELS, TOURISTIQUES, PATRIMONIAUX, TERRITORIAUX. COMMENT L'EXPLIQUEZ-VOUS ?

Je suis d'accord avec l'idée générale de cette remarque. Il s'agit bien d'une limite de ce que j'ai fait. Mais je voudrais la reformuler de façon plus précise. Tout d'abord, mon investissement sur la « grande culture » a été limité. Il n'a duré que quelques années. Au-delà des conclusions spécifiques que nous en avons tirées sur les perspectives limitées

de développement de la production de viande dans ces régions en France dans les années 70, je pense que notre apport principal a été de mettre en valeur l'importance du caractère familial de ces exploitations pour en comprendre la dynamique. Et je suis revenu sur le caractère familial des exploitations agricoles dans de nombreuses situations dans le monde tout au long de ma carrière. Par ailleurs, nos recherches sur les paysages dans les Vosges et, en particulier, sur le rôle crucial de l'évolution des espaces fourragers, ont bien mis en évidence l'articulation avec les enjeux touristiques, patrimoniaux et territoriaux. Néanmoins, il est vrai que je suis resté fondamentalement au niveau des agriculteurs et de la production agricole, en quelque sorte au niveau des « agrariens ». Pourtant, j'ai été très tôt convaincu de la pertinence des arguments de Louis Malassis, un collègue plus chevronné que moi, que j'ai encore peu cité mais dont j'ai été très proche. Il avait fondamentalement raison d'insister sur la nécessité de raisonner en termes d'économie agroalimentaire pour traiter de nombreux problèmes qui nous concernent. Ma seule excuse est que l'on ne peut pas traiter tous les problèmes en même temps et je suis convaincu que le niveau purement agricole reste pertinent, tout

particulièrement dans les pays en développement, à condition bien sûr de bien garder en tête les limites de ce point de vue.

AU MILIEU DES ANNÉES 1980, VOUS COMMENCEZ À TRAVAILLER SUR LA POLITIQUE AGRICOLE. QU'EST-CE QUI VOUS DÉCIDE À INFLÉCHIR RADICALEMENT VOTRE ORIENTATION SCIENTIFIQUE VERS LA MACROÉCONOMIE ?

Depuis plusieurs années, j'éprouvais beaucoup de frustrations face aux discours relatifs à la politique agricole. Je faisais des cours, sans avoir fait de recherche sur le sujet. Par ailleurs, j'avais participé à diverses réunions européennes organisées par des économistes critiquant la Politique agricole commune (PAC) au nom de la rationalité économique, mais n'ayant apparemment aucun impact sur cette politique commune. Enfin beaucoup des discours dans notre pays ne me paraissaient pas assez analytiques ; je les trouvais à la fois trop descriptifs et trop idéologiques. J'avais notamment pu me rendre compte à Dijon dans les nombreux jurys de recrutement auxquels je participais combien les élèves et les fonctionnaires en quête de promotion étaient inconsciemment imprégnés d'une idéologie dominante, faisant la part très belle, et sans jugement critique, aux idées « modernisatrices » véhiculées par le CNJA⁴ dans les années 1960 et 1970. Quant aux critiques de ce discours dominant, elles me paraissaient surtout inspirées par des différences idéologiques. Avant de choisir un parti, il me paraissait nécessaire de mieux comprendre les enjeux et la nature des choix réels auxquels les politiques publiques étaient confrontées. Par ailleurs, j'étais arrivé à un stade dans ma carrière où j'avais envie de faire autre chose. J'ai donc saisi l'opportunité d'une année sabbatique à Washington pour initier un nouveau programme de recherches sur l'économie politique des politiques agricoles. J'avais l'avantage d'être professeur, j'avais donc toute liberté de choisir mes thèmes de recherche et je n'avais plus besoin de passer un concours car j'avais

très jeune été promu Professeur de première classe (en 1968). J'ai choisi d'aller à Washington parce qu'il y a à un institut international de recherche sur les politiques agricoles (l'IFPRI) qui a été créé quelques années auparavant, notamment grâce à la Fondation Ford. Je connaissais bien l'institution parce que, quand je travaillais à la Fondation Ford en Inde, j'y avais été une fois ou deux, et je connaissais bien le directeur. Je suis donc allé à l'IFPRI avec l'idée de comparer l'histoire des politiques agricoles américaines et européennes pour mieux les comprendre. Les deux cas sont très différents. L'histoire et la géographie sont très différentes, les conditions de l'agriculture sont très différentes. Pourtant à ce moment-là, les problèmes de politique agricole sont très voisins. Ça porte sur le revenu des agriculteurs, sur les prix payés aux agriculteurs, sur les conséquences des disputes commerciales liées à l'intervention de la puissance publique, sur le coût budgétaire de l'intervention de la puissance publique, sur les critiques disant que la politique agricole bénéficie aux gros

agriculteurs mais pas aux petits. Toutes ces questions-là, toutes ces critiques sont les mêmes des deux côtés de l'Atlantique. Donc, comment se fait-il que deux réalités aussi différentes donnent lieu aux mêmes débats de politique agricole ? C'est mon point de départ.

Une année sabbatique me permettait en outre de faire l'investissement intellectuel requis pour une mise à jour théorique dans le domaine de la « nouvelle économie politique » qui se révélait, à mes yeux, tout à fait approprié pour mon propos. J'élabore une approche originale que je crois encore féconde aujourd'hui, je l'expose d'ailleurs dans un numéro d'Economie rurale qui va paraître en 2020. A l'issue de mon année sabbatique, je rédigeais un rapport de recherches, publié ensuite par l'IFPRI, sur les déterminants des politiques agricoles en Europe et aux Etats-Unis. Je publiais aussi plusieurs articles dans diverses revues et engageais un programme de recherches à mon retour en France. Ce programme se matérialisa notamment par une recherche entreprise avec quelques collègues européens

15^{ème} Conférence internationale des économistes agricoles « The Futures of Agriculture. Technology, Policies and Adjustment », Sao-Paulo (Brésil), du 19 au 30 août 1973.



Michel Petit participe au groupe de discussion 4 « Economics of Agricultural Science and Technology » (au premier rang, premier en partant de la droite, à côté de l'Italien Giuseppe Barbero).



Louis Malassis participe au groupe 16 « Role of Multinational Firms in Agricultural Development Programs » (au dernier rang en partant de la gauche, avec sa moustache caractéristique).

Les deux photos ont été publiées en 1974, dans les Proceedings de la conférence, éditées par Oxford Agricultural Economics Institute for International Association of Agricultural Economists.

⁴ Centre national des jeunes agriculteurs.

sur le processus de décision qui conduisit à l'adoption des quotas laitiers par la Communauté Européenne en 1984. Publiée en 1987 par Elsevier⁵, cette recherche fait encore référence aujourd'hui.

La comparaison des situations américaine et européenne au milieu des années 1980 m'amena très naturellement à m'intéresser aux conflits entre ces deux puissances économiques à un moment où le cycle de l'Uruguay Round commençait au GATT. L'approche par l'analyse des politiques nationales (ou communautaire dans le cas de l'Europe) me paraissait plus pertinente que celle reposant exclusivement sur les concepts et méthodes de l'économie internationale stricte. J'ai écrit quelques articles et dirigé plusieurs travaux d'étudiants sur le sujet. J'ai participé pendant plusieurs mois à un groupe d'experts de haut niveau, venus d'Europe et des États Unis, formé à l'initiative de la Commission Européenne à la fin des années 1980 pour analyser la crise de la PAC face aux pressions internationales⁶. En relisant récemment le rapport que nous avons rédigé en 1988 et qui est encore sur le site web de la Commission, je me suis rendu compte qu'en fin de compte nous avons produit un diagnostic réaliste et robuste des contradictions auxquelles la Commission et, plus généralement, l'Union Européenne étaient confrontées et qui ont conduit quelques années plus tard à la réforme McSharry de 1991.

EN MÊME TEMPS QUE VOTRE PÔLE D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE CHANGE, VOTRE TRAJECTOIRE PROFESSIONNELLE PREND UNE DIMENSION INTERNATIONALE PRÉDOMINANTE ?

C'est dès mes études doctorales aux États-Unis que commence mon engagement international. Le PhD marque

⁵ Agricultural Policy Formation in the European Community: The Birth of Milk Quotas and CAP Reform, with M. de Benedictis, D. Britton, M. de Groot, W. Henrichsmeyer, F. Lechi, Development in Agricultural Economics, 4, Elsevier, Amsterdam, 1987, 165 p.

⁶ Koester U. and Petit M. et al., 1988. Disharmonies in EC and US Agricultural Policies: a summary of results and major conclusions. Commission of the European Communities, 72p.

mon entrée dans le réseau professionnel international des économistes agricoles. Et de fait, depuis mon retour en France, en 1964, j'ai toujours été impliqué dans des collaborations avec des collègues américains et européens. Dans les années 1970, j'ai fait partie du petit noyau d'économistes agricoles européens qui a créé la Revue Européenne d'Economie Agricole. Il y avait notamment Denis Britton (Angleterre), Jan de Veer (Pays Bas), Willem Henrichsmeyer (Allemagne), Ulf Renborg (Suède). P. Mainié avait été le premier français impliqué mais il m'a rapidement demandé de le remplacer à cause de sa maîtrise insuffisante de l'anglais. J.M. Boussard m'a remplacé au comité éditorial en 1975 lorsque je suis parti en Inde. Le même noyau élargi créa, en 1975, l'Association Européenne d'Economie Agricole (AEEA). J'en ai été élu Président en 1978 et j'ai présidé son Congrès à Belgrade en 1981. Je suis fier que sous ma présidence ait été lancée la série de séminaires européens patronnés par l'Association. Ces séminaires connurent un grand succès et le patronage de l'Association Européenne est encore très prisé aujourd'hui. Enfin en 1982 j'ai été élu Président désigné de l'Association Internationale des Economistes Agricoles. A ce titre, j'ai beaucoup participé à la préparation du Congrès de Malaga en 1985 et présidé le Congrès de Buenos Aires en 1988.

Dès mon arrivée à Dijon, j'avais rapidement été sollicité pour encadrer des thèses de troisième cycle d'étudiants venus d'Afrique. Ancien élève de René Dumont, je pense que tout agronome a vocation à s'intéresser aux problèmes agricoles de tous les pays, tout particulièrement ceux des pays les plus pauvres où l'agriculture joue un rôle économique primordial. En conséquence, j'ai tout de suite été intéressé quand la Fondation Ford m'a proposé en 1975 de venir diriger son programme agricole en Inde, au Népal et au Sri Lanka.

J'ai passé deux années passionnantes en Inde de 1975 à 1977. Animant le programme agricole de la Fondation en Inde au Népal et au Sri Lanka, j'ai beaucoup appris sur les conditions du développement agricole dans ce sous-continent et pu juger la pertinence de

nos travaux sur l'adoption du progrès technique dans une région où la révolution verte battait son plein mais affectait les différentes régions de façon très inégale. De retour en France, j'ai continué de collaborer avec la Fondation Ford, surtout en Algérie et en Tunisie. Et avant mon départ à la Banque Mondiale, je servais au conseil d'administration du CIAT (Centro Internacional de Agricultura Tropical) basé à Cali en Colombie. Plus tard, en 1987 j'ai présidé, à la demande de la Fondation Ford et du CRDI (Canada), l'évaluation externe du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES).

Le rôle des fondations philanthropiques américaines est mal compris en France, de nombreux intellectuels n'y voyant qu'un avatar du grand capitalisme. Mon expérience pendant deux ans à la fondation Ford à Delhi m'a convaincu au contraire qu'il s'agissait d'une institution dédiée à la recherche du bien public, tel que perçu par ses cadres et dirigeants bien sûr mais avec lequel je me sentais tout à fait à l'aise. J'ai donc eu l'impression de faire du travail très utile et d'être efficace, c'est à dire obtenant des résultats significatifs avec des moyens qui restaient modestes, le secret de cette efficacité reposant sur une grande intelligence collective des situations. Concrètement, nous étions engagés dans trois types d'activités. Le premier concernait le soutien à la recherche agronomique indienne, spécialement par le renforcement de ses liens avec les instituts de recherches internationaux (IRRI et CIMMYT⁷). Le deuxième cherchait à encourager l'innovation dans la gestion des ressources naturelles, tout particulièrement dans le domaine de l'irrigation. Le troisième, enfin, visait à soutenir des initiatives nouvelles de développement local dans les zones rurales. Cette expérience où il fallait prendre à bras le corps la réalité indienne si complexe a été pour moi très enrichissante à de nombreux égards : professionnel, culturel, personnel et familial.

⁷ IRRI : International Rice Research Institute, basé aux Philippines. CIMMYT: Centre Internacional de Mejoramiento de Maiz y Trigo, basé au Mexique.

EN 1988, VOUS ALLEZ À LA BANQUE MONDIALE ? COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ET QUELLE Y A ÉTÉ VOTRE ACTION ?

En 1988, le hasard des circonstances a fait que j'ai été recruté par la Banque Mondiale pour diriger son département « Agriculture et Développement Rural ». Je pense que deux raisons expliquent que j'ai été choisi pour ce poste alors que je n'avais jamais collaboré avec cette institution prestigieuse : j'étais un économiste rural internationalement reconnu qui avait su établir un rapport scientifique avec des collègues marxistes et j'avais eu l'expérience de la Fondation Ford en Inde. Il m'a fallu d'abord découvrir cette grande et complexe institution que je ne connaissais pas du tout : ses instruments, sa gouvernance, son mode de fonctionnement. Il y aurait beaucoup à dire sur tous ces points mais je dois me limiter ici. Deux caractéristiques, souvent mal perçues, méritent d'être soulignées. La Banque Mondiale est une institution authentiquement multiculturelle. Plus de cent nationalités sont représentées dans un personnel dont le nombre au quartier général de Washington dépasse les 10000. Autrement dit, il y a de nombreux groupes nationaux conséquents. Et ceux-ci organisent de multiples activités sociales et culturelles ouvertes aux autres nationalités. Il en résulte un brassage permanent des cultures, ce qui contribue à une prise de conscience générale des limites de sa propre culture nationale. Néanmoins, la Banque étant basée à Washington, tous les membres de son personnel sont très influencés par le mode de vie américain dans leurs pratiques quotidiennes. Comme le gouvernement des Etats-Unis joue un rôle important dans la gouvernance, de nombreux étrangers pensent à tort que la Banque mondiale est une institution américaine.

En tant que directeur d'un département thématique, comprenant une centaine de personnes au total, mon rôle était celui d'un « senior manager », pour reprendre la terminologie interne. Le département avait trois missions principales : 1) formuler les lignes directrices de l'action de la Banque dans le domaine de l'agriculture et du développement rural en s'appuyant sur l'expérience acquise et l'ensemble des



© INRAE

connaissances disponibles dans le monde sur ce domaine ; 2) apporter un appui technique aux collègues des départements géographiques instruisant les prêts et gérant les opérations financées par la Banque dans les pays clients ; 3) servir d'interface avec les acteurs extérieurs impliqués dans ce domaine agricole et rural. Ces trois fonctions sont interdépendantes et amènent le directeur du département à être au cœur des débats sur les défis auxquels sont confrontées les agricultures du monde. A titre d'illustration, j'ai eu à gérer la formulation de la politique de la Banque dans le domaine de la gestion des ressources en eau. Il s'agit d'un sujet dépassant le cadre du seul secteur agricole et où les controverses sont nombreuses et particulièrement vives. Par exemple, faut-il faire payer l'eau à son coût et risquer alors d'en interdire l'accès aux plus pauvres ? Mais sinon, qui paiera les coûts ou comment financer les infrastructures et les équipements nécessaires pour assurer l'accès à la ressource ? Approfondir ces questions n'est pas possible ici. Je les mentionne seulement pour illustrer ce qu'ont été mes responsabilités. Je devais gérer le processus d'élaboration d'un consensus minimum -à l'intérieur de l'institution et impliquant des partenaires extérieurs nombreux et divers- pour produire un document qui soit approuvé par le conseil d'administration et qui puisse ensuite fournir des orientations claires aux collègues gérant les opérations de la Banque dans les

pays clients. Inutile de dire que cela a impliqué beaucoup de pressions diverses et de conflits. Au total cependant, j'ai beaucoup appris.

A CE STADE DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS AVEZ TRAVAILLÉ À DES ÉCHELLES TRÈS DIFFÉRENTES. VOUS ÊTES DÉJÀ « POLITIQUE » QUAND VOUS TRAVAILLEZ À L'ÉCHELLE DE L'EXPLOITATION, ET VOUS DEMEUREZ BIEN PLUS « AGRONOME » QU'IL N'Y PARAÎT À LA BANQUE MONDIALE ?

J'aimerais réagir à deux niveaux, celui du cadre de référence intellectuelle et celui du domaine d'action. Comme je l'ai déjà dit, mon cadre de référence intellectuelle est celui de l'économie. Et, à mes yeux, la contribution principale de cette discipline est justement qu'elle prend en compte des niveaux d'analyse très différents -les niveaux micro- et macro-économique mais aussi une articulation entre espaces local, régional, national et global. Et elle fournit des clés d'interprétation pour raisonner les articulations entre ces différents niveaux. Donc, à mes yeux toute analyse au niveau de l'exploitation doit prendre en compte, explicitement ou non le contexte économique dans lequel vit cette exploitation. Et inversement, toute analyse à un niveau plus global, comme l'analyse des politiques agricoles, doit prendre en compte la diversité des situations individuelles, ce qui explique les limites très sérieuses de nombreuses analyses qui ne le font pas.

Vers 1993, Michel Petit préside une réunion du SPAAR (Special Program for African agricultural Research) alors qu'il est Directeur du département agriculture de la Banque Mondiale, à côté du co-président, le professeur Louk de la Rive Box (professeur à l'Université de Maastricht University), Directeur de l'ECDPM (European Center for Development Policies).

Les conséquences pour l'action de ces remarques sont immédiates, comme l'illustrent quelques exemples de débats auxquels j'ai été mêlé. Dans les Vosges, nous avons montré de façon indiscutable que les politiques d'aide à l'agriculture de montagne ne bénéficiaient pas du tout, ou très peu, dans les années 70 aux exploitations qui contribuaient le plus à l'entretien des paysages, tout simplement parce que les critères d'éligibilité aux indemnités spéciales montagne (ISM) les en excluaient et bénéficiaient surtout aux grandes exploitations situées dans les vallées. De la même façon, comme je l'ai dit à propos de notre travail au Népal, les institutions publiques chargées de promouvoir le développement agricole n'ont pas les instruments nécessaires pour prendre en compte la diversité des exploitations et des systèmes agraires dans les zones où ils travaillent. Il est important pour les responsables de ces institutions d'être conscients de ces limites. C'est pourquoi il a été important pour moi lorsque je travaillerai à la Banque Mondiale de rester « agronome », pour reprendre le libellé de votre question.

QUELS ENSEIGNEMENTS TIREZ-VOUS DE VOTRE PASSAGE À LA TÊTE DE CE DÉPARTEMENT « AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL » DE LA BANQUE MONDIALE ?

La principale leçon que je tire de mon expérience de six ans à la direction de ce département « Agriculture et Développement Rural » est la nécessité d'une grande humilité face aux immenses obstacles à surmonter si l'on veut promouvoir le développement de l'agriculture pour augmenter la production, protéger les ressources naturelles et assurer des revenus suffisants à de très nombreux agriculteurs, disposant souvent de surfaces exiguës. Nous avons collectivement pris conscience progressivement des limites de la Banque Mondiale qui pourtant demeure un acteur majeur et irremplaçable. Lorsqu'elle a été créée à l'issue de la deuxième guerre mondiale, on pensait que le principal obstacle au développement économique était la rareté des capitaux dans les pays pauvres ; il était donc logique de promouvoir le transfert du capital des pays riches où il était relativement abondant vers les pays pauvres où il était rare. C'est dans ce but qu'ont été créées les institutions

financières internationales. Les prêts aux pays clients constituent bien le principal instrument d'intervention de la Banque. Mais il est clair aujourd'hui que les lacunes et les dysfonctionnements des institutions de toute nature constituent un obstacle encore plus difficile à surmonter que le manque de capitaux. Et le renforcement des institutions se heurte à de multiples obstacles d'ordre économique, social, culturel, politique, etc.

Les difficultés de la gouvernance de la recherche agronomique internationale, les conflits et les controverses sur la gestion des ressources en eau et sur la conservation des forêts tropicales que j'ai eu à gérer, la paralysie des négociations multilatérales sur le commerce international que j'ai suivies de près, et la simple observation à distance des obstacles à surmonter pour engager dans l'ensemble du monde une lutte efficace contre le réchauffement climatique m'ont amené à réfléchir depuis plusieurs années aux difficultés de la gouvernance mondiale. La pandémie due au COVID 19 que nous vivons au moment où j'écris ces lignes rend cette question encore plus urgente tandis que toutes les institutions et procédures multilatérales sont remises en question. L'expérience montre, je crois, qu'il ne peut pas y avoir d'action concertée au niveau mondial sans un minimum de consensus. Pourtant la notion même de consensus est très critiquée par de nombreux intellectuels et ils ont de bonnes raisons de le faire. Je ne sais pas comment cette contradiction pourra être surmontée et cela m'inquiète.

DE 1994 À 1998, VOUS RESTEZ À LA BANQUE MONDIALE, MAIS VOUS CHANGEZ DE FONCTIONS ?

La politique de gestion des ressources humaines de la Banque comprend, à juste titre à mes yeux, une obligation de mobilité dans les postes de « senior managers ». Après six ans à la direction du département « Agriculture », il était temps de changer. J'aurais aimé faire l'expérience des départements géographiques⁸ mais je n'étais pas

⁸ Il s'agit des départements qui traitent avec les pays clients. Pour de simples raisons pratiques, ces départements sont organisés sur une base géographique alors que les départements « thématiques », comme celui d'Agriculture, ont une vocation mondiale.

vraiment préparé pour ce type de responsabilité.

De 1994 à 1998, je suis resté à la Banque Mondiale comme directeur du Groupe « Recherche et Vulgarisation agricoles ». Il se trouve que mon patron immédiat, Ismail Serageldin, qui était devenu président du Groupe Consultatif à la Recherche Agronomique Internationale (GCRAI), souhaitait renforcer l'action de la Banque dans le domaine de la recherche agronomique où un besoin de coordination entre les multiples acteurs impliqués (centres de recherches internationaux du GCRAI, systèmes nationaux de recherche des pays du sud, institutions de recherches des pays du nord travaillant dans le sud, bailleurs de fonds divers...) se faisait cruellement sentir. J'ai été chargé d'une mission spéciale pour cela, devant trouver des synergies entre les différents instruments de la Banque (prêts aux pays emprunteurs, subventions aux centres internationaux et capacité à organiser des consortia de bailleurs de fonds). J'ai pu constituer une petite équipe multi-bailleurs œuvrant pour ce que nous appelions un système global de recherche agronomique mondiale. Nous avons découvert que les obstacles à surmonter étaient considérables et nous n'avons pas vraiment réussi, sauf en quelques occasions, comme la création du Consortium Riz-Blé dans la plaine Indo-Gangétique où nous avons réussi à promouvoir une collaboration effective entre l'IRRI, le CIMMYT et les institutions nationales de recherche du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et du Pakistan, ce qui n'était pas une mince affaire ! Je suis fier que ce consortium ait produit des résultats très intéressants et soit resté actif plus de vingt ans.

DANS LA DERNIÈRE PHASE DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS REVENEZ DANS LES ORGANISMES FRANÇAIS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE. QU'EST-CE QUE VOTRE EXPÉRIENCE INTERNATIONALE VOUS PERMET D'Y APPORTER ?

De 1992 à 2000 j'ai été membre du Conseil Scientifique de l'ORSTOM, devenu ensuite IRD.

En 1998, j'ai été nommé au Conseil Scientifique de l'INRA. Et comme déjà indiqué, j'ai été étroitement associé au

SAD pendant plusieurs années. J'ai aussi participé à plusieurs opérations de prospective de l'INRA. Et, à Montpellier depuis vingt ans, j'ai eu beaucoup de contacts avec les collègues du CIRAD et avec Agropolis. J'ai donc eu l'opportunité de voir fonctionner les institutions de recherche françaises. Et j'en suis d'ailleurs très heureux car cela a nourri ma vie professionnelle, me gardant actif (à temps partiel bien sûr) jusqu'à maintenant, autrement dit jusqu'à un âge avancé (j'ai 83 ans au moment où j'écris ces lignes). Pour revenir à votre question sur les leçons que je tire de mon expérience internationale, deux réflexions sur l'INRA me viennent à l'esprit : l'une porte sur son caractère national, l'autre sur la façon dont il gère les dangers de ce que j'appelle la dérive académique.

Il y a peu de pays dans le monde où une institution nationale de recherche agronomique domine le paysage autant que l'INRA en France : On peut penser à l'EMBRAPA au Brésil ou l'ICAR en Inde. Mais cela est rarement le cas dans les pays développés, même dans ceux comme l'Italie et l'Espagne où il y a des instituts nationaux ou comme aux Pays Bas où une institution (Wageningen UR) occupe une position dominante. Cela peut présenter des dangers pour le choix des grandes orientations de recherche : le risque de grandes erreurs stratégiques est probablement plus élevé qu'ailleurs mais je n'ai pas d'exemple flagrant à citer sauf peut-être la gestion caporaliste du virage post marxiste des recherches en économie à l'INRA dans les années 70 et 80. Il y a aussi probablement des avantages. Par exemple, le fait que dans l'ensemble du bassin méditerranéen la recherche agronomique française occupe une place largement dominante est probablement liée à l'existence de l'INRA. Les conséquences pour les débats publics dans notre pays de la position dominante de l'INRA sont plus problématiques à mes yeux. L'institut a en quelque sorte le monopole de l'expertise collective, comme cela est apparu manifeste lors de la campagne du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, en faveur de l'agro-écologie il y a quelques années, par exemple. Il a massivement mobilisé l'INRA, ce qui paraît tout à fait justifié, mais cela réduit la distance critique que

toute institution de recherche doit avoir vis-à-vis de toute action, aussi justifiée soit-elle.

La dérive académique est une menace pour toutes les institutions de recherche agronomique dans le monde. J'entends par là le risque que les chercheurs ne s'adressent qu'à leurs pairs sans aucun souci de la pertinence sociétale de leurs travaux. Ils y sont incités par les exigences de publication dans des revues à comité de lecture et fort facteur d'impact en vue de leurs promotions. Cette attitude est peut-être acceptable pour la recherche fondamentale pas pour la recherche finalisée. Que penserait-on d'une recherche médicale qui ne se soucierait pas des malades? A mon retour de Washington en 1999, ma participation au Conseil Scientifique de l'INRA m'a rapidement convaincu que ce risque de dérive académique était très élevé dans cet institut et touchait de nombreuses disciplines, en particulier et à mon grand regret, mes collègues économistes. La comparaison avec les universités agronomiques américaines, où les mêmes pressions pour publier s'exerçaient, m'a paru intéressante. Ces universités avaient créé des mécanismes institutionnels pour gérer ce problème. C'est ce qui expliquait par exemple le développement très rapide des chaires dotées de moyens spécifiques (« endowed chairs ») pour conduire des recherches très finalisées et confiées à des professeurs renommés, capables de satisfaire la demande sociale tout en continuant à publier eux-mêmes et à diriger des équipes performantes en termes de publications. Il me semble aujourd'hui que, grâce au développement des expertises collectives, l'INRA a trouvé un autre moyen de pallier significativement la dérive académique.

Depuis mon retour de Washington, mes activités d'enseignant ont été très influencées par mon expérience internationale. J'ai été d'abord convaincu par Paul Vialle de me faire affecter à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon après que j'aie pris ma retraite de la Banque Mondiale en 1998. Il s'agissait de mettre en place un enseignement d'économie publique, domaine paradoxalement absent du cursus des élèves dans cet établissement phare de notre enseignement supérieur

agronomique. Il a fait créer un autre poste de Professeur sur le même thème et nous avons pu recruter sur ce poste Jean-Christophe Bureau, qui était alors chargé de recherche INRA à Grignon. Mais mon insertion n'a pas été très facile. P. Vialle était parti à l'INRA lorsque je suis arrivé rue Claude Bernard. Certains collègues ont vu à juste titre dans mon intention, affichée ouvertement, une critique implicite de ce qu'ils faisaient. En outre, dans la concurrence qui existe de fait entre les équipes enseignantes et entre les enseignants, qui cherchent à attirer les élèves vers leurs cours optionnels de première et deuxième année et vers leurs spécialisations de troisième année, l'arrivée d'un nouveau venu est toujours une menace. Mon passé à la Banque Mondiale, institution prestigieuse qui suscite en même temps beaucoup de préventions, ne facilitait pas les choses. J'ai donc suivi les conseils de nombreux collègues et adopté des objectifs modestes. Je savais que j'atteindrai rapidement la limite d'âge de mon corps. J'ai donc choisi de donner la priorité aux objectifs à long terme, c'est à dire de contribuer à l'instauration de conditions institutionnelles qui assureront que la « voix » des économistes sera durablement entendue et prise en compte dans l'institution. Il me semble que J.C. Bureau a pu prendre le relai.

J'ai trouvé des conditions plus favorables à Montpellier, tout d'abord avec l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM). J'y suis associé depuis 1999. Cette institution de coopération dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur agronomique joue un rôle très utile dans le bassin méditerranéen malgré des moyens très modestes. Je la connaissais depuis longtemps et j'ai été heureux de nouer une relation régulière avec elle depuis mon retour de la Banque Mondiale. Je me suis rendu compte que les problèmes liés à l'agriculture auxquels sont confrontés les pays du sud et de l'est de la Méditerranée sont particulièrement difficiles tandis que les débats sur les politiques publiques y sont très pauvres. Ceci apparaît clairement lorsque l'on discute avec nos étudiants venus de ces pays. Je pense que la recherche et l'enseignement

Août 2004, retour dans les Vosges, préparation de la publication « Pays, Paysans, Paysages, trente ans après » : de gauche à droite, André Brun, Jean-Pierre Deffontaines, Michel Petit, Jacques Brossier, Marc Roux, Pierre-Louis Osty.

supérieur agronomique, tout particulièrement en économie, peuvent beaucoup contribuer à l'amélioration des débats publics et, par-là, à l'élaboration de politiques plus pertinentes.

Mes enseignements à l'IAMM depuis vingt ans ont porté sur la théorie économique comme clé d'interprétation des débats relatifs aux débats, qui existent partout dans le monde, sur les rôles respectifs du marché et des politiques publiques ; sur les politiques agricoles ; et sur les négociations commerciales internationales. J'ai aussi donné régulièrement, pendant près de vingt ans, des cours aux étudiants de la filière doctorale en économie agricole mise en place par AgroSup Montpellier et la Faculté d'Economie. Ces cours ont principalement porté sur les négociations commerciales internationales.

AVEZ-VOUS AUSSI REPRIS DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE APRÈS VOTRE RETOUR DE WASHINGTON EN 1999 ?

Oui et non ! Cette réponse ambiguë mérite une explication. Elle renvoie à une question sur ce que l'on entend exactement par activité de recherche et sur les changements au cours du temps dans les pratiques professionnelles d'un enseignant-chercheur. Lorsque je suis arrivé à l'INAPG en 1999, j'ai été très actif dans la création avec J.C. Bureau et ses collègues de Grignon de l'UMR d'Economie Publique. J'avais convaincu plusieurs collègues chevronnés, ayant une longue expérience internationale, comme Pierre Spitz, par exemple, de se joindre à nous. Il avait notamment

dirigé le service d'évaluation du FIDA et il était très engagé dans le mouvement international qui a abouti à la reconnaissance, à la FAO, du droit à l'alimentation comme droit universel. Ayant commencé sa carrière à l'INRA, il a été réintégré dans l'institut à la fin de son détachement international et affecté, à sa demande, à notre nouvelle UMR. Mon projet consistait à promouvoir des synergies entre jeunes chercheurs au fait des méthodes modernes de la recherche et collègues riches d'une grande expérience internationale intéressés par le travail intellectuel mais ayant « décroché » des pratiques de recherche et mal préparés à la course aux publications. Au bout de quelques années, je me suis rendu compte que j'avais totalement échoué à convaincre mes jeunes collègues chercheurs. Mon projet était tout simplement utopique, trop éloigné des pratiques modernes de la recherche.

À l'IAMM, la situation était différente. J'y ai été positionné en tant que conseiller senior. J'ai participé activement à plusieurs projets de recherche relativement importants dans lesquels je n'étais pas en position de responsabilité mais en soutien à un collègue responsable de la coordination du projet. Rétrospectivement, un tel positionnement me paraît approprié pour quelqu'un ayant dépassé l'âge de la retraite.

Par ailleurs, depuis mon retour en France en 1999, j'ai repris mes analyses en termes d'économie politique. C'est ainsi que j'ai publié récemment deux articles sur la difficile réforme actuelle

de la PAC en utilisant le même cadre d'analyse que précédemment. Ces articles, publiés dans des revues à comité de lecture, ne sont pas le résultat d'activités de recherche au sens strict du terme. Je me suis appuyé principalement sur le suivi de l'actualité et sur des revues de littérature. Mais au cours des vingt dernières années, ce sont surtout les négociations commerciales internationales que j'ai suivies et commentées, en particulier les négociations multilatérales du Doha round dans le cadre de l'OMC et les négociations bilatérales Euro-Méditerranéennes. J'ai eu pour cela la chance de participer pendant une quinzaine d'années à l'International Food and Agricultural Policy Council (IPC). Il s'agissait d'un groupe rassemblant des chefs de très grosses entreprises agroalimentaires -telles que Nestlé, Unilever ou Monsanto, par exemple- d'anciens négociateurs au GATT et quelques universitaires. Le but était de suivre le déroulement des négociations et de proposer éventuellement des compromis politiquement faisables allant généralement dans le sens d'une libéralisation des échanges. Manifestement, ce groupe n'a pas eu beaucoup d'influence sur le processus de négociation mais il a constitué pour moi un lieu d'observation privilégié par les contacts avec des acteurs économiques importants que je n'avais jamais rencontrés et surtout par l'identification des grandes forces économiques et politiques en jeu dans ces négociations, ensemble de forces qui ont conduit à la paralysie que l'on connaît et à la crise actuelle du multilatéralisme.

En outre, les recherches auxquelles j'ai participé à l'IAMM, le suivi de l'actualité en Méditerranée et le suivi de la littérature m'ont permis de publier régulièrement sur le processus Euro-Méditerranéen. La principale conclusion que j'en tire, et que j'ai largement diffusée, est que ce processus a été beaucoup trop largement focalisé sur la libéralisation des échanges commerciaux entre les deux rives de la mer commune. L'ambition affichée à la conférence de Barcelone en 1995 de créer une zone de libre-échange total à l'horizon de 2010 s'est révélé utopique. Et il y a de bonnes raisons de penser que cet objectif ne pourra pas être



© INRAE

atteint dans un avenir prévisible. La conséquence la plus grave de ce choix utopique est que de nombreux domaines de coopération, potentiellement beaucoup plus productifs, ont été négligés. C'est notamment le cas dans le domaine agronomique où notre expérience collective montre que l'on peut être très utile et que l'on pourrait faire beaucoup plus et beaucoup mieux.

VOUS AVEZ AUSSI PARTICIPÉ À PLUSIEURS EXERCICES DE PROSPECTIVE SUR L'AGRICULTURE DANS LE MONDE

En effet. Tout agronome doit être interpellé, me semble-t-il, par la question de savoir si le défi malthusien peut être surmonté et pour combien de temps : la croissance de la production agricole mondiale peut-elle suivre la croissance démographique ? On sait bien aujourd'hui que la formulation de cette question est beaucoup trop simpliste. La sécurité alimentaire des individus se joue d'abord au niveau des ménages et les questions d'accès à la nourriture sont cruciales. Mais cela ne veut pas dire que la question des disponibilités globales n'a pas d'importance. Au contraire, en cas de pénurie globale ce sont les plus démunis qui souffrent le plus. Pendant dix ans à la Banque Mondiale, j'ai dû batailler durement pour faire reconnaître ce point de vue alors que j'étais chargé de défendre le soutien à la recherche agronomique internationale. J'ai bien sûr continué de m'intéresser à ce débat et à y participer, modestement, au cours des vingt dernières années.

Ma réflexion sur ce thème a été enrichie par ma participation à trois exercices de prospective conduits notamment par l'INRA depuis 2006. Le premier était l'opération Agrimonde menée en collaboration avec le CIRAD. J'ai beaucoup apprécié la méthode combinant un travail quantitatif de projections et l'élaboration de scénarios impliquant un groupe d'experts, dont je faisais partie. Les deux autres ont été réalisées à la demande et en collaboration avec l'association Pluriagri, qui regroupe les organisations agricoles des grandes cultures. Ces deux opérations ont porté sur les perspectives pour la région méditerranéenne puis pour les agricultures européennes dans le monde. Dans les



© INRAE

trois cas l'horizon de la prospective est 2050. Le grand mérite de ces exercices est de focaliser l'attention sur les grands équilibres mondiaux d'offre et de demande et de raisonner sur des ordres de grandeur probables ou envisageables. Ils permettent de mieux cerner les facteurs d'incertitudes qui sont très grandes à cet horizon de trente ou quarante ans. Malgré ces incertitudes quelques conclusions robustes ressortent. C'est ainsi par exemple que l'on voit mal comment des régions entières du monde, l'Afrique du nord, le Moyen Orient et l'Afrique au sud du Sahara, pourraient assurer une alimentation suffisante à leurs populations, qui continuent d'augmenter rapidement, sans un recours accru aux importations. Une telle conclusion doit être prise en compte dans les débats sur la nécessité de « manger local ».

Ce résultat rejoint le thème de mon essai publié chez Quae en 2011 que j'avais intitulé « Pour une agriculture mondiale productive et durable ». Je craignais en effet, et je crains encore, que les critiques légitimes contre les excès du productivisme ne conduisent dans les pays occidentaux à oublier la nécessité d'accroître la productivité de l'agriculture dans les pays en développement. Cet impératif est particulièrement évident en Afrique au sud du Sahara, comme le démontrent les travaux de la Fondation FARM (Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde) depuis sa création en 2006. Je

suis fier d'avoir été associé à cette fondation dont j'ai présidé le conseil scientifique jusqu'en 2019. Il s'agit d'un véritable « Think tank », comme on dit aujourd'hui en français ! La qualité de ses travaux est reconnue. Elle peut sur ce point rivaliser avec les fondations philanthropiques américaines. Malheureusement, ses moyens sont très modestes.

Au total, il apparaît que mes choix cruciaux pour l'orientation de ma vie professionnelle ont souvent été le fruit de circonstances fortuites. Je pense que j'ai eu finalement beaucoup de chance de pouvoir aborder tous les thèmes qui, à mes yeux, doivent intéresser un agronome : depuis les décisions les plus élémentaires d'un agriculteur dans la conduite de son exploitation jusqu'aux grands débats planétaires impliquant l'agriculture, en passant par les politiques publiques au niveau national et les négociations commerciales internationales. Je me sens aussi privilégié d'avoir été confronté à des situations de l'agriculture très variées dans de nombreux pays du monde. Je suis donc heureux d'être devenu successivement un agronome, un chercheur, un économiste, un professeur, un fonctionnaire international et de terminer ma vie comme un citoyen du monde, qui reste cependant préoccupé par toutes les menaces qui pèsent sur notre avenir.

Août 2004, dans les Vosges : de gauche à droite, Pierre-Louis Osty, Jacques Brossier (cachant Michel Petit), André Brun, un agriculteur, Jean-Pierre Deffontaines.



Irlande 2011.
© INRAE / Ruffieux

ANDRÉ BRUN

78

André Brun était directeur de recherches à l'Inra où il a fait toute sa carrière au département d'Economie et de sociologie rurales jusqu'à son départ à la retraite en 1995. Né le 28 septembre 1934, il est décédé le 10 novembre 2008. Son témoignage avait été recueilli par Denis Poupardin, le 5 février 1996 à Paris, parmi les premiers de la mission Archorales. Pour le publier, près de 25 années plus tard, il était nécessaire de réaliser un travail d'édition que nous aurions, bien sûr, apprécié de faire avec lui comme nous le faisons généralement avec les témoins. Malheureusement cela n'était évidemment pas possible, aussi avons-nous pris le parti de le finaliser avec le concours de son épouse, Marcelline Brun. En 2020, elle nous a très aimablement et efficacement aidés en nous fournissant des documents et des photographies, apportant des compléments, des précisions et, parfois, des corrections, tout en restant au plus près des faits et idées émises par son époux. Elle nous a également éclairés une période de la vie d'André Brun qui, selon elle, l'a marqué mais qu'il n'évoque quasiment pas dans son propre témoignage. Un encadré en fin de ce témoignage relate les propos de madame Brun à cet égard.

Pour rendre plus amplement compte de la carrière scientifique d'André Brun, il nous est apparu utile, voire nécessaire, de publier en complément de son témoignage, l'essentiel d'un document qu'il a rédigé en 1982, son « Dossier de candidature au concours de directeur de recherche ».

Marcelline Brun nous a donné son accord pour la publication de ce « dossier » témoignage ainsi étoffé. Qu'elle soit vivement remerciée pour son aide précieuse. Nos remerciements vont aussi à Michel Petit, collègue et ami de longue date d'André Brun, qui a eu l'amabilité de relire la version finale d'où ont été extirpées quelques rares imprécisions ou erreurs factuelles.



André Brun avec son écharpe de maire de Vitry-aux-Loges (de 1995 à 2001).

© INRAE / Brun

André Brun et sa sœur Marie-Luce avec leur père François Brun, vers 1940.



© INRAE / Brun

DE QUEL MILIEU SOCIAL ÊTES-VOUS ORIGINAIRE ? QUELLE FORMATION AVEZ-VOUS REÇUE AVANT D'ENTRER À L'INRA ? QU'EST-CE QUI VOUS A POUSSÉ À ENTRER À L'INRA ?

Ce qui me semble le plus significatif et qui est probablement un peu déterminant dans mon orientation, c'est la lignée paternelle. Un de mes grands-pères¹ était un terrien, il avait quelques biens quand il a commencé dans la vie. Il a beaucoup écrit sur le milieu rural, alors qu'il était propriétaire dans le Loiret. Il a eu de nombreux enfants et il a perdu sa fortune. Sa famille s'est retrouvée désargentée, peut-être parce qu'il menait un train de vie supérieur à ses possibilités, avec la chasse. Engagé sur le plan sociopolitique et religieux, il a écrit sur les encycliques des papes. Quand j'étais en âge d'entrer à l'Inra ou même à l'Agro, j'avais un certain dédain pour ce grand-père conservateur, bien qu'il ait participé au mouvement du « Sillon »². Il a hésité dans ses orientations. Avec ces revers de fortune, quand mon père a passé son bac, on lui a

1 NDLR : Il s'agit d'Henri Brun sur lequel André Brun écrit, en mars 2006, un essai biographique « Henri Brun (1972 – 1942). Les origines de sa famille et les étapes de son parcours » (document multigraphié, 71 pages). En introduction, André Brun y écrit : « Si, sur la tombe d'Henri Brun, se trouve gravée, en apposition à son nom, la mention « Ecrivain Catholique », c'est très probablement parce qu'il en avait exprimé le désir. La mention « magistrat » qui l'accompagne n'évoque que les huit années où il a exercé ce métier, alors que son « combat » d'écrivain catholique couvre toute sa vie et traduit sa passion pour la recherche de la vérité. C'était bien l'image qu'il avait de lui-même, ou, du moins, l'image qu'il souhaitait donner de sa vie et de son œuvre ».

2 NDLR : mouvement catholique social créé à la fin du 19^e siècle.

demandé de se débrouiller car il était l'aîné de cinq frères et sœurs. Mon père³ n'a donc pas eu d'éducation supérieure, il a fait des petits métiers. Il a vendu de la farine, jusqu'au moment où il est entré dans la fédération nationale Famille Rurale, avec cet esprit de militant rural que lui avait transmis mon grand-père. Il y a passé la plus grande partie de sa vie comme secrétaire d'un organisme de défense de la famille en milieu rural, avec un salaire de conducteur d'autobus. Donc, issu d'une famille plutôt cultivée mais qui n'avait pas d'argent, j'ai été marqué par les fins de mois difficiles.

Je ne me rendais pas compte à l'époque que c'est peut-être cette origine qui m'a poussé à faire l'Agro et à entrer à l'Inra. Je souhaitais faire médecine, mais mes parents m'ont plutôt poussé dans cette direction, c'est tout simple. C'est en section économie, en troisième année à l'Agro, que j'ai voulu entrer à l'Inra.

CERTAINS PROFESSEURS À L'AGRO VOUS ONT-ILS PARTICULIÈREMENT MARQUÉ OU POUSSÉ VERS CETTE VOIE ?

L'économie était une sorte de non-choix pour moi. Pierre Fromont, professeur d'économie à l'Agro, ne m'a pas particulièrement marqué. C'est Denis Bergmann qui m'avait séduit. Un trait particulier a dirigé toute ma pensée et ma vie intellectuelle : le besoin de comprendre le tout avant de comprendre la partie. C'est ce besoin d'élargir toujours la pensée, au point d'en arriver à la philosophie ou à la métaphysique.

Et l'économie était une manière de resituer toutes les données techniques que j'avais pu apprendre, de ne pas faire

3 NDLR : François Brun.

de choix. Je restais dans le domaine du général, que je voulais comprendre. J'avais cette passion de comprendre, qui est à l'origine d'une attitude de recherche, sinon d'une orientation vers l'économie.

QUELS ÉTAIENT VOS PROFESSEURS D'ÉCONOMIE, EN DEHORS DE D. BERGMAN ? AVEZ-VOUS CONNU JEAN CHOMBART DE LAUWE OU LOUIS MALASSIS ? MICHEL CÉPÈDE QUI DONNAIT À L'AGRO DES COURS D'HISTOIRE DE LA PENSÉE, VOUS A-T-IL MARQUÉ ET POUSSÉ À EN SAVOIR PLUS DANS CE DOMAINE ? GEORGES SÉVERAC A-T-IL JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT POUR VOUS ?

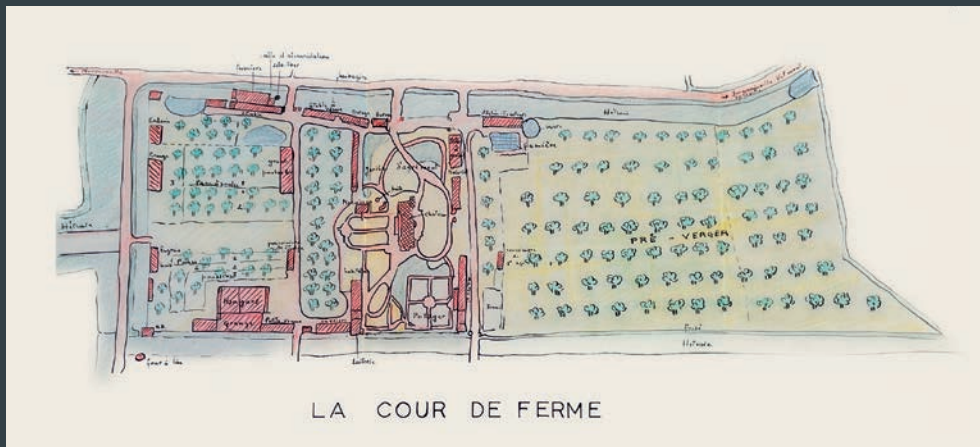
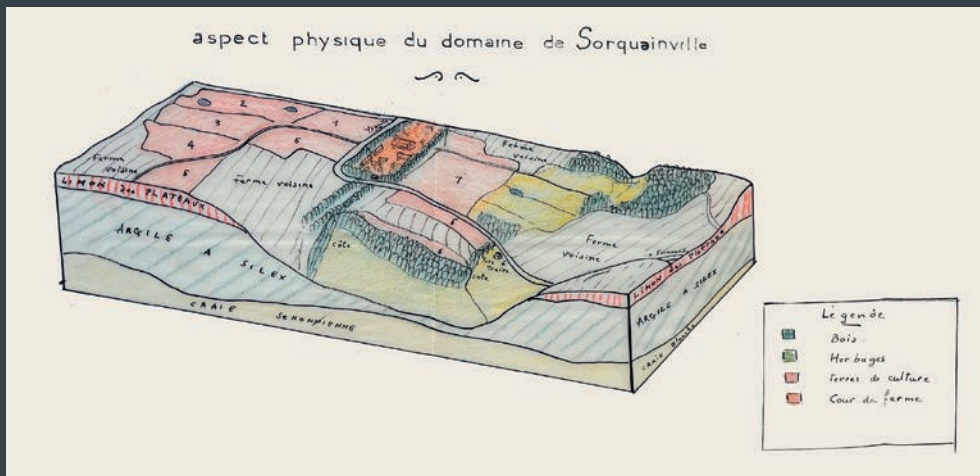
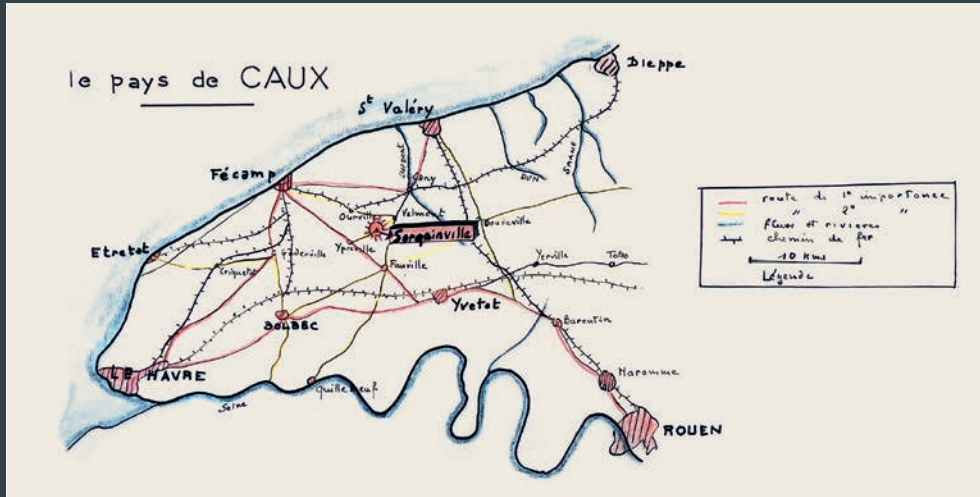
Je les ai connus mais ils ne m'ont pas spécialement séduit. Je n'avais aucune marque culturelle en économie. Je n'aurais pas pu citer le nom de trois grands économistes du XIX^e siècle quand j'ai choisi de faire de l'économie et d'entrer au département Économie à l'Inra. C'est pour montrer mon inculture en la matière, et en même temps, ma passion d'entrer dans ce genre de réflexion.

Bien que pas précisément séduit par sa pensée, j'ai développé de l'intérêt pour le domaine. Je n'avais pas de guide, de maître, sauf peut-être René Dumont qui m'a le plus marqué. Assez curieusement, en troisième année, j'ai fait un exposé sur les zones marginales agricoles, qui, vingt ans après, étaient au centre de mes pensées. J'ai une grande fidélité. C'est surtout le champ d'intérêt qui m'avait attiré. Il m'a beaucoup marqué, plus sur le plan idéologique qu'intellectuellement. J'ai lu presque tous ses livres. Je sentais chez Dumont, un curieux mélange de sensibilité et de promotion d'une technique toujours de pointe. Je lui reprochais de ne pas me donner d'outils, j'avais besoin d'outils et personne ne m'en a jamais donnés.

Les outils de pensée qui m'ont séduit sont ceux que présentait Bergman, du marginalisme appliqué à l'agriculture - sorte de mathématisation d'une réalité sociale, qui me passionnait par ailleurs. Des outils pour appréhender, dont j'avais besoin à ce moment-là. Je n'avais pas de culture en économie. Avec le recul, je me rends compte à quel point la culture est importante !

LE DOMAINE DE SORQUAINVILLE

En septembre 1955, en première année d'études à l'INA Paris, André Brun effectue un stage d'ouvrier agricole. Il rédige un « *Rapport de stage effectué du 1 au 30 septembre en Pays de Caux* » de 27 pages, qui comprend 17 photographies noir et blanc qu'il a prises lui-même et 4 dessins couleurs qu'il a réalisés. Située dans la Pays de Caux, en Normandie, l'exploitation comprend le domaine de Sorquainville (125 ha) et la ferme d'Ypreville (50 ha). Ces deux ensembles jumelés sont exploités et dirigés « communautairement » par Monsieur Lerebours et ses deux fils. Cette grande exploitation de polyculture-élevage, très mécanisée, emploie une quinzaine d'ouvriers permanents dont plusieurs sont logés avec leur famille dans des maisons situées sur le domaine.





La maison de maître du domaine de Sorquainville.



Logement pour une famille d'ouvrier agricole.



Récolte motorisée du blé par une moissonneuse-batteuse.



Le foin transporté en bottes liées.



Traite mécanique des vaches laitières de race normande.



Récolte mécanisée des pommes de terre.

Incontestablement, Georges Séverac a joué un rôle important pour moi bien que je l'ai découvert en troisième année, en économie. D'abord, il m'attirait parce qu'il était incompréhensible. Tout le monde opinait de la tête quand il parlait et moi, je lui « rentrais dans le chou » en disant que je ne comprenais pas. Il m'a alors expliqué beaucoup de choses en conversation bilatérale. J'ai eu une relation privilégiée avec lui. Il avait publié un ouvrage sur la théorie de l'information. Il avait eu les compliments de François Perroux, ce dont il était très fier. Il était l'assistant de R. Dumont, en agriculture comparée, alors que sa disposition d'esprit ne l'était pas tellement. Je retiens une publication qui m'a beaucoup marqué, un colloque international à Gif-sur-Yvette en 1968 sur les sciences avancées, où il a produit un texte sur l'aménagement du territoire⁴.

Je retiens ce texte, où il avait une capacité d'anticipation sur l'évolution. On ne parlait, à ce moment-là, que de progrès techniques en agriculture, de diminution du nombre d'agriculteurs, d'emploi industriel. Très vite, il a compris, il avait anticipé les problèmes d'aménagement de l'espace, de superposition d'usages, de grande misère culturelle des campagnes. Il avait une largeur de vue, avec des outils.

Je voulais cette largeur de vue mais je voulais aussi des outils. J'en cherchais. Je n'ai su les trouver ni très vite ni très bien. Personne ne m'a guidé.

VOUS AVEZ TERMINÉ VOS ÉTUDES À L'AGRO DE PARIS, EN 1957 - 1958, PAR UNE TROISIÈME ANNÉE EN ÉCONOMIE, DANS LA SECTION DE BERGMAN. QUELLES ÉTAIENT LES PERSONNES DE VOTRE PROMOTION EN ÉCONOMIE ? COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ RECRUTÉ À L'INRA ?

On n'était pas très nombreux en économie, quatre ou cinq. Il y avait Michel Petit, dont j'étais très proche ; Guy Chainé, qui a fait carrière à IBM ; Annick Le Corfec (Bouffières à l'époque). J'étais de la promotion de

⁴ Séverac G., 1968. Aménagement de l'espace rural et agriculture. In : *Premier colloque sur l'aménagement du territoire et les techniques avancées*. Paris, La Documentation française, mars, pp. 1-104.

Jean-Pierre Deffontaines mais il n'a pas fait la section d'économie.

Tout naturellement, je suis rentré à l'Inra par l'amphi *situ*.

En 1957, j'étais ACS (agent contractuel scientifique), affecté au département Économie qui venait d'être créé. Avec Michel Petit, nous avons rejoint les « anciens » : Michel Gervais, Claude Servolin, Philippe Mainié, Philippe Nicolas. Je dois avouer, qu'avec le peu de moyens matériels dont je disposais, être payé en troisième année comptait beaucoup.

Cela se passait dans les greniers de la rue Claude Bernard, on était peu nombreux. J'ai le souvenir que sur la porte du directeur, D. Bergman (qui avait une quinzaine d'années de plus que moi), était écrite cette toute petite phrase : « Il n'y a de science que du mesurable ». À ce moment-là, cela me séduisait, mais assez vite, j'ai contesté.

ÉTAIT-CE UN DÉSIR DE PRESTANCE OU UN DÉSIR D'AGIR SUR LES CHOSSES QUI VOUS POUSSAIT LORSQUE VOUS ÊTES ENTRÉ À L'INRA ? OU ÉTAIT-CE D'ABORD UN DÉSIR DE MIEUX CONNAÎTRE ET COMPRENDRE LES MÉCANISMES QUE VOUS VOYIEZ À L'ŒUVRE ?

Il y avait deux choses. Il y a la passion de comprendre, de relier des causes et des effets, de voir ce qu'est la multicausalité. Les phénomènes ne sont pas simples. Par des lectures et des contacts, j'ai découvert très progressivement et tout seul, la dialectique – on n'apprenait que la logique linéaire à l'époque. Il y a donc cette passion de comprendre, au service d'une intuition fondamentale, que je n'osais pas exprimer à l'époque. Aujourd'hui encore, j'ai presque du mal à l'avouer. Maintenant que je suis à la retraite, c'est plus facile. Je reviens à mon grand-père Henri Brun : c'est cette sorte d'intuition, d'idéologie.

Je me sentais, au fond, très fondamentaliste agraire, sans pouvoir le dire. Il fallait que je comprenne, que je me situe sur le plan de la connaissance et non pas sur le plan de l'intuition, de la conviction ou de l'idéologie. Dans mon dernier article⁵, avant de prendre ma

⁵ NDRL : Probablement s'agit-il de Citoyenneté, individualisme, coopération et lien social », *Les Etudes sociales*, 1995, n° 123, 3-18.

retraite, j'ai exprimé pour la première fois ce que je pensais.

Quand je dis fondamentalisme agraire, c'est aussi beaucoup trop réducteur. J'ai eu cette intuition que le progrès, la modernité et la consommation étaient associés à une distribution dans l'espace, des populations, qui les faisaient se concentrer dans des villes, et qui faisaient se désertifier la campagne, avant qu'on ne parle de désertification. Mon premier sujet de recherche a été l'exode rural. Cela posait des problèmes aux deux extrémités.

Aujourd'hui, avec trente ans de recul, avec le problème des banlieues et à l'autre bout, la désertification, mon intuition s'est révélée juste. Au moment du progrès technique triomphant, on ne pouvait pas l'affirmer. On pouvait parler d'exode rural sans avoir de larmes dans la voix ! C'était le triomphe de la modernité. Je sentais, à ce moment-là, que les conséquences n'en étaient pas suffisamment mesurées. Je me suis attaché à essayer de les mesurer avec un peu d'avance.

Pour comprendre ma trajectoire, il faut savoir que je suis un anticipateur, un percepteur des conflits et des tensions à venir, plutôt qu'un patient élaborateur d'expérience. Je suis plus un lanceur d'idées qu'un finisseur de bonne recherche.

COMMENT AVEZ-VOUS DÉTERMINÉ UN SUJET DE RECHERCHE QUI POUVAIT AVOIR UN INTÉRÊT ? VOUS A-T-IL ÉTÉ IMPOSÉ OU L'AVEZ-VOUS CHOISI ?

J'étais surtout très ignorant. Je suis allé à l'université pour préparer un diplôme d'économie, où j'ai assisté à quelques grands cours, je n'avais encore jamais connu cela. Cela n'a pas été suffisant. Je n'ai pas été assez loin, j'ai seulement passé l'examen d'équivalence de licence. On ne nous poussait pas beaucoup à faire une thèse à l'époque, on ne nous donnait pas les moyens.

J'ai un peu erré. Bergman était partisan de ce qu'il appelait le sevrage précoce. J'ai été sevré très précocement, sans guide. Il m'a quand même tendu quelques perches. Il m'avait aidé à propos de la *Public Law 480* – la loi américaine qui gouvernait l'aide alimentaire des États-Unis sur le reste du monde.



© INRAE / Brun



André Brun en Turquie, en 1963-1964, avec d'autres boursiers de l'OCDE.

Connaissant ma fibre sociale, il m'a orienté assez volontiers vers les problèmes d'alimentation mondialistes. Je me rappelle avoir été avec lui au ministère des Affaires étrangères pour rencontrer quelqu'un. J'étais beaucoup trop faible intellectuellement pour aborder ce genre de problèmes. J'avais une formation juridique quasiment nulle. Je me retrouvais dans un milieu où l'anglais était indispensable et je ne le maîtrisais pas trop bien. Je ne me suis pas senti à la hauteur.

Ensuite, il m'a mis sur une piste démographique. Puisque je m'intéressais à l'exode rural, il m'a envoyé à l'Institut national d'études démographiques. Pendant une année entière, en 1962 – 1963, j'étais auditeur libre à l'IDUP (Institut de démographie de l'université de Paris). Je ne suivais pas tout, mais essentiellement la partie dure, celle des travaux pratiques de Roland Pressat – un des auteurs qui publiaient des articles intéressants sur l'exode rural, que j'ai repris par la suite. Il m'a formé en démographie. Là, j'ai eu des outils, que j'ai trouvés un peu trop comptables, statistiques. Ce sont pourtant les seuls outils que je pense encore maîtriser aujourd'hui.

LES CONCEPTS EN DÉMOGRAPHIE ÉTAIENT-ILS PLUS FERMES QUE CEUX QUI EXISTAIENT EN ÉCONOMIE ?

Absolument. Au cours de cette année, j'ai dû faire quinze ou vingt devoirs dont chacun demandait une vingtaine d'heures de préparation. J'y ai consacré beaucoup d'énergie, sans avoir pour autant de diplôme, mais cela n'avait aucune importance. J'étais à l'Inra, c'était mieux que tout. Pas de thèse,

mais l'Inra, c'est mieux qu'une thèse. C'était la théorie de l'époque.

En même temps que Bergman m'a donné cette possibilité de formation en démographie, il m'a dit : « Vous irez à l'application à l'agriculture, vous devriez observer ce que font les Hollandais ». Un certain professeur Marris avait bâti toute une série d'indicateurs sur le renouvellement des générations en agriculture, ce qui était très intéressant. C'est cette piste-là que j'ai saisie et qui a gouverné douze ans de ma recherche, pour bâtir l'analyse successorale.

Aujourd'hui, cela paraît une évidence, ce l'était moins à l'époque. Surtout pour lier les perspectives démographiques dont j'avais les outils, avec le foncier, avec les structures agricoles. Le lien entre l'homme et la terre est si fort que si on a les outils pour étudier l'homme, on peut en tirer des conclusions sur la terre.

La mobilité professionnelle étant faible en agriculture – plus faible que partout ailleurs – par conséquent, on avait là un levier, par la démographie, d'aboutir au problème de structure et de production.

UTILISIEZ-VOUS LES DONNÉES DU SCEES (SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES), QUI COMMENÇAIENT À PARAÎTRE ? EST-CE QUE CELA A JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT DANS VOTRE TRAJECTOIRE ?

Tout à fait. J'ai commencé par faire du travail sur le terrain, dans la Creuse, en 1961. Bergman avait emmené tout le monde au vert, y compris R. Dumont, G. Séverac. C'est un souvenir fort, même si cela paraissait un peu difficile à supporter par tous.



© INRAE / Brun

Scènes de la ville de Konya, en décembre 1963, connue pour ses tapis et où se trouve le mausolée du mystique persan soufi fondateur des derviches tourneurs. Photos prises en Turquie lors du séjour d'André Brun comme boursier de l'OCDE en 1963-1964.

En 1963-1964, André Brun est boursier de l'OCDE, cadre dans lequel il passe neuf mois en Turquie. Il étudie les structures démographiques d'un pays en voie de développement ; ces travaux s'inscrivent dans un programme de l'OCDE visant à planifier l'éducation en passant par l'évaluation des besoins en main-d'œuvre.



J'ai mis en pratique le diagnostic de renouvellement des générations dans l'agriculture, auprès des agriculteurs que j'interrogeais avec Claude Laurent. Plus âgé que moi, il avait une mission auprès du SCEES. J'ai recommencé ensuite sur le terrain, dans le Sud-Ouest à Caraman – c'est ce qui a fondé la suite – pour tester en grandeur un peu plus importante, cette analyse successorale sur le terrain.

De là, grâce à Claude Laurent, avec les outils du SCEES, on est passés à une application sur l'enquête de base de sondage au dixième en France (BS 63). On a appliqué ce renouvellement des générations sur l'emplacement des chefs d'exploitation, les conséquences foncières. Cela a été publié par le SCEES et a fait un peu de bruit à l'époque en faisant la Une de certains journaux.

Claude Laurent était à la charnière entre l'INRA et le SCEES. Bergman voulait soutenir le développement de statistiques agricoles qui étaient dans un état lamentable avant la création du SCEES. Laurent avait reçu de l'Inra, une mission auprès du service de statistique, qui était à son lancement. Travaillant à l'unisson avec lui, mon travail était plus axé sur les problèmes de renouvellement des générations et de démographie. Le SCEES a mis en œuvre tout un appareillage statistique dont nous avions besoin.

Ces premiers travaux m'ont permis de me présenter au concours d'Assistant que j'ai réussi en 1961.

Ensuite, j'ai fait une parenthèse : grâce à Bergman, j'ai pu saisir l'occasion d'une bourse de l'OCDE pour aller en



© INRAE / Brm

direction des pays en voie de développement. En 1963 et 1964, je suis allé en Turquie pendant 9 mois. C'est un pays d'un niveau de développement économique largement inférieur à celui d'Europe occidentale. Pendant un an, j'ai eu une bourse de l'OCDE dans le cadre d'un programme méditerranéen. On avait des petites équipes dans tous les pays méditerranéens. On a appris là aussi, une méthode de planification de l'éducation, qu'on était sensés appliquer dans chacun de ces pays.

Intellectuellement, c'était une année assez pauvre mais cela m'a sorti. Je n'avais pas réalisé que cette bourse était destinée, finalement, à recruter des permanents de l'OCDE. Mais je n'étais pas attiré par ce milieu. En revanche, comme tout le travail s'est fait en anglais pendant un an, j'ai pu développer la maîtrise de l'anglais comme nouvel atout.

CONSIDÉREZ-VOUS CETTE MISSION COMME UN MOMENT DE RESPIRATION, QUI VOUS A PERMIS DE VOUS ÉVADER UN PEU DES COURANTS DE PENSÉES DOMINATEURS ?

En 1964, c'était le moment d'un marxisme triomphant, un peu dominateur, dans lequel je n'étais pas très à l'aise. Je l'ai mal vécu car je me sentais dominé. Je manquais de culture économique, je n'avais jamais lu Marx, je ne le connaissais même pas comme économiste. Je ne connaissais pas plus Ricardo qu'Adam Smith. J'étais encore tout à fait inculte en économie, malgré mon diplôme d'équivalence. Je connaissais les structures agricoles en démographie, outils qui restaient purement

opérationnels. Les outils opérationnels permettent d'analyser mais pas de comprendre. Or j'avais besoin d'outils intellectuels pour comprendre, je ne voulais pas être prisonnier d'un outil.

APRÈS CET INTERMÈDE EN TURQUIE, VOUS ÊTES-VOUS REVENU À PARIS, RUE DE LASTEYRIE.

Au retour de Turquie, je me suis embarqué avec Jean-Marc Boussard à la suite d'un travail qu'il avait déjà réalisé avec Michel Petit, sur des outils de programmation linéaires. C'était le début de la programmation linéaire, avec les premiers modèles économétriques appliqués à l'agriculture. Cela m'a passionné. J'avais un bon outil, qui me donnait l'impression d'être plus puissant et plus intéressant que les purs et simples outils démographiques.

C'était une généralisation du budget partiel à un grand nombre d'activités, avec des automatismes pour optimiser la combinaison d'activités. Sans que ce ne soit révolutionnaire, c'était la mise en application de ce qui m'avait séduit à l'Agro, du marginaliste Bergman.

Je l'ai fait, je l'ai appliqué, j'étais sur le terrain dans la région de Forcalquier où la société du canal de Provence était chargée de l'aménagement du bassin de Forcalquier. On a essayé d'appliquer cela à une région. On faisait une typologie des entreprises agricoles, des exploitations. On calait le modèle sur chaque type de la typologie. Ensuite, on n'avait plus qu'à multiplier les résultats par le nombre d'individus dans chaque type, pour avoir une image de la région. Cette procédure

d'agrégation m'a parue tout à fait mauvaise et insatisfaisante.

Cela m'a laissé insatisfait. Les modèles étaient passionnants, on avait des facilités pour se former mais peu encore en informatique – pour inverser une matrice de 100 sur 100, il fallait aller à l'ordinateur de la Marine, boulevard Brune ; cela peut prêter à rire aujourd'hui.

J'aurais pu suivre cette voie mais là aussi, je me sentais prisonnier d'un modèle purement microéconomique, trop petit pour comprendre une exploitation, quelques-unes peut-être. On a essayé de les associer pour en faire un modèle régional. Là aussi, j'ai eu toujours ce désir d'élargir.

QU'EST-CE QUI VOUS A POUSSÉ À REMETTRE EN CAUSE CE PROCESSUS D'AGRÉGATION ? COMMENT VOUS ÊTES-VOUS APERÇU QU'ON NE PASSAIT PAS FACILEMENT DU RAISONNEMENT MICROÉCONOMIQUE À UN RAISONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET DE LA NÉCESSITÉ DE TROUVER AUTRE CHOSE ?

À travers cette question, c'est toute l'histoire de la pensée qui est en cause. L'agrégation est le grand problème de toutes les sciences, même les plus humaines. C'est vrai aussi de la cellule et de l'organe. Pour moi, le problème de la compréhension passe par là. Comment l'ai-je découvert concrètement sur le terrain ? C'est que dans ces modèles régionaux d'agrégation de petites unités élémentaires, j'étais incapable de rendre compte des forces qui régissaient le marché foncier – par ailleurs, je continuais mes modèles démographiques et fonciers. Je me rendais bien compte que c'était au niveau du foncier, de la spéculation que se jouait l'avenir de cette région Provence, autant que dans la décision individuelle d'un agriculteur, même si on y introduisait le risque, comme Boussard savait fort bien le faire. Par exemple, pour la spéculation foncière, tous les éléments de la culture humaine d'un tissu social n'étaient pas reproduits. Cette fois-ci, je commençais à comprendre ce que les marxistes pouvaient m'apporter : une vision plus nouvelle des choses.



ÉTIEZ-VOUS PARTAGÉ ENTRE DEUX TENDANCES ANTINOMIQUES ENTRE LESQUELLES VOUS N'AVEZ PAS SU CHOISIR ? ENTRE UN SOUCI D'OPÉRATIONNALITÉ, D'AGIR, DE CALCULER, DE FAIRE DES MESURES ET EN MÊME TEMPS, D'AVOIR UNE CONNAISSANCE THÉORIQUE TRÈS LARGE, TRÈS VASTE.

Je le suis toujours. Je crois qu'on ne peut tirer aucune conclusion valide pour l'action si on n'a pas une vision large des choses. On a besoin de cette culture large. En même temps, pour comprendre, il faut aussi des outils. Il y a ces deux discours. J'essaie de les tenir ensemble. Maintenant que j'ai la responsabilité de maire, j'ai une vision qu'une carrière de recherche me permet d'avoir et que n'ont pas les agriculteurs et les conseillers municipaux actuels. Je suis en position de pédagogue pour leur faire comprendre quelque chose de plus vaste que ce qu'ils voient. En même temps, il faut qu'on vote le budget la semaine prochaine. C'est maoïste : il faut marcher sur les deux jambes !

Les marxistes, quant à eux, comprenaient tout. Avec leur outil large de pensée, ils me dominaient. Il n'est pas si simple de maîtriser le capital. En 1968, quand je suis arrivé à Dijon, au laboratoire de la chaire de sciences économiques de l'ENSAA⁶, on avait trois jeunes apprentis marxistes, dont Jean Cavailhès. J'étais sensé les diriger, mais ils passaient la plupart de leur temps ensemble, dans la discussion, dans le débat à haïr le capital. Je m'échinai sur des petits modèles

⁶ École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées.



Le bassin de la Laye (Basses-Alpes) en 1967, zone d'étude des exploitations agricoles par Jean-Marc Boussard et André Brun.

démographiques. Je me sentais à la fois dominé parce que je ne maîtrisais pas de la même façon et surtout, j'avais des aspirations dans cette direction, que je ne pouvais pas satisfaire.

En 1966, M. Gervais, C. Servolin et J. Weil ont fait paraître leur ouvrage *Une France sans paysans*. Gervais a fait quelques pas en ma direction, il voulait me proposer une initiation au marxisme. Je ne sais pas pourquoi j'ai refusé, ils m'ont fait un peu peur.

AVEZ-VOUS PRIS CONSCIENCE QUE LES OUTILS QUE VOUS UTILISIEZ ÉTAIENT VALABLES À UNE ÉCHELLE D'ANALYSE MAIS NE SERVAIENT PAS SI ON PASSAIT À UNE AUTRE ÉCHELLE D'ANALYSE ?

Je maintiens ce point de vue aujourd'hui. En fait, j'ai voulu opter pour une nouvelle échelle d'analyse. J'ai renoncé un peu à l'approche microéconomique – pertinente, le plus riche outil à une certaine époque – pour m'investir à une autre échelle d'analyse et rechercher de nouveaux outils, sans véritable guide. J'ai saisi l'opportunité en 1968, de la création du laboratoire INRA attaché à la chaire de sciences économiques de l'ENSSA de Dijon, pour partir avec toute une équipe de l'Inra et Michel Petit qui était mon ami. On était proche, intellectuellement aussi.

COMMENT S'EST FAITE CETTE MIGRATION VERS LE CENTRE DE DIJON ?

C'était l'époque de la décentralisation industrielle. La décentralisation des chercheurs de l'Inra accompagnait ce mouvement, où l'on sentait le besoin de décongestionner la région parisienne.

Compte tenu de mon intuition sur la concentration et la désertification, très naturellement, j'étais dans ce parcours.

Petit avait l'opportunité, assez jeune, de devenir professeur à Dijon. Il exerçait une certaine attraction intellectuelle, une équipe s'est formée autour de lui. Bergman m'a dit : « Il y a un concours de professeur à Dijon. Brun, c'est pour vous ». Il avait, je pense, pour Michel Petit, des idées plus hautes que de le voir professeur d'économie rurale dans un centre de province, pour former des ingénieurs d'agronomie.

Cela m'a fait peur, je ne me sentais pas prêt, j'acquiesçais tout doucement une culture en économie. M. Petit, qui avait fait de véritables études d'économie aux États-Unis avec un doctorat qui a été primé, se sentait bien armé pour remplir ce poste. On est partis à Dijon, tous, une petite équipe, et on a recruté.

QUI COMPOSAIT CETTE ÉQUIPE ? COMMENT S'EST PASSÉ VOTRE ACCUEIL ?

Il y avait Jacques Brossier, M. Petit, Jean-Baptiste Viallon, Pierre Albert et moi-même. Dès l'arrivée à Dijon, on a recruté J. Cavailhès, Michel Blanc, Denis Barthélemy sans compter un assistant comme Pierre de La Vaissière et Jean-François Soufflet qui est arrivé très vite. Il y avait la promesse aussi qu'à Dijon, on allait monter quelque chose d'important.

Nous étions dans les locaux de l'ENS-SAA, où l'on formait les ingénieurs d'agronomie. À la suite de la crise des Directions des services agricoles (DSA), qui étaient devenues des Directions départementales de l'agriculture (DDA), avec le corps majeur du Génie rural et un corps un peu croupion, qui était celui des ingénieurs d'agronomie qu'on formait à Dijon. Dijon avait eu un handicap de ce fait, mais il était chargé de relever le défi et de dire que ces ingénieurs d'agronomie pouvaient avoir une formation solide et jouer un rôle important, même s'ils n'avaient pas les tâches nobles des « poseurs de tuyaux » du génie rural.

AVIEZ-VOUS UNE OPTION AU DÉPART, UN PARI À TENIR ?

Avec M. Petit, nous étions partis avec une idée en tête : « Les chercheurs font

de l'enseignement, les enseignants font de la recherche. Cette barrière est institutionnalisée en France mais elle est mauvaise, il faut la casser ». Mais nous avons raté. J'ai fait de l'enseignement et les enseignants ont fait de la recherche. On s'est aperçus que les institutions sont suffisamment fortes, qu'on était pénalisés. Les chercheurs, parce qu'ils faisaient de l'enseignement, avançaient moins en matière de recherche, et avaient du mal à être de bons enseignants.

C'était constitutif de notre départ. J'ai fait de l'enseignement sans trop savoir quoi enseigner. C'était aussi le moment de la domination marxiste. Je ne me sentais pas à la hauteur, par ma culture économique insuffisante. Je me suis donc un peu renforcé dans le domaine du mesurable, je me suis personnellement impliqué. En théorie monétaire, j'ai fait un cours sur Keynes et un cours sur la monnaie. De 1968 à 1972, j'ai assuré un enseignement de macro-économie aux élèves de l'ENS-SAA en option économie. Pour quelqu'un qui n'avait pas de formation économique, c'était peut-être un peu risible face aux universitaires, mais cela a eu l'avantage de me faire entrer dans la grande pensée économique, que je n'avais pas abordée.

Bien sûr, Keynes ou les monétaristes font partie de la grande pensée économique. La monnaie est au cœur de toutes les interrogations des hommes sur le fonctionnement des sociétés depuis leur origine. Ce sont des problèmes fondamentaux de toutes sociétés. Ce sont des phénomènes compliqués, mesurables. Je trouvais là quelque chose qui me résistait et que je voulais dominer.

POUR DE TELLES APPROCHES, ÉTAIT-IL GÉNANT DE TRAVAILLER DANS UNE ÉCOLE D'INGÉNIEURS EN AGRONOMIE ?

J'étais surtout gêné d'y aller un peu « tout nu ». De plus, il n'était pas fondamental pour des ingénieurs d'agronomie de connaître les modèles keynésiens. En revanche, la monnaie passionne tout le monde, tout le monde a des interrogations sur la monnaie. On était en pleine période d'inflation à deux chiffres. On se posait beaucoup de questions. Je me formais en lisant des

articles de Gilbert Mathieu dans *Le Monde* et des livres. Je me suis formé tout seul. Je suis un *self-made man* en économie. C'est pour cela que je ne suis pas très assuré. Cela s'est passé ainsi.

Pendant ce temps, je continuais à travailler sur l'évolution des modes de faire-valoir. Dans ce modèle démographique dont je parlais, j'ai trouvé un objet de recherche intéressant : dans l'évolution des modes de faire-valoir, on touche la propriété. C'est essentiel dans toutes les sociétés rurales.

J'ai trouvé une grande cohérence en établissant des séries chronologiques sur les modes de faire-valoir, que personne n'avait vu avant. J'ai eu l'impression de faire une découverte. Ce n'était pas de la haute économie mais c'était un objet concret, géographique. Je n'ai pas encore parlé de l'espace. Il est évident que, quand je parle depuis le début, d'exode rural, de concentration urbaine, l'espace est au cœur de ma réflexion.

VOTRE LOCALISATION À DIJON FAISAIT-ELLE QUE VOS TRAVAUX ÉTAIENT PLUS CENTRÉS SUR UNE RÉGION ?

Pas du tout. J'étais dans ma phase statistique encore, le mode de faire-valoir, les statistiques de la France entière. À ce moment, peut-être plus depuis que j'étais à Dijon, je ressentais très fortement ce besoin d'une économie spatiale. J'ai proposé à Petit de créer une école de géographie rurale – on ne parlait pas encore d'économie spatiale à l'époque. Il y avait une intuition. Je suis lanceur d'idées plus que finisseur.

Maintenant, Dijon est le centre de l'économie spatiale pour l'ensemble de l'Inra et rassemble des forces importantes. J'aurais aimé aller dans cette direction, être soutenu, avoir un *quantum* intellectuel suffisant pour avoir ma propre approche et ne pas être simplement un petit garçon face à des marxistes globalisants brillants. Maintenant que je suis à la retraite, je peux parler avec beaucoup de liberté.

Il y avait des crises internes, c'était dur. Autant la séduction intellectuelle opérée par les marxistes était grande, autant leurs pratiques quotidiennes m'étaient insupportables. On peut dire que c'est l'époque où l'on quittait le bureau le soir

en ouvrant les fenêtres en plein hiver et en mettant les radiateurs à fond pour affaiblir la République. Je vivais très mal cela. Comme j'étais un des anciens du laboratoire, je me retrouvais mandaté par ces jeunes et brillants marxistes, pour aller défendre les intérêts du laboratoire auprès de monsieur Jacques Poly. Je n'étais pas du tout à l'aise avec mon statut minoritaire au sein d'une équipe marxisante, très « forte en gueule » et un peu terrorisante.

C'est une des raisons pour lesquelles j'ai quitté Dijon en 1975, au moment où M. Petit le quittait aussi, où j'allais me retrouver en position d'ancien et directeur d'une unité qu'intellectuellement, je ne me sentais pas capable de maîtriser. J'ai saisi l'opportunité d'être, finalement, un peu chef de file à Orléans.

J'ai rencontré quelqu'un qui m'a séduit et emmené à Orléans : Noël Décourt. Il se trouve qu'Orléans était aussi ma région d'origine.

POURRIEZ-VOUS PARLER DE NOËL DÉCOURT ?

Noël Décourt est un forestier et un biologiste. C'est un chercheur réputé. Il a publié des tables de production forestière qu'on cite encore aujourd'hui et qui sont toujours utilisées. Il était affirmé comme scientifique. Il est venu au marxisme par séduction intellectuelle, je pense, plus que par militantisme. Je retrouvais chez lui ce qui me plaisait dans la pensée marxiste, sans en avoir les inconvénients quotidiens. Je le trouvais d'une grande tolérance.

Il allait s'installer à Orléans, dans une structure pluridisciplinaire. Je commençais à avoir quelque goût pour la pluridisciplinarité, toujours cet élargissement dont j'avais besoin. Il y avait Orléans, la pluridisciplinarité, le marxisme, et un laboratoire structurellement pluridisciplinaire. Je rentrais dans le rang d'une nouvelle unité qui se créait.

QUELLE PLACE LA FORÊT A-T-ELLE OCCUPÉ DANS VOS INTERROGATIONS ?

En considérant l'ensemble de ma carrière à l'Inra, je dirais que la forêt, pour moi, est anecdotique. La forêt est un

élément de l'espace. C'est l'espace qui m'intéresse, ce n'est pas la forêt. Nous avons publié quelques textes sur la forêt dans l'espace rural – toujours resituer dans quelque chose de plus large.

Maintenant, je suis président d'un groupement de développement forestier, le Groupement d'études et de développement forestier du Loiret (GEDEF) – j'ai une petite parcelle forestière, on m'y a poussé sans que je ne l'ai véritablement cherché. Je ne vais pas le rester parce que mes fonctions de maire me prennent trop de temps.

DANS QUEL CONTEXTE AVEZ-VOUS FAIT D'AUTRES TRAVAUX PLURIDISCIPLINAIRES ?

Les ruptures ne sont jamais instantanées mais on peut les resituer plus tard. J'ai donc eu une période où mes outils de travail étaient les statistiques. On modélisait, on calculait, on cartographiait les modes de faire-valoir, etc. Il y avait bien eu quelques fastes terrains pour valider les outils au départ, dans le cadre de l'analyse successorale, mais très peu de choses sur le terrain.

Vers le début des années 1970, j'ai eu une période de terrain. Il y a eu le désir, la volonté d'aller sur le terrain. J'en avais assez des technocrates qui décident ! Je n'ai pas d'explication très claire : il faudrait resituer cela par rapport à l'évolution de la pensée économique, au moins dans notre domaine.

On a commencé en 1972-1973, au moment où la DGRST⁷ passait un certain nombre de contrats. On passait des contrats avec la DGRST pour aller sur le terrain. Il y a une floraison de monographies, dont un certain nombre à l'Inra. Il y en a aussi beaucoup dans le milieu des sociologues, des ethnologues, des géographes, des historiens, etc.

VOUS ÊTES-VOUS SENTI À L'AISE DANS CE GENRE D'ÉTUDE ?

Cela m'a séduit. J'en avais besoin, absolument. J'ai eu deux terrains, d'abord les Vosges, le Sud des Vosges, plus précisément la haute vallée de la Moselle et de la Moselotte. Ceci, dans le cadre pluridisciplinaire du département

Systèmes agraires et développement (SAD), avec J.-P. Deffontaines et Joseph Bonnemaire comme pilotes sur le plan phytotechnie et zootechnie, et Michel Petit et moi-même en économie et en sociologie. On a fait du terrain dans les Vosges, où l'on voit beaucoup d'ouvriers paysans. Ces formes m'intéressaient aussi particulièrement, déjà depuis quelques années. Une population dense, 100 habitants au kilomètre carré dans les Vosges, avec, en même temps, une agriculture qui se réduisait à presque rien dans le fond de vallée.

C'est nous qui avons utilisé pour la première fois, le terme de déprise agricole. Au début des années 1970, on nous a demandé pourquoi ce terme barbare, que l'on entend tous les jours à présent. Je n'avais pas vraiment choisi ce terrain, Deffontaines était plus leader que moi.

Ensuite, j'ai eu le Causse Méjean, que j'avais négocié avec la DGRST. Ce terrain m'intéressait et j'ai voulu l'étudier avec des Lozériens. La culture locale me paraissait échapper à tous nos modèles. On avait besoin de réintroduire toute cette culture, ce tissu social – les jeux des acteurs, etc.

Le Causse Méjean, c'est 1 habitant au kilomètre carré. C'est l'extrême désert de la France.

J'avais donc deux terrains où l'agriculture était en cause. La problématique était la conversion d'un territoire de l'agriculture vers la forêt, ou comment éviter l'abandon de territoires agricoles devant le progrès technique. Avec ces deux exemples, 1 habitant, 100 habitants au kilomètre carré, j'avais vraiment les deux extrêmes de la palette ; cela a été assez fructueux pour la réflexion.

Dans le cas des Vosges, j'étais avec l'équipe Petit qui, sur le plan de l'économie, abordait les choses du point de vue purement microéconomique. Toujours la même méthode, typologie des exploitations, modélisation de l'exploitation individuelle. Je sentais le besoin d'une analyse plus vaste. Quand on élargit les choses qu'on veut saisir - les forces sociales - on a moins d'outils à sa disposition qu'en faisant un budget ou un programme linéaire.

C'était plus difficile et j'ai toujours été minoritaire, là où j'étais - un peu

⁷ Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

1978, voyage d'études avec l'équipe Inra/ENSSA travaillant dans les Vosges, ici dans les Alpes autrichiennes. André Brun à gauche et, devant lui, Joseph Bonnemaire et Marc Roux.



© INRAE / Brun

dominé, pas intellectuellement, par les autres qui avaient des outils plus puissants que moi. Dans l'équipe des Vosges, j'ai joué le rôle d'essayer de percevoir des forces plus globales que celles qui étaient analysées par ceux qui avaient de bons outils. Dans la Causse Méjean, j'étais leader d'une équipe.

QUELS ÉTAIENT LES MEMBRES DE VOTRE ÉQUIPE DANS LE CAUSSE MÉJEAN ?

Pierre-Louis Osty, Jean-Paul Chassany, un chercheur de Montpellier, et Françoise-Eugénie Petit. J'ai aussi mis dans le coup un professeur américain. Les deux terrains ont été passionnants. En même temps, ils étaient un peu frustrants dans la mesure où les explications qu'on donnait de leurs évolutions, étaient un peu « localistes », un peu trop enfermées dans le local, même si, cette fois, ils dépassaient le micro-économique et l'agricole – en tout cas, dans le Causse Méjean.

Je ressentais toujours ce besoin d'ouvrir. J'étais insatisfait de ces réponses multiples qu'on faisait chacun dans la région qu'on étudiait. Comment tout cela se

trouvait-il, en quelque sorte, inséré dans une logique d'ensemble ? Je ne fais que reprendre les termes des grandes problématiques historiques, où on n'arrivera à comprendre chaque territoire qu'en les comprenant tous.

Toujours cette problématique très territorialisée. Cela s'est affirmé dans cette phrase-là, d'une grande diversité d'évolution à l'intérieur d'un système social qui a une unité. À la fois comment rendre compte de cette diversité et de cette unité. C'est toute ma problématique depuis ce moment-là.

MARCEL MAZOYER, ENSEIGNANT À L'AGRO, CHEF DE DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE À L'INRA AUSSI, VOUS A-T-IL INFLUENCÉ ?

Mazoyer m'a permis de constituer une équipe sur le Causse Méjean. J'étais assez en phase avec lui mais il ne m'a pas transmis grand-chose au niveau de l'analyse. Je sentais une communauté de recherche. Il avait une passion universelle que je n'ai pas su maîtriser, que je n'ai pas sentie suffisamment. Il appliquait son outil aussi bien aux pays en voie de développement qu'au Causse

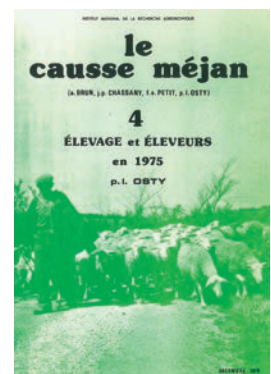
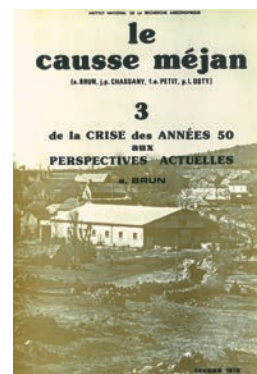
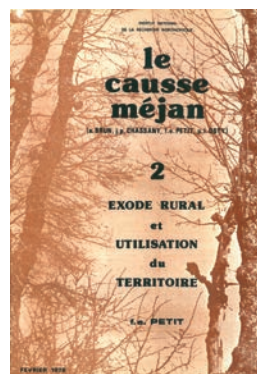
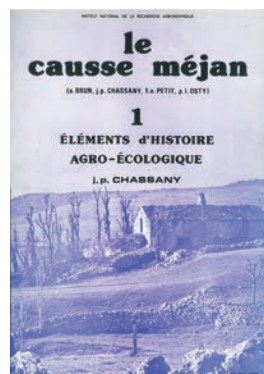
Méjean. Cela m'invitait à rechercher cette logique d'ensemble sans pour autant me trouver prisonnier d'un dogme qui explique tout.

VOUS ÉTIEZ INVESTI À LA FOIS SUR DEUX TERRAINS, LE TERRAIN TRÈS PEUPLÉ DES VOSGES, CELUI TRÈS DÉSSERTIFIÉ DE CAUSSE MÉJEAN. VOUS AVEZ ÉTÉ PROJETÉ AU NORD, À ORLÉANS, DANS UNE NOUVELLE STATION POUR L'ENVIRONNEMENT, CRÉÉE PAR NOËL DÉCOURT. COMMENT L'ÉQUIPE A-T-ELLE FONCTIONNÉ ET QU'AVEZ-VOUS RETIRÉ DE CETTE PÉRIODE SUR LES PLANS SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL ?

Quand j'ai été affecté en 1975, à ma demande, à la Station de recherches sur la forêt et l'environnement, au Centre de recherches d'Orléans, j'ai été suivi par Denis Poupardin, Raphaël Larrère et Olivier Nougarède. En arrivant à Orléans, je pensais tirer le meilleur parti que je pouvais de ce que j'avais fait jusque-là, dans des textes qui sont peut-être les meilleurs que j'ai écrits sur le plan scientifique. C'est dans *Agriculture et administration de l'espace*⁸, que j'ai analysé le mieux mes ambitions scientifiques et comment je pouvais espérer sortir de cette pullulation d'études pour en faire un tout, une unité. J'ai indiqué des directions de recherche. À ce moment-là, je me sentais prêt à prendre des paris, à indiquer véritablement des axes de recherche en vue de comprendre et d'être utile.

Il y a un souci d'application très net, de mettre cette connaissance au profit de la politique agricole, la conception dans

⁸ Brun A., 1980. *Agriculture et administration de l'espace : quelques pistes de recherche* (document de travail). Orléans, Inra.





l'ensemble de l'aménagement du territoire. J'ai écrit quelques textes sur tout le travail que j'avais fait sur le plateau lorrain, dans la continuité des Vosges, sur la dynamique des villages – textes qui n'ont pas eu de suite. Des chercheurs sont venus avec moi pour se plonger dans l'histoire, ils en étaient à l'étape où j'étais dix ans plus tôt, et ils avaient besoin de s'investir.

De plus, à Orléans, par rapport à Dijon, je me sentais un peu isolé sur le plan de la discipline : au niveau de l'échange entre économistes - Poupardin, Larrère ou Nougarède -, ce n'était pas suffisant. Je l'ai perçu un peu tard, je n'avais pas anticipé suffisamment.

Ma timidité ou le fait que je sois un *self-made man* en matière d'économie, me rendait l'accès à l'université d'Orléans, dans le domaine économique, un peu difficile. J'ai eu des contacts intéressants mais un peu sous l'influence de mes collègues. On a plus été tirés vers l'histoire, on a donné des cours à la faculté d'histoire d'Orléans mais pas à la faculté d'économie.

Je me sens un peu frustré par rapport à tout cela - atteindre la stature que j'aurais pu atteindre, que j'avais les capacités d'atteindre en matière d'économie. Je n'ai jamais eu la satisfaction de produire de concept en économie, alors que j'en avais l'ambition et le désir profond. Ce n'est que le dernier article que j'ai publié juste avant de prendre ma retraite, qui m'a délivré de cette frustration.

N'ayant pas les moyens de faire la recherche que je souhaitais, elle prenait une dimension telle qu'il était exclu que je puisse l'aborder tout seul. D'autant plus

que très vite, j'ai eu la responsabilité du laboratoire qui s'est individualisé. La pluridisciplinarité a éclaté et l'initiative de N. Décourt a fait long feu. Le laboratoire a pris son identité de laboratoire d'économie, où j'étais pratiquement le seul chercheur permanent à Orléans, et où quatre chercheurs venaient une journée par semaine, dans le meilleur des cas. C'était un peu difficile.

J'ai été poussé, non par mes convictions mais plus par l'opportunité, la nécessité de dire que ce qui peut justifier le développement d'un laboratoire à Orléans est de faire de l'économie forestière – j'aurais eu le plaisir de constituer une unité d'économie solide, voire d'excellence, à Orléans. J'ai poussé, un peu de mon côté, des investigations dans le domaine de la forêt, toujours avec ce souci d'ouverture et d'analyse globale. L'économie forestière met en avant des calculs économiques, avec des taux d'actualisation qu'on applique sur la durée de vie des arbres. C'était à 100 lieues de ce que je voulais expliquer.

J'étais en contradiction avec moi-même. J'aurais souhaité développer un laboratoire d'économie forestière mais je n'étais absolument pas séduit par ses outils, qui me semblaient tout à fait inadaptés. On a bien eu quelques stagiaires, des agros, comme François Lévêque et Agnès Péguret, qui ont fait de brillantes carrières scientifiques en économie. Ils ont publié un des meilleurs livres⁹ depuis quelques années, sur l'économie du bois.

⁹ Lévêque F., Péguret A., 1988. *Forêts et industries du bois : structures et performances*. Paris, Economica.

Je n'avais peut-être pas la flamme pour pouvoir construire ce laboratoire qui, par ailleurs, m'aurait fait plaisir. Il aurait justifié ma venue à Orléans, m'aurait fait reconnaître à Orléans et m'aurait permis de sortir un peu de l'isolement dans lequel je me trouvais. Au lieu de cela, Lévêque s'est présenté au concours du département d'économie et de sociologie rurales, mais il n'a pas été pris. Cela ne correspondait pas au désir de la direction à ce moment-là. Je n'étais pas complètement convaincu par la discipline économie forestière. Cela doit avoir une certaine importance aussi.

Depuis 1982, je n'ai pratiquement plus fait de production scientifique – date à laquelle, je suis passé directeur de recherche première classe (DR1) ; j'ai donc tout de même une reconnaissance.

DANS VOTRE MÉMOIRE DE DIRECTEUR DE RECHERCHE PREMIÈRE CLASSE, VOUS AVEZ PROPOSÉ UNE RÉFLEXION THÉORIQUE SUR LA CONFECTION D'UN ATLAS SUR LA GÉOGRAPHIE AGRAIRE ET LES GRANDS MOUVEMENTS. POURRIEZ-VOUS PARLER DE CET ATLAS ?

En tant que directeur de recherche, j'ai d'abord été administrateur du centre d'Orléans. Cela m'a pris du temps, c'était lourd à gérer. C'est le moment où on a construit la cartographie des sols à Orléans, de 1980 à 1985. N'ayant pas pu faire une synthèse intellectuelle de tous ces apports de monographies variées, l'atlas était une voie, sinon de synthèse, en tout cas de rassemblement de systématisation de l'observation territoriale, au sein de la France.

Il y a longtemps que j'avais lancé l'idée de cet atlas. Plusieurs étaient déjà en

À gauche : André Brun au micro et à sa gauche Jacques Poly, Pdg de l'Inra, accueillent en 1982 Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie, au centre Inra d'Orléans pour l'inauguration du Service d'Etudes des Sols et de la Carte Pédologique de France. À droite : le ministre à la parole.

« L'initiative de l'atlas revient au secteur des sciences sociales de l'Inra. Bien placé pour percevoir le nouveau caractère stratégique de l'espace rural, il a dès 1984 engagé des moyens qui lui sont propres (crédit, personnel), convaincu le SCEES de participer et suscité la création d'un comité scientifique largement ouvert à l'université [...] Œuvre collective signée de l'Inra et du SCEES* il a été réalisé sous la direction d'André Brun (Inra), de Jean-Marie Stéphan (SCEES) et de Jean-Claude Bontron (Segesa**) et sous le contrôle d'un comité scientifique présidé par Robert Jarrige (Inra) et coprésidé par le professeur Pierre Brunet, président de la Commission de géographie rurale du Comité national français de géographie. L'atlas [quadrichromie, format 24 × 30] comprend 216 doubles pages ou planches incluant en étroite symbiose cartes, graphiques, textes et parfois photos. Ces planches, qui rassemblent, thème par thème, des milliers de données jusqu'alors dispersées, sont signées par quelque 140 auteurs, dont 54 de l'Inra. Elles décrivent et expliquent la distribution dans l'espace des phénomènes et leur évolution depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

* SCEES : Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture.
** Segesa : Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées.



À gauche : photo parue dans *La République du Centre* du 29 septembre 1989, dans un Reportage d'Isabelle Gabrion intitulé « Le Grand Atlas de la France rurale réalisé en partie à Orléans : un tour d'horizon de la France des champs et des bois ». De gauche à droite, Jean-Claude Bégon, Michel Berland (ingénieur d'études) et André Brun.

À droite : couverture du Grand Atlas de la France rurale, ouvrage publié sous la direction d'A. Brun, J.-M. Stéphan, J.-C. Bontron, en 1989 par un pool d'édition (Inra/SCEES/Jean-Pierre De Monza). Voulu et fortement soutenue par le Pdg de l'Inra, Jacques Poly, qui en signe la préface, cette publication est mise en avant par la direction de la communication de l'Inra, dans sa revue INRA mensuel (n° 41-42, janvier-février 1989, pp. 54 – 56).

cours de réalisation. J'en ai parlé à Deffontaines, pour la première fois à la fin des années 1970. Je me suis accroché à cet atlas, réalisé parfois avec des bouts de ficelles. J'étais fier d'avoir obtenu un crédit de 500 000 francs pour démarrer. On a pu mettre en place une petite équipe mais avec des contrats provisoires de trois mois, dans une soupente de l'Inra, rue de l'Université.

J'ai travaillé un peu en contrebande pour faire cet atlas. On a dépensé, finalement, beaucoup plus d'argent qu'on en aurait dépensé si on avait pu faire cela au grand jour, et soutenus.

LA CONFECTION DE CET ATLAS ÉTAIT-ELLE INTÉRESSANTE ?

J'étais absolument convaincu de faire œuvre utile. Chemin faisant, j'avais quitté un peu l'agriculture pour le rural – peut-être avant les autres. Je voulais

faire un atlas qui ne soit pas un atlas agricole, ce qui n'était pas très évident au sein de l'Inra.

Il est largement agricole mais aussi, très largement rural. Il est évident qu'il fallait que je m'appuie sur des gens de l'extérieur, notamment Jean-Claude Bontron, directeur de la SEGESA (Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées), qui avaient rassemblé le maximum de données sur le monde rural, alors qu'à l'Inra, on n'avait rien du tout.

J'avais conscience de faire œuvre utile et je voulais aller jusqu'au bout. J'ai tenu bon dans des péripéties un peu complexes, aussi bien sur le plan technique, financier que personnel. Cela a été dur. J'y ai consacré trois ans. Je venais à Paris toutes les semaines, passer deux jours pour animer cette équipe. C'était vraiment difficile mais j'ai eu quelques satisfactions quand même. Les textes

des auteurs - il y en avait 150 dans cet atlas¹⁰ - m'ont fait découvrir des sujets que j'ignorais totalement.

AVIEZ-VOUS DÉJÀ EU L'OCCASION D'EXERCER UN TRAVAIL D'ANIMATION DANS LA CONFECTION D'ŒUVRES COLLECTIVES ?

Oui, comme le *Larousse agricole*, en 1981. Ce n'était peut-être pas très important au point de vue de l'intérêt scientifique, mais c'était un moyen de diriger, de relier un certain nombre de contributions des uns et des autres. C'était l'occasion aussi de sortir de mon isolement. Toutes ces directions qui permettaient de rassembler des personnes pour leur dire : « On a tous à apporter quelque chose à une œuvre collective grand public », étaient

¹⁰ Brun A., Bontron J.C., Stéphan J.M. (dir.), 1989. *Le grand atlas de la France rurale*. Paris, de Monza, 494 p.

Août 1983, voyage d'études de la « BAF », groupe informel franco-italo-suisse, dans les Alpes du Trentin (Italie) et en Suisse.



© INRAE / Brun

une manière d'échanger avec les autres. Sur mes thèmes de recherche, j'avais pendant longtemps cherché à former une équipe. Cette équipe, on l'a eue à Dijon sous la direction de Michel Petit, puis il est parti. Je n'ai pas retrouvé ce climat intellectuel d'échange à Orléans.

Dans ces ouvertures pour faire quelque chose d'utile, j'ai toujours cette idée d'être utile (tous mes mémoires de recherche commençaient par « Il faut être utile »). Je me heurtais à R. Larrère, à D. Poupardin à l'époque, qui n'avaient rien à faire de l'utilité. Le principe de plaisir étant le seul principe qui devait guider la recherche. Ce qui n'est pas faux. Je reconnaissais la validité de leur point de vue. C'est pour cela qu'on a vécu en très bonne intelligence.

Cette ouverture vers l'utilité d'un Larousse, d'un atlas, j'étais certain de faire œuvre utile. Avec cette certitude, j'ai supporté beaucoup de choses. Le *Larousse agricole* est paru, il est beau, techniquement bien fait, scientifiquement solide. C'étaient les missions que J. Cranney m'avait confiées. Je crois les avoir bien remplies. J'en suis fier, même si je considère que je n'ai pas fait véritablement œuvre scientifique dans cet atlas. Il y a une conception d'ensemble. Je suis devenu un champion du *rewriting*. Il a fallu reprendre beaucoup de textes. C'est à la fois intéressant et un peu lourd. Ce n'est pas grand-chose à faire dans une carrière de quelqu'un qui veut produire des connaissances.

DURANT LES DERNIÈRES ANNÉES, TOUT EN RESTANT À ORLÉANS, VOUS ÊTES RATTACHÉ À LA STATION DE DIJON. CE RETOUR AUX SOURCES VOUS A-T-IL

OUVERT DE NOUVELLES PERSPECTIVES ET COMBLÉ ENFIN VOS SATISFACTIONS VIS-À-VIS DE L'ÉCONOMIE ?

J'ai eu des satisfactions en venant à Dijon, mais pas au niveau de ma quête de savoir. J'ai été satisfait de voir que le petit germe que j'avais lancé plus tôt, a réussi par des cheminements qui m'ont totalement échappé, à faire se regrouper à Dijon, une équipe d'économie spatiale. Aujourd'hui, elle correspond à un besoin certain et est scientifiquement solide, avec des jeunes éléments brillants. Je me trouvais un peu comme le grand-père de cette équipe, certainement pas le père parce qu'il s'était passé beaucoup de choses entre-temps. Je reconnais que je n'avais pas d'influence directe sur la constitution de cette équipe. Malgré tout, j'avais quand même conscience d'avoir lâché quelques germes antérieurement. C'est une satisfaction.

De plus, ce cheminement a été jalonné par des contrats européens. La maîtrise de l'anglais m'a été d'une grande force. Dans le département, peu de personnes parlent anglais. J'ai été conduit, peut-être au-delà de ce que je n'aurais souhaité, à négocier des contrats à Bruxelles, à en gérer quelques-uns. Les premiers doivent dater du début des années 1970.

J'ai donc été réintégré à Dijon dans cette équipe brillante, solide, ayant une orientation d'économie spatiale qui, globalement, me plaisait. Une équipe qui, compte tenu de son niveau et de ses ambitions, devait acquérir une dimension internationale. Ma mission à Dijon a été de tenter de donner une dimension internationale à cette équipe.

J'ai quitté maintenant l'équipe. J'ai encore deux missions que l'Inra m'a confiées, deux contrats européens que je continue à suivre, l'un en totalité et l'autre d'un peu plus loin. J'ai rassemblé des documents pour identifier tous les engagements européens des différents chercheurs à Dijon et comment tout se reliait, pour essayer de se mettre en position et faire une proposition d'un véritable projet gouverné par l'équipe de Dijon, au niveau européen et avec une grande ambition.

On a déposé ce projet l'an dernier, avec l'ensemble de l'équipe de Dijon et aussi quelques éléments de Toulouse, autour de Michel Blanc. Il n'a pas été retenu. Notre présentation n'était sans doute pas la meilleure. Cela va être repris et je ne me fais aucune illusion. Je crois avoir à peu près rempli ma mission sur l'équipe de Dijon, de l'ouvrir à une dimension européenne. Il y a des résistances – dans cette équipe d'économie spatiale, on ne parle pas assez anglais, on a une vision trop géographique des choses. En France, on dispose d'un matériel statistique d'un raffinement extrême, que nul autre pays ne possède. Nous avons des statistiques sur les 36 000 points d'une tapisserie, dans lesquelles on peut découper toutes les régions au millimètre près, ce que personne d'autre ne peut faire.

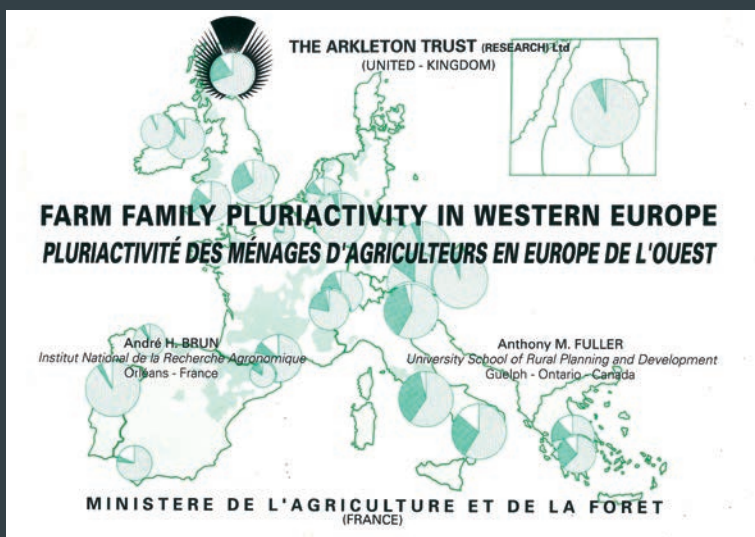
Quand on se spécialise dans ce découpage, qu'on définit des espaces extrêmement précis et qu'on fait des comparaisons de modèles – on peut en bâtir dessus –, on se trouve en complet déphasage avec ce qui se fait en Europe. La résistance que j'ai rencontrée à Dijon pour devenir européenne, c'est

À gauche : André Brun de face avec le chapeau, à droite en arrière-plan, son épouse Marcelline.

À droite : Michel Petit et, au premier plan, à droite, Marcelline Brun, épouse d'André Brun.



En juillet 1987, les chercheurs de 12 pays européens impliqués dans le projet Arkleton Trust/CEE 1987-1991 sur « La pluriactivité des familles d'agriculteurs en Europe de l'Ouest » se réunissent à Montpellier. Au centre de la photo, John Bryden (avec une cravate rouge). Au premier rang à gauche, Egizio Valceschini et Louis-Georges Soler, membres de l'équipe d'étude française.



Avec John Bryden et Antony M. Fuller en particulier, André Brun a piloté, entre 1987 et 1991, le projet Arkleton Trust/CEE 1987-1991 sur « La pluriactivité des familles d'agriculteurs en Europe de l'Ouest ». L'Inra était signataire du projet pour la France. Ce projet a consisté à étudier la pluriactivité agricole dans 24 régions choisies au sein de 12 pays européens dont 9 de la Communauté Européenne. Il visait à analyser les évolutions et les modalités d'ajustement, entre 1987 et 1991 (1981 - 1987 par rétrospective), des ménages et des exploitations agricoles aux changements du contexte social, économique et politique de l'Europe de l'Ouest, en particulier la réforme de la PAC. Ont été enquêtés 300 ménages par zone d'étude. Il s'agissait En France, de la Picardie, de la Savoie et du Languedoc. En 1990, dans une note* intitulée « Europe et développement rural », André Brun explique pourquoi il est important pour l'Inra de participer à cet ambitieux projet européen.

« L'échéance du marché unique européen et les problèmes de la réforme de la politique agricole commune de la CEE sont pour une part à l'origine du grand nombre de rencontres, séminaires, colloques, communications ayant pour objet explicite ou implicite l'évolution rurale. Pour autant que je puisse en juger, La France, et particulièrement l'INRA, est relativement peu présente dans ces lieux internationaux, où, à défaut d'une problématique claire de recherche dans ce domaine, s'échange des idées, des informations, des argumentaires souvent très construits sur l'évolution de monde rural, sur les problèmes de gestion du territoire et sur l'articulation de cette évolution et de ces problèmes avec la politique et les marchés agricoles. (...) Dans la perspective européenne de 1993, que nous ne pouvons ignorer, mais aussi pour des raisons purement scientifiques, il convient de s'ouvrir aux débats et discussions internationaux qui existent et surtout aux comparaisons internationales. »

*André Brun, « Europe et développement rural », INRA - Laboratoire ESR d'Orléans, Note ronéotypée, 4 p.

dire : « On va perdre notre savoir-faire. » Notre qualité, c'est cela. On sait maîtriser Mirabel à l'Insee. Dans des colloques internationaux, les chercheurs sont un peu dérouterés.

Cela anime des résistances mais je crois que c'est en bonne voie. Les jeunes chercheurs, les jeunes thésards savent bien qu'ils ne pourront pas développer leur carrière scientifique, s'ils le souhaitent, en restant dans l'Hexagone. Cela me paraît évident. J'avais une position forte pour les bousculer un peu. Je ne sais pas si j'y suis vraiment parvenu, mais je le crois - depuis un an, ils sont plusieurs à faire des immersions intensives d'anglais.

VOTRE TRAJECTOIRE MONTRE DES RUPTURES, DES ALLERS-RETOURS, DES RENCONTRES AVEC NOMBRE DE PERSONNES DIFFÉRENTES. VOUS AVEZ ÉTÉ L'HOMME DE L'OUVERTURE ET DES RENCONTRES.

Je crois que c'est vrai. Il y a aussi les découvertes intellectuelles les plus récentes. Dans cette dernière phase, où malgré tout, je n'allais à Dijon que très peu, j'étais assez solide. J'ai toujours été marginal et solitaire, finalement, dans mon chemin. On faisait des petits ateliers à Dijon, parfois j'y présentais mes lectures, c'était l'occasion d'échanges. J'ai trouvé dans mes lectures les plus récentes, des objets de satisfaction incontestable, que je n'avais jamais trouvés avant. Au fond, je suis un peu un contrebandier de l'économie. Je veux comprendre mais je veux toujours



André Brun et John Bryden avec un participant écossais, en 1989, lors d'un meeting du projet Arkleton Trust en Ecosse.



Lors du meeting de Montpellier du projet Arkleton Trust, en juillet 1987, les participants sont en villégiature à Sète. De gauche à droite, Anthony M. Fuller (en chemise rouge), John Bryden (en chemise kaki) et François Bel (en chemise à carreaux).

élargir, au point que la science économique disparaît. Elle n'est plus dure, elle devient molle, philosophique, sociologique, ethnologique.

Louis Dumont était un grand penseur qui m'a marqué. Il a rendu crédible scientifiquement le fait que l'économie soit une idéologie. Son livre *Homo Aequalis* après son livre *Homo hierarchicus* sur l'Inde, est à mon sens, magistral. Il me permet d'affronter nos purs et durs économistes d'aujourd'hui, en leur disant qu'ils sont largement idéologues. Il a nourri la pensée de Bernard Perret – ancien administrateur à l'Insee – et Guy Roustang, qui ont écrit un livre, en 1993, qui m'a passionné : *L'économie contre la société*. Là, je retrouve aussi mes convictions profondes, qu'en flattant la consommation, en faisant preuve d'un grand désir de croissance, de production, de compétitivité, finalement, on détruit la branche sur laquelle on est assis.

Ce livre de Perret et Roustang est largement centré sur les problèmes de la société d'aujourd'hui – chômage, exclusion, etc. Cela me passionne, je me sens en *alter ego* avec cela. Comment, finalement, on meurt un peu d'individualisme et d'abandon de l'esprit civique de la vie collective. Pour résoudre ce problème, on n'a pas d'autres solutions que de proposer aux gens de consommer davantage, et cela développe davantage d'individualisme. Il y a une contradiction interne qu'il faut casser, briser.

C'est ce à quoi je me suis attaché, dans ma pensée solitaire, depuis quelques années. Ce qui a débouché sur cet article

sur la citoyenneté : citoyenneté, individualisme, coopération et lien local¹¹. Cela a aussi débouché sur mon élection, en 1995, comme maire d'une petite commune, Vitry-aux-Loges où se trouve ma maison, « La Cigogne », située au cœur de la forêt d'Orléans.

DEPUIS LE DÉBUT DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS MONTREZ UNE FOI EXTRAORDINAIRE EN L'ÉCONOMIE COMME MAÎTRE MOT DE LA SOCIÉTÉ. AVEC LA MONTÉE DU CHÔMAGE ET LES DÉRÈGLEMENTS QUI EXISTENT, VOUS APERCEVEZ QUE L'ÉCONOMIE N'A PAS SATISFAIT ENTIÈREMENT VOTRE ATTENTE ET QUE, PEUT-ÊTRE, D'AUTRES SAVOIRS PLUS LARGES SONT NÉCESSAIRES POUR MIEUX COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT SOCIAL. ON DIRAIT QU'EN MÊME TEMPS QUE VOUS CONTINUEZ DE GARDER CETTE FOI ENVERS L'ÉCONOMIE, VOUS LA FUYEZ. POURRIEZ-VOUS PRÉCISER ?

Oui, je peux commenter. D'abord, à la suite de Perret et Roustang, j'emploie deux mots maintenant : l'économie et l'économique. L'économie, c'est la société et la manière dont elle gère l'aspect matériel de son existence. L'économique, c'est une science, *economics*. La relation entre les deux est extrêmement passionnante. Ce qui me passionne, c'est l'économie, ce n'est pas

¹¹ Brun A., 1995. Citoyenneté, individualisme, coopération et lien local. *Économie rurale*, Programme national Persée, 229(1):11-16, <DOI> 10.3406/ecoru.1995.4752>.

l'économique. À la recherche de l'économique pour comprendre l'économie, je n'y suis pas véritablement parvenu. J'ai constamment élargi et maintenant, mon économie est aussi large que l'économie marxiste. René Girard, un de mes penseurs préférés, n'est pas un économiste.

J'ai très vite senti, et je n'ai peut-être pas toujours su dénoncer, à quel point l'économie est conditionnée et maîtrisée par l'économique, alors que l'économique est sensée, à son départ, décrire et comprendre l'économie. Il y a un effet en retour monumental, considérable, et contre lequel je m'insurge. Je ne glorifie pas l'économique comme science. Jamais. J'ai toujours été un franc-tireur. Je suis à la recherche, et je pense que c'est possible, d'outils de connaissance qui nous permettent de prendre des décisions économiques en connaissance de cause.

Avec Perret et Roustang, je refuse totalement que les économistes aient le pouvoir sur l'économie. Ils apportent un éclairage mais ils n'ont pas la seule vision qu'on puisse avoir sur l'économie. Ce qui m'intéresse, c'est l'économie, et non l'économique, je veux la saisir dans toute sa globalité. La compétition existe.

CETTE POSITION À LAQUELLE VOUS ARRIVEZ MAINTENANT, VOUS POSE-T-ELLE DES PROBLÈMES QUANT AU DEVENIR DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE À L'INRA ?

Si j'étais en position de responsabilité par rapport au département tel qu'il existe, ma première tâche serait de faire reconnaître aux jeunes chercheurs brillants qu'on a des énergies et des intelligences nombreuses dans ce département mais qui sont très



Au meeting de l'Arkleton Trust de Montpellier, en juillet 1987, côte à côte André Brun et Louis-Georges Soler.

prisonnières de leurs outils. La vocation à l'Inra d'un département Économie, et Sciences sociales plus généralement, n'est pas d'être des spécialistes des outils mais des spécialistes de réflexions sur les objectifs que la société doit se donner en matière d'économie. C'est tout à fait différent. Surtout, je voudrais détruire cette prétention que les outils dont on dispose et qui se développent aujourd'hui, sont les moyens de maîtriser l'économie, ou sont les meilleurs moyens de lui donner des directives.

Pour cela, les jeunes chercheurs brillants sont très ouverts. Ils sont parfois un peu prisonniers de leurs outils – ils sont de bons spécialistes d'outils que je ne maîtrise pas. Je les crois aussi très ouverts sur l'insuffisance de ces outils, sur le besoin de s'ouvrir et de reconnaître scientifiquement - comme les démarches que j'ai faites. Ce n'est pas de l'autojustification. En relisant mon mémoire de recherche de DR1, j'ai l'impression que beaucoup de jeunes chercheurs pourraient y trouver des réflexions utiles. Ils en auraient besoin. Je crois en cet esprit d'ouverture, fondamentalement, ces jeunes le perdent à cause de la manière dont ils sont jugés. Ce souci d'excellence dans une discipline qui s'effrite - l'économie s'effrite, elle est de moins en moins capable de répondre aux problèmes que se pose la société. Ne la glorifions pas. Remettons-la en cause au lieu de la conforter dans ses éléments durs. Voilà comment je réagis par rapport à une mission dans le département.

Cela ne surprend pas. On a des divergences sur beaucoup de points mais pas sur celui-là. Dans quelle direction aller ? J'ai appris la dialectique sur le terrain, un peu dans les livres aussi. Le souci d'excellence est légitime. Louis Dumont est un homme excellent.

MAINTENANT QUE VOUS ÊTES À LA RETRAITE, AVEC DE NOUVELLES FONCTIONS EN TANT QUE MAIRE D'UN PETIT VILLAGE, CONCRÉTISEZ-VOUS CERTAINS ASPECTS QUE VOUS AVEZ DÉCOUVERTS OU APPROFONDIS PENDANT VOTRE VIE PROFESSIONNELLE ? POURRIEZ-VOUS EN PARLER ?

Oui. C'est une sorte de passage de la théorie à la pratique. C'est comme cela

que je le vis. De toute façon, la contradiction n'est jamais résolue. Le mouvement et l'action ne résultent pas de la contradiction. Ce n'est donc pas une synthèse paisible mais c'est une synthèse quand même.

Je suis maire depuis le mois de juin dernier de Vitry-aux-Loges, avec 1 600 habitants, et un budget de fonctionnement de 5,5 millions de francs. Dans l'action, on est obligés de composer. Ce que je découvre est passionnant, ce sont des frustrations qui trouvent à se combler. J'ai quand même été un peu frustré de rapports humains dans ma solitude orléanaise, au moins dans les dernières années. On est au cœur de tous les problèmes humains, on fait la queue au bureau du maire pour raconter toutes ses misères.

Aussi, le contact avec les ingénieurs de l'équipement, les maires des communes voisines, la mise en place des politiques de pays. C'est passionnant ! C'est un poste d'observation extraordinaire. Il faudrait pouvoir faire cela et être suffisamment maître de cette situation pour le matin, s'en occuper, et l'après-midi, en faire la philosophie. J'aurais beaucoup de choses à dire, je crois, qui seraient très utiles à ceux qui analysent le milieu rural. Je pense que c'est excellent. J'ai cette position d'être à la fois chercheur et responsable.

C'est une synthèse dans la mesure où, être maire, c'est être leader de deux équipes. Il y a les employés municipaux d'un côté et les conseillers municipaux de l'autre. Nous sommes 19. Vendredi prochain, on va examiner l'orientation pour les cinq ans à venir et le vote du budget primitif de l'année 1996. Ma tâche est essentiellement une tâche de pédagogue. Il faut que je maîtrise intellectuellement les finances communales, ce qui n'est pas si simple. Cela commence à venir. La première année est dure !

Ensuite, je veux dépasser la discussion ligne à ligne, en aveugle, d'un budget sans avoir de vision d'ensemble. Toujours l'ensemble et la partie. Je veux donner à tous les conseillers municipaux, la capacité de pouvoir faire des choix - de pouvoir comparer la bordure de trottoir qu'on va faire ou l'initiative qu'on va prendre pour des jeunes, l'un pesant sur le budget de l'investissement,

l'autre sur le budget de fonctionnement. Il faut qu'ils maîtrisent tous, intellectuellement, la manière dont fonctionne la section fonctionnement et comment elle communique avec la section investissement. Ce n'est pas simple. Les conseillers municipaux n'ont pas tous reçu d'enseignement, d'éducation supérieure. Je risque de passer un peu pour un professeur, un intellectuel.

VOUS AVEZ UN TERRAIN PRIVILÉGIÉ OÙ VOUS RETROUVEZ VOS CONSULTATIONS DÉMOGRAPHIQUES, VOUS VOYEZ LES RELATIONS D'UNE POPULATION LOCALE AVEC SON TERRITOIRE. EST-CE UN ABOUTISSEMENT LOGIQUE D'UNE CARRIÈRE DONT VOUS RÉVIEZ ?

Oui, tout à fait. Le dernier article sur la citoyenneté est, en quelque sorte, la théorisation de ce que je suis en train de faire. Il y a une certaine satisfaction. Je peux, avec plus d'autorité qu'un autre, dire que Vitry-aux-Loges est dans la troisième couronne orléanaise et parisienne. De toute façon, il y a un potentiel de développement, peut-être lent. On n'a pas les mêmes problèmes que dans l'Yonne, qui n'est pas si loin. Par conséquent, cela me permet de cadrer un peu les perspectives de développement dans un village comme Vitry-aux-Loges. Là, je suis assez bien reconnu et j'ai une certaine assurance.

AVEZ-VOUS FAIT DES ÉTUDES DE PROSPECTIVE ?

J'ai participé au groupe de prospective des espaces ruraux de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), mis en place à la fin des années 1980 et dirigé par Bernard Kayser. J'ai été cosignataire d'un livre¹². C'est encore cette fonction de prospective de quelqu'un qui, même s'il n'a pas toujours eu tous les outils et s'il n'a pas toujours tout compris, est assez bien placé pour saisir les tendances lourdes et moins lourdes, les conflits, leur résolution, surtout quand il n'est pas prisonnier d'une logique linéaire. Je crois que c'est mon cas.

¹² Kayser B., Brun A., Cavaillès J., Lacombe P., 1994. *Pour une ruralité choisie*. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Cela m'a passionné. Depuis le début, je voulais faire de la prospective et de l'aménagement du territoire. En 1962 ou 1963, une petite note de Pierre Mathal signalait que l'Inra ne s'occupait pas d'aménagement du territoire, alors que cela me passionnait. En fin de carrière, pendant trois ou quatre ans, j'ai donc mené cette activité dans le rôle de prospectif des espaces ruraux, où se trouvaient également Philippe Lacombe Jean Cavailhès et quelques autres.

Ce n'est pas une production scientifique, c'est une mise en commun d'idées de personnes ayant une certaine expérience. Et un don de plume que, notamment Bernard Kayser, a tout à fait. Même si cela n'a pas vraiment apporté de connaissances, cela nous a permis de financer, puisqu'il y avait un budget à la clé, un certain nombre de recherches nouvelles assez intéressantes, bien ciblées – sur la manière dont les cadres sont satisfaits ou non d'habiter en milieu rural, sur le mouvement des étrangers en France.

AURIEZ-VOUS DES CONSEILS À DONNER À UN JEUNE QUI ARRIVERAIT ACTUELLEMENT À L'INRA ?

Lisez Louis Dumont, Claude Jessua ! Lisez les mémoires des anciens chercheurs, on a un message à transmettre. Ceux qui, comme dans les sciences techniques, veulent faire table rase du passé, font complètement fausse route. Avec R. Larrère, on allait chercher des auteurs fort anciens, jusque vers 1850. Maintenant, cela ne se fait plus.

Dans les publications actuelles, la référence à un texte qui date de plus de cinq ans n'a plus de sens. Je vis cela comme un triomphalisme scientifique qui sera démodé très vite. C'est mon sentiment. Dans nos disciplines, je trouve que les échecs de l'économie sont tels qu'on ne va pas continuer à se contenter d'être de bons économistes purs et durs. Cela ne va pas durer, cela va casser. Si on peut l'anticiper, moi qui suis plutôt lanceur d'idées que finisseur, je dirais : « Lisez Louis Dumont ! » mais il y en a bien d'autres.

Je conseille aux jeunes de ne pas être triomphants, tout en étant bons. Ne fonctionnez pas avec des tiroirs - avec votre tiroir scientifique, que vous



© INRAE / Brun

André Brun, en 2004, à l'occasion de la réfection des locaux de la délégation du Loiret du Secours Catholique à Orléans. Il en a été le président pendant 5 ans. Il est ici entouré aux deux extrêmes, à gauche par Serge Grouard (Maire d'Orléans à l'époque) et à droite par Eric Dolige (Sénateur du Loiret).

fermerez ensuite pour vous interroger en conscience sur la vie, la société, l'amour, la mort. Non, cultivez l'unité intérieure.

Ce sont des conseils qu'on peut comprendre mais cela ne donne pas une pratique scientifique.

C'est l'unité individuelle de l'individu qui m'intéressait. Je vois trop bien que lorsqu'on façonne dans un cadre institutionnel, dans le cadre de tel laboratoire, on est prisonniers, on est poussés à actionner un tiroir plutôt qu'un autre.

Je crois qu'il y a nombre de domaines où la recherche organisée en laboratoire, la division du travail internationale dans le domaine de la recherche, de l'observation, de la maîtrise des données, me paraît tout à fait excellente. « Il n'y a de sens que du mesurable », j'en reviens à Bergman. Ne nous limitons pas à cela, sinon on est sûrs de ne pas comprendre.

Je suis persuadé qu'on a tous, notamment les plus jeunes d'entre nous, une soif de comprendre et de connaître, au-delà du modèle économétrique qu'on est en train d'écrire. Je leur dirais : « Ne faites pas deux poids deux mesures. Soyez exigeants sur les questions fondamentales qui se posent à la société et pas seulement sur l'homoscédasticité de votre modèle ». J'ai l'impression de prêcher un peu dans le vide.

Je dirais quand même : « Relisez de bons auteurs ». Ne faisons pas du passé, table rase. Cette espèce de triomphalisme de la pensée moderne, c'est déjà trop tard. C'est fini dans ma tête.

Je suis frappé par le côté périssable des œuvres qui sont sorties de ce département de recherche : après vingt ans, ou peut-être moins, on n'en entend plus parler.

Le triomphalisme est plus fort en France, notamment dans nos disciplines. Il est très largement diffusé dans l'ensemble du milieu des économistes internationaux, moins qu'en France. Je pense qu'il doit y avoir une régulation. Je pense que ce triomphalisme est mauvais et que, par conséquent, il faut le combattre sans l'annuler. Il faut aussi avoir une excellence. Pour opérer cette régulation, il faut sortir de France. C'est vrai dans beaucoup de domaines – politiques économiques, réflexion sur le chômage, sur la sécurité sociale.

Je conseillerais aux jeunes de sortir de France, avec le souci de ne pas y aller uniquement pour voir de grands spécialistes mais pour négocier un contrat à Bruxelles sur l'exclusion ou le chômage dans le milieu rural.

LE FAIT QUE NOTRE INSTITUT S'INTÉRESSE À DES PROBLÈMES QUI SOUVENT N'ONT PLUS GRAND-CHOSE À VOIR AVEC L'AGRONOMIE RISQUE-T-IL DE POSER UNE CRISE D'IDENTITÉ ?

Il y a longtemps qu'elle est posée. En 1980, dans *Agriculture et administration de l'espace*¹³, je faisais déjà le procès des agronomes qui n'existent plus. C'était déjà joué à l'époque. L'homme biologiste

¹³ André Brun, *Agriculture et administration de l'espace*. Quelques pistes de recherches, INRA Orléans, Doc 80/3, 38 p.



À l'arboretum des Barres à Nogent-sur-Vernisson dans le Loiret, de Barrès en 1998. Trois anciens chercheurs de l'Inra, de gauche à droite : Michel Petit et une amie, André Brun, Jean-François Lacaze et son épouse, Marcelline Brun.

appliqué à l'agriculture de synthèse, je ne sais pas s'il y en a encore un seul à l'Inra. J'ai du mal à porter un jugement sur le domaine des sciences biologiques. Je trouve que c'est dommage. Il y a des savoir-faire, il y a cette capacité de synthèse que réclamait Jacques Poly avant nos dirigeants actuels. Elle est fondamentale. Dans toute mon attitude intellectuelle, il y a une ligne conductrice - cette ouverture englobant la nécessité d'être de plus en plus large dans sa vision et, en même temps, d'être exigeant intellectuellement.

Je ne sais pas si cela est possible dans les sciences biologiques. Je le regrette. Les travaux de terrain que j'ai faits avec Deffontaines ou Osty, ont été pour moi, des facteurs de compréhension en profondeur, que ne me donnera jamais un biologiste moléculaire.

AU DÉBUT DE VOTRE CARRIÈRE, VOUS VOULIEZ ESSAYER DE SAUVER CE QUI POUVAIT ENCORE L'ÊTRE, CERTAINES SOCIÉTÉS RURALES. MAINTENANT, LE STADE DE DÉCOMPOSITION EST SI AVANCÉ QU'ON NE PEUT PLUS ENVISAGER CELA DE LA MÊME FAÇON. POUR NOTRE INSTITUT, IL Y A UN PEUT-ÊTRE UN PROBLÈME D'IDENTITÉ ?

Il faut reconstruire mais sur quelle base ? Je le fais au niveau des sociétés rurales. Dans ma tâche de maire, j'essaie de reconstruire des solidarités locales, une intelligence des situations et de la durée. Il faudrait mettre la puissance des outils modernes au service de la durée, pour avoir une vision.

POURRIEZ-VOUS APPORTER QUELQUES PRÉCISIONS CONCERNANT LES INSTRUMENTS ?

Ne soyons pas l'esclave des instruments. J'ai mentionné Séverac, Louis Dumont, Perret, Roustang, Girard, sans développer.

Robert Reich¹⁴, secrétaire d'État au Travail du gouvernement de Bill Clinton (de 1992 à 1997), a écrit un livre sur la mondialisation de l'économie. Voilà un auteur que les jeunes économistes devraient lire. Cette globalisation et cette cérébralisation de l'économie, cette dématérialisation, tout ce qui touche à l'économie de l'immatériel constitue une bonne réflexion. C'est un

¹⁴ Reich R., 1993. *L'économie mondialisée*. Malakoff, Dunod.

économiste au sens de la science économique. Par conséquent, il sait plus écouter qu'un socio-économiste, comme je peux l'être. Il fait une description de l'évolution de la société américaine sous l'effet de cette dématérialisation, de cette globalisation, et les conséquences qu'il en tire au niveau social.

Il y a là, les germes de quelque chose de tout à fait important. C'est un diagnostic qu'il reste à faire et surtout, à en mesurer les conséquences, du fait que l'Occident n'est plus maître dans le monde des techniques. Par conséquent, s'il veut garder un rôle dominant, il ne peut le faire que par une sur-éducation en quelque sorte, qui n'est pas accessible à tout le monde. Ce qui va créer un écart plus grand avec les masses peu cultivées ou pauvres au sein de nos propres sociétés. C'est tout le problème de l'exclusion qui se trouve impliqué.

Son diagnostic est tout à fait intéressant. Il conclut au niveau de l'action : « On va créer tellement de richesses qu'il faudra qu'on fasse une répartition différente. On aura des ressources. On va demander à ceux qui sont riches, qui peuvent gagner des sommes fabuleuses comme Bill Gates à partir de la maîtrise de l'information et de la dématérialisation, les sacrifices qu'il faut pour que les pauvres deviennent riches ».

Je trouve que la réflexion est bien menée. Il y a d'autres livres de ce genre, comme *L'utile et le futile*, de Charles Goldfinger, qui est intéressant également.



La Société des Amis de la Forêt d'Orléans (SAFO) rend hommage, peu après son décès, à André Brun qui fut un de ses membres en publiant cette photo dans sa revue *Forêt voisine*, n° 3 - printemps 2009.

ENTRETIEN AVEC MARCELLINE BRUN (AVRIL-MAI 2021)

La scolarité d'André dans le secondaire s'est déroulée au Lycée de Saint Cloud, suivie de la « Prépa » à l'Agro : deux ans au Lycée Saint-Louis, puis une année au Lycée Chaptal, d'où il a été admis dans la promotion 1955 de l'INA Paris.

Ses activités extra-scolaires ont été marquées par le scoutisme (mais peu de temps : sport limité par une primo-infection pulmonaire sévère). L'enseignement de la musique a tenu une place non négligeable : encouragé au piano par sa mère, Marthe, devenue dessinatrice de mode après la mort de ses deux frères (pilotes de guerre lors de la guerre de 1914-18), mais aussi « pianiste confirmée ». Le temps libre restant lui permettait de rejoindre un groupe de J.E.C (Jeunesse Etudiante Chrétienne) et de jouer au bridge, souvent en famille.

Etudiant, André a toujours fait partie de groupes de jeunes, souvent catholiques : ainsi, après la J.E.C., il a rejoint le « Groupe catho » de sa promotion à l'INA Paris, et a aussi participé à la Chorale paroissiale de Bourg-la-Reine (dernier lieu de résidence de ses parents avant la retraite). Avec d'autres amis, il a été à la découverte de coins de France, pas vraiment touristiques...et a encadré de petits groupes de jeunes ouvriers, invités en Italie (via la Famille Rurale probablement).

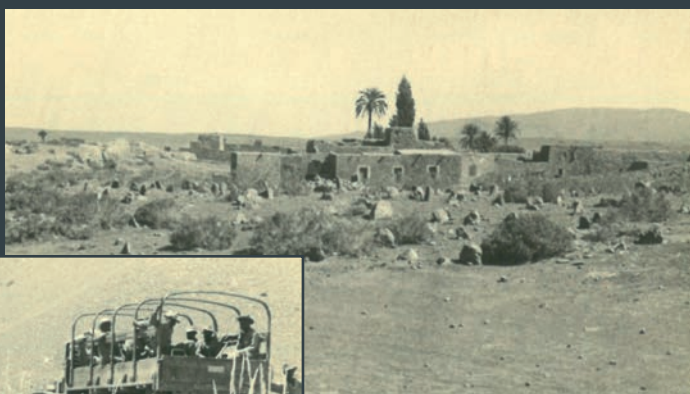
Il a fait son service militaire, d'octobre 1959 à mars 1961, d'abord en Algérie, après être passé par l'École des Sous-Officiers de Saint-Maixent comme aspirant, et avoir souhaité aller dans une S.A.S*. André a été nommé sous-lieutenant dans une Compagnie de blindés, à la frontière de l'Algérie et du Maroc (à hauteur de Mèchéria). Cette unité était chargée de surveiller, de nuit, cette zone de barbelés électrifiés que les fellagas tentaient de franchir avec des armes, en des lieux chaque fois inattendus. Tension inévitable qu'un des appelés à cette même surveillance a très mal supportée (il a été envoyé en centre de repos, d'où de nombreux échanges de lettres entre eux, pendant de longs mois ou années). Mais André n'a pas eu à effectuer tout son service sur cette frontière, à la fin d'une permission, il a appris qu'il était nommé, (pour les 6 ou 8 mois restants), comme « orienteur », d'aiguilleur des recrues avant leur incorporation, dans un centre de sélection à Auch (Gers), qu'il a vécu comme un travail passionnant. J'ai retrouvé quelques pages de notes d'André sur la Guerre d'Algérie (deux articles du journaliste du Monde, Philippe Martenay (« L'Algérie future » en juillet 1959 et « Que faire en Algérie ? » en novembre 1960), où il a tenté de tirer sa propre position sur le sujet. Très vite il a suivi la direction inspirée par de Gaulle avec les accords d'Evian.

J'ai connu André à son retour d'Algérie où j'étais allée moi-même, juste après ma licence d'Anglais, pour une année, comme « ASSRA » (Adjointe sanitaire sociale rurale auxiliaire) dans le cadre d'une « E.M.S.I » (Equipe médico-sociale itinérante). Nous nous sommes mariés le 22 Novembre 1961, après son retour d'Algérie. En 1963, est né notre premier enfant, nous en avons eu cinq au total (le dernier est né en 1970). Il leur a fait découvrir l'environnement forestier de notre maison dénommée Cigogne, située en pleine forêt d'Orléans, et les a familiarisés avec le ski dans le Beaufortain.

Pour ce qui est de ses goûts littéraires, je pense aux poètes Péguy, et plus tard Aragon. Et j'ai noté sur ses étagères, François Perroux, « La coexistence pacifique », et aussi René Dumont. Mais il a beaucoup lu, je pense à Victor Hugo, « Les Misérables », à Proust et bien d'autres.

*NDLR : Section administrative spécialisée, unité de l'armée française durant la guerre d'Algérie, de 1955 à 1962.

Photo probablement prise par André Brun lors de son service militaire en Algérie en 1959 et 1960 et légendée par lui : « Le village de Chellala et son cimetière (devant).



© INRAE/Brann

Photo probablement prise par André Brun lors de son service militaire en Algérie en 1959 et 1960 et légendée par lui : « L'alfa – le FM et le GMC** pause déjeuner. Le FM*** est en batterie pour la photo ».

* Est désigné ainsi le fusil, de la marque tchécoslovaque « Alpha ».
 ** Camion de transport de troupes de marque américaine.
 *** Fusil mitrailleur.

AVERTISSEMENT DE LA RÉDACTION

En complément du témoignage d'André Brun, nous publions ici l'intégralité du « Mémoire de recherches¹ », partie majeure de son « Dossier de candidature au concours de directeur de recherche » daté de décembre 1982. En revanche ne sont pas reproduits le Curriculum vitae, la Liste des publications et l'Avant-propos. André Brun est alors Maître André Brun est alors maître de recherches et dirige le Laboratoire d'Economie et de sociologie rurales d'Orléans, il est aussi Administrateur du Centre de recherche Inra d'Orléans. À cette date, sa carrière à l'Inra est loin d'être à son terme, mais comme il l'écrit lui-même dans son témoignage, à partir de cette date il n'a pratiquement plus eu de production scientifique propre.

DOSSIER DE CANDIDATURE AU CONCOURS DE DIRECTEUR DE RECHERCHE

André Brun – Décembre 1982

« L'étude d'un régime agraire pris à part, sera toujours impuissante à fournir la clé de ce régime même ; seule la comparaison méthodique des divers régimes nous permettra un jour, en les expliquant tous, de les expliquer un par un. » Marc Bloch

UNE PREMIÈRE PHASE TRÈS QUANTITATIVE : UN MODÈLE SOCIODÉMOGRAPHIQUE ET SES PROLONGEMENTS

La création du Département d'Economie Rurale à l'INRA se situe dans une période de transformations profondes et rapides du secteur agricole. Assez unanimes, les économistes ruraux, progressivement formés, vont s'affirmer, en refusant à l'économie rurale une spécificité tenant au caractère biologique de la production ; ils justifieront la ruine du métier artisanal de l'agriculteur par l'existence d'un progrès technique entraînant, dans la logique d'une recherche de productivité maximale, le démembrement de exploitation agricole traditionnelle et la subordination croissante et directe de l'agriculture au capital industriel agro-alimentaire. On le sait aujourd'hui, ces analyses ont été trop radicales, cédant à la séduction intellectuelle qu'opéraient les schémas néoclassiques ou marxistes sur des agronomes découvrant la science économique dans une période de progrès technique rapide.

Parallèlement, l'exode agricole, auquel quelques études approfondies sont consacrées à l'INED et à l'INSEE, est considéré comme la conséquence et la condition de la modernisation de l'agriculture, de la parité des revenus agricoles, bref une manifestation du « progrès », ce qui allait à l'encontre des idées reçues et entretenues depuis plus d'un siècle au cours duquel le dépeuplement des campagnes avait été freiné par des pratiques protectionnistes.

LE MODÈLE

Mes premiers travaux ont porté sur la description de cet exode. Partant alors d'une idée avancée par les Néerlandais (Maris) que m'avait présentée D. Bergmann, je me suis attaché à cette question en mettant au point par des travaux très localisés (1961, 1963, 1966) puis en appliquant à l'ensemble de la France, grâce à l'enquête de 1963 dirigée par C. Laurent, ce qu'on a vulgarisé par la suite sous le nom d'analyse successorale².

Cette idée simple consistait essentiellement à étudier la stabilité de la relation entre les générations d'actifs agricoles au niveau de l'exploitation et de ce fait au niveau d'un lieu et d'une quantité d'espace donnée. C'était jeter un pont entre l'analyse démographique en agriculture, telle qu'elle était habituellement conduite et les structures de production agricole dont l'analyse se trouvait ainsi renouvelée. Cela permettait à la fois de préciser par un regard sur

¹ NDLR : La forme des références bibliographiques est celle du document d'origine.

² « Perspectives de remplacement des chefs d'exploitation agricole », Stat. Ag. Suppl. Série Etudes n° 28 – Paris 1967, 81 p. (avec la collaboration de C. Laurent)

le passé récent les conditions du départ des jeunes hors de l'agriculture, de prévoir – à partir de leurs situations actuelles dans les exploitations – l'importance des départs dans l'avenir, de relier ces perspectives d'exode agricole aux transferts de propriété et d'usage de la terre, et par là d'asseoir des perspectives de restructuration des exploitations.

Malgré les simplifications sur lesquelles reposait le « modèle », simplifications partiellement justifiées par des travaux localisés et partiellement remises en cause par des travaux entrepris ultérieurement, cette approche de l'exode agricole et de ses conséquences, démographiques et foncières s'est révélée féconde d'une double manière : Le rôle nouveau accordé à l'exploitation agricole et aux structures familiales pour caractériser les éléments d'une population a permis de mieux fonder et cerner les inerties démographiques que les régularités ou tendances statistiques mises en évidence par les démographes qui utilisaient essentiellement des taux de départ par génération. C'est ainsi que des perspectives à 15 ans ont été faites (1963-1978). La diminution du nombre d'exploitations a en fait été un peu moins rapide que prévu.

L'écart est particulièrement élevé pour le Languedoc, la Franche – Comté et Rhône – Alpes, régions où la double activité est particulièrement développée. J'avais d'ailleurs tout à fait conscience que la double activité constituait un mode d'ajustement dont l'analyse successorale rendait mal compte, c'est pourquoi d'ailleurs je me suis attaché à l'étudier (voir plus loin).

Quoi qu'il en soit, cette approche permettait de fonder une critique sérieuse des schémas de désintégration de l'exploitation familiale et de généralisation d'une industrialisation de la production, thèse qui prévalait alors.

Les travaux de démographie que j'ai ainsi menés ont joué le rôle d'un diagnostic dont la valeur reposait sur la force du lien entre les paysans, leur profession et leur terre.

Notons ici que j'avais pendant la même période entrepris des travaux ponctuels sur l'évolution des salariés de grande culture et sur les stratégies patronales à leur égard. Sans m'étendre ici sur les résultats de ces travaux, prolongés par une autre équipe dans une problématique élargie à l'évolution des systèmes de production en région de grande culture³, il vaut de noter que la mise en évidence des modalités de rétraction du salariat agricole dans les zones les plus susceptibles d'échapper à la petite production artisanale constituait un argument supplémentaire en faveur de la généralisation des hypothèses de l'analyse successorale.

L'intérêt de cette approche sociodémographique de l'exode agricole tenait aussi au lien qu'elle permettait d'établir entre mouvement des hommes et mobilisation des terres. L'exode agricole est aussi exode de la propriété foncière par le jeu des successions. Un mouvement inverse de réappropriation par le jeu du marché foncier compensait globalement cette désappropriation. C'est ce que signifie la constance globale des superficies en faire valoir direct. Ce processus que l'analyse successorale et l'analyse du marché foncier m'ont permis d'examiner modifiait très considérablement les rapports entre la propriété et l'exploitation.

Tout d'abord le nombre des propriétaires fonciers diminuait fort peu ou se maintenait alors que le nombre des exploitants diminuait rapidement. On voit ainsi se développer une « petite propriété foncière » de non agriculteurs, notamment dans les régions où le faire valoir direct était dominant, en même temps que la grande propriété bailleuse des zones de fermage voyait ses prérogatives et son importance diminuer. Ce processus a conduit à une modification radicale de la composition et du rôle social des propriétaires fonciers. En même temps la carte des modes de faire valoir se modifiait d'une manière tout à fait cohérente avec les hypothèses de l'analyse successorale. Cette cohérence a été établie dans une étude de l'évolution des modes de faire valoir s'appliquant sur les données françaises départementales mais aussi sur des données étrangères.

Le processus de désappropriation-réappropriation analysé, ayant des conséquences variées suivant les régions, sur les rapports entre propriété et exploitation, présente une généralité telle qu'il faut l'attribuer au processus de croissance économique des pays industrialisés occidentaux et non à l'effet d'une politique nationale. C'est une des conséquences de l'exode agricole dans un contexte de propriété individuelle et absolue de la terre, de protection des fermiers et de hausse continue du prix des terres.

L'émergence d'une classe de petits propriétaires fonciers non agriculteurs ou agriculteurs en sursis, notamment dans les zones où les conditions naturelles sont peu favorables à la productivité de l'agriculture, et où le faire valoir direct était la norme, constitue une clé de lecture essentielle dans ces régions qui apparaissent aujourd'hui comme un enjeu nouveau tant du point de vue agricole que touristique. Celui-ci est constitutif des « blocages » fonciers que l'on observe surtout dans ces régions. Il est la raison de la mise en place par les pouvoirs publics d'une politique d'encadrement de la propriété foncière nouvelle et spécialement orientée vers l'organisation de l'espace des zones défavorisées (opérations groupées d'aménagement foncier, périmètre d'actions forestières, zone d'environnement protégé... et autres formes de zonage).

³ Brossier J., de la Vaissière P., Liénard C., Petit M. : « Systèmes de production en région de grande culture » INRA Dijon, Theix, Mai 1974.

Parallèlement, le maintien du patrimoine foncier des agriculteurs (moins nombreux) dans une période de hausse rapide du prix de la terre a modifié l'importance, l'origine et la destination des flux financiers liés aux transferts onéreux de propriétés foncières. L'analyse successorale combinée à l'analyse des modes de faire valoir permettait une estimation globale de ces flux.

Les observations faites justifient l'hypothèse selon laquelle l'épargne forcée des agriculteurs et les flux qu'elle dirige vers les autres secteurs – le bâtiment notamment – constituent un élément constant et peu visible de la politique économique de la V^e République.

SES PROLONGEMENTS

Le modèle sociodémographique de l'analyse successorale, malgré son succès⁴, restait toutefois un outil descriptif. On a vu que, combiné avec l'analyse du patrimoine et du marché foncier, il avait ouvert la voie à une meilleure compréhension des situations foncières régionales et de leur incidence sur les flux financiers intersectoriels.

Mes préoccupations cependant n'ont pas été d'entretenir, par des données toujours plus complètes, un tel modèle ; ce travail a été fait par d'autres en dehors de l'INRA. Toutefois ces premiers travaux sont à l'origine de recherches nouvelles. L'élargissement a été recherché dans trois directions.

Tout d'abord en tentant d'introduire l'analyse successorale – à dire un modèle d'offres de terres – dans un modèle régional visant à rendre compte du fonctionnement de l'agriculture dans le bassin de Forcalquier. Mes collègues J.M. Boussard et M. Petit avaient déjà mis au point un modèle économétrique décrivant et expliquant les décisions des agriculteurs d'une région voisine en prenant en compte tout spécialement les phénomènes de comportement à l'égard du risque. Mais ce modèle était annuel et n'intégrait pas l'évolution des structures et les stratégies foncières des agriculteurs. C'est pourquoi avec J.M. Boussard nous avons construit un modèle multipériodique récursif original à l'époque.

À la suite de cette expérience, j'ai été convaincu de deux nécessités :

- les variables économiques utilisées pour rendre compte des comportements individuels doivent traduire dans le détail les enchaînements techniques et leur liaison avec les stratégies familiales à moyen ou long terme – ce que ne permettaient pas les analyses habituelles de gestion sur lesquelles nous nous étions appuyés (marge brute, consommation de facteurs...).
- en second lieu, il est nécessaire de percevoir la dynamique d'une région globalement et dans son déroulement temporel.

Cette prise de conscience, en 1968, n'était pas générale et constituait pour moi une invitation à déplacer l'objet de mes recherches vers l'étude de déterminismes géographiques et sociaux plutôt que de poursuivre l'étude des rationalités individuelles.

À mi-chemin entre l'analyse statistique des successions et l'analyse des décisions individuelles, j'ai alors entrepris en 1969, en marge d'une équipe pluridisciplinaire mise en place dans les Vosges, une analyse de l'évolution des structures agricoles par village. Cette tentative reposait sur deux hypothèses : celle du rôle de la distance aux pôles d'emploi et de concentration urbaine dans les mécanismes d'ajustement des structures agricoles de production (modèles de gravité), celle moins courante du rôle régulateur joué par la communauté de résidence (villages) en ce qui concerne l'affectation des ressources en terres. Ces hypothèses étaient justifiées par l'observation banale suivante : la distribution par classes de taille des exploitations des différentes communes du plateau lorrain (région naturelle relativement homogène) présentait une dispersion notablement différente suivant la composition de la population active des villages et leur position par rapport aux pôles d'emploi et aux centres urbains.

Une analyse de statique comparative (1955 - 1970) sur 250 communes et l'étude d'un échantillon de 24 communes sur lesquelles on pouvait suivre (longitudinalement) l'histoire des exploitations ont alors permis de repérer des étapes dans l'évolution des villages. À l'étape d'une certaine homogénéité sociale se traduisant par la faible dispersion des tailles d'exploitation succède dans l'espace ou dans le temps une phase où se multiplient des microstructures (petites exploitations souvent à temps partiel) ; en même temps, la terre est concentrée dans un petit nombre d'exploitations élargies et modernisées. Le nombre total d'exploitations diminue peu, leur dimension moyenne reste inchangée. La petite agriculture, après s'être développée, se stabilise et régresse, provoquant alors une chute rapide du nombre d'exploitations et une progression notable des taux de boisement.

On voit ainsi se développer, suivant un gradient spatial identifié au cours d'une période de quinze ans, un mode d'organisation de l'espace agricole exprimant l'éclatement progressif du système de régulation qui assurait dans le passé une correction des phénomènes cumulatifs d'accaparement foncier au sein des communautés locales. J'ai alors sous-estimé l'intérêt de ce travail qui aurait exigé une analyse plus approfondie en termes sociologiques qui

⁴ Il a été repris ou intégré dans de très nombreuses études du Ministère de l'Agriculture. La CEE nous a demandé d'étendre son domaine d'application dans le cadre d'un projet européen sur la restructuration des exploitations agricoles.

n'étaient pas les miens. Il offrait d'intéressantes perspectives pour situer historiquement et géographiquement l'apparition de différentes couches d'agriculteurs et le développement des conflits à propos de l'usage du sol, et aussi pour appréhender la dynamique de la double activité en agriculture.

Depuis 1967, avec C. Laurent et Ph. Lacombe nous avons décidé d'utiliser le matériel statistique disponible pour caractériser les différentes formes d'agriculture à temps partiel. Pour un agriculteur, le partage d'activité apparaît comme une solution quand l'agrandissement est hors de portée, quand l'abandon, signifiant le plus souvent prolétarianisation, est refusé et quand l'accès à des sources non agricoles de revenu est possible. Ce phénomène non négligeable, puisqu'il concerne environ 20% des exploitants, depuis 1955, apparaissait bien lié aux flux saisis par l'analyse successorale. En ce sens ce travail est complémentaire des travaux ci-dessus exposés.

Alors que nous étions dans une période de promotion d'exploitations à 2 UTH et d'élimination de la « 3e agriculture » incapable de prendre le train du « progrès technique », nous avons mis en évidence à la fois la logique individuelle des ajustements impliquant la double activité, ses conséquences en terme d'orientation productive (spécialisation, extensification) et le développement relatif de ces formes sociales de production que les économistes vouaient généralement à la disparition (forme de transition au cours du développement économique). Ces travaux constituent aujourd'hui encore une base essentielle, en France, d'étude de ces types d'agriculture à propos desquels l'intérêt s'est réveillé depuis quelques années.

Les expériences acquises sur le terrain depuis ces travaux, ainsi que les diverses sollicitations auxquelles nous avons été soumis tant en France qu'à l'étranger depuis que ce problème de double activité s'impose à l'attention des professionnels comme des pouvoirs publics, nous ont conduits à réévaluer la signification de ces types d'exploitations mixtes pour la politique agricole et pour la mise en valeur de l'espace dans les zones agricoles défavorisées (en 1982, l'occasion d'un séminaire européen tenu en 81 en Yougoslavie).

CONTINUITÉ ET RUPTURE

L'ensemble des travaux que je viens d'évoquer brièvement n'a constitué un investissement de recherche que jusque vers 1973 - 1974, date à laquelle j'ai fait de nouveaux choix qui ont eu deux effets très concrets. D'une part, après douze ans de recherches se nourrissant essentiellement de données statistiques recueillies surtout par d'autres, j'ai saisi l'opportunité qui m'était donnée de faire du terrain et d'approcher ainsi le réel dans toute sa complexité humaine, sociale et technique ; d'autre part, l'approche de cette complexité qui n'était plus filtrée par l'appareillage statistique et que je refusais de réduire au nom d'une théorie générale prétendument satisfaisante, m'a tout naturellement conduit vers la recherche de la pluridisciplinarité et ce chemin passait par Orléans où une station structurellement pluridisciplinaire se mettait en place l'initiative d'un forestier N. Décourt. Les développements de cette nouvelle situation et notamment l'infléchissement souhaité des programmes de la Station Forêt-Environnement vers des questions de sylviculture, ont conduit l'individualisation en 1978 d'un Laboratoire d'Économie et de Sociologie Rurales au sein du Centre INRA d'Orléans.

Jusqu'à cette période charnière de 1973 - 1974, mes travaux avaient leur origine dans la perception que j'avais des excès de la systématisation de l'idée d'industrialisation en agriculture. J'avais, de ce fait, porté mon attention sur les points de résistance et de rupture de l'activité agricole traditionnelle (succession, exode, agriculture à temps partiel, propriété de la terre et transferts fonciers) sans accepter pour autant de me situer dans une théorie constituée du développement économique ; ce qui m'a valu d'ailleurs des reproches d'éclectisme.

L'analyse néoclassique présentait à mes yeux de graves défauts : elle s'avérait incapable de rendre compte et d'évaluer les coûts sociaux. La différence entre coûts sociaux et coûts privés était, certes, reconnue par certains au moins des économistes, mais sans pour autant que soient sérieusement remis en cause les fondements du calcul économique et l'intérêt des concepts de rentabilité ou d'optimum. Je voyais là une faille croissant avec la complexité des économies modernes. Le concept d'externalité censé rendre compte des effets non marchands de l'activité économique n'apparaît alors que comme un jeu de l'esprit tout au plus capable de rendre compte de quelques cas particuliers considérés comme des anomalies. Or « ces effets externes que l'on continue de nous présenter comme des exceptions à la règle, se mettaient à occuper un domaine de plus en plus important jusqu'à s'identifier à la composante collective de l'activité humaine. C'est une règle constante de l'histoire des sciences que, lorsque l'on s'aperçoit que des phénomènes tenus pour exceptionnels par la théorie en vigueur sont du même ordre d'importance que ceux que cette théorie était censée expliquer, il est temps d'en assouplir le dessin et d'en élargir la perspective »⁵. J'étais prêt à suivre cette Invitation de C. Jessua, mais cela me laissait singulièrement démuni.

Car l'analyse marxiste, de son côté, me laissait insatisfait. Séduit par l'éclairage séculaire qu'elle donne à l'histoire des peuples persuadé de l'importance des rapports sociaux dans la dynamique des sociétés, convaincu qu'il était nécessaire de démasquer la prétendue objectivité des outils de quantification les plus usités, je n'acceptais pas pour

⁵ Jessua C., *Coûts sociaux et coûts privés*, PUF 1968, Paris, 278 p.

autant les réductions qu'exigeait la lecture à sens unique du matérialisme historique, réductions qui me semblaient de moins en moins adaptées au contexte des sociétés modernes ; de plus la pratique scientifique et sociale qu'elle induit conduit à exacerber les contradictions et à promouvoir la violence, dans l'espoir de la fiction d'une société sans classe. Or l'expérience quotidienne me portait à croire qu'à l'échelle de la vie humaine et dans le contexte du XX^e siècle, la synthèse est possible que dans des domaines d'opposition ménagée, atténuée, thèse et antithèse ayant des éléments complémentaires pour pouvoir donner lieu à des liaisons nouvelles.

Je restais toutefois plus influencé que je ne le croyais par les économistes ruraux marxistes dont les débats tenaient alors le devant de la scène. Je dois reconnaître que ma démarche scientifique a été par la suite tout entière influencée par l'élargissement qu'apportaient en particulier le principe dialectique de l'unité des contraires, le rôle du temps dans le développement des contradictions et l'explication du changement. Les marxistes ne m'ont pas convaincu de la suprématie de leurs analyses du secteur agricole, mais ils ont été les pédagogues de la dialectique ; ce qui n'est pas un rôle mince dans une période d'explosion technique et scientifique. Ceci m'a conduit tout naturellement à chercher dans l'exploration des rapports dialectiques entre milieu naturel et milieu social la voie d'un renouvellement théorique dont j'avais besoin en cette période de crise générale des sciences sociales. Pour appréhender ces relations entre une population et son territoire, entre culture et nature, je ne me résolvais pas à réduire mes outils intellectuels à quelques catégories préfabriquées aussi performantes soient-elles.

En effet, il ne me semblait pas acquis que les bonnes clés de lecture du passé fussent nécessairement les bonnes portes d'entrée sur l'avenir. Les réductions théoriques opératoires pour rendre compte d'une phase historique donnée ne risquent-elles pas, si on fonde sur elles la lecture du présent et les projets du moment, de réduire les potentialités d'évolution aux seuls contenus de ces théories ?

Les effets en retour des théories sur l'évolution réelle ne m'étaient jamais apparus avec autant de clarté et de force que dans cette agriculture technique efficace, socialement destructurante, humainement réductrice et parfois dangereuse pour le milieu naturel, qui se mettait en place sous nos yeux.

Consciente de ce danger, la société elle-même a alors secrété une demande, beaucoup plus qu'une mode, pour des démarches synthétiques, pour un développement rural intégré, pour des approches systémiques, pour une pluridisciplinarité qui soit une garantie ou un rempart contre la science parcellaire et l'ignorance qui se croit savante.

Très logiquement cette demande pour lier davantage et autrement sciences sociales et sciences biologiques et pour chercher d'autres formes d'évaluation de l'activité économique, faisant une plus large place à l'homme et à la nature, conduisit à porter l'attention sur ces portions de l'espace rural qui apparaissaient les plus menacées de dégradation ou d'insignifiance, les plus instables, du fait de leur marginalité. Ce qui assurait la cohérence du « système » rural ou agraire à travers les générations passées semblait soudain faire défaut. L'existence même d'un « système » régulateur au niveau d'un territoire était révélée par sa destruction, tout au moins sa déstabilisation durable. Le « pays », le « paysage » révélaient leur utilité en disparaissant sous effet d'une attention portée exclusivement sur le paysan. Du concept de système d'exploitation scruté pendant deux décennies à la lumière des plus gros ordinateurs, il fallait revenir au concept de système agraire, flou et ambigu, que les géographes n'avaient pas réussi à imposer. Défi intellectuel qui était bien en continuité avec mes travaux antérieurs. Les thèmes de la désertification, de l'enfrichement, de l'afforestation de zones agricoles en difficulté, ne rejoignent-ils pas à l'évidence ceux d'exode, d'agriculture à temps partiel, de blocage de la propriété foncière ? D'ailleurs n'avais-je pas en 1957 tenté, comme élève de René Dumont, un exposé, bien médiocre d'ailleurs, sur les zones agricoles marginales ?

EXPÉRIENCES ET PERSPECTIVES PLURIDISCIPLINAIRES

Après plusieurs années, les enthousiasmes sont retombés et le bilan est plus sévère que ceux qui ont été faits à chaud après quelques saisons de réunions et de contacts riches et sympathiques avec des scientifiques d'autres horizons⁶. Mais rappelons d'abord les étapes.

Pour moi, ce furent, menés en parallèle, deux terrains aussi dissemblables que possible et dont l'opposition constituait un dispositif fructueux (même si, pour une large part, je dois à des opportunités fortuites d'avoir pu profiter d'un tel dispositif).

D'une part le Causse Méjan – plateau calcaire à 1000 m d'altitude avec une population des plus clairsemées (1,4 hab/km²) composée essentiellement d'éleveurs de moutons ayant de grands espaces à leur disposition ; d'autre part les hautes vallées de la Moselle et de la Moselotte, c'est à dire les hautes Vosges granitiques, dans leur versant lorrain ; pays densément peuplé (100 hab/km²) où les agriculteurs très minoritaires restaient enserrés dans des structures de quelques hectares souvent en forte pente.

⁶ Décourt N. « Dire nos pratiques pluridisciplinaires », INRA Orléans, 1977. Grison P. « Problèmes de pluridisciplinarité », INRA La Minière, 1978.

L'occasion était ainsi excellente d'observer, à travers ces situations contrastées, les étapes récentes de l'évolution agricole, la forme que prend dans des contextes si différents l'effet d'une même politique de la montagne, le degré d'autonomie, de résistance, d'initiative que des déterminismes macro sociaux laissent aux acteurs locaux, et finalement les contradictions qui obligent les situations locales à se transformer.

Au-delà même de l'explication des faits et de la puissance d'action qui en découle, on pouvait espérer aussi que la petite région, le « pays », constituait le d'une synthèse nouvelle que le terme de « système agraire », remis à l'honneur, symbolisait plus qu'il ne la désignait.

Je l'ai dit, avec le recul, il apparaît que la production de connaissances est en deçà des espérances. Sans doute, avais-je, en ce qui me concerne, placé trop haut les objectifs ou plutôt les avais-je mal placés. Nous n'avons pas produit de concept clair, central, opérationnel autour de l'idée de système agraire où seraient venues s'articuler et la microéconomie des exploitants agricoles et la macroéconomie des sociétés rurales et des rapports sociaux au sein de la formation sociale tout entière.

Bien qu'en position de responsable scientifique et dans les Vosges et sur le Méjan, il serait abusif de prétendre que je puisse juger à moi seul du très lourd investissement qui a conduit plusieurs équipes à se retrouver sur différents terrains, pendant plusieurs années.

Tout au plus, puis-je, à l'occasion de ce mémoire, et après plusieurs années de décantation, exprimer quelques-unes des leçons de notre expérience. Elle se situent suivant plusieurs axes le long desquels la démarche pluridisciplinaire s'est déployée, comme autant de directions essentielles qu'il est prématuré de vouloir faire se rejoindre.

UN AXE ORIENTÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT

Les connaissances susceptibles d'être mises à jour et ayant une pertinence quelconque pour l'action au sein d'une région agricole donnée sont innombrables, les lignes d'approfondissement possible en nombre quasi infini tant dans le domaine social que biologique. Il faut un guide pour s'orienter.

Se situer dans une optique de développement, c'est s'orienter par rapport à une finalité sociale plus ou moins rapprochée. Or, plus il s'éloigne du fondamental très analytique pour se rapprocher de situations concrètes, moins le scientifique trouve dans sa propre pratique disciplinaire le guide qui est nécessaire. Il doit, en balbutiant souvent, apprendre, avec l'aide des autres disciplines, à cerner les trajectoires sur lesquelles se situent et l'évolution présente du milieu naturel et celle du milieu social, chacune s'éclairant par l'autre, que leurs évolutions soient concomitantes ou décalées. Une telle attitude, sans être générale ni exclusive, fut celle qui prévalut dans les deux équipes dont j'avais la responsabilité sur le Causse Méjan et dans les Vosges. La pluridisciplinarité apparaît alors comme une étape, parfois longue, qu'il faut parcourir avec l'esprit de pauvreté (pas d'objectif disciplinaire) pour s'assurer que le détour scientifique, souvent confortable, n'est bien qu'un détour et qu'il éclaire l'axe de la marche, ou pour définir le prochain détour indispensable.

La manière de concevoir l'expérimentation dans les grands Causses s'en est trouvée changée par rapport à celle de l'équipe de biologistes qui nous y avait précédés.

La deuxième phase du projet Vosges, après publication de la synthèse de départ « Pays Paysans Paysages » dont le succès apparaît durable si l'on s'en réfère aux ventes de l'ouvrage, arrive maintenant à une première échéance où les thèmes issus du diagnostic de base ont pu être poursuivis avec l'assurance que donne une solide réflexion préalable pluridisciplinaire. Plusieurs thèses ont d'ailleurs jalonné ce parcours qui s'est déroulé très largement en dehors de moi.

UN AXE DE SURVEILLANCE ÉCOLOGIQUE

Le savoir parcellaire, spécialisé, est efficace. Il peut être dangereux car « la nature ne délivre des sanctions qu'à son rythme »⁷. C'est bien pour éviter de jouer les apprentis sorciers que la DGRST a créé le PIREN et que celui-ci a mis en place des observatoires économiques et écologiques censés, du fait de leurs structures pluridisciplinaires et de la nature des domaines sur lesquels ils devaient faire porter l'observation, percevoir les déséquilibres à long terme qui risquent d'échapper aux spécialistes.

Dans le cadre de l'observatoire de la région parisienne, orienté vers les problèmes des forêts périurbaines et dirigé par P. Blandin de l'Ecole Normale Supérieure, j'ai suscité une petite équipe composée de deux historiens, deux sociologues et moi-même pour étudier la forêt d'Orléans, forêt moyenne destinée à élargir le gradient des forêts périurbaines étudiées par l'équipe de la rue d'Ulm. Alors qu'à Meudon ou Fontainebleau la menace que fait courir à l'écosystème forestier la sur fréquentation est évidente, aveuglante, tel n'est plus le cas en forêt d'Orléans dont les fonctions sont multiples sans qu'aucune ne constitue à court terme une menace évidente pour l'écosystème.

⁷ Maestre C.J. - Processus essai-erreur et pratique de la responsabilité politique in Econ. Rur. 127, 1978 5)

Dans un cas (Meudon, Fontainebleau...) les disciplines biologiques sont guidées par l'évidence des problèmes de piétinements qu'elles peuvent aborder d'entrée de jeu ; dans l'autre cas, au contraire, il serait prématuré d'entreprendre des recherches à caractère biologique et la pluridisciplinarité qui s'impose est interne aux sciences sociales. Elle aboutit notamment à la suggestion d'entreprendre des travaux à caractère biotechnique et économique sur les eaux de surface dont la gestion est vitale et pour le tourisme (étangs, nautisme) et pour la pêche (accessoirement la chasse) et pour l'activité forestière (pratiques sylvicoles et économie de l'eau) et pour l'agriculture qui se situe en aval de la forêt sur des sols hydromorphes et pour la vie urbaine (alimentation en eau et surtout assainissement des villages). L'anomie qui résulte des développements récents de cette zone, que seules les sciences sociales pouvaient analyser, conduit à un manque d'unité d'action qui peut se révéler dangereux notamment à travers l'incoordination et surtout l'insuffisante connaissance que l'on a des interférences entre les différentes fonctions et les différents usages de l'eau.

Cette orientation de surveillance écologique est également présente dans les travaux de l'observatoire Causse - Cévennes qui se poursuivent en particulier sur le Causse Méjan ; mais je n'y participe guère, sauf à assurer un suivi du diagnostic pluridisciplinaire de 1978. Le repérage des liens entre écologie et développement semble particulièrement intéressant.

UN AXE DE MISE AU POINT CONCEPTUELLE ET MÉTHODOLOGIQUE

Il ne s'agit pas ici nécessairement d'un axe distinct reposant sur des démarches et des étapes qui lui soient propres. Toute recherche, même de ce type pluridisciplinaire, vise à produire des concepts ou des méthodes de portée générale. On y parvient rarement. Il vaut cependant de noter ses propres tentatives car l'expérience prouve que, même avortées, elles peuvent servir à d'autres ou plus tard.

En ce qui me concerne, j'ai consigné dans un texte⁸ que je n'ai pas eu l'audace de publier mais qui m'est souvent demandé, les leçons méthodologiques que je tirai de mes expériences caussenardes et vosgiennes. Le concept de système agricole trop pauvre ou inadapté (« un ordre absent ») n'y est pas central. D'autres que moi ont progressé vers un concept synthétique de ce genre : « système social de production » (M. Blanc) ; « système productif local » (J.L. Coujard). Je me contentai de rechercher les voies possibles en vue de définir une typologie des petites régions agricoles, car il est bien évident que l'orientation vers le développement des recherches ne peut avoir de portée que pour autant que l'on trouve des moyens de généralisation. La pluridisciplinarité sciences sociales – sciences naturelles appliquée à la réalité géographique de l'agriculture conduit ainsi à proposer de substituer aux classifications d'ordre biologique (montagne humide, zone appartenant à telle classe d'indice de TURC, etc.) des classifications ayant la double entrée sociale et biologique. Dans sa forme la plus simple, il s'agit de toujours doubler l'idée de site pédoclimatique de celle de position économique ; nous retrouvons cela à propos des forêts.

Je proposai, en ce qui me concerne, une double grille en termes de peuplement d'une part⁹ et de ressources naturelles d'autre part. Complétée à l'occasion d'un séminaire tenu en Yougoslavie sur l'agriculture à temps partiel, cette proposition n'a pas encore véritablement reçu d'application. Je dois dire que, pour autant, je ne l'abandonne pas ; mes travaux actuels dans l'Orléanais m'ont conduit à un schéma beaucoup plus précis pour caractériser l'axe « peuplement » du modèle. Il s'agit en quelque sorte d'une application spatiale et d'une extension du modèle des trois secteurs de Colin Clark. Quant à l'axe « ressources naturelles » il doit être pris en charge par les biologistes à la condition qu'ils réapprennent à apprécier les ressources naturelles en fonction des techniques disponibles ; ce qui suppose déjà un bon parcours pluridisciplinaire. Je reste demandeur à ce niveau. En fait, la demande s'adresse à des agronomes s'il en existe encore.

On voit ainsi que mes quelques expériences de pluridisciplinarité, sans être parvenues aux synthèses espérées au départ, ne m'ont pas conduit pour autant au repli disciplinaire.

UN AXE DE RECHERCHE HISTORIQUE

L'histoire est sans doute la voie privilégiée de la synthèse, de la hiérarchisation des causes et des effets, du débat entre déterminisme social et déterminisme naturel. Plusieurs de ceux qui se sont engagés sur la voie pluridisciplinaire en vue de comprendre, d'expliquer et de prévoir l'évolution des espaces ruraux en difficulté ou déréglés, se sont engagés, plus que nous ne l'avons fait dans les Vosges ou sur le Méjan, vers l'analyse historique et plus spécialement vers le repérage, la description et l'explication des crises récentes qui ont jalonné l'histoire des systèmes agricoles. Il est clair que l'apport de la pensée marxiste en tant qu'initiatrice d'une démarche dialectique et révélatrice

⁸ NDLR, il s'agit de : « Agriculture et administration de l'espace ». Quelques pistes de recherches INRA Orléans – Doc 80/3, 38 p.

⁹ Je laisse délibérément de côté ici les leçons méthodologiques sur le fonctionnement administratif de l'espace, non que je les mésestime, mais elles sont moins opportunes aujourd'hui.

des rapports sociaux, est ici essentielle. C'est dans cette voie que se sont engagés les chercheurs que Mazoyer m'avait chargé de suivre et qui m'ont rejoint à Orléans.

Mais peut-on encore parler de pluridisciplinarité ? Sauf dans quelques cas particuliers (cf. les travaux que Larrère a menés en liaison avec divers agronomes sur le communal de La Garandie ou sur la production de St Nectaire), l'histoire tend à s'autonomiser et à s'auto justifier. Nous sommes alors très loin des objectifs d'une science appliquée. Nous verrons cependant plus loin que cette démarche historique conduite dans le domaine de la politique forestière et des reboisements, qui a d'ailleurs conduit le laboratoire à participer à un enseignement d'histoire à l'Université d'Orléans, peut aussi informer et nourrir des projets nouveaux qui n'ont rien à voir avec l'érudition. Enfin il vaut de noter comme un fruit de la pluridisciplinarité les intéressantes propositions de J.L. Coujard pour élaborer une « histoire naturelle et sociale » comme méthode d'analyse régionale. Plus ambitieuse que mon projet de typologie, cette proposition la complète mais est aussi complétée par elle, car comment donner unité à cette histoire naturelle et sociale sans se donner des cadres de comparaison adaptés ? Rien n'empêche de rêver d'une histoire géographique ou d'une géographie historique de la ruralité.¹⁰

Pour clore ce paragraphe sur la pluridisciplinarité, je tiens à souligner sa signification essentielle à mes yeux. Elle permet à la recherche agronomique de se déterminer en fonction non seulement de la sophistication des laboratoires et des méthodes, mais aussi de la réalité sociotechnique observée. La démarche descendante souvent condescendante est rompue. Le danger que le chercheur rencontre alors, celui de se dissoudre pour devenir un assistant social, peut être contrebattu par le repérage de catégories de situations reflétant à la fois les conditions de milieu et d'itinéraire social. C'est pour moi l'antidote de la dispersion des moyens sur le territoire et la clé d'une bonne répartition.

Dans le cadre des liens plus étroits qui se mettent en place entre la Région et la recherche, il me semble nécessaire la fois de répondre à la demande régionale et de la dépasser dans le même temps ; la réponse élaborée constituant un élément d'une synthèse plus vaste. Une recherche appliquée au niveau de la région doit être en même temps une recherche fondamentale au niveau de l'ensemble national. C'est même à cette condition qu'elle préservera son statut, son autonomie et sa qualité.

Parlant de pluridisciplinarité, j'ai été conduit à évoquer les activités du laboratoire d'Orléans et une partie de mes projets. Je voudrais, pour terminer, les préciser et les situer.

DEUX ORIENTATIONS ESSENTIELLES

Mes hésitations d'il y a quatre ans se sont en grande partie levées. Non que j'aie trouvé un maître à penser parmi les différentes écoles que je passais alors en revue : Simon, récent prix Nobel, Sachs et l'écodéveloppement, les économistes des ressources naturelles tels Boulding ou Kelso, les institutionnalistes dont l'un d'eux, Schmid, m'était proche. Si je n'avais eu de nouvelles responsabilités administratives, sans doute aurais-je suivi davantage ce dernier qui me proposait alors de rejoindre un groupe de travail international sur l'usage multiple des sols.

Quoi qu'il en soit, après 7 ans passés à Paris, 7 ans à Dijon, l'échéance de 7 ans passés à Orléans se révèle significative. Non pas que je souhaite quitter Orléans, bien que je ne l'exclue pas, mais j'ai enfin acquis une assurance sur deux directions à suivre dans le cadre de l'INRA auxquelles je pense pouvoir contribuer significativement.

Il s'agit :

- d'une part de la dimension géographique de l'économie rurale à laquelle me portent mes travaux antérieurs et que je vois comment aborder concrètement en région Centre,
- d'autre part de quelques aspects de l'économie forestière qui m'apparaissent essentiels sans pour autant avoir défini une méthode et un programme. Il s'agit plutôt là de propositions à débattre avec tous ceux qui s'intéressent à ce secteur.

LA DIMENSION GÉOGRAPHIQUE

L'analyse de l'évolution des modes de faire valoir par département de 1946 à 1967 avait révélé une cohérence surprenante. Il apparaissait clairement que l'on pouvait parler de comportements régionaux à l'égard de la terre. J'avais alors rendu compte de cette géographie des flux fonciers par le niveau des stocks de propriété paysanne, par le degré d'urbanisation et par le niveau de concurrence pour la terre entre agriculteurs.

Les résultats des RGA de 1970 et 1979 viennent compléter les séries, ajoutant ainsi une décennie d'observation. Sans avoir pu encore organiser clairement toute cette information nouvelle, il apparaît à l'évidence que la cohérence entrevue 11 y a 10 ans, non seulement n'est pas remise en cause, mais est nettement renforcée.

¹⁰ Cf. E.W. Fox - History in geographic perspective (the other France) Norton and Company Inc. New York 1971.

Je compte présenter au colloque organisé par l'Association pour le Développement et la diffusion des Etudes Foncières (ADEF) les 25 et 26 Avril prochains les éléments de cette évolution très cohérente qui montre comment s'opère progressivement un changement très significatif de la géographie foncière¹¹.

La signification de ce changement est certes complexe comme chaque fois qu'il s'agit de comportement foncier, mais une hypothèse à caractère très général semble s'imposer : l'opposition ancestrale tracée avec vigueur par Arthur Young et reprise par Roger Dion¹² en 1934 entre pays ouverts à villages groupés et pays de bocage à champs clos et habitat dispersé est remise en cause par le développement des techniques modernes. Un autre clivage se dessine qui se traduit jusque dans les comportements fonciers. C'est le clivage entre une France agricole défavorisée du Sud-Est comprenant les montagnes mais aussi les régions où l'artificialisation du milieu se heurte à des obstacles autres que la pente (hydromorphie, structure physique et chimique du sol) et une France du Nord-Ouest, plus facile à maîtriser, où partout la culture gagne et qui assure la plus forte part de la Production Agricole Finale.

Ainsi, à une opposition culturelle qui avait présidé pendant des siècles aux formes de colonisation et de mise en valeur (car campagnes et bocages ne sont pas déterminés par des traits physiques d'après Roger Dion) se substituerait progressivement au cours de la 2^{ème} moitié du XX^e siècle une opposition naturelle suivant l'importance des obstacles que le milieu opposerait à l'artificialisation et donc à l'agriculture de performance maximale.

Bien entendu, cette hypothèse mérite d'être précisée, discutée, prolongée. On pourra tenter d'en tirer des conséquences sur le rôle d'éventuelles politiques agricoles du territoire.

Dans l'immédiat, pour pousser plus loin l'analyse et pour tester cette vue géographique en perspective historique, la Région Centre constitue un champ d'observation privilégié. En effet, les lignes d'opposition ci-dessus mentionnées traversent cette région moyenne derrière laquelle se cache bien évidemment l'opposition d'une agriculture très productive mais peu économe et d'une agriculture plus économe mais moins productive ; on peut ainsi espérer, par une observation limitée à la région, tirer des conclusions qui dépassent le cadre de la région et tester une hypothèse générale. De plus, le moment de cette observation est bien choisi. Les données statistiques détaillées sont disponibles et relativement récentes. Le flot des rapports et pré-rapports pour les Etats Généraux du Développement Agricole sont là pour donner vie aux données par petites régions agricoles.

Ce projet à la fois régional et national vise à saisir les bases de la nouvelle géographie agricole qui se construit sous nos yeux depuis la guerre. Il rejoint à l'évidence le projet de typologie sur « peuplement et ressources naturelles » qui a été évoqué plus haut. Il ne se confond pas avec lui, mais je souhaiterais pouvoir mener en parallèle, sur le même terrain, ces deux séries d'investigations complémentaires dans le but de parvenir à relier les phénomènes de peuplement agricole et rural, les ressources naturelles, les comportements à l'égard de la propriété foncière et l'évolution des techniques et des productions. Ce projet déjà bien structuré n'est pas pour autant organisé. Ce sera sans doute en liaison avec le SAD, les pédologues de l'INRA, les géographes ruralistes de l'Université d'Orléans et la Chambre Régionale d'Agriculture qu'il conviendra de le conduire.

LA FORÊT ET LE FILIÈRE BOIS DANS LEUR CADRE RURAL ET RÉGIONAL

J'ai exposé récemment à l'occasion de la session de la SFER « où va l'agriculture française ? » quelques hypothèses et perspectives de recherches sur ce thème. Il s'agit d'un abord des problèmes d'économie forestière assez particulier issu directement d'une démarche développée surtout au laboratoire d'Orléans à propos de l'histoire des forêts et de la politique forestière au XIX^e et début du XX^e siècle : la forêt ne se comprend que comme élément d'un système plus large qui la contient, elle n'est intelligible que par les relations qu'elle entretient avec ce qui l'entoure. La plupart des travaux du laboratoire d'Orléans ont été faits dans cette perspective non classique en matière forestière.

Ainsi la démarche historique dont j'ai parfois pensé qu'elle pouvait être une fuite ou une facilité se révèle-t-elle ici capable d'éclairer la manière dont se situent aujourd'hui la forêt et le bois dans l'économie française.

De même que, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, il apparaissait urgent de détacher la forêt, pour la protéger, de son environnement agricole et rural faisant fortement pression sur elle du fait de la croissance démographique des campagnes ; de même, après plus d'un siècle d'exode rural particulièrement sévère dans les campagnes les plus boisées, il apparaît nécessaire de réintégrer la forêt dans son environnement à la fois pour la protéger d'une sous exploitation et d'un sous entretien et pour favoriser le maintien d'une vie agricole et rurale là où celle-ci est la plus menacée, notamment par le vieillissement.

L'exode rural a suivi après quelques décennies les inquiétudes dont témoignait en 1827 le code forestier et le cantonnement des droits d'usage sans que l'on puisse établir un lien de cause à effet entre ces deux faits. De même

¹¹ NDLR : Quatre cartes insérées dans le texte original ne sont pas reproduites ici.

¹² R. Dion - Essai sur la formation du paysage rural français (1934) rééd. 1981 - Guy Durier, Neuilly sur Seine.

il n'est pas évident que les efforts en vue d'une meilleure intégration de la forêt dans son cadre rural qui sont souhaités sinon faits aujourd'hui aient une quelconque efficacité sur le peuplement.

Par contre, il apparaît certain que l'économie du secteur bois dont on sait qu'elle n'est pas satisfaisante, notamment au regard de la balance commerciale et de l'utilisation des ressources nationales, ne pourra progresser sans une attention très particulière portée sur les relations entre la forêt (les massifs forestiers dans leur diversité biologique et économique) et les sociétés rurales qui les entourent.

Il me semble que cette attention pourrait prendre deux formes - avec un certain systématisme.

D'une part les études régionales de la filière bois sont une manière de ne pas en rester à une analyse globale soulignant l'incompatibilité entre un émiettement considérable de la propriété forestière, un attachement indéfectible à la souveraineté du droit de propriété et une volonté de mettre en mouvement les innombrables sylviculteurs en puissance. On y découvre ici une propriété forestière paysanne dans une économie agricole qui peut dégager du temps et des moyens ; ailleurs un marché local à promouvoir, un secteur de fabrication ignoré ou menacé, etc.

D'ailleurs un certain nombre d'études voient le jour, faites à l'initiative d'un comité d'expansion, d'un comité de bassin d'emploi, d'un service forestier, d'une DDA, etc. Il me semble que ces études sont faites sans liens entre elles et qu'elles achoppent toutes sur un problème majeur qui est celui de la formation du prix du bois sur pied (de toutes les catégories de bois, dans les différentes conditions d'exploitation). C'est un domaine d'obscurité, de méconnaissance, plein d'embûches, mais qui, d'une part est déterminant du comportement des propriétaires, et d'autre part ne semble pas inaccessible dès lors qu'un minimum de concentration des moyens peut être réalisé. Il est urgent, me semble-t-il, de rassembler les forces disponibles pour bâtir sur ce thème un programme cohérent de recherche, dont certaines phases pourraient se dérouler dans la région Centre favorable à certains égards. Mais encore une fois cette question est à la fois trop complexe et importante pour qu'elle soit laissée au hasard d'initiatives individuelles dispersées et isolées.

D'autre part, de même qu'il apparaît nécessaire de mieux situer les activités de la forêt et du bois dans leurs cadres régionaux, en restant dans une optique sectorielle pour comprendre les grandes lignes des dynamiques possibles de la filière bois dans son ensemble, de même il est nécessaire de sortir d'une vision sectorielle et d'examiner les interférences entre les activités forestières et du bois et les autres activités rurales dans lesquelles elles s'insèrent. Il s'agit de relations à double sens :

- les décisions qui engagent la forêt engagent aussi l'aménagement de l'espace rural et l'avenir des économies et plus généralement des sociétés Locales,
- réciproquement, le tissu agricole et rural s'est profondément transformé en peu de temps et continue d'évoluer rapidement sous des influences diverses ; la forêt en subit les conséquences.

Un niveau d'analyse plus fin est ici nécessaire qui est celui des pays, régions naturelles, zones forestières... C'est à cette échelle que peuvent s'exprimer les conditions d'intégration biotechniques et sociales de la forêt dans son contexte géographique et économique.

Ce que nous avons entrepris en forêt d'Orléans, dans le cadre du PIREN, fournit des éléments en vue d'une analyse systématique des rapports entre activités et espaces forestiers, cynégétiques, touristiques, agricoles et urbains et du rôle que jouent les institutions pour réguler ces rapports que la vie locale ne permet plus d'assumer. Ce thème, à mon sens, doit être poursuivi, la sociologie étant dans ce domaine susceptible de nourrir un dialogue fructueux avec l'écologie.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'expérience m'a appris que l'on ne réalise que quelques-uns de ses projets. Dans les pages qui précèdent, ceux-ci sont nombreux. Je ne les mènerai sans doute pas tous à bien. Je les crois toutefois convergeant tous plus ou moins vers une redécouverte de l'espace rural dans sa diversité, sa complexité et son unité.

Cet abord des problèmes actuels de l'économie rurale c'est ma liberté de chercheur. Ce n'est pas une théorie, c'est une sélection de questions qu'en fonction de mes propres jugements de valeur comme de mes connaissances j'estime nécessaire d'aborder.

La sélection qui sera faite dans cette sélection par le temps, les occasions, les opportunités de collaborations sera un choix qui émanera conjointement et de ma liberté et des contraintes institutionnelles.

JEAN-MARC BOUSSARD

Ce témoignage de Jean-Marc Boussard résulte de la compilation de deux entretiens menés chacun avec la méthodologie Archorales mais à des dates très éloignées. Le premier a été réalisé par Denis Poupardin, le 17 février 1997, au bureau de Jean-Marc Boussard dans les locaux de l'ENGREF à Paris, alors que Jean-Marc Boussard est encore un chercheur du département d'Économie et de sociologie rurale de l'INRA. Le deuxième entretien a été conduit par Christian Galant le 18 avril 2014, au domicile de Jean-Marc Boussard, alors qu'il était à la retraite depuis 2003. La compilation a été réalisée par Egizio Valceschini, directeur de la publication Archorales. L'ensemble a été révisé et validé par J.M. Boussard en mai 2020.

PARLEZ-NOUS DE VOS ORIGINES FAMILIALES ET DE VOTRE ENFANCE.

Je suis né le 23 octobre 1937, à Orléans, dans un milieu plutôt moyen riche. Mon grand-père maternel était commerçant en gros à Orléans, et possédait plusieurs camions, ce qui m'impressionnait beaucoup. La famille de mon père, originaire de la Mayenne, s'était fixée en Indre et Loire. Mon père, qui avait fait l'École

des chartes, après avoir été directeur de la bibliothèque municipale d'Orléans, était devenu conservateur à la Bibliothèque de l'Arsenal à Paris. J'ai vécu toute mon enfance dans la Bibliothèque de l'Arsenal. C'est un bâtiment public qui impressionnait mes camarades. Le frère de mon père, sans enfant, avait une exploitation agricole en Indre-et-Loire, reste d'un patrimoine beaucoup plus considérable écorné par



Jean-Marc Boussard en 2000 à son domicile.

les guerres. Comme aîné de la famille, j'étais destiné à lui succéder. Cependant, je dédaignais plutôt le monde agricole, sous l'influence de ma grande mère paternelle: elle vivait dans l'exploitation agricole d'Indre-et-Loire, près de Loches, et considérait que tout ce qui venait de la ferme était sale et pas intéressant. Plutôt que de prendre les œufs des poules de la ferme, elle allait en acheter dans le supermarché de Loches. Ceci m'avait amené à considérer que tous ceux qui étaient à la ferme étaient vraiment des moins que rien. En revanche, sans doute influencé par mon père, toujours en lutte contre les « vrillettes » qui mangeaient ses livres, j'étais passionné d'entomologie.

Je n'ai pas de souvenir de 1940. Je sais que ma famille s'était réfugiée à Fumel dans le Lot-et-Garonne. Mais j'ai très peu de souvenir de l'exode. J'ai beaucoup plus de souvenirs de 1944, lorsque ma mère, pour éviter les bombardements à Paris, était retournée chez ses parents, lesquels avaient une petite maison de campagne à Saint-Denis-de-l'Hôtel près d'Orléans. J'y ai passé tout l'été 1944, un très long été 1944, parce que le départ de Paris s'était fait en Avril, et que ma mère, qui devait s'occuper de mon frère et de ma sœur plus jeunes, était rentrée à Paris en septembre mais m'avait laissé chez mes grands-parents à Orléans jusqu'à Noël. Je me souviens très bien de la déroute de l'armée allemande, sur la rive gauche de la Loire, où les soldats volaient les bicyclettes, et de l'arrivée des américains, sur la rive droite, qui distribuaient généreusement des bonbons et du chewing-gum. Mais tout cela est anecdotique, et n'a pas beaucoup d'intérêt.



© INRAE / Boussard

En 1958, Jean-Marc Boussard en stage avant l'entrée à l'Agro dans l'exploitation de monsieur Lepouriel, éleveur de moutons à Cloyes-sur-le-Loir (Eure et Loir), à la limite du Perche et de la Beauce.

COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ AMENÉ À FAIRE DES ÉTUDES À L'AGRO DE PARIS, PUIS À OPTER POUR L'ÉCONOMIE ?

Je me suis toujours intéressé à la biologie, et j'ai toujours eu envie de faire de la recherche. J'étais passionné d'entomologie, je connaissais par cœur les souvenirs entomologiques de Jean-Henri Fabre. Il me semblait possible de faire une carrière dans l'entomologie. Cependant, tant mes parents que d'autres (comme mon oncle maternel, qui était professeur à la faculté de pharmacie) me firent remarquer qu'une licence de biologie ne me mènerait qu'à une carrière de professeur de lycée - un métier que j'appréciais peu du fait que j'étais un élève assez fantaisiste, ce qui m'avait conduit à de funestes conflits avec mes professeurs et de nombreux jeudi passés en punitions. On me conseilla donc plutôt de faire une école d'ingénieur, ce qui laissait toutes les portes ouvertes par la suite. C'était assez sage : j'ai finalement fait une

carrière de chercheur mais pas dans l'entomologie !

J'ai fait toutes mes études à Paris, les classes primaires à Massillon (un collège catholique, où je me souviens d'avoir rencontré le père Aubert, un prêtre non conformiste qui a marqué une génération de Massillonnais) puis le cursus secondaire au Lycée Charlemagne, où j'ai été un élève assez inégal, ne travaillant vraiment que les matières qui m'intéressaient, comme la biologie, l'histoire et la géographie (matières, hélas, considérées comme secondaires par l'Administration !) et ne faisant que le *minimum minimorum* pour les autres, en particulier les langues. En terminale, le professeur de mathématiques estimait que j'étais finalement assez bon mais tout de même un peu juste pour Polytechnique. C'est ainsi que, goût pour la biologie aidant, je me suis trouvé préparant l'Agro au lycée Henri IV.

À Henri IV, j'ai trouvé des professeurs auxquels je suis redevable d'avoir appris à travailler. En vérité, c'est



© INRAE / Boussard



© INRAE / Boussard

À gauche: 1965, Jacques Boussard, professeur de paléographie au centre d'études médiévales de Poitiers, et sa fille Christine, petite sœur de Jean-Marc.

À droite: Cloyes-sur-le-Loir, en 1958, moisson en cours lors du stage d'entrée à l'Agro, dans l'exploitation de monsieur Lepouriel, qui était aussi un peu céréaliculteur.

vraiment là que j'ai réalisé ce que c'était que d'approfondir un sujet. Par la suite à l'Agro, je me suis contenté de vieillir intelligemment...

Je suis rentré à l'Agro de Paris en 1958. A ce moment-là, je me suis intéressé aux questions sociales, et politiques, ce qui était assez naturel pendant la guerre d'Algérie. Le professeur qui s'occupait d'entomologie était parfaitement nul, alors que le professeur d'économie m'avait absolument fasciné, de même que le professeur de génétique. J'ai donc pas mal hésité entre la génétique et l'économie. Parce-que c'était l'époque où les jeunes gens étaient intéressés par les questions politiques et, aussi, parce-que j'avais une certaine vénération pour le professeur d'économie qui s'appelait Denis Bergmann, j'ai opté pour l'économie.

VOUS ÉTIEZ INTÉRESSÉ PAR UNE FORMATION EN STATISTIQUE, MAIS VOUS N'AVEZ PAS EU ENVIE D'ENTRER À L'INSEE ?

J'ai songé faire l'école d'application de l'INSEE en troisième année d'Agro. Je suis allé voir le Directeur de l'école d'application de l'INSEE qui me dit : « Monsieur, vous avez l'air d'avoir envie de rentrer dans l'Administration des Finances ». C'était Eugène Morice, un statisticien très célèbre, dont je découvris avec regret qu'il était aussi un fonctionnaire gratte-papier. Or si j'avais bien l'intention de faire de l'économie, je n'avais nullement envie de rentrer dans l'Administration des Finances, et de terminer dans l'administration « administrante ».

D'autant plus que j'avais eu en 1959, une expérience plutôt négative dans ce domaine. A cette époque, il était extrêmement facile pour un étudiant de se faire payer un voyage en Algérie, car le gouvernement voulait montrer aux jeunes étudiants métropolitains à quel point l'Algérie était un pays merveilleux. On avait donc rempli plusieurs avions de stagiaires métropolitains de toutes disciplines venus passer l'été. C'est ainsi que je me suis retrouvé stagiaire à la Direction des Services Agricoles de Grande Kabylie, à Tizi-Ouzou. Or si, en effet, après une telle expérience, il était impossible de ne pas avoir une certaine nostalgie de ce beau pays, en

même temps, le contact avec l'administration de l'agriculture locale (et même, de l'administration du pays en général) était sensiblement moins enthousiasmant.

Cela commença dès l'arrivée à Alger : comme j'étais dans le premier avion à partir dans ce cadre, nous fûmes reçus en grande pompe (et à grand fracas médiatique) au « Palais d'été », un édifice gouvernemental fastueux, utilisé pour les réceptions. Il y avait là, autour de quelques coupes de champagne, tout ce qui comptait à Alger : le Résident Général, Paul Delouvrier, les généraux Challe, Zeller, Massu et beaucoup d'autres. Mon camarade d'école et ami Jean-Dominique Archambault se planta devant le général Massu, et lui demanda simplement « *Mon général, est-il vrai qu'ici, on torture ?* ». La question était sensible, car en métropole, il était quotidiennement affirmé que toutes les histoires de torture que l'on racontait étaient de pures inventions. Aussi fus-je assez surpris de la réponse du général « *bien évidemment ! Comment voulez-vous faire autrement ?* ». J'ai commencé à comprendre qu'il y avait une différence entre ce qui se passait en Algérie et ce qui se disait en métropole.

Après, j'ai passé deux mois à la Direction du Service agricole de Tizi-Ouzou. Je me suis même trouvé une semaine ou deux à faire fonction de directeur des services agricoles de Grande Kabylie, parce que tout le personnel étant parti en vacances, j'étais le plus ancien dans le grade le plus élevé [Rires]. J'ai apporté ma contribution au plan de Constantine pour la Grande Kabylie. Naturellement, c'était assez farfelu. Je me souviens de m'en être ouvert, un jour, au Directeur des Services agricoles : « *de toute façon, c'est complètement hallucinant ! Cela ne peut absolument pas marcher ! C'est absurde, cela n'a aucun sens. C'est de la politique politicienne, ce n'est pas du travail de développement sérieux* ». Il m'a dit : « *vous êtes dans l'administration, vous devez faire ce qu'on vous dit de faire* ». A partir de là, j'ai vraiment juré que je ne serai plus dans l'administration. C'est pourquoi, quand Monsieur Morice m'a dit qu'il était prêt à m'accueillir dans l'administration des finances, j'ai carrément refusé de faire l'école d'administration de l'INSEE.

AVEZ-VOUS CONNU JOSEPH KLATZMANN, QUI ÉTAIT PROFESSEUR D'ÉCONOMIE À L'AGRO ET ÉTAIT ASSEZ CONNU POUR SES TRAVAUX STATISTIQUES ?

Joseph Klatzmann, j'ai suivi son enseignement en troisième année d'Agro mais je n'ai jamais vraiment travaillé avec lui. Il avait un séminaire à l'École Pratique des Hautes Études, que je suivais assidûment. Il m'avait impressionné par son art de commenter les statistiques et sa capacité à découvrir des choses tout à fait profondes dans des chiffres qui ne me disaient rien. En même temps, j'ai toujours eu un immense respect pour son honnêteté intellectuelle, poussée à un point presque maladif. Il avait la critique, à la fois juste et pas méchante. Il avait un art bien à lui pour découvrir toutes les failles dans un raisonnement.

On pourrait sans doute lui reprocher de n'avoir jamais été très créateur. Peut-être à cause justement, de son esprit critique, il n'a jamais proposé de grandes synthèses à base d'idées générales. C'est sans doute dommage, car je crois que c'est ce qui lui a manqué pour tenir une place dans l'histoire de la pensée. Et pourtant, sur la population, la prospective alimentaire mondiale, et pas mal d'autres sujets, il a fait des études tout à fait intéressantes et sérieuses, qui restent encore d'actualité.

PENDANT QUE VOUS FAISIEZ L'AGRO, VOUS AVEZ EU D'AUTRES ACTIVITÉS ?

Au cours de mes études au lycée Henri IV, je m'étais occupé de l'Association des élèves en préparation à l'Agro, je crois même que j'en ai été le président, à la suite de Christian Maréchal, qui, je crois l'avait fondée. C'était moitié pour militer contre la guerre d'Algérie, moitié se faire remarquer. Une fois à l'Agro, je fus candidat malheureux à la présidence de la promotion. Aussi me tournai-je vers la Mutuelle des Étudiants parce qu'il y avait un groupe de gens assez sympathiques autour de Philippe Ramond, qui depuis, a fait une assez jolie carrière (Pendant longtemps à l'agence Havas, il a été un des fondateurs de Canal +). C'est vraiment anecdotique, et n'a pas joué un rôle considérable dans mon développement intellectuel. L'avantage de la Mutuelle,

à mes yeux, était de constituer une base logistique, à la fois pour se prendre un peu au sérieux et pour organiser toutes sortes de choses. Mais cela n'a joué aucun rôle ni dans mes choix à l'Agro, ni pour mes activités ultérieures à l'INRA.

A L'AGRO VOUS AVEZ ÉTÉ SÉDUIT PAR DENIS BERGMANN. POUVEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

Denis Bergmann, le professeur d'économie, a fondé, avec Jean Chombart de Lauwe, la Société Française d'Économie Rurale (SFER) en 1948. Quand je suis rentré à l'Agro, il devait avoir une quarantaine d'années, et c'était un personnage extrêmement intéressant. J'étais réellement fasciné par ses idées sur la science économique. C'est pour cela que j'avais grande envie de travailler avec lui.

Il avait passé le concours d'entrée à l'Agro sans doute en 1939 ou 1940 (je n'ai jamais su !). Mais il était d'origine juive, ce qui l'empêcha de rentrer à l'école immédiatement. Il est rentré à l'Agro sans doute à l'automne 1944. Il était très intéressé par les États-Unis et aussi par la génétique.

Je l'ai plusieurs fois entendu raconter comment s'était fait le début de sa carrière. Lui aussi avait hésité entre la génétique et l'économie. Quand il est arrivé en fin de deuxième année, il a cherché à savoir ce qu'il allait faire en troisième année. Il avait deux ambitions : faire de la génétique et aller aux États-Unis. Il s'est ouvert de ses idées au directeur de l'Agro, Jean Lefèvre, qui lui a dit : « *Mais mon cher ami, il est absurde d'aller aux États-Unis sans préparation. Il y a à Paris des laboratoires de génétique extrêmement performants. Si vous voulez, je vous aide à rentrer au Collège de France et là, vous ferez de la génétique sérieuse* ». (De fait, dix ans plus tard, les « canards du collège de France » renouvelaient la génétique, en introduisant la notion d'« épigénétique »). Bergmann réfléchit pendant quinze jours et comprit finalement qu'il avait encore plus envie d'aller aux États-Unis que de faire de la génétique. Il chercha une discipline où il n'y avait aucun risque d'avoir un laboratoire en France, ce qui le conduisit à l'économie. Il retourna voir Lefèvre, pour lui dire

qu'il avait changé de discipline. Et Lefèvre lui dit, « *vous avez raison, l'économie, cela ne peut se faire qu'aux États-Unis* ». C'est comme cela que Bergmann est allé à Cornell pour faire de l'économie.

Une fois à Cornell, il eut la chance, en 1946, d'accompagner René Dumont lors du voyage de ce dernier aux États-Unis. Dumont, après la guerre, était conseiller agricole au Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement où il assurait la direction pratique des travaux de la section agricole du « plan Monnet ». Il avait voulu effectuer un voyage aux États-Unis pour voir ce que l'on pouvait tirer de l'exemple de ce pays. De fait, entre août et décembre 1946, il arpenta les États-Unis de la Virginie aux monts Ozark, et de la Pennsylvanie à l'Arkansas. Mais à son arrivée, il fut recalé à l'examen du permis de conduire américain, ce qui le contraria fort, car cela le privait de son autonomie. Il avait entendu parler de Bergmann à l'Agro : il parvint à le joindre à Cornell, et fut enchanté lorsque celui-ci accepta de lui servir de chauffeur.

Depuis ce temps-là, Bergmann et Dumont sont restés très bons amis. Bergmann a beaucoup profité de ces quelques mois qu'il avait passé à conduire Dumont. Il a signé une postface de l'ouvrage ramené par ce dernier, *Les Leçons de l'agriculture américaine*¹.

Quand il est rentré en France, il a fait une carrière *a priori* sans beaucoup de brillant comme Assistant et Maître de conférence à l'Agro. Ensuite, il a eu la chance que l'INRA ait éprouvé le besoin de se doter d'un département d'économie. Bergmann n'a pas été le premier Chef du Département d'Économie de l'INRA : cet honneur revint à Louis Malassis. Mais à cette époque-là, Malassis était très jeune, et apparemment assez maladroit avec les chercheurs qu'il voulait faire marcher « à la baguette ». Or les jeunes chercheurs en économie de l'INRA (il y avait en particulier Claude Servolin et Michel Gervais) n'avaient pas du tout envie d'être dirigés. Ils se révoltèrent et

manœuvrèrent très efficacement pour écartier Malassis et mettre Bergmann à la place. Pendant ce temps-là, j'étais au service militaire.

Beaucoup plus tard, L. Malassis est devenu directeur de l'enseignement et de la recherche (DGER) au Ministère de l'Agriculture. À la fin des années 60, la mode étant à la décentralisation, il fut chargé de trouver une ville de province susceptible de devenir la « capitale intellectuelle de l'agronomie française ». Il a promené son crayon sur la carte de France, et, en évitant Rennes qui avait trop participé à son éviction de chef du département d'économie de l'INRA, il est tombé sur Montpellier.

Bergmann était beaucoup plus libéral que Malassis, et semblait plus apte que ce dernier à diriger un département de recherche. De fait, j'ai toujours trouvé qu'il ne cherchait pas à forcer les gens à faire ce qu'ils n'avaient pas envie de faire, encore moins à les embriquer. C'était l'un des côtés sympathiques du personnage. À côté de cela, c'est complètement sûr qu'il était parfois caractériel. Je connais des gens qui ont énormément souffert de la présence de Bergmann, comme Philippe Mainié et Joseph Le Bihan, des chercheurs d'un certain âge déjà, qui souffraient sans doute de ne pas avoir été nommés à sa place, et le provoquaient. Il n'aimait pas cela, et réagissait parfois très fort. Cependant, j'étais assez en dehors de ces affaires, parce que j'étais trop jeune, et je comptais les coups qui me passaient par-dessus la tête.

DÈS LA FIN DE L'AGRO VOUS VOUS SPÉCIALISEZ EN ÉCONOMIE ?

Comme je viens de le dire, l'économie m'intéressait, et j'étais séduit par l'enseignement de Denis Bergmann. Cependant, l'économie n'était pas tout. Les mathématiques me semblaient indispensables, et ma culture en la matière laissait à désirer.

Or il y avait à l'Agro à l'époque, André Vessereau qui était un excellent statisticien. Dans sa jeunesse, lors des années 1930, il avait été collaborateur de Félicien Bœuf, un généticien français travaillant à l'école d'agriculture de Tunis, créateur d'une variété de blé

¹ Flammarion, coll. « La terre, encyclopédie paysanne », 1949.



© INRAE / Boussard

En 1962, Jean-Marc Boussard au service militaire en Algérie dans l'artillerie de marine (culasse d'un canon de 155 mm).

extrêmement célèbre en Afrique du Nord dans les années 60, la variété « Florence Aurore », du nom de ses deux filles. Il avait ensuite, avec la collaboration de André Vesseraux, écrit un ouvrage sur la statistique mathématique qui, à l'époque, faisait référence, c'était le « Bœuf et Vessereau ». J'ai été très honoré d'avoir été l'élève de Vessereau. C'était un grand pédagogue, qui expliquait très clairement pourquoi la statistique était indispensable aux sciences biologiques et aux sciences humaines. Il me persuada de la nécessité d'améliorer mes connaissances en mathématiques et en particulier en mathématiques des probabilités.

C'est ainsi que j'ai commencé ma troisième année d'agro par un certificat de calcul des probabilités à la faculté des sciences de l'université de Paris. Cependant, j'étais toujours persuadé que mon avenir était dans l'économie. C'est pourquoi je tentai de m'inscrire aussi dans un DES (Diplôme d'Études Supérieures, antichambre pour le doctorat) d'économie. Il me semblait en effet que, en dépit de leur intérêt, les cours de Bergmann n'étaient pas de la science économique fondamentale. Or pour faire de la recherche en économie, il fallait, me semble-t-il, une teinture d'économie de base.

Mais pour entrer en DES à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, il fallait passer un « examen spécial d'entrée en Doctorat ». Celui-ci

n'était pas donné, et, pour y faire bonne figure, j'ai passé le reste de ma troisième année d'agro à lire toute sorte d'auteurs, à commencer par la monumentale *History of Economic Analysis* de Joseph Schumpeter, d'où j'ai tiré le fond de ma culture économique. Mais je me souviens aussi d'avoir été très impressionné par Georges Shackle et son ouvrage *Decision, Order and Time in human affairs*. J'ai aussi lu le *Treatise on probabilities* de Keynes, et bien d'autres ouvrages. J'ai passé l'examen, et je suis parti faire mon service militaire en Algérie.

VOUS N'AVEZ DONC PAS ÉCHAPPÉ À LA GUERRE D'ALGÉRIE ? QU'AVEZ-VOUS RETIRÉ DE VOS DEUX EXPÉRIENCES ALGÉRIENNES ?

Je n'ai pas complètement échappé aux événements d'Algérie ! J'y ai fait plusieurs séjours plus ou moins longs entre 1959 et 1963, tant comme civil que comme militaire. Commençons par mes activités militaires.

Après mon diplôme d'ingénieur agronome, en 1961, j'ai commencé mon service militaire en étant incorporé durant l'hiver 1961-1962 à l'École d'Artillerie de Châlons-sur-Marne. Je suis arrivé en Algérie en avril 1962, c'est-à-dire au moment des accords d'Évian. Beaucoup de mes camarades de l'époque ont vécu l'OAS (Organisation Armée Secrète), une période

particulièrement pénible. Mais j'ai eu de la chance, et j'ai évité cette tragédie.

Cela a tenu au fait que j'étais un assez mauvais élève artilleur. Pour cette raison, lors de l'« amphi-situ » à la sortie de l'école de Châlons, je n'ai pas pu choisir un poste dans les régiments « nobles » qui faisaient la guerre dans l'Ouarsenis ou les Aurès (et qui se sont retrouvés en 1962 faire du maintien de l'ordre à Alger !). Je me suis retrouvé dans un régiment de « mauvaise qualité », cantonné dans un trou perdu du nord du Sahara, au sud d'Oran, dont les officiers s'étaient très mal conduits (aux yeux de l'« establishment » militaire) lors du « putsch des généraux » en avril 1961 (ils avaient menacé de marcher sur Colomb-Béchar au cas où le Général de Maison-Rouge, qui commandait cette place, aurait rallié les putschistes - une action qui ne leur avait pas été pardonné par les cadres bien-pensants de l'armée française !). Il n'y avait pas grand-chose à faire, et j'ai attendu que le temps passe, en attendant de rentrer comme sous-lieutenant dans un centre d'instruction à Melun, en octobre 1962.

Le séjour comme civil, en revanche, en 1959, m'a beaucoup appris. Là, j'ai vraiment vu ce qu'était un pays en voie de développement, en guerre de surcroît. J'ai raconté plus haut mon arrivée à Alger et l'histoire de l'interview du Général Massu.

A Tizi Ouzou, je me souviens aussi de la distribution de semences sélectionnées aux fellahs kabyle. Au désespoir du directeur des services agricoles, les intéressés mangèrent les semences sélectionnées, et semèrent leurs semences traditionnelles. Je vous laisse à penser la liste des noms d'oiseaux dont ils furent gratifiés ! Et pourtant, leur comportement était finalement assez rationnel : les semences sélectionnées avaient une espérance de rendement double des autres, mais elles ne donnaient rien du tout en cas de sécheresse au mauvais moment (les colons, alors, enfouissaient les débris par un labour ad hoc). Les semences traditionnelles, en revanche, étaient assez résistantes à la sécheresse. Les pauvres fellahs ne pouvaient se permettre de perdre une année de récolte. Leur choix de variété était donc plutôt rationnel. Cette aventure (elle s'était produite à l'automne

1958, mais on ne parlait encore que de cela en août 1959 dans la Direction Départementale de l'Agriculture) m'a beaucoup impressionné, et m'a convaincu de l'importance des considérations de risque dans les décisions des agriculteurs.

En même temps, je profitais des liens que, les années précédentes, j'avais tissé à Paris avec les responsables de la Mutuelle des étudiants d'Alger pour me documenter sur l'ambiance politique locale. Je passais tous les week-ends à Alger avec eux. Ce n'était pas les étudiants de droite fascinés par Lagaillarde. La Mutuelle des étudiants, en Alger, était tenue par des étudiants de gauche. Mais il était curieux de voir à quel point tout le monde, dans cette ville, poussait ses idées à l'aide de toute sorte de petites combines qu'il était intéressant d'observer. Je me souviens avoir été absolument suffoqué un jour de me retrouver dans l'anti chambre du bureau du Ministre Résident, alors que nous étions allés au Gouvernement Général pour régler une brouille sans importance. En vérité, le fonctionnement du gouvernement algérien à l'époque avait un côté hallucinant. N'importe qui faisait n'importe quoi, n'importe qui voyait n'importe qui. Cela avait un côté extrêmement intéressant quand on regardait cela sous un œil de sociologue. En même temps, cela n'allait pas bien loin. On se rendait compte que ce n'était pas là que se prenaient les décisions, de toute façon.

COMMENT SE SONT PASSÉS VOTRE RETOUR EN FRANCE ET VOTRE ENTRÉE À L'INRA ?

Quand je rentre en France, je suis recruté par l'INRA comme assistant, en 1963. Je vais y faire toute ma carrière jusqu'au grade de Directeur de recherches (classe exceptionnelle). A la différence de ce qui se passe maintenant, à l'époque, un jeune agro qui avait envie de faire l'INRA, on lui déroulait le tapis rouge. Il n'y a pas eu vraiment de sélection, et en plus, ce n'était pas à la mode. J'ai beaucoup de camarades qui me disaient : « *Tu es le roi des imbéciles de rentrer dans la fonction publique. Tu gagneras deux fois plus d'argent dans le privé* ». Mais moi, cela ne m'intéressait

pas de gagner de l'argent, ce que je voulais, c'était faire de la recherche.

Quand je suis parti au service militaire, Bergmann était toujours installé à l'Agro, rue Claude Bernard, et quand je suis revenu, il commençait à s'installer rue de Lasteyrie, le nouveau siège du nouveau département d'économie de l'INRA.

Comme je l'ai dit, Louis Malassis, le premier des chefs de département d'économie, avait des idées de grandeur. Pour loger le siège du département et les quelques chercheurs qui le composaient (Claude Laurent, Philippe Nicolas, P. Mainié, Joseph Le Bihan, M. Gervais et C. Servolin, tous groupés autour de Bergmann), il avait trouvé à louer un hôtel particulier rue de Lasteyrie, à côté de l'avenue Foch. Or c'est à ce moment-là que Bergman a pris le pas sur Malassis, de sorte c'est lui qui s'y est installé. L'hôtel de la rue de Lasteyrie était très agréable, avec son escalier monumental de style « faux Louis XV » et des boiseries dorées un peu partout. J'appréciais beaucoup. J'en garde un excellent souvenir.

Nous fûmes bientôt rejoints par François Nicolas et André Brun qui revenaient d'Algérie. De ma promotion Agro, il y avait aussi Lucien Farhi, un Libanais qui est devenu un général de barricade en mai 1968 (et ensuite, est allé élever des chèvres en Corrèze ou un autre endroit analogue). Il y avait Pierre Spitz qui, maintenant, je crois, est à l'OMC. Il y avait aussi Joseph Casas et Pierre Coulomb qui était probablement, de toute la bande, celui qui avait le plus les pieds sur terre et les idées claires. Coulomb a fait tout de suite très fortement équipe avec Gervais et Servolin, avec qui j'étais plutôt sur la réserve.

SUR QUELLES QUESTIONS COMMENCEZ-VOUS À TRAVAILLER ? COMMENT EN ÊTES-VOUS VENU À UTILISER L'INFORMATIQUE POUR FAIRE DE L'ÉCONOMIE ?

Je n'avais pas d'idée précise de ce qu'il fallait faire. J. Le Bihan, pour des raisons mystérieuses, avait des contacts avec un monsieur Pénéel qui élevait des poules en Provence. M. Pénéel avait demandé à Le Bihan : « *Est-ce qu'il y aurait*

quelqu'un qui pourrait faire des calculs pour savoir à quel âge il faut réformer les poules pondeuses ? » Le Bihan n'avait pas d'idée sur la question. Il avait repéré que j'étais intéressé par les mathématiques et cherchait des esclaves, susceptibles de travailler pour sa gloire. Il pensa que je ferais l'affaire. Donc il me dit : « *Je te mets en rapport avec Pénéel et tu vas étudier sur son exploitation l'âge de réforme optimal des poules pondeuses* ».

Je me souviens être allé à l'INRA de Tours, ou en tout cas, d'avoir pris contact avec quelqu'un de Tours. Car forcément, pour étudier la durée de vie optimale des poules pondeuses, il fallait que j'aie quelques idées sur la biologie des pondeuses ! Donc j'ai cherché des coefficients techniques pour essayer de voir. C'était le b.a.-ba.

Mais il fallait ensuite utiliser ces données d'une façon cohérente. J'élaborai un « modèle », mais fus bientôt épouventé par le volume de calculs à effectuer pour en chercher les solutions numériques. Je n'avais aucune envie de faire quelques milliers d'additions « à la main ». Je m'en ouvris à Michel Gervais en lui demandant s'il ne connaîtrait pas quelqu'un qui travaillerait non pas dans l'informatique – à l'époque, le mot « informatique » n'avait pas encore été inventé ! – mais sur les « cerveaux électroniques ». Il me semblait, d'après ce que je voyais dans les journaux, que l'usage de ces instruments devait permettre de faire le travail.

Je ne sais comment, il me ménagea un entretien avec un ingénieur au siège de chez Bull à Paris, avec qui je me suis très bien entendu. C'est ce dernier qui m'a donné les premiers rudiments d'un « langage » - en l'espèce, l'« Algol » - pour communiquer avec la machine. J'ai été fasciné. Il m'a dit : « *Effectivement, avec ça, on peut faire à peu près n'importe quoi* ». Je me suis dit que c'était un outil absolument merveilleux qu'il fallait absolument exploiter, ce que je fis, et donna lieu à un article publié dans la *Revue Française de Recherche Opérationnelle*.

Je commençais à avoir des théories sur la recherche. J'étais assez persuadé que les percées qu'on pouvait faire en matière de recherche étaient très souvent liées à des percées dans les

instruments de mesure ou d'observation : la lunette de Galilée, le microscope... C'était la grande époque des ordinateurs et il me semblait évident que l'avenir de la recherche économique passait par l'utilisation de cet outil. L'informatique, les techniques de programmation des ordinateurs, pour un économiste c'est l'équivalent du microscope pour un biologiste. Je m'étais dit qu'il fallait absolument que je maîtrise cet instrument parce que c'était vraiment l'outil de l'avenir.

De fait, comme me l'avait suggéré George Severac, alors assistant à l'Agro, il existait une technique de calcul assez bien adaptée à l'étude des problèmes d'une exploitation agricole : la « programmation linéaire ». Un problème de programmation linéaire consiste à rechercher le maximum d'une fonction (par exemple, le revenu de l'agriculteur, somme des revenus obtenus sur les différentes cultures) linéaire (c'est à dire, du premier degré) de nombreuses variables (par exemple, les surfaces à affecter à chaque culture) astreintes à satisfaire diverses « contraintes » également linéaires (par exemple, la somme des surfaces des cultures ne peut pas dépasser la surface totale de l'exploitation, ou bien les besoins des cultures en travail de toute sorte ne doivent pas excéder les disponibilités). Il était tentant de vérifier que cela marchait bien, et qu'il était en effet possible de se servir d'un tel système pour comprendre pourquoi les agriculteurs prenaient telle ou telle décision.

Bull ne disposait pas des programmes nécessaires à la recherche des solutions de problèmes de programmation linéaire, ce qui m'amena à travailler chez IBM, dont l'ordinateur se trouvait place Vendôme. Par la suite, dans le but d'économiser les crédits de recherche, j'utilisai un ordinateur du CNRS, d'abord dans une ancienne école assez minable du quartier Barbès, puis à Gif-sur-Yvette, dans les Yvelines. Pour finir, je m'installai sur les ordinateurs du commissariat à l'énergie atomique à Saclay, et enfin sur le nouveau « gros » ordinateur de l'INRA à Jouy-en-Josas.

Ce n'était pas commode à l'époque de travailler avec un ordinateur. Il n'y avait pas d'écran, on communiquait avec l'ordinateur par l'intermédiaire de

cartes perforées. Comme je n'étais pas sur place, je n'avais qu'un seul essai par jour, et quand il manquait une virgule, j'avais perdu une journée. En même temps, cela coûtait extrêmement cher. Pendant les premières années de ma carrière, j'ai dépensé en calcul électronique, tous les mois, ce qui serait maintenant l'équivalent de trois ou quatre micro-ordinateurs, pour des résultats pas toujours intéressants. Assez rapidement, j'obtins l'organisation d'une navette (conduite par M. Pivert, l'indispensable factotum de la rue de Lasteyrie, que je devais suivre tout au long de ma carrière, jusqu'à Ivry !) qui allait chercher les résultats et qui les rapportait rue de Lasteyrie. Je me rends compte, maintenant, à quel point on était libres de dépenser des sommes astronomiques pour vraiment pas grand-chose.

En même temps, il faut bien dire qu'on n'aurait pas eu la percée de l'informatique si on n'avait pas fait cela. En ce sens ces sommes, à mon avis, n'ont pas été perdues pour la collectivité. Elles ont au moins servi à mettre au point les ordinateurs. On n'aurait pas les PC qu'on a maintenant, s'il n'y avait pas eu des chercheurs, à l'époque, pour se livrer à ces galères. Cela dit, l'impact direct de notre affaire sur la gestion de la société a été assez faible, même si je persiste à penser que les travaux que j'ai réalisés sur l'économie de l'irrigation n'ont tout de même pas été complètement perdus.

COMMENT ÊTES-VOUS PASSÉ À DES RECHERCHES SUR L'ÉCONOMIE DE L'IRRIGATION ?

Nous étions certes encouragés à utiliser beaucoup les ordinateurs, mais les crédits, quoique beaucoup plus abondants que de nos jours, n'étaient tout de même pas illimités. Il fallait payer des heures de calcul qui dépassaient de beaucoup les allocations attribuées par l'INRA. Si je voulais continuer, il fallait trouver des financements supplémentaires. C'est comme cela que je suis rentré en contact avec le Canal de Provence, puis la société Bas-Rhône-Languedoc. Je ne me souviens pas du tout comment se sont faits les premiers contacts. En revanche, je sais qu'à l'époque, l'irrigation était un sujet à la mode. Les gens du Canal de Provence, qui dépensaient

beaucoup d'argent dans des infrastructures d'irrigation, se trouvaient confrontés à de vrais problèmes économiques parce que, à leur désespoir, les agriculteurs du « pays d'Aix » n'utilisaient pas beaucoup leur eau, et continuaient à pratiquer l'agriculture « en sec » : aussi, les dirigeants du Canal étaient prêts à payer n'importe quoi pour trouver le mot magique qui amènerait les agriculteurs à changer leur comportement.

À l'époque, on considérait que l'irrigation était faite pour les cultures maraîchères, ce qui était une culture classique en Provence. Mais les agriculteurs provençaux ne voulaient pas en augmenter les surfaces. L'exploitation agricole typique alors en Provence, c'était 15 hectares dont 3 hectares en culture maraîchère et le reste en céréales. Et les céréales n'étaient pas irriguées, car ce n'était pas du maïs, c'était du blé ou de l'orge. Cela contrariait beaucoup les cadres du Canal de Provence d'être obligés d'étendre leur réseau par-dessus les cultures de céréales non irriguées. Pour distribuer la même quantité d'eau, ils étaient obligés de tripler la taille de leur réseau... Ils étaient donc très anxieux de savoir pourquoi les agriculteurs ne voulaient pas s'engager dans les cultures maraîchères. Leur première idée avait été de dire : « *C'est parce qu'on leur vend l'eau trop cher* ». Ils cherchèrent donc à déterminer jusqu'à quel point il aurait fallu descendre le prix de l'eau pour augmenter leurs ventes. Ils effectuèrent pour cela des enquêtes de type sociologiques, demandant aux agriculteurs quel prix ils étaient prêts à payer pour l'eau. Les résultats furent peu probants tant il était évident que les agriculteurs, devant de telles questions, répondaient n'importe quoi.

Il fallait donc trouver une autre technique d'investigation. Dans ce domaine, la programmation linéaire semblait une piste possible. De fait, sous toutes les latitudes, l'irrigation, l'arrivée de l'eau est toujours un très fort bouleversement dans la structure de l'exploitation. Il n'est pas surprenant que les agriculteurs rechignent à complètement changer leurs habitudes. Or il était tout à fait clair que les modèles d'exploitation agricole que l'on pouvait construire avec des programmes linéaires étaient susceptibles d'éclairer la question.

C'est ainsi que Michel Petit et moi-même nous fîmes équipe pour construire des modèles des exploitations agricoles provençales en utilisant la « programmation linéaire ». Au début, les résultats furent surprenants : une exploitation type de 15 ha devait cultiver 14,5 ha de tomates, et 0,5 ha de chou-fleur... Cela comblait d'aise les cadres du Canal de Provence, mais fut accueilli par les agriculteurs comme une « histoire de fada parisiens ». Nous discutâmes avec les agriculteurs, et en incorporant dans nos programmes linéaires les considérations qu'ils exprimaient, nous obtinrent des solutions qui ressemblaient beaucoup aux systèmes d'exploitation que nous observions, ce qui nous donna confiance dans nos modèles. Le point principal était la gestion des risques : les cours des céréales étaient très sûrs, et permettaient de faire des prévisions. Les cours des légumes, au contraire, variaient énormément, au point que parfois, il valait mieux enfouir les récoltes que les ramasser. Cela expliquait les comportements observés, et les décisions de faire « un petit peu » de légumes, pour changer de voiture si par hasard on les vendait bien, et « beaucoup » de céréales, pour assurer un minimum de revenu en toutes circonstances. Le remède, pour développer l'irrigation en Provence consistait donc à sécuriser les prix des légumes - une activité qui, malheureusement pour le Canal de Provence, échappait à son mandat !

Par la suite, j'ai prolongé mes travaux réalisés en Provence dans de nombreux pays et avec des partenaires variés. Mais c'est une autre histoire !

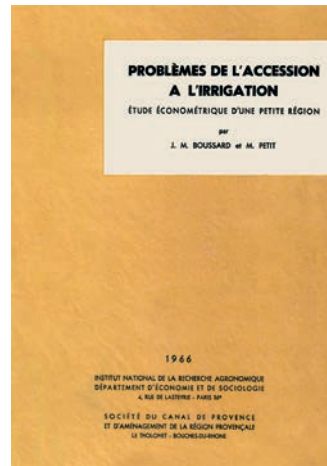
FAIRE DE L'ÉCONOMÉTRIE NE VOUS DISPENSAIT PAS D'UN TRAVAIL « DE TERRAIN » ?

Bien sûr que non ! Je dirai même que le travail de terrain et la discussion avec les agriculteurs étaient (et sont) absolument essentiels ! On faisait des enquêtes, on essayait de modéliser les exploitations sur lesquelles on avait fait des enquêtes. On allait voir les agriculteurs et on discutait avec eux. On essayait de voir quelle pourrait être l'évolution de ces exploitations dans une situation différente qui prévalait au moment de l'interview.

Aussi bien, ces allers et retours entre modèle et réalité sont (ou devraient être) le cœur des applications économétriques dans n'importe quel domaine. Quand on fait un modèle, le Ba-Ba, c'est de vérifier qu'il correspond à la réalité. En plus, le modèle est un excellent moyen de dialogue avec les décideurs, en ce sens que, quand on a fait un modèle qui vous a donné un résultat, il faut aller le présenter à l'un des décideurs concernés en lui disant « *qu'est-ce que vous pensez de cela ?* ». La réponse est alors : « *c'est idiot* » ou encore « *c'est exactement ce que je fais* ». Souvent il dit que c'est idiot et cela permet de faire avancer la compréhension du système. Dans le cas précis des travaux qu'on avait faits avec le Canal de Provence, on vient de voir que le problème majeur - trop souvent ignoré des décideurs et des politiciens de toute sorte - était le risque. L'espérance de rentabilité de la culture des légumes était extrêmement grande, mais en même temps, c'était une activité très risquée. Si nous voulions que nos programmes linéaires, d'une façon ou d'une autre, rendent compte du comportement des exploitants, il fallait qu'on y introduise des considérations de risque.

A cette époque-là, ce n'était pas du tout évident. Les fonctions de probabilité sont, fondamentalement, des fonctions qui ne sont pas linéaires. Il a fallu trouver un « truc » pour « linéariser » les fonctions de probabilité et en plus, un truc assez astucieux pour éviter d'utiliser les techniques standard de la linéarisation qui viennent à l'esprit d'un mathématicien (mais qui, avec les moyens réduits de calcul électronique dont nous disposions à l'époque, n'étaient pas utilisables). On a donc imaginé des formules de linéarisation *ad hoc* qui étaient assez astucieuses et assez intéressantes. Elles ont donné lieu à des publications. Il y a encore des gens qui s'en servent.

Après ces questions sur l'irrigation en Provence, avec qui j'avais travaillé avec M. Petit, j'avais des idées très précises sur le fonctionnement des exploitations agricoles. De ce point de vue, l'ignorance aussi bien des professionnels que des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, est complètement consternante. Beaucoup n'imaginent pas du tout com-



Couverture du compte rendu final des études à base de programmation linéaire relatives à l'adoption de l'irrigation par les agriculteurs du pays d'Aix, édité par la Société du Canal de Provence en 1966.

ment raisonnent les agriculteurs, et cela, dans tous les pays du monde (au moins, dans ceux que j'ai visités !).

En même temps, au département d'économie de l'INRA, ces questions n'intéressaient pas beaucoup plus. Presque tout le monde était « marxiste ». Les marxistes ne s'intéressaient absolument pas à la micro-économie, et n'avaient en vue que l'exploitation du peuple par le méchant capitalisme. Moi, je ne dirai pas que cet aspect des choses m'était complètement indifférent. Mais il me semblait que la compréhension de ce phénomène impliquait aussi d'analyser ce qui se passait au sein des exploitations, et qui n'était ni simple, ni tellement évident. De ce fait, j'ai été assez persécuté par les marxistes.

A CE MOMENT-LÀ, LES PROBLÈMES DE RISQUE ET D'ANTICIPATION SONT DEVENUS CENTRAUX DANS VOS RECHERCHES ?

C'était le prolongement naturel de ce que je viens de dire à propos des études effectuées pour le Canal de Provence. À l'origine, nous avions pensé que, pour répondre à la question posée (quel prix fallait-il donner à l'eau d'irrigation pour en vendre une quantité raisonnable ?), il nous fallait construire une « courbe de demande d'eau ». Nous avons donc rapidement élargi la question au déterminisme de la demande d'eau. Le déterminisme de la demande d'eau, c'était celui de la culture des légumes, par opposition aux céréales, qui, eux, étaient toujours cultivés « en sec ». Mais qu'est-ce qui déterminait un agriculteur à cultiver plus ou moins de légumes ?

Nous découvrîmes bientôt que ce n'était pas l'espérance de prix, car les légumes étaient visiblement tout à fait rentables. Mais le problème venait de la variabilité du prix effectivement reçu : un agriculteur pouvait très bien cueillir ses tomates le matin en pensant que le prix était 1 franc le kilo, et ne les vendre que 20 centime à midi au marché de Chateaurenard... Dans ces conditions, même avec un prix « moyen » très rémunérateur de 60 centimes, la culture de la tomate avait toutes les caractéristiques d'un jeu de loterie, sur lequel il n'était pas prudent de compter pour assurer les dépenses quotidiennes du ménage. En revanche, à l'époque, il y avait des prix garantis pour un certain nombre de produits comme les céréales. Un agriculteur qui semait du blé au mois de novembre connaissait, à 10 % près, le prix auquel il le vendrait au mois d'août prochain. Dès lors, il était logique de cultiver des céréales sur une fraction (à vrai dire, assez importante) de la surface disponible, ce qui lui permettait d'assurer le minimum vital, tout en prenant quand même quelques risques sur la sole restante en y cultivant des légumes, parce que « en cas de succès, on pouvait changer de voiture ».

Et c'est en effet ce comportement qui était très bien reproduit dans les solutions de nos programmes linéaires dès lors qu'on y imposait un revenu minimum à atteindre avec une forte probabilité, alors que les mêmes données, si l'on ignorait le risque, conduisaient à ne produire que des légumes...

Ce résultat, à vrai dire, n'était pas complètement nouveau : en dépouillant la littérature, nous découvrîmes, M. Petit et moi-même, qu'un certain Rudolf Freund, quelques années avant, avait eu exactement le même problème en étudiant des exploitations agricoles de Caroline du Sud. Ses résultats de programmes linéaires étaient qu'il fallait couvrir la Caroline du Sud de choux, exactement comme en Provence les tomates. Naturellement, les exploitants de Caroline du Sud trouvaient que ce n'était pas des plans très raisonnables. En tout cas, on observait en Caroline du Sud que les agriculteurs cultivaient surtout du maïs et d'autres céréales. C'étaient des cultures à prix garantis à l'époque. En face de cette situation,

Freund avait modifié son modèle pour y faire rentrer des considérations de risque, ce qui lui avait donné des plans d'exploitation optimaux à base de céréales et presque dépourvus de choux. Il avait donc bien vu quelque chose qui ressemblait à ce que nous avons expérimenté en Provence. En fait, nous avons reproduit en Provence les travaux de Freund sur la Caroline du sud.

Il y avait tout de même chez nous une petite avancée technique : Freund avait utilisé des techniques mathématiques beaucoup plus sophistiquées que les nôtres, utilisant des algorithmes de programmation « non linéaire » (il maximisait une fonction « quadratique », qui calculait directement la probabilité de ruine de l'agriculteur sous l'hypothèse que les prix étaient des variables aléatoires « gaussiennes »). Parce que nous ne nous croyions pas capables de faire cela, nous avons imaginé de « linéariser » ces fonctions quadratiques en les remplaçant par un ensemble de contraintes linéaires. Ce système aurait pu être considéré comme un pis-aller. En fait, il était assez ingénieux, et il a été assez souvent reproduit dans la littérature. Récemment encore, je suis allé en Argentine, et j'y ai trouvé des gens qui l'utilisaient, parce qu'il est quand même plus simple de rester dans un cadre strictement « linéaire », et que l'approximation est assez bonne. De plus, rien ne dit que les lois de probabilité des prix sont toujours gaussiennes, ce qui implique qu'une erreur d'approximation sur ces lois de Gauss ne doit pas être trop grave...

A noter du reste que Rudolf Freund n'était pas l'auteur direct du modèle de décision en situation de risque qu'il utilisait. Il s'était servi des travaux de Von Neumann, et du fameux livre que celui-ci avait publié avec Morgenstern. Von Neumann était un très grand mathématicien des années 1940. Il serait sûrement souhaitable, à l'heure actuelle, de revenir à ses réflexions économiques parce que c'était un esprit fabuleux. Malheureusement, c'était un pur mathématicien. Il exprimait ses idées de façon purement mathématique et il n'a eu aucun succès. Mais il aurait mérité trois prix Nobel d'économie.

C'est pour cela que je me suis intéressé à un sujet sur lequel Von Neuman a

effectué une percée décisive, mais encore mal comprise de beaucoup d'économistes (pour ne pas parler des autres citoyens !) : pourquoi les gens ne font-ils pas des plans sur une durée infinie ? Dans une optique classique, c'est anormal : Mes décisions d'aujourd'hui dépendent de ce qui se passera dans dix ans. Or pour savoir ce qui se passera dans dix ans, j'ai besoin de savoir quelles décisions je prendrai à cette époque. Et pour savoir cela, il me faut me projeter encore de 10 ans dans l'avenir, et savoir ce qui se passera dans 20 ans... et ainsi de suite : toute décision immédiate dépend donc d'un « horizon de planification » qui s'éloigne à l'infini. Et pourtant, une telle conclusion est contraire au sens commun et à la pratique courante. D'où cela vient-il ?

C'est ici que joue le « théorème de l'auto-route » démontré par Von Neuman dans un article fameux paru en 1938 : dans une économie complexe, où « les produits se fabriquent avec des produits », à technologie constante (il n'y a pas de progrès technique), et en l'absence de facteur limitant ultime (on peut avoir autant de « terre » que l'on veut), il existe une proportion « optimale » entre les différentes activités, proportions qui garantissent une croissance maximale de l'ensemble. Et cela est vrai quel que soit l'objectif final du décideur, qu'il s'agisse de maximiser son stock d'or ou le nombre de boîtes d'allumettes à sa disposition. Lorsque les proportions entre les différentes activités ne correspondent pas à cette situation (que l'auteur compare à une auto-route, par laquelle il vaut mieux passer pour aller loin même si cela constitue un détour apparent), quel que soit donc l'objectif final, le problème est seulement de les y mettre : car une croissance plus forte garantit, dans un avenir éloigné, toujours plus de tout. Il est en revanche tout à fait inutile ensuite de poursuivre la « planification » au-delà de la date à laquelle on atteint les proportions optimales, puisque, alors, il faut juste rester sur cette « autoroute » de croissance maximale.

Naturellement, dans la réalité, les choses sont plus compliquées que cela, car les ressources sont limitées, les techniques disponibles changent, et le risque, partout présent, représente une limitation réelle des possibilités

technologiques. Il n'en demeure pas moins que ce « modèle de Von Neuman » demeure une sorte d'étalon qui permet de comprendre mille choses en rapport avec la croissance économique et le développement.

Je pense que j'ai moi-même assez bien transposé la théorie sur le plan micro-économique, où, du reste, l'hypothèse de l'absence de contrainte ultime liée aux ressources naturelles est bien mieux justifiée que dans le cas « global », où ces contraintes jouent forcément. C'est du reste comme cela que j'ai obtenu, en 1972, le prix « Outstanding Journal Article » de l'association américaine des économistes ruraux². Depuis ce temps-là, je me suis toujours intéressé à ces questions de dynamique et de risque. Le sujet est très loin d'être épuisé. Cela mérite encore quelques explications.

Traditionnellement, dans la théorie économique standard, y compris dans l'équilibre général de Debreu, il y a deux choses qui sont complètement distinctes. C'est d'un côté, une préférence pour le présent (es gens préfèrent consommer maintenant que plus tard), et de l'autre, une préférence pour le certain (si on leur donne le choix entre deux loteries, l'une avec une forte dispersion et l'autre avec une faible dispersion, les deux ayant la même moyenne, les gens choisissent, en principe, la loterie avec la faible dispersion). Dans la pensée standard des économistes, les deux grandeurs, l'aversion moyenne pour le risque d'un côté, la préférence pour le présent de l'autre, sont considérées comme complètement distinctes. Or il existe maintenant d'assez nombreux travaux qui conduisent à la conclusion que ces deux grandeurs sont une seule et même chose, et qu'il est impossible de modifier l'une sans affecter l'autre. On ne peut pas distinguer entre l'individu qui ne se lève pas le matin parce qu'il préfère jouir de son lit et de l'instant présent, plutôt que d'aller travailler pour l'avenir, et celui qui ne sort pas de son lit parce qu'il a peur d'être écrasé par une voiture s'il met les pieds dehors. Fondamentalement, il n'y a pas de moyen de distinguer l'aversion pour le

risque de la préférence pour le présent. Et cela n'est pas sans conséquences pour les politiques économiques.

Aussi bien, c'est là un point central (quoique non explicité) de l'œuvre de Keynes, actuellement le gourou des politiciens en matière de politiques économiques. Hélas, ce qui est cocasse dans la façon dont le public (et surtout la classe politique) reçoit le message de Keynes, c'est que celui-ci a été complètement occulté par des générations d'enseignants qui n'y avaient rien compris. Tout ce qu'on en tire, c'est que le déficit budgétaire n'est pas un péché. Mais l'analyse de Keynes est bien plus subtile et porte, fondamentalement, sur les rapports entre la croissance et l'aversion pour le risque... On voit par-là l'intérêt fondamental de ces réflexions sur la croissance, le risque, et la politique pratique. Il est bien dommage que ces réflexions restent l'apanage de quelques universitaires peu connus. En tout cas, pour moi, elles sont absolument nécessaires, en particulier pour tous ceux qui prétendent s'intéresser à l'économie du développement et à la lutte contre la pauvreté !

QUEL EST L'INTÉRÊT POUR LE CHERCHEUR D'UNE DÉMARCHÉ MICROÉCONOMIQUE ?

La microéconomie de l'exploitation pour elle-même n'a aucun intérêt du point de vue de la recherche. Ce qui est intéressant, c'est la microéconomie pour comprendre la macroéconomie. Depuis l'origine des temps, les gens se sont intéressés à la micro-économie essentiellement pour comprendre l'origine des phénomènes globaux. Les auteurs qui disent, à partir d'une lecture superficielle de Keynes, qu'il existe un fossé entre la microéconomie et la macroéconomie n'ont rien compris au problème.

A vrai dire, il n'y a pas de solution de continuité entre les deux. On peut dire qu'un modèle est plus ou moins microéconomique ou plus ou moins macroéconomique. Ce ne sont pas du tout deux mondes différents. Le *no bridge* entre la « micro » et la « macro » économie est une invention des commentateurs de Keynes, pas de Keynes lui-même, qui était plus subtil que cela. Même s'il est considéré comme le prototype du macro-économiste, en réalité, le cœur de sa théorie est bien microéconomique.

NON SEULEMENT VOUS AVEZ SUIVI UN CURSUS D'ÉCONOMISTE, MAIS VOUS AVEZ ÉGALEMENT SOUTENU UNE THÈSE.

Après mon DES de sciences-économiques, j'ai fait une thèse sous la direction de Luc Fauvel qui était professeur d'économie (et spécialiste de l'agriculture) à la Faculté de droit et de sciences économiques à Paris. Je l'ai soutenue le 30 mai 1968. Elle m'a valu d'obtenir la Médaille d'or de l'Académie d'Agriculture de France en 1972. Auparavant, en 1968, j'avais eu le Prix Truchy de la Faculté de droit et d'économie de Paris, où, en parallèle, de 1964 à 1968, j'étais « chargé de travaux dirigés ».

Fauvel m'a pas mal marqué. C'était un assez curieux personnage, que je n'ai jamais vraiment réussi à décrypter. Il était loin d'être nul : il avait fait ses études à Cambridge. Je ne sais pas s'il avait été directement l'élève de Keynes mais, en tout cas, il avait été l'élève de tous les keynésiens de l'école de Cambridge. Il connaissait Piero Sraffa et Joan Robinson, ainsi que toute la bande des cambridgiens de l'école postkeynésienne. Il connaissait George Shackle, justement, alors, l'un des gourous de la décision en situation de risque ou d'incertitude Il entretenait des liens d'amitié avec tous ces gens-là. En même temps, il n'était pas assez sûr de lui, très inquiet de dire des sottises. C'est cela qui l'a empêché de publier comme il aurait souhaité le faire.

Il avait sur toute chose un regard exagérément critique. Il savait ce qu'il fallait faire et en même temps, il n'osait pas le



En 1970, les éditions Cujas publient la thèse de Jean-Marc Boussard réalisée sous la direction du professeur Luc Fauvel.

² American Association of Agricultural Economists.

faire. Cela ne l'a pas empêché d'être Secrétaire général de l'Association internationale des économistes et d'y jouer un rôle tout à fait majeur, quoique toujours en arrière-plan. Il a organisé des colloques qui sont restés dans l'histoire de la science économique. Il m'a invité à l'un d'eux, à Jérusalem, en 1988 ou 89, sur théorie de la croissance. Il y avait là de grands noms de la science économique, comme Don Patinkin ou Franck Hahn. Hélas, mon anglais, à l'époque n'était pas fameux, et beaucoup de choses me sont passées par-dessus la tête. Mais le simple fait d'avoir été sur la liste des participants m'a été quelque fois utile !

Il est excessivement regrettable que les dirigeants de l'INRA, y compris Bergmann, n'aient jamais pris Fauvel au sérieux. Il aurait pu nous apporter énormément de choses. En tout cas, la Faculté de Sciences Economiques de Paris souhaitait avoir un enseignement en économie rurale, un sujet à la mode à l'époque même en économie générale. Fauvel, toujours inquiet de ses limites, ne voulait pas le faire tout seul, il a appelé D. Bergman à la rescousse. Ensemble, ils avaient monté un DEA qui ne marchait pas mal du tout. Malheureusement, après la retraite de Fauvel, ce DEA a été démonté. Il n'y a eu personne pour prendre la relève parce que ceux qui sont venus après ont dit « *l'agriculture, ce n'est pas intéressant* ». C'est extrêmement dommage.

VOUS AVEZ PASSÉ VOTRE THÈSE EN PLEIN MAI 1968. QUELLE ÉTAIT L'AMBIANCE ?

Habitant non loin du boulevard Saint-Germain, ma femme et moi étions au cœur des événements. En plus, mon beau-père était membre de l'Institut, ancien président de l'Académie des Beaux-arts, qui était évidemment dans le collimateur des révolutionnaires. Je me souviens d'avoir fait partie d'un commando chargé de défendre l'Institut pour le cas où les étudiants auraient eu envie d'occuper le palais Mazarin comme ils avaient fait pour le théâtre de l'Odéon. Je ne sais d'ailleurs pas pourquoi ils ne l'ont pas fait, parce que cela aurait été pour eux un très beau symbole. Je pense que Daniel Cohn-Bendit doit avoir regretté de ne pas avoir tenté le coup !

J'avais envisagé de faire un « coup de pub » avec ma soutenance de thèse, m'attendant à un public nombreux. Évidemment, c'était manqué ! La soutenance s'est tenue dans une toute petite salle dérobée. Ma belle-sœur, qui habitait non loin de la faculté du Panthéon, a voulu venir néanmoins. Elle a été éconduite par un appariteur qui lui a assuré qu'il n'y avait aucune soutenance en cours ni prévue. Et pendant ce temps, ma femme accouchait de notre second enfant ! J'ai tout de même terminé la soutenance, puis je me suis précipité (à pied!) à la clinique pour voir ma femme et le bébé. Nous avons entendu le discours du général de Gaulle, et, en rentrant chez moi, je me suis trouvé pris dans la grande manifestation gaulliste du 30 mai... Ce sont des souvenirs qu'on n'oublie pas !

Au laboratoire d'économie de la Rue de Lasteyrie, les choses s'étaient assez mal passées. Je me souviens que des affiches de mai 68 avaient été collées sur toutes les boiseries, ce qui m'avait indigné. Lors d'une « assemblée générale », j'en avais demandé le retrait, au motif que : « *Il faut quand même respecter un beau monument !* ». Mais j'ai été battu dans un scrutin où il a été dit qu'il fallait donner à tout le monde la permission d'afficher n'importe quoi n'importe où. Dans ces conditions, « *Puisque c'est comme ça, on va voir ce qu'on va voir* » : je suis allé acheter un numéro de Playboy chez le marchand de journaux d'à côté, et j'ai couvert les murs de photos de femmes nues. Cela a causé un énorme émoi dans le personnel, sur le thème « *On ne croyait pas que Boussard était comme ça !* » Bien sûr, tout cela était du folklore !

Plus généralement, il y avait des gens pour qui j'avais une grande estime, en particulier Michel Gervais et Claude Servolin. Cependant dans cette occasion de Mai 1968, ils me déçurent beaucoup. Ils avaient une très bonne capacité d'analyse. Quoique non-mathématiciens (et tout à fait opposés, en général, aux modèles mathématiques!), ils étaient capables de formuler des hypothèses intéressantes et qui collaient quand même en général avec les faits. Lors des événements de mai 68, je les ai pris pour des traîtres, parce qu'ils se sont mis à courir derrière les révolutionnaires, alors que je savais pertinemment qu'ils n'y

croyaient pas. J'avais trouvé que ce n'était pas élégant de leur part.

DÈS CETTE ÉPOQUE, VOUS VOUS ÊTES IMPLIQUÉ DANS DES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT. QU'EST-CE QUI VOUS MOTIVAIT ?

J'ai toujours voulu enseigner. Je suis vraiment convaincu que ce n'est pas possible de faire de la recherche sans faire d'enseignement. Cela me paraît même absurde. Le contact avec les étudiants est absolument impératif pour avoir des gens qui vous posent des questions qu'on ne se poserait pas autrement. Dans ces années-là, j'ai enseigné à l'Institut d'économie du développement (IEDES) en 1969-70 à Paris, puis à l'École d'agriculture tropicale (ESAT) et à l'Institut agronomique méditerranéen de Bari en Italie de 1974 à 1977.

A CE MOMENT-LÀ, LE CLIVAGE DOMINANT CHEZ LES ÉCONOMISTES, EST CELUI ENTRE LES LIBÉRAUX ET LES MARXISTES ?

Il y a eu d'abord un clivage entre les « littéraires » et les « mathématiciens ». De ce point de vue, les Français avaient une bonne génération de retard. Les économistes anglo-saxons étaient passés à l'économie mathématique depuis pas loin d'une génération, alors que les professeurs d'économie en France étaient encore en train de chercher à faire des belles phrases. Ils avaient même recalé la thèse de Gérard Debreu (elle lui a valu le prix Nobel d'économie par la suite) au motif qu'elle ne faisait que 100 pages (il est vrai, pleines de formules mathématiques), et qu'une thèse d'économie devait au moins en avoir 300 ! Cela, c'était ma génération.

Quand je me suis arrivé avec mes méthodes de programmation linéaire, on m'excusait parce que j'étais un ingénieur. Aux yeux de beaucoup de gens, c'était considéré comme quelque chose d'inutile, et même, pour certains de tout à fait répréhensible. Heureusement que j'avais écrit des choses assez agréables à côté, comme mes articles dans la revue *Gestion* où je m'étais bien gardé d'étaler mes (modestes) connaissances mathématiques.

Assez curieusement, les « pro-mathématiques » (il y en avait !) étaient, en général, plutôt de droite et violemment

anti-marxistes. Ce qui est surprenant, parce que, à cette époque-là aussi, beaucoup d'économistes Anglo-saxons habitués au langage mathématique commençaient à devenir marxistes. C'est du reste pour cela que, pendant la seconde guerre mondiale, Joseph Schumpeter avait écrit son livre *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (une pure splendeur !) contre les marxistes qui, à l'époque, commençaient à peupler les universités américaines.

En France, les réactions « anti-mathématiques » s'accompagnèrent de réactions « anti-tradition » (alors même que des universitaires comme Émile James ou Alain Barrère n'avaient jamais utilisé la moindre équation !), sur le mode « ôte-toi de là que je m'y mette ! ». En l'espace de quelques années, la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Paris est devenue marxiste. D'une certaine façon, les événements de mai 1968 étaient plus le symptôme que la cause de cette évolution. Tous les jeunes agités qui ont fait mai 1968, s'affichaient marxistes (même quand ils n'avaient jamais lu une ligne de Marx !). La vogue du marxisme était quelque chose d'insensé. On n'était pas considéré comme quelqu'un de sérieux si on ne se référait pas aux trois livres du *Capital*, en distinguant bien l'évolution de la pensée entre le troisième livre et le premier. Ce qui était arrivé après Marx, cela n'existait pas.

J'étais assez scandalisé par cela. Ce n'était pas que je fus par principe opposé à la pensée de Karl Marx, qui était sans nul doute intéressante (et quelque fois agréable à lire : son pamphlet sur le 18 brumaire de Louis Bonaparte est un pur chef d'œuvre de journalisme engagé, digne de Victor Hugo!). Mais je pensais que la pensée anglo-saxonne non marxiste méritait énormément de respect et que c'était même le cœur de la science économique moderne (je le pense toujours !). Les critiques dont la gratifiait les marxistes, c'était vraiment un combat d'arrière-garde. En vérité, ces gens se croyaient en 1830, alors qu'ils étaient en 1970. Et bien sûr, le combat « anti-mathématique » s'ajoutait à tout cela.

Cela dit, je n'ai jamais été moi-même ni anti ni pro marxiste : Marx a écrit de

très bonne chose, et aussi de grandes sottises. Ces dernières ont été reprises et amplifiées par des disciples peu scrupuleux et peu clairvoyants. Il en est de même pour Keynes. Aussi bien, le drame de tous les grands économistes, c'est qu'ils valaient, en général, beaucoup mieux que leurs disciples. Marx valait beaucoup mieux que les marxistes, Keynes valait beaucoup mieux que les keynésiens. Les messages de ces gens-là sont généralement très mal compris, ce qui est très dommage !

UN PEU PLUS TARD, EN 1972, DENIS BERGMANN PERD SON POSTE DE CHEF DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE. SAVEZ-VOUS COMMENT CELA S'EST PASSÉ ?

Bergmann a perdu son poste à la tête du département ESR d'abord parce qu'il y était depuis au moins dix ans, et qu'il était donc normal qu'il change. Mais le prétexte a été sa réaction, il faut le dire, maladroite, à une demande du Ministre de l'agriculture au moment de la dévaluation du franc en août 1969. Pour le coup, le Ministère de l'Agriculture s'était intéressé à l'INRA et au département d'économie. Un beau matin,

Bergman a reçu une note : « *Il faudrait que vous nous disiez ce soir, quels sont les effets de la dévaluation sur les coûts de l'agriculture* ». C'était une question qui n'avait que peu de sens. Au mieux, il aurait fallu lancer un grand modèle « d'équilibre général » pour tenter d'y répondre approximativement. La réponse de Bergman fut assez ironique, disant en substance : « *Evidemment, on peut toujours dire ceci et cela. Mais de telles hypothèses non vérifiées ne valent pas grand-chose ! Vous ne manquez pas de culot de poser des questions aussi stupides* » (Il ne l'avait pas dit exactement comme cela, mais c'était bien cela que sa note voulait dire). Le chef de cabinet du ministre de l'Agriculture, Jacques Duhamel, avait très bien compris qu'il se moquait d'eux. Et Duhamel, du coup, avait piqué une grande crise en disant à l'INRA : « *Quand même, vous pourriez au moins répondre correctement aux questions que je vous pose* ». C'est passé par la voie hiérarchique de l'INRA et c'est ce qui a coûté son poste à Bergmann.

Il a été d'abord remplacé par Marcel Mazoyer. Mais celui-ci n'a pas vraiment

En 1970, Isabel Boussard-Decaris, épouse de Jean-Marc Boussard, avec leurs deux enfants, dans la maison familiale en Touraine près de Loches, en compagnie d'un oncle et d'une tante.



© INRAE / Boussard

marqué le Département ESR, car il était trop prudent pour se mêler des controverses internes. Assez rapidement, il présenta sa candidature pour succéder à René Dumont à l'Agro, et il fut reçu. A l'INRA, il fut donc remplacé par son adjoint, Jean-Claude Tirel. Ce dernier n'avait pas le génie médiatique de Mazoyer, mais il avait beaucoup de bon sens et d'humour. Il avait profondément le sens de la recherche et, surtout, avait un sens aigu de la nécessité d'une interface entre le chercheur et le politique ou celui qui prétendait diriger la recherche. Tirel a pratiqué une politique d'édredon absolument grandiose pour désamorcer les conflits du type de celui qui avait coûté son poste à Bergmann. De cela, je lui en ai une très grande reconnaissance.

COMMENT A ÉTÉ DÉCIDÉ LE DÉMÉNAGEMENT DE VOTRE LABORATOIRE DE LA RUE DE LASTEYRIE AU PASSAGE TENAILLE ?

C'est justement Tirel qui a piloté le déplacement vers le Passage Tenaille, mais la décision a été prise par Jacques Poly. Un beau matin, Poly est venu voir comment ça se passait rue de Lasteyrie, il a été épouvanté par le luxe de cet immeuble : « *Ce n'est pas possible qu'un labo de l'INRA continue à baigner dans un pareil palais* ». En même temps, il souhaitait regrouper les différents services administratifs dispersés dans différents endroits de Paris. L'un d'eux (je ne sais lequel) ayant libéré, Passage Tenaille, près de la Mairie du 14^{ème}, un petit immeuble créé à l'origine, par un fabricant de vitraux, nous fûmes donc déménagés dans cet endroit en 1972.

Passage Tenaille, les conditions n'étaient pas commodes mais on s'en accommodait, et c'était au centre de Paris. Mais dans cette époque, le changement le plus important, c'était la « bureaucratiation » de la recherche, qui a débuté dans les années 1970, et s'est poursuivie dans les années 80. A la grande époque héroïque de Bergmann, dans les années 60, il suffisait de lever le petit doigt pour voir quelqu'un vous apporter des crédits de recherche sur un plateau. Dans les années 70-80, c'est devenu de plus en plus difficile. Au tout début de mes

aventures informatiques, je mettais trois cartes perforées dans l'ordinateur, je le lançais pour une demi-heure et j'avais dépensé 100 000 francs. J'ai assez mal vécu qu'on commence à me faire une foule d'ennuis pour acheter un micro-ordinateur qui coûtait le quart de cette somme.

En plus, avec cette bureaucratiation, d'innombrables gens, qui ne comprenaient absolument pas ce que c'était que la recherche, se sont mis à mettre leur nez dans les affaires des chercheurs. Ils ont véritablement été contre-productifs. Pour moi, c'était assez paradoxal : on me demandait maintenant de justifier tout ce que je faisais à un moment où je commençais à avoir une vision claire de mes objectifs, alors qu'on m'avait laissé faire n'importe quoi lorsque j'étais un jeune chercheur un peu irresponsable...

Pour regagner mon autonomie, je me suis mis à « courir le contrat ». Je dois dire que je ne suis pas très doué pour cela. J'essayais de m'allier avec des gens qui l'étaient plus. J'ai souvent fait des alliances avec un collègue « commercial ». Il trouvait des contrats, et je produisais. C'était (et c'est toujours!) la seule façon de faire.

REVENONS À VOTRE PARCOURS SCIENTIFIQUE. LA QUESTION DE L'IRRIGATION VOUS A CONDUIT AU PROJET DE MODÉLISER L'AGRICULTURE FRANÇAISE. EXPLIQUÉZ-NOUS ?

Il y a eu deux étapes pour cela : d'abord, les suites de mes travaux sur l'irrigation, ensuite mon intention de justement sortir de l'irrigation, et voir plus loin.

En effet, j'avais gagné la réputation d'être un spécialiste de l'irrigation, ce qui était largement usurpé. A l'époque, l'irrigation étant toujours à la mode, obtenir un contrat pour étudier un projet d'irrigation était relativement facile. C'est ainsi que j'ai obtenu des contrats pour construire des modèles d'exploitations d'abord au Liban, dans la plaine de Koura-Zghorta, au nord du pays, puis à Madagascar (dans l'ouest Malgache, près de Morondava). Cela m'a permis d'élargir mon horizon, et d'observer des exploitations de pays pauvres.

Au même moment, et de façon complètement indépendante, l'OCDE avait lancé un grand projet avec l'idée de permettre aux différents États qui bordaient la Méditerranée de s'entendre sur la commercialisation des fruits et légumes, pour diminuer un peu les fluctuations de prix. La réaction de ces États avait été : « *Pas question de toucher aux marchés. Les fluctuations de prix, ce n'est pas un problème ! Trouvez autre chose si vous voulez faire quelque chose sur la Méditerranée !* ».

En vérité, je ne sais pas qui était à l'origine de cette réaction maladroite : régulariser les prix des fruits et légumes aurait dû être au premier plan des préoccupations. D'ailleurs à l'époque, cela se faisait en France, en gérant (de façon très dirigiste !) les importations de fruits et légumes en provenance en particulier du Maroc et de l'Espagne. Les prix restaient fluctuants, mais les fluctuations étaient quand même réduites par rapport à ce qu'elles auraient été dans un système complètement libéralisé.

Mais dans l'immédiat, ce refus de gérer les prix méditerranéens privait d'activité les responsables de l'OCDE à l'origine du projet. C'est pourquoi, faute de s'occuper des prix, ils décidèrent de se lancer dans la rédaction d'un ouvrage qui devait être immortel sur l'évaluation des projets d'irrigation - et cela, parce que l'irrigation était de nature à modifier l'offre des fruits et légumes, donc aussi les prix. Très naturellement, je fus délégué par l'INRA pour être le représentant français dans le comité directeur de cette aventure.

Au sein de ce comité directeur, j'ai dû me faire remarquer par quelques propos pertinents, car on me proposa bientôt de faire partie du binôme chargé de rédiger le premier « draft » du document à venir. C'est ainsi que j'ai fait équipe avec un autre Bergmann, Helmuth, un allemand, cette fois, l'un des spécialistes de l'irrigation de la banque européenne d'investissement de Luxembourg. Cela déboucha sur un livre³ traduit en anglais et édité par l'OCDE. Ce n'était pas un chef d'œuvre de théorie économique, mais je crois qu'il a pu être utile quand même dans la préparation des

³ Guide économique des projets d'irrigation. OCDE, Paris, 1976.

dossiers de financement de projets d'irrigation. Cela me donna aussi beaucoup d'occasions de voyager dans le bassin méditerranéen, car je devais consulter les représentants des différents pays participants au projet en allant les rencontrer chez eux. C'est ainsi que je me trouvai à Lisbonne lors de la « révolution des œillets », en 1974.

Tout ceci était très agréable et me permettait de jouir de revenus supplémentaires, mais ne me satisfaisait point. Je voulais étendre ce que j'avais fait avec le Canal de Provence à un échelon national et même européen. Je me disais que, tant qu'à travailler sur les modèles, finalement, ce qui était important, c'était de connaître les réactions des agriculteurs aux prix décidés par Bruxelles, prix qui se trouvaient alors au cœur de la Politique Agricole Commune. Il me fallait donc me lancer dans la construction d'un modèle économétrique au moins pour l'agriculture française. Mais ce n'était pas facile !

La solution logique, étant donnée mon expérience accumulée, eut été d'élargir à la France entière la méthode qui avait réussi avec le Canal de Provence : effectuer une typologie des exploitations agricoles françaises par région, puis appliquer à chaque type d'exploitation un modèle de programmation linéaire (avec considération de risque et d'incertitude !). On aurait eu ainsi un moyen de repérer les réactions (éventuellement perverses !) des agriculteurs aux décisions Bruxelloises, en matière à la fois de niveaux de production et d'usage de techniques.

Il y avait tout de même des objections à l'encontre d'un tel projet. Pour construire un programme linéaire, on allait voir un conseiller agricole, on lui demandait : « Le blé, comment ça se cultive dans votre région ? » Il disait : « Il faut 100 unités d'azote, 3 heures de travail au mois de janvier, et 15 heures de travail par hectare à la récolte ». C'était facile à faire dans le Pays d'Aix, mais pouvait-on lancer cela à l'échelle nationale ? La réponse était « non », d'abord parce qu'il y a 36 000 façons de cultiver le blé en France, et d'autre part, parce que si je considérais – je considère toujours d'ailleurs – que ce serait très utile d'avoir une banque de données d'activité, de techniques agricoles qu'on

puisse mettre dans les programmes linéaires, à l'époque, cela aurait nécessité des moyens que je n'avais pas.

Donc il fallait trouver autre chose. Je n'étais pas le seul économiste à me poser ce type de question. La technique qui était habituelle à l'époque, c'était de faire des modèles dans lesquels les paramètres étaient estimés par des méthodes statistiques. Pour vous donner un exemple : quelles sont les réactions des consommateurs à une augmentation de 10 % du prix du blé ? On étudiait pendant 30 ans comment la demande avait varié en fonction des variations historiques du prix, on faisait une moyenne, qui autorisait à dire par exemple : « si vous augmentez le prix du blé de 1 %, vous diminuez la demande de 0,5 % ». La technique était statistique : on calculait une moyenne et on étudiait l'intervalle de confiance de la moyenne... Il paraissait possible d'utiliser ce type de raisonnement pour construire un modèle prédictif au niveau national, comme cela avait déjà été fait aux États-Unis, un modèle dépendant d'une multitude de paramètres, estimés avec des méthodes statistiques.

Par chance, j'ai pu recruter un jeune statisticien américain du Wisconsin, Mead Over, qui cherchait un travail temporaire en France. Je l'ai invité et j'ai réussi à lui trouver un poste plus ou moins précaire à l'INRA où il a passé un an. Il a été un instrument majeur dans l'affaire. J'ai pu compléter l'équipe avec 3 ou 4 autres personnes tout aussi précaires : il y avait notamment Solange Makagon (devenue Mme Prime), qui est restée à l'INRA, où elle a été longtemps directrice du centre de calcul de Toulouse.

La statistique agricole (le SCEES, Service central des enquêtes et études statistiques) était très médiocre à cette époque-là. Or ce qu'il nous fallait, c'était des chiffres sur le montant des prêts aux agriculteurs, sur la variabilité des prix, et sur une foule d'autres choses. Nous avons recueilli des données un peu partout, et constitué des séries statistiques très détaillées depuis 1949 sur l'agriculture française. Cela n'a pas été simple, car il y avait parfois de grandes variations incompréhensibles dans les données. Je me souviens, par

exemple, qu'on avait étudié la production de viande de bœuf en utilisant deux techniques différentes (la viande de bœuf estimée au « niveau départemental » et la viande de bœuf estimée au « niveau national »). Les deux évaluations auraient dû être voisines. Mais elles différaient dans un rapport de 1 à 2 ! Pire : l'une augmentait quand l'autre diminuait !

Pour finir, le modèle s'est trouvé fonctionner. Et à notre désespoir, il fut assez mal accueilli au Ministère de l'Agriculture et par l'intelligentsia agronomique de l'époque. Je me souviens que Bernard Vial (futur chef de département d'économie à l'INRA) nous avait dit : « Je vais essayer de convaincre les gens du Ministère de l'Agriculture de s'intéresser à ce truc-là ». On est allé voir quelqu'un du Ministère (je ne me souviens plus qui) qui nous a dit : « Bof, vous savez, moi, on ne m'a jamais reproché de ne pas avoir un instrument pareil, alors pourquoi voulez-vous que je vous l'achète ? ». Et le projet fut enterré...

Pas complètement tout de même. En 1976, il y a eu une grave sécheresse. Or les économistes généraux étaient alors absolument persuadés – à mettre leur tête à couper – que le déterminisme majeur de la production agricole, c'est le temps qu'il fait. Pour cette raison, dès le mois d'avril 1976, ils envoyèrent des signaux dramatiques à toutes les autorités, annonçant la famine pour l'automne. Le gouvernement de Raymond Barre réagit très fort, instituant un « impôt sécheresse » et un emprunt forcé pour indemniser les agriculteurs...

Mon modèle était doté de « variables météorologiques » par région : je m'empressais de le faire fonctionner avec les valeurs observées et prévues pour ces variables, persuadé de pouvoir démontrer l'utilité de mon instrument en prédisant avec beaucoup de précision la perte de production à prévoir... hélas, cette perte se révélait négligeable... Je ravalai mes annonces, et attendis la fin de l'histoire pour voir qui avait raison, des prophètes de malheur ou de mon modèle...

En fait, les deux avaient tort : mon modèle, parce que malgré tout, il y a eu une baisse de production en 1976 ; les prophètes de malheur, parce que cette baisse de production fut en réalité très

faible, et pratiquement négligeable, au point qu'une personne non avertie aurait eu bien du mal à distinguer un événement anormal dans la courbe représentative de l'évolution des principales productions de l'époque.

Cela s'explique : il est évident qu'au niveau d'une exploitation agricole, le temps qu'il fait, c'est majeur. Mais dire que l'offre agricole française dépend du temps qu'il fait, c'est faux. En 1976, il y a eu une sécheresse très grave en particulier dans la région Centre, où la production a beaucoup baissé. Mais la production agricole en Provence, en Alsace et dans beaucoup d'autres endroits a augmenté. Donc au niveau de la statistique agricole française, la sécheresse de 1976 ne se voit pas. Elle est d'ailleurs masquée par une circonstance supplémentaire : les prix des engrais ayant beaucoup augmenté à partir de 1974 du fait du « choc pétrolier », cela faisait deux ans que les agriculteurs ne mettaient plus d'engrais. La baisse de production était inévitable, et ne devait rien à la sécheresse, ce que justement prévoyait notre modèle.

En fait, l'impôt sécheresse, était une escroquerie intellectuelle ! C'était une idée qui avait été vendue à Raymond Barre, également un économiste général, persuadé qu'il n'y avait pas d'autre explication aux fluctuations de la production agricole, que le temps qu'il fait !

Et cela, finalement, montre à quel point la politique est dépendante d'idées préconçues. ...

En tous cas, l'affaire eut un dénouement assez risible à l'automne suivant : je fus invité à faire une conférence à une réunion professionnelle d'ingénieurs du Génie Rural de la région de Nîmes. Or il venait de se produire un « épisode cévenol » - une série de pluies diluviennes - qui avait fait pas mal de dégâts dans la région... et le sujet de conversation général pendant les pauses café était « comment, après la sécheresse, arriverons-nous à faire indemniser nos administrés pour de monstrueux dégâts des eaux ? »....

VOULEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER VOTRE CRITIQUE DU MODÈLE DU COBWEB ET VOTRE ANALYSE DES PHÉNOMÈNES CHAOTIQUES?

Le *cobweb* est une vieille histoire qui date des années 1930. L'auteur le plus célèbre sur cette question est un américain, Mordecai Ezekiel. Il n'avait rien à voir avec le prophète de la Bible ! C'était un conseiller de Roosevelt, qui a joué un rôle majeur dans les politiques agricoles américaines dans les années 1930 et 1940. Il n'a pas inventé le *cobweb* mais c'est lui qui a écrit l'article très célèbre que tout le monde cite à ce propos.

Le mot *Cob*, se réfère à une espèce d'araignée, les épéires, des araignées à gros ventre qui tissent des toiles en spirale, et *web* fait référence à la toile. Or, les diagrammes qu'on fait pour représenter le phénomène qu'on appelle le phénomène du *cobweb* sont en effet des sortes de spirales. C'est pour cela qu'on parle du modèle du *cobweb*. Alors en quoi consiste le modèle du *cobweb* ?

A un moment donné, le prix d'une denrée est élevé, donc les producteurs se disent que c'est intéressant, et qu'il convient d'en augmenter la production. Mais il existe un délai entre le moment où l'on décide d'augmenter la production et celui où cette production supplémentaire arrive sur le marché. Dès lors, pendant assez longtemps, les producteurs qui se basent sur le prix courant continuent à augmenter la production sans se rendre compte qu'elle devient excédentaire. Au bout d'un certain temps, le prix s'effondre. Les producteurs, alors, s'efforcent de diminuer leur offre. Mais à nouveau ils en font trop, et au bout d'un certain temps, le prix flambe... et le même scénario recommence encore ...

On représente la chose sur un diagramme où l'on porte les quantités en abscisse et les prix en ordonnées. On construit alors des « courbes d'offre » et des « courbes de demande » qui font correspondre les prix aux quantités



En Lybie, en 1978, où Jean-Marc Boussard, à la demande de la FAO, a collaboré à l'étude d'un projet d'irrigation de la plaine de Tripoli, visite des ruines romaines de Leptis Magna.

offertes ou demandées. En général, ces courbes sont représentées comme des droites plus ou moins inclinées sur les axes. La courbe d'offre « monte » et la courbe de demande « descend ». Elles se croisent au « point d'équilibre » du marché. On construit à partir de là des lignes qui représentent les offres des producteurs pour le prix de l'an dernier... et c'est cela qui ressemble à une toile d'araignée en spirale.

Un tel système peut conduire à trois « régimes » de prix : soit l'amplitude des écarts de prix augmente indéfiniment, on parle de prix « explosif » ; soit au contraire ils diminuent à chaque étape, de sorte que, au bout du compte, après quelques oscillations, on atteint le prix d'équilibre : on parle de cobweb convergent ; soit enfin on atteint un régime des prix périodiques, les mêmes niveaux de prix se retrouvant après un temps constant. Ce qui oriente le cobweb vers l'une ou l'autre de ces solutions, c'est le rapport entre les pentes des courbes d'offre et de demande : le régime est périodique si les deux pentes ont la même valeur absolue. Il explose si la demande est plus rigide, moins inclinée sur axes que l'offre ; Il converge dans le cas contraire.

Rien de tout cela n'est très réaliste : un régime cyclique n'est pas possible, parce que si c'était vrai, il y aurait des gens qui produiraient à contre cycle pour ne vendre que quand le prix est élevé. Et cela, justement, tuerait le cycle. Un régime qui converge n'a pas beaucoup d'intérêt. Et un régime divergent ne peut durer bien longtemps, car autrement on se trouverait confronté à des prix et des quantités négatifs : cela ne peut pas exister.

Naturellement, Ezekiel s'était posé le problème. Il croyait l'avoir résolu en supposant que les courbes d'offre et de demande n'étaient pas linéaires, ce qui permettait d'avoir toujours une situation cyclique. Mais ce n'était pas très satisfaisant. C'est pourquoi le modèle du cobweb, qui avait eu un énorme succès dans les années 1940, parce qu'il expliquait des fluctuations dont chacun pouvait constater l'existence, était devenu presque oublié dans les années 1970, ravalé au rang d'explication du « cycle du porc » (comme si le porc avait un cycle !).

Le modèle du cobweb, en réalité, n'est pas du tout satisfaisant. En même temps, il est bien clair que si les marchés (de produits agricoles en particulier), sont laissés à eux-mêmes, ils fluctuent de façon excessive et sans raison apparente. En trouver l'explication était donc un défi à relever. J'ai commencé à y réfléchir très tôt dans ma carrière. En 1970, j'ai fait sur le sujet une présentation au séminaire d'économétrie du CNRS - un séminaire « high tech » créé par Edmond Malinvaud, pour diffuser la « pensée économétrique » (qui ne se réduisait pas à la statistique, comme le croyaient trop de gens, mais concernait toute utilisation des mathématiques dans l'analyse économique). Et j'ai beaucoup travaillé là-dessus depuis. C'est ainsi que j'ai été amené à m'intéresser aux phénomènes qu'on appelle chaotiques. Ce sont des phénomènes dans lesquels il se produit des variations d'une variable d'observation quelconque – par exemple un prix, ou une quantité, ou la pression dans un système hydraulique - d'apparence aléatoire : Il n'y a pas de « période » (on ne repasse jamais au même point), il n'y a pas « convergence » (des oscillations dont l'amplitude diminue au cours du temps jusqu'à devenir imperceptibles), et la grandeur en cause ne sort jamais d'une « boîte pour s'envoler à l'infini. Elle continue à fluctuer à l'intérieur de sa « boîte » dans le plus grand désordre. En plus, le phénomène est « sensible aux conditions initiales » : si on perturbe un peu le système, il va suivre une nouvelle trajectoire semblable à la précédente, mais qui ne peut pas se superposer avec elle. L'archétype du phénomène chaotique, c'est le temps qu'il fait, le climat. Le temps qu'il fait est un phénomène qui est complètement déterministe, régit par les lois de la physique. On devrait donc, si l'on connaissait tous les paramètres du climat à Paris aujourd'hui, être en mesure de prévoir le temps qu'il fera à Paris le 15 août 2100. Le problème, c'est que je suis incapable de connaître tous les paramètres maintenant. Donc si je peux faire des prévisions pour demain, je ne peux absolument pas faire des prévisions pour trois mois. C'est là que se trouve le caractère majeur du régime chaotique. Et c'est aussi,

visiblement, le cas des prix agricoles sur les marchés libres.

Mais comment trouver un système d'équations susceptible d'engendrer des phénomènes chaotiques à propos des prix agricoles ? Comme je l'ai dit plus haut, le cobweb est un moyen d'engendrer des fluctuations grâce aux « erreurs d'anticipation ». Mais c'est encore un mécanisme trop régulier pour pouvoir engendrer des régimes chaotiques. Cependant, on peut songer à enjoliver le cobweb en y rajoutant quelques accessoires. Et de fait, les conséquences des études menées avec M. Petit en Provence pouvaient être mobilisées pour cela : nous avons montré que les signaux transmis par les prix avaient deux composantes (et non pas une seule !) : la valeur moyenne du prix, son espérance, d'un côté, et de l'autre sa variabilité. Était-il possible de modifier le cobweb de façon à tenir compte de cette double caractéristique du prix, alors que le cobweb « standard » ne considérait que la valeur moyenne du prix espéré ? La réponse était « oui », à condition de supposer que le décideur dans le modèle d'Ezekiel prenait des décisions sur la base non seulement de la valeur moyenne espérée du prix, mais encore selon la variabilité supposée de ce prix. Cette hypothèse conduit à des équations très simples, utilisant les formules classiques de la « décision en présence de risque ». Cependant, insérées dans un cadre de type cobweb elles engendrent des séries de prix simulés complètement chaotiques, comme je les souhaitais. Il semble donc, de la sorte, que le mystère des fluctuations de prix agricoles soit élucidé !

DANS LES ANNÉES 1980, VOUS VOUS IMPLIEZ DANS LES DÉBATS ÉCONOMIQUES SUR LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES. QUE PENSIEZ-VOUS DES MODÈLES D'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL QUI FONT RÉFÉRENCE DANS LE CADRE DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR L'AGRICULTURE ?

Dans le cadre de l'Uruguay Round, les négociations qui ont abouti à la libéralisation de l'agriculture ont été beaucoup nourries par une vieille notion, celle de « l'équilibre général ». L'« équilibre général » est une représentation assez grandiose du monde économique : des

consommateurs choisissent les produits qu'ils veulent consommer en maximisant leur « utilité » sous la contrainte de ne pas dépenser plus que les revenus qu'ils se procurent en vendant aux producteurs des ressources en travail et en capital. De leur côté, les producteurs maximisent le revenu qu'ils obtiennent en vendant aux consommateurs les produits qu'ils fabriquent en combinant des « facteurs de production », c'est à dire des produits qu'ils achètent sur les marchés, et des ressources qu'ils se procurent auprès des consommateurs. Des « fonctions de production » relient les quantités produites aux facteurs de production utilisés. Les prix s'établissent sur des marchés concurrentiels, compte tenu de la rareté des ressources disponibles chez les consommateurs, et du fait qu'un produit ne peut être vendu moins cher que son coût de production... Tout cela s'exprime par un gigantesque système d'équations, mais tel qu'il y ait exactement autant d'équations que d'inconnues (les quantités produites, les prix, les revenus, etc.). Le résultat est doté de propriétés intéressantes : en particulier, on ne peut pas augmenter le bien-être d'un individu sans détériorer encore plus celui d'un ou de plusieurs autres... Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles disait le Dr Pangloss...

Cette représentation du monde économique n'est pas récente : on peut la faire remonter au 18^{ème} siècle. C'est sur elle que se sont appuyés tous les « libéraux » qui souhaitaient chasser l'État du jeu économique. Cependant, jusqu'à une date récente, il ne s'agissait que d'une idée théorique, car on ne disposait pas des outils de calculs capable de résoudre des centaines de milliers d'équations simultanées. Mais depuis qu'il existe des ordinateurs assez puissants, la chose devient concevable, et bien sûr, pas mal d'économistes ont envisagé de réaliser des versions numériques du « modèle de Walras » (1839-1910), le premier à avoir formalisé l'équilibre général comme un système d'équations. Comme il envisageait d'utiliser la formalisation mathématique en économie, il n'avait jamais pu obtenir un poste à la faculté de droit de Paris, et avait été obligé de s'exiler à Lausanne. Il est maintenant une étoile dans le

firmament des économistes libéraux, alors que lui-même se revendiquait « socialiste », et voulait nationaliser les terres....

De fait, dans les années 1970, plusieurs équipes américaines avaient réuni les données nécessaires, et publié des modèles de l'économie mondiale. Or, à partir des années 80, on commença à trouver poussièreuses et ingérables les politiques agricoles interventionnistes élaborées dans les années 30 dans le prolongement du « *New Deal* ». Mais on ne savait pas quelles seraient les conséquences d'un retour au libéralisme. Il était donc tentant de se servir des modèles en question pour en avoir un ordre de grandeur. Une pluie de crédits s'abattit sur les auteurs de « modèles d'équilibre général », en particulier Thomas Hertel, au sein du consortium GTAP (Global Trade Analysis Project), à l'université de Purdue. Ce dernier profita habilement de la situation pour constituer une fantastique base de données mondiale, avec des « matrices de comptes sociaux » de tous les pays du monde. A partir de là, à l'aide du logiciel GAMS (General Algebraic Modeling System, une suite logicielle depuis longtemps développée à la Banque Mondiale, plus pour élaborer des « programmes linéaires » que pour manipuler des matrices de comptes sociaux, mais efficace aussi dans ce dernier domaine), il était relativement facile d'évaluer les « gains à attendre de la libéralisation ».

Les résultats publiés avaient cependant deux défauts majeurs. D'abord, les gains en question n'étaient pas si importants que cela, autour de 600 milliards de dollars, ce qui à l'échelle du monde est très peu, autour de 100 dollars par personne et par an, il n'y a pas de quoi pavoiser. Ensuite, et surtout, ils étaient complètement statiques et ignoraient tout aspect dynamique des choses. C'était là que j'étais critique vis à vis de ces modèles. Il était permis de penser que, en réalité, si on laissait le marché entièrement gérer la production agricole, on déclencherait des phénomènes de *cobweb*, comme ceux dont j'ai parlé plus haut (ceux-là même que les politiques du *New Deal* étaient destinés à prévenir !). Et de tels phénomènes sont de nature à diminuer la production, augmenter les prix, se propager dans le

reste de l'économie, et finalement, diminuer le bien-être mondial.

Il n'était cependant pas très difficile de modifier un peu ces modèles pour y rajouter des considérations liées au *cobweb* et au risque. C'était du reste ce que j'avais déjà fait avec une de mes anciennes élèves, Anne Katrine Christensen, pour étudier les bénéfices de l'entrée de la Pologne et de la Hongrie dans la Communauté européenne. Il suffisait d'étendre ce travail au monde entier...ce qui fut fait avec une petite équipe de collègues comprenant en particulier Françoise Gérard, Mourad Ayouz, Marie Gabrielle Piketty et Tancrede Voituriez du CIRAD. Nous avons montré qu'en partant du modèle standard d'équilibre général de Thomas Hertel, et on y ajoutant quelques considérations de dynamique et de risque, on obtenait des résultats complètement différents de ceux qui servaient la propagande de l'OMC. On voyait ainsi que le résultat de la libéralisation, ce serait de très fortes fluctuations de prix agricoles. Certaines années, les agriculteurs seraient ruinés, tandis qu'un peu plus tard, les consommateurs seraient au bord de la famine. En moyenne, les agriculteurs réagiraient en diminuant leur production, aboutissant à des prix en hausse au bénéfice des agriculteurs et au détriment des consommateurs. Et c'est bien ce que l'on observe aujourd'hui, alors que la mode est au « local » et au rétablissement des contrôles aux frontières...

En fait, il existe énormément de modèles en économie qui, justement, font l'impasse sur les conséquences de la variabilité. L'originalité de ceux que je construis, c'est qu'il y a toujours une question de variabilité dedans. C'est ce qui en fait l'originalité, et en même temps le caractère opérationnel.

Beaucoup de gens pensent que c'est le niveau moyen des prix qui gouverne toutes les décisions des agriculteurs et des acteurs qui « font » l'offre agricole. Mais ce n'est pas vrai. Plus exactement, le niveau moyen des prix n'est que l'une des propriétés des prix qui oriente les décisions des producteurs. Comme je l'ai noté plus haut, la variabilité des prix est tout aussi importante que leur niveau moyen pour orienter la production. Il s'agit d'un point essentiel de ma théorie

de la production - un point, hélas, dont beaucoup de décideurs ne sont pas encore conscients !

C'est d'ailleurs pour cette raison que je me suis aussi intéressé au développement : d'innombrables gens se plaignent de « la faim dans le monde », une tendance permanente à la disette présente dans beaucoup de pays en voie de développement, tendance évidemment liée au fait que les agriculteurs de ces pays ne produisent pas assez. Il faut donc trouver les moyens de leur permettre de produire plus. Pour cela, il leur faut recourir aux moyens qui ont fait leur preuve dans les pays développés, à savoir utiliser plus de capital - de moyens de production de toute sorte, des engrais au tracteur - pour augmenter leur productivité. Mais le capital, il faut l'acheter, et pour l'acheter, il faut emprunter. Or quel banquier prêtera quelques sous à un agriculteur misérable et notoirement insolvable, si ce dernier est tributaire des aléas d'un marché instable pour pouvoir rembourser sa dette ? De fait, la volatilité des prix exerce ses ravages dans les pays en voie de développement, en particulier en Afrique, en empêchant toute sortie de la pauvreté. Il me semblait donc que j'avais un message à faire passer dans ce domaine. Hélas, de ce point de vue, je crains fort de n'avoir pas été souvent compris !

DANS VOTRE ANALYSE AVEZ-VOUS CHERCHÉ À INTÉGRER LES PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES ?

Je n'ai jamais énormément creusé la question environnementale. Je ne peux pas dire que j'ai fait beaucoup de progrès dans cette direction. Il y a une chose dont je suis complètement convaincu, c'est qu'une grande partie de ce qu'on raconte sur l'environnement, la biodiversité et les sujets analogues n'a aucun fondement scientifique. Pour l'essentiel, les discours correspondants servent à calmer les écologistes et rien d'autre.

Il est certain qu'on va prochainement multiplier les règlements qui imposent aux agriculteurs de faire ceci ou cela - et on a commencé à le faire -. Ces règlements sont souvent efficaces : si vous imposez des bandes enherbées au bord des rivières, c'est sûr qu'il n'y a pas moyen d'y échapper dès lors qu'il existe

une armée d'inspecteurs pour vérifier que les bandes enherbées existent réellement. Mais l'existence de cette armée est justement le problème : si l'on veut faire des règlements aussi détaillés que ceux qu'on essaye de faire actuellement, on n'aura pas assez de toute la population française pour inspecter les agriculteurs,

En réalité, les exploitants agricoles fonctionnent sur la base des messages qui leur sont envoyés par les prix, à travers à la fois leurs niveaux moyens et leur variabilité. Si l'on néglige ce phénomène, il faudra déployer un nombre fantastique d'inspecteurs pour obtenir que les agriculteurs fassent ce que l'on souhaite. Or je suis persuadé que qu'il est possible d'orienter les agriculteurs vers des techniques compatibles avec l'environnement en utilisant les messages envoyés par les régimes des prix. Mais il faudrait pour cela disposer de modèles d'exploitation, comme ceux dont j'ai parlé plus haut à propos de l'adoption de l'irrigation en Provence, qui permettent de relier les techniques agricoles et le régime des prix. Normalement, cela ne devrait pas poser de problèmes, à ceci près que de tels modèles exigent des banques de données portant sur des techniques disponibles qui n'existent pas. Si les gens de l'INRA voulaient faire quelque chose d'utile pour la biodiversité, c'est cela qu'ils feraient ! Mais naturellement, ils en sont loin !

DANS LES ANNÉES 1980, QUELLE EST VOTRE SITUATION AU SEIN DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALE ?

Au tout début des années 1980, la pression de la surpopulation du personnel présent au Passage Tenaille est devenue excessive : on avait recruté de nombreux assistants et ingénieurs de recherche sans savoir comment les loger. Comme je voulais un bureau pour moi tout seul, on m'avait relégué dans une sorte de grand placard sans fenêtre. J'ai alors eu des velléités de m'installer à l'ENGREF, avenue du Maine, non loin de là. Mais le projet a échoué en dépit de l'accord du Directeur de l'ENGREF de l'époque, Denis Badré. Le chef du département ESR qui avait remplacé Jean-Claude Tirel, Bernard Vial (celui-là même qui

a ensuite amené Jean Cranney à lui succéder), s'y est opposé pour des raisons que je n'ai jamais comprises. Je pense qu'il craignait que je prenne trop d'influence dans un lieu de pouvoir. Or l'ENGREF, au moins dans les fantasmes de la direction générale de l'INRA de l'époque, était considérée comme un lieu de pouvoir...

Le vrai changement dans le département d'économie, vers cette époque, a été la nomination de Jean Cranney comme chef de département. C'était un chercheur assez moyen du Passage Tenaille (il s'est racheté depuis avec un ouvrage sur l'histoire de l'INRA⁴, sans doute discutable, mais qui a le mérite d'exister !), subitement investi d'un réel pouvoir en matière d'administration des crédits de recherche, et même de recrutement de personnel. C'était un parfait fonctionnaire. Il n'avait pas d'idées personnelles sur ce qu'il fallait privilégier. Il exécutait, finalement, les consignes de ses chefs, ou de ce qu'il croyait être leurs consignes.

Ce n'était pas là une cause de la bureaucratization de la recherche, mais bien plutôt le signe. Le fait qu'on ait été obligé de mettre une personne de ce profil à ce poste montrait bien que l'époque de la recherche enthousiaste et conquérante était finie, et qu'on passait dans une phase d'administration où les vrais chercheurs devaient ruser avec l'administration pour obtenir ce qu'ils voulaient. Tant que Cranney était un simple chercheur du Passage Tenaille, cela n'avait pas d'importance. Quand il est devenu chef de département (et même super chef de département, car il est devenu bientôt directeur scientifique ayant autorité à la fois sur le département d'économie, le département ESR, mais aussi sur un département voisin, le SAD, « Systèmes agraires et développement »), les choses sont devenues plus compliquées, d'autant plus que pour des raisons personnelles, je me suis gravement disputé avec lui.

En effet, il se trouve qu'à cette époque-là, il était à peu près admis, dans le département ESR, que c'était mon tour d'accéder au grade de Directeur de recherches. Or Jean Cranney, étant donnée ses

⁴ Jean Cranney, *INRA. 50 ans d'un organisme de recherche*. INRA Editions, 1996.

responsabilités, a trouvé tout naturel de faire de même. Mais il n'y avait qu'un seul poste au concours. De plus, étant donné la pauvreté de ses états de services, il n'était pas sûr que le jury du concours accepte de le promouvoir alors que, légalement, seuls les travaux scientifiques devaient compter pour cette nomination. Il passa un accord avec Claude Viau (qui lui a succédé comme chef du département ESR quand lui-même est devenu Directeur scientifique) qui était lui-aussi sur les rangs pour la promotion. Ils se sont fait la courte échelle pour m'évincer : Viau fut nommé chef de département, ce qui lui donnait le droit de siéger au jury et de faire passer Cranney, devenu entre-temps directeur scientifique. Puis Cranney devait tout naturellement faire partie du jury suivant qui aurait fait passer Viau...

Une telle manipulation dans un concours de fonctionnaire passe difficilement devant le Conseil d'État. J'ai donc déposé un recours pour demander l'annulation du concours qui avait nommé Cranney, au motif qu'il était illégal de mettre dans un jury un personnage de grade inférieur à celui du grade postulé (on ne peut pas mettre un capitaine dans un jury chargé de nommer un colonel !). J'avais de bonnes chances de le gagner lorsque Jacques Poly, alors Pdg de l'INRA, a vu que les choses tournaient au vinaigre.

Jacques Poly était un personnage charismatique, à la fois un grand chercheur, doté d'intuitions fulgurantes, et en même temps homme de pouvoir, détestant la contestation. Il était peu soucieux de diriger une institution susceptible d'être condamnée par le Conseil d'ÉTAT. Il m'a appelé, et m'a dit : « Boussard, tu as le droit d'être Directeur de recherches mais Cranney aussi. Vous allez vous débrouiller pour que cela marche tous les deux. Je me porte garant de cela. » J'ai répondu que je n'avais pas l'intention de réformer l'INRA, et que j'étais disposé à retirer mon recours dès lors que je serais nommé Directeur de recherches, quelque puisse être par ailleurs la situation de Cranney. A cette condition, j'accepterais le « deal » et abandonnerais le recours. Il y a eu encore quelques péripéties, et finalement, j'ai été promu Directeur de

recherches l'année d'après en même temps que Claude Viau, et j'ai retiré mon recours, pas encore jugé...

A la suite de cette affaire, la direction du département ESR m'a toujours considéré comme un être dangereux, impossible à dompter. Une partie de ses activités a consisté à m'empêcher de nuire, c'est-à-dire, en fait, à m'empêcher de faire de la recherche. Ce qu'auraient voulu ses responsables, c'était que je prenne ma retraite à cette époque-là. Si je m'étais bien gardé de faire quoi que ce soit comme recherche, en me bornant à faire des rapports « bidons » à la CSS (commission scientifique spécialisée, instance qui, alors, examinait les rapports d'activité fournis par les chercheurs), j'aurais pu revenir en grâce. Mais ce qui était absolument impardonnable, c'est que je continuais à travailler.

Dès lors, je me suis appliqué à éviter toute activité à l'INRA, même si je ne renonçais pas à mon salaire, qui, après tout, m'était dû. De 1976 et jusqu'en 1993, je me suis occupé de l'*European Review of Agricultural Economics*, du *Journal of Agricultural Economics*. J'avais songé à préparer l'agrégation de sciences économiques. Je l'ai passée deux fois, mais cela n'a pas marché. La première fois, le jury m'a dit : « *c'est intéressant ce que vous racontez. Présentez-vous la deuxième fois, vous serez reçu.* » La deuxième fois, pour des raisons que je n'ai jamais élucidées, je n'ai pas été reçu. Je pense que je ne m'étais pas assez entraîné pour faire une leçon d'agrégation bien nette et bien claire. C'était une époque assez bizarre où la question qui se posait, n'était pas de savoir si on était marxiste ou néoclassique, c'était de savoir si on était pour l'économie mathématique ou non. Et en plus, pas n'importe quel outil mathématique : la programmation linéaire n'intéressait personne. Il fallait être statisticien.

Aujourd'hui, la passion pour l'économétrie statistique a un peu baissé. On est revenu à une notion plus raisonnable de l'économétrie, quelque chose de tout de même plus large que l'inférence statistique. En fait, je suis absolument convaincu qu'il n'y a pas moyen de faire de l'économie autrement qu'en s'appuyant sur des modèles, et surtout, sur

des modèles susceptibles d'être comparés à la réalité observée, et dont on peut vérifier s'ils fonctionnent comme on l'avait prévu. C'est absolument indispensable.

En revanche, il y a une calamité, c'est ce que j'appelle l'économétrie pressébouton. Par exemple, j'ai vu récemment une thèse que l'Académie d'Agriculture voulait récompenser par une médaille. De toute évidence, l'auteur était une étudiante à qui on avait donné un sujet absurde. Elle a fait quelques enquêtes et elle a appuyé sur la bonne icône du bon programme d'analyse statistique qui a craché les résultats. Cela n'a aucun intérêt et aucun sens. Mais comme elle utilisait des termes plus ou moins ésotériques pour qualifier les tests qu'elle avait faits, c'était considéré comme le sommet de la science ! C'est exactement le genre de choses à éviter !

VOULEZ-VOUS NOUS DIRE COMMENT VOUS AVEZ FINALEMENT RÉUSSI À CRÉER UN LABORATOIRE D'ÉCONOMIE À L'ENGREF ?

En 1990, il y a eu le déménagement du Passage Tenaille à Ivry-sur-Seine. C'était une opération nécessaire. La pression sur les mètres carrés du passage Tenaille était devenue trop forte, il fallait faire quelque chose, c'est tout à fait évident. Je n'avais donc rien contre cette opération qui était assez sage dans son principe. Cependant, les organisateurs de ce déménagement n'avaient pas vu grand : la surface totale était à peine supérieure à ce qu'elle était Passage Tenaille ! Je n'avais aucune envie de me retrouver dans des querelles de chapelle autour de l'insuffisance des espaces disponibles. J'aurais peut-être accepté néanmoins, si P. Coulomb n'avait pas proclamé haut et fort « *je ne mettrai pas les pieds à Ivry* ». Il a tout fait pour monter une opération avec l'ENGREF.

A cette époque, comme il avait été membre de cabinet du Ministre de l'Agriculture en 1981-1982, Coulomb avait un peu d'influence. Il avait entretenu des rapports avec pas mal de gens, des gens du GREF en particulier. Ils lui ont dit : « *pourquoi ne viens-tu pas là ?* » Coulomb m'a embarqué dans ses bagages, à cause de mes compétences en matière d'irrigation et pour se

donner un air d'ingénieur. De fait, Coulomb était un économiste littéraire (il n'aimait pas les modèles !) et marxiste de surcroît. Il y avait de quoi donner de l'urticaire à pas mal d'ingénieurs du génie rural. C'est la raison pour laquelle, il a pensé que ce ne serait pas mal de me mettre dans ses bagages. Naturellement, j'ai sauté sur l'occasion, d'autant plus que, en dépit de tous les défauts que je viens de détailler, j'avais une très grande estime pour P. Coulomb, avec qui je m'entendais très bien.

Nos relations étaient anciennes, puisque nous étions ensemble en préparation à l'Agro au lycée Henri IV. Par la suite, nous nous sommes suivis, en fait, jusqu'à son décès en 1995. Nous avons quand même pris un peu de distance l'un par rapport à l'autre dans les années 1970 : il était trop marxiste et trop littéraire pour mon goût, et moi, j'étais trop mathématicien et trop indépendant pour le sien. Cependant, j'avais pour lui une sincère amitié. Il n'avait pas des idées géniales ni tellement originales, mais il était très brillant. Ce n'était pas un créateur, mais un communicateur, capable d'intéresser n'importe quel auditoire. De ce point de vue, nous nous complétions admirablement, car de mon côté, les difficultés de communication sont l'une de mes faiblesses. Il était d'une honnêteté vraiment scrupuleuse, mais il était beaucoup moins naïf que moi. J'étais très naïf dans beaucoup de domaines, en particulier dans toutes les questions administratives. Lui, avait un sens de la manœuvre administrative qui lui permettait de détecter les chausse-trappes de très loin. Nous avons été ensemble membres du Conseil scientifique du département ESR, et nous nous y sommes toujours très bien entendus avec généralement des positions complètement identiques. Nous faisons vraiment bien la paire. C'est d'ailleurs certainement ce qui a épouvanté Claude Viau et Jean Cranney. Nous avons eu le tort de ne pas avoir cherché à les apprivoiser. Nous aurions dû chercher à les rassurer au lieu de les inquiéter. Il est vrai qu'une telle entreprise était sans doute désespérée.

Pour ma part, cela faisait déjà longtemps que j'avais un peu flirté avec l'ENGREF, depuis mes études des années 1960 sur l'irrigation, ainsi que du fait du livre

sur l'étude des projets dont j'ai parlé plus haut. J'étais souvent invité à faire des exposés devant des associations d'irrigants ou parfois, devant le Conseil général du GREF ou des organismes de ce genre. J'étais considéré comme un spécialiste des études d'irrigation. Il était dans ces conditions assez normal que, si l'ENGREF cherchait à avoir un économiste, il pense à moi parmi d'autres. Au reste, c'était bien ce qui avait déjà été tenté une fois, et dont j'ai parlé plus haut.

Quand J. Cranney a vu que l'opération devenait inévitable, et qu'il existait une pression de la part du corps du GREF pour la réussir, il s'est résigné, pour maîtriser la chose, à l'accompagner. A la place de Boussard et de Coulomb, annonça-il, ce qu'il faut mettre, c'est un laboratoire de quinze personnes qui sera dirigé par une personne sûre, qui ne sera évidemment ni Coulomb ni Boussard, en qui on n'a aucune confiance, mais quelqu'un qu'on tiendra. C'est ainsi que Pierre Bartoli fut nommé directeur du laboratoire par la direction du département ESR. Il était Chargé de recherches, il y a vu la possibilité de devenir Directeur de recherches dans de bonnes conditions, mais il n'a pas pris les précautions d'usage dans ce domaine, à savoir ne rien faire avant sa nomination. Il était très honnête, mais maladroit, et je crois qu'il n'a pas compris ce qui se passait.

Il prenait à cœur ce projet de circonstance largement surfait.

Or, un laboratoire de quinze personnes, les gens de l'ENGREF ne souhaitaient pas cela du tout, en particulier parce qu'il n'y avait pas de place pour les accueillir. Dès lors, ils n'ont plus marché dans cette combine. Ce qu'ils voulaient, c'était des têtes de réseau, des carnets d'adresses, et rien d'autre. Avec Pierre Coulomb, nous n'en voulions pas plus : Nous souhaitions seulement avoir un bureau au centre de Paris en évitant les intrigues d'Ivry. Dans cette affaire le malheureux Bartoli s'est trouvé pris entre deux feux. On l'a installé à Ivry, mais sans lui donner les mètres carrés qu'il aurait souhaité. Il s'est trouvé dans une situation impossible.

L'installation à Ivry s'est cependant déroulée comme elle a pu. Je me suis retrouvé dans un laboratoire « rebus », où l'on avait mis (sans leur demander leur avis) tous les gens qu'on ne pouvait pas classer. Le pauvre Bartoli a pris au sérieux la tâche que lui avait confiée la direction du département, à savoir « visser » tous ces esprits indépendants. Le jour où il a vu que le projet ne tenait pas et que la direction du département le déconsidérerait, conscient de l'escroquerie qu'il y avait derrière toute cette opération, il n'a pas supporté et il s'est suicidé. Du moins, est-ce là mon interprétation. En tout cas, cette affaire a été tragique. Ni moi,

En 2007, Noël à l'INRA d'Ivry. On reconnaît en particulier Denis Poupardin (à gauche de la photo), Olivier Nougarède (chemise rouge), Françoise Lamome (au centre), Suzanne Jumel.



ni Coulomb, ni personne, apparemment, n'avions compris sa fragilité.

À la suite du suicide de Bartoli, qui a secoué pas mal de gens, y compris la direction générale de l'INRA, la direction du département ESR n'était plus en position de faire quoi que ce soit pour empêcher Coulomb et moi-même d'aller à l'ENGREF. Nous y partîmes bientôt, toujours rattachés au laboratoire « MONA » d'Ivry, dont Raphaël Larrère avait pris la tête à la suite de Bartoli.

VOULEZ-VOUS NOUS DIRE COMMENT CELA S'EST PASSÉ À L'ENGREF ? ET AUSSI NOUS PARLER DE VOS ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT DURANT CETTE PÉRIODE ?

En fait, sur le plan administratif, je n'ai pas eu plus de possibilités à l'ENGREF qu'à Ivry. Mais j'ai quand même bénéficié de nombreux contacts informels avec une foule de gens, parce qu'il y a beaucoup de monde. Il y avait aussi beaucoup de pauses café très intéressantes avec des gens intelligents avec qui il était agréable de discuter. J'ai eu en particulier pas mal de rapports avec Robert Moreau, Alain Revel et Christian Bourdelle, que j'ai souvent aidés à trouver des intervenants.

J'ai eu peu de rapports avec les étudiants, même si quelques-uns venaient timidement pousser ma porte. J'ai très peu enseigné, parce que les auditoires que j'y aurais trouvés ne souhaitaient pas parler des questions qui m'intéressaient. Je maintiens qu'il faudrait y faire un cours de calcul économique, mais j'ai échoué à monter un tel cours susceptible de passer la rampe auprès des étudiants.

Au cours de cette période, et aussi ensuite, j'ai donc toujours eu une activité d'enseignement. À l'École Normale Supérieure de Cachan (1991-2000), je traitais de la question du risque en agriculture. À l'Université de Paris I (1991-92), en tant que professeur associé, je faisais un cours sur l'Agriculture et le développement. J'étais aussi, à l'occasion « professeur visitant » à l'Université de Buenos Aires : je n'y faisais pas cours toutes les semaines ni même tous les ans, mais j'y ai tout de même fait plusieurs séjours, en face d'un

auditoire que je trouvais assez agréable, posant des questions pertinentes.

En 1990, j'ai été invité à donner des cours à l'Institut Agronomique d'Alger. Là aussi, j'ai eu aussi, à ma surprise, un auditoire majoritairement féminin et de grande qualité. Hélas, c'était aussi l'année du début de la seconde guerre d'Alger, entre le gouvernement et le Front Islamique du Salut. Dans ces conditions, l'expérience n'a pu être renouvelée, à mon grand regret.

J'ai eu des velléités de monter mon propre DEA. Cela n'a pas marché. À cette occasion, j'ai été stupéfait du manque de bon sens, et en plus de la méchanceté, des enseignants dans leur ensemble, que ce soit ceux de l'Agro, de Nanterre ou de Paris I. J'ai été stupéfait du monde universitaire. Quand il s'agit de compter les taille-crayons, le monde des enseignants est encore pire que celui de la recherche.

Il me semblait utile d'avoir à Paris un DEA d'économie de l'environnement et des ressources naturelles, mais pas plus d'un, et qui puise dans les bons étudiants, à la fois de Paris I, de l'Agro, de l'ENGREF, et de Nanterre. Je ne tenais pas trop à en être le patron, car je savais que cela donnerait de l'urticaire à pas mal de gens. Mais j'avais envie que cela existe. Pour cette raison, j'ai été embauché comme professeur consultant à l'Agro pour pouvoir parler au nom de l'Agro, avec l'accord de son directeur Paul Vialle. En l'espèce, c'est lui qui est venu me chercher pour cela. J'avais son appui et celui des gens de Paris I. Malheureusement, il y avait des gens à Nanterre qui ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils s'étaient disputés à mort avec Paris I, sous prétexte que Paris I est une université de droite et Nanterre une université de gauche, ce qui est d'une absurdité confondante. C'est vrai qu'il y a des mafias de droite à Paris I et des mafias de gauche à Nanterre, mais ce n'est pas pour cela que l'Université est de droite ou de gauche. La mafia de gauche de Nanterre ne pouvait pas s'entendre avec la mafia droite de Paris I, ce qui a fait capoter le projet. Du coup, je suis resté professeur consultant à l'Agro, de 1994 à 1999, où j'assurais un cours de base en économie, histoire économique, et en économie du développement.

Au bout de 10 ans à l'ENGREF, après le décès de Coulomb, je me suis dit qu'un jour ou l'autre, un directeur voudrait se débarrasser de moi. Il était donc préférable que je prenne les devants. En outre, je ne m'entendais pas trop bien avec Claude Millier, alors directeur scientifique de l'ENGREF, assurément un très brave homme et parfaitement honnête, mais en même temps trop « bon élève » pour mon goût. C'était une raison supplémentaire pour partir.

À cette époque-là, le laboratoire du CIRAD de Nogent-sur-Marne, dans le « jardin tropical » du bois de Vincennes, était en train de se monter. Je me suis dit que c'était diplomatique de ma part d'aller-là plutôt que de rester à l'ENGREF, d'autant plus que j'avais là plein d'anciens élèves : Françoise Gérard qui avait fait sa thèse avec moi, Marie-Gabrielle Piketty, Arlène Alpha, Tancrede Voituriez, et quelques autres. Dans les bâtiments, il y avait aussi le GRET (Groupe de recherche et d'étude sur le développement), dont je n'ai jamais compris exactement quels étaient les tenants et aboutissants, mais où étaient plein de gens intéressants, en particulier la directrice, Béatrice Hermelin, une personne pleine de qualités. Enfin, le CIRAD était un Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) : cela voulait dire que les contrôles bureaucratiques de toute sorte étaient allégés. Or j'avais besoin de fonds extérieurs à l'INRA que j'obtenais grâce à des contrats dont la gestion serait grandement facilitée si l'argent passait par le CIRAD.

QUE PENSEZ-VOUS DE L'ÉVOLUTION DES CONDITIONS DE LA RECHERCHE EN ÉCONOMIE AGRICOLE DANS LES ANNÉES 1990 ?

Il est bien difficile de répondre à une telle question, car tout change tout le temps partout !

Le nombre de chercheurs a beaucoup augmenté, et cela fait que, de petit cercle où tout le monde se connaît, la profession est devenue un vaste corps, avec de nombreux sous-ensembles. À cette époque, les marxistes sont en perte de vitesse, mais encore très actifs. Les « libéraux », qui militent pour le « libre échange » reçoivent des crédits importants pour faire marcher des modèles

susceptibles de démontrer les bienfaits de la disparition des barrières douanières. Les « écologistes » (qui ne sont pas des chercheurs en écologie, mais des militants en quête de pouvoir) n'ont pas encore conquis les positions qui seront les leurs dans années 2020, mais ils commencent à faire surface. La PAC modèle 1960, naguère indiscutée au moins dans ses principes, est maintenant une institution ringarde tout à fait démodée.

Ces évolutions se produisent à un moment où les crédits par chercheur sont en baisse. Certes, il ne faudrait pas exagérer : nos moyens restaient abondants, bien plus abondants qu'au CNRS. Cela attirait les convoitises de toutes sortes d'institutions, avec des gens qui se sont mis à faire de l'économie rurale, comme prétexte, simplement pour avoir des financements, et des moyens de travail. C'est maintenant l'un des problèmes du département d'économie de l'INRA (devenu SAE2⁵), avec trop de chercheurs qui ne pensent qu'à publier dans des « revues à comité de lecture », et nullement à ce qui pourrait améliorer l'efficacité des politiques agricoles (ce qui aurait pourtant dû rester le cœur de notre activité.) Mais par rapport à ce que nous avons connu dans les années 1960 et 1970, nos crédits par chercheur avaient considérablement diminué, ce qui impliquait le recours à des « contrats » extérieurs dès lors que nous voulions acheter des logiciels ou des données.

Cette situation conduisait naturellement à essayer de trouver des sources de financement extérieur. Les règles comptables de l'administration publique ne facilitaient pas ce type d'activité. C'est pourquoi J. Poly entrepris, au milieu des années 1970 de transformer l'INRA d'administration standard en EPIC aux règles comptables plus souples. Et cela donna lieu à un affreux psychodrame, les syndicats de l'INRA s'opposant formellement à une telle transformation, dont l'idée fut finalement abandonnée. Elle fut cependant maintenue pour le CIRAD - l'établissement frère de l'INRA pour l'outremer et le développement, reste de

l'empire colonial, et cependant, organisme de recherche plutôt dynamique et innovant. C'est en partie à cause de cela que je me rapprochai du CIRAD, trouvant commode de bénéficier à la fois du soutien statutaire de l'INRA et des facilités du CIRAD pour passer des contrats et les gérer. En plus, comme je l'ai indiqué, j'y trouvai une foule de collègues forts sympathiques avec qui je m'entendais très bien (contrairement à l'INRA où j'avais toujours l'impression d'être « le vieux à dégommer... »).

En fait, je considérais que le problème que l'on rencontre, finalement, dans la recherche c'est qu'elle est toujours payée par des gens qui ne comprennent pas du tout ce que fait le chercheur qu'ils financent, cependant que l'intérêt véritable de ce dernier est complètement différent de celui du financeur. Mais après tout, cela n'a pas d'importance, dès lors que le financeur obtient finalement ce qu'il cherche (et même souvent un peu plus) cependant que le chercheur a pu vérifier ce qu'il voulait.

Dans ce cadre, j'ai toujours eu une activité de consultance, notamment pour des organisations internationales comme l'OCDE et la FAO, qui m'ont fourni des moyens que je n'aurais pas eus à l'INRA. Évidemment, cela m'a conduit à effectuer des travaux que je n'aurais pas entrepris autrement, car sans liens directs avec la recherche

proprement dite. Mais cela m'a permis aussi d'effectuer de vraies actions de recherche théoriques, comme celles qui concernaient les conséquences du risque sur les comportements des producteurs, et de les appliquer dans des domaines « utilitaires », comme la tarification de l'eau du canal de Provence...

J'ai toujours suivi ce type de politique, et ne m'en suis jamais repenti. Cela n'alla pas toujours sans mal. Ainsi, fin 1989 (juste avant la chute du mur de Berlin), j'acceptai une mission qui m'avait été proposée par la FAO pour effectuer une revue de la politique agricole au Laos. Il était plutôt flatteur pour moi - et cela aurait dû rejaillir sur l'INRA - de me trouver en charge d'une telle responsabilité, à la tête d'un groupe de sept experts de haut niveau de sept pays différents (en fait, ils étaient tous d'origine belge, y compris le bolivien, sauf le vietnamien !) chargés d'examiner la politique agricole d'un état souverain. En outre, c'était l'occasion de voir de près comment fonctionnait réellement un pays socialiste en matière agricole. A ma surprise, Cranney me refusa un ordre de mission sans frais, au motif qu'un chercheur de l'INRA ne doit s'occuper que de la métropole, et n'a donc rien à faire au Laos... Je me débrouillai pour contourner cet obstacle, qui illustre assez bien



En 1989, Jean-Marc Boussard (sur la gauche de la photo) devant l'ambassade de la FAO à Vientiane, au Laos, où il avait accepté de diriger une « mission de revue de la politique agricole » de la FAO pour ce pays. Figurent aussi sur cette photo le représentant de la FAO au Laos, et Juan Demeure (sur la droite), un Bolivien d'origine belge (il avait fait ses études à Gembloux) qui faisait partie de la mission, ainsi qu'un membre du personnel de la FAO à Vientiane.

⁵ Sciences sociales, Agriculture et Alimentation, Espace et Environnement.



© INRAE / Bousard

Paysan Lao au centre de Vientiane, en 1989, la capitale laotienne, transformée en « jardins ouvriers » par le pouvoir communiste.

l'aveuglement bureaucratique dans laquelle était tombé l'INRA. Au retour, je rédigeai un compte rendu de mission de quelques lignes axé sur l'idée que le Laos est un pays passionnant pour un agronome, malheureusement dirigé par des gens incapables d'utiliser correctement leurs abondantes ressources humaines - et j'ajoutai « Comme à l'INRA »... Pour cette irrévérence, je fus sévèrement tancé par J. Cranney lui-même, qui regretta de ne pouvoir se servir de mon rapport pour illustrer la supériorité de l'école française d'économie rurale...

En réalité, bien évidemment, je ne tirai pas de cette mission au Laos la matière d'un article dans une « revue à comité de lecture ». Mais grâce à elle, j'ai appris beaucoup sur les « communes populaires » (pas si communes ni populaires que cela !), le fourmillement des ONG qui cherchent toutes à se placer auprès des gouvernements, la rationalité des techniques « traditionnelles », et maintes autres choses qui ont modifié ma vision du monde...

DANS CE CONTEXTE, QUELLE PLACE A EU LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ECONOMIE RURALE (SFER) POUR VOUS ?

Elle a été un autre espace de liberté. Je me suis toujours beaucoup intéressé à la SFER. C'était un lieu de discussion qui échappait à la tutelle de l'INRA. La revue *Economie Rurale*, sans être au « top » des revues scientifiques, était de bonne qualité moyenne. Les « sessions » biennuelles étaient un moyen de connaître et de se faire connaître. Sous l'administration de P. Mainié, le secrétaire général à l'époque où je suis rentré à l'INRA, je n'ai jamais eu vent du moindre conflit autour de cette institution. Au départ de Mainié (qui coïncidait avec la retraite de Mme de La Boulaye, la secrétaire salariée de la SFER), il me proposa de prendre sa succession, ce que je fis bien volontiers avec l'aide d'une nouvelle secrétaire, Mme Nicole Bauchet, avec qui je n'eus pas de mal à faire équipe. En même temps, la SFER déménagea de l'école d'Horticulture de Versailles, pour s'installer à l'Agro de Paris, où l'on nous accorda une pièce au rez-de-chaussée. C'était plus central, et facilitait l'organisation des rencontres.

J'ai été le secrétaire général de la SFER de 1987 à 1992, sous la présidence de J. Klatzman, puis le Président entre 1992 et 1997, ayant passé la main de secrétaire général (le vrai « patron ») à Lucien Bourgeois. Je n'ai pas le souvenir de gros conflits autour de la SFER à cette époque. J'institutionnalisai le comité de rédaction de la revue *Economie Rurale*, alors que, auparavant, Mainié était pratiquement le seul à décider ce qui se publierait et ce qui

serait refusé. Ici encore, je n'ai pas souvenir de conflits majeurs, ni d'articles refusés de façon scandaleuse. En fait, nous étions bien heureux d'avoir assez de copie pour approvisionner la revue.

C'est du reste un peu pour cela que j'ai fondé le « séminaire de politique agricole » chaque premier vendredi du mois pour discuter de problème de politique agricoles et plus généralement, de ce qui a trait à l'économie rurale... Chaque séance était le point de départ d'au moins un article proposé à *Economie rurale*... En même temps, cela améliorait ma visibilité à l'ENGREF, où se tenaient les séances. Ce séminaire fonctionne encore en 2020, quoiqu'il ait quitté l'ENGREF pour l'Agro, et ne se tienne plus le premier vendredi du mois...

Tout cela fonctionnait sans difficultés majeures, à l'exception peut-être des difficultés financières : les caisses étaient chroniquement vides, et il fallait sans cesse recourir à des acrobaties pour assurer les échéances. Mais enfin, cela marchait tout de même, car, au final, chacun avait intérêt à payer une cotisation modique pour bénéficier de cet espace de liberté...

AU COURS DE VOTRE CARRIÈRE ET UNE FOIS À LA RETRAITE, VOUS VOUS ÊTES BEAUCOUP INVESTI DANS L'ACADÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE (AAF). POUVEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

J'ai été plutôt surpris d'être sollicité pour être membre de l'Académie. Mais aussitôt pris dans l'engrenage, je m'y suis trouvé bien. Il y avait là des gens de toutes sortes, mais qui, en général, se signalaient par leur prudence et leur humilité : cela changeait de l'ambiance de l'INRA !



La discussion du projet de statuts de l'UEAA (Union Européenne des Académie d'Agriculture) à Florence, en 2000. On reconnaît en particulier Wilfried Werner, représentant de l'Allemagne, Hubert Spiertz, les Pays Bas, Luiggi Cavazza, l'Italie.



© INRAE / Bousard

J'ai d'abord évidemment participé aux diverses instances « régulières » de l'Académie, les réunions de section (en l'espèce, une section « économie et sciences sociales ») et celles d'un groupe de travail dit « groupe eau », qui s'intéressait à l'irrigation, et, plus généralement, à la gestion des eaux. Dans ce cadre, je me souviens avoir organisé des séances sur « l'irrigation » et « l'expertise ». Puis j'ai beaucoup fréquenté le bureau de l'Académie, en particulier au moment de la crise de « la vache folle » : je me souviens de réunions mémorables avec Georges Pedro, qui tenait, à très juste titre, à ce que l'Académie fournisse un avis « scientifique » sur les questions associées, mais un avis qui ne sorte pas de son domaine propre, sans donner de conseils « politiques » hors de son mandat. J'ai fini par être « trésorier adjoint » de 1999 à 2001, date à laquelle j'ai pris la responsabilité de secrétaire de la section « sciences humaines ».

A ce moment, Georges Pedro avait souhaité que l'AAF s'associe à la fondation de l'Union des Académie d'Agriculture Européennes (UEAA), un projet initié par Franco Scaramuzzi, alors président de l'Accademia dei Georgofili (l'« académie des amis de la terre » de Florence, une institution qui jouait en Italie à peu près le même rôle que l'Académie d'Agriculture en France, à cela près que l'Italie étant un pays partiellement fédéral, il n'y avait pas formellement d'Académie d'agriculture nationale, mais des académies régionales. L'Accademia dei Georgofili est l'Académie de la Toscane mais en fait, la plus importante d'Italie).

Les statuts de l'UEAA prévoyaient que les académies-membres fournissent à tour de rôle un appui moral et logistique à l'organisation, dans le cadre d'un mandat de deux ans, en particulier en désignant en son sein le président en exercice. Comme, à l'époque, j'étais libre et j'avais la confiance de Georges Pedro, je me suis retrouvé président de l'UEAA de 2004 à 2006. Avec l'aide de Christiane Folks, la secrétaire mise à ma disposition par l'INRA, j'ai tout de même pu réaliser le premier site internet de l'UEAA (il y en a eu d'autres depuis!), et tenter d'organiser un grand colloque international (j'avais envisagé de le tenir



En 2003 à Florence, pour le 250^{ème} anniversaire de l'Accademia dei Georgofili (équivalent pour l'Italie de l'Académie d'agriculture pour la France), où Jean-Marc Boussard représentait l'AAF.

dans l'Abbaye de Royaumont !) pour en annoncer l'existence. Hélas, sur ce dernier point, je dû déchanter : en dépit de l'accueil chaleureux que nous avait accordé le commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, lorsque nous étions venus le voir avec Franco Scaramuzzi, en dépit d'un programme prévu qui était loin d'être nul, je n'ai pu obtenir aucun subside de la Commission européenne. Le projet que j'avais présenté en ce sens a été refusé sans explication. Je suppose que la bureaucratie communautaire fût soucieuse de conserver ses privilèges contre une « société savante » susceptible de les contredire le cas échéant. Par la suite, l'Académie de Lettonie, qui pris le relais après moi, puis celle de Roumanie, ne souhaitèrent pas renouveler une telle opération, laissant donc l'UEAA cachée

aux yeux du public. Il n'en demeure pas moins qu'une telle organisation reste souhaitable si l'on veut poursuivre la construction de l'Union européenne. C'est pourquoi j'ai toujours défendu l'UEAA au sein de l'AAF, même contre ceux qui n'en voyaient plus l'utilité. S'il ne sert à rien pour le moment, un tel instrument pourrait bien se révéler très utile un de ces jours

Enfin, en 2013, toujours à ma grande surprise, on m'a proposé la présidence de l'AAF... Le secrétaire perpétuel qui venait d'être nommé était Gérard Tendron. Je ne me suis pas entendu avec lui aussi bien qu'avec Georges Pedro. Nous avons eu quelques désaccords en ce qui concerne la nouvelle version des statuts, que je trouvais inutilement détaillés. J'ai assuré la présidence comme prévu, mais sans chercher à



La grande salle du palazzo vecchio à Florence, en 2003, pour le 250^{ème} anniversaire de l'Accademia dei Georgofili.

Installation du nouveau Bureau de l'Académie d'Agriculture de France (AAF) en janvier 2014 lors de sa séance de rentrée. De gauche à droite : Patrick Ollivier, Christian Lévêque, Gérard Tendron, Jean-Marc Boussard, Jeanne Grosclaude, Pierre-Henri Texier, Claude Sultana.



© AAF

marquer mon passage... Au total, mes activités - qui continuent - à l'AAF m'ont toujours passionné, et m'ont procuré de grandes satisfactions, même si, naturellement, je n'ai pas toujours été d'accord avec tout le monde...

VOUS N'AVEZ RIEN DIT SUR LE RÔLE DE VOTRE ÉPOUSE DANS VOS CHOIX DE PROBLÉMATIQUE. ELLE ÉTAIT POUTRANT UNE HISTORIENNE CONNUE DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE...

Parce que vous ne me l'avez pas demandé jusqu'ici !

De fait, mon épouse Isabel Decaris était à l'origine une spécialiste de « science politique ». Elle avait été recrutée en tant que tel par le CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française), spécialiste des élections étudiantes. Cependant, elle trouvait les études électorales un peu fastidieuses, et elle souhaitait renouer avec sa discipline d'origine, l'histoire contemporaine. Dans les années 1970-1980, le régime de Vichy était à la mode chez les historiens, parce que, d'une part, sans en diminuer

les erreurs, on était sorti de la condamnation sans appel de la « collaboration », et que, d'autre part, des archives nouvelles venaient au jour. Et comme il lui apparaissait naturel de s'intéresser à l'agriculture (et aussi sur les conseils de René Rémond, qui pensait qu'il y avait quelque chose à tirer de cette aventure), elle se focalisa sur l'histoire de la « corporation paysanne » dans laquelle les théoriciens du régime voyaient le salut du pays.

J'ai évidemment aidé Isabel dans ses différentes activités (comme, à l'occasion, elle a pu le faire pour les miennes, ne serait-ce qu'en me permettant d'emprunter des livres à la bibliothèque de Sciences-Po). Je me souviens d'une expédition à Vailly sur Sauldre, où se trouvait la maison de Pierre Caziot, le premier ministre de l'agriculture du Maréchal Pétain, pour en inventorier le grenier. Pendant qu'elle s'intéressait aux correspondances relatives à la Corporation Paysanne, je m'étais plongé dans un document fascinant : le rapport d'un fonctionnaire de Ministère de l'Agriculture qui faisait l'historique des déménagements successifs du Ministère au cours de l'exode de 1940, dans le but évident de ne pas retomber dans les mêmes erreurs si c'était à refaire... La principale conclusion était que les premiers arrivés dans une nouvelle étape ont toujours tendance à prendre toute la place, ce qui est fâcheux, de sorte qu'il sera prudent, la prochaine fois, de prendre des mesures pour l'éviter...

Plus sérieusement, je me souviens d'avoir été frappé par le fait que le statut du fermage avait été adopté à peu de chose près dans les mêmes termes par le gouvernement socialiste de Léon

Blum avant la guerre, par le gouvernement de droite du Maréchal Pétain, pendant la guerre, et par le gouvernement socialiste de la reconstruction après la guerre... Même dans de telles circonstances, il est donc possible d'avoir un minimum d'unité nationale autour d'un texte répondant à un besoin manifeste.

Cela dit, nous avons toujours poursuivi nos carrières en toute indépendance, et sans que les activités de l'un rejailissent directement sur celles de l'autre...

EN CONCLUSION

J'ai souvent eu l'impression de prêcher dans le désert. Quel que soit le sujet, les gens ne comprenaient pas ce qui, à mes yeux, était le cœur du problème étudié. De mon côté, trop souvent aussi, j'ai été un peu rapide à condamner l'approche des autres. Cela, me semble-t-il, est inévitable en matière de recherche : aucun véritable créateur n'a jamais été compris du premier coup. Et la tentation de se débarrasser d'une objection par des pirouettes est, elle aussi, forte et permanente.

C'est vrai que je n'ai pas été aidé par l'INRA, et je conserve quelques rancunes. Mais j'ai eu la chance d'avoir eu des espaces de liberté qui ont fait que rien de ce qui m'arrivait n'était réellement tragique. J'ai presque toujours pu reprendre un travail interrompu, grâce à l'aide d'un nouveau contrat, d'une nouvelle idée, ou d'un nouveau collaborateur ! Et quant à la réputation, finalement, même après mes difficultés avec l'INRA, la FAO, et d'autres organisations, je ne m'en sors pas trop mal, même si mon indépendance d'esprit me vaut des inimitiés durables.

Si j'avais un conseil à donner à un jeune économiste qui entre à l'INRA, je lui recommanderais de consulter le maximum de gens, mais surtout de ne jamais faire ce qu'on lui dit de faire. Il faut à la fois consulter et ne jamais exécuter. Pour ce qui me concerne, à l'époque de ma jeunesse, il toujours été entendu avec Bergmann que j'écoutais ses conseils mais que c'était moi qui décidais ce que je voulais faire. Bergmann l'acceptait très bien, c'est la raison pour laquelle j'ai toujours eu une très vive admiration, une très grande dette envers lui.

En 2005, Jean-Marc Boussard et son épouse, Isabel Boussard-Decaris, lors d'une séance de dédicace de l'ouvrage « Decaris, le singulier », qu'ils ont consacré à l'œuvre du père d'Isabel, le buriniste Albert Decaris.



© INRAE / Boussard

Cette indépendance d'esprit que je prêche n'est en rien incompatible avec le travail en équipe, dont je crois qu'il est absolument nécessaire. En vérité, l'aptitude à travailler en équipe est une qualité indispensable à un chercheur. Mais ce ne doit pas être une aptitude à être « esclavagisé », au contraire. Ce qui est calamiteux, c'est les équipes qui ne se renouvellent pas pendant des années. J'ai travaillé en équipe dès le début de ma carrière, avec M. Petit à l'époque du Canal de Provence, et cela se passait très bien. Puis nous nous sommes éloignés, et cela aussi était très bien, car pour continuer l'attelage à deux, il eut été nécessaire que l'un devienne le « chef » et l'autre l'« exécutant », ce qui était exclu.

Plus tard, dans ma carrière, au moins une dizaine de fois, j'ai participé à des équipes variées, sur des projets à l'issue duquel l'équipe se dissolvait d'elle-même. J'ai ainsi largement bénéficié des conseils de Mead Over (un Américain de Madison) pour la construction du modèle historico-statistique de l'agriculture Française, de M. Ayouz, F. Gérard, T. Voituriez et M.-G. Piketty pour les travaux sur l'instabilité des prix, de A.K. Christensen à diverses occasions, etc. Cela s'est, en général, plutôt bien passé, parce que nous étions complémentaires. Cependant, une équipe de recherche doit être temporaire, concerner un projet, et ne doit pas durer plus de deux

ou trois ans. Pour la carrière d'un chercheur, il ne faut absolument pas qu'il s'identifie à une équipe. Ce qu'on demande à un chercheur, c'est de créer, et d'inventer, pas de faire ce qu'on lui dit de faire...

Enfin, quels sont les dangers qui risquent de rendre la recherche inefficace de nos jours ? Le plus grand d'entre eux est sûrement le désir de « coller à l'actualité ». Cela offre évidemment des occasions de financement en même temps que des chances de se faire un nom auprès du grand public. Mais, en même temps, c'est parfaitement contre-productif pour la recherche. De ce point de vue, je ne peux que me référer à une citation d'Alfred Marshall, un économiste anglais de la fin du 19^{ème} siècle (il fut sacré « prince des économistes » par ses contemporains, ce qui est tout de même une référence !). Il écrivait : « Economics has then as its purpose firstly to acquire knowledge for its own sake, and secondly, to throw light on practical issues. But thought we are bound, before entering on any study, to consider carefully what are its uses, we should not plan our work with direct reference to them. For by so doing, we are tempted to break off each line of thought as soon as it ceases to have an immediate bearing on that particular aim which we have in view at the time : the direct pursuit of practical aims leads us to group together bits of all sort of knowledge which have no connection with one another, except for the



© INRAE / Boussard

immediate purpose of the moment, and which throw but little light on one another... Our mental energy is spent in going from one to another ; nothing is thoroughly thought out. No real progress is made....

The best grouping, therefore, for the purpose of science is that which collects all those facts and reasoning which are similar to one another in nature, so that each may throw light on its neighbor. By working thus for a long time at one set of considerations, we get gradually nearer to those fundamental unities which are called nature's laws. We trace their actions first singly, and then in combination. And thus, make progress slowly but surely... »⁶.

Cela est vrai en matière économique, mais je crois aussi, pour toutes les sciences, quelles qu'elles soient...

⁶ Alfred Marshall, *Principles of economics*, Mc Millan, London 1920.

Jean-Marc Boussard au salon du livre, en 2006, lors de la présentation de *Libéraliser l'agriculture mondiale : théorie, modèles et réalités* (éditions du CIRAD, 2005), avec Françoise Gérard (co-auteur, à droite de la photo).



© INRAE / Boussard

En 2017 près de Bordeaux : l'Académie d'Agriculture de France en visite au château Cantenac, propriété viticole sur la commune de Saint-Emilion (Gironde). Jean-Marc Boussard à gauche de la photo, avec Brigitte Laquière à sa droite. Nadine Vivier (en bleu) est visible sur la droite de la photo, derrière Catherine Regnaud - Roger (en noir). André Gallais est au centre (Chemise blanche).



Sénégal, 2010.
© INRAE / Ruffieux

MARCEL MAZOYER

134



© INRAE / Mazoyer

Marcel Mazoyer en 2007 lors de sa leçon inaugurale pour la Chaire Francqui internationale des universités belges.

Le témoignage de Marcel Mazoyer a été recueilli et mis en forme par Laurence Roudart, en coopération étroite avec le témoin. Elle s'en explique.

En 2016, j'ai publié un article dans le volume d'*Archorales* consacré aux « Agronomes du CIRAD »¹, sous la forme d'une analyse transversale des témoignages d'Hervé Bichat, Michelle Feit, Hughes de Livonnière, Bernard Simon et René Tourte. J'avais trouvé ces témoignages passionnants. Travaillant avec Marcel Mazoyer depuis le début des années 1990², et connaissant la richesse de son parcours, je lui ai proposé de procéder au même genre d'entretien, ce qu'il a accepté. À l'été 2016, nous avons défini les différentes étapes de sa vie à aborder puis nous avons commencé les entretiens. Pour chaque étape, nous avons eu un premier entretien durant lequel M. Mazoyer parlait librement, sans que je pose beaucoup de questions et sans enregistrement. Sur cette base, je préparais une série de questions et, le lendemain, nous réalisions l'entretien formel avec enregistrement. M. Mazoyer habitant en banlieue parisienne et moi-même à Bruxelles, ces entretiens ont eu lieu à l'occasion de mes déplacements à Paris et se sont étalés sur près d'un an. Je les ai fait transcrire durant l'été 2017 et j'ai remis les tapuscrits à M. Mazoyer. Il a mené à bien un premier travail de mise en forme de ces documents en 2018. Au printemps 2020, la revue *Archorales* a pris contact avec moi au sujet de ce présent volume thématique et a proposé de publier le témoignage de M. Mazoyer, qui a accepté. J'ai alors travaillé avec lui à une deuxième mise en forme des entretiens et nous sommes passés du tutoiement ou vouvoiement pour nous conformer au style de la revue. Enfin, les échanges avec *Archorales* ont conduit à compléter ou à élaguer le témoignage, en cohérence avec sa méthode et sa ligne éditoriale.

Laurence Roudart

Ingénieure agronome (INA P-G 1983)
Professeure en Sciences de la population et du développement
Présidente du département des Sciences sociales et des sciences du travail
Université libre de Bruxelles

¹ Roudart L., 2016, « Les pionniers de la coopération au développement agricole ». *Archorales/Agronomes du CIRAD*, volume 17, pp. 30-36.

² Nous avons notamment publié ensemble : Mazoyer M., Roudart L., 1997. *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Editions du Seuil, 534 p.

VIVRE EN PAYSAN DANS LE MORVAN

MARCEL, OÙ ÊTES-VOUS NÉ ? QUE FAISAIENT VOS PARENTS ? COMMENT ÉTAIT COMPOSÉE VOTRE FAMILLE ?

Je suis né le 1^{er} avril 1933 au Pont du Mousseau (Villapourçon), un hameau de quatre maisons, dont un moulin que je possédais encore il y a peu. Mais, avec ma sœur et mes trois frères, j'ai été élevé à Sanglier, un village situé 4 kilomètres plus haut, sur le flanc du Mont Genièvre qui, avec ses 638 mètres de hauteur, est la sentinelle Ouest du Morvan. Des années 1930 aux années 1950, mes parents y tenaient une petite ferme de 5 hectares, pour partie en propriété, pour partie en location. Il y avait 3 hectares de champs : 1 hectare partagé entre trèfle violet-ray grass et pommes de terre ; 1 hectare de blé ou seigle d'hiver, suivis de betteraves, choux ou navets dérobés en fin de saison ; 1 hectare d'orge ou d'avoine de printemps. Il y avait aussi 2 hectares de prairies naturelles, moitié fauchées, moitié pâturées. Sans compter, près de la maison qu'ils finirent par acheter, quelques ares de potager. Le tout nourrissait sept personnes, deux vaches, deux ânes de trait, deux porcs, des poules et des poulets, des lapines et des lapins et un chien. Plus loin en forêt, 3 hectares de taillis de charme, sous futaie de chênes et de hêtres, fournissaient le bois de feu et le bois d'œuvre.

Sanglier comptait alors une vingtaine de fermes familiales en traction animale, de 3 à 10 hectares. On y pratiquait la polyculture et l'élevage d'une à cinq paires de vaches charolaises, dressées à travailler et produisant des veaux et des vaches de réforme. Les veaux étaient vendus maigres aux marchands de bœufs, qui les revendaient aux éleveurs du Bazois et du Bas Nivernais qui eux les engraisaient. Pour compléter leur revenu, la plupart des paysannes et paysans du village avaient un second métier : sabotier, tisserand, rebouteux, charron, menuisier, forgeron, couturier, épicier, journalier. Une seule ferme était assez grande pour employer un commis.

Avant ma naissance, mon père travaillait comme charron chez mon

grand-père. Jusqu'à la guerre, il fut de plus vendeur-réparateur de bicyclettes et de machines à coudre. Pendant la guerre, il avait loué un hectare supplémentaire pour nourrir tout le monde et, en 1949, il partit comme charpentier chef d'équipe sur les chantiers de construction de barrages sur l'Yonne et sur le Doubs. Ma mère tenait un petit café, lieu de rencontres et de débats animés, où l'on parlait de tout, notamment de politique. Ma première université...

POURRIEZ-VOUS PARLER DES DIFFÉRENTES PERSONNES QUI ONT CONTRIBUÉ À VOTRE ÉDUCATION ?

Mes parents, ma mère surtout bien sûr, mais ils étaient souvent occupés. Mes grands-parents assez peu, car ils habitaient à 5 kilomètres de là. Mes frères et ma sœur beaucoup, car ils étaient plus âgés que moi.

Mais cette réponse convenue laisse dans l'ombre le plus important. Dans un village où tout le monde se connaît, chaque enfant passe le plus clair de son temps non seulement à l'école et à la maison, mais en groupe avec ceux de son âge ou en compagnie de quelques adultes, à découvrir, observer, questionner et parler des mille et une choses, bêtes et gens qui animent les cours, les maisons et les granges, les champs, les prairies et les bois. Comme les autres enfants, j'avais de nombreux grands-parents, parents et aînés. La Francine qui tenait un petit bureau de tabac, et le père Jeannet qui n'avait qu'un potager et une basse-cour et cassait des cailloux à la carrière tous les jours, étaient mes « grands-parents » les plus proches. Elle me gardait souvent et il me prenait le soir sur ses genoux pour m'apprendre l'alphabet en lisant son journal.

À 10 ans, nous savions tout ce que savaient les adultes sur le village et à 16 ans, nous savions faire presque tout ce qu'ils faisaient. Autrement dit, nous savions à peu près tout ce qu'on peut savoir d'un territoire contrasté, avec ses niches écologiques diversifiées et sa population variée. En tout cas, beaucoup plus que ce qu'un agronome de terrain ou un anthropologue arrivent à savoir pour produire un discours ou une publication. Il s'agissait donc d'un milieu très riche du point de vue éducatif.



© INRAE / Mazoyer



© INRAE / Mazoyer

Par des visites et des rencontres, nous savions que les villages voisins ressemblaient au nôtre tandis que, plus haut en Morvan, on trouvait plus de prés et de bois, et que plus bas en Nivernais, on trouvait plus de cultures et de matériel mécanique.

À QUELS TRAVAUX AGRICOLES PARTICIEZ-VOUS ? AVIEZ-VOUS DU TEMPS POUR JOUER ?

À partir de 7 ans : conduire les bêtes ou aller les surveiller au pâturage, ramasser les pommes de terre arrachées à la houe par mon père ou mes frères. Passé 10 ans : conduire les bêtes tirant la charrue, la bineuse ou la butteuse tenue en main par mon père, faner l'herbe fauchée avec toute la famille, ou porter sur le lien les javelles de blé fraîchement moissonné. Passé 14 ans : traire les vaches, porter les gerbes sur les treiziaux (meules de treize gerbes). Passé 16 ans : remplacer mon père ou ma mère dans presque tous les travaux, quand j'étais en vacances.

Bien sûr, avec mes petits camarades, nous avons joué à tous les jeux classiques. Mais, ce que nous aimions par-dessus tout, c'était de courir les prés et les bois, pour entrevoir le blaireau, le renard ou la belette, pour cueillir des rosés, des coulemelles, des giroelles et

En haut : les deux derniers juments de trait à Sanglier (Nièvre) dans les années 1950.

En bas : les derniers ânes de trait de Sanglier (Nièvre) dans les années 1950, conduits par Joseph Mazoyer, père de Marcel Mazoyer.



Le moulin du Pont du Mousseau dans la commune de Villapourçon (Nièvre) dans les années 1970, lieu de naissance et ancienne propriété de Marcel Mazoyer.

des ceps, des framboises et des myrtilles, pour défaire les nids de buses pilleuses de basse-cour et dénicher quelques jeunes tourterelles ou geais faciles à apprivoiser. Je me souviens aussi d'avoir pisté des lapins sur la neige, de les avoir chassés de leur terrier avec un furet pour les attraper à la sortie avec un filet. Nous étions très heureux.

QUELS SOUVENIRS AVEZ-VOUS DE L'ÉCOLE PRIMAIRE ? EST-CE LÀ QUE VOUS AVEZ APPRIS LE FRANÇAIS ?

Avant d'aller à l'école, je comprenais un peu le français, mais je ne le parlais pas. Au village, on parlait le morvandiau, qui est aussi différent du français que peuvent l'être le limousin, l'auvergnat ou le catalan. On écoutait un peu la radio et les adultes parlaient français à l'occasion, avec les instituteurs, les gendarmes, les médecins, les voyageurs. Qui, eux, s'essayaient parfois risiblement au patois.

Maitresses et maitres d'école nous apprenaient le français. Pour cela, ils commençaient par nous interdire de parler morvandiau, nous empêchant ainsi d'exprimer ce que nous savions et que souvent ils ignoraient. Un jour, l'un d'eux rapporta de la chasse une pintade qu'il avait prise pour une perdrix. Mais le dernier de ces maitres, un jeune instituteur, un « hussard noir de la République » dans un État français qui depuis 1940 n'était plus une république, lui-même né en Morvan, nous encouragea à parler morvandiau entre

nous et avec lui, pour mieux faire état de ce que nous savions, pour mieux le traduire en français et mieux nous apprendre l'une et l'autre langue. Bref, pour nous libérer plutôt que de nous en imposer.

J'étais curieux de tout. Je voulais tout savoir et je ne ratais rien. Je me souviens particulièrement du dessin, je dessinais tout et je recopiais toutes les images qui me tombaient sous la main. Je me souviens aussi du chant, des récitations, des jeux de rôle et de mes premières lectures très édifiantes : *Jacquou le croquant*, *Fables de La Fontaine*, extraits du *Roman de Renart*. Cela me plaisait beaucoup. J'étais très intéressé aussi par les sorties avec ce jeune instituteur, qui essayait de nous montrer et de nous expliquer sur le vif tout ce dont il nous parlait en classe, qu'il s'agisse de grenouilles, de mésanges ou de myosotis.

C'était une école à deux classes. Les petits étaient tenus par l'institutrice et les grands, jusqu'au certificat d'études, par l'instituteur. Mais pendant la guerre, comme celui-ci était prisonnier, il fut remplacé par le jeune instituteur morvandiau déjà évoqué, et par une jeune institutrice toulousaine, grande, mince et blonde, plus nordique que méridionale, dont ma mère disait qu'elle paraissait plus ostrogothe qu'arabe. Je me demande où elle allait chercher ça ! C'est cette institutrice qui m'a préparé, quand j'avais une dizaine d'années, à l'examen du Diplôme

d'études primaires préparatoires³ (DEPP) et au concours des bourses pour entrer au cours complémentaire⁴, en me donnant chaque jeudi et samedi des cours supplémentaires.

VOUS AVIEZ 6 ANS EN SEPTEMBRE 1939, QUAND LE ROYAUME-UNI ET LA FRANCE DÉCLARÈRENT LA GUERRE À L'ALLEMAGNE. COMMENT S'EST PASSÉE LA PÉRIODE DE LA GUERRE AU VILLAGE ?

Je me souviens que les hommes mobilisables sont partis plus ou moins loin, les jeunes au front, les moins jeunes y compris mon père pas très loin. Que certains sont ensuite revenus en permission, en uniforme. Et que, lors des discussions au café, on se réjouissait qu'il n'y eût pas de morts comme en 1914-1918, mais on s'étonnait qu'on n'attaquât pas les Allemands.

À la suite de la débâcle en juin 1940, les gens du village, pensant voir les Allemands arriver d'un jour à l'autre, ont sorti les fusils de chasse et quelques vieux fusils de guerre – y compris un Mauser allemand que le Francis, notre voisin forgeron, avait réussi à rapporter de la Grande guerre – et ils ont échaudé un énorme barrage routier, fait de troncs d'arbres et de pierres, qu'ils ont gardé quelque temps. Jusqu'à un appel radio demandant à tous les hommes valides de rejoindre les troupes françaises en repli sur la Loire, pour y arrêter les Allemands. Tous ceux du village en état de le faire sont alors partis, à bicyclette ou en carriole, mon frère aîné sur sa moto toute neuve, jusqu'à Bourbon-Lancy à 45 kilomètres. Avec beaucoup d'autres, ils sont restés là jusqu'à l'armistice afin de garder un pont sur lequel sont passées sans s'arrêter plusieurs unités de l'armée française, mais toujours pas d'Allemands. Ce n'est qu'au retour qu'ils en ont croisés quelques-uns, en camion, qui les ont salués, également sans s'arrêter. Rentrés

³ Ce diplôme a sanctionné la fin des études primaires en France durant l'Occupation, de 1941 à 1945. Il était équivalent au certificat d'études primaires élémentaires.

⁴ Le cours complémentaire relevait formellement de l'enseignement primaire supérieur mais était de fait équivalent à l'enseignement secondaire au collège. Ce type de cours a disparu en France en 1959.

au village, ayant reçu l'ordre de remettre leurs armes à la gendarmerie, ils livrèrent les moins bonnes tout en gardant les meilleures, qu'ils ont alors soigneusement graissées, emballées et enterrées.

C'est seulement en septembre 1940 qu'une colonne allemande, chariots bâchés, soldats à pied et officiers à cheval, faiblement éclairée par des lanternes, passa de nuit sous nos fenêtres. Quelques jours plus tard, une dizaine de soldats sautaient de leurs véhicules découverts pour boire quelques chopines au café, où ma mère refusa de leur faire à manger, et pour acheter toutes les boîtes de sardines et tous les biscuits de l'épicerie de la Marcelle, en face de chez nous. Un jeune sous-officier autrichien, parlant français, donna discrètement un bidon d'essence à mon père.

Y A-T-IL EU DES RÉSISTANTS DANS LE VILLAGE ?

Sanglier était en zone occupée. Tous les villageois savaient qu'il faudrait se battre pour chasser les Allemands. En 1940, ils pensaient devoir le faire avec Pétain, avec les Anglais et avec de Gaulle. À partir de 1941, ils savaient qu'ils devraient le faire toujours avec de Gaulle et les Anglais, mais contre Pétain et les collaborateurs, puis avec les Russes et les Américains venus à la rescousse.

En 1941 toujours, notre médecin, d'origine roumaine, recensé comme juif, dut se cacher. Il fut installé en forêt par mon père et un voisin, qui lui firent une cabane en genêt plutôt confortable où nous lui apportions tous les jours de quoi boire et manger. L'année suivante, les jeunes de la classe 1942, dont mon second frère, furent réquisitionnés par le Service du travail obligatoire (STO) pour aller travailler en Allemagne. Mais ils ne partirent pas. Prévenus par un gendarme qu'ils seraient bientôt arrêtés, ils allèrent rejoindre notre médecin, armés de quelques fusils de chasse opportunément détérrés, formant ainsi un embryon de maquis. En 1943, plusieurs maquis importants, approvisionnés en armes par des parachutages anglais, se constituèrent en Morvan. Les jeunes de Sanglier et des environs, les réfractaires au STO et d'autres, s'y retrouvèrent. En 1944, certains

rejoignirent le maquis des Fraichots, un hameau écarté à 6 kilomètres de Sanglier, à moitié abandonné et regagné par la forêt. Appelé maquis Louis, du nom de guerre du capitaine anglais qui le commanda quelque temps, ce gros maquis bien armé par les parachutages et assez redouté ne fut jamais attaqué. Durant l'été 1944, il multiplia les sabotages de voies ferrées, les attaques de convois routiers et les coups de main qui handicapèrent sérieusement les Allemands dans leurs renforts de troupe et de matériels destinés au front, et il participa à la libération de quelques localités de la région.

IL N'Y A PAS EU DE REPRÉSAILLES ALLEMANDES ?

Si, mais pas dans le coin. Dans le Haut-Morvan, à 75 kilomètres plus au Nord, les bourgs de Dun-les-Places et de Planchez furent brûlés et les hommes y furent fusillés. On n'a pas souvent vu des Allemands à Sanglier. Au début de l'Occupation, ils avaient échafaudé un grand mirador d'observation en bois, au sommet du Mont Genièvre, mais ils y montaient en général par un autre chemin. En 1944, les convois passaient à une dizaine de kilomètres de là. De fait, depuis la fin de 1943, on voyait plus de maquisards que d'Allemands : des FFI des Fraichots et des FTP de passage, contents de se retrouver. J'étais aux premières loges.

ET VOUS, QUE FAISIEZ-VOUS ?

Nous, les enfants, avions formé un maquis bien sûr ! Nous passions des heures dans une cabane au fond d'un fourré, à tailler au couteau des mitraillettes en bois et à fabriquer des brassards tricolores, avec croix de Lorraine. Nous tendions des embuscades. Nous avons même « libéré » Sanglier et défilé, brassard au bras, sur le pavé du bourg. Je tenais aussi à jour la carte du front russe. C'était ma spécialité. L'oreille collée à la TSE, je notais les informations. Puis, sur une grande carte affichée derrière la porte du café, je marquais par des punaises les dernières positions occupées ou reprises, que je reliais par un fil rouge pour dessiner la ligne de front. Au début, nous ne connaissions guère que Leningrad, Moscou,

Stalingrad... Mais, de proche en proche, nous avons découvert les lignes de retrait successives, jusqu'à la dernière ligne : Novgorod, Smolensk, Orel, Voronej, Stalingrad, Grozny. Avant de les revoir à l'envers jusqu'à Berlin.

LES GENS DE VOTRE VILLAGE PARLAIENT-ILS SOUVENT DE POLITIQUE ?

Oui, très souvent. Même si on parlait aussi des choses ordinaires. J'ai quelques souvenirs de discussions animées d'avant-guerre : sur Blum et le Front populaire, Hitler et la menace allemande, Daladier, Chamberlain et Munich. Mais comme ces discussions ont été évoquées souvent par la suite, je ne sais plus si ces souvenirs proviennent de mes impressions premières ou de ces rappels. En revanche, j'ai un souvenir direct de ce qui se disait pendant la guerre.

Le fait est que les gens du village parlaient ouvertement, et beaucoup, de politique. C'étaient des petits paysans, vivant tous dans des conditions semblables, solidaires, qui se connaissaient et se parlaient depuis l'enfance. Mais ce n'était pas un monde fermé. Tous avaient travaillé à l'extérieur ou fait la guerre, ou avaient un proche dont c'était le cas. Ils avaient attrapé ici ou là des inclinations politiques variées, ils en discutaient souvent, avec éclat mais sans rancune. En revanche, ils se méfiaient du tout-venant des villes. On ne devait pas leur dire un mot de ce qui se faisait ou se disait, au bourg ou à la foire. Dans beaucoup de villages où j'ai eu l'occasion de travailler, où les conditions des agriculteurs étaient beaucoup plus inégales, avec quelque notable à flatter ou à redouter, les gens m'ont paru moins solidaires et moins libres de parler politique. En ma présence du moins.

Il m'est arrivé de penser que Sanglier, égalitaire, solidaire, démocratique, n'avait peut-être jamais été soumis à personne. En effet, pas de trace de château féodal sur le Mont Genièvre : les terres sont trop accidentées, trop caillouteuses, trop maigres pour que les paysans en tirent un produit excédant leurs besoins domestiques. Pas d'excédent régulier, pas de tribut, pas de seigneur. Tout au plus quelques brigands

pouvaient-ils passer de temps en temps pour piller une récolte ou voler du bétail. Pas trace non plus de villa gallo-romaine. Les Romains pensaient sans doute qu'il valait mieux capturer ici les jeunes valides pour les vendre comme esclaves dans les domaines agricoles situés sur les bonnes terres proches des cités de l'époque.

Les habitants du village étaient tous très attachés à la République. Les « grands-parents » parlaient encore de ceux, dont mon arrière-grand-père, qui avaient rallié les floteurs – c'est-à-dire les artisans organisant le flottage du bois du Morvan jusqu'à Paris – et les bourgeois républicains de Clamecy, insurgés contre le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Ils parlaient aussi de ceux qui, enrôlés parmi les Versaillais, avaient refusé de tirer sur les Fédérés, dont Louise Michel. Et les « parents » parlaient du petit père Combes et de Clémenceau.

Quelques anciens combattants avaient bien aimé Pétain, un officier d'origine paysanne qui avait la réputation de ménager la troupe. Mais ils pensaient que, trop vieux, il était manipulé par les défaitistes et les collaborateurs. Les plus jeunes aimaient bien de Gaulle, mais ils se demandaient s'il était vraiment démocrate.

À L'AUTOMNE 1944, QUAND VOUS ÊTES PARTI AU COURS COMPLÉMENTAIRE DE DECIZE, DE QUELLES VALEURS ÉTIEZ-VOUS IMPRÉGNÉ ?

En juin 1944, j'avais passé le diplôme d'études primaires préparatoires et le concours des bourses, à Château-Chinon où ma mère m'avait conduit en voiture à âne. En octobre, la région était déjà libérée alors que la guerre n'était pas finie. Le maire de Villapourçon d'avant la guerre venait de retrouver son poste, c'est lui qui m'a conduit à Decize en automobile, avec mon père. J'avais la conviction que l'instruction publique était pour nous un acquis fondamental, que nous la devions à la république, à la démocratie. Et qu'il n'était pas question de négliger l'école. Je suis donc parti au cours complémentaire, très fâché de m'y retrouver enfermé, en pension, mais bien décidé à tout apprendre. Au moment de partir,

mes petits voisins m'ont demandé si j'allais les oublier. Je leur ai juré : jamais ! Et je m'y suis tenu.

J'étais le seul de ma classe d'âge à partir au cours complémentaire. Quelques-uns sont restés au village, d'autres sont partis travailler au Creusot, à Nevers ou à Paris. Ma voisine de deux ans mon aînée est devenue institutrice. J'ai souvent pensé que les bons élèves de la communale qui, faute d'appui, avaient arrêté là, auraient mieux réussi que beaucoup d'autres, plus fortunés, qui avaient continué. Les étudiants des grandes écoles étaient issus de milieux plus restreints que ceux des universités, et ceux des universités de milieux plus restreints que ceux du secondaire. Plus facile d'être premier à Paris qu'à Nevers, à Nevers qu'à Decize et à Decize qu'à Sanglier...

ACQUÉRIR LA CULTURE SCOLAIRE

À L'AUTOMNE 1944, VOUS ÊTES ENTRÉ AU COURS COMPLÉMENTAIRE DE DECIZE. COMMENT S'EST PASSÉE CETTE RENTRÉE ?

C'était la première fois que je sortais du Morvan. Et, passé Saint-Honoré-les-Bains, j'ai été étonné de voir peu de forêts, peu de haies, et de découvrir que les champs, les prés et les bâtiments étaient plus grands que chez nous. Étonné aussi d'apercevoir plusieurs châteaux, en ruine ou habités.

Après une heure de route, Decize surgit, dressée sur son promontoire, juste après la Loire dont nous venions de traverser le lit encombré d'alluvions, en empruntant un grand pont abîmé par la guerre, à peine rafistolé. La montée vers le cours complémentaire, situé tout en haut de la ville, se faisait par la rue Saint-Just, où se trouve la maison natale de ce jeune révolutionnaire, ami de Robespierre, élu député à la Convention nationale en 1792 et guillotiné deux ans plus tard. Puis, ce fut l'arrivée au cours complémentaire, où tout se passa très vite : accueil du directeur, affectation d'un lit dans le dortoir des « petits », dépôt de ma valisette en bois d'épicéa faite par mon cousin, et départ précipité de mon père et du maire, toujours pressé.

Je me suis donc retrouvé dans la grande cour où les pensionnaires venus des environs faisaient connaissance. C'est alors que, ayant décliné mon identité et mes origines morvandelles, un grand Neversois s'empressa de me lancer : « Ah le Morvan, c'est un pays de terroristes ! ». D'où coups de poings, empoignades et comparution immédiate devant le directeur qui, considérant que j'avais porté le premier coup, me dit sans ménagement qu'il m'aurait immédiatement renvoyé si mon père avait encore été là. Mais, connaissant mon adversaire, il ajouta que, la guerre étant finie, il fallait désormais non pas me battre avec lui mais lui parler. Ce que je compris mieux quand ce garçon, finalement très gentil, m'apprit lui-même qu'il était en pension à Decize parce que son père, policier très connu à Nevers, venait d'être mis en prison pour collaboration.

AVEZ-VOUS D'AUTRES SOUVENIRS DE CETTE RENTRÉE ?

Oui, le cours complémentaire lui-même, sans charme particulier, en assez bon état. Et la ville de Decize, pas trop abîmée par la guerre, avec ses restes de remparts antiques et de château médiéval, ses églises, ses halles, ses terrains de sport, son port et ses faubourgs industriels. Une vraie ville, la première pour moi. Un monde inconnu que j'ai malheureusement trop peu exploré à cette époque parce que rien n'était fait pour cela : pas de professeur ou de surveillant pour nous montrer et nous expliquer les monuments, les quartiers et les nombreuses fabriques des environs. Il aurait été passionnant de savoir par exemple que Decize était un ancien oppidum éduen, au croisement des voies gallo-romaines Autun-Bourges et Roanne-Orléans, la première passant d'ailleurs par Sanglier. Une occasion manquée. Nos promenades sous surveillance du jeudi, qui nous conduisaient presque toujours dans le même vallon écarté où nous pouvions explorer sans fin une sorte de forêt galerie et fouiller les débris d'une ancienne tuilerie, m'ennuyaient à mourir. Mais, sans vestes à boutons dorés, nous n'étions peut-être pas bien vus en ville...

TOUS LES ÉLÈVES ÉTAIENT-ILS INTERNES ?

Non, les fils de commerçants, d'employés et d'ouvriers de la ville et des faubourgs étaient externes et rentraient chez eux midi et soir. La plupart des internes, fils de mineurs de La Machine ou de paysans des environs, ne pouvaient rentrer chez leurs parents qu'en fin de semaine. Ceux qui venaient de trop loin pour cela pouvaient aller chez un correspondant agréé plus proche. Les autres, une dizaine, avaient droit à la promenade dominicale. Heureusement, j'avais un grand-oncle et une grand-tante habitant Champvert, à une lieue de là, chez lesquels je me rendais le dimanche.

Je rentrais à la maison, à 40 kilomètres de là, trois fois par an : à Noël, à Pâques et pour les grandes vacances. Je prenais le train jusqu'à la gare de Rémilly, à une dizaine de kilomètres de Sanglier. On venait me chercher et me reconduire en voiture à âne. Parfois même en traineau : en janvier 1946, en pleine tempête de neige, nous avons réussi à passer la Vieille Montagne grâce à l'héroïsme de Mathurin, mon âne préféré. Lors de la dernière année, je ne prenais plus le train, je faisais tout le chemin à bicyclette, par beau temps bien sûr.

COMMENT ÉTAIT STRUCTURÉE UNE JOURNÉE AU COURS COMPLÉMENTAIRE ?

Étude, petit-déjeuner, trois heures de cours, déjeuner-récréation, trois heures de cours, étude, dîner, encore étude, extinction des feux. Les surveillants d'étude vérifiaient que nous avions fini nos devoirs avant de nous autoriser à faire autre chose. Un emploi du temps chargé et très réglé.

Nos professeurs, instituteurs du primaire sélectionnés et formés pour devenir des professeurs spécialisés du primaire supérieur (en maths, physique, chimie, sciences naturelles, français) étaient excellents et très exigeants : exercices, interrogations, passages au tableau, devoirs en étude surveillée. Tout était fait pour nous apprendre non seulement le programme, plus chargé que celui des collèges, mais pour nous apprendre à travailler vite et bien. En entrant au lycée, je me suis rendu

compte que j'avais déjà assimilé une bonne partie du programme de seconde, notamment en maths, physique, chimie, et que je savais travailler.

J'aimais particulièrement le dessin, le français et la gymnastique parce qu'en ces matières, les professeurs s'occupaient plus personnellement de chacun de nous. Mais je voulais tout savoir et j'aimais toutes les matières.

Cela étant, je trouvais qu'on ne faisait pas assez de visites guidées et de séances d'atelier. Je trouvais que le professeur d'histoire-géographie nous parlait trop des rois et des guerres, des capitales et des frontières, et pas assez des paysans et de l'agriculture. Et nos petits camarades allemands, dont les parents travaillaient après la guerre au centre de recherche sur les moteurs à réaction de Decize, nous disaient que notre professeur d'allemand était nul. L'allemand était la seule langue étrangère enseignée. L'anglais m'a toujours manqué par la suite.

COMMENT ÉTAIT L'AMBIANCE GÉNÉRALE ?

L'ambiance dans les cours et les études de la journée, sous le contrôle de professeurs et de surveillants attentifs, et auxquels participaient les externes qui voyaient leurs parents tous les jours, était sévère mais agréable.

L'ambiance de l'internat en revanche était exécration. Le directeur, dirigeant l'enseignement, enseignant lui-même et administrant l'internat, était débordé. N'ayant pas de surveillant général et mal secondé par son épouse institutrice dirigeant l'école primaire, il s'en remettait pour la discipline à des surveillants d'internat très occupés à préparer le concours d'entrée à l'École normale, qui laissaient les « grands » abuser de leur force pour établir un ordre à leur avantage. Bizutant et rançonnant les petits, ils leur faisaient faire leur lit et cirer leurs chaussures. S'installant en bout de table à la cantine, ils se servaient les premiers très largement, alors que les rations étaient déjà insuffisantes. Et, au moindre manquement, ils distribuaient des coups de ceinture.

Le manque d'autorité légitime effective, l'éloignement des parents, la peur des

représailles rendaient toute plainte impossible. La peur régnait. C'était une ambiance « concentrationnaire ».

EN DÉPIT DE CETTE AMBIANCE TRÈS DURE, VOUS ÊTES-VOUS FAIT DES AMIS ?

Effectivement, dans ce climat pénible, les liens d'amitié désintéressée étaient rares. Chacun se repliait un peu sur soi. J'avais cependant un ami de mon âge qui, pendant les vacances, est venu plusieurs fois me voir à bicyclette à Sanglier. Je l'ai revu quelquefois à Paris, cinq ans plus tard. J'avais aussi un ami plus âgé, un « grand » de l'assistance publique élevé dans le Morvan auquel ma mère, elle-même de l'assistance publique, avait demandé de veiller sur moi. Et un plus « petit », un fils de marinier sans correspondant et ne recevant jamais de visite, souffre-douleur de quelques lâches, que j'essayais de protéger.

PRÉPARANT LE BREVET, QUE PENSIEZ-VOUS FAIRE ENSUITE ?

Depuis l'école primaire, je voulais être ingénieur travaillant pour l'agriculture. Reçu au brevet avec mention très bien, tout le monde voulait que je prépare le concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs. Mais j'ai refusé et mes parents m'ont inscrit au lycée de Nevers.

Je n'ai retrouvé aucun de ceux qui étaient au cours complémentaire avec moi dans ce lycée. Deux sont entrés au lycée technique, deux à l'École normale d'instituteurs, quelques-uns ont dû aller dans d'autres lycées, mais la plupart ont passé des concours d'entrée aux PTT ou à la SNCF et ont commencé à travailler.

À L'AUTOMNE 1948, VOUS ÊTES ENTRÉ AU LYCÉE DE NEVERS : L'AMBIANCE ÉTAIT-ELLE LA MÊME QU'AU COURS COMPLÉMENTAIRE DE DECIZE ?

L'emploi du temps était le même, mais les conditions de travail et de vie étaient totalement différentes. Il y avait un proviseur invisible, reclus dans son bureau. Un censeur d'allure sévère, plus soucieux de morale que de discipline, aimablement attentif à

chacun de nous et veillant à ce que nous soyons bien traités. Un surveillant général débonnaire, mais auquel rien n'échappait. Des répétiteurs et des surveillants, eux-mêmes très surveillés, distants ou familiers, mais justes et bien considérés. À l'exception d'un seul, un agrégé de physique qui, n'ayant jamais réussi à tenir une classe, en était réduit à surveiller l'étude du soir. Aucun abus d'autorité. Mais les insuffisances de travail et de résultats étaient sanctionnées par des devoirs supplémentaires, des retenues et même des blâmes, sans excès toutefois. En conséquence, les relations entre les uns et les autres étaient infiniment meilleures qu'à Decize. Et je me plaisais bien au lycée.

Autre particularité agréable de ce lycée : la plupart de ses bâtiments ayant été détruits pendant la guerre, les internes étaient logés dans ceux qui restaient debout. Nous traversions donc la ville chaque jour pour aller au Musée de la faïence et des beaux-arts, où des salles de cours avaient été aménagées. Bien que surveillées, ces promenades étaient de fait récréatives, elles nous laissaient découvrir la ville, le Palais ducal, la cathédrale, la porte du Croux, le parc, les belles devantures et les jolies demoiselles. Grâce à cela, nous n'avions pas du tout l'impression d'être en prison. Séparer pensionnat et bâtiments d'enseignement par un bon kilomètre de rue piétonne me semble être une bonne règle à respecter.

Le jeudi après-midi, je faisais du sport et le dimanche, j'allais déjeuner et passer une partie de l'après-midi chez mes gentils correspondants : la fille du dernier sabotier proche de Sanglier, une infirmière mariée à un cheminot neversois.

DE QUELS MILIEUX SOCIAUX ÉTAIENT ISSUS VOS CAMARADES ?

Il y avait plus de fils de professeurs, ingénieurs, cadres, médecins, dentistes et commerçants qu'au cours complémentaire. Surtout parmi les externes. Les fils d'agriculteurs et d'ouvriers étaient minoritaires, alors qu'à l'époque, la majorité de la population française était paysanne et ouvrière.

LES PROFESSEURS DU LYCÉE ÉTAIENT-ILS AUSSI EXIGEANTS QUE CEUX DU COURS COMPLÉMENTAIRE ?

Très bons professeurs en général, ils avaient une formation supérieure spécialisée. Exigeants mais moins pressants, ils laissaient plus de place à l'initiative des élèves, un peu comme dans l'enseignement supérieur. Alors qu'au cours complémentaire, les enseignants nous serraient de plus près, un peu comme dans le primaire.

Le professeur de gymnastique, M. Borrueil, est sans aucun doute celui qui m'a le plus marqué. Formé à l'École normale supérieure d'éducation physique, il était compétent en physiologie, en psychologie, en pédagogie et il s'occupait particulièrement de chacun de nous. Il m'a encouragé à faire du cross, du 1500 mètres, du handball et du vélo pendant les vacances. En revanche, les professeurs de physique, chimie, maths, histoire, géographie ou sciences naturelles, ayant tout appris dans leur domaine et peu de choses dans les autres, s'adressaient à nous comme à un groupe indifférencié. Mais leurs cours, vivaces ou monotones, avaient toujours un contenu de qualité.

J'ai trouvé notre dernier professeur de français, M. Juhlin, épatant. Plus on approchait de la littérature contemporaine, plus j'étais à l'aise. Ses sujets de dissertation, très actuels, faisaient appel à notre vécu et non à un monde d'un autre temps, difficile à imaginer. J'étais très touché par les lectures commentées de Mallarmé, Rimbaud, Verlaine et, quand j'avais fini mes devoirs, sur ses conseils, je lisais *La Mare au diable*, *Le grand Meaulnes*, *Les Thibault* et d'autres classiques.

Nous avions aussi un très bon professeur de dessin, M. Soiroit, qui m'a d'ailleurs présenté au concours général. J'ai dessiné de mémoire mon arbre préféré, le Charme de la Louère, un arbre pluricentenaire, énorme, isolé, branchu, qui se trouve près d'une ancienne fosse à piéger les loups, en pleine forêt de Châtillon, le long de la voie romaine conduisant à Autun. Je l'ai dessiné mi-vêtu de son feuillage d'automne, mi-dévêtu. Mais, à l'époque, je ne connaissais pas Chagall et je n'ai pas songé à hanter mon vieil arbre de fantômes. Je n'ai pas eu de prix.

En seconde, j'étais deuxième au classement général. En première et en terminale, j'étais premier presque partout, y compris en éducation physique, et j'avais le prix d'excellence.

ÊTRE PREMIER ÉTAIT-IL IMPORTANT POUR VOUS ? ÉTAIT-CE UNE MOTIVATION ?

Oui, c'était important car mes parents n'en attendaient pas moins. Mais ma motivation de tous les instants était de tout apprendre. C'est-à-dire d'écouter, de noter, de lire, de travailler et de discuter jusqu'à être sûr d'avoir compris tout ce qu'il faut et de tout savoir faire comme il faut. Mon objectif n'était pas d'être premier. Mais ne pas être premier signifiait qu'on pouvait faire mieux et que je devais encore m'appliquer.

APPRENDRE PAR CŒUR EST-ELLE UNE MÉTHODE QUE VOUS UTILISIEZ ?

Non, sauf pour les récitations et les jeux de rôle. À l'école primaire, j'écoutais, je lisais ce qu'il fallait, faisais mes devoirs, et repassais le tout en revue, en temps voulu. Au cours complémentaire, pour m'approprier le contenu des matières exigeantes comme les maths et la physique, ou complexes comme l'histoire et la géographie, j'avais suivi les conseils d'un surveillant préparant l'école normale, que je m'étonnais de voir souvent réfléchir les yeux au ciel ou murmurer les yeux fermés, et qui m'avait expliqué que relire ou recopier une leçon est moins efficace que de la réviser mentalement.

ARRIVÉ EN TERMINALE, QU'ENVISAGIEZ-VOUS POUR LES ANNÉES SUIVANTES ?

Je voulais toujours être ingénieur en agriculture. Parce que je voulais continuer de tout apprendre, afin de tout comprendre de la terre, de la vie, de l'agriculture et de la société rurale, en Morvan et ailleurs. Certains ont voulu me pousser vers Polytechnique, les Mines ou les Arts et métiers, mais je pensais que ces grandes écoles, vouées à l'armée, aux mines, à l'industrie, au commerce et aux villes, ne répondraient pas à mes aspirations. J'ai donc résisté à ceux qui voulaient me pousser par là. Le censeur, bien renseigné, m'avait dit qu'il fallait préparer le concours d'entrée



© INRAE / Mazoyer

Fête de la « prépa agro » au lycée Henri IV en 1952. Les chanteurs de la chorale sont en chemise blanche : Marcel Mazoyer est le sixième dans la file, penché sur sa gauche.

à une grande école formant des ingénieurs agronomes, la plus renommée étant l'Institut national agronomique. Il m'avait précisé que, le concours étant très sélectif, il valait mieux le préparer dans un grand lycée parisien comme le lycée Henri IV, mais que ce genre de lycée ne prenait en classes préparatoires que des élèves ayant obtenu une bonne mention au baccalauréat en mathématiques.

QUE SONT DEVENUS VOS CAMARADES DE CLASSE ?

Aucun autre n'a préparé l'Agro. Quelques bons élèves sont allés dans d'autres prépas. L'un a fait Polytechnique, un autre les Arts et métiers, un troisième les Ponts et chaussées. La plupart sont entrés à l'université ou ont commencé à travailler. Nous nous sommes dispersés et souvent perdus de vue. Mais je suis resté en contact avec une demi-douzaine d'entre eux, nous nous sommes retrouvés durant longtemps presque chaque année soit à Paris soit à La Charité-sur-Loire : Roland Beausillon, chercheur ; Dondon, ingénieur de l'armement ; Jean-Pierre Girard, administrateur de théâtre ; Claude Guignard, ingénieur chez Alstom ; André Harris, journaliste et scénariste ; Martinet, professeur ; Mongiat, journaliste. Je suis également resté en contact longtemps avec des camarades africains, qui sont tous

devenus ministres par la suite : Jean-Baptiste Bouboutou et Henry Mounthault, de Brazzaville ; François Gnenabo, d'Abidjan ; Victor et Joseph Kaboré, de Ouagadougou.

LE BACCALAURÉAT EN POCHE, QU'AVEZ-VOUS FAIT ?

D'abord, j'ai été très content d'apprendre que j'avais les mentions nécessaires pour entrer en classe préparatoire Maths sup bio à Henri IV. Le lendemain, je suis parti à vélo de Sanglier pour voir mon père qui travaillait sur un barrage au Saut du Doubs, à la frontière suisse. Il m'a donné un peu de sous pour les vacances et une très belle montre, et je suis parti à vélo en direction de la Côte d'Azur, avec une petite tente sur mon porte-bagages. J'ai fait du camping là-bas pendant deux à trois semaines. J'ai vraiment été ébloui par cette région. À l'époque, ce n'était pas surchargé de constructions, c'était superbe.

DEVENIR INGÉNIEUR AGRONOME, INGÉNIEUR DES EAUX ET FORÊTS

VOUS ÊTES ENTRÉ EN CLASSES PRÉPARATOIRES AU LYCÉE HENRI IV À L'AUTOMNE 1951.

Oui, mais pas sans tracas. Lors des formalités d'entrée, j'ai découvert que ma bourse était réservée à l'académie de Dijon. Sachant qu'à Dijon les chances

de succès au concours étaient très faibles et encouragé par la direction du lycée Henri IV, j'ai entrepris de faire transférer ma bourse à Paris. Un mois durant, j'ai dû courir de bureau en bureau au ministère, et jusqu'à l'attaché parlementaire du député de ma circonscription : François Mitterrand ! Mais, ça n'avancait guère. Jusqu'à ce qu'un jour, lasse de me voir, une employée du ministère mette mon dossier sur le haut de la pile partant à la signature...

CETTE PÉRIPÉTIE MISE À PART, QUELS SOUVENIRS GARDEZ-VOUS DE CETTE RENTRÉE ?

D'abord, très impressionné par le site lui-même, rayonnant entre tous : le lycée Henri IV, l'un des plus réputés du Quartier latin, se trouve en haut de la montagne Sainte-Genève, à deux pas de la Sorbonne et du Panthéon. Ses vieilles pierres et sa tour proviennent d'un ancien monastère fondé par Clovis en 506, devenu peu après abbaye Sainte-Genève. En ce lieu, Abélard fonda au XII^e siècle le premier collège de rhétorique échappant à l'autorité épiscopale et préfigurant l'université. Louis XIII y créa une importante bibliothèque. La première République y établit l'École centrale du Panthéon, qui devint ensuite le premier lycée de la République.

J'étais étonné de découvrir qu'une prépa de grand lycée parisien n'est pas une classe d'âge locale, majoritairement

issue d'un collège ou d'un lycée, mais un rassemblement d'internes issus de toutes les provinces de France et d'externes pour la plupart issus des quartiers chics et des banlieues huppées de la capitale. Je constatais qu'il y avait très peu d'enfants de paysans et d'ouvriers.

Le fait est qu'en province, beaucoup de bacheliers s'inscrivaient au plus près, à l'université ou dans des classes préparatoires généralement moins performantes. Et les grands lycées parisiens, disposant d'un nombre limité de lits, ne prenaient comme internes que les meilleurs. Nombre de très bons élèves de province ou de milieu modeste, ainsi que la quasi-totalité des filles, se trouvaient ainsi écartés de la course aux grandes écoles. Grandes écoles dont sont issus, en France, la plupart des hauts cadres et des dirigeants. Ce qui n'est pas sans conséquence : la gouvernance française ne manque ni d'ambition ni de science, elle manque de mixité et de sens commun.

Résultat : en Maths sup bio à Henri IV, trois fils d'agriculteurs, deux fils d'ouvriers, et pas une seule fille dans ma classe !

QUELLE ÉTAIT L'AMBIANCE AU LYCÉE ?

L'administration, très accueillante, s'est faite encourageante et même chaleureuse lors de mes démarches pour rester à Henri IV.

Les professeurs, considérés comme les meilleurs de l'enseignement supérieur dans leur discipline, étaient aussi attentionnés qu'exigeants. Nous étions suivis pas à pas : dans chaque matière, nous avions chaque semaine un devoir, une interrogation orale ou écrite, et de fréquents passages au tableau. Des professeurs inoubliables comme Balland, Benson, Debey, Gribinski, Reith. En biologie évolutive, physique quantique, relativité, chimie organique, mathématiques spéciales, nos professeurs passionnés nous conduisaient aux confins de la science en train de se faire. C'était autrement plus stimulant que d'écouter débiter des acquis.

Du côté des élèves, les « cubes » ayant déjà passé le concours et échoué une fois, ainsi que les « bicas » ayant échoué

deux fois, s'autorisaient de leurs échecs pour infliger quelques brimades initiatiques aux bizuts. Ce que, peu charitablement, je leur avais fait remarquer. Mais ces brimades étaient sans gravité et n'avaient rien à voir avec l'ordre carcéral du cours complémentaire.

VOUS ÊTES-VOUS FAIT DES AMIS ?

Oui, notamment Michel Aubineau avec qui je faisais des excursions géologiques et botaniques en Ile-de-France, lors de week-ends ou de congés de quelques jours : nous partions à vélo et campions. J'avais de bonnes relations avec tout le monde, mais plus particulièrement avec quelques internes ayant encore des attaches rurales : Béarnais attirés par Henri IV, qui m'apprenaient la pelote basque ; Bretons grégaires, mystérieusement attirés par le personnel majoritairement breton du lycée, qui me fournissaient en beurre salé ; Pieds-noirs plutôt libéraux, qui m'expliquaient le bled ; deux élèves préparant Normale sup lettres, passionnés de théâtre et de littérature. Et un externe habitant Neuilly, fils de grande famille terrienne, qui m'invitait au manège et à des réceptions où j'apprenais périlleusement à me tenir à cheval et dans le monde.

Par ailleurs, je gardais le contact avec ma famille : j'allais le jeudi prendre le chocolat de quatre heures chez ma tante et, le dimanche, déjeuner chez l'un ou l'autre de mes deux frères aînés habitant à Paris. Je rentrais chez mes parents lors des vacances, en train jusqu'à Nevers, à bicyclette ensuite.

VOUS OBTENIEZ DE TRÈS BONS RÉSULTATS, QUELLE ÉTAIT VOTRE MÉTHODE ?

Pour réussir, à partir du cours complémentaire, j'avais mis au point une méthode que j'ai utilisée tout au long de mes études. Cette méthode consiste à écouter ou à lire avec attention chaque leçon, en notant avec discernement, en style télégraphique, ce qui est nécessaire et suffisant. À apporter les compléments et clarifications utiles à ces notes, grâce à des lectures, des discussions ou des questions ultérieures. À établir à partir de cela un plan détaillé, aussi ordonné,

concis et approprié que possible. Puis, mentalement, à passer en revue ce plan pour ensuite, crayon en main, souligner les oublis et les imprécisions. Répéter cette opération jusqu'à ce qu'il n'y ait plus ni oubli, ni imprécision. Enfin, lors des révisions, refaire cet exercice et noter tout nouvel élément.

Étant premier dans la plupart des matières, mon entourage pensait que, sauf accident, je serais reçu dans un bon rang. Mais cela ne m'empêchait pas d'avoir peur d'échouer. Comme tous les candidats, j'ai eu peur jusqu'à la publication des résultats. Et longtemps après, il m'arrivait encore de me réveiller en sueur, convaincu d'avoir échoué.

FINALEMENT, VOUS AVEZ ÉTÉ REÇU PREMIER À L'AGRO, L'INA PARIS, AVEC LA MEILLEURE MOYENNE JAMAIS OBTENUE AU CONCOURS. COMMENT VOYIEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

Oui, j'ai battu le précédent record. J'étais fou de joie d'entrer à l'Agro. Mais je ne savais pas encore quelle spécialisation j'allais choisir. Je savais que je voulais une spécialisation utile au développement agricole et aux paysans. Par ailleurs, vu que j'étais boursier depuis le cours complémentaire et que j'allais être boursier encore à l'Agro, je souhaitais faire une école d'application comme les Eaux et forêts, le Génie rural ou les Haras, ou encore avoir une bourse de l'Inra, afin d'être payé le plus tôt possible. La certitude d'avoir un métier correctement payé trois ou quatre ans plus tard était une grande satisfaction car je comptais aider financièrement mes parents dès que ce serait possible. Enfin, après des années d'internat, la perspective de résider à la Cité internationale universitaire de Paris m'enchantait.

ÊTES-VOUS RETOURNÉ SUR LA CÔTE D'AZUR À VÉLO ?

Non, mais comme ma bicyclette était à Paris, et que je faisais du cyclisme depuis le lycée de Nevers, y compris en compétition, je suis rentré à Sanglier à vélo en faisant une étape dans un petit hôtel de l'Yonne. D'ailleurs, j'avais fait la même chose l'été précédent. Cela me plaisait bien et m'entraînait pour les compétitions estivales.

À L'AUTOMNE 1953, VOUS ÊTES ENTRÉ À L'AGRO. QUELS SOUVENIRS MARQUANTS AVEZ-VOUS DE CETTE RENTRÉE ?

La découverte de la Cité internationale universitaire du boulevard Jourdan : une quinzaine de résidences accueillant plus de mille étudiants et étudiantes de tous les continents et de toutes les disciplines, disséminées dans un vaste parc autour d'une maison internationale offrant toutes sortes de services. Une sorte de paradis, aux portes de Paris où, enfin libre, j'ai pris possession de ma chambre au pavillon de l'Agro.

Je connaissais déjà un peu l'école elle-même, rue Claude Bernard, sa bibliothèque et ses salles où j'avais passé les épreuves du concours, sa cour fermée, ancien jardin des apothicaires, et ses couloirs garnis de vitrines exposant de précieuses collections de matériels agricoles miniatures et d'insectes de tous les continents.

Le jour de la rentrée, le directeur nous accueillit solennellement dans le grand amphithéâtre. Nous ayant complimenté, il nous exhorta à continuer de travailler pour être à la hauteur des missions de l'agronome. Et il me reçut personnellement pour m'expliquer que, entré premier, je devais faire office de président de promotion jusqu'à l'élection de celui-ci.

Les anciens nous accueillirent par quelques jours de brimades, toujours inadmissibles à mes yeux mais plutôt drôles, qui se terminèrent par un défilé carnavalesque avec chars, orchestre, arroseuse et même un éléphant prêté par le zoo de Vincennes ! Un défilé monstre, qui partait de la rue Claude Bernard pour se terminer place Saint-Michel, autorisé par la Préfecture de police et auquel participait joyeusement le public. Impensable aujourd'hui. L'entrée à l'Agro était une fête.

Sur les 110 élèves de ma promotion, il n'y avait que 5 fils d'agriculteurs, 4 fils d'ouvriers et 4 filles. Alors qu'il y avait encore près de 30 % de population agricole en France...

QUELS SONT VOS SOUVENIRS DE L'ENSEIGNEMENT À L'AGRO ?

Les enseignements généraux de mathématiques, physique, chimie, biologie,

centrés prolonger ceux des classes préparatoires, étaient parfois redondants. Les enseignements nouveaux, plus appliqués, de génétique et de nutrition animale, de science du sol, d'agronomie, zootechnie, foresterie, machinisme, industrie alimentaire, étaient plus intéressants. Les travaux de laboratoire, les visites de terrain et les voyages d'étude étaient passionnants. Notamment avec Roger Blais, professeur d'économie forestière qui nous fit découvrir les essences, aménagements et acteurs de la forêt domaniale de Compiègne et, tout près de là, dans la petite église de Morienvall, l'une des plus anciennes croisées d'ogives d'Occident. Avec Pierre Charlet, professeur d'anatomie animale qui, chez un éleveur du Boischaud Sud, pouvait discerner, à quelques kilos près, le poids d'une génisse ainsi que ses traits communs avec ses demi-soeurs entrevues la veille à 100 kilomètres de là. Avec Cyrille Riedel, professeur d'agriculture qui flairait l'humus dans les champs de betteraves de Seine-et-Marne. Avec René Dumont, professeur d'agriculture comparée qui, dans la région de Limoges, nous avait fait observer l'avancée des herbages et des conifères et participer à des entretiens bien conduits : d'une part, avec des agriculteurs ayant les moyens d'investir et des projets d'avenir, cherchant des terres pour s'agrandir ; d'autre part, avec des petits paysans peinant à se maintenir en soignant leurs terres, leurs cultures, leurs bêtes, et craignant que les dépouilles de leur exploitation, devenue non viable, ne soient reprises par ceux qui en avaient les moyens et non par des jeunes qui en avaient besoin pour s'installer.

COMMENT SE PASSAIENT VOS STAGES ?

Pour le stage précédant la rentrée de première année, j'avais choisi une ferme d'élevage de bovins Charolais du Bas-Morvan, assez proche de Sanglier pour m'y rendre chaque jour à bicyclette tout en continuant de travailler dans l'exploitation de mes parents. Cette ferme de stage disposait à la fois de terres accidentées, sableuses, couvertes d'herbages, et de terres alluviales couvertes de grasses prairies, de cultures fourragères et céréalières, où châtrens, génisses et vaches de réforme

engraissaient bien. Une ferme idéale pour obtenir des bêtes ayant un rendement élevé en viande de qualité, dont l'exploitant tirait parti en les vendant sans intermédiaire aux bons bouchers de la région : un circuit court dirait-on aujourd'hui, qui lui avait déjà permis de s'agrandir et d'acheter un tracteur et une bétailière. Je participais un peu aux travaux des champs pour compenser le temps que l'exploitant et son commis me consacraient.

Quant à mon stage de deuxième année, je l'ai fait dans une exploitation céréalière à salariés, partiellement motorisée, du Bas Nivernais. Propriété d'un aimable châtelain féru de technique, elle était dirigée par un chef de culture distant, secondé par deux ouvriers permanents, et elle employait de nombreux saisonniers et journaliers aux périodes de pointe de travail. Pour prix de mon stage, je faisais moi-même office de saisonnier. Dormant dans la grange sur un lit de camp, commençant au petit jour, déjeunant sur le champ et n'arrivant à tenir la cadence jusqu'à la nuit qu'à coup de gros rouge (alors que je n'en avais jamais bu une goutte), j'ai partagé la souffrance au travail des salariés démotivés, exténués, imbibés d'alcool et j'ai vu les négligences et les malfaçons qui en résultaient. Alors qu'à Sanglier, la moisson, effectuée en famille et avec l'aide de voisins, était une occasion de réjouissance, même si elle était dure bien sûr, ici elle tournait au supplice. D'ailleurs, plusieurs personnes qui auraient pu y participer évitaient soigneusement de se montrer.

À l'époque, le stage de deuxième année, plus long, mieux préparé et mieux corrigé que celui précédant la première année, portait sur le milieu « naturel », les moyens de production, la conduite des cultures et des élevages, les dépenses et les recettes de l'exploitation, mais assez peu sur les aspects sociaux et environnementaux. Or, j'avais remarqué que parmi les grands champs ouverts de l'exploitation, les terres céréalières un tant soit peu hautes ou en pente, maigrement fumées, soumises à de multiples opérations de travail du sol depuis l'acquisition de tracteurs, donnaient des signes de fatigue dus à l'érosion. Je m'étais permis de dire qu'un

peu plus de bétail et de fumier, et quelques haies bien placées pour entre-couper la course des eaux de ruissellement, limiteraient les dégâts. À quoi il me fut répondu que la céréaliculture était ici d'un meilleur rapport que l'élevage, et que la manœuvre des tracteurs et de la moissonneuse exigeait des champs sans obstacle et de grande taille.

À l'issue de ce stage, outre un rapport général portant sur l'exploitation, nous devons rendre un rapport spécial portant sur une culture ou sur un élevage. Tout en craignant un refus, j'ai décidé de consacrer celui-ci à l'étude des haies, de leur utilité et de leurs inconvénients. J'observais d'abord que dans une région accidentée de polyculture-élevage comme le Morvan, les haies arborées, limitant l'érosion, fournissant du bois, des fruits, du fourrage d'appoint et servant d'abris au petit bétail et au gibier, étaient très utiles. Je reconnais qu'elles prenaient de la place et servaient aussi de refuge aux mauvaises herbes et que, dans les régions de grandes cultures comme le Bas Nivernais, elles gênaient la manœuvre des machines. Mais j'avais l'idée que des haies disposées au long des courbes de niveau, judicieusement espacées, arrêtant les éléments fins contenus dans les eaux de ruissellement naturellement entraînés vers les rivières, seraient finalement bénéfiques. Contrairement à mes craintes, ce rapport fut accepté et bien apprécié par l'assistant de la chaire d'agriculture chargé de le corriger, très intéressé par ce genre d'étude. Quelques années plus tard, Sané de Parcevaux de Tronjoly, un camarade de promotion breton devenu chercheur à l'Inra, démontrait que la suppression inconsidérée des haies dans le Grand Ouest coûtait plus cher qu'elle n'était censée rapporter, car les haies freinaient les eaux de ruissellement et les vents desséchants de l'été.

FAISIEZ-VOUS DU SPORT, DU DESSIN, DE LA MUSIQUE ?

Du sport, oui, car l'Agro comme les autres grandes écoles avait ses équipes de football, de rugby. J'étais remplaçant dans l'équipe de rugby et je faisais toujours du cross, du 400 mètres, du 800 mètres, et du vélo pendant les vacances.

Je faisais encore un peu de dessin, et du chant car nous avions monté une chorale. Mais c'est surtout la Cité internationale universitaire, avec sa bibliothèque, son théâtre, son cinéma, ses conférences, ses associations et ses rencontres, qui offrait des opportunités culturelles et artistiques. Sans compter le Quartier latin et Paris. À condition de ne pas céder au côté un peu grégaire des Agros. C'est à la cité internationale que j'ai rencontré Inge Lise Nielsen, qui allait devenir mon épouse. Elle travaillait au pair pour financer ses études de civilisation française à la Sorbonne.

COMMENT ENVISAGIEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

Ayant constaté qu'en Morvan comme en Limousin, les cultures de céréales et de tubercules cédaient du terrain aux herbages et à l'élevage, aux plantations de résineux et parfois même à la friche, j'envisageais de faire ma spécialisation soit en zootechnie à l'Agro avec une bourse de l'Inra, soit en foresterie à l'École nationale des Eaux et forêts (ENEF) de Nancy, comme ingénieur-élève rémunéré du corps des Eaux et forêts.

La spécialisation en économie et sociologie rurales m'intéressait au plus haut point : avec Denis Bergmann qui nous parlait d'économie et de politiques agricoles, Michel Cépède de sociologie, d'histoire de la pensée agronomique depuis l'Antiquité, de démographie, et R. Dumont qui présentait ses enquêtes techniques et économiques de terrain les plus récentes, ses évaluations de projets de développement agricole, ainsi que les réflexions qu'il allait publier dans son prochain livre. Mais je n'étais pas informé qu'il y aurait, pour la première fois, une bourse de l'Inra pour financer un chercheur stagiaire dans cette spécialisation. J'ai donc dit que je choisissais les Eaux et forêts et j'ai quitté l'Agro avant même l'amphi *situ* au cours duquel chacun choisissait sa spécialisation selon son rang de classement. Je suis parti avec Inge Lise, sur une Vespa que nous avions achetée à crédit, pour présenter notre projet de mariage à ses parents à Copenhague, à mes parents à Sanglier, et pour visiter la Côte d'Azur. À mon retour, quand j'ai appris l'existence de

cette bourse de l'Inra en économie et sociologie rurales, j'ai regretté mon départ précipité. Mais, il était trop tard : c'est Michel Gervais, avec qui je partageais bien des idées, qui avait pris ce poste.

ÉTIEZ-VOUS SÛR D'OBTENIR L'UNE DES QUATRE PLACES D'INGÉNIEUR-ÉLÈVE DU CORPS MÉTROPOLITAIN DES EAUX ET FORÊTS ?

Oui. J'avais assez d'avance au classement pour finir dans les quatre premiers, même si l'inspecteur des études, un ancien capitaine de l'armée, m'avait promis une très mauvaise note de conduite parce que j'avais qualifié d'agitprop une conférence en faveur du réarmement qu'il avait organisée, et probablement aussi parce qu'il jugeait mes idées trop à gauche.

QUELS SOUVENIRS AVEZ-VOUS DE LA RENTRÉE À L'ÉCOLE NATIONALE DES EAUX ET FORÊTS (ENEF) DE NANCY EN 1955 ?

J'ai peu de souvenirs, probablement parce que nous étions très peu nombreux : six élèves-ingénieurs métropolitains, sept élèves-ingénieurs se destinant à l'outre-mer, cinq élèves étrangers et un auditeur libre. Avec si peu d'élèves, la rentrée ne pouvait avoir l'allure solennelle qu'elle avait à l'Agro, avec plus de cent étudiants. De plus, je m'étais marié avec Inge Lise dès mon arrivée à l'école, j'étais donc externe et je n'ai pas participé aux soirées diverses organisées à l'occasion de la rentrée.

QUELLES ÉTAIENT LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT AUX EAUX ET FORÊTS À L'ÉPOQUE ?

Tout d'abord, du fait du petit nombre d'élèves, la proximité avec les enseignants était forte, certains d'entre eux adaptaient dans une certaine mesure leurs enseignements aux intérêts de leurs élèves, et beaucoup d'enseignements avaient un caractère participatif.

Ensuite, les enseignements d'écologie étaient très développés, en particulier l'écologie et la pédologie forestières. Or, l'enseignement de cette discipline

était très peu répandu ailleurs et, curieusement, il n'était pas présent à l'Agro. J'ai eu la chance d'avoir celui qui était sans doute le meilleur professeur de pédologie à l'époque, Philippe Duchaufour. Il nous parlait de la formation des sols, de leur évolution à travers l'histoire, de leur classification, du rôle qu'y jouaient les microorganismes : on était loin d'une espèce de science du sol agro-chimique, concentrée sur les caractères physiques et chimiques des sols et sur la fertilisation minérale ! Grâce à cette formation en écologie, j'ai toujours eu du recul par rapport à la focalisation de l'agronomie sur les aspects mécaniques et chimiques, durant quarante ans environ. Et je n'ai pas été surpris quand l'agroécologie a commencé à faire surface, il y a une trentaine d'années : j'avais cette culture écologique que la plupart des agronomes spécialisés dans autre chose que la forêt n'avaient pas !

Autre point important, dans toutes les disciplines, les enseignements étaient reliés à la réalité et à la pratique. Si on parlait en cours de tel et tel sols, on allait les voir et il s'ensuivait une leçon de choses sur le terrain. Il en allait de même pour les écosystèmes forestiers, et tout le reste. Chaque année, un voyage régional nous permettait de voir ce qu'il n'y avait pas dans la région de Nancy. Je me souviens des voyages dans les forêts du Jura et des Pyrénées. C'est le meilleur système d'enseignement que j'ai connu dans ma vie, il présentait d'ailleurs des ressemblances avec ce que j'avais vécu à l'école primaire, quand l'instituteur nous emmenait voir ce dont il avait parlé qui était visible dans le village ou autour.

AVEZ-VOUS FAIT DES STAGES AU COURS DE CES ÉTUDES ?

Oui, les stages faisaient partie intégrante de la formation et ils étaient très bien reliés aux enseignements. Pour certains stages, nous recevions des instructions sur les choses à observer et à relater. D'autres stages étaient des exercices en groupe. Par exemple, à la fin de la seconde année, nous avons passé deux semaines tous ensemble à faire un grand projet d'aménagement et d'exploitation durable d'une forêt du Haut-Jura, avec calcul des résultats

économiques et des coûts sur plusieurs décennies, comme notre professeur d'économie forestière, Raymond Viney, nous l'avait enseigné. Tous ces stages étaient très encadrés, les enseignants étaient là avec nous, notamment Paul Silvy-Leligois, professeur d'aménagement forestier.

Nous bénéficions donc d'un entraînement pratique sur tous les aspects du métier d'ingénieur forestier. Nos enseignants avaient de solides savoir-faire acquis par des années de service, qu'ils partageaient avec nous. Ils n'avaient pas seulement des connaissances livresques.

ÉTAIT-CE UNE FORME DE COMPAGNONNAGE ?

Oui, une forme très perfectionnée, dont je me suis inspiré par la suite quand je suis devenu enseignant et que j'ai conçu des stages à l'Agro.

Une autre caractéristique de l'enseignement aux Eaux et forêts était la place importante faite aux travaux personnels : il s'agissait de lire des documents volumineux sur un sujet, de les analyser, de les synthétiser de manière ordonnée, et d'en faire une présentation écrite et une présentation orale devant les autres élèves et les enseignants concernés. Chaque élève devait faire plusieurs travaux de ce type au cours de son cursus, chacun explorant un sujet différent de celui des autres. Pour ma part, j'ai étudié les œuvres d'un forestier d'outre-mer qui avait fait un énorme travail sur les savanes des milieux tropicaux d'Afrique, sur leur diversité, leurs origines et leur histoire. Il montrait notamment qu'une partie des savanes africaines étaient des savanes avant l'époque néolithique, mais que la plupart résultaient du déboisement opéré par des agriculteurs néolithiques ou post-néolithiques. C'est à partir de ce travail que j'ai commencé à prendre conscience des origines de l'agriculture et de son influence énorme sur la dynamique des écosystèmes du monde.

Dans un autre travail personnel, en économie forestière, j'ai analysé les différents types d'aménagement et d'exploitation des forêts ayant existé dans l'histoire, en relation avec les

demandes en différents types de bois exprimées par la société : selon que ces demandes portent plus sur du bois de chauffage, du bois d'œuvre, du bois de pâte à papier, du bois d'industrie, etc., le mode de gestion des forêts change – forêt fureté, forêt jardinée, taillis sous futaie, etc. J'ai ainsi travaillé sur une période de mille ans, un parcours historique qui m'a énormément servi par la suite.

Par ailleurs, chaque élève devait faire un rapport sur une question forestière se posant dans l'une des régions que nous avions visitées. J'ai choisi de traiter de la conversion des forêts de feuillus peu productives en plantations de conifères en tout genre, hautement productives, dans le Limousin. Certes, ces plantations produisaient jusqu'à 10-12 mètres cubes de bois par hectare et par an. Mais l'humus qu'elles fabriquaient était acide, peu fertile, ce qui rendait difficilement envisageable un usage agricole de ces terres. Je pensais qu'il était plus approprié de replanter en forêts mixtes, combinant des résineux et des feuillus comme le chêne rouge d'Amérique, très productif aussi, ou comme des arbres fruitiers tels que le cerisier. Cela aurait été mieux que la monoculture d'épicéas, fragile en cas d'attaque par un parasite ou une maladie quelconque. C'était un vrai rapport d'étude sur la situation et le développement de la forêt en Limousin. D'ailleurs, quand je suis allé travailler dans cette région une dizaine d'années plus tard, j'ai constaté que ce rapport était connu.

Un autre travail personnel aboutissait à une conférence de fin d'année devant les inspecteurs généraux des eaux et forêts. Là, j'ai travaillé sur la défense et la restauration des sols dans les régions de montagne, en pensant au Morvan, relativement accidenté, où j'irais peut-être travailler un jour. J'étais inspiré par notre professeur Jean Venet, qui enseignait sur la restauration des terres de montagne.

AVEZ-VOUS TROUVÉ TOUTE LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE POUR CES TRAVAUX À L'ENEF MÊME ?

Oui, l'ENEF était de fait un centre de recherche important. D'ailleurs, quand je suis devenu plus tard chef du

département Économie et sociologie rurales à l'Inra, j'ai procédé à l'intégration du laboratoire d'économie forestière de Nancy dans ce département. Je ne suis pas sûr que cela a beaucoup servi aux chercheurs de Nancy. Cela faisait partie de ces regroupements auxquels les administrations procèdent toujours en pensant que cela permettra de faire des économies et d'accroître l'efficacité, ce dont je doute fort.

OUTRE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE, Y AVAIT-IL UN ENSEIGNEMENT EN ÉCONOMIE GÉNÉRALE OU EN ÉCONOMIE POLITIQUE ?

Pas vraiment. C'est pourquoi nous, les élèves, avons décidé de constituer un groupe de lectures et de discussions sur les œuvres de grands auteurs : Smith, Ricardo, Marx, Keynes, Samuelson, et d'autres. Chaque semaine ou presque, durant les deux années d'études, nous lisions une partie d'une œuvre, l'un d'entre nous la présentait brièvement au groupe puis nous en discutions. Nous terminions la séance par le choix de la lecture pour la semaine suivante. Je me souviens que j'ai trouvé beaucoup d'analyses de Marx très intéressantes, mais non pertinentes pour le secteur agricole qui était, et est toujours d'ailleurs, largement formé d'exploitations familiales, les travailleurs n'y étant pas séparés de leurs moyens de production, et auto-consommant encore à l'époque une bonne partie de leur production, celle-ci n'étant donc pas entièrement marchandisée.

ÉTIEZ-VOUS LE SEUL FILS DE PAYSAN DANS VOTRE PROMOTION ?

Oui. Il y avait aussi le fils d'un ouvrier chez Renault à Boulogne-Billancourt, le premier fils d'ouvrier à l'ENEF je crois. Et un fils d'instituteur aussi. Il ne faut pas oublier que le corps des ingénieurs des Eaux et forêts était ancré dans une tradition d'origine aristocratique ou bourgeoise. Nous étions le signe que, dans l'après-guerre, quelques personnes d'origine modeste pouvaient accéder à cette grande école.

Je me souviens de plusieurs très bons camarades : Jean Bébin, Claude Da Costa, Michel Guet, Pierre Monomakhoff, Vladimir Moustier.

VOUS AVEZ TERMINÉ VOTRE PARCOURS AUX EAUX ET FORÊTS EN FAISANT UNE ÉTUDE EN SUÈDE.

Le professeur de technologie et d'industrie du bois m'a confié, en binôme avec Pierre Mouchet qui était de la promotion suivante, une étude sur la fabrication de pâte à papier à partir de bois de feuillus. C'était très inhabituel à l'époque, où l'on produisait de la pâte à papier surtout par broyage mécanique de résineux. Mais les Suédois avaient mis au point depuis quelques années, dans deux ou trois usines, un procédé mécano-chimique basé sur l'utilisation de bois de feuillus. Or en France, beaucoup de forêts de feuillus avaient perdu de leur intérêt économique parce que le marché du bois de feu s'était complètement effondré à la suite du développement de l'utilisation des énergies fossiles. La pâte à papier pouvait donc constituer un nouveau débouché. Nous nous sommes rendus dans les usines en Suède, nous avons fait des enquêtes approfondies sur les procédés de fabrication et sur les coûts, et avons remis un rapport à caractère technique et économique.

L'ENEF est vraiment la meilleure école que j'ai connue et je me suis beaucoup inspiré de ses méthodes pédagogiques pour construire mes enseignements par la suite.

À LA FIN DE CES DEUX ANNÉES À L'ENEF, COMMENT VOYIEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

À court terme, je voulais être ingénieur forestier sur le terrain, dans une région de France, de préférence ma région natale. Cela étant, une chose m'inquiétait : j'avais compris que les jeunes ingénieurs forestiers faisaient du travail de terrain mais que, très rapidement, leur travail consistait essentiellement à administrer des choses et des personnes depuis leur bureau. Cela ne me plaisait guère. Pour le moyen et long terme, je commençais à penser à l'enseignement car j'avais constaté que mes séances d'exposés avaient bien fonctionné et un professeur de l'ENEF m'avait demandé si cela m'intéresserait d'y devenir assistant après quelques années d'expérience.

SERVIR COMME MILITAIRE À MADAGASCAR, COMPRENDRE L'AGRICULTURE SUR ABATTIS-BRÛLIS

À L'AUTOMNE 1957, VOUS ÊTES ENTRÉ POUR SIX MOIS À L'ÉCOLE DU GÉNIE MILITAIRE D'ANGERS. QU'AVEZ-VOUS APPRIS LÀ ?

Il s'agit d'une école spécialisée d'officiers de l'Armée de terre. Y avaient accès les ingénieurs des corps des Eaux et forêts, du Génie rural, des Ponts et chaussées, des Mines. On y apprenait l'art et la manière de construire des ponts, des routes, des barrages et autres infrastructures, et aussi l'art de les détruire, de combattre et de commander. L'enseignement y était plutôt bien fait, par des officiers expérimentés, et il comportait beaucoup d'exercices et de manœuvres, autant dire de récréations. Mais il fallait travailler car, au bout de ces six mois d'école, chacun choisissait son affectation selon son rang de classement. Et, pour être affecté ailleurs qu'en Algérie où la guerre battait son plein, il fallait sortir parmi les premiers.

Afin d'éviter une course au classement de plus, nous les Agros ayant poursuivi au Génie rural, aux Haras, ou aux Eaux et forêts, avons proposé de choisir les affectations par ordre de tirage au sort. Mais, quelques Polytechniciens ayant refusé, nous avons promis de les battre et, encouragé par mes pairs, j'ai fait ce qu'il fallait pour cela. Finalement, j'ai pu choisir Madagascar. Au dernier moment cependant, notre capitaine a souhaité que je reste quelque temps à Angers comme instructeur d'action psychologique. Mais, méfiant, j'ai refusé.

POURQUOI VOUS PROPOSER UNE TELLE AFFECTATION ?

Je m'étais fait remarquer lors des séances d'action psychologique. À la question « Armée de métier ou armée de conscription ? », j'avais répondu qu'une armée de conscription gardant ses armes à domicile, comme l'armée Suisse, me paraissait plus démocratique et plus efficace. Et, invité à critiquer un programme d'action psychologique visant à démoraliser les Égyptiens lors

de l'expédition de Suez de 1956, je m'étais permis de dire que les tracts montrant des soldats égyptiens pieds nus, fuyant dans le désert, et le président Nasser photographié en contre-plongée, grimaçant et gesticulant au sommet d'un micro, étaient inutilement méprisants voire racistes. Et en tout cas très inappropriés car, si les soldats-paysans égyptiens étaient probablement peu enclins à défendre le désert, ils étaient en revanche certainement prêts à se battre pied à pied pour défendre tout à la fois les terres fertiles de la vallée du Nil et leur idole, Gamal Abdel Nasser qui, par sa politique de réforme agraire, venait justement de permettre à une partie des paysans égyptiens, maltraités et méprisés depuis des siècles, d'accéder à ces terres et à la dignité.

VOUS AVEZ DONC REJOINT MADAGASCAR AU PRINTEMPS 1958. QUELLES FURENT VOS PREMIÈRES IMPRESSIONS ?

J'ai rejoint Tananarive, que l'on appelle communément Tana, en première classe Air France, avec champagne et repas gastronomique. C'était la première fois que je prenais l'avion, le grand luxe !

À Tana, j'ai passé quelques jours agréables. Le temps d'accomplir certaines formalités, de monter au *Rova*, l'ancienne résidence royale dominant la ville, de découvrir le *Zoma*, le grand marché étalant tous les produits locaux, parmi lesquels une multitude d'ustensiles et d'objets décoratifs en bois sculpté et en raphia multicolore. Le temps d'entendre, répétés à qui mieux mieux par les métropolitains, les « mystères » de la Grande île : le *mora-mora*, douce lenteur pour ne pas dire paresse de la population ; les *vazahas*, étrangers blancs venant de la mer, « demi-dieux » ou colons malfaisants ; les *fady*, tabous et interdits à respecter sous peine de représailles ; les *pakafous*, sorciers mangeurs de foie ou meurtriers déguisant leurs crimes ; la *menavodi*, araignée mortelle mais introuvable. Et, hantant ce théâtre d'ombres, le spectre de la rébellion indépendantiste écrasée en 1947. Le temps aussi, derrière ce discours initiatique, de découvrir le soir venu des enfants en guenilles cherchant quelques croûtons dans les poubelles



© INRAE / Mazoyer

À Madagascar en 1958, Marcel Mazoyer (à droite) avec ses collègues officiers de la coopération militaire.

au pied de l'hôtel, et des adolescentes attendant le client sous les yeux baissés de quelque paysan aux pieds nus, leur père au dire du portier. Un crève-cœur !

Puis, départ pour Moramanga à 100 kilomètres de là, par le tortillard conduisant jusqu'à Tamatave, sur la côte Est, et s'arrêtant dans le moindre village où des paysannes, bruissantes et colorées, offraient pour quelques centimes bananes, goyaves, litchis... Trois heures au moins à regarder défiler le paysage typique des Hauts-Plateaux centraux, d'environ 1 000 mètres d'altitude : une suite de vallées alluviales quadrillées de rizières, entrecoupées d'interfluvies collinaires, les *tanety* érodées, griffées de ravines et couvertes d'une maigre brousse arbustive servant de pâturage à quelques zébus.

Moramanga se trouve justement à la jointure entre, d'un côté, ces plateaux depuis longtemps déboisés, peuplés de Mernes d'origine austronésienne, cultivateurs de riz les pieds dans l'eau et, d'un autre côté, les terres accidentées et encore boisées de l'est, peuplées de Betsimisarakas cultivateurs de riz pluvial sur abattis-brûlis. C'était à l'époque une petite ville coloniale avec église, hôpital, administrateur civil, hôtels-restaurants et entreprises de travaux tenus par des Métropolitains ou des Réunionnais, avec quelques

commerces tenus par des Chinois, des Indiens ou des Malgaches. Il y avait aussi un camp militaire où cantonnaient un bataillon d'infanterie de marine de 600 hommes, pour la plupart africains, et une compagnie du génie d'une centaine d'hommes, pour la plupart malgaches ou réunionnais. Les officiers et sous-officiers, presque tous métropolitains, étaient logés au camp. Celui-ci était entouré d'une agglomération de cases abritant les familles, régulières ou non, des hommes de troupes.

Moramanga devait sa sombre réputation et son camp militaire surdimensionné à la violence de la répression du soulèvement nationaliste de 1947.

QUEL TRAVAIL FAISIEZ-VOUS À MORAMANGA ?

Sous-lieutenant, je commandais la première section de la compagnie du génie et, pendant deux ans, j'ai fait le métier de chef de chantier des bâtiments et des travaux publics : barrage-réservoir en terre compactée, routes, voie ferrée, bâtiments en parpaings. Mais, notre grande affaire fut le rétablissement de la route et de la voie ferrée qui s'étaient effondrées dans les défilés boisés de la Mandraka et de Périnet à la suite du cyclone de 1957. Quelques semaines à camper avec des sapeurs du génie malgaches, réunionnais ou

Marcel Mazoyer (à droite) en 1958 à Madagascar, sur le chantier de construction du barrage de Moramanga avec les sapeurs du génie.



© INRAE/Mazoyer

métropolitains, qui faisaient preuve d'une ardeur et d'une intelligence à la hauteur de l'utilité et de l'urgence de la tâche.

C'EST LÀ QUE VOUS AVEZ DÉCOUVERT LA CULTURE SUR ABATTIS-BRÛLIS.

Ce fut pour moi l'occasion en effet de découvrir le fameux *tavy* et d'en parler avec ceux qui le pratiquaient, les paysans Betsimisarakas, par l'entremise d'un caporal malgache parlant la langue. Considéré comme « barbare » et cause de la déforestation, ce mode de culture était interdit. Pour ne pas aller en prison et servir de main d'œuvre gratuite à l'administration, les paysans betsimisarakas s'installaient loin de la ville, de la route et de la voie ferrée. Là, en pleine forêt, ils abattaient des arbres et les faisaient brûler afin d'ouvrir des clairières. Puis, ils semaient du riz qui bénéficiait ainsi de la fertilité de l'humus forestier et des cendres issues du brûlis. Chaque famille paysanne avait une maison en clayonnage, d'une seule pièce, construite sur pilotis en haut de sa clairière cultivée. La maison comportait une petite avancée, sur laquelle une personne adulte s'installait à longueur de journée pour chasser les rongeurs et les oiseaux ravageurs des cultures : soit en les bombardant de cailloux blancs contenus dans un panier qu'un enfant remplissait régulièrement,

soit en tirant sur une corde reliée à un réseau de cordelettes supportées par des piquets branlants et portant des objets bruyants ou brillants pour les effrayer, soit en soufflant une petite flèche dans une sarbacane pour les tuer. Le riz pluvial ainsi cultivé donnait d'assez bons rendements la première année. Mais, les cendres s'épuisant vite et les herbes folles reprenant le dessus après deux ou trois ans de culture, les parcelles étaient alors abandonnées à la friche de longue durée, de quinze à trente ans, d'abord herbeuse puis arbus tive et enfin arborée.

Les paysans défrichaient donc chaque année une parcelle proportionnée à leurs besoins. Ils ne pratiquaient ces cultures ni sur les pentes trop fortes où l'abattis-brûlis aurait provoqué une érosion ravageuse, ni sur les friches trop jeunes où les rendements auraient été insuffisants. La population augmentant avec le temps, lorsque ses besoins dépassaient les possibilités locales de production rizicole, ceux qui manquaient de terres boisées convenables sur place allaient en trouver d'autres dans les zones moins peuplées, ou bien ils partaient travailler chez les agriculteurs mernes ou européens des autres régions, ou bien encore en ville. Au final, ces cultivateurs ne détruisaient pas la forêt des régions accidentées de la Grande île. Pas plus que les cultivateurs sur

abattis-brûlis des Vosges, du Jura ou d'ailleurs ne l'avaient fait autrefois en France.

À l'inverse, à Madagascar comme en Europe, les régions peu accidentées de vallée, de plaine et de plateau étaient depuis longtemps largement déboisées et occupées par des cultures et par des herbages, ce qui laissait peu de place aux reliques forestières qui persistaient tout de même sur les terrains abrupts. Les régions accidentées encore boisées servaient de réserve de main d'œuvre, de bois, de minéraux, de gibier ou de réserve naturelle ou touristique. De là à penser que l'interdiction du *tavy* avait pour objectif de mettre cette main d'œuvre et ces ressources à la disposition de ceux qui avaient les moyens d'en tirer profit, il n'y avait qu'un pas. Un pas que le forestier nommé Manceau, en charge d'un projet de réserve naturelle dans la région de Périnet, connaissant bien la forêt et les paysans, m'aida à franchir.

QUELLES ÉTAIENT ALORS VOS RÉFLEXIONS SUR LES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Vers la fin de mon séjour, un jeune ingénieur du génie rural nommé Fortin m'a parlé de la tentative manquée des services agricoles d'installer des paysans betsimisarakas sur un périmètre

irrigué rizicole aménagé par le Génie rural aux abords du lac Alaoutre : refusant « l'esclavage de la rizière les pieds dans l'eau » et préférant de loin la culture et la chasse en forêt, les « bénéficiaires » de ce projet rentraient chez eux au plus vite. Mais, j'ai manqué de temps pour aller en discuter avec les personnes directement concernées. De même, j'ai entendu parler de ce que faisaient d'autres peuples comme les Sakalava de l'ouest, les Antandroy du sud, mais j'ai manqué de temps pour aller observer leurs pratiques et en parler avec eux.

En tout cas, je me rendais compte de manière très concrète qu'en agriculture, les connaissances générales ne suffisent pas pour agir, et que l'expérience acquise ici n'est pas forcément transposable là. Les agriculteurs mernes, betsimisarakas, sakalaves, antandroy se trouvant dans des conditions naturelles, économiques et sociales très contrastées, ils conduisaient des combinaisons de cultures et/ou d'élevage variées, avec des outils et des matériels différents et inégalement puissants. Je constatais sur le terrain qu'on ne pouvait pas lancer un projet d'amélioration des pratiques agricoles sans étudier au préalable et en profondeur les différents aspects écologiques et sociaux de la situation existante, et sans consulter attentivement la population concernée. Comme le disaient les vieux agronomes,

l'agriculture est un art de localité, une idée que les agroécologistes ont redécouverte.

Au-delà de ces aspects, je me posais des questions plus vastes : qu'est-ce qu'une société libérale dans laquelle une partie de la population, les Betsimisarakas par exemple, se voit interdire de pratiquer sa principale activité de subsistance ? Qu'est-ce qu'une démocratie, dans laquelle de nombreux administrés se trouvent, de naissance, privés de libertés fondamentales ? Qu'est devenue la souveraineté populaire dans une république qui, depuis plus de cent ans, occupe des territoires et administre des peuples privés de souveraineté ?

COMMENT VOUS ENTENDIEZ-VOUS AVEC LES MILITAIRES ?

Très bien. Beaucoup d'officiers et de sous-officiers de carrière étaient issus de la résistance et quelques-uns de la vieille noblesse. Les principes d'équité et de non-discrimination raciale étaient appliqués avec rigueur : un capitaine d'infanterie de marine accusé, après enquête de l'officier d'action psychologique, d'avoir bousculé un tirailleur sénégalais, avait été rapatrié sans ménagement pour être affecté en Algérie dans une unité exposée. Les officiers du génie étaient pour la plupart des ingénieurs reconvertis, curieux de

tout, avec lesquels il était très intéressant et agréable de discuter. Et j'avais de très bonnes relations avec les sapeurs du génie avec lesquels je travaillais tous les jours.

AU BOUT DE CES PRESQUE DEUX ANNÉES PASSÉES À MADAGASCAR ENCORE COLONISÉE PAR LA FRANCE, QUELLE ÉTAIT VOTRE VISION DE LA COLONISATION ?

J'étais évidemment opposé au fait que la population colonisée était privée de ses libertés fondamentales, privée aussi d'une partie de ses ressources qui avaient été appropriées par des colons. Je condamnais les répressions très violentes par l'armée française des révoltes malgaches qui avaient éclaté à plusieurs reprises depuis l'instauration du protectorat français en 1895, répressions qui avaient fait des dizaines de milliers de morts, notamment en 1947. J'étais par ailleurs exaspéré par les discours ineptes, voire racistes, de certains Métropolitains installés à Madagascar. Je pensais qu'il fallait rendre leur liberté aux populations colonisées et en aucun cas ne se lancer dans des guerres de décolonisation. Beaucoup de Métropolitains paraissaient penser comme moi, mais peu acceptaient d'en parler.



Le repiquage du riz en 1958 à Madagascar, où Marcel Mazoyer effectue son service de coopération militaire.



© INRAE / Mazoyer

Marcel Mazoyer avec son père en 1960 à Sanglier (Nièvre), sur le Chemin des giroldes.

Dans ce contexte de colonisation, j'avais vu aussi des métropolitains engagés dans des relations très empathiques avec des groupes de population, dans une démarche sincère de compréhension de leurs conditions d'existence, de leurs besoins et de leurs aspirations, et dans la conduite de projets communs, de manière participative dirait-on aujourd'hui. Après les cours de R. Dumont à l'Agro, cela m'avait conforté dans l'idée que la coopération au développement, au développement agricole en particulier, pouvait avoir du sens. À condition de partir des besoins exprimés par les populations et que celles-ci soient motrices tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets. Pour autant, je voyais bien aussi les risques d'appropriation des projets de coopération par telle ou telle faction en fonction de ses intérêts exclusivement, tout comme le risque de remplacement du pouvoir colonial par tel ou tel clan, sans que cela ne change grand-chose aux conditions de vie économiques et politiques de la majorité de la population.

DÉBUT 1960, VOUS AVEZ DÛ PARTIR EN ALGÉRIE.

À l'époque, sitôt libérés de leurs obligations militaires, les ingénieurs des corps d'État métropolitains (Eaux et forêts, Génie rural, Ponts et chaussées, Mines...) étaient obligatoirement affectés pour deux ans dans un département français d'Algérie. J'ai été affecté à

Mostaganem, dans le département d'Oran, et j'ai rejoint mon poste. Mais, ce n'était pas de gaieté de cœur car la guerre battait son plein et on n'en voyait toujours pas la fin.

Par précaution, mon épouse et notre première fille, Patricia née à Moramanga, étaient restées en France. Arrivé à Mostaganem, je me suis rendu compte que ce serait effectivement invivable pour elles. Les bureaux du service et mon futur logement de fonction se trouvaient à l'écart, dans une sorte de grande villa bourrée d'armes et de munitions, toutes portes et fenêtres blindées, qui paraissait donc en état de siège.

De plus, j'ai vite compris que mon travail ne servirait pas à grand-chose. Ma première mission devait consister à mettre sur pied un plan de replantation en eucalyptus à croissance rapide, en remplacement des forêts du massif de l'Ouarsenis qui avaient été brûlées par les militaires pour en débusquer les fellaghas. Au cours d'une tournée dans cette région, j'avais dû m'opposer aux agents du service forestier qui réprimaient durement de vieux paysans faisant du charbon de bois avec les restes encore fumants de la forêt. Et j'avais vu des plantations d'eucalyptus assez jeunes brûlées par les militaires. À mon retour, j'en rendis compte au conservateur des Eaux et forêts, qui me répondit qu'il espérait que la guerre serait finie avant que les eucalyptus que j'allais planter soient assez grands pour être brûlés.

Quelques jours plus tard, ce même conservateur m'annonçait, navré, qu'ayant reçu l'ordre de mettre en place un service de renseignement interne, il m'en confiait la responsabilité. En fait, il s'agissait de repérer et de signaler les Algériens qui avaient des sympathies pour le FLN, ainsi que les Métropolitains qui s'opposaient au droit à l'autodétermination du peuple algérien, proclamé en septembre 1959 par le général de Gaulle. J'ai refusé, arguant que je n'avais pas fait l'Agro et les Eaux et forêts pour cela. Le conservateur proposa alors sagement de réfléchir avant d'en reparler.

Mais c'en était trop. J'ai décidé de quitter l'Algérie et, sous prétexte d'aller chercher mon épouse et ma fille, j'ai

demandé une permission spéciale d'une semaine. Une permission que le conservateur m'accorda avec le sourire, en me rappelant toutefois qu'un certain décret Lacoste, du nom du gouverneur général de l'Algérie de 1956 à 1958, assimilait tout abandon de poste en Algérie à une désertion en temps de guerre.

J'ai donc rejoint Paris, où j'ai fait le tour des parents et des amis, puis avec mon épouse et ma fille, nous sommes partis sans tarder à Copenhague, dans la famille de mon épouse, où nous jugions plus prudent de rester quelque temps.

VOUS SAVIEZ QUE VOUS RISQUIEZ D'ÊTRE EMPRISONNÉ ET QUE VOUS SERIEZ CONTRAINT DE DÉMISSIONNER DU CORPS DES INGÉNIEURS DES EAUX ET FORÊTS.

Je le savais. Mais j'étais fermement convaincu du droit à l'indépendance et à la démocratie des peuples encore colonisés, et je pensais que les guerres coloniales étaient une abomination. J'avais tout fait pour devenir ingénieur des eaux et forêts, mais j'étais prêt à tout perdre en refusant de participer à ces atrocités.

Au cours de l'année 1960, j'ai adressé au corps des eaux et forêts une demande de détachement au Maroc, où mes co-promotionnaires marocains de l'ENEF me réclamaient pour diriger les écoles des eaux et forêts, et une demande de mise en disponibilité, qui ont été refusées toutes les deux. J'ai dû démissionner du corps en 1961, mais ma démission n'a pris effet qu'à la signature des accords d'Évian en mars 1962.

DÉVELOPPER LA RECHERCHE OPÉRATIONNELLE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

AU COURS DE L'ÉTÉ 1960, VOUS AVEZ TRADUIT UNE PUBLICATION SUÉDOISE. QUEL EN ÉTAIT LE CONTENU ?

Une semaine après être arrivé au Danemark, mon ami co-promotionnaire de l'Agro, Claude Rebol, qui était alors ingénieur d'études au CNCER (Centre national de comptabilité et d'économie rurale des Chambres d'agriculture), me demanda de traduire du scandinave vers le français, avec mon

épouse, un livre qui venait d'être publié en Suède. C'est ainsi que, pendant l'été 1960, installés dans un petit chalet de plage près d'Elseur, nous avons mené à bien ce travail. Ce livre écrit par Holger Johnson, Ulf Renborg et Vikar Säfvestad, publié en 1959 par le *Jordbrukets Utredningsinstitut* de Stockholm, portait sur l'utilisation de la planification de programme et de la programmation linéaire pour la gestion des exploitations et des projets agricoles. Ces méthodes d'aide à la décision, dites de recherche opérationnelle, avaient été utilisées pendant la guerre par les ingénieurs militaires pour planifier des opérations d'envergure, comme le débarquement en Normandie. Elles étaient depuis lors largement utilisées par les ingénieurs-économistes français pour gérer des entreprises et des grands projets d'investissements. L'expérience avait montré que, pour être véritablement opérationnelle, cette recherche devait être faite par les ingénieurs chargés des opérations eux-mêmes, ou en collaboration étroite avec eux.

Dans l'agriculture en pleine transformation de l'époque, le besoin d'utiliser ces méthodes se faisait sentir. Mais les exercices d'école irréalistes auxquels se livraient alors quelques chercheurs académiques et ingénieurs de bureau d'études, éloignés de la pratique, n'étaient pas opérationnels. En revanche, la publication suédoise en question rendait compte de la mise en application pratique de ces méthodes par des spécialistes de l'Institut de recherche agricole de Stockholm, travaillant en collaboration étroite avec les agriculteurs concernés. Elle montrait justement que la difficulté d'appliquer la programmation linéaire en agriculture n'est pas formelle mais pratique : elle n'est pas de mettre sous forme d'équations linéaires la fonction à optimiser et les relations contraignantes entre les activités et les moyens d'une exploitation, ni de calculer, par la méthode dite du simplexe, le système de production optimum ; la vraie difficulté est de découvrir, analyser et chiffrer concrètement ces contraintes, et de vérifier la faisabilité des optimums calculés sous différentes hypothèses.

À LA SUITE DE QUOI VOUS AVEZ ÉTÉ RECRUTÉ AU CNCER ?

À l'automne, n'ayant pas de nouvelle de mon administration de rattachement, je suis rentré en France, où j'ai remis cette traduction, que nous avons intitulée : *Recherche du revenu le plus élevé en agriculture. Établissement de plans d'exploitation à partir des calculs de contribution au revenu des différentes branches de production*, à Raymond Moreau, directeur du CNCER. Celui-ci me proposa alors un poste d'ingénieur économiste, chargé de développer l'utilisation de la planification de programme et de la programmation linéaire en gestion des exploitations et des projets agricoles. Le CNCER était le centre de recherche en comptabilité, gestion et économie rurale de l'APPCA (Assemblée permanente des présidents de Chambres d'agriculture). Ce centre avait hérité de la riche expérience de l'Office central de comptabilité agricole de Soissons, fondé par des professionnels du milieu agricole en 1927. Il travaillait en collaboration étroite avec les techniciens et les agriculteurs adhérents des centres de comptabilité et de gestion départementaux et locaux, qui se multipliaient depuis la guerre. À une époque où la recherche publique en économie rurale était encore embryonnaire, le CNCER offrait, par son expérience et par son réseau, les meilleures conditions possibles pour faire le travail proposé. D'ailleurs, des collaborations existaient entre le CNCER et le laboratoire d'économie rurale de l'Inra situé à Grignon, alors dirigé par Jean Chombart de Lauwe.

M'étant assuré que l'équipe du CNCER était motivée pour développer ces nouvelles méthodes de travail et ayant vérifié auprès de quelques exploitants de ma connaissance que ce serait possible, j'ai accepté ce poste. Il s'en suivit toute une série d'applications de la programmation linéaire en agriculture, par exemple à une exploitation de grandes cultures de Beauce ; à la détermination de la combinaison des activités, du niveau d'équipement et de la dimension optimums des exploitations familiales de la région d'Obernai dans la plaine d'Alsace ; à une exploitation de polyculture-élevage de la Nièvre, etc.

Avec l'appui de C. Reboul et de Jacques Henri, un agro de Grignon vieux routier des centres de gestion, j'ai mis au point un guide d'enquête et un modèle de fiche technique et économique à remplir en collaboration étroite avec les agriculteurs concernés : un guide concernant l'ensemble de l'exploitation et une fiche permettant de relever pour chaque culture et chaque atelier d'élevage la succession des opérations, les moyens utilisés, les coûts, les produits et leur variabilité. Moyennant quoi, on peut établir et chiffrer convenablement la fonction économique et les relations contraignantes entre les activités et les moyens de l'exploitation : les contraintes de superficie, de travail, d'équipement, de capital ; les contraintes existant entre les cultures et les élevages (contraintes d'affouragement, de paillage, de fumure) ; et les contraintes existant entre les cultures elles-mêmes (contraintes de succession, de rotation, de fréquence).

Par ailleurs, ces recherches montraient que l'agriculture, telle qu'elle est effectivement pratiquée dans des unités de production distinctes, est un objet d'étude complexe, diversifié, changeant, dont seuls les agriculteurs ont la connaissance intime, empirique. Une connaissance dont les ingénieurs et chercheurs doivent méthodiquement s'enquérir auprès des agriculteurs pour élaborer une connaissance scientifique de l'agriculture.

C'est pourquoi, sachant que la majorité des étudiants de l'Agro étaient issus de milieux sans relation avec la ruralité, je suis allé discuter avec Albert Chominot, un Agro de la promotion suivant la mienne et assistant en économie rurale dans cette école. Nous avons parlé de la nécessité de multiplier les stages, les enquêtes et les exercices concrets. Il m'a alors invité à présenter plusieurs études de cas aux étudiants de la spécialisation en économie et sociologie rurales, et à organiser quelques exercices. Mais ces séances, appréciées des étudiants, étaient évidemment insuffisantes pour former des ingénieurs et des chercheurs compétents dans le domaine de la gestion des exploitations et du développement agricole.

PENSEZ-VOUS DÉJÀ À METTRE EN PLACE UNE SPÉCIALISATION EN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Non, pas encore. Mais je pensais, avec A. Chominot, qu'il fallait développer l'enseignement de microéconomie et de macroéconomie agricoles dans le tronc commun de formation des ingénieurs agronomes, ainsi que la formation par la recherche dans la spécialisation en économie et sociologie rurales.

Au printemps 1961, R. Blais, le professeur d'économie forestière qui m'avait convaincu d'opter pour les Eaux et forêts, devenu directeur de l'Agro, me fit savoir qu'un concours d'assistant était ouvert à la chaire d'agriculture comparée, auprès de R. Dumont, titulaire de la chaire. J'ai donc passé ce concours, j'ai été reçu premier, mais le ministre de l'Agriculture refusa de me nommer au motif que j'étais un fonctionnaire en situation irrégulière.

J'ai terminé mon travail au CNCER en faisant de l'économétrie : dépense alimentaire par ménage en fonction du revenu, évolution comparée de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) et de l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), montrant le fameux ciseau des prix réels, et d'autres analyses de ce type.

EN OCTOBRE 1961, VOUS ÊTES ENTRÉ À LA SEMA (SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE ET DE MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES).

En effet, en septembre 1961, sur recommandation de R. Blais, un Agro chasseur de têtes, mandaté par la SEMA qui recherchait un ingénieur pour étendre ses activités dans le secteur agricole, avait pris contact avec moi. M'ayant testé en diverses occasions, il me présenta à Jacques Lesourne, directeur de ce bureau d'études très réputé, qui m'expliqua ce qu'il attendait d'un agronome économiste et m'écouta très attentivement, crayon en main, présenter ce que j'avais fait jusque-là et ce que je pensais pouvoir faire à la SEMA. La semaine suivante, ayant lu les rapports que je lui avais remis, il me reçut de nouveau pour me dire qu'il savait d'expérience que tout nouveau domaine d'investigation avait des spécificités exigeant la mise au point de méthodes d'étude adaptées. Que s'agissant

d'agriculture, il reconnaissait que ces spécificités étaient plus marquées et plus mal connues que dans d'autres secteurs, et que les méthodes d'étude appropriées étaient sans doute plus ardues à mettre au point. Qu'il était convaincu par mes travaux à ce sujet. Et qu'il me proposait un poste d'ingénieur-économiste chargé de développer les études d'économie et de mathématiques appliquées dans le secteur agricole, à compter du 1^{er} octobre 1961, pour un salaire double de celui du CNCER.

QUEL GENRE DE TRAVAIL FAISIEZ-VOUS ?

Le premier travail que j'ai réalisé pour la SEMA fut le Plan de développement économique et social du Dahomey, devenu Bénin ensuite, pour le compte de la SOGEP (Société générale d'études et de planification), en collaboration étroite avec Jacques Antoine. À cette époque, une sorte d'exercice classique pour les pays accédant à l'indépendance en Afrique consistait à concevoir, analyser, sélectionner, coordonner et chiffrer les projets, agricoles et autres, qui pourraient permettre d'atteindre l'objectif majeur proclamé par de nombreuses autorités : doubler le PIB, le produit intérieur brut, par habitant en moins d'une génération. Compte tenu de la croissance démographique, cet objectif ambitieux supposait un taux de croissance du PIB d'au moins 6 % par an.

Dans les années 1960, au Bénin comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique anciennement colonisés par la France, la plupart des projets d'infrastructures et de développement agricole étaient concentrés sur les cultures d'exportation telles que le coton, le cacao, le café, etc. Ils étaient financés par le FAC (Fonds d'aide et de coopération), français, et le FED (Fonds européen de développement). Et ils étaient soutenus techniquement par les instituts de recherche agronomique tropicale spécialisés par produit, comme l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques, ou l'Institut français du café et du cacao. En revanche, les cultures vivrières étaient peu soutenues et leur production augmentait peu, moins en tout cas que la population. De plus, malgré un code des investissements très avantageux, des projets industriels

attendus n'étaient pas au rendez-vous. Les plans de ce genre, fortement influencés par le FAC et par le FED, ont de fait ouvert la voie à la dépendance industrielle et alimentaire de ces pays.

Au-delà de ce plan, mon travail à la SEMA consistait essentiellement à répondre aux appels d'offre publics et aux demandes d'études privées, à faire des propositions plus appropriées que celles des concurrents de manière à obtenir les contrats, et à les exécuter en collaboration avec les ingénieurs et les techniciens que je devais recruter et former pour cela. J'avais commencé seul, avec une secrétaire à temps partiel. Un an plus tard, le département d'Économie agricole de la SEMA comptait quatre ingénieurs, deux ans plus tard il en comptait sept et quatre ans plus tard, je codirigeais avec mon collègue sociologue André Lévesque une filiale de la SEMA nommée la SARES (Société d'animation, de recherche et étude sociologique), qui comptait une douzaine de chercheurs travaillant en économie et en sociologie rurales. Nous avons ainsi effectué des études de marchés, comme celui de la luzerne déshydratée en Champagne pour le compte du Crédit agricole, celui de la caroube en Grèce pour le compte de l'OCDE et du gouvernement grec ; des applications de la programmation linéaire à l'optimisation des moyens et des activités d'exploitations agricoles, comme celles pratiquant des grandes cultures en Champagne-Ardenne ; des études de mise en valeur de périmètres irrigués, par exemple pour la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, dans la plaine d'Annaba en Algérie pour le compte du gouvernement algérien, dans l'Alentejo et dans la vallée de la Vilarica pour le compte de l'OCDE et du gouvernement portugais. Nous avons aussi préparé des plans nationaux, comme le plan d'investissement dans les périmètres irrigués d'Algérie et l'ordonnement des installations de stockage des céréales dans ce pays, sous différentes hypothèses d'importations. Chaque étude se terminait par la remise au commanditaire d'un rapport de plusieurs centaines de pages, reposant sur la collecte par enquêtes de données originales et sur leur analyse par des méthodes également originales. De véritables rapports de recherche !

QU'AVEZ-VOUS APPRIS EN TERMES DE MÉTHODES ?

La SEMA était un lieu de formation permanente des plus relevés en économie et mathématiques appliquées. Le directeur général J. Lesourne, ancien élève de Maurice Allais – qui était professeur à l'école des Mines et futur prix Nobel d'économie –, y enseignait l'économie et l'évaluation de projet. Plusieurs collègues directeurs de département, Jacques Antoine, Michel Salomon, Georges Nahon, René Loué, étaient eux aussi des anciens élèves de M. Allais. Les directeurs de recherche présentaient des exemples d'études de marché, d'études de localisation, de dimensionnement, d'ordonnement d'ensembles industriels, immobiliers, de transport, etc. Parallèlement, un service de recherche méthodologique dirigé par Bernard Roy, spécialiste mondialement connu des sciences et techniques d'aide à la décision, nous informait en temps réel des avancées de la programmation linéaire en nombres entiers, de la programmation stochastique, de la programmation dynamique, de la théorie des graphes, de la méthode du chemin critique, de l'analyse multicritère, etc. Ajoutons que la SEMA, qui était considérée comme l'un des meilleurs bureaux d'études économiques du monde, avait un taux de croissance très élevé, à la limite du supportable. Mais elle respectait un code de déontologie rigoureux : on ne signait pas un contrat si, pour une raison quelconque, on n'était pas en mesure de l'exécuter convenablement, ou si une étude équivalente avait déjà été faite pour un autre client ; et on ne répondait pas à un appel d'offre provenant d'un organisme ne méritant pas de figurer parmi les références de la SEMA. Heureux temps, où la demande de biens et de services était suffisante pour assurer le plein emploi des facteurs, et où l'exigence de qualité l'emportait sur la volonté de minimiser les coûts.

Au total, ces quatre années de travail d'équipe à la SEMA m'ont permis de découvrir et d'analyser en détail des systèmes agricoles aussi différents que ceux des forêts et des savanes d'Afrique de l'Ouest, du Bassin parisien, d'Alsace, de Gascogne, des régions non irriguées et des périmètres irrigués d'Algérie et du Portugal. Et elles m'ont donné

l'opportunité d'appliquer et d'adapter les méthodes de recherche opérationnelle les plus récentes à l'analyse chiffrée des projets, programmes et plans de développement agricole. En quatre ans, j'avais accumulé dix fois plus de connaissances et d'expérience que si j'avais travaillé seul.

ENSEIGNER À L'AGRO, PARTICIPER À LA RÉFORME DE 1968

EN TRAVAILLANT À LA SEMA, AVIEZ-VOUS CONTINUÉ DE FAIRE DES ENSEIGNEMENTS À L'AGRO ?

Oui, je présentais chaque année quelques études aux élèves de la spécialisation en économie et sociologie rurales et je constatais l'insuffisance de leur formation dans le domaine de l'analyse technique et économique concrète. C'est pourquoi, à la rentrée

1963, à la suite de la demande de R. Dumont, j'ai accepté de remplacer au pied levé son assistant, Bernard Rosier, qui allait suivre une formation à la planification.

À l'époque, les chaires d'agriculture, de zootechnie et d'économie rurale étaient chargées de préparer les étudiants à effectuer, en fin de première année, un stage de longue durée dans une exploitation de polyculture-élevage, et de corriger leurs rapports de stage portant sur les conditions, les moyens, les cultures, les élevages et les résultats de cette exploitation. Parallèlement, la chaire d'agriculture comparée était chargée de les préparer à étudier l'agriculture de la petite région environnante et de corriger les rapports à ce sujet. Mon premier travail fut donc de corriger plus de cent études régionales de ce genre. Je fus alors stupéfait de constater que le travail demandé à ces étudiants,



Marcel Mazoyer en 1965 au Pérou, sur la piste des Incas au Machu Picchu.

qui n'avaient ni expérience, ni formation en matière de planification, n'était rien de moins que d'établir un plan de développement de l'agriculture de cette petite région ! Bien sûr, les plans ainsi échafaudés par les étudiants à partir de statistiques générales, de rapports peu circonstanciés et de propos hasardeux glanés ici et là, sans enquête ni débat avec les agriculteurs et autres agents directement concernés, étaient inconsistants. Ayant discuté avec les étudiants, qui étaient bien conscients de l'incongruité de cet exercice, j'ai alors proposé de remplacer celui-ci par des enquêtes méthodiques portant sur les systèmes de production et les projets de développement des exploitations situées dans un rayon de 15 kilomètres autour de leur exploitation de stage. Dès l'année suivante, les étudiants commencèrent par effectuer une enquête de reconnaissance auprès des personnes les mieux informées, afin de classer les exploitations de la petite région selon leur système de production. Puis, ainsi renseignés, ils firent des enquêtes approfondies dans des exploitations pratiquant chacun de ces systèmes. Armés des connaissances concrètes ainsi acquises, et malgré un nombre d'enquêtes insuffisant, ils furent alors mieux à même de tirer parti de la documentation existante et de faire une analyse, certes non chiffrée mais significative, des conditions et possibilités de développement des différentes catégories d'exploitations de la petite région. Cette expérience a aussi montré que plusieurs étudiants se trouvant à faire leur stage dans une même région pouvaient mutualiser utilement leurs enquêtes, dès lors qu'elles suivaient des canevas semblables. D'où l'idée d'aller plus loin, en répartissant les étudiants par groupes de dix, dans des petites régions choisies à l'avance.

VERS 1965, VOUS AVEZ DE NOUVEAU PASSÉ UN CONCOURS D'ASSISTANT À L'AGRO.

En effet, j'ai été nommé assistant en agriculture comparée auprès de R. Dumont, avec un salaire moitié moindre qu'à la SEMA. Tant pour arrondir mes fins de mois que pour continuer de disposer d'un champ d'investigation étendu et

d'informations sur les méthodes de recherche opérationnelle les plus avancées, je continuais de travailler à tiers temps à la SEMA, comme consultant, en accord avec R. Dumont et R. Blais qui en comprenaient bien l'intérêt scientifique.

QU'ENSEIGNIEZ-VOUS ?

Mon enseignement était alors principalement constitué d'études de cas de projets, de programmes et de politiques de développement agricole auxquels j'avais participé. Je les choisissais de manière à couvrir un champ géographique aussi large que possible, des niveaux de développement variés – allant de l'agriculture manuelle sur abattis-brûlis à l'agriculture motorisée, très mécanisée, fortement utilisatrice d'intrants d'origine industrielle –, de manière aussi à traiter de problèmes diversifiés et de méthodes variées. Dans chaque cas, je m'attachais à montrer la manière d'identifier les problèmes, de rechercher des solutions, ainsi que les résultats attendus ou obtenus en fonction du stade du projet. Je discutais les possibilités et les limites des méthodes employées, et donc leurs conditions d'emploi. Puis, je demandais aux étudiants de faire des exercices, des lectures et des exposés complémentaires.

Je m'inscrivais pleinement dans la tradition de l'agriculture comparée, inaugurée en Europe au XVIII^e siècle par Arthur Young, poursuivie au XIX^e siècle par André de Gasparin et Eugène Risler. C'est E. Risler qui, en 1878, créa la chaire d'Agriculture comparée à l'INA. Il eut pour successeurs Henri Hitier puis Charles Vezin et ensuite R. Dumont. Par une démarche empirique et critique, fondée sur l'observation et sur l'enquête auprès des agriculteurs et des autres acteurs concernés, je cherchais à saisir les particularités et les difficultés de telle ou telle agriculture, à en trouver les raisons de divers ordres – géographique, climatique, économique, politique ou autre – et à proposer des actions de développement. Je me rendais bien compte que le développement d'une agriculture quelle qu'elle soit ne pouvait pas être pensé en fonction d'un modèle unique, et surtout pas en fonction du modèle de l'agriculture motorisée, très

mécanisée, chimisée et spécialisée en plein développement en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde. Pourtant, à l'époque, ce modèle était comme un mirage pour de nombreux décideurs de pays pauvres. D'ailleurs, je crains qu'il ne le soit encore.

ÉTIEZ-VOUS SATISFAIT DE CET ENSEIGNEMENT ?

Oui et non. J'étais très proche des étudiants, auxquels je demandais régulièrement leur avis sur le contenu et la forme des dernières séances et sur le programme des prochaines. C'était un puissant moyen de progresser⁵. Il ressortait de ces discussions que les études de cas entraînaient bien leur adhésion, mais ils ne se sentaient pas capables de reproduire une démarche du même genre dans une situation nouvelle. Parmi les étudiants particulièrement actifs et constructifs dans la réflexion critique sur l'enseignement, Bernard Wolfer avait créé en octobre 1967 le « groupe Développement rural », qui comptait une quarantaine de membres. Jean-Pierre Bellanger, François Desaynard, Christian Cordellier en faisaient partie. Ils m'ont dit, en substance : « Les histoires à la Dumont et à la Mazoyer, c'est très bien mais ce qu'on veut, c'est apprendre à en faire autant ». Après plusieurs jours de réflexion et de discussion, je leur ai proposé d'aller dans le Morvan pour faire un travail de groupe consistant à étudier la situation d'une petite région agricole en difficulté et à formuler un projet de développement approprié. C'est ainsi que le groupe Développement rural est devenu le groupe Morvan.

Par ailleurs, les étudiants entendirent parler du concours de maître de conférences en agriculture comparée qui allait avoir lieu en décembre 1967. Ce concours était pensé pour la promotion de B. Rosier mais toute personne ayant les titres requis pouvait se présenter. Les étudiants insistèrent pour que je le passe, allèrent en parler à R. Dumont et à R. Blais qui m'invitèrent à me présenter.

⁵ Note des auteurs : nous remercions Bernard Wolfer et Raphaël Larrère de nous avoir aidés à reconstituer les événements à l'Agro de 1967 à 1970.

QUEL PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE AVEZ-VOUS PRÉSENTÉ À CE CONCOURS DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN 1967 ?

J'ai rédigé un programme tenant compte de toutes mes discussions avec les étudiants. Dans ce document de 107 pages, j'expliquais que les études de cas, pour utiles et édifiantes qu'elles soient, ne suffisaient pas pour former leur jugement. Deux idées me préoccupaient : toute forme locale d'agriculture, présente ou passée, est un objet très complexe, doté d'une double nature, à la fois sociale et écologique, un objet très difficile à appréhender donc ; outre qu'elles sont variables dans l'espace, les multiples formes d'agriculture sont changeantes avec le temps, et finalement aussi diverses que les études de cas elles-mêmes.

Ainsi, progressivement, j'en étais arrivé à penser que la principale tâche scientifique qu'il fallait entreprendre dans le domaine du développement agricole était de produire : 1) une *méthode* d'analyse-diagnostic agraire à l'échelle d'une petite région, permettant d'étudier les dimensions sociales et écologiques de l'agriculture, leurs interdépendances et leurs dynamiques ; 2) un *cadre théorique* synthétique sur l'évolution historique et la différenciation géographique de l'agriculture, permettant de resituer et de comparer chaque forme locale d'agriculture par rapport aux autres formes existant dans l'espace ou ayant existé dans le temps. Pour ce projet de théorie, je m'inspirais de Marc Bloch qui écrit dans *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* : « Dans le développement d'une discipline, il est des moments où une synthèse, fut-elle en apparence prématurée, rend plus de services que beaucoup de travaux d'analyse ». J'écrivais dans mon programme d'enseignement et de recherche de 1967 : « Il vient un temps où des observations nombreuses, complétées par la documentation, éclairées par les sciences voisines déjà développées, font apparaître la convergence de certaines constatations, la constance de certaines relations qui conduisent à entrevoir des lois, des séries causales, des synthèses partielles. Ces lois, ces synthèses sont nécessaires et importantes, non parce qu'elles détiennent la

vérité, mais parce qu'elles regroupent dans leur forme la plus pure, la plus synthétique, la plus explicite l'ensemble des acquisitions de la recherche et de l'expérience. Elles sont ainsi plus faciles à appréhender donc à assimiler ou à discuter. De cette manière, elles constituent une nouvelle base de départ pour la recherche qui les prolonge ou les remet en cause. Par-là, elles sont donc très utiles » (p. 35-36).

Autrement dit, inspiré par le cours de P. Duchaufour sur la classification et la formation des sols, inspiré aussi par les travaux de Linné et de Darwin sur la classification des espèces d'êtres vivants, sur leur origine et leur évolution, je commençais à esquisser une typologie et une généalogie des principales agricultures du monde, ainsi que des concepts et une méthode permettant d'analyser les différentes agricultures existant ou ayant existé dans le monde. Je me rendais bien compte qu'il s'agissait là d'une entreprise intellectuelle extrêmement ambitieuse, c'est pourquoi j'étais effrayé aussi par mon audace, et pas sûr de réussir.

Dans ce même programme, je mentionnais les idées de système de culture, de système d'élevage et je commençais à développer l'idée de système agraire, en distinguant trois dimensions interdépendantes : « 1) le mode et le degré d'artificialisation du milieu naturel par le procès agricole ; 2) la nature (forme et niveau) de l'appareil productif, équipements et outils, matériels biologiques, procédés techniques ; 3) les relations existantes (et possibles) entre la sphère agricole et son environnement économique et social » (p. 36).

Lors des épreuves du concours, face au jury, j'ai eu à exposer mes activités et mes projets de recherche et d'enseignement. J'ai d'abord rappelé l'échec fréquent des projets, programmes et politiques de développement agricole, conçus et conduits sans concertation suffisante avec les agriculteurs concernés ; j'ai ensuite montré que les progrès récents de la recherche opérationnelle en agriculture permettaient de proposer des interventions efficaces ; j'ai parlé de mes innovations pédagogiques en cours et je me suis efforcé de démontrer qu'il était désormais nécessaire et possible de former à l'Agro des ingénieurs

spécialisés dans le développement agricole. Je plaçais ainsi pour une formation doublement pilotée par l'aval : par les besoins des agriculteurs et des étudiants.

Vu l'air interloqué de plusieurs membres du jury, je crus que la partie était perdue et m'apprétais à partir sans attendre la proclamation des résultats quand R. Dumont me retint pour me dire que, loin d'être irréalistes, mes propos témoignaient surtout de mon engagement auprès des paysans et des étudiants, dont je n'avais cessé de parler. Cela, ajouté au fait que j'avais des expériences de terrain variées, explique sans doute pourquoi je fus classé premier puis nommé maître de conférences en agriculture comparée. B. Rosier était plus un théoricien, un très bon théoricien, qu'un homme de terrain. Je crois qu'il avait présenté un programme d'enseignement et de recherche très centré sur les méthodes de planification économique.

EN 1968, À L'AGRO COMME AILLEURS, LES ÉTUDIANTS ONT-ILS DEMANDÉ UNE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT ?

Lors des vacances de Pâques de 1968, comme convenu, des étudiants et des enseignants volontaires ont organisé un travail de terrain dans la région d'Alligny-en-Morvan. J'y étais avec mes collègues Camille Duby, A. Chominot, Jean Pluvinage, Raphaël Larrère qui était venu avec son épouse Catherine. Il s'agissait de faire des enquêtes auprès de différents types d'agriculteurs et de formuler une ébauche de projet de développement. Le diagnostic et le projet furent présentés en public, discutés et amendés par les agriculteurs concernés. Le prototype du stage collectif d'entrée dans la future spécialisation en développement agricole était né.

En mai 1968, l'Agro étant en grève comme tout le Quartier latin, les étudiants ont investi le bureau du directeur pour lui présenter leurs doléances. La plupart des professeurs ayant déserté, R. Blais demanda alors aux jeunes enseignants présents, dont Julien Coléou en zootechnie, Michel Sebillotte en agronomie et moi-même, de rester en contact avec les étudiants et de travailler avec eux pour faire des propositions constructives.

De fin mai à début juillet 1968, l'Agro fut une ruche bourdonnante d'ateliers de travail et de débats portant sur la réforme des programmes et des méthodes d'enseignement. Dans mon souvenir, les idées forces qui sont ressorties sont les suivantes.

Tout d'abord, les étudiants entraient à l'Agro après deux années de formation scientifique supérieure en mathématiques, physique, chimie et biologie, dispensée en classes préparatoires de Maths sup bio puis Maths spé bio par les meilleurs professeurs agrégés. Ils estimaient qu'il était inutile d'avoir des cours de sciences redondants avec ceux des classes préparatoires et qu'il valait mieux approfondir les cours de formation agronomique générale, en particulier pour rendre compte des avancées techniques rapides de l'époque.

D'un autre côté, les étudiants, pour la plupart issus de milieux urbains sans relation avec le milieu agricole, manquaient le plus souvent des connaissances concrètes nécessaires pour tirer parti de la formation dispensée. Ils réclamaient donc plus de stages, de visites de terrain, de voyages d'étude et d'exercices pratiques.

Enfin, à une époque de prospérité et de liberté croissantes, ces étudiants qui venaient de passer une quinzaine d'années assis entre quatre murs à écouter, écrire, apprendre et passer épreuve sur épreuve pour accéder à l'année suivante, refusaient de continuer de la sorte. Ils réclamaient un enseignement plus participatif et plus ouvert, et la suppression du classement.

En conséquence, s'agissant des deux années de tronc commun, les étudiants proposaient :

- de consacrer la moitié du temps à la formation en agronomie générale, en évitant toute redite avec les cours de formation scientifique supérieure des classes préparatoires ;

- de consacrer l'autre moitié du temps à des séquences d'un mois environ, durant lesquelles ils pourraient choisir entre plusieurs unités de valeur approfondies, accueillant chacune moins de 25 étudiants (ce qui supposait l'existence de 5 unités de valeur au moins lors de chaque séquence) ;

- de multiplier les occasions d'entrer en relation avec le terrain (stages, visites, voyages d'étude, enquêtes) et de participer activement à l'enseignement, individuellement et en groupe (lectures complémentaires, recherches bibliographiques, exposés, travaux de laboratoire).

Bien sûr, ces propositions très judicieuses ne plaisaient pas à certains professeurs qui tenaient à leurs cours traditionnels en amphithéâtre. Inversement, la plupart des jeunes enseignants y voyaient des opportunités de développer de nouveaux contenus et des méthodes pédagogiques innovantes.

Remises au directeur au début de juillet 1968, ces propositions furent transmises à la direction générale de l'Enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture avant les vacances d'été. Par la suite, la réforme de l'enseignement qui fut adoptée et appliquée réduisait bien de moitié le temps consacré aux cours en amphithéâtre et réservait l'autre moitié à des unités de valeur diversifiées, de quelques semaines. Mais, au lieu de consacrer les matinées aux cours en amphithéâtre et les après-midis aux unités de valeur, comme les étudiants le demandaient pour aérer l'emploi du temps, les cours en amphithéâtre ont été concentrés en première année et les unités de valeur ont occupé la seconde année.

C'EST DANS CET ÉLAN DES ÉVÉNEMENTS DE 1968 QUE VOUS AVEZ CRÉÉ LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Parallèlement aux réunions consacrées au tronc commun, je participais à des réunions portant sur la spécialisation en économie et sociologie rurales. Là, les étudiants du groupe Morvan et quelques autres très actifs, comme François Colson, m'ont demandé de créer une spécialisation (ce que l'on appelle aujourd'hui une dominante d'approfondissement) en développement agricole. Cette idée fut combattue par certains enseignants mais elle fut soutenue par R. Blais. L'année 1968-1969 fut une année d'essai et de rodage : B. Rosier ayant quitté l'Agro et R. Dumont étant très occupé, en accord avec mes collègues de la spécialisation

en économie et sociologie rurales, j'ai monté une option développement agricole à l'intérieur de cette spécialisation. Mais dès l'année 1969-1970, la spécialisation Développement agricole fut mise en place.

L'objectif de cette spécialisation était de former « un agronome aussi complet que possible, plus particulièrement entraîné à analyser une situation, à y découvrir les facteurs limitants principaux [d'ordre technique, économique et social], les points d'application privilégiés de la connaissance, [à compléter sa documentation], à dégager les voies d'amélioration possibles, à pondérer et ordonnancer les interventions, à apprécier les possibilités concrètes de progrès et de développement » comme je l'avais écrit dans mon programme d'enseignement et de recherche de 1967 (p. 12). Un agronome capable donc d'avoir une vue d'ensemble sur tous les problèmes, de comprendre toutes les analyses spécialisées s'y rapportant et de les intégrer dans un projet cohérent, permettant d'améliorer les conditions de vie de la population, à commencer par les plus pauvres.

Pour cela, j'ai instauré au début de l'année universitaire un stage de terrain d'une dizaine de jours, afin d'entraîner la vingtaine d'étudiants inscrits dans la spécialisation Développement agricole à faire des enquêtes auprès d'agriculteurs ; à produire une typologie des exploitations agricoles en fonction de leur combinaison de productions et de leur niveau d'équipement ; à calculer pour chaque type les fourchettes de résultats techniques et économiques en fonction de la superficie par travailleur ; puis à formuler et chiffrer un projet de développement local, à présenter publiquement ce projet et à le discuter avec les agriculteurs et autres personnes concernés. Dans cette démarche, je m'inspirais en particulier de l'étude que j'avais faite pour la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne quand j'étais à la SEMA. Considéré comme impossible par mes pairs, ce galop d'entraînement pour les étudiants était au contraire indispensable. Il leur permettait d'abord de mieux se connaître entre eux, d'apprendre à travailler en équipe et d'apprécier la compétence des enseignants.

Il leur permettait aussi de réduire leurs appréhensions face à une réalité qu'ils connaissaient mal, d'évaluer leurs manques de connaissance et de méthode, d'y réfléchir, d'en pallier certains sur le champ avec l'aide des enseignants et de se préparer à combler les autres en cours d'année. Il leur permettait encore de s'assurer que, moyennant ce stage ainsi que les enseignements et exercices prévus au premier semestre, ils seraient capables de faire au second semestre, seul ou à deux, une étude du même genre dans une petite région de leur choix.

Afin qu'ils se familiarisent avec ce travail, je demandais aux étudiants de participer au tout début de l'année universitaire aux séances de présentation et de discussion des mémoires de stage de fin d'études des étudiants de la promotion sortante.

Au premier semestre, les cours, séminaires participatifs, séminaires de recherche, conférences et exercices obligatoires représentaient quelque 150 séances d'une demi-journée. Ils comportaient notamment des cours fondamentaux en économie rurale, sociologie et agriculture comparée dispensés respectivement par J. Klatzmann, M. Cépède et R. Dumont, ainsi que des séminaires spécialisés dispensés par des enseignants d'autres chaires de l'Agro ou par des conférenciers extérieurs ayant des points de vue très contrastés, par exemple, sur l'intervention de l'État dans le développement agricole. Pour ma part, je donnais deux séminaires longs, l'un sur les projets, programmes et politiques de développement agricole, l'autre sur les grands types d'agricultures du monde.

Je trouvais également important qu'une formation en développement agricole ne soit pas concentrée uniquement sur des sujets agricoles, mais intègre des questionnements sur le développement général, notamment sur les relations réciproques entre développement agricole et développement des autres secteurs. D'ailleurs, en 1969, j'ai publié avec R. Dumont un livre intitulé *Développement et Socialismes*, dans lequel j'ai traité du « sous-développement » en Algérie et proposé des voies pour en sortir. Dans ces années-là, j'ai fait des communications à des colloques

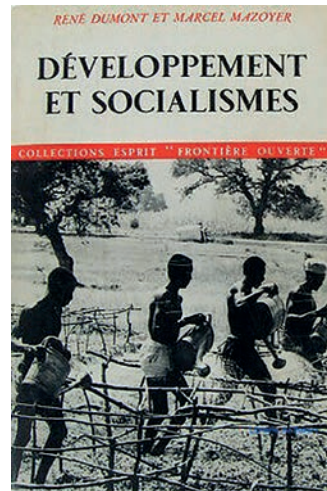
sur ce thème des liens entre socialismes et développement, et sur celui des relations entre l'essor de la production marchande et le développement agricole.

QUELLES LECTURES RECOMMANDIEZ-VOUS AUX ÉTUDIANTS À LA FIN DES ANNÉES 1960 ?

Pour cet enseignement de synthèse, les publications pertinentes s'inscrivaient à la fois dans le champ des sciences naturelles et dans celui des sciences humaines et sociales, elles étaient donc fort nombreuses. C'est pourquoi j'ai orienté les lectures des étudiants vers des textes choisis, voire des extraits, qui me paraissaient fondamentaux pour éclairer la construction d'ensemble de cet enseignement.

En histoire agraire, histoire économique, histoire économique et sociale, les principaux auteurs dont je recommandais la lecture étaient M. Bloch, F. Braudel, G. Duby. Je tiens à citer ces auteurs de l'École des Annales en premier lieu car ils m'ont particulièrement inspiré, de même que les historiens de cette école qui sont venus ensuite, notamment E. Le Roy Ladurie. Parmi les leçons essentielles que j'ai retenues d'eux : les vertus de l'interdisciplinarité, l'analyse dans la longue durée des civilisations matérielles. Mais il y avait aussi M. Augé-Laribé, P. Bairoch, B. Slicher van Bath, J.-C. Toutain, G. Walter, V. Diakov, S. Kovalev.

Parmi les géographes, je veux citer d'abord Pierre George, avec qui j'ai eu la chance de beaucoup échanger. Ses analyses des réalités agraires avaient un caractère systémique et prenaient en compte tout à la fois le milieu naturel, les différents groupes d'agriculteurs, d'autres acteurs, et les relations entre ces groupes. Son approche était centrée sur l'organisation sociale et il travaillait à l'échelle de grandes régions, ou du monde. Il se référait souvent à Maximilien (dit Max) Sorre, à sa conception de l'« œkoumène » et des « paysages humains ». Je conseillais la lecture d'autres géographes, parmi lesquels P. Birot, H. Elhaï, P. Gourou, E. de Martonne, J. Tricart. Je recommandais aussi la lecture de sections d'ouvrages de pédologie de P. Duchaufour.



Couverture de l'ouvrage « Développement et socialismes » publié par René Dumont et Marcel Mazoyer en 1969.

Pour ce qui est du séminaire sur le développement agricole et le développement général, j'orientais les lectures obligatoires vers F. Quesnay, A. Smith, D. Ricardo, T.R. Malthus, K. Marx, W. W. Rostow, P. Bairoch. Au-delà de ces références, dans le champ des études agraires, je conseillais la lecture de P. Brunet, J.-P. Deffontaines, R. Dumont, M. Gervais, M. Gutelman, A.-G. Haudricourt, M. Jean-Brunhes-Delamarre, C. Meillassoux, C. Servolin. Dans le champ des études du développement, je recommandais la lecture de S. Amin, G. Balandier, J. de Castro, R. Dumont, R. Gendarme, M. Godelier, A.O. Hirschman, P. Jallée, A. Lewis, G. Myrdal, F. Perroux, R. Prebisch, A. Sauvy.

Je citais tous ces auteurs, parmi d'autres, dans le programme d'enseignement et de recherche que j'avais présenté en 1967. Bien sûr, les références conseillées ont ensuite évolué au fil du temps.

QUELLE ÉTAIT LA NATURE DU STAGE DANS LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Les étudiants étaient très occupés par l'organisation du stage de terrain de quatre mois consistant à effectuer une analyse-diagnostic de la situation des exploitations agricoles d'une région, puis à formuler et chiffrer un avant-projet de développement concerté, approprié aux conditions et possibilités des différents types d'exploitations. Si possible, les étudiants présentaient cet avant-projet sur place aux personnes concernées et le discutaient avec elles. Puis, une fois de retour à Paris, ils le

soutenaient devant les enseignants de la spécialisation, les étudiants de leur promotion et de la promotion suivante. Chaque année, l'ensemble des étudiants analysaient ainsi des situations agraires locales et procédaient à plusieurs centaines d'enquêtes dans différentes régions du monde.

À CETTE ÉPOQUE, VOUS AVEZ AUSSI DÉVELOPPÉ DES COLLABORATIONS AVEC L'UNIVERSITÉ DE PARIS I.

J'avais rencontré François Perroux, célèbre économiste du développement et directeur de l'IEDES (Institut d'études du développement économique et social). Il m'avait chargé de donner un cours sur « Réformes agraires et développement ». Puis, à la rentrée 1968-1969, je m'y suis retrouvé responsable d'une formation de troisième cycle en développement agricole, certains cours étant communs avec ceux de l'Agro. J'ai eu ainsi la chance de rencontrer et d'échanger avec des collègues de plusieurs disciplines : en économie, Celso Furtado, Moises Ikonicoff, Jean Masini, Arghiri Emmanuel, Samir Amin, Gérard de Bernis ; en sociologie, Yves Goussault, Fernando Enrique Cardoso ; en anthropologie, Claude Meillassoux, Georges Balandier, Maurice Godelier ; en géographie, Pierre George, Michel Rochefort ; en histoire, François Chevalier (qui a durant longtemps dirigé la Casa de Velázquez à

Madrid), Catherine Coquery-Vidrovitch, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie. C. Furtado et F. Cardoso avaient fui la dictature au Brésil.

APRÈS QUELQUES ANNÉES DE FONCTIONNEMENT DE LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, QUEL BILAN EN FAISIEZ-VOUS ?

Cette spécialisation fonctionnait bien, à l'Agro comme à l'IEDES. De plus, des collègues d'autres institutions d'enseignement supérieur, en France et à l'étranger, souhaitaient mettre en place une formation semblable. Par exemple, en 1968, j'ai fait une mission à la faculté d'agronomie de Karadj, en Iran, au sujet de la mise en place d'une maîtrise ès sciences en développement agricole. Tout cela me confortait dans l'idée qu'il était pertinent de former des scientifiques dans ce domaine.

Toute cette période était bouillonnante, passionnante, les échanges avec les étudiants et les collègues étaient riches, stimulants, même s'ils n'allaient pas sans contradictions ! L'analyse systématique prenait son essor, les travaux de Ludwig von Bertalanffy notamment, qui avait publié en 1968 en anglais son ouvrage sur la théorie générale des systèmes, commençaient à être connus en France. Ce type d'analyse intéressait de nombreux économistes hétérodoxes, dont F. Perroux. Pour ma part, j'ai

beaucoup discuté de l'application de ce type d'analyse aux questions agricoles avec G. Sévérac, A. Chominot, J. Pluvinaige, puis plus tard avec Gilles Bazin, Jean-Christophe Kroll et Bernard Roux.

Ma vie personnelle était très heureuse aussi, Inge Lise et moi avons eu notre deuxième fille, Florence, et notre fils, François, au cours de ces années 1960.

J'en étais là de mes réflexions lorsque, en juillet 1972, Jacques Poly, tout juste nommé directeur scientifique de l'Inra, me proposa de prendre la direction du département ESR (Économie et sociologie rurales) qui lui causait des soucis. J'avais été présenté à J. Poly au début des années 1960 par un ami commun : Jean Lauvergne, qui était l'un de mes co-promotionnaires à l'Agro. Nous avions eu l'occasion d'échanger plusieurs fois, nos origines rurales nous rapprochaient, de même que la conviction qu'il est nécessaire de connaître l'agriculture concrètement avant de parler d'économie et de politiques agricoles.

DIRIGER LE DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES À L'INRA

À L'AUTOMNE 1972, VOUS ÊTES DEVENU CHEF DU DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES (ESR) DE L'INRA. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?

En juillet 1972, J. Poly m'avait expliqué que le département ESR, en ébullition depuis mai 1968, produisait peu, que le ministère de l'Agriculture voulait le supprimer, que les autres départements lui demandaient de leur affecter les chercheurs ESR pour les aider à calculer la rentabilité de leurs innovations, une solution vers laquelle il penchait. Et il m'avait proposé d'en prendre la direction.

R. Dumont et mes collègues de l'Agro me conseillaient d'accepter. Cependant, j'ai répondu à J. Poly que c'était envisageable pour moi seulement si l'Inra me donnait les moyens non pas de disperser ce département, mais de le développer, et si je pouvais continuer d'assurer mon service d'enseignement à l'Agro. De plus, je lui ai demandé de me mandater au préalable pour visiter les laboratoires ESR et m'entretenir avec les chercheurs,

Dans la maison familiale du Pont du Mousseau (Villapourçon, Nièvre) en 1970, Marcel Mazoyer photographie ses parents, son épouse et leurs trois enfants, Patricia (de face), Florence (de dos) et François (assis entre sa soeur et son grand-père), ainsi que son neveu Pascal (coiffé d'une casquette).



© INRAE / Mazoyer

afin d'évaluer l'utilité et la faisabilité de sa proposition. J'ai donc passé la fin de l'été 1972 à écouter les personnels de chaque laboratoire, réunis pour l'occasion, présenter leurs travaux et leurs projets, puis à en discuter avec chacun d'eux en particulier. À la suite de cela, j'ai fait part à J. Poly de mes réflexions.

QUEL ÉTAIT VOTRE DIAGNOSTIC ?

Tout d'abord, je notais que le département ESR était relativement récent : il n'avait été créé qu'à la fin des années 1950, tandis que les autres départements avaient été établis en même temps que l'Inra lui-même, c'est-à-dire au lendemain de la guerre, en 1946, dans des conditions de pénurie inouïe et dans un contexte de politique économique productiviste. D'où les missions initiales de l'Inra, institut de recherches appliquées visant à relever la production agricole, à moderniser les exploitations et à restaurer l'autonomie alimentaire du pays. Or, à la fin des années 1950, le contexte avait beaucoup changé : les rendements et la production dépassaient leur niveau d'avant-guerre, la modernisation des exploitations agricoles battait son plein, les industries d'amont et d'aval, les services à l'agriculture, les coopératives, les grands aménagements étaient en plein essor, le traité de Rome récemment signé prévoyait l'adoption de la politique agricole commune (PAC) : tout cela posait une multitude de questions nouvelles, d'ordre économique, social et politique, auxquelles un département naissant ne pouvait répondre sur le champ.

Je notais aussi que les départements d'origine de l'Inra avaient regroupé des organisations préexistantes" après "regroupé" et avant "et hérité". Au contraire, le département ESR avait démarré avec des moyens très limités. Les centres de comptabilité et d'économie rurales créés par les Chambres d'agriculture n'étaient pas des organisations étatiques et n'avaient donc aucune raison de participer à la constitution de ce département.

Cela étant, le département ESR avait crû rapidement : d'une dizaine de chercheurs en 1958, il était passé à une trentaine en 1968, puis à une centaine en 1972. La plupart d'entre

eux étaient de jeunes ingénieurs agronomes, inscrits en troisième cycle ou en thèse à l'université, dans différentes disciplines de sciences humaines ou sociales : économie, sociologie, anthropologie, science politique, géographie, histoire. Ils se trouvaient répartis dans six laboratoires : quatre étaient implantés dans les Écoles supérieures d'agronomie de Dijon, Grignon, Montpellier, Rennes et étaient généralement dirigés par des professeurs de ces écoles ; un autre était à l'École des industries agricoles et alimentaires de Massy ; le laboratoire central était installé dans un immeuble du 16^e arrondissement de Paris et dirigé par le chef de département, D. Bergmann.

En 1972, certaines équipes, bien reliées aux milieux professionnels, avaient atteint le meilleur niveau dans plusieurs domaines : microéconomie et gestion des exploitations et des industries agricoles, études de marché, etc. Mais dans d'autres domaines tels que la recherche opérationnelle appliquée à des échelles régionales, la politique agricole, les échanges internationaux ou l'économie du développement, le département, très centré sur l'hexagone, manquait encore de maturité et d'expertise.

De plus, le laboratoire central de Paris, beaucoup plus porté vers les considérations théoriques que vers le terrain, était divisé plus que d'autres par les courants idéologiques d'après mai 1968 : la doxa de l'économie mixte des Trente glorieuses était contrebattue, d'un côté, par des cénacles marxistes variés et, d'un autre côté, par des cercles néolibéraux voire libertariens. Le structuralisme « sans acteur », la « pratique théorique » althusserienne, et même le lacanisme provoquaient plus de disputes rhétoriques que d'analyses concrètes.

Invité à participer à des jurys de concours pour des postes de chercheurs dans ce département, j'avais vu des responsables de laboratoires et des chefs de file de certains courants de pensée favoriser outrageusement leurs protégés. Ce qui encourageait moins le travail que les faux-semblants serviles.

Les documents de travail internes pris en compte pour l'avancement dans les carrières ne manquaient pas. Mais les articles publiés dans des revues à comité de lecture, les ouvrages remarquables

et les communications à destination du grand public étaient trop peu nombreux.

À titre personnel, j'étais convaincu que les sciences économiques, sociales et politiques étaient indispensables pour instruire tout un ensemble de questions qui émergeaient à l'époque dans le monde politique, dans l'ensemble de la société, au ministère de l'Agriculture et dans les autres départements de l'Inra : comment expliquer l'envolée des prix des denrées agricoles et alimentaires sur les marchés internationaux en 1972-1973 ? Comment lutter contre l'accroissement des inégalités régionales, allant jusqu'à la désertification des régions dites difficiles ? Quel rôle le secteur agricole et alimentaire pouvait-il jouer pour juguler le chômage naissant ? Comment gérer l'épuisement annoncé des ressources naturelles ?

De ce tour d'horizon, je concluais que le département ESR était un atout prometteur, irremplaçable, et qu'il méritait d'être élevé sérieusement plutôt que rabaissé inconsidérément.

SELON QUELS PRINCIPES AVEZ-VOUS DIRIGÉ LE DÉPARTEMENT ESR ?

À l'automne 1972, j'ai passé un concours de directeur de recherches en Économie et sociologie rurales à l'Inra. Une fois reçu et nommé chef de département, j'ai quitté l'Agro du point de vue administratif mais j'ai continué d'y faire mes enseignements comme auparavant, quoique sans être payé.

J'ai dirigé le département plus en essayant de convaincre que de donner des ordres, en promouvant la multiplicité des points de vue, les débats contradictoires, des recherches orientées par la demande sociale et dont les résultats sont intelligibles pour des non-chercheurs.

Ainsi, peu à peu, les analyses de questions concrètes ont gagné du terrain. Mais j'ai pensé que les chercheurs sortant des écoles d'ingénieurs agronomes savaient trop peu de choses en économie politique et que, inversement, les chercheurs sortant des facultés d'économie en savaient généralement trop peu sur l'agriculture. En fait, dans le domaine de l'économie agricole, il aurait fallu mettre sur pied un dispositif

de formation continue, d'environ six mois, pour et par la recherche, ouvert à tous et obligatoire pour certains, dans lequel chacun aurait appris à étudier l'agriculture dans une perspective d'économie politique.

ARRIVIEZ-VOUS À PROGRESSER DANS VOS PROPRES RECHERCHES ?

Oui. Le fait d'être bien au courant des travaux des chercheurs du département ESR, des autres départements de l'Inra et d'autres institutions de recherche en France et à l'étranger, avec lesquelles nous entretenions des relations, m'aidait à progresser. Mais le cumul de l'enseignement à l'Agro et des responsabilités de chef de département limitait le temps que je pouvais consacrer à mes propres recherches et publications. J'ai cependant fait des études, et écrit les rapports, sur le développement agricole du bassin supérieur du Mures en Roumanie, de la vallée de la Bregalnitsa en Macédoine, et de la vallée du Bandama en Côte d'Ivoire. J'ai participé à d'autres études sur des régions « difficiles », notamment des régions de montagne à l'intérieur de la CEE, et sur l'adaptation de la PAC à ces régions, avec G. Bazin, J.-C. Kroll et J. Pluvinage. J'ai aussi réfléchi sur les causes sociales et politiques des famines, à une époque où elles étaient presque toujours présentées comme la conséquence de catastrophes naturelles.

De plus, comme R. Dumont allait prendre sa retraite à la fin de 1974 et qu'un concours allait être ouvert à l'Agro pour lui succéder en tant que professeur titulaire de la chaire d'Agriculture comparée et développement agricole, j'ai passé plusieurs mois cette année-là à faire deux journées de travail en une. Lors de la première journée, je rédigeais le mémoire explicitant mes titres, travaux et services rendus par le passé et, surtout, un autre mémoire correspondant à mon programme d'enseignement et de recherche pour cette chaire. Ce programme consistait en un gros document, de 262 pages, que je conclusais en attirant l'attention sur le processus de développement très inégal des agricultures du monde, ainsi que sur la surexploitation minière des ressources en certains lieux (p. 260). Et je tirais plusieurs leçons : « la supériorité

des méthodes qui laissent l'activité créatrice des producteurs agricoles s'exercer au maximum ; la supériorité de l'exploitation néo-artisanale (...) sur de trop grands domaines administrés plutôt que gérés ; la supériorité (à l'Est) des coopératives librement consenties et librement gérées sur les trop grandes unités étatiques ou semi-étatiques ; la supériorité d'une agriculture possédant un environnement dense d'industries, de coopératives, de crédit et de services, sur une agriculture isolée des activités industrielles et de services trop concentrées ; la supériorité des systèmes de prix permettant un revenu et des investissements agricoles suffisants sur les systèmes de prix qui appauvrissent l'agriculture au profit d'une croissance industrielle exagérée » (p. 261). Ces deux mémoires correspondaient à ce que l'on appelle aujourd'hui une thèse d'habilitation à diriger des recherches et ce fut mon principal travail de recherche lors de l'année 1974. Première journée bien remplie donc.

Ensuite, lors de la deuxième journée, je faisais mes cours, je suivais les travaux des chercheurs du département ESR, je gérais les problèmes de ce département, et je passais beaucoup de temps à discuter avec J. Poly, en difficulté avec le ministre de l'Agriculture à l'époque.

Il ne fut pas facile de mener tout cela de front. Je pouvais faire face à la charge élevée de travail de fond. Mais, ajoutée à cela, la gestion des rivalités personnelles et des problèmes politiques à l'Inra m'était pénible. J'ai réussi à m'en sortir grâce à Jean-Claude Tirel, un chercheur parmi les plus anciens et les plus expérimentés, respecté dans le département ESR. J. Poly l'a nommé chef de département après mon départ de l'Inra.

VOUS AVEZ DONC QUITTÉ L'INRA POUR ENTRER DE NOUVEAU À L'INA DEVENU INA PARIS-GRIGNON ?

En fait, tout le monde s'attendait à ce que je cumule les deux fonctions : professeur à l'Agro et directeur du département ESR à l'Inra. Mais j'ai considéré que la tâche à laquelle je devais désormais consacrer tout mon temps était la formation des ingénieurs en développement agricole. J'ai donc annoncé à J. Poly que je quittais l'Inra. Mais il a

continué de me consulter pendant longtemps, notamment parce qu'il avait lu mon programme d'enseignement et de recherche à l'Agro et qu'il s'en inspirait pour préparer la mise en place d'un nouveau département « Systèmes agraires et développement » à l'Inra. Ce département a finalement été constitué en 1979, après l'accession de J. Poly à la présidence de l'Inra en 1978. Son premier directeur fut Bertrand Vissac. Un peu plus tard, quand le Cirad a été créé, J. Poly, qui était président de son conseil d'administration, a également poussé à la création d'un département Systèmes agraires. Je pense que J. Poly, fils d'un instituteur du Jura, avait une connaissance intime du milieu agricole qui le portait à analyser les questions agraires de manière holistique et systémique, et non pas seulement sous des angles disciplinaires.

BÂTIR DES ENSEIGNEMENTS EN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE À L'AGRO

COMMENT S'EST PASSÉ CE DERNIER « CONCOURS D'ENTRÉE À L'AGRO » ?

J'ai été reçu, mais non sans embûche. En effet, certains vieux professeurs de l'Agro détestaient R. Dumont qui était devenu célèbre en France et à l'étranger pour ses positions anticolonialistes, tiers-mondistes et écologistes : il avait signé le *Manifeste des 121* en 1960, avait publié *L'Afrique noire est mal partie* en 1962, et avait été en 1974 le premier candidat écologiste à une élection présidentielle en France. Ce concours était un enjeu pour eux car il pouvait être une occasion d'éliminer de l'Agro cette perspective d'enseignement et de recherche critique sur les agricultures du monde. Ils n'ont pas réussi dans cette entreprise.

Dans la même veine, certains collègues, profitant de mon absence à un conseil des enseignants, avaient affecté à la promotion d'un sociologue le poste de maître de conférences qui avait été promis à la chaire d'agriculture comparée et développement agricole. En conséquence, l'assistant rattaché à cette chaire, Patrick Chaussepied, expérimenté et qui ambitionnait ce poste, a quitté l'Agro. Et je me suis retrouvé seul enseignant dans cette chaire !

SUCCÉDER À R. DUMONT, ÉTAIT-CE UN RÊVE ? QU'AVIEZ-VOUS EN COMMUN ET EN QUOI DIFFÉRIEZ-VOUS ?

Succéder à R. Dumont est surtout une chose à laquelle je n'aurais jamais osé rêver pendant très longtemps. C'est seulement après plusieurs années de travail avec lui, quand j'ai constaté la confiance qu'il m'accordait, que j'ai commencé à penser que cela pouvait être possible. Lors de son pot de départ de l'Agro, j'ai dit : « On peut te succéder, mais on ne peut pas te remplacer ». D'ailleurs, je ne pense pas que le fait de lui avoir succédé me donne un droit particulier de revendication sur son héritage : celui-ci est un bien politique universel, qu'il faut faire fructifier dans la pluralité. En février 2001, peu de temps avant son décès, je lui ai dit que je venais de rencontrer beaucoup de ses enfants spirituels au Forum social mondial de Porto Alegre.

Nous avons beaucoup de choses fondamentales en commun : la volonté de défendre et promouvoir les paysannes partout dans le monde ; la conviction qu'il faut pour cela faire du terrain, observer attentivement et enquêter auprès des paysans afin de comprendre les logiques et les limites de leurs pratiques et d'être en mesure de proposer des améliorations adéquates ; la conscience que l'agriculture est une activité *sociale* de production, que toute innovation technique a des dimensions sociales, culturelles, morales qu'il faut prendre en compte ; l'opposition au colonialisme et l'espoir d'un développement du « tiers-monde » qui conduirait à éradiquer la faim, la pauvreté et à réduire les inégalités de toutes sortes, entre pays riches et pays pauvres et aussi à l'intérieur des pays ; le souci de l'usage durable des ressources naturelles de manière à ce que les générations futures puissent elles aussi en bénéficier ; l'intention de ne pas se laisser aveugler par une idéologie quelle que soit son origine, qu'elle soit dominante ou non, et d'analyser les faits avec le plus d'objectivité et de lucidité possibles.

Pour ce qui est de nos différences, le décalage de génération entre lui et moi a fait que j'ai eu l'opportunité de me former à certaines méthodes d'analyse, en particulier l'analyse systémique et

les méthodes de recherche opérationnelle, ce qui m'a conduit à développer le concept de système agraire, la méthode d'analyse-diagnostic et la théorie correspondantes. Par ailleurs, je n'ai pas partagé son inquiétude très vive quant à la croissance démographique humaine, même si je suis d'accord qu'en certains lieux et à certaines périodes, le nombre des humains a été un facteur de crise écologique et sociale. Enfin, je pense que nous avons eu deux manières en partie différentes de mener le même combat : lui s'est concentré sur *faire savoir* largement, au moyen de dizaines de livres, de centaines d'articles, de très nombreuses conférences et prises de parole dans l'espace public, dont beaucoup sonnaient comme des signaux d'alarme dans l'espoir de provoquer un sursaut moral et politique suivi de changements concrets ; je me suis concentré sur *faire faire* aux étudiants, par choix et aussi parce qu'ils m'ont mis en demeure d'enseigner ainsi en 1968, sachant que les méthodes pédagogiques que j'ai mises en œuvre ont exigé beaucoup d'énergie et de réflexion.

COMMENT AVEZ-VOUS FAIT FONCTIONNER LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ? QUEL ÉTAIT LE PROGRAMME, COMMENT A-T-IL ÉVOLUÉ, AVEC QUELLE ÉQUIPE ?

À mon retour de l'Inra, ce sont surtout G. Bazin et J.-C. Kroll, Henri Nallet et B. Roux aussi, alors chercheurs à l'Inra, qui m'ont aidé à tenir la spécialisation Développement agricole. L'objectif de cette formation est resté fondamentalement le même qu'en 1968, même s'il a été énoncé plus précisément : former des spécialistes capables d'établir un diagnostic sur une agriculture quelle qu'elle soit, capables également d'identifier et de formuler des propositions de projets, de programmes et de politiques de développement agricole, en concertation avec les différentes catégories d'agriculteurs et autres acteurs concernés, cela afin d'éviter les pièges de la présomption technocratique, de la précipitation bureaucratique ou de la soumission à des intérêts d'acteurs totalement étrangers à ce milieu, des spécialistes capables aussi de mettre en œuvre de tels projets, programmes,

politiques, et d'évaluer leurs effets. On dirait aujourd'hui des projets et des programmes participatifs, *bottom-up*, par opposition à tant de projets et programmes parachutés, *top-down*.

En conséquence, la structure de la spécialisation est restée fondamentalement la même : stage collectif en début d'année universitaire, puis un semestre de cours et séminaires, puis un semestre de stage de recherche consistant à conduire une analyse-diagnostic agraire, à proposer des projets et à rédiger un mémoire à ce sujet. À partir du début des années 1990, j'ai demandé aux étudiants de remettre aussi une synthèse de 15 pages de leur mémoire afin que leurs travaux soient plus facilement connus et que les meilleurs puissent être publiés sous forme d'article.

En 1976 ou 1977, j'ai pu recruter deux assistants. Je pense que l'ouverture de ces deux postes était un signe fort que mon projet scientifique et pédagogique était reconnu par l'ensemble des enseignants de l'Agro, en particulier par Jacques Delage qui en était le directeur depuis 1975. Il tenait R. Dumont en haute estime et était convaincu que les sciences de synthèse, au carrefour de plusieurs disciplines, avaient toute leur place dans la formation des ingénieurs agronomes. J'ai alors recruté Jeanne-Marie Denis-Viel à qui j'ai confié le séminaire d'histoire de la pensée économique, puis Marc Dufumier pour le séminaire relatif à l'évaluation des projets de développement agricole. Au début des années 1980, j'ai engagé Hélène Massieu qui s'est occupée du séminaire d'économie du développement, puis j'ai recruté Sophie Devienne. À leurs débuts, tous ces enseignants ont animé un séminaire de lectures et débats accompagnant mon cours sur l'évolution et la différenciation des systèmes agraires. Au début des années 1990, H. Massieu est partie et J.-M. Viel a commencé de s'éloigner progressivement pour rejoindre une autre chaire. En 1993, j'ai embauché Hubert Cochet, principalement pour enseigner des études de cas de systèmes agraires et l'évaluation de projets en collaboration avec M. Dufumier, et toi, Laurence Roudart, pour enseigner sur les systèmes agraires et écrire un livre en

collaboration avec moi, et pour développer un enseignement sur les politiques agricoles dans les pays en développement. A la fin des années 1990, J.-M. Viel étant sur le départ, j'ai recruté Blandine Cheyroux pour lui confier l'enseignement en économie ainsi que sur certains systèmes agraires de Thaïlande qu'elle connaissait si bien. Elle a d'ailleurs obtenu la médaille de l'Académie d'agriculture pour sa thèse sur ce sujet. En 2000, j'ai eu la joie de recruter comme professeur G. Bazin, fidèle compagnon de route, qui avait fait une bonne partie de sa carrière comme chercheur à l'Inra tout en dirigeant le DESS en développement agricole à l'IEDES. Jusqu'à ma retraite, j'ai tenu à ce qu'il y ait une collaboration étroite entre ce DESS et la spécialisation en développement agricole à l'Agro, avec des cours en commun.

Au fur et à mesure que l'équipe enseignante s'est étoffée, il est devenu possible de créer d'autres enseignements, comme par exemple l'initiation à l'ingénierie de projets (INIP) en deuxième année : l'INIP ayant une durée de deux mois, elle a permis de monter une version approfondie du stage d'entrée dans la spécialisation Développement agricole ; je renouais ainsi, moyennant des aménagements, avec ma proposition d'instaurer un « atelier pluridisciplinaire de conception de programmes de développement » qui figurait dans mon programme d'enseignement et de recherche de 1967.

THÉORISER L'ÉVOLUTION ET LA DIFFÉRENCIATION DES SYSTÈMES AGRAIRES

VOUS AVEZ MIS LE CONCEPT DE SYSTÈME AGRAIRE AU CŒUR DE VOTRE ENSEIGNEMENT.

Le concept de système agraire, la méthode d'analyse-diagnostic de système agraire et la théorie de l'évolution historique et de la différenciation géographique des systèmes agraires ont été au cœur de mon enseignement. Cela étant, j'ai fait appel à bien d'autres concepts, un enseignement ne peut pas être mono-conceptuel ! J'aime bien ce mot de Howard Becker dans *Les ficelles du métier* : « Sans concepts, vous

ne savez pas où regarder, que rechercher, ni comment reconnaître ce que vous recherchez quand vous l'avez trouvé ». Il montre bien la fonction heuristique d'un concept. Ailleurs dans le même livre, il met en garde contre l'usage borné d'un concept, sa transformation en œillères : « La stratégie qui consiste à laisser le concept définir le cas (...) nous empêche de voir et d'étudier les aspects de notre cas qui n'étaient pas présents au départ dans la description de la catégorie. Les choses que nous laissons de côté ne cessent cependant de revenir pour nous enquiquiner ».

QUELLE EST VOTRE COMPRÉHENSION DU CONCEPT DE SYSTÈME AGRAIRE ?

Le concept de système agraire est un concept opératoire construit de manière inductive à partir de l'analyse d'une multitude de cas réels d'agricultures, contemporaines ou passées, à différentes échelles spatiales : de la petite localité à la grande région au sens d'une fraction de continent. L'extension du concept concerne donc toutes les formes singulières d'agriculture, chacune d'elles étant un objet écologique et social complexe, en évolution. Dans toute démarche de généralisation empirique de ce genre, ce qui est crucial, c'est d'arriver à sélectionner un ensemble de caractères réels nécessaires pour guider efficacement les investigations empiriques. Ces caractères constituent les fondements des différentes dimensions et sous-dimensions du concept, ce que l'on appelle sa compréhension. Dans le cas du concept de système agraire, mon objectif scientifique était de pouvoir comparer entre elles les différentes formes d'agricultures du point de vue du développement agricole, et de pouvoir les situer dans le grand mouvement complexe d'évolution historique et de différenciation géographique des agricultures depuis l'époque néolithique. Mon objectif était aussi de fournir, aux étudiants en particulier, un outil intellectuel leur permettant d'appréhender toute forme concrète d'agriculture en tant qu'objet écologique et social complexe.

Nous avons écrit à ce sujet dans *Histoire des agricultures du monde* et dans des articles. En résumé, je dirai que l'on peut considérer deux sous-systèmes en

interaction – l'écosystème cultivé et le système social productif – et pour chacun d'eux, analyser sa structure et son fonctionnement. La structure de l'écosystème cultivé correspond aux différentes parties du paysage selon leurs caractéristiques écologiques et la manière dont elles sont aménagées, entretenues et exploitées, ou au contraire non entretenues ou non exploitées ; de manière analogue, l'ensemble des animaux domestiques peut être scindé en plusieurs groupes selon leurs races, âges et types de soins. Une fonction absolument essentielle dans l'écosystème cultivé est le renouvellement de la fertilité des terres exploitées, en particulier pour les terres consacrées aux cultures vivrières les plus importantes dans l'alimentation humaine. À cet égard, il est fondamental d'analyser les transferts de biomasse, s'il en existe, entre les différentes parties de l'écosystème. Le défrichement et la contention de la végétation sauvage, la contention de la faune sauvage y compris les divers parasites des cultures et des élevages, sont d'autres fonctions très importantes.

La structure du système social productif correspond aux différents groupes d'unités de production agricole qui exploitent et renouvellent, de manière concurrente et complémentaire, la biomasse utile à la population humaine. On peut distinguer ces différents groupes en fonction des systèmes de production, au sens technique, mis en œuvre et en fonction de caractéristiques sociales. Ici, il y a donc une articulation entre le concept de système agraire et celui de système de production tel qu'il a été pensé à l'échelle d'une exploitation agricole, ou d'un groupe d'exploitations agricoles proches du point de vue des activités et des techniques. Il y a eu beaucoup de débats sur ce dernier concept. L'important est qu'il permette une compréhension approfondie des logiques et des pratiques des agriculteurs, de la création de valeur par leur travail, de leurs effets sur l'environnement. En fonction des objectifs de son travail, un chercheur peut aussi mobiliser ici les concepts de système de culture, d'itinéraire technique, d'opération culturale, des concepts qui ont été approfondis par Michel Sebillotte,

ou des concepts équivalents dans le domaine de l'élevage. Le concept de système agraire intègre donc, et prend appui sur, les autres concepts de systémique agricole pensés à des échelles plus petites.

Les caractéristiques sociales que je viens d'évoquer concernent les rapports sociaux de production et d'échanges : statut de la main d'œuvre dans l'unité de production agricole (familiale, salariale, coopérative), autre statut du chef d'exploitation (entrepreneur indépendant, salarié), mode d'accès aux terres exploitées (faire-valoir direct, fermage, métayage, libre accès), commun régulé localement mode d'accès à l'eau d'irrigation le cas échéant, mode d'accès au capital fixe et circulant (fonds propres, emprunt, type d'emprunt), mode d'accès aux échanges entre produits agricoles et non agricoles (troc, marché et rapports de prix entre produits agricoles et autres produits).

Une fonction essentielle du système social productif est de renouveler une partie au moins des groupes d'unités de production agricole, à l'identique ou avec des changements. Une autre est de fournir des biens et des services à la population non agricole. Bien évidemment, les deux sous-systèmes – social productif et cultivé – sont en interrelations étroites. Le fonctionnement de tout système agraire correspond à des flux de matières, d'énergie et de valeur à l'intérieur de l'agriculture considérée, ainsi qu'entre elle et le reste du monde. Du fait de ces échanges, l'étude d'un système agraire ne peut être conduite isolément, en particulier quand certaines activités d'amont (fourniture de moyens de production agricole) ou d'aval (utilisation des produits agricoles) sont situées en dehors du périmètre de l'agriculture considérée.

Chaque système agraire est l'expression théorique d'un type d'agriculture historiquement constitué et géographiquement localisé. Ainsi conçu, un système agraire met en lumière la cohérence d'une agriculture, ses raisons d'être et de perdurer. Pour autant, cette agriculture peut connaître des dysfonctionnements et des contradictions internes. En particulier, une fraction des unités de production peut progresser tandis que les autres régressent : le

développement est alors *contradictoire*. Il est *inégal* quand certaines unités de production progressent beaucoup plus vite que d'autres.

Au final, le concept de système agraire n'est pas une construction figée, qui l'apparenterait à une grille de lecture rigide : il se veut au contraire souple, adaptable aux spécificités de chaque contexte écologique et social, et aux objectifs poursuivis par les chercheurs. Le concept est utilisable à différentes échelles spatiales : son usage à grande échelle entraîne moins d'approfondissement des différentes dimensions qu'une analyse à petite échelle. Pour autant, il faut savoir évaluer les limites spatiales de tel ou tel type de système agraire. Enfin, les différentes dimensions et sous-dimensions que je viens de présenter ouvrent sur des démarches de travail de terrain, par observation et par enquêtes, ainsi que sur des approches participatives.

ON EN VIENT AINSI À LA MÉTHODE D'ANALYSE-DIAGNOSTIC D'UN SYSTÈME AGRAIRE.

Le concept de système agraire guide la méthode concrète d'analyse-diagnostic que j'ai développée et enseignée aux étudiants. Pour faire bref, cette méthode comporte plusieurs éléments fondamentaux : lecture de paysage, identification des différents types de système de production, échantillonnage raisonné des exploitations agricoles, enquêtes techniques et économiques dans les exploitations, représentation des résultats empiriques obtenus, modélisation, tout cela étant mis en perspective par rapport à la dynamique évolutive de l'agriculture étudiée. J'ai écrit plus précisément sur cette méthode dans l'article « Pour des projets agricoles légitimes et efficaces. Théorie et méthode d'analyse des systèmes agraires », que j'ai publié en 1993 dans la revue *Réforme agraire* de la FAO. Cependant, j'insiste, l'analyse-diagnostic de système agraire n'est pas une méthode rigide, à appliquer partout et tout le temps de manière mécanique, selon une succession d'étapes codifiées. Elle est, au contraire, itérative et ajustable à chaque contexte singulier.

Les élèves-ingénieurs qui ont suivi la spécialisation Développement agricole ont tous réalisé un stage et un mémoire de fin d'études consacrés à une analyse-diagnostic de système agraire assortie de propositions de projets de développement, dans la petite région de leur choix. Un étudiant qui avait fait ce travail correctement, qui avait ainsi ouvert la boîte noire de tout un ensemble d'exploitations agricoles d'une même petite région, qui avait par l'esprit démonté et remonté leur fonctionnement en tenant compte des objectifs et des contraintes de tous ordres – pédo-climatiques, économiques, etc. – des agriculteurs, qui avait interprété tout cela à la lumière de l'évolution historique de l'agriculture de la région, un tel étudiant était prêt à devenir un professionnel compétent dans le développement agricole.

Par ailleurs, j'ai dirigé un bon nombre de thèses, à l'Agro et à l'IEDES. Leur contenu n'était pas formaté comme pouvait l'être celui des mémoires de fin d'études d'ingénieur, mais il incluait toujours des analyses systémiques de l'agriculture reposant sur un gros travail de terrain, comportant des observations et des enquêtes approfondies, avec une mise en perspective historique.

Ainsi, au fil des années, une masse considérable de données de terrain et de réflexions sur les conditions et sur les possibilités de développement de nombreuses agricultures du monde se sont accumulées.

VOUS AVEZ PUISÉ DANS TOUS CES MATÉRIAUX POUR CONSTRUIRE PROGRESSIVEMENT LA THÉORIE DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE ET DE LA DIFFÉRENCIATION GÉOGRAPHIQUE DES SYSTÈMES AGRAIRES ?

Je rappelle que cette construction théorique s'est inscrite dans le projet pédagogique visant à fournir aux étudiants en développement agricole un corps de connaissances qui explique de manière synthétique la généalogie des agricultures du monde depuis l'époque néolithique, et qui fonde conceptuellement l'étude empirique de toute agriculture en vue de formuler des projets, des programmes ou des politiques.

Les soutenances de mémoires d'ingénieurs et de thèses en agriculture comparée et développement agricole ont été effectivement une source d'informations très précieuses. Mes propres études de terrain aussi. Pour moi, ce qui a toujours été décisif, c'est de me rendre sur place. Contempler un beau paysage agraire, bien soigné par les humains, c'est d'abord une émotion esthétique et spirituelle, semblable à celle que j'éprouve quand j'admire une peinture ou une sculpture de grand maître. Ensuite, il s'agit de comprendre l'agriculture contemporaine et d'y déceler des traces d'agricultures plus anciennes, d'en discuter avec les agriculteurs du lieu en vue de reconstituer son histoire agraire. Ainsi, j'ai compris beaucoup de choses sur la genèse et les transformations des hydro-rizicultures asiatiques en faisant du terrain avec certains de mes anciens doctorants : Guy Trébuil, Somyot Thungwa et Thippawal Srijantr en Thaïlande, Hyunh-Seok Oh en Corée. J'ai aussi fait du terrain au Vietnam, dans le delta du fleuve Rouge, avec le professeur Dao The Tuan, qui était directeur de l'Académie d'agriculture de ce pays. De plus, l'analyse de certaines agricultures actuelles permet de comprendre des agricultures passées ailleurs. Ainsi, c'est en étudiant des systèmes de culture à l'aire fondés sur une rotation biennale jachère-blé avec élevage pastoral associé en Algérie et en Tunisie que j'ai compris bien des choses sur les systèmes agraires antiques en Europe. Ensuite, les discussions avec des collègues chercheurs, et des lectures, ont contribué à l'élaboration progressive de la théorie.

Disposer d'un concept de système agraire bien charpenté a permis de sélectionner les informations utiles à cette élaboration. En effet, si les mémoires et les thèses en agriculture comparée comportaient, par construction, beaucoup d'informations utiles pour cela, ce n'était pas le cas, en général, des autres publications qui s'intéressaient à bien d'autres aspects des agricultures. Il fallait donc y rechercher dans une foule de descriptions et d'interprétations celles qui pouvaient contribuer à l'édification de la théorie.

QUELLE EST L'ESSENCE DE CETTE THÉORIE ?

Cette théorie permet de classer les multiples formes d'agricultures réelles en catégories. Elle permet de se représenter les transformations incessantes de l'agriculture dans toute région du monde comme une succession de systèmes distincts, constituant autant d'étapes d'une série évolutive caractéristique de cette région. Une *révolution agricole* est le processus écologique, technique et institutionnel qui conduit d'un système agraire à un autre : un tel processus peut être rapide mais il peut aussi s'étaler sur des siècles. Enfin, cette théorie permet de comprendre la diversité géographique des agricultures à une époque donnée.

L'ÉCOLE DE PENSÉE « AGRICULTURE COMPARÉE » S'EST-ELLE ÉTENDUE AU-DELÀ DE L'AGRO ET DE L'IEDES ?

Au fil du temps, des anciens élèves et doctorants sont devenus chercheurs ou enseignants-chercheurs, certains d'entre eux ont créé des laboratoires du même genre dans des écoles d'agronomie ou des universités, en France et à l'étranger, contribuant ainsi à faire vivre une véritable école scientifique d'agriculture comparée et développement agricole. Je pense par exemple au laboratoire de l'Université fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS) au Brésil, où travaille Miguel Lovo de Andrade qui a fait sa thèse avec moi. Magda Zanoni, qui était professeure de sociologie rurale à Paris X-Nanterre, dispensait aussi des cours à l'UFRGS. Nous avons révisé ensemble la traduction en portugais brésilien d'*Histoire des agricultures du monde*. Marinês Zandavalli Grando, qui avait fait sa thèse à l'IEDES avec moi aussi et était devenue directrice de la Fondation pour l'économie et les statistiques agricoles de l'État du Rio Grande do Sul, a enseigné à l'UFRGS également. Je pense aussi au laboratoire du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC, qui est devenu l'Institut des régions chaudes de Montpellier SupAgro), qui était animé par Michel Brochet et ses collègues, ou encore au laboratoire de l'ISTOM, École supérieure d'agro-développement international, animé par Marc Oswald.

Des chercheurs ou enseignants-chercheurs issus de la chaire ont travaillé dans d'autres unités de recherche, comme Michel Griffon qui a été chercheur puis directeur scientifique au Cirad, Dominique Barjolle à l'École polytechnique fédérale de Zurich, Guy Debailleul à l'Université Laval au Québec, Christophe Gironde à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève, Slimane Bencherif à l'Université de Djelfa. Il y en a beaucoup d'autres.

Bien sûr, la majorité des anciens élèves n'a pas travaillé dans la recherche. Mais beaucoup de ceux que j'ai eu l'occasion de revoir après leurs études, ou avec qui je suis resté en contact, m'ont dit à quel point cette formation avait eu une forte influence sur leur manière de réfléchir aux questions agricoles et de travailler. Je pense notamment à Michel Merlet, Paolo Groppo, Vicente Garcés Ramón, Christine Surdon, Irène Haury et Igor Besson. Ce dernier est consultant en développement agricole, je lui connais la même empathie que R. Dumont pour les populations paysannes et la même finesse dans l'analyse et la compréhension de leurs pratiques et de leurs modes de vie. Il a d'ailleurs supervisé la réédition en 1995 du livre de R. Dumont *La culture du riz dans le delta du Tonkin*.

PORTER UNE EXPERTISE INTERNATIONALE AU SERVICE DES PAYSANNERIES

DANS LES ANNÉES 1980, VOUS AVEZ ÉTÉ MAIRE DE VOTRE COMMUNE D'ORIGINE MAIS VOUS AVEZ EXERCÉ AUSSI EN TANT QU'EXPERT DE RÉPUTATION INTERNATIONALE.

J'étais resté proche des gens de Villapourçon, commune qui avait toujours été de gauche. A la fin des années 1970, j'avais constitué avec des collègues de l'Agro et de l'Inra un comité de soutien à l'élection de F. Mitterrand à la présidence de la république. Lors des élections municipales qui ont suivi, j'ai fait partie d'une liste d'Union présidentielle puis j'ai été élu maire. Avec le conseil municipal, nous avons soutenu toutes sortes d'activités en vue de donner aux habitants l'envie de rester plutôt que de partir en ville. Malheureusement,

malgré nos efforts, l'exode a continué : Villapourçon ne compte plus que 400 habitants alors qu'elle en abritait 3 200 au début du XX^e siècle, tous les petits commerces ont fermé, il n'y a plus qu'une seule école contre quatre auparavant, et plus qu'une seule exploitation agricole par hameau. Mais, quand mes activités au niveau international sont devenues plus lourdes, j'ai jugé plus raisonnable de ne pas poursuivre en tant que maire. Cela étant, j'ai continué de jouer de la vielle à roue de temps en temps dans l'association amicale des Morvandiaux de Paris.

POURRIEZ-VOUS PARLER DE VOTRE PRÉSIDENTIE DU COMITÉ DU PROGRAMME DE LA FAO ?

En 1981, j'ai été mandaté par le ministère de l'Agriculture pour organiser en France la première journée mondiale de l'alimentation, célébrée chaque 16 octobre dans le monde sous l'égide de la FAO. Cela m'a conduit à remplacer quelque temps le représentant de la France au Comité du programme de la FAO puis j'ai été élu président de ce comité en 1983, fonction que j'ai assurée jusqu'au début des années 1990. Ce comité, composé de représentants de 12 États-membres et du président, se réunit durant une quinzaine de jours deux fois par an afin d'examiner l'exécution du programme de travail biennal en cours, et de préparer le projet de programme du biennium suivant.

A ce poste, j'ai pu observer les manœuvres diplomatiques des représentants de différents pays ou groupes de pays, notamment l'offensive du groupe de Cairns, des États-Unis et de quelques autres pays développés ou émergents pour cantonner la FAO dans ses seules fonctions de collecte et de diffusion d'informations relatives à l'alimentation et à l'agriculture, et pour réduire ses programmes d'assistance technique sur le terrain. Cela s'inscrivait dans un contexte où tous ces pays cherchaient à diminuer leurs contributions financières aux institutions spécialisées des Nations unies telles que la FAO, dans lesquelles ils n'avaient pas la majorité. En revanche, la plupart des pays en développement, en particulier ceux du groupe des 77, pensaient que les activités de terrain de la FAO étaient très utiles.

En 1987, doutant de la volonté du directeur général, Édouard Saouma, de se conformer à leurs exhortations, le groupe de Cairns et ses alliés ont réussi à faire adopter par l'assemblée plénière de tous les pays membres une résolution demandant un examen approfondi de « certains aspects des buts et opérations de la FAO ». Ce travail fut confié conjointement au Comité du programme et au Comité financier, avec l'appui d'un comité d'experts *ad hoc*, du directeur général et du secrétariat de la FAO. Et je fus chargé de rédiger le rapport final de ces travaux. Durant tout le processus, qui a duré deux ans, j'ai pu compter sur l'appui de Atif Y. Bukhari, président du Comité financier et ambassadeur de l'Arabie saoudite auprès de la FAO, qui modérait les réunions tout en me laissant conduire les débats et examinait les aspects financiers. J'ai bénéficié aussi de la collaboration de Kay Killingsworth, qui occupait un poste de haut rang à la FAO et assurait au mieux la préparation des réunions et de leurs comptes rendus dans différentes langues.

Dans tous ces travaux, j'ai pris le parti, avec l'accord de mes pairs, de concentrer l'attention sur l'analyse de la situation alimentaire et agricole dans le monde réel, ainsi que sur les activités effectives de la FAO, et pas sur les positions de principe des uns et des autres, à peu près impossibles à concilier. J'ai passé beaucoup de temps à rédiger le rapport final qui devait être tout à la fois diplomatique et ferme. Je l'ai présenté devant le Conseil et la Conférence⁶ de la FAO en 1989. Ce rapport dressait un état des lieux de la pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition dans le monde, en particulier parmi les populations paysannes. Il démontrait que l'aide alimentaire d'urgence et l'aide publique au développement étaient beaucoup trop faibles pour escompter

⁶ Le Conseil de la FAO, composé des représentants de 49 États-membres et d'un président, est l'organe exécutif de la Conférence, qui est l'assemblée plénière de tous les États-membres et membres associés, cette assemblée étant l'organe directeur souverain de la FAO.



En 1991, à l'occasion de l'anniversaire de son collègue et ami Yves Guoussault, professeur de sociologie du développement à l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES), Marcel Mazoyer plante un Ginkgo biloba dans la propriété en Normandie de son ami.



© Stéfania Janner



© INRAE/Mazoyer

À gauche : vue aérienne de la zone de l'Office du Niger, au Mali, en 2009.
À droite : village au bord du fleuve Niger en 2010 au Mali, où Marcel Mazoyer effectue un travail de consultant.

l'éradication de la pauvreté et de la faim dans un délai historique rapproché. Il concluait que les activités de terrain de la FAO devaient être maintenues à un niveau aussi élevé que possible, sans que leur financement n'empiète sur celui des activités de collecte et de diffusion d'informations, tout en énonçant des recommandations pour plus d'efficacité des opérations de terrain.

La plus grande partie des conclusions et des recommandations du rapport ont fait l'objet d'un consensus de la part des membres des deux comités, ce qui n'était pas un mince résultat. Mais il n'y a pas eu de consensus sur le financement : alors que les représentants de certains pays souhaitaient des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre les recommandations du rapport, d'autres estimaient que la FAO devait les appliquer à budget constant. Le directeur général a fini par mettre en pratique une partie des recommandations, dans un contexte financier difficile car certains pays continuaient leur bataille contre les opérations de terrain de la FAO en retardant le paiement de leur cotisation.

Ce travail à la FAO a pris fin en 1991. Mais j'ai continué ensuite de travailler avec le Comité interministériel pour l'alimentation et l'agriculture à Paris. À l'invitation de Jacques Diouf, ancien Agro de Grignon qui avait succédé à E. Saouma en tant que directeur général de la FAO, j'ai été associé à la préparation du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996. Et j'ai participé à d'autres conférences internationales traitant d'agriculture et d'alimentation.

VOULEZ-VOUS NOUS PARLER DE CERTAINES DE VOS ÉTUDES EN TANT QUE CONSULTANT ?

J'aimerais juste parler d'une consultation que j'ai faite en Haïti, en 1984, à la demande de l'ambassade de France dans ce pays. J'y étais déjà allé plusieurs fois auparavant, j'étais très impressionné par le fait que Haïti fut la première république de paysans noirs s'étant libérés de l'esclavage. Et j'avais eu l'occasion d'admirer le magnifique projet de développement agricole de Madian-Salagnac supervisé par M. Brochet.

Je me suis retrouvé en tant que conseiller agricole dans une mission organisée par la Banque mondiale : la cheffe de mission était une économiste japonaise, il y avait aussi un économiste argentin comme conseiller commercial. Après quelques visites de terrain et entretiens, nous avons eu une réunion avec les ministres de l'Économie et de l'Agriculture. Nous étions en pleine période de néo-libéralisme triomphant, de crise internationale de la dette, de politiques de stabilisation et d'ajustement structurel imposées aux pays endettés les plus en difficulté. Sans surprise donc, la cheffe de mission a fait la proposition principale suivante au nom de la Banque mondiale : supprimer des droits de douane sur les produits agricoles importés, qui étaient de l'ordre de 100 %, de manière à faire baisser de moitié les prix alimentaires et le salaire de la main d'œuvre peu qualifiée. En Haïti, ce salaire s'établissait à 2 dollars par jour, contre 1 dollar par jour dans d'autres îles des Caraïbes. L'objectif était d'attirer ainsi des usines de montage automobile

que des firmes américaines, souffrant de la concurrence japonaise et européenne, prévoyaient de délocaliser dans les Caraïbes, avec l'assentiment du gouvernement américain. Bel exemple d'une organisation internationale au service de capitaux privés ! Le conseiller commercial argentin soutenait la proposition, notamment parce qu'il y voyait une opportunité d'accroissement des exportations agricoles argentines en Haïti. Autres capitaux privés ayant des intérêts dans l'affaire...

Le ministre de l'Économie, frais émoulu de l'Université Harvard, accueillit très favorablement cette proposition, au motif de la création probable de quelques milliers d'emplois industriels. En revanche, le ministre de l'Agriculture s'y opposa vigoureusement : connaissant la situation dans les campagnes haïtiennes, il pensait qu'une telle baisse des prix des produits agricoles provoquerait un exode massif des paysans, un exode très supérieur aux créations d'emplois industriels attendues. De plus, en 1984, le ministre de l'Agriculture savait bien que la révolte grondait dans les campagnes haïtiennes : en effet, à la suite d'une épidémie de peste porcine africaine, les autorités américaines, canadiennes et mexicaines avaient imposé l'abattage systématique de tous les porcs de race créole, une race rustique valorisant bien toutes sortes de sous-produits des cultures et de déchets domestiques, à la viande très appréciée, et constituant une forme d'épargne sur pied pour de nombreux paysans.

J'ai soutenu la position du ministre de l'Agriculture et j'en ai explicité les

raisons dans mon rapport de mission. Je soulignais que l'économie paysanne haïtienne était en crise à cause des difficultés du milieu montagnard largement prédominant, de l'extrême faiblesse de l'outillage, de la superficie toujours plus petite des exploitations agricoles et de la concurrence par les prix des produits agricoles importés. Je recommandais une stratégie de développement radicalement différente de celle énoncée par la cheffe de mission, visant les objectifs suivants : assurer l'autosuffisance vivrière de la paysannerie ; dégager des surplus alimentaires commercialisables pour approvisionner les villes et aller vers une autonomie alimentaire aussi grande que possible ; dégager des surplus exportables ; constituer dans les campagnes un pouvoir d'achat adressant une demande aux autres secteurs de l'économie. Je concluais que sans une telle stratégie de développement du secteur paysan, le pouvoir d'achat créé par les nouvelles usines, à supposer qu'elles s'installent en Haïti, deviendrait un simple multiplicateur des importations.

Haïti a été soumis à une politique d'ajustement structurel à partir de 1986 et, hélas, toutes les conséquences prévues s'en sont suivies, dont l'afflux de paysans

appauvris et affamés dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Cet itinéraire dramatique, parmi d'autres, m'a fait beaucoup réfléchir sur les dégâts du libre-échange agricole quand il met en concurrence des agriculteurs dont les productivités et les coûts de revient sont très inégaux.

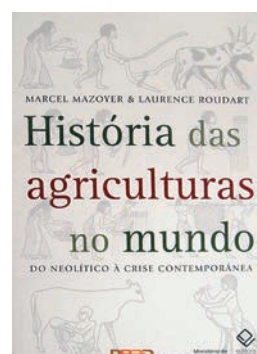
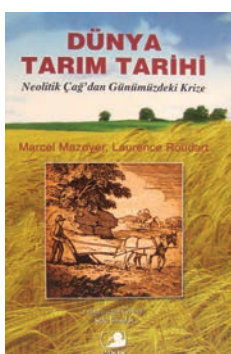
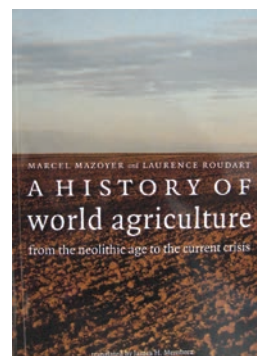
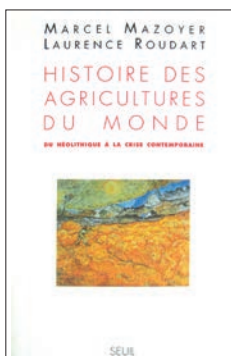
PRODUIRE UNE ANALYSE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE INTERNATIONALE

D'OÙ VIENT LE PROJET D'OUVRAGE HISTOIRE DES AGRICULTURES DU MONDE. DU NÉOLITHIQUE À LA CRISE CONTEMPORAINE QUE NOUS AVONS MENÉ ENSEMBLE ?

Pendant longtemps, j'ai pensé le contenu de ce livre uniquement en fonction des cours que je dispensais, à l'Agro et dans d'autres établissements en France et à l'étranger, en fonction d'une transmission orale donc. Je n'ai pas fait partie des générations d'enseignants-chercheurs soumis à une forte pression sur les publications. D'ailleurs, je ne pense pas que cette pression est souhaitable, elle contraint les chercheurs à publier sans cesse sans avoir le temps de mûrir leur réflexion, ce qui conduit à une masse de publications

peu intéressantes. Cela étant, j'avais écrit mes programmes d'enseignement et de recherche pour les concours que j'avais passés en 1967 et 1974, des articles notamment pour des encyclopédies, des communications à des colloques et beaucoup de rapports d'étude. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, plusieurs collègues – dont Hervé Bichat qui était alors directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture – ainsi que des anciens élèves m'ont pressé d'écrire ce que j'enseignais. Mais il y a un monde entre un cours oral et un ouvrage, surtout quand la matière traitée concerne de nombreuses agricultures du monde du néolithique à nos jours !

Par ailleurs, pour construire mon cours sur les systèmes agraires, j'avais lu des publications d'historiens, de géographes, d'anthropologues, de sociologues, d'agronomes, d'économistes, mais pas de manière systématique, et sans prendre de notes. Notre collaboration pour écrire *Histoire des agricultures du monde* (le titre a été choisi par l'éditeur) a démarré en 1991, quand tu travaillais à la FAO et que j'achevais là mon travail de président du Comité du programme. Nous avons discuté sur la base des notes que tu avais prises quand



Couvertures de *Histoire des agricultures du monde* en versions française, espagnole, anglaise, turque, grecque, portugaise (Brésil) et portugaise.

Couverture de
Agricultures du
monde, à destination
des jeunes adolescents.



tu avais suivi mes cours dans la spécialisation Développement agricole en 1985-1986. Après ton recrutement à l'Agro en 1993, nous avons travaillé durant quatre années de manière très intense, en menant de front l'écriture de ce livre et nos autres tâches d'enseignants-chercheurs. Chacun d'entre nous a écrit la première version de tel ou tel chapitre, puis l'autre l'a corrigée et complétée, et ainsi de suite, de nombreuses fois, jusqu'à ne plus pouvoir l'améliorer. Cela a été possible parce que nous avions le même niveau d'exigence et aussi des complémentarités dans le travail, et parce que nous avons en commun certaines valeurs quant à la nature et au sens de la production scientifique.

La publication en 1997 d'*Histoire des agricultures du monde* a été l'un des meilleurs moments de ma vie professionnelle. Le fait qu'il soit devenu un classique m'a rendu très heureux, de même que sa traduction en sept langues : anglais (américain), chinois (à paraître bientôt), espagnol, grec, portugais, portugais brésilien, turc. Je suis content aussi que nous ayons publié en 2004 une version pour les jeunes adolescents. Cette version courte s'adresse plus à la sensibilité qu'à la raison, mais c'est peut-être une manière plus efficace de convaincre durablement. Comme le disent les Bambaras, « Si vous voulez sauver des connaissances et les faire voyager à travers le temps, confiez-les aux enfants »⁷.

CET OUVRAGE AVAIT AUSSI UNE DIMENSION POLITIQUE.

Dans ce livre, nous avons voulu rendre les réalités agricoles intelligibles pour un large public, y compris les décideurs, dans un contexte où ces réalités sont méconnues voire ignorées. Pour cela, nous avons opté pour un discours tout à la fois concret et conceptualisé. Mais nous avons aussi formulé des analyses et des propositions qui allaient à

⁷ Bâ Amadou Hampâté, 1994. *Petit Bodiel et autres contes de la savane*. Paris, Stock.

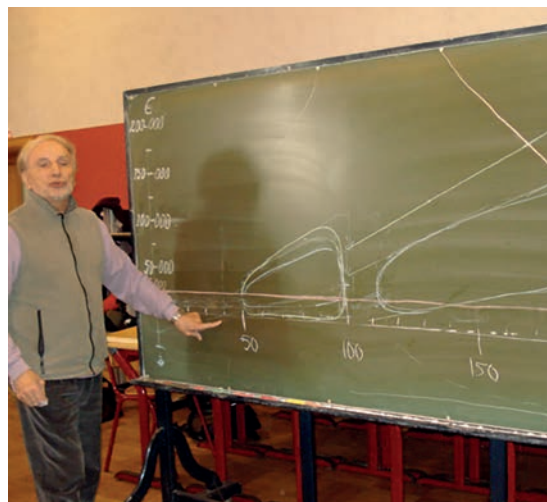
contre-courant de la pensée dominante à l'époque, celle-ci étant exprimée notamment dans l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC, signé en 1994 à Marrakech. Nous avons voulu donner des armes à ceux qui cherchent à construire des alternatives à un monde organisé en fonction de la concurrence par les prix sur les marchés, autrement dit en fonction des intérêts d'une poignée d'acteurs dominants.

Nous avons cherché à montrer que les contradictions de l'économie agricole mondiale aujourd'hui sont pour partie le produit d'une longue histoire, faite de multiples trajectoires écologiques, sociales et culturelles, des histoires suffisamment diversifiées pour démontrer que la croyance en un modèle unique de développement agricole est absurde et que toutes les agricultures contemporaines sont, à leur manière, « modernes ». Nous avons établi un panorama des gammes de productivité des grands types d'agricultures dans le monde à la fin du 19^e siècle et à la fin du 20^e, en insistant particulièrement sur la productivité du travail. Nous avons montré que la mise en concurrence par les prix d'héritages agraires aussi inégaux a entraîné et continue d'entraîner le blocage du développement puis l'appauvrissement, la ruine et l'exclusion de dizaines de millions de paysans peu productifs. Cette



© INRAE/Mazoyer

Marcel Mazoyer au Vietnam
en 1993, avec son interprète
et des enfants d'un village
dans le delta du Mékong.



concurrence est indirecte : tous les agriculteurs ne vendent pas directement sur des marchés nationaux ou internationaux. Mais elle exerce bel et bien une pression à la baisse sur les prix des produits agricoles dans la grande majorité des territoires du monde, contribuant ainsi à expliquer la crise agricole contemporaine. C'est pourquoi nous avons plaidé pour une autre organisation des échanges agricoles internationaux, reposant sur la délimitation de grandes zones à l'intérieur desquelles les niveaux de productivité du travail agricole sont comparables, et sur la mise en place progressive de barrières douanières dans chaque zone, des barrières d'autant plus élevées que les niveaux de productivité sont faibles. Cela de manière à relever petit à petit les prix agricoles et à relancer les économies paysannes en détresse.

VOUS AVEZ PARTAGÉ CES IDÉES AVEC LE CNJA (CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS).

À la fin des années 1990 et au début des années 2000, j'ai travaillé avec le CNJA dont le directeur, Frédéric Descrozaillès, était un de mes anciens élèves. Il était entouré de JA particulièrement actifs, parmi lesquels François Vanier et Jean-Luc Duval, qui réfléchissaient beaucoup sur la PAC et sur son alignement sur les injonctions de l'OMC. Ils étaient légitimement inquiets du démantèlement de sa politique de prix et du développement des aides soi-disant « découplées ». Mais ils avaient bien conscience aussi des problèmes agricoles et alimentaires dans d'autres régions du monde et

n'étaient pas d'accord pour que les exportations agricoles européennes fassent concurrence aux paysans pauvres d'Afrique et d'ailleurs. En 2000, les JA ont signé un manifeste avec tout un ensemble d'ONG pour la sécurité et la souveraineté alimentaires partout et pour tous. En 2001, ils ont produit un rapport d'orientation au titre très significatif *Paysans du monde : le prix de notre avenir*, dans lequel ils insistent sur la nécessité de prix agricoles rémunérateurs afin que les paysans puissent vivre dignement de leur travail, et sur la nécessité de maîtriser les volumes produits quand l'autosuffisance est atteinte dans une région donnée. J'ai été très heureux de contribuer, parmi d'autres experts, à fournir des arguments pour ce rapport.

Au cours de ces années, j'ai aussi coordonné la préparation du Larousse agricole qui a été publié en 2002.

VOUS AVEZ PRIS VOTRE RETRAITE MAIS N'AVEZ PAS CESSÉ DE TRAVAILLER...

Je n'ai pas vraiment pris de retraite, j'ai continué de travailler car c'est ma passion. J'ai été mis à la retraite de l'Agro quand j'ai atteint l'âge limite, en l'an 2002. J'ai beaucoup regretté de ne plus avoir d'échanges, ou presque plus, avec les étudiants de cette école car leurs questions, leurs remarques et leurs analyses m'ont toujours beaucoup inspiré. Cela étant, j'ai continué d'avoir des échanges très enrichissants avec les étudiants du master Développement agricole durable de l'université de Paris XI, dirigé par Gérard Azoulay, dans

lequel j'ai poursuivi mon enseignement durant plusieurs années, y compris en animant un stage d'analyse-diagnostic agricole chaque année. De plus, en 2007-2008, j'ai eu l'honneur d'être nommé titulaire de la chaire internationale Francqui des universités belges. J'ai donc donné des conférences et des cours à l'Université de Liège, à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université catholique de Louvain, j'ai conduit un stage et j'ai eu de riches discussions avec Guy Mergeai, Jean-Claude Grégoire, Marjolein Visser, Philippe Baret. J'ai aussi fait des cours dans d'autres universités à l'étranger, à l'invitation de plusieurs de mes anciens doctorants ayant construit des enseignements en agriculture comparée et développement agricole.

Par ailleurs, j'ai continué de faire beaucoup de conférences et de participer à de nombreux débats, en France et à l'étranger, sur tous les continents (sauf l'Australie), ce qui m'a donné de multiples occasions d'échanges avec des organisations professionnelles agricoles de toutes tendances, des associations humanitaires, des partis politiques, des syndicats, des organisations internationales, des universités, des centres de recherche, etc. Je me souviens en particulier de forums sociaux mondiaux à Porto Alegre, de conférences-débats à Rio de Janeiro, Sao Paulo, du deuxième Sommet mondial de l'alimentation à Rome en 2002, du Congrès mondial des agronomes à Québec en 2012 et d'autres conférences à Québec et à Montréal.

En 2007/2008, Marcel Mazoyer anime un stage d'analyse-diagnostic de système agricole près de Ath dans le Hainaut (Belgique).



© INRAE / Mazoyer



© INRAE / Mazoyer

Leçon inaugurale de Marcel Mazoyer pour la Chaire Francqui internationale, en 2007. A l'issue de sa leçon inaugurale, Véronique Halloin, pour la Fondation Francqui, s'apprête à remettre à Marcel Mazoyer la médaille Francqui.

Enfin, j'ai participé à des travaux avec des anciens élèves et à des cercles de réflexion dont j'appréciais l'ambition. Ainsi, tout au long des années 2000 et 2010, j'ai travaillé avec Erwan Allain, un ancien élève devenu directeur scientifique de la Sobac, une société qui commercialise des amendements organiques à base de microorganismes et de champignons filamenteux. Ces amendements sont produits par Marcel Mézy, qui se définit comme un «paysan-chercheur» et un «paysan-trouveur», ce qu'il est effectivement⁸ ! En collaboration avec Bertrand Oudot notamment, nous avons conduit des études techniques et économiques sur l'efficacité

⁸ Le Roux P., 2020, *Marcel Mézy. L'homme qui redonne vie à la terre*, Editions du Rouergue, 157p.

de ces produits dans différentes régions agricoles françaises. Ce type de produit est potentiellement une source de fertilité importante et durable pour beaucoup de sols agricoles au XXI^e siècle. J'ai aussi participé à une étude dans la zone de l'Office du Niger (ON) au Mali, avec toi et Benoit Dave qui travaillait depuis longtemps avec les paysans du Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (Sexagon). L'ON est une zone d'agriculture irriguée dans le delta intérieur du fleuve Niger, à environ 200 kilomètres au nord-est de Bamako. Là, en 2009, les acquisitions foncières à grande échelle battaient leur plein à la suite de la crise financière de 2008 et faisaient polémique. De manière très classique, beaucoup de personnels administratifs et politiques, ignorants

des choses de l'agriculture, étaient convaincus que les «nouveaux investisseurs» étaient plus capables d'accroître la production agricole que les paysans déjà en place. A contrario, notre étude a bien démontré que les familles paysannes de l'ON sont capables de répondre à leurs besoins essentiels, de produire des surplus vivriers commercialisables et d'investir pourvu que des politiques agricoles avisées leur en donnent les moyens. Dans un pays comme le Mali où les opportunités d'emplois non agricoles sont rares, où beaucoup de personnes sont à la recherche de moyens pour vivre décemment et où le gouvernement souhaite accroître de manière significative la production agricole, de tels résultats méritent d'être entendus.



© INRAE / Mazoyer

Marcel Mazoyer reçoit en 2012 les insignes de Docteur honoris causa de l'université de Liège. A sa droite, Bernard Rentier, recteur de cette université, à sa gauche, Guy Mergeai, professeur.



© INRAE/Mazoyer

RÉTROSPECTIVEMENT, QUELS SENTIMENTS VOUS INSPIRE VOTRE PARCOURS ?

Je suis toujours étonné d'avoir eu un parcours personnel et professionnel aussi riche et aussi gratifiant. Les meilleurs moments de ma vie personnelle ont été ma rencontre puis mon mariage avec Inge Lise, ensuite la naissance de nos trois enfants, Patricia, Florence et François. Nous avons une petite-fille, Solveig, et un arrière-petit-fils, Hugo. Et nous avons le bonheur de nous retrouver souvent en famille autour d'un verre ou d'un bon repas.

Il y a eu beaucoup de « meilleurs moments » dans ma vie professionnelle. Si je devais en retenir deux, ce serait : être reçu au concours organisé à l'Agro pour succéder à R. Dumont en tant que professeur titulaire de la chaire d'agriculture comparée et développement agricole ; la publication d'*Histoire des agricultures du monde*. J'ai eu la chance de rencontrer beaucoup de gens formidables, en particulier parmi les agriculteurs et les étudiants. Bien sûr, comme tout le monde, j'ai eu des déceptions et de fortes déconvenues. Mais, je ne veux garder que les bons souvenirs.

J'ai porté le combat de faire connaître et reconnaître la richesse des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être des paysanneries. Comme nous l'avons écrit dans la dédicace d'*Histoire des agricultures du monde*, ce sont les paysannes et les paysans qui ont fait le monde dont nous vivons. J'ai toujours été fasciné par ce génie des peuples humains, tout à la fois un et multiple, qui façonne et est façonné en retour par ses environnements, dans la longue durée, renvoyant ainsi à la

puissance et à la beauté des règnes minéral, végétal et animal. Depuis dix mille ans, l'agriculture est au cœur de ces interactions. Celles-ci n'ont pas toujours été harmonieuses, loin s'en faut, mais elles l'ont été, et le sont encore, en bien des lieux. J'ai voulu lutter contre les différentes formes de domination qui s'exercent à l'encontre des paysanneries et qui impliquent des conditions de vie et de travail avilissantes pour la plupart d'entre elles.

Pour porter mes combats, j'ai choisi l'enseignement principalement, à l'Agro surtout où je me suis beaucoup investi. J'ai aussi fait de nombreux cours et conférences, participé à beaucoup de débats à travers le monde et j'ai écrit, en espérant convaincre. En 2012, je suis devenu docteur honoris causa de l'université de Liège. En 2018, l'Académie d'agriculture de France m'a décerné une médaille d'or pour l'ensemble de mes travaux et j'ai été très heureux que ce soit Bertrand Hervieu, ancien président de l'Inra et sociologue bien connu des mondes agricoles, qui me remette cette médaille.

Des choses bougent aujourd'hui : les mouvements agraires locaux, nationaux et internationaux sont de plus en plus audibles, depuis les échelles locales jusqu'aux forums internationaux ; les récents débats sur les agricultures familiales dans les milieux scientifiques et du développement ont donné de la visibilité à cette forme sociale d'agriculture, qui est très largement majoritaire ; l'usage durable des ressources naturelles est une préoccupation sociale de plus en plus marquée ; et l'agro-écologie intéresse de plus en plus de gens, pas seulement dans sa version



strictement écologique mais aussi dans sa version politique, qui est porteuse d'une ambition de justice sociale.

Mais, le combat est loin d'être gagné. La plupart des paysannes et des paysans du monde continuent de vivre dans une pauvreté inacceptable, la grande majorité des décideurs politiques ignorent le monde agricole et sont sourds aux ravages systémiques de l'ordre économique, agricole et alimentaire mondial, qui met en concurrence des agricultures très inégales et détruit les moins bien dotées. Quand je vois l'état de la PAC en Europe, je suis catastrophé. Le combat doit donc continuer. Comme le dit *La Via Campesina* : « *Globalicemos la lucha, globalicemos la esperanza* » !!!

À gauche : conférence à la maison des anciens élèves de l'Agro, quai Voltaire à Paris en 2012.

À droite : Laurence Roudart fait une communication sur « La question agraire à l'épreuve de la révolution russe » au colloque international 1917-2017 : « Espoirs, utopies et héritages de la Révolution russe », novembre 2017, Maison du Peuple de Saint-Gilles, Bruxelles.



Marcel Mazoyer reçoit, en 2018, la Médaille d'Or de l'Académie d'Agriculture de France des mains de Bertrand Hervieu, en présence de Gérard Tendron et, en arrière-plan, Corinne Migné et Constant Lecœur.

ARCHORALES n°21 ÉCONOMISTES RURAUX

TOME 1

AVANT-PROPOS
PHILIPPE MAUGUIN

L'ÉCONOMIE RURALE EN FRANCE UNE MÉMOIRE
À RESTITUER, UNE HISTOIRE À ÉCRIRE
PIERRE CORNU ET EGIZIO VALCESCHINI

DENIS BERGMANN (1919-1987) NOTICE BIOGRAPHIQUE
PIERRE CORNU ET EGIZIO VALCESCHINI

TÉMOIGNAGES
MICHEL PETIT
ANDRÉ BRUN
JEAN-MARC BOUSSARD
MARCEL MAZOYER

TOME 2

LOUIS-PASCAL MAHÉ
JEAN CAVAILHÈS

FRANÇOIS BONNIEUX
AMÉDÉE MOLLARD
ANDRÉ ROSANVALLON

RAPHAËL LARRÈRE
PIERRE COMBRIS

Directeur de la publication : Egizio Valceschini, président du Comité d'Histoire INRAE / Cirad
Responsable de la mission Archorales : Egizio Valceschini
Conception : STUDIO INRAE
Mise en page : Gwendolin Butter
INRAE, 147 rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07

Imprimerie BIPRINT, 28 rue des Fontenelles, 78920 Ecquevilly, tél. 01 78 80 37 24
Version imprimée : 978-2-7380-1454-2
Version numérisée : 978-2-7380-1455-9
Dépôt légal : mars 2023

